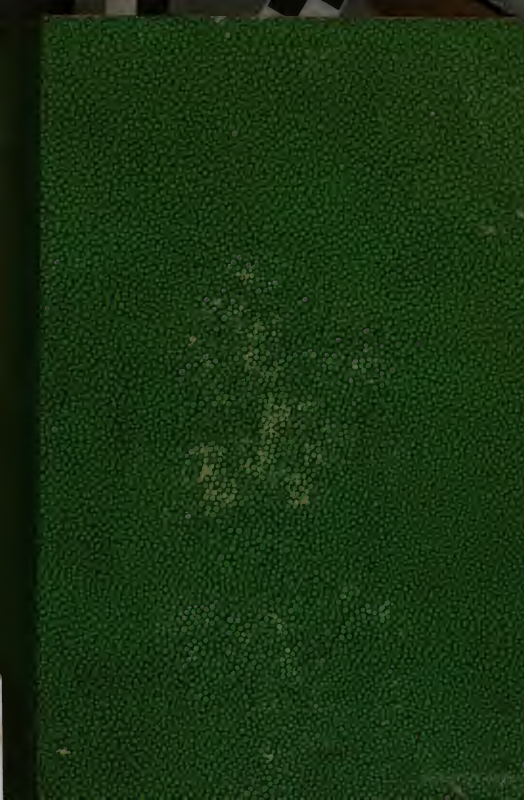






NAZIONALE
B. Prov.
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
VI
212
NAPOLI

BIBLIOTECA PROVINCIALE
Alfabetico
V
5341
Num. d'ordine 3
Palchetto
B.



129

8

~~21-24~~

P. Cor.

II

212-215

IMPRIMERIE DE M^{me} V. DONDEY DU PRÉ
101, Saint-Louis, 46, au Marais

616052

HISTOIRE D'ANGLETERRE

PAR OLIVIER GOLDSMITH,

CONTINUÉE JUSQU'EN 1815 PAR CH. COOTE,

ET JUSQU'À NOS JOURS PAR LE TRADUCTEUR,

M^{re} ALEXANDRINE ARAGON,

AVEC NOTES

DE MM. THIERRY, DE BARANTE, DE NORVINS ET THIERS



PARIS. E. HOUDAILLE, EDITEUR,

RUE RICHELIEU, 28.

1840







Chis. Goldsmith.
GOLD SMITH

NOTICE

SUR



OLIVIER GOLDSMITH.

In a wit a man, simplicity a child.

— POPE. —

Souvent la plus courte pensée révèle tout-à-coup ce que les pages les plus longues et les plus étudiées n'ont pas eu le secret de dire. C'est ainsi que ce peu de mots d'un poète illustre résume toute l'histoire de Goldsmith, de cet homme à la fois riche d'esprit et simple de cœur; de cet homme dont l'essence fine et pure d'un côté, légère et faible de l'autre, donna à sa vie sociale et littéraire des phases si changeantes et si diverses; la colora d'une manière tantôt flatteuse et enivrante, tantôt terne et décourageante, et la rendit tour à tour si douce et si pénible, si joyeuse et si triste. Ces seuls mots d'une concision éloquente et fidèle révèlent en même temps le mérite de l'écrivain et cette probité de conscience si souvent admirée et si rarement limitée, cette bonté d'âme qui le rendit si inépuisable en bienfaits, si aimable en amitié, cette grâce naïve répandue dans toutes ses peintures et ses écrits, charme puissant qui provenait d'un cœur chaleureux et bienveillant, vivant surtout de ces beaux rêves d'innocence où tout est possible pour la pratique des vertus et le bien de l'humanité. « Homme » par l'esprit, enfant par la simplicité, » Il ne comprenait guère de la vie que ses ravissantes poésies, et ne voyait presque rien des réalités vicieuses du monde et de ses semblables. D'après ce portrait, il est facile d'entrevoir combien d'incertitudes et de déceptions Goldsmith dut rencontrer dans sa trop courte carrière.

Olivier Goldsmith, né en 1729, était fils d'un ecclésiastique d'Irlande, favorisé en vertus beaucoup plus qu'en richesses. Le lieu de sa naissance est assez incertain; mais qu'il soit né à Elphin, comté de

Roscommon, comme le veulent les uns, ou à Pallas, comté de Longford, comme le prétendent les autres, et Johnson le premier, peu importe; ce qu'il y a de certain et de glorieux pour lui, c'est que l'Irlande s'honore d'être sa patrie. Olivier, destiné d'abord au commerce, ne trouvait dans les études sèches et froides de l'arithmétique qu'une nourriture *insuffisante* pour les besoins de sa jeune et vive intelligence, et son imagination curieuse et avide ne se plaisait qu'au récit des interminables aventures que son maître d'école, vieux soldat de la reine Anne, ne se lassait jamais de lui raconter. De là, sans doute, ce goût pour la vie errante et aventureuse, et cette passion pour les voyages, qui se développèrent en lui quelques années plus tard. Sa mère, la seule personne de la famille qui comprit bien les penchants de sa nature, et qui souvent avait gémi d'une modicité de fortune qui, partagée entre neuf enfants, ne lui permettait pas de donner à Olivier l'instruction que semblait réclamer son organisation intellectuelle, eut une grande part au changement de sa première destinée. Elle recourut à l'appui de quelques parents, qui, mieux partagés qu'elle sous le rapport de la fortune, s'intéressèrent à Olivier, et, l'arrachant à la carrière pour laquelle il sentait si peu de dispositions, lui firent faire ses études classiques. Un mot spirituel de l'enfant avait décidé son père à céder enfin aux instantes prières de sa femme. Il dansait un soir à une fête d'enfants que lui avait donnée l'un de ses oncles; le joueur de violon, frappé de la laideur et de la tournure chétive du petit Olivier, défiguré par les traces de la petite-vérole, dont il était à peine guéri, le plaisanta sans ménagement, et le compara à Ésope : « Eh bien, répond Olivier, alors âgé de neuf ans, c'est donc Ésope » qui danse et son singe qui joue. » Dès ce moment, le bon ministre irlandais, jusque là *opiniâtre* et un peu sévère, renonçant à ses premiers projets, comprit qu'il aurait peut-être à se reprocher un jour d'avoir contrarié les inclinations de son fils, et il consentit à ce qu'il abandonnât le commerce pour s'occuper de ses classes et se préparer à entrer à l'université de Dublin. A quinze ans il y fut admis, et obtint en peu de temps le degré de bachelier ès-arts, et il étudia tour à tour la physique, la médecine et l'anatomie, sous les meilleurs professeurs de l'université. Mais deux circonstances fatales nuisaient à ses études, et contribuaient à lui ôter peu à peu l'aptitude et le courage nécessaires : la dureté et la violence brutale de son précepteur, et le penchant invincible du jeune homme pour le plaisir. Olivier était presque

toujours, ou d'une gravité qui le portait à la mélancolie, ou d'une gaieté entraînante, qui, jointe à la bienveillance de son caractère candide et vrai, le rendait excessivement aimable pour ses amis, dont le nombre devint en peu de temps beaucoup plus considérable qu'il ne le fallait pour l'intérêt de sa bourse et celui de ses études; car il était obligeant jusqu'à l'entier oubli de lui-même, généreux jusqu'à la prodigalité, et fou avec ses camarades jusqu'à risquer les plus rudes châtimens pour le plus simple divertissement. Il eut un jour la malencontreuse idée de leur donner un bal dans sa chambre. Cette infraction aux réglemens de l'université était de nature à être punie, sans doute; mais aux yeux du rigide professeur elle était impardonnable; aussi rien ne pourrait-il donner une juste idée de l'indignation et de la fureur du pédagogue, lorsqu'en entrant dans la chambre d'Olivier il aperçut l'écolier, ses amis et leurs jolies partners dansant de tout leur cœur, après avoir savouré le plaisir d'un joyeux souper, dont les débris couvraient encore la table. La renverser d'un coup de pied, courir sur le pauvre amphitryon, l'accabler de coups, et disperser devant lui la troupe folâtre des jeux et des amours, tout cela ne fut que l'affaire d'un instant. Il en résulta qu'Olivier, honteux de l'injure qu'il avait reçue, et découragé tout-à-fait par la dureté implacable de son maître, abandonna le collège, et vendit ses livres et ses vêtemens, dont le prix l'aida à errer dans la ville de Dublin, et à essayer pendant quelques jours des douceurs de l'indépendance, situation qui, alors plus que jamais, lui semblait la plus désirable du monde. Les conditions de ce premier essai de liberté furent remplies si rigoureusement, qu'il lui arriva de ne manger pendant trente-six heures qu'une poignée de pois secs que lui donna une jeune fille, repas qui lui parut si délicieux, à ce qu'il assura depuis, qu'il crut n'en avoir jamais fait un meilleur. Toutefois, il y avait bien là de quoi le tirer un peu des fascinations de l'indépendance; aussi lui revint-il un moment de calme et de sang-froid, pendant lequel Henri, son frère aîné, pour lequel il eut toujours la plus tendre affection, usant de son influence sur lui, le réconcilia avec son précepteur et le reconduisit au collège. Mais le caractère de cet homme orgueilleux et dur, si en désharmonie avec la nature aimante et faible de Goldsmith, était peu propre à lui rendre le courage et l'énergie qu'il avait perdus. Olivier, jusque là studieux, quoique léger et trop facile au plaisir, devint paresseux; les séditions, les révoltes des étudiants, étaient les passe-

temps qui paraissent le plus lui plaire. On le vit même figurer, en 1747, dans une émeute dont le but ne tendait à rien moins qu'à délivrer les prisonniers de Newgate. Enfin, les scènes de tumulte et de désordre, que naguère il eût fûtes, étaient devenues ses plaisirs de prédilection.

Au milieu de ces écarts de jeunesse, espèce de tourmente morale qui laissait en suspens la véritable vocation de ce jeune homme, et dissimulait son caractère réel, même aux yeux de ceux qui avaient le plus d'intérêt à l'observer et à l'étudier, il perdit son père. Cette première épreuve des douleurs de la vie, en déchirant son cœur, éclaira sa raison. Plus que jamais il retombait à la charge de sa nombreuse famille, et il sentit la nécessité d'utiliser sa vie. Après s'être vainement efforcé de satisfaire les désirs de son oncle Contamine, qui voulait le faire entrer dans l'état ecclésiastique, pour lequel il avait toujours eu de la répugnance, n'ayant point été admis d'après l'insuffisance de ses examens, il fut placé auprès d'un jeune homme, pour diriger son éducation. Mais cette situation dépendante ne pouvait plaire long-temps à un esprit enthousiaste de tout ce qui était liberté. Le souvenir des récits qui avaient charmé son enfance revenait à son esprit : il se rappelait avec délices les aventures sans nombre de son premier maître d'école, excellent homme qui avait l'art de l'amuser en l'instruisant. Ce retour vers une époque où, pour la première fois, il avait entrevu les plaisirs de la vie errante et libre, réveilla avec force ces impressions d'enfance toujours si profondes, et dès lors il eut la passion des voyages. Les économies d'une année de dépendance lui permettaient de la satisfaire, et, assuré du consentement de sa famille, il se rendit à Cork, où il paya son passage pour l'Amérique. Mais des vents contraires retinrent pendant quelques semaines le bâtiment dans le port ; Olivier, pendant ce temps, parcourait la ville et ses environs, plein de confiance dans la parole du capitaine, et attendant sans nulle inquiétude le moment qu'il croirait favorable pour mettre à la voile. Mais un jour, au retour d'une excursion, il apprit qu'il était parti avec l'argent qu'il lui avait donné d'avance. Ce mauvais début le déconcerta si cruellement, sous le rapport de ses finances, que, renonçant à aller visiter le Nouveau-Monde, il reprit le chemin de la maison paternelle, où il raconta si plaisamment sa mésaventure, que ni sa mère ni son oncle n'eurent le courage de lui faire des reproches. Il fallut renvoyer à un temps plus propice le plaisir de

voyager ; il sentait de nouveau le besoin d'une existence laborieuse et lucrative ; mais il ne voulait plus, à aucun prix, de la vie pénible de précepteur : or, il consentit à se rendre à Temple-Bar, pour y suivre l'étude des lois. Le but généreux de cette carrière souriait à son âme franche et enthousiaste de la vertu : plaider pour la cause de l'infortune, défendre les droits sacrés de l'humanité, quel de plus glorieux pour l'homme qui comprend la mission qu'il a reçue du ciel ? Il était tout préoccupé de ses succès futurs et de son noble avenir, ne songeant guère que le plus terrible obstacle à sa réussite pourrait bien être lui-même, lorsqu'il fut entraîné par un ami dans une maison de jeu. Là un escroc, qu'il prit pour un honnête homme, lui enleva l'argent qui lui avait été donné pour ses études, et, réduit de nouveau à son dernier schelling, il fut contraint de quitter Londres, et de retourner dans sa famille, trop pauvre pour réparer sur-le-champ la perte d'argent dans laquelle venait de l'entraîner sa faiblesse.

Cette fois il se crut une vocation déterminée pour la médecine, et il partit pour l'université d'Édimbourg avec la ferme résolution de se consacrer entièrement à une profession si utile pour l'humanité. Il travaillait avec ardeur, bien qu'en dépit de ses projets sincères de réforme, une nature trop facile, trop apte au plaisir, le détournât souvent de ses études. Mais il semblait réellement que tout dût lui porter malheur, ses vertus comme ses faiblesses : cette bienveillance qui faisait partie de sa nature lui devint elle-même funeste. Il y avait deux choses auxquelles il ne savait jamais résister, l'occasion d'une fête avec des amis et celle d'un bienfait. L'obligance, vertu dont il faut souvent se méfier, quelque pure et sainte qu'elle soit, parce qu'elle vous compromet quelquefois autant qu'un vice, était pour lui un besoin inhérent à son être, et pour le satisfaire il ne considérait rien. C'est ainsi que, s'étant rendu caution pour un de ses amis d'une somme assez considérable, il fut arrêté un beau jour et jeté en prison. Il en sortit promptement par le zèle de ses amis, et surtout du docteur Sleigh, et, à peine rendu à la liberté, il s'embarqua pour Rotterdam, se rendit à Leyde pour y compléter ses études, et de là à Bruxelles, parcourut plusieurs villes de la Flandre, et se fixa pendant quelque temps à Strasbourg, puis ensuite à Louvain, où il obtint le degré de bachelier. Jeune et vigoureux, il fit ce voyage à pied, et cette manière de voyager, qui répondait à la tournure rêveuse et philosophique de son esprit, fut extrêmement favorable au projet qu'il fit alors d'étudier les

mœurs des différents pays et les ridicules des diverses sociétés qu'il fréquentait. Malheureusement pour lui, elles ne furent pas toujours bonnes, et c'est aux liaisons corrompues, dont il n'eut jamais la force de se dégager, qu'il dut la passion du jeu, passion funeste qui entrava constamment tous ses succès.

Au milieu de la gêne où le plongeaient sans cesse ses pertes et ses folles prodigalités, il trouvait toujours moyen de ne jamais refuser un service, ou de faire quelque chose d'aimable pour un être aimé. Il parcourait un jour les rues de Leyde, rêvant assez tristement à l'état de ses finances presque entièrement épuisées, et aux expédients qu'il pourrait employer pour rester dans cette ville. Tout-à-coup des fleurs brillantes de beauté et d'éclat frappent sa vue; il s'arrête et, se souvenant que son frère Henri, le plus cher et le meilleur ami qu'il ait jamais eu, aime ces fleurs passionnément, il tire sa bourse, y prend les dernières pièces qu'il possède, et les achète pour les lui envoyer. Cette dernière dépense, en le mettant dans un dénûment complet, le fixa sur le parti qu'il avait à prendre, et lui fit adopter sans hésiter une ressource à laquelle jusque là il n'avait encore songé que confusément : ce fut de mettre à profit, pendant ses voyages, le peu de connaissance qu'il avait de la langue française et quelque talent sur la flûte. Ce moyen lui réussit mieux qu'aucun de ceux dont il avait vainement essayé jusque alors : la connaissance du français lui assurait, dans toutes les maisons religieuses où il s'arrêtait, la plus charitable hospitalité, et sa flûte le faisait accueillir avec les transports de la joie par tous les paysans de la Flandre et de l'Allemagne, qui, après l'avoir écouté avec enchantement, lui offraient d'un excellent cœur un lit, un bon souper et une petite provision pour la journée du lendemain. « Quant aux riches et aux grands, » racontait-il lui-même, j'étais rarement tenté de m'arrêter à leur porte; car je dois avouer que mon talent était odieux pour la délicatesse de leur oreille, et que, quels que fussent mes efforts pour leur plaire, ils ne m'offrirent jamais la moindre récompense. »

Il poursuivait ainsi son philosophique voyage, et visita tour à tour la France, l'Allemagne et la Suisse. C'est de ce dernier pays qu'il envoya à son frère la première partie de son poème intitulé *le Voyageur*, charmante production qui abonde en peintures naïves, et où se reflète tant de fraîcheur d'imagination et de cœur. A Genève, il fut recommandé à une famille honorable, et placé par l'entremise de ses parents auprès d'un jeune homme fort riche, qui désirait quelqu'un pour l'accompa-

guer dans ses voyages et lui servir plutôt d'ami que de gouverneur. Ils furent assez bien ensemble pendant quelques mois. Mais l'homme avec lequel Olivier était forcé d'être en contact continuuel était aussi parcimonieux qu'il était prodigue. De certains contraires il naît quelquefois un accord singulier entre les individus les plus opposés en apparence; mais il en est d'autres qui ne sauraient produire qu'éloignement et antipathie : c'est ce qui arriva entre la nature vulgaire et mesquine du jeune riche et la nature noble et généreuse du jeune pauvre. A Marseille, sur un léger différend, il demanda son congé, et il reprit avec joie sa flûte, ses ballades et son indépendance chérie. Il visita alors les belles villes d'Italie, se fixa pendant quelque temps à Padoue, où il prit le degré de docteur en médecine, revint en France, dont il prit une connaissance plus complète, et enfin il rentra dans sa patrie comme il en était sorti, pauvre d'argent, mais riche de souvenirs, de savoir et de philosophie.

Plein de courage, mais dépourvu de cette ambition qui dévore les hommes et profane le génie ou l'étouffe, la fortune n'était, après tout, pour lui qu'une considération secondaire, et la privation de ses faveurs ne pouvait ni altérer la sérénité de son âme ni troubler les jouissances de sa vie, tantôt méditative comme celle d'un sage, tantôt folle comme celle d'un enfant capricieux et volage. L'homme insatiable dans ses desirs était à ses yeux le plus insensé et le plus à plaindre : « Qu'importe la fortune ? disait-il : là où est la richesse, on voit aussi le cortège des inquiétudes et des soucis. N'aurai-je pas toujours une part suffisante des biens de la terre ? Il en faut si peu pour être heureux ! » Cependant son état de dénuement en rentrant dans sa patrie, son isolement dans Londres, où il était accueilli partout comme un étranger, dont la mauvaise mine, la triste tournure inspiraient la méfiance ou le mépris, le plongèrent pendant quelques moments dans de sombres réflexions. Outre une figure assez commune, qui était loin de prévenir en sa faveur, il avait un accent irlandais qui augmentait encore le désagrément de sa personne et contribuait à lui attirer les refus les plus désobligeants, les réceptions les plus décourageantes. Un chimiste, touché enfin de sa situation et séduit par sa bonhomie et sa simplicité, consentit à le prendre chez lui et à l'occuper dans son laboratoire. Il vécut là jusqu'au moment où il retrouva son ami le docteur Sleigh, à qui une fois il avait dû sa liberté. Sans perdre de temps, il se rendit chez lui. « C'était un dimanche, raconte-t-il : on doit croire qu'à cette oc-

» casion je m'étais vêtu de mon meilleur habit et que je m'étais donné
» aussi bonneminne que possible ; mais la misère me faisait payer depuis
» long-temps de si cruels impôts, que ma figure en portait les traces,
» et que Sleigh eut d'abord beaucoup de peine à me reconnaître.
» Quand il se fut convaincu que c'était bien moi, oh ! alors je retrouvai
» son cœur aussi chaud d'amitié que par le passé, et dès ce moment il
» ne tint qu'à moi de puiser dans sa bourse et de la regarder comme
» la mienne. »

Mais, trop délicat pour vivre à la charge de l'amitié, il accepta avec empressement la proposition qui lui fut faite dans le même temps de seconder le docteur Milner comme professeur en second à l'école de Peckham ; et un peu plus tard il se fit médecin. Cependant, quelque courageux, quelque laborieux que fût le pauvre Goldsmith, il n'avait aucun succès ; sa qualité d'Irlandais lui était partout un obstacle continu, et son savoir dépourvu de « l'impudence nécessaire » n'était pour lui qu'une ressource bien précaire. Il écrivait dans ses longues heures d'innoculation et de solitude, et c'est à cette époque que ses premiers succès littéraires lui firent entrevoir un avenir plus prospère. Le monde semblait lui savoir plus de gré des articles critiques qu'il faisait paraître dans le *Monthly-Review* que de toute sa science médicale, et dès lors il s'adonna sérieusement à la littérature.

Au reste, il fut favorisé dans cette carrière difficile par une circonstance qui lui fut toute particulière ; c'est que les libraires auxquels il eut affaire furent presque tous à son égard d'une si grande générosité, d'une si étonnante probité, qu'il leur conserva toute sa vie une extrême reconnaissance, et ne cessa de les considérer comme ses protecteurs les plus réels. Cette faveur singulière, qui accompagne si rarement la gloire des auteurs, est trop curieuse pour ne pas occuper une place dans l'histoire de cet homme intéressant que la fortune et le monde dédaignèrent pendant si long-temps. Mais si les libraires de ce temps lui donnèrent de telles preuves de considération et d'estime, il faut dire qu'en revanche ils trouvèrent dans Goldsmith une conscience non moins probe, une délicatesse non moins rare, et une modestie plus étonnante encore que tout le reste. Le libraire auquel il offrit son gracieux poème du *Village abandonné* lui en donna cent guinées, et le jour même où il lui remit son manuscrit il les lui compta. Goldsmith courut le lendemain chez l'un de ses amis pour lui raconter l'affaire qu'il venait de conclure. « Vraiment ! lui dit l'ami tout étonné,

« c'est un prix énorme, auquel je ne me fusse jamais attendu ! — Ni moi non plus, reprit l'auteur avec une naïve modestie qui fit sourire l'autre ; je trouve même que cette somme est fort au-dessus du mérite de mon manuscrit. Depuis que j'ai reçu ce billet, je n'ai pas eu un moment de repos, et je suis déterminé à le rendre. » Et, en effet, il retourna chez son libraire, qu'il força à reprendre ses cent guinées, s'obstinant à n'être payé qu'en raison du déblé de l'ouvrage, qui, par bonheur pour lui, eut un succès brillant.

C'est ainsi qu'il fut entraîné à se livrer tout entier à une carrière où tout paraissait vouloir lui sourire et le dédommager de ses souffrances passées ; et, vers la fin de 1759, deux ans après son retour, il se trouva dans une assez grande aisance pour remplacer le misérable réduit où il s'était caché jusque alors par un commode et bel appartement, situé dans Green-Arbour-Court ; et bientôt, par la générosité du libraire Newbury, pour lequel il travaillait sans relâche, il quitta Green-Arbour-Court pour Wine-Office-Court, dans Fleet-Street ; et ce fut là qu'il s'occupa de son inimitable *Vicaire de Wakefield*, chef-d'œuvre de naturel et de gracieuse simplicité, qui établit sa réputation comme romancier, et lui acquit pour jamais l'amitié du célèbre Johnson : peut-être doit-on citer cette circonstance comme le meilleur éloge qu'on puisse faire de cet ouvrage.

Goldsmith se trouvait donc dans une aurore de prospérité, qui, avec plus de prévoyance, plus de prudence dans sa conduite, moins de prodigalité et moins de faiblesse, aurait pu le conduire en peu de temps à une indépendance certaine. Mais les privations de sa jeunesse, l'indifférence du monde pour lui tant qu'il avait été malheureux, l'égoïsme des hommes, toutes les leçons sévères de la vie, ne l'avaient que faiblement éclairé, et rien n'avait eu le pouvoir de le guérir de son penchant au plaisir, de son goût funeste pour le jeu, et de son besoin insatiable d'exercer une obligeance et une libéralité sans discernement et sans calcul. Il ne tarda pas à en être dupe, et, un matin, après avoir épuisé ses dernières ressources pour rendre service à l'un des nombreux amis qui étalent à la piste de ses succès et de ses éclairs de fortune, il se vit contraint par ses créanciers de rester prisonnier dans son bel appartement de Fleet-Street. Heureusement Johnson, qui s'intéressait à lui, contribua alors à lui faire vendre avantageusement le manuscrit de son *Vicaire*, et les soixante livres sterling qui lui furent payées, en satisfaisant une partie de ses créanciers, le tirèrent de la

situation fâcheuse où l'avait plongé encore une fois son imprévoyance.

Nul homme ne fut jamais plus étranger que lui à l'intrigue et ne posséda moins l'art de se faire valoir et de tirer parti des chances favorables que la fortune lui offrit quelquefois. Il manquait totalement de cet esprit d'à-propos toujours utile et qui, la plupart du temps, sert si heureusement les gens souvent les plus ordinaires. C'était l'homme du monde le moins capable de saisir l'occasion par son unique cheveu, il était fait pour la manquer partout où il devait la rencontrer. Le duc de Northumberland, qui venait de lire avec un grand plaisir le dernier de ses ouvrages, le fit prier un matin de venir le voir. Goldsmith, impatient de se rendre à la flatteuse invitation de Sa Grâce, se para le mieux qu'il put, prépara un compliment de circonstance, et se présenta à l'hôtel du noble lord. Il fut introduit sur-le-champ et conduit dans un appartement somptueux, où, après avoir attendu quelques instants, il vit entrer un homme d'une figure agréable, d'une tournure élégante. Notre philosophe se s'incliner aussitôt, et de débiter avec une respectueuse onction le compliment préparé; mais, au sourire ironique de celui auquel il s'adresse et à quelques paroles, il s'aperçoit de sa méprise : il a pris le valet de chambre du duc pour le duc lui-même, et cette maladresse le déconcerta complètement, qu'à l'aspect du lord, qui paraît au même instant, il recouvre à peine assez de présence d'esprit pour balbutier quelques mots d'excuses; quant au compliment qu'il venait de prodiguer si vainement, il eût été incapable d'en redire un seul mot. Le duc, prenant cet embarras pour l'effet de la timidité, s'efforça de le mettre à l'aise en lui témoignant le désir qu'il avait de lui être agréable, et il le pria de se rappeler s'il n'avait pas quelque demande à lui adresser. Mais le pauvre docteur était hors d'état de tirer parti pour lui-même de la circonstance qui s'offrait; la seule chose dont il s'avisait, parce que l'excellence de son cœur, principe dominant de son être, n'était point de nature à lui manquer comme sa mémoire, fut de solliciter de l'avancement pour son frère, qui, père de famille, végétait en Irlande avec le modique revenu de ministre de paroisse.

Le bon Goldsmith, quoique philosophe, avait, parmi plusieurs faiblesses, celle d'être excessivement sensible aux faveurs des grands. Le désir témoigné par le duc de Northumberland de le voir et de lui être utile l'avait profondément touché, et il parlait souvent de l'honneur qu'il avait reçu. Cet épanchement quelque peu vaniteux lui attira une

aventure aussi mortifiante dans un autre genre que sa méprise chez le duc. Un matin on lui remet une lettre d'une écriture inconnue. Un homme de très-haut rang, charmé par la lecture de l'un de ses derniers ouvrages, est, lui dit-on, fort désireux de le connaître. Or il est prié de vouloir bien désigner un lieu où l'intendant de ce très-haut personnage puisse avoir l'honneur de le rencontrer pour le conduire sur-le-champs à Sa Grâce. Goldsmith, surpris et enchanté, répond sans hésiter, et désigne pour rendez-vous un café qu'il a l'habitude de fréquenter, et à l'heure convenue il s'y rend. Aussitôt un homme d'une figure décente et réservée s'avance vers lui et le salue. « Vous plaît-il » de me suivre, monsieur ? » lui demande-t-il d'un air respectueux ; et en s'inclinant de nouveau : « Mylord vous attend avec impatience. — » Je suis à vos ordres, » répond Goldsmith ; et il s'empresse de le suivre. Mais, à peine avaient-ils mis le pied dans Pall-Mall, que l'intendant de Sa Grâce, qui n'était autre que l'un de ces ingénieurs et respectables fonctionnaires publics qui sont spécialement chargés de veiller à la sûreté personnelle des débiteurs, exhiba sa prise de corps et demanda au docteur stupéfait la permission de le conduire à sa véritable destination. Un de ses amis, M. Hamilton, imprimeur de la *Revue critique*, paya la somme due, et tira le pauvre Goldsmith de captivité.

Sa libéralité sans mesure était une folie sur laquelle lui-même ne s'avenglait pas, et il avouait franchement qu'il avait la faiblesse de pousser l'exercice de la charité jusqu'au point de se placer dans la position du malheureux qu'il obligeait ; aussi cet excès de vertus rare devint-il pour lui une source perpétuelle de tourments, de tracasseries et d'embarras pécuniaires. Sa bonne foi et sa confiance, qui allaient souvent jusqu'à la crédulité, lui furent également nuisibles, et l'exposèrent plus d'une fois à compromettre non seulement sa bourse, mais encore sa réputation comme écrivain. Ainsi il eut l'imprudence de confier à un prétendu confrère en lettres une description de la Chine qu'on lui avait demandée. Goldsmith, fort occupé alors et n'ayant pas le temps de revoir le manuscrit, l'envoya chez l'imprimeur ; la moitié du tirage était déjà faite lorsqu'on s'aperçut que l'auteur avait placé l'Inde entre la Chine et le Japon, et qu'il avait fait de l'empereur chinois un enfant de Mahomet.

Dans une de ces intermittences de fortune si fréquentes dans sa vie, il fut nommé professeur d'histoire par le crédit de Reynold, l'un des hommes distingués que ses talents lui permirent de compter au nombre

de ses amis véritables. Ce titre honorable, et qui n'exigeait même pas de fonctions réelles, était sans doute une consolation ; mais, dans le moment de détresse où le docteur était tombé, il était peu susceptible d'apprécier la valeur d'une place purement honorifique : « Hélas ! » s'écria-t-il en apprenant sa nomination, que me font les honneurs ? » Ils sont à peu près pour moi ce que seraient des manchettes pour un homme qui n'aurait pas de chemises ! »

Puis tout-à-coup quelque lueur de prospérité venait ranimer son courage et réveiller sa gaieté sans le rendre plus prévoyant. Pendant une de ces veines de fortune, il loua, de moitié avec l'un de ses amis, une maison de campagne où il recevait souvent des hommes d'un mérite réel ; il comptait dans ce nombre lord Nugent, le docteur Nugent, sir Reynold, Beauclerk, Dyer, Burke, Fox, Percy, Garrick, Colman, et l'illustre Johnson, qui, tout en lui reprochant ses faiblesses avec un peu de dureté peut-être, lui rendit toujours plus de justice qu'aucun de ses contemporains : « Goldsmith, disait-il quelquefois, est le plus sage des hommes la plume à la main, et le plus sot que je connaisse quand il ne l'a pas. » Il citait sa prose comme un modèle d'élégance et de naturel : « C'était un homme, disait-il encore, d'une si grande variété et d'un tel bonheur dans ses compositions, qu'il semblait doué exprès pour exceller dans tous les genres d'écrits : il avait l'art particulier d'être minutieux sans fatiguer, et de généraliser sans sécheresse ; son style était riche sans surabondance, exact sans raideur et sans contrainte, facile et coulant sans mollesse. »

Lorsque ses imprudences et ses incorrigibles prodigalités l'avaient réduit à un travail forcé pour réparer ses pertes ou se délivrer des menaces de ses créanciers, il se renfermait dans cette retraite, et n'en sortait que lorsque la tâche qu'il s'était imposée était achevée ; et, lorsque les importuns venaient l'y assaillir malgré lui, il se réfugiait dans quelque ferme, dans quelque cottage isolé, où il vivait ignoré pendant des semaines entières. C'est dans la solitude qu'il composa ses meilleurs ouvrages : ses jolis poèmes du *Voyageur*, du *Village abandonné*, et une partie de son *Vicaire*. Dans ces trois productions, qui ont placé Goldsmith au premier rang des poètes et des romanciers, on retrouve partout la naïve candeur de l'homme que les faiblesses de la nature et les folies du monde avaient souvent subjugué sans le corrompre. Le poème du *Voyageur*, qu'il avait commencé en Suisse, et qui renferme une partie de ses propres aventures, est comme un reflet

continuel de l'ame pure et bienveillante du poète. Johnson pensait que c'était le meilleur poème qui eût paru depuis ceux de Pope. *Le Village abandonné*, ouvrage écrit dans le même style, et qui semble être la continuation du premier, est remarquable surtout par sa douce simplicité et le naturel séduisant de ses peintures et de ses caractères. Le portrait du bon maître d'école, tracé sous l'influence de ses souvenirs d'enfance, est un type de grâce et de sentiment. Dans *le Vicaire de Wakefield*, la plus attachante de ses productions, il a peint sa propre famille, et toutes ces délicieuses scènes de la vie domestique sont celles dont il avait été si souvent témoin sous le toit paternel. Il y a dans tout le récit de cette histoire si simple, si chaste, tant de candeur, de vérité et de pieuse philosophie, qu'il n'est pas un détail sur lequel on ne s'arrête avec un charme particulier. Goldsmith, en écrivant cette suave histoire, avait sous les yeux l'image de son père, de sa mère, de sa famille bien aimée : il n'y a que les scènes observées avec le cœur qui peuvent s'écrire ainsi, et exciter, sans événements, sans catastrophes, sans rien d'extraordinaire enfin, autant d'intérêt et de plaisir.

Comme poète ou romancier, comme auteur comique ou moraliste, comme critique ou historien, Goldsmith doit être placé, d'après l'opinion de Johnson lui-même, au rang des premiers écrivains. Ses *Essais sur les mœurs*, qui parurent successivement dans les feuilles périodiques du temps, brillent surtout par l'esprit et la facilité du style ; *le Citoyen du monde*, ou Recueil de lettres chinoises, qui parut de la même manière, abonde en critiques fines. Ses Contes moraux sont pleins de naturel et de grâce, surtout celui du matelot invalide, le plus amusant des optimistes. Ses préfaces, ses introductions étaient recherchées partout. Ses succès lui firent entreprendre une *Histoire de la Terre et de la Nature*, médiocre peut-être pour le fond et l'exactitude, mais remarquable par un style attachant et brillant d'imagination ; ce qui faisait dire à son ami Johnson : « L'histoire naturelle de » Goldsmith est amusante comme un conte persan. »

De ses comédies, deux seulement sont restées au théâtre : *l'Homme bon*, qui fut une des bonnes pièces du temps, bien qu'elle ait eu peu de succès, et *les Méprises d'une nuit*. Cette dernière comédie eut une si grande réussite, qu'elle excita la jalousie de quelque auteur envieux et probablement inconnu, qui fit insérer dans une feuille un article assez injurieux contre Goldsmith. Il était quelquefois sujet à

des accès de colère violente, mais passagers. A la lecture de l'article, il entra dans une si terrible indignation, que, sans plus de réflexion, il courut chez le publiciste, et, se donnant à peine le temps de lui expliquer le motif de sa visite, il tomba sur lui à coups de canne, et satisfait complètement sur ses épaules la colère qui l'agitait. Le docteur Kenrick qui était dans une pièce voisine, accourut au tapage qu'il entendit, et, après avoir séparé les combattants, il entraîna le docteur et le força à monter avec lui dans sa voiture. Le lendemain les journaux retentirent de plaintes sur une aussi inconvenante manière de se venger, et sur cette violation manifeste du droit des gens. Goldsmith, encore irrité, mais plus calme, fit insérer dans le *Daily advertiser* cette réponse justificative :

« Comme dans aucune des circonstances de ma vie et dans aucun de mes écrits je n'ai jamais abusé du pouvoir de la presse, que je me suis toujours fait un devoir de la respecter, je prends la liberté d'exprimer ici mon opinion.

» La presse est à mes yeux la protectrice la plus réelle de notre liberté, la seule gardienne certaine et vigilante des droits du faible qu'elle défend contre les empiètements du fort. Mais il est malheureusement vrai que depuis peu elle s'est détournée de l'intérêt public, qui est sa véritable voie, pour s'égarer dans celle des personnalités de la vie privée, qu'elle a cessé de combattre le fort pour accabler le faible. Nulle condition, quelque ignorée, quelque obscure qu'elle soit, n'est épargnée par elle; partout elle fait peser ses abus; et ses armes, jusque là si utiles, si salutaires, sont devenues tout-à-coup des armes de tyrannie et de honte. Ainsi la presse va semant chaque jour autour d'elle les éléments de sa propre ruine. Les grands lui sont devenus hostiles par principe, les petits par terreur; et bientôt tous les rangs de la société, forcés de renoncer aux bienfaits que naguère elle répandait, se borneront à ne réclamer d'elle d'autre faveur que celle d'une sauve-garde contre ses insultes. Que faire pour mettre un terme à cette licence qui frappe indistinctement sur tous les membres de la société, et laisse le vice sans surveillance et sans frein? Je l'ignore; mais tout ce que je puis dire, c'est qu'il est à désirer que, puisque la loi ne nous accorde aucune protection contre les insultes de la presse, elle consente, par la même raison, à n'accorder aucun abri au calomniateur contre le châtiment qu'il aura provoqué. Les injures reçues publiquement sont

- avec raison les plus amères, les plus sensibles; n'y répondre que
- par le silence du mépris, c'est ne mettre, en apparence du moins,
- qu'une faible importance à l'opinion du monde; recourir à la puis-
- sance de la loi, c'est l'exposer trop souvent à dévouer au grand
- jour sa faiblesse et son insuffisance, ce qui devient une mortification
- et une amertume de plus pour la société. Tout membre de cette so-
- ciété doit donc se considérer comme gardien de la liberté et de
- l'honneur de la presse, et s'efforcer avec zèle d'empêcher la licence
- éhontée d'usurper la place de la véritable liberté. »

Les travaux de Goldsmith en histoire sont beaucoup plus étendus que tous ses autres ouvrages, les faits y abondent sans confusion, et le récit en est constamment facile et agréable. Ses *Lettres sur l'Histoire d'Angleterre* et son *Histoire d'Angleterre* sont ses œuvres les plus complètes en ce genre. Les premières furent long-temps attribuées à lord Lyttleton par la grâce élégante de leur style. Quant à l'*Histoire d'Angleterre*, dont nous offrons ici une traduction fidèle, outre le charme du style qui lui appartient comme à tous les ouvrages de Goldsmith, et l'intérêt qu'il a toujours l'art de donner à son récit, elle se distingue par une grande impartialité d'opinions; mérite généralement rare chez les historiens anglais, qui tous ont écrit sous trois influences presque toujours aveugles et passionnées, l'esprit de parti, l'esprit de doctrine religieuse, et l'orgueil national exagéré.

La bonhomie et le naturel de Goldsmith contribuaient plus que son esprit à le rendre aimable dans la vie intime; sa conversation, habituellement simple et ordinaire, s'anima avec ses amis, et ses anecdotes et ses plaisanteries manquaient rarement leur but; il avait des malvetés et des mots heureux qui le rendaient parfois fort amusant, et sa gaieté franche et communicative faisait le charme de ses amis. Le comte de Lisburne lui reprochait un jour à un grand dîner d'académiciens de négliger la poésie pour compiler de l'histoire et écrire des romans: « Mylord, répondit Goldsmith, quand je fais la cour aux Muses, elles me font mourir de faim; depuis que je néglige leur culte, je bois, je mange, je suis bien vêtu, et je jouis des douceurs de la vie. » Il travaillait à un ouvrage périodique avec les docteurs Kenrick, Bickerstaff et plusieurs autres. Malgré tous leurs efforts, elle n'eut point de succès, et tomba au bout de peu de temps: « Voilà une œuvre, lui dit un de ses amis, qui a en une bien courte existence, en vérité, elle a été frappée de mort subite. — Pas du

» tout, reprit Goldsmith, elle a une fin commune à tant d'autres,
» elle est morte pour avoir été soignée par trop de docteurs. »

Le travail assidu auquel le désordre de ses affaires le forçait de se livrer trop souvent altéra sa santé, déjà tourmentée depuis plusieurs années par une strangurie, et hâta le déclin de sa vie. Goldsmith n'avait que quarante-cinq ans lorsqu'il fut attaqué d'une fièvre nerveuse qui l'emporta en peu de jours.

Pendant les quatorze années qu'il consacra à la carrière des lettres, on a calculé qu'il avait gagné plus de huit mille livres sterling, somme considérable alors, et dont une partie fut dissipée sans doute en folles, mais dont une bien plus grande fut employée en libéralités et en bienfaits dont son excellent cœur ne reçut pas toujours le prix.

On avait d'abord eu le projet de déposer ses restes à l'abbaye de Westminster, des circonstances y vinrent mettre obstacle ; mais plus tard on éleva dans ce même lieu un monument en marbre à sa mémoire. Tel est le sens de l'épithaphe latine que son ami Johnson fit graver sur ce monument, placé entre le tombeau du poète Gay et celui du duc d'Argyle.

« A la mémoire d'Olivier Goldsmith, poète, naturaliste, philosophe
» et historien, homme auquel non seulement nul genre d'écrit ne fut
» étranger, mais encore qui les honora tous, soit qu'il voulût amuser,
» soit qu'il voulût attendrir, car il exerçait sur le cœur une grande
» et réelle puissance ; soit encore que, comme génie à la fois sublime
» et brillant, il voulût montrer son pouvoir. Son style était élégant et
» noble, son langage toujours chaste et pur. Son souvenir vivra dans
» la mémoire des hommes tant qu'ils seront unis par des liens d'affec-
» tion, tant que l'amitié véritable restera inséparable de l'honneur,
» tant que la lecture sera un plaisir pour les hommes.

» Né le 29 novembre 1731, à Fernes, dans la province de Leinster,
» en Irlande, là où Pallas légua son nom, il fut élevé à Dublin, et il
» mourut à Londres, le 4 avril 1774. »

Ainsi finit un homme dont les vertus profitèrent aux autres, et presque jamais à lui-même, dont les qualités de l'esprit et du cœur contribuèrent constamment aux plaisirs des uns, au bien-être des autres, et dont les défauts ou les faiblesses ne nuisirent jamais à personne, si ce n'est à lui seul.

A. A.



CHAPITRE II.

DEPUIS LA DESCENTE DE JULES CÉSAR, JUSQU'À L'ABANDON DE LA BRETAGNE
PAR LES ROMAINS. (AVANT J.-C., 55.)

Les Bretons, plongés dans une espèce de barbarie, ne pouvaient espérer que d'un vainqueur l'adoucissement de leurs mœurs et le vrai développement de leur caractère. Quels que soient les maux inévitables que traîne à sa suite un conquérant, il en résulte toujours des avantages inappréciables pour une nation barbare, vaincue par une nation plus éclairée; et elle gagne sous le rapport des mœurs, des arts et des recherches de la vie, ce qu'elle perd du côté de son indépendance.

Les Bretons, ignorants et sauvages, mais libres, vivaient ainsi depuis long-temps, lorsque Jules César, ayant soumis les Gaules et désirant d'accroître encore sa brillante renommée, résolut de faire la conquête d'un pays qui semblait lui promettre un triomphe assuré. Ce n'étaient ni les richesses ni le renom de ses habitants qui pouvaient exciter son envie; mais, bien moins ambitieux de conquêtes utiles que d'éclat et de gloire, il était jaloux de porter les armes romaines dans une contrée dont l'éloignement ajoutait encore aux difficultés d'une semblable entreprise, et ne pouvait manquer de donner un nouveau lustre à sa réputation. Le prétexte qu'il prit fut de punir les Bretons d'avoir envoyé des secours aux Gaulois, tandis qu'il leur faisait la guerre, et d'avoir accordé un asile à ceux qui s'étaient mis à l'abri de son ressentiment. Les naturels, informés des intentions hostiles de César, furent effrayés, et sentant leur infériorité, ils s'efforcèrent de l'apaiser par des marques de soumission. César reçut leurs ambassadeurs avec

politesse, les engagea à persévérer dans les sentiments qu'ils lui témoignaient; mais il n'en continua pas moins à faire des préparatifs pour mettre ses projets à exécution. Lorsque les troupes destinées à cette expédition furent prêtes, il s'embarqua pour la Bretagne vers minuit; et le lendemain matin, arrivé en vue de Douvres, il aperçut les rochers et les hauteurs environnantes couvertes d'hommes armés pour s'opposer à son débarquement.

L'agitation de la mer ne lui permettait pas de prendre terre à l'endroit où il était alors, il choisit de préférence une plage située à environ huit milles de là (on croit que ce fut à Déal) où le plan incliné du sol et la facilité du terrain lui parurent propres à l'exécution de son dessein. Les Bretons, presque nus et grossièrement armés, ne pouvaient être que de faibles adversaires pour les Romains qui venaient de conquérir les Gaules, et qui, depuis long-temps, étaient habitués à la victoire. Cependant les Insulaires opposèrent une vigoureuse résistance; le combat fut opiniâtre, et les pertes, ainsi que les succès furent balancés.

Les Bretons avaient choisi pour chef Cassibelaunus; mais soit que les petits princes qui étaient sous ses ordres fussent envieux de son rang, soit qu'ils eussent peu de confiance en sa fidélité, ils renoncèrent à le secourir et l'abandonnèrent tout-à-coup. Plusieurs d'entre eux s'étant retirés avec leurs forces, se dispersèrent dans l'intérieur du royaume; d'autres se soumirent au joug de César; et Cassibelaunus lui-même, affaibli et découragé par un si grand nombre de défections, consentit enfin à accepter des conditions pendant qu'il était encore maître du champ de bataille. Ces conditions furent, que le nombre des otages demandés d'abord et qui devaient être envoyés sur le continent, serait doublé, et que les Bretons se reconnaîtraient tributaires des Romains.

On fut tellement charmé à Rome de cette conquête lointaine, que le sénat prescrivit des prières de vingt jours afin de célébrer les succès du vainqueur. César, après avoir plutôt découvert que subjugué les parties méridionales de l'île, retourna dans les Gaules avec toute son armée, abandonnant les Bretons sans avoir porté aucune atteinte à leurs mœurs, à leur religion ni à leurs lois; mais ces derniers, à peine revenus de la terreur que ses armes leur avaient inspirée, ne tardèrent pas à donner des motifs de mécontentement, en négligeant d'accomplir les conditions de leur traité; et deux provinces seulement envoyèrent

les otages convenus. César ne fut vraisemblablement pas fâché d'une infraction qui lui fournissait un prétexte pour retourner en Bretagne et achever une conquête qu'il n'avait fait que commencer.

Au printemps suivant, il fit voile vers la Bretagne avec huit cents vaisseaux, s'arrêta au même endroit où il avait débarqué la première fois, et aborda sans résistance. Les Bretons, informés de son invasion, avaient réuni une armée afin de marcher à sa rencontre, et ils se disposaient à combattre vaillamment; mais, saisis de terreur à l'aspect des forces ennemies et de la flotte qui couvrait toute la mer, ils se retirèrent, oubliant leurs anciennes dissensions pour ne songer qu'au danger commun et à défendre leurs biens et leur liberté; mais il était trop tard : Cassibelanus, proclamé de nouveau chef de l'armée, harcela pendant quelque temps les Romains, et fit renaitre un moment l'espérance et le courage dans le cœur de ses compatriotes : mais que pouvaient des troupes aussi indisciplinées contre l'expérience et l'habileté de César ?

Il les battit, et, parvenu à pénétrer plus avant dans le pays, il passa la Tamise en présence de l'ennemi, prit et brûla la capitale de Cassibelanus, établit Mandubratius, son allié, souverain des Trinobantes¹, et après avoir forcé les Bretons à faire de nouvelles soumissions aux Romains, il reprit une seconde fois le chemin des Gaules sans avoir subjugué plus réellement que la première fois la fière et belliqueuse nation qu'il venait de vaincre sur le champ de bataille.

Comme César n'avait laissé dans l'île aucune autorité chargée du soin de faire remplir avec exactitude les stipulations du traité, on pense bien que le tribut convenu ne fut jamais régulièrement payé. L'empereur Auguste, à son avènement au trône, avait formé le projet de se rendre en Bretagne, projet dont l'avait détourné subitement la révolte inattendue des Pannoniens. Quelques années plus tard, il le forma de nouveau, et déjà il en avait commencé l'exécution, lorsque les Bretons lui envoyèrent des ambassadeurs pour lui donner l'assurance qu'à l'avenir ils paieraient soigneusement le tribut accoutumé; Auguste satisfait renonça dès lors à son expédition.

L'année suivante, s'étant montrés encore infidèles à leurs dernières promesses, l'empereur, bien décidé à les punir, fit ordonner de grands préparatifs pour une descente dans leur pays; mais un nouvel

¹ Trinobantes, ou Trinantes, ou Trinonates, peuples des pays d'Essex ou de Middlesex.

ambassadeur, envoyé à propos, parvint à calmer le ressentiment du prince, et la paix fut encore une fois rétablie; Auguste, d'ailleurs, parut dans les derniers moments de son règne, reconnaître le danger de donner une plus grande extension à l'empire romain, et à son lit de mort il recommanda à son successeur de ne pas chercher à l'agrandir davantage.

Tibère suivit les maximes d'Auguste, et convaincu également que l'empire n'était déjà que trop considérable, il ne fit aucune tentative contre les Bretons.

Quelques soldats romains avaient échoué sur les côtes de Bretagne; les habitants, après les avoir secourus, les traitèrent avec la plus grande humanité, et les renvoyèrent à leur général. Ces dispositions bienveillantes amenèrent enfin des relations amicales et établirent la bonne intelligence entre les deux nations. La noblesse bretonne se rendit à Rome pour y puiser de l'instruction, et dès-lors les sauvages Bretons commencèrent à faire quelques progrès dans les arts et dans les sciences qui tendent au développement de l'esprit humain. L'art de la guerre fut le premier que ces peuples barbares cultivèrent, et quoiqu'ils ne fussent pas portés à adopter entièrement la manière de combattre qui était en usage chez les Romains, ils les imitèrent cependant sous plusieurs rapports, principalement dans leurs armes et dans la disposition de leurs troupes en bataille.

Leur cruauté persévérante envers les étrangers s'adoncit avec le temps, et ils commencèrent à établir des relations commerciales avec les autres nations, mais n'en continuèrent pas moins à vivre comme des bergers et des chasseurs, preuve certaine que ce pays était alors fort peu habité¹. Un peuple chasseur ne peut jamais être nombreux; car sa subsistance est répandue nécessairement sur une vaste étendue de pays qui ne peut être rendue habitable, tandis que le peuple laboureur qui, par son travail, utilise la terre jusque dans sa moindre partie, tend toujours à s'accroître, et ne peut que s'enrichir et prospérer par le voisinage de ceux dont il est le soutien.

¹ Aussi quand on lit dans César que ce peuple était nombreux, qu'il levait à la hâte de grandes armées, il faut douter de sa véracité. Il est très-difficile, même à présent, d'assembler en Angleterre des armées considérables; cependant il est certain que la population est dix fois plus nombreuse qu'elle ne l'était alors. Il est donc probable que César a enflé le nombre des Bretons pour augmenter la gloire qu'il avait eue de les soumettre. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LES BRETONS, AVANT L'ARRIVÉE DES ROMAINS.

L'origine de presque tous les peuples est enveloppée de ténèbres que les savants ont essayé vainement de dissiper. Leurs pénibles recherches n'ont amené que des conjectures dont la frappante incohérence suffirait seule pour démontrer combien les sources en étaient incertaines, et l'on ne sait pas encore quelle nation a la première peuplée la Grande-Bretagne, pays d'abord inculte et habité par des barbares, ni d'où son nom lui est venu. Il nous suffit de savoir que, long-temps avant César, les Romains connaissent cette belle île sous sa désignation actuelle; on croit que le nom qu'elle porte lui fut donné par des marchands du continent, qui faisaient le commerce avec les insulaires.

Ces marchands, qui venaient des côtes de la Gaule, formèrent quelques établissements sur le bord de la mer : les anciens habitants étaient connus sous le nom de *Britts*, à cause de leur coutume de se peindre le corps en bleu, afin de se distinguer des étrangers; ceux-ci, sous le prétexte d'alliance et de traités de commerce, envahirent les côtes, s'emparèrent des postes où ils avaient obtenu la permission de résider, et introduisirent l'agriculture; mais les habitants de l'intérieur n'avaient presque pas de relations avec ces nouveaux venus qu'ils regardaient comme des usurpateurs de leurs propriétés, et ils se

refusèrent long-temps à toute espèce de communication qui eût pu commencer à les civiliser.

Les habitants des terres étaient nombreux. Leurs huttes étaient dispersées ou rassemblées selon que la fertilité du sol les y engageait. De nombreux troupeaux leur fournissaient du laitage; la chasse suffisait au reste de leur nourriture. Leur habillement, comme celui des autres nations sauvages, semblait calculé pour inspirer l'effroi. Ils portaient les cheveux longs et ne conservaient de barbe qu'à la lèvre supérieure; des dépouilles de bêtes entouraient quelques parties de leurs corps; le reste, entièrement nu, était peint en bleu et orné de piqûres.

Les marchandises exportées de la Bretagne consistaient principalement en cuir et en étain, métal que les naturels croyaient n'appartenir spécialement qu'à leur île. Il était recherché des pays les plus voisins comme des plus éloignés. On trouvait aussi quelques mines d'argent; mais le défaut d'ouvriers habiles en fit négliger l'exploitation. Il y avait un peu de fer qu'on employait à faire les armes et à fabriquer une monnaie grossière qui avait cours dans le pays. La monnaie de cuivre était apportée de l'étranger¹. Sur le rivage, on trouvait aussi des perles; mais parce qu'elles n'étaient ni claires ni colorées comme les perles orientales, on en faisait peu de cas.

Les coutumes des Bretons, leur langue, leur religion, avaient une grande analogie avec celle des Gaulois, leurs voisins du continent. Pour leur gouvernement, il consistait en plusieurs petites principautés soumises à l'autorité de chefs respectifs. Il semble que ce mode de domination ait été et ait dû être le premier de tous, chez les nations non encore civilisées, qui ont dû le fonder sur le principe naturel de l'autorité paternelle et du gouvernement de la famille. On ignore si les principautés étaient héréditaires, ou si les princes étaient élus d'après leur vaillance, leur sagesse ou leur âge. Lorsqu'un danger pressant menaçait la patrie, on convoquait une assemblée générale et on choisissait un chef qui était responsable de tout; on lui confiait dès cet instant le pouvoir suprême, et sa volonté décidait de la paix ou de la guerre. Mais on doit croire que l'unanimité se rencontrait rarement dans un choix aussi important, et qu'avant que tous les intérêts fussent conciliés, les diverses tribus ne pouvant se mettre d'accord, en venaient souvent aux mains et étaient défaits les unes par les autres.

¹ La plus ancienne monnaie anglaise que l'on connaisse est du Breton Cornius qui se peignait en servant sous César.

Leurs forces consistaient principalement en infanterie ; cependant ils pouvaient, dans les grandes occasions, rassembler une cavalerie nombreuse. Dans les combats, ils se servaient de chariots dont les essieux garnis de faux faisaient des blessures mortelles. Tandis que ces chariots jetaient partout la terreur et la mort, les guerriers qui les conduisaient, redoublant d'ardeur, dirigeaient leurs javelots contre l'ennemi, s'arrêtaient tout-à-coup, s'élançaient dans les rangs, puis, remontant sur leurs chars, reprenaient leur course rapide et feignaient souvent de se retirer pour jeter ensuite la confusion au sein des carrés ennemis, et se précipiter sur eux avec une nouvelle fureur. Rien ne devait être plus terrible en effet que ces chariots conduits ainsi avec furie au milieu des périls ; cependant, ces machines paraissent avoir été plus effrayantes que dangereuses, car dès que ce peuple ardent et brave eut acquis quelques connaissances dans l'art de la guerre, il abandonna l'usage des chars armés de faux, pour combattre d'une manière plus régulière.

La religion des Bretons formait une des parties les plus importantes de leur gouvernement. Les druides, qui en étaient les chefs, jouissaient parmi eux d'une autorité imposante. Ils prenaient les plus grands soins pour entretenir dans l'esprit du peuple l'idée de leur science profonde dans l'art de connaître l'avenir ; ils faisaient des sacrifices publics et secrets, et ils prétendaient expliquer les volontés du ciel. Il n'y eut jamais de superstition plus terrible que la leur. Outre les peines sévères qu'ils avaient le droit d'infliger dans ce monde, ils inculquaient encore la doctrine de la transmigration éternelle des âmes, et donnaient par ce moyen à leur autorité une étendue proportionnée aux terreurs qu'ils savaient inspirer. Ils immolaient des victimes humaines qu'ils brûlaient dans de vastes idoles d'osier, assez grandes pour consumer une multitude de personnes à la fois. Les druidesses plongeant leurs glaives dans le cœur des prisonniers de guerre, et prédisaient l'avenir d'après la manière dont le sang coulait de la blessure des malheureux qu'elles venaient d'égorger.

Quatre grandes pierres formaient leurs autels ; trois étaient placées de côté, et la quatrième au-dessus : plusieurs de ces pierres existent encore aujourd'hui.

A une doctrine bien faite pour maintenir l'ignorance et imprimer la crainte, les druides ajoutaient une austérité de mœurs qui contribuait encore à augmenter leur influence. Ils vivaient dans les bois, dans les cavernes et dans le creux des arbres : leur nourriture ne consistait qu'en

nombre s'élevait à soixante-dix mille, furent passés impitoyablement au fil de l'épée.

Ivres de ce succès, les Bretons cessèrent dès ce moment d'éviter l'ennemi, et s'avancèrent hardiment au-devant de Paulin qui les attendait de pied ferme avec un corps de dix mille hommes. La bataille fut longue et sanglante; Boadicée elle-même parut sur un char avec ses deux filles, et harangua ses troupes avec une mâle fermeté; mais leur tactique irrégulière et leur valeur indisciplinée ne purent résister au sang-froid et à l'intrépidité des Romains qui en firent un horrible carnage; quatre-vingt mille hommes périrent sur le champ de bataille, et il y eut un nombre infini de prisonniers. La reine Boadicée s'empoisonna pour ne pas tomber entre les mains du vainqueur irrité.

Peu de temps après, Néron rappela Paulin d'un gouvernement où, par des actes réitérés de cruauté et d'injustice, il s'était montré inhabile à calmer les esprits et à contenir un peuple que le malheur avait exaspéré. Vespasien envoya Cerialis en Bretagne; les talents de ce brave général contribuèrent à accroître la terreur des armes romaines. Julius Frontinus succéda à Cerialis en autorité et en réputation. Mais le capitaine qui parvint à établir définitivement la domination des Romains dans l'île, fut Julius Agricola qui gouverna ce pays sous les règnes de Vespasien, de Titus et de Domitien, et se distingua par sa valeur et son humanité.

Agricola, que l'on regarde comme l'un des plus grands caractères de l'histoire, forma un plan régulier pour soumettre et civiliser la Bretagne, et en rendre l'acquisition avantageuse à ses conquérants. Comme les habitants de la partie septentrionale étaient les moins traitables, il porta ses armes victorieuses de ce côté, et défit l'ennemi dans chaque rencontre. Il envahit les montagnes et les forêts inaccessibles de la Calédonie¹, et chassa devant lui tous ces fiers et farouches habitants qui, préférant la famine à l'esclavage, aimaient mieux vivre dans une guerre continuelle que de se courber sous le joug d'un vainqueur.

Ce ne fut cependant pas sans éprouver de grandes difficultés qu'il pénétra dans cette contrée sauvage et impraticable. Galgacus, à la tête d'une nombreuse armée, lui opposa une vigoureuse résistance,

¹ Ces derniers désastres furent le tombeau de la liberté anglaise. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

² L'Écosse.

mais il fut défait dans une bataille décisive où il perdit un bon nombre des siens. — 84 — Le succès couronnant les entreprises du général romain, celui-ci ne crut pas devoir alors poursuivre l'ennemi plus loin ; mais il fit embarquer un corps de troupes à bord de sa flotte, et ordonna au commandant d'entourer toute la côte de la Bretagne, qui n'avait été reconnue pour être une île que depuis l'année précédente. La flotte, après avoir exécuté ses ordres, se dirigea vers la partie septentrionale, soumit les Orcades¹ ; et après avoir fait le tour entier de l'île, arriva au port de Sandwich, sans éprouver aucun désastre.

Dans ces expéditions militaires, Agricola ne négligea ni les arts ni la civilisation ; il essaya d'adoucir la rudesse des naturels qui consentaient à reconnaître son pouvoir, et introduisit parmi eux les lois, les mœurs et l'instruction romaine. Il leur apprit à désirer et à se procurer les commodités de la vie ; il leur apprit l'art de l'agriculture, et, afin d'assurer leur tranquillité à venir, il fit élever un rempart et établit des garnisons entre eux et leurs voisins du nord. En isolant ainsi la partie la plus sauvage et la plus aride de l'île, Agricola mit les provinces romaines à l'abri des invasions de ces habitants farouches et misérables.

Les Bretons, presque entièrement subjugués, commencèrent alors à renoncer à tout espoir de recouvrer leur ancienne liberté ; et l'expérience qu'ils avaient faite si souvent de la supériorité des armes romaines les détermina enfin à se soumettre et à se contenter d'une vie calme et paisible. A cette époque, les vainqueurs, beaucoup plus désireux de garder leurs possessions que de faire de nouvelles conquêtes, s'occupèrent plutôt de prévenir que de châtier les irruptions des inquiets habitants du nord.

Une paix profonde paraît avoir régné en Bretagne plusieurs années encore après le gouvernement d'Agricola, et l'histoire fait peu de mention des événements qui eurent lieu vers ces temps-là ; on n'y voit que quelques séditions parmi les légions romaines qui y étaient en garnison et quelques actes d'usurpation de la part de certains gouverneurs. Quant aux naturels, totalement subjugués et éternés, ils semblaient trouver dans les arts et le luxe introduits parmi eux une compensation de la perte de leur indépendance. Ceux qui s'étaient

¹ Les Orcades ou Orkney, îles d'Écosse formant une province avec les îles Shetland. Elles sont au nombre de trente, et toutes ne sont pas habitées. A. A.

dévotés pour elle avaient cessé de vivre depuis long-temps; la fleur de la jeunesse était entraînée loin de la patrie, pour être employée au service étranger; ceux qui restaient dans le pays étaient élevés dans la soumission et dans la servitude, et ils avaient si peu d'envie d'exciter des troubles, que loin de trouver leur joug insupportable, ils en étaient venus au point de s'en glorifier, et de le regarder comme le garant de leur sûreté. Rien désormais ne pouvait ébranler le pouvoir de Rome sur les Bretons, excepté les dissensions et les troubles des Romains eux-mêmes, et cette époque terrible arriva enfin.

Rome, qui depuis des siècles donnait des lois aux nations et faisait peser les chaînes de l'esclavage et de l'oppression sur tout le monde connu, commença enfin à s'affaïsser sous le poids de sa propre grandeur; tous les peuples, formant comme une ligue générale, se levèrent dans le but de revendiquer leur liberté naturelle et de reconquérir l'indépendance dont ils étaient injustement privés depuis tant de générations. Ce fut lors de ces temps d'effervescence que les empereurs furent obligés de renforcer leurs légions par les troupes destinées à défendre les provinces frontières. Dans un moment où le cœur de l'empire était menacé, on s'inquiétait peu de quelle manière on défendrait ses limites. Souvent les provinces les plus reculées restaient alors sans garnisons, et la faiblesse du gouvernement devenait une cause d'insurrections fréquentes pour les habitants de ces provinces, dont les soulèvements se multipliaient à mesure que les ennemis du peuple romain s'augmentaient.

Pendant ces troubles, la jeunesse bretonne fut souvent envoyée dans les Gaules, pour appuyer de ses faibles secours les divers prétendants à l'empire, qui, échouant dans leurs projets, ne laissèrent après eux que le nom de tyrans. Comme les forces romaines diminuaient chaque jour en Bretagne, les Pictes¹ et les Écossais qui épiaient une occasion favorable pour faire quelque invasion chez leurs voisins, s'avancèrent hardiment et ravagèrent les provinces septentrionales; les détroits n'étant plus gardés par les troupes romaines, ils les traversèrent dans des barques d'osier recouvertes de cuir, et répandirent partout le meurtre et la terreur. Repoussés cependant par des forces supérieures,

¹ Les Pictes, ainsi nommés, dit-on, parce qu'ils se peignaient le visage, peuples Scythes qui s'unirent aux indigènes de l'Écosse. — Ils descendaient probablement de ces braves Bretons qui, par amour de la liberté, avaient toujours refusé de se soumettre aux tyrans et s'étaient enfuis de leur pays asservi. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

ils se retirèrent chargés de butin, pour renouveler leurs brigandages dès qu'ils le pourraient.

Les Romains qui étaient encore dans l'île, ayant été rappelés alors, leur départ sembla favoriser les projets de ces peuples sauvages. Leurs tentatives répétées échouèrent souvent; mais le peu de vigueur que montraient alors les Bretons, contribuait à augmenter l'audace de leurs ennemis.

L'habitude qu'ils avaient prise de recourir à Rome dans toutes les circonstances embarrassantes, fit qu'ils adressèrent une requête aux empereurs pour obtenir un prompt secours. On leur envoya une légion, et les barbares furent obligés de se retirer encore une fois dans leurs montagnes; ils reparurent dès que les soldats de l'empire eurent quitté le pays; et, quelque repoussés par une seconde légion qui fut bientôt envoyée de Rome au secours des Bretons, ils n'abandonnèrent pas leurs projets hostiles : ils avaient trop bien remarqué la faiblesse de leurs adversaires pour ne pas en profiter habilement.

Sous le règne de Valentinien-le-Jeune, l'empire romain commença à trembler pour sa capitale. Le gouvernement, fatigué des expéditions lointaines, annonça aux peuples de la Bretagne, affaiblis par le luxe et des mœurs relâchées, que désormais ils ne devaient plus attendre aucune protection étrangère. On rappela de l'île toutes les troupes romaines qui y étaient encore, ainsi qu'un grand nombre d'indigènes employés dans le service militaire. Les Romains, en disant adieu aux Bretons, les laissèrent libres de se choisir un gouvernement et un roi; ils leur donnèrent les meilleures instructions que leurs calamités pouvaient requérir, les engageant à cultiver avec ardeur l'art militaire, et à réparer leurs forteresses et leurs remparts. Ils aldèrent même les habitants à relever une muraille¹ que l'empereur Sévère avait fait élever, ouvrage pour lequel ils n'avaient pas d'ouvriers assez habiles; ils préparèrent ainsi leur départ de la manière la plus amicale, et quittèrent la Bretagne pour n'y jamais revenir, après en avoir été les maîtres pendant près de quatre siècles.

¹ C'est la fameuse muraille qui séparait autrefois l'Angleterre de l'Écosse, et dont il subsiste encore diverses parties que le temps n'a pas même altérées. La force du ciment et la dureté des pierres ont persuadé aux habitants des lieux voisins qu'elle a été bâtie de la main du diable, et les plus superstitieux ont grand soin d'en recueillir jusqu'aux moindres débris, qu'ils mêlent dans les fondements de leurs maisons pour leur communiquer la même solidité.

Les sombres extravagances de Caligula et ses menaces d'une invasion en Bretagne servirent plutôt à le couvrir de ridicule qu'à mettre les Bretons en danger. Depuis près d'un siècle ils jouissaient en paix de leur liberté, lorsque les Romains, sous le règne de Claude, songèrent sérieusement à les faire rentrer sous le joug. Plautius fut mis à la tête de cette expédition, et elle eut d'abord le succès qui accompagnait ordinairement les armes romaines. — 53.

Toutes choses disposées pour cette invasion, Claude se transporta en Bretagne, et reçut les soumissions de différents petits états qui, plus policés que leurs voisins et tirant quelques ressources du commerce, consentirent à acheter la paix au prix de la liberté. Mais les provinces de l'intérieur de l'île, préférant leur simplicité naturelle aux recherches du luxe introduites par une nation étrangère, aimèrent mieux présenter leur poitrine au fer des Romains que se courber sous leur domination.

La côte méridionale et tout le pays adjacent devint la proie du vainqueur qui s'assura ces possessions en faisant des camps retranchés, en construisant des forteresses et en établissant des colonies. Les autres provinces restèrent tranquilles, soit qu'elles n'eussent été exposées à aucun danger, soit que les habitants eussent pris la résolution de demeurer spectateurs paisibles de la dévastation qui devait accompagner l'armée en emle. *

Caractacus fut le premier roi qui, par de vigoureux efforts, tenta de reconquérir la liberté de son pays et de repousser des vainqueurs à la fois insolents et rapaces. La vénalité et la corruption des préteurs et des officiers romains chargés de lever les impôts en Bretagne, contribuèrent à exciter l'indignation des naturels, et les portèrent à s'affranchir d'un joug qu'ils ne supportaient plus qu'avec horreur. Caractacus, guerrier sauvage, parvint, quoique avec des forces inférieures, à fatiguer les Romains par sa résistance opiniâtre, qui dura l'espace de neuf années; mais Ostorius Scapula ayant été mis à la tête des armées de l'empire, obtint plus de succès que ses prédécesseurs. Il augmenta de beaucoup leurs conquêtes sur la Bretagne, il sut pénétrer dans le pays même des Silures¹, nation belliqueuse qui étendait ses habitations jusque sur les bords de la Severn, et il joignit Caractacus. Ce

¹ *Silures* : ces peuples de la Grande-Bretagne habitaient les bords de la mer qui sépare l'Angleterre de l'Irlande. On dit qu'ils étaient venus d'Espagne. Ils avaient la peau brune, les cheveux courts et frisés; leurs mœurs étaient différentes de celles des Bretons. A. A.

général était posté très-avantageusement sur une montagne inaccessible, dont le pied était baigné par un torrent profond et rapide. Dès qu'il aperçut l'ennemi, l'infortuné héros se hâta de réunir ses troupes composées de différentes tribus; après les avoir rangées en bataille, il parcourut tous les rangs, et les exhorta à défendre une dernière fois leur liberté, leurs biens et leur vie. Les Bretons pleins d'ardeur lui répondirent par de bruyantes acclamations. Ils déployèrent, en effet, dans le fort du combat, une valeur extraordinaire; mais que pouvait une bravoure sans discipline contre une armée si habile dans l'art de la guerre et encouragée par une longue suite de conquêtes et de gloire?

Les intrépides Bretons, malgré leur résistance opiniâtre, furent battus complètement, et peu de jours après, Caractacus lui-même fut remis entre les mains des vainqueurs par Cartimandua, reine des Brigantes¹, chez laquelle il s'était réfugié. La nouvelle de la prise de ce général fut reçue à Rome avec de grands transports de joie, et Claude ordonna qu'il fût amené de la Bretagne afin d'être offert en spectacle au peuple romain. Le jour désigné pour cette fête, l'empereur, monté sur son trône, fit amener devant lui tous les captifs, au nombre desquels se trouvait Caractacus. On lui présenta le batin fait sur l'ennemi, ainsi que les vassaux du chef breton; sa famille vint ensuite, et par de viles lamentations elle implora la clémence de l'empereur. Caractacus parut enfin; on remarquait de la fierté et de la dignité dans toute sa contenance. Loin de paraître abattu par le concours immense de spectateurs rassemblés pour le voir, il les regardait avec calme et assurance, et, promenant ses yeux sur la pompe qui l'environnait: « Hélas! s'écria-t-il, comment un peuple qui a chez lui tant » de splendeur et de magnificence, a-t-il pu m'envier une humble » cabane dans la Bretagne! »

Lorsqu'il fut en présence de l'empereur, on assure qu'il lui adressa le discours suivant: « Si ma modération avait égalé ma naissance et

¹ *Brigantes*: on donnait ce nom à des peuplades composées de différentes nations, qui vivaient quelquefois de rapines, et habitaient les montagnes. C'est peut-être de là que nous vient le mot de *brigand*. Il y avait des *Brigantes* en Angleterre, aux comtés d'York, de Durham, de Lancastre, de Westmoreland et de Cumberland. Les *Brigantes* d'Irlande habitaient les comtés de Wexford et de Kilmont. On les appelait souvent *Birgantes*, du *Birgu* qui baignait leurs pays. On trouve des *Brigantes* unis à des colonies gauloises, en Italie, en Allemagne et en Espagne.

« ma fortune, je serais arrivé dans cette ville, non en captif, mais en
 « ami. Mon malheur actuel et ma résistance opiniâtre augmentent, je
 « l'avoue, l'éclat de votre victoire. Mais si j'avais consenti à me rendre
 « dès le commencement de cette guerre, ni mon infortune ni votre
 « gloire n'aurait attiré l'attention de l'univers, et mon destin eût
 « été enseveli dans l'oubli. Je suis maintenant à votre discrétion im-
 « périale, mais songez que si vous épargnez ma vie, je deviendrai un
 « monument éternel de votre clémence et de votre modération. »

L'empereur, touché des malheurs du héros breton, et vaincu par ces adroites paroles, ordonna que ses chaînes, ainsi que celles des autres captifs, fussent brisées immédiatement. Le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut d'aller se prosterner aux pieds de l'impératrice Agrippine qui, à ce que l'on assure, avait vivement intercédé en leur faveur.

Et pourtant, les Bretons, malgré leurs infortunes, n'étaient pas encore subjugués, et les Romains continuaient à regarder leur île comme un champ fertile qui offrait à la gloire militaire de nouveaux lauriers à cueillir.

Pendant l'absence de Paulin, général romain, qui avait été chargé de réduire l'île d'Anglesey, ils firent un dernier effort sous le règne de Néron, pour recouvrer leur liberté. — 60 — Cette petite île, séparée de la Bretagne par un détroit, était consacrée aux druides, et avait offert jusqu'alors une retraite assurée aux Bretons. Les Romains jugèrent donc nécessaire de la soumettre, afin d'extirper une religion qui entretenait les habitants dans leur mépris ou plutôt leur haine pour les lois étrangères. Paulin, le plus grand général de son siècle, fut chargé de cette expédition. Les Bretons, animés d'une ardeur fanatique, signalèrent la puissance de leurs armes et déployèrent les terreurs de la religion druidique pour s'opposer à son débarquement dans ce dernier asile de leurs superstitions et de leurs libertés. Les prêtres et les habitants de l'île se rangèrent en bataille sur le rivage : les femmes, les cheveux épars, habillées comme des furies et secouant des torches enflammées, poussaient des cris de désespoir, et proféraient les plus terribles imprécations.

Ce spectacle étonna tellement les Romains, au premier aspect, qu'ils restèrent immobiles et n'opposèrent d'abord aucune résistance à l'attaque des Bretons ; mais Paulin, exhortant son armée à mépriser les menaces d'une troupe de fanatiques, excita ses soldats au combat,

On peut se demander si les arts que les Romains introduisirent parmi les Bretons ne leur furent pas plus préjudiciables qu'avantageux, lorsque l'on considère que ces progrès de la civilisation ne firent qu'exciter l'avidité de l'ennemi et le pousser à des invasions continuelles, sans fortifier les Bretons et leur fournir des moyens de résistance. Les routes publiques, les maisons de campagne, les différentes écoles instituées pour l'éducation de la jeunesse, le nombre infini de monnaies qui furent frappées, les statues, les pavés de diverses couleurs, et tant d'autres choses remarquables, sont sans doute une preuve que les Bretons firent des progrès considérables dans les arts de la paix, mais ils n'en déclinèrent pas moins dans l'art de la guerre, et c'est peut-être une tentative nuisible aux intérêts d'une nation, que de chercher à introduire chez elle tant d'avantages à la fois. Les arts et les recherches de la vie ne doivent se répandre que par degrés dans tous les pays, ils ne doivent pas être propagés avec une trop grande rapidité, et il faut une longue succession d'années pour qu'une nation barbare puisse adopter entièrement et sans péril les mœurs de ses conquérants.

Ainsi, tous les soins que les Romains avaient pris pour accélérer la civilisation des Bretons ne servirent d'abord qu'à en faire une proie plus séduisante pour leurs ennemis, et à leur préparer des malheurs pour l'avenir.



CHAPITRE III.

LES BRETONS ET LES SAXONS. — DEPTACHIE.

Les Bretons, maintenant abandonnés à eux-mêmes, ne considèrent le retour de leur liberté que comme une calamité nouvelle. Comptant depuis long-temps sur le secours des autres, ils ne trouvaient plus en eux-mêmes la force ni la volonté de se défendre. Loin de mettre en pratique les leçons qu'ils avaient reçues des Romains, ils aggravèrent leurs misères et s'abandonnèrent au découragement jusqu'à devenir méprisables. Désaccoutumés des périls de la guerre et peu habiles aux soins du gouvernement civil, ils étaient incapables de former ou d'exécuter aucun plan pour repousser les incursions des barbares. Quoique les soldats romains fussent éloignés, les familles ou les descendants de ceux-ci étaient répandus dans tout le pays, mais sans un chef qui pût les diriger. Pour combler la mesure des maux de ce peuple affaibli, le petit nombre d'hommes qui avaient conservé du courage, et qui par leur valeur auraient pu sauver la patrie, ne s'occupaient aucunement des périls qui l'entouraient. Chacun prétendait au pouvoir suprême, agissait d'après ses vœux et son ambition, et, se formant un parti, ajoutait aux craintes des invasions ennemies les horreurs de la guerre civile. — 430.

Cependant les Pictes et les Écossais réunis commencèrent à regarder la Bretagne comme leur appartenant, et, s'avancant avec des forces imposantes, attaquèrent le rempart qui les séparait. Cette muraille, bâtie anciennement en pierre, avait également souffert et des outrages

du temps et de l'inertie des peuples qu'elle protégeait. Les réparations, négligées ou faites en terre, laissaient un grand nombre d'endroits faciles aux irruptions d'un ennemi entreprenant. Les assaillants renversèrent donc sans peine des fortifications qu'on ne songea point à défendre, et ravagèrent tout le pays avec impunité, pendant que les Bretons cherchaient un asile précaire dans les bois et les montagnes.

Ils firent un troisième appel à Rome, espérant obtenir, à force d'importunité, le secours qu'on leur refusait par des motifs de prudence. Aétius, général de Valentinien, venait de remporter des avantages considérables sur les Goths, et semblait ranimer l'espoir qu'on n'avait pas encore renoncé à rendre à l'empire romain son ancienne splendeur. Ce fut à ce général, dans tout l'éclat de sa gloire, qu'ils adressèrent leurs plaintes suppliées : « Les barbares, dirent-ils, nous chassent vers la mer; la mer nous repousse vers les barbares; il ne nous reste que le choix de périr sous leurs coups, ou d'être ensevelis dans les abîmes. » — An de J.-C. 446.

Tout fut inutile; les Romains, entourés de nations barbares qui mettaient chaque jour l'empire en danger, ne purent prêter leur assistance à des alliés si éloignés et si incapables de les servir à leur tour.

Les Bretons, ainsi abandonnés, se livrèrent au désespoir. Les champs ne furent plusensemencés, et la hideuse famine ajouta ses ravages au fléau de la guerre. Elle se fit bientôt sentir aux barbares eux-mêmes, qui, manquant désormais de tout sur une terre dévastée par eux, et fatigués, harcelés par les Bretons réveillés au courage par l'excès du malheur, se retirèrent chargés de butin.

Les Bretons, voyant le danger s'éloigner, sortirent de leurs montagnes et reprirent les travaux de l'agriculture. La récolte de l'année qui suivit fut si abondante, qu'ils oublièrent bientôt tous leurs malheurs passés. Mais de ces biens mêmes naquirent des calamités. Après avoir manqué de tout, ils ne surent point jouir avec modération, et ils se livrèrent à de telles débauches, qu'ils achevèrent d'énervier leurs corps et leur esprit.

S'occupant ainsi à jouir du repos que la paix leur donnait, ils ne songèrent aucunement à empêcher les nouvelles invasions d'un ennemi qui menaçait de reparaitre. A tous les malheurs qui pesaient sur la Bretagne, se joignaient en ce moment des disputes de théologie. Le christianisme y avait été introduit; on en ignore l'époque précise,

mais les disciples de Pélage, né en Bretagne, s'étaient considérablement accrus, et le clergé, regardant ses opinions comme hérétiques, s'occupait avec bien plus de force et de sollicitude à en arrêter le cours qu'à inspirer la résolution de résister à l'ennemi commun. Un dernier fléau plus horrible encore accabla bientôt les Bretons : une maladie pestilentielle se déclara dans les provinces méridionales de l'île, et vint priver totalement les malheureux habitants de la possibilité de tenter une légitime défense.

C'est dans ce déplorable état de faiblesse et de misère que les Bretons eurent connaissance des grands préparatifs de leurs farouches voisins du nord, déterminés à faire dans le midi une nouvelle invasion. Ils élurent pour leur général et leur souverain Yortigern, en qui ils avaient mis toute leur confiance. Ce prince ambitieux s'était élevé, dit-on, à la dignité suprême en se souillant du meurtre de son prédécesseur ; de nouveaux malheurs furent le résultat d'un tel choix. Yortigern, au lieu de chercher à retremper le courage de son peuple et à faire usage des forces et des ressources du royaume, ne songea qu'à s'appuyer, pour ses projets, d'une assistance étrangère ; les Saxons lui parurent la nation la plus brave et la plus disposée à prendre ses intérêts.

Les Saxons étaient une branche de ces nations du nord qui, s'élançant de leurs froides demeures, se répandirent comme un torrent sur le reste de l'Europe, et lui dictèrent de nouvelles lois après avoir envahi plusieurs royaumes. Quelque temps avant les conquêtes de César dans les Gaules, une partie de ces peuples, sous le nom de Suèves, s'était emparée d'un pays très-étendu dans la Germanie. Par leur force et leur valeur, ils se rendirent redoutables à toutes les autres tribus. Ils se divisèrent ensuite en plusieurs nations, et chacune d'elles subjuguait le pays où elle pénétra. La France, la Germanie et l'Angleterre, furent mises au nombre de leurs conquêtes.

Entre les deux âges extrêmes d'une nation, celui de sa rudesse primitive et celui de sa plus grande civilisation, il est une époque intermédiaire qui semble particulièrement propre à la vie belliqueuse. C'est à cette époque de demi-civilisation qu'étaient justement parvenus les Saxons lorsque les enfants de la Bretagne réclamèrent leurs secours. Ils s'habillaient avec une certaine élégance, que, malgré l'influence des institutions romaines, les Bretons, en général, étaient encore très-loin d'atteindre. Leurs femmes portaient des robes garnies et rayées de

pourpre. Leurs cheveux, relevés en tresses ou boucles, retombaient sur leurs épaules, qui étaient nues, ainsi que leurs bras et leur sein.

Leur gouvernement était une monarchie élective; cependant quelquefois ils en firent une république. Les chefs étaient choisis d'après leur mérite, et rentraient dans la classe ordinaire lorsque leur autorité ou leurs talents n'étaient plus nécessaires¹. Ils n'avaient pour traitement qu'une chétive subsistance; les honneurs qu'on leur rendait et la reconnaissance publique étaient la seule récompense de leurs fatigues et de leurs dangers. L'esclavage était inconnu parmi eux, et la mort leur paraissait préférable à l'asservissement. Ammien-Marcellin rapporte que les Romains, leur ayant fait un nombre assez considérable de prisonniers, résolurent de les exposer, comme gladiateurs, dans l'amphithéâtre, pour l'amusement du peuple. Le matin du jour consacré à ce barbare spectacle, on trouva tous les Saxons sans vie dans leur prison, ayant mieux aimé une mort volontaire que la honte de servir d'objets de divertissement à de féroces vainqueurs.

La chasteté de ce peuple était également remarquable. Ils plaçaient tout leur orgueil dans le nombre de leurs enfants, et leur plus grand mérite dans leur habileté à la guerre. Ils avaient adopté la manière de combattre et la discipline des Romains, qu'ils avaient souvent harcelés et défaits. Un siècle et demi avant cette époque, ils avaient fait de fréquentes descentes sur les côtes de Bretagne, et ne s'étaient retirés que chargés de dépouilles provenant de pillage et d'exactions. Ils étaient alors des ennemis dangereux pour les Romains qui y étaient établis; et un des officiers de ces derniers, sous le titre de comte du rivage saxon, était chargé de s'opposer à leurs incursions.

Peuple inquiet et hardi, les Saxons regardaient la guerre comme un commerce, la victoire comme un avantage fort douteux, mais le courage comme une gloire certaine et indispensable. A toute nation belliqueuse appartient la réputation de cruelle et de sanguinaire; aussi les Saxons nous sont-ils représentés comme tels; mais il faut se rappeler que ce sont leurs ennemis qui en ont tracé le portrait.

Ce fut à ce peuple que Vortigern demanda du secours contre les Pictes et les Écossais, dont les brigandages se renouvelaient chaque

¹ Leur roi ou chef n'était que le premier citoyen, et même dans leurs lois ils avaient fixé un prix pour sa tête. On sait que chez tous les peuples barbares on se rachetait d'un meurtre par une amende.

jour. — An de J.-C. 449. — Ce ne fut certainement pas sans les invitations les plus pressantes que les Saxons se décidèrent à épouser leur cause. Wittekind, historien contemporain, digne de foi, a transmis la teneur de leur requête. « Les malheureux Bretons, ruinés et presque détruits par les continuelles invasions des barbares, vous appellent, très-vaillants Saxons, et vous supplient humblement de les protéger. Possesseurs d'un pays vaste et fertile, ils se réfugient sous les ailes de votre valeur, et en retour ils sont prêts à vous rendre tous les services qu'il vous plaira d'exiger d'eux. »

Rien ne pouvait être plus agréable aux Saxons que cette demande d'un peuple contre lequel ils avaient depuis long-temps des desseins hostiles. Le résultat fut tel qu'on pouvait le désirer. Quinze cents Saxons, sous la conduite de Hengist et de Horsa, qui étaient frères, débarquèrent à l'île de Thanet¹. Ils n'y restèrent que peu de jours dans l'inaction; ayant été joints par les Bretons, ils marchèrent contre les Pictes et les Écossais, qui s'étaient avancés dans le comté de Lincoln, et remportèrent sur eux une victoire complète.

Hengist et Horsa, également fameux par leur valeur et leur naissance, jouissaient d'une grande considération parmi leurs compatriotes. Ils étaient regardés comme petits-fils d'Odin, honoré à l'égal d'un dieu chez ce peuple; et cette fable n'avait pas peu contribué à augmenter leur influence. La fertilité du pays où ils entraient en alliés les fit songer à la pauvreté et à la stérilité de celui qui les avait vus naître, et ils engagèrent un grand nombre de leurs concitoyens à venir prendre part à leur expédition. Il ne fut pas difficile de persuader aux Saxons de partager une entreprise qui promettait de satisfaire à la fois leur ambition et leur valeur, et ils envoyèrent cinq mille hommes de troupes fraîches qui passèrent la mer sur dix-sept vaisseaux. — An de J.-C. 451.

Alors, mais trop tard, les Bretons commencèrent à concevoir des craintes sur leurs nouveaux amis, dont le nombre augmentait à mesure que leurs secours devenaient moins nécessaires. Long-temps ils avaient trouvé toute leur sûreté dans une soumission passive : or ils se décidèrent à supporter avec résignation et patience toutes les atteintes qu'on pourrait faire à leurs droits. Mais les Saxons, déterminés à une

¹ Cette île n'existe plus. Elle était dans le comté de Kent, avec le titre de comté. Le canal qui la séparait du continent est comblé.

rupture ouverte, marchaient droit à leur but. Ils se plaignirent de la négligence qu'on mettait au paiement des subsides et à la fourniture des provisions; ils menacèrent de se faire justice, si ces torts n'étaient promptement réparés. Cependant ils formaient secrètement un traité avec les Pictes et s'unissaient à ceux qu'ils étaient venus combattre. Les Bretons, révoltés de cette perfidie, prirent enfin les armes, et, déposant Vortigern, à qui ils devaient ces nouvelles calamités, ils se réunirent sous la conduite de Vortimer, son fils.

Les Bretons étaient chrétiens, les Saxons idolâtres, et la haine que ces deux nations avaient conçue l'une pour l'autre augmentait en raison de la différence des religions. Dans les batailles qui furent livrées, la fureur tenait lieu de discipline, la valeur était poussée jusqu'à la témérité la plus folle, et pour obtenir la victoire on recourait à elle bien plutôt qu'à la prudence et à l'habileté des manœuvres. Les récits qu'en rapportent les annalistes bretons et les historiens saxons diffèrent entièrement : les progrès faits dans l'île par ces étrangers prouvent suffisamment que l'avantage restait de leur côté. Cependant on doit supposer que leurs succès furent chèrement achetés. A Eglwysford on combattit avec acharnement, et le général saxon Horsa y perdit la vie. Mais une victoire ne pouvait rien contre un ennemi dont les forces se renouvelaient chaque jour. Hengist, devenu, par la mort de son frère, seul commandant, obtint de sa patrie de nombreux renforts, et porta la dévastation et la terreur dans les parties les plus reculées de la Bretagne. Il n'épargnait ni le sexe, ni l'âge, ni le rang : le désespoir et l'horreur se répandaient au loin devant lui. Les fonctions sacrées des prêtres ne rendaient plus leurs personnes inviolables; ils étaient égorgés au pied des autels; on ne rencontrait que des monceaux de cadavres, et la seule grâce que pouvait obtenir un peuple suppliant était un honteux esclavage. La fuite était presque impossible; cependant il y eut un grand nombre de personnes qui parvinrent à quitter cette île désolée. Les fugitifs cherchèrent un asile dans l'Armorique, appelée depuis du même nom de Bretagne¹; ils s'établirent dans ce pays, où ils furent accueillis avec hospitalité, et là ils trouvèrent des mœurs semblables aux leurs et un langage qui avait quelque rapport avec leur idiome maternel.

¹ Ancienne province de France. Pour distinguer les deux Breagnes, on donna à l'Angleterre le nom de *Grande-Bretagne*.

Les historiens bretons, dans le récit qu'ils font de la conquête de leur patrie, en assignent pour cause la trahison, plus encore que la valeur des Saxons. Ils disent que Vortigern fut entraîné dans une fatale passion pour Rowena, fille de Hengist, et que pour l'épouser il remit au père de la jeune princesse la fertile province de Kent, d'où les Saxons ne purent jamais être éloignés. Ils disent aussi qu'à la mort de Vortimer, qui arriva peu de temps après la victoire obtenue à Eglesford, Vortigern, son père, fut rétabli sur le trône. Ils ajoutent que ce faible monarque ayant accepté un festin de Hengist, trois cents nobles bretons y furent lâchement massacrés, et que Vortigern lui-même fut retenu prisonnier.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les affaires des Bretons déclinaient graduellement, et qu'ils trouvèrent à peine un appui passager dans la valeur d'un ou deux de leurs nouveaux rois. Après la mort de Vortimer, Ambrosius, né en Bretagne, mais Romain d'origine, fut investi du pouvoir suprême, et ses efforts ranimèrent la haine de ses sujets pour leurs oppresseurs, et réveillèrent quelque énergie dans leur ame. Habile à profiter de l'enthousiasme qu'il avait inspiré, il fondit sur les Saxons, pénétra jusqu'au milieu des possessions qu'ils avaient usurpées, et leur en reprit une partie. Hengist, cependant, conserva presque toutes ses conquêtes, et il établit une nouvelle tribu de Saxons, sous le commandement de son frère Octa, dans le Northumberland. Il garda pour lui-même le royaume de Kent, qui comprenait aussi le Middlesex et l'Essex, et il fixa le siège du gouvernement à Cantorbéry. A sa mort, ces domaines appartinrent à ses descendants.

Hengist mourut vers l'an 488; et plusieurs autres tribus de la Germanie, attirées par les succès de leurs compatriotes, vinrent se créer une nouvelle patrie et opprimer à leur tour un peuple déjà trop malheureux.

Il y avait quelques années — An de J.-C. 477 — que, sous le commandement d'Oëlla et de ses trois fils, un corps nombreux de Saxons avait fondé un nouveau royaume. Il comprenait le comté de Surrey, le comté de Sussex, le New-Forest, et s'étendait jusqu'aux frontières de Kent. Il était connu sous le nom de Saxe méridionale. Les efforts des Bretons, l'opposition qu'ils y mirent, ne servirent qu'à faire répandre leur sang, et ne purent leur rendre leurs propriétés conquises.

Une autre tribu, guidée par Cerdic et son fils Kenric, débarqua à l'ouest, et prit le nom de Saxons occidentaux. Les naturels défendirent le terrain avec un courage qui aurait mérité un meilleur succès ; mais les Saxons, renforcés par la Germanie et secondés par leurs compatriotes établis dans l'île, défirent complètement les Bretons. Leur roi Arthur empêcha long-temps les usurpateurs de jouir paisiblement de leurs conquêtes ; mais le nombre prévalut enfin, et Cerdic forma le troisième royaume saxon dans l'île, sous le nom de Saxe occidentale, comprenant les comtés de Hants, de Dorset, de Wilts, de Berks et l'île de Wight¹. — *Ande J.-C.* 519.

Ce fut en s'opposant à cette invasion des Saxons que le célèbre roi Arthur acquit son éclatante renommée. Quelque sa bravoure et ses efforts n'aient pas été couronnés par le succès, son nom est entouré d'une si grande gloire dans toutes les annales fabuleuses du temps, qu'on doit en faire mention. L'origine de ce prince est inconnue : quelques auteurs le supposent fils du roi Ambrosius, d'autres le regardent seulement comme son neveu ; d'autres encore affirment qu'il était né dans le Cornouaille, et fils de Gurlois, roi de cette province². Toutefois il est certain que, si le courage avait suffi pour sauver les Bretons, Arthur aurait achevé cette haute entreprise. Suivant Nennius et d'autres historiens, il défit les Saxons dans douze batailles successives. On rapporte qu'il tua de sa main, à Caer-Baden, dans le comté de Berks, quatre cent quarante soldats ennemis. Mais les Saxons étaient trop nombreux et trop puissants pour que des efforts passagers pussent les arrêter dans leurs conquêtes : une paix de peu d'instant était le seul résultat de ces victoires ; l'ennemi gardait ses positions, et bientôt en reprenait de nouvelles. Ce prince, au déclin de sa vie, eut la douleur de se voir condamné à être tranquille spectateur de l'usurpation, obligé qu'il fut de s'occuper de ses chagrins domestiques. Sa première femme avait été enlevée par Méluas, roi du comté de Somerset, qui la retint pendant une année captive à Glastonbury. Enfin Arthur, ayant découvert le lieu de sa retraite, s'avança à la tête d'une armée, et le ravisseur, par la médiation de Gildas-Albianus, rendit la prisonnière. Il n'est pas question de sa seconde femme ; la troisième fut séduite par son neveu Mordred. Une révolte fut la suite de cette

¹ L'île de Wight était autrefois un petit royaume.

A. A.

² Arthur était prince des Silures.

trahison ; le roi et son lâche neveu combattirent l'un contre l'autre, et se tuèrent mutuellement.

L'empire des Saxons s'affermisssait chaque jour dans les provinces qu'ils avaient subjuguées, et l'île semblait désormais une proie dont chacun pouvait prendre sa part. Une colonie d'aventuriers, sortie encore de la Germanie, sous les ordres d'Uffa, s'empara des comtés de Cambridge, de Suffolk et de Norfolk ; et leur commandant, sous le titre de roi des Estangles ou Angles de l'est, fonda en Bretagne le quatrième royaume saxon. — An de J.-C. 573.

Un autre corps de ces aventuriers forma un royaume sous le titre de Saxe orientale ou Essex, comprenant l'Essex, le Middlesex et une partie du comté de Hertford. Ce démembrement d'une partie du royaume de Kent fut la cinquième principauté saxonne.

Le royaume de Mercie fut le sixième que les Saxons établirent. — An de J.-C. 585. — Ils s'étendait depuis les bords de la Severn jusqu'aux frontières des deux derniers royaumes que l'on vient de nommer.

Le septième et dernier royaume fut celui de Northumberland ; il fut le plus puissant et le plus étendu. Ethelfrid réunit en sa personne les souverainetés de Bernicie, contenant le comté actuel de Northumberland et l'évêché de Durham, et celui du Deirl, dont il expulsa son beau-frère Edwin. Les comtés de Lancaster et d'York étaient des domaines dépendants de ce royaume.

Ces principautés ainsi formées prirent le nom d'Heptarchie saxonne. Les Bretons, épuisés par des guerres continuelles, et même par leurs victoires, avaient abandonné les contrées fertiles et s'étaient réfugiés dans les montagnes du pays de Galles et de Cornouaille. Les naturels qui n'avaient pas pris la fuite et qui avaient survécu au carnage, étaient réduits à la condition la plus abjecte, et cultivaient pour des maîtres les champs qui avaient appartenu à leurs pères. Tous les ouvrages des Romains furent détruits, les nouveaux conquérants ne cherchant qu'à jouir des commodités de la vie, et non à imprimer un caractère de grandeur aux états qu'ils avaient soumis.

Dès lors les coutumes bretonnes et romaines furent supprimées : la langue, qui jusqu'à ce moment avait été le latin ou le celtique, subit une entière altération, et l'on ne parla plus que le saxon ou l'anglais. Les terres, auparavant divisées en colonies ou gouvernements, furent distinguées en comtés auxquels on donna des noms saxons. Cependant les conquérants empruntèrent des lois au peuple qu'ils

opprimalent; ils prirent la forme despotique de leur gouvernement, sans en garder les avantages. Plusieurs coutumes originales de la Germanie, et depuis long-temps pratiquées dans l'île, ne subirent que les changements dus aux progrès de la civilisation; de ce nombre furent les armes, les titres de noblesse, et le jury dans le jugement des divers délits.

Alors les Saxons, maîtres de tout ce qui avait été l'objet de leur ambition, ne trouvant plus d'obstacles parmi les naturels, commencèrent à se désunir. Un pays divisé ainsi en plusieurs petites souverainetés, ne peut qu'être exposé à de fréquentes dissensions; la jalousie et l'ambition sont un puissant aiguillon pour les troubles et les querelles intestines. Les pages de l'histoire sont remplies des guerres et des révolutions de ces états; mais on en rend un compte si aride, si peu intéressant, si rempli d'aventures invraisemblables, qu'en les retraçant ici on ne pourrait contenter ni la raison ni la curiosité du lecteur. Ainsi, au lieu d'entrer dans le détail diffus de batailles tumultueuses, de trahisons déshonorantes, de successions douteuses, nous allons parler de l'établissement du christianisme parmi les Saxons; ce qui eut lieu pendant cette période dénuée d'intérêt.

La religion chrétienne éprouva d'abord les plus grandes persécutions en Bretagne, de la part de ces guerriers idolâtres et cruels qui croyaient honorer leurs faux dieux en brûlant les églises, en souillant les autels du sang des prêtres et en massacrant tous ceux qui professaient le christianisme. Ce déplorable état de la religion toucha vivement le pape Grégoire le Grand, et il résolut d'envoyer des missionnaires en Bretagne. Ce projet n'était que la suite d'un dessein qu'il avait formé plusieurs années avant son élévation à la dignité qu'il occupait : passant un jour sur la place où l'on vendait les esclaves à Rome, il remarqua plusieurs enfants dont la beauté l'étonna; il demanda de quel pays ils étaient; en apprenant qu'ils étaient Anglais et païens, il s'écria : *Que ne sont-ils chrétiens, ce ne seraient plus des Anglais, mais des anges*¹! Dès ce moment il conçut un vif désir de convertir et d'éclairer cette nation plongée dans les ténèbres de l'ignorance et de la superstition, et il se décida à se rendre dans la Bretagne. Le peuple, dont il était aimé, ayant eu connaissance de son projet, ne voulut pas le laisser partir. Saint Grégoire n'avait ce-

¹ *Non Angli, sed angeli forent, si essent christiani.*

pendant pas cessé de prendre intérêt à ceux qu'il aurait voulu sauver; lorsqu'il fut élu pape, il ordonna à un moine nommé Augustin¹ et à plusieurs autres frères du même ordre d'aller prêcher la foi en Bretagne. Ce ne fut pas sans répugnance et sans hésitation que ces bons pères se décidèrent à remplir cette tâche dangereuse. Cependant quelques circonstances favorisaient leur entreprise.

Éthelbert, roi de Kent, avait épousé Berthe, fille unique de Charibert, roi de Paris, et l'un des descendants du roi Clovis; mais avant de former cette alliance, il s'était engagé à laisser cette princesse libre de pratiquer sa religion. La jeune reine chrétienne fut accompagnée à Cantorbéry, où elle était appelée à régner, par Luldhard, prélat gaulois. Il célébra les saints mystères dans une église dédiée à saint Martin, et bâtie par les Romains, près des murs de Cantorbéry. La conduite exemplaire, les sermons éloquentes de cet évêque, le zèle et les prières de la reine, produisirent une vive impression sur l'esprit du monarque et sur celui de ses sujets, et les disposèrent en faveur du christianisme. L'adoption générale de cette religion sainte dans tout le continent disposait peut-être aussi ces idolâtres à la voir d'un œil moins prévenu; et les tentatives d'Augustin et de ses frères devenaient moins périlleuses qu'ils ne l'avaient pensé d'abord.

Ce pieux moine, dès qu'il eut débarqué dans l'île de Thanet, envoya au roi de Kent un interprète, qui lui annonça qu'il était député de Rome et chargé de porter à lui et à son peuple la parole de Dieu. En attendant sa réponse, Augustin et ses compagnons demeurèrent en plein air sans oser entrer dans aucune maison; car, d'après la croyance d'alors, ils ne pouvaient sans grand péché séjourner chez un Saxon, parce que tous étaient adonnés, disait-on, à la nécromancie. Le roi ordonna que tout ce qui pourrait être nécessaire aux missionnaires chrétiens leur fût promptement fourni, et il alla lui-même visiter les bons pères, sans cependant se déclarer en leur faveur.

Augustin, encouragé par cette réception favorable, et croyant y voir l'espérance du succès, prêcha l'Évangile, et, dans l'excès de son zèle, tâcha d'appeler des miracles au secours de ses exhortations. Ses soins, la véhémence de ses discours, l'austérité de sa vie, les exemples de ceux qui l'accompagnaient, produisirent enfin le résultat

¹ Ce saint Augustin, qui devint évêque de Cantorbéry, était prieur du monastère de Saint-André de Rome.

désiré. Le roi embrassa la religion chrétienne, et un grand nombre de ses sujets demandèrent volontairement le baptême. Les temples païens furent purifiés et rendus au culte chrétien. Des églises dégradées furent réparées. Pour faciliter encore l'établissement de la foi, le pape enjoignit au missionnaire Augustin d'éloigner les idoles, mais de ne pas détruire leurs autels, pensant avec raison qu'il serait moins difficile d'attirer le peuple à ces mêmes lieux qu'on lui avait appris à révéler que de l'entraîner à des autels nouveaux. Il permit aussi de laisser célébrer des fêtes, des repas et des jeux, ainsi qu'on en avait l'habitude près des lieux où les idoles avaient été adorées. Cette adroite condescendance séduisit le peuple, et lui fit abandonner promptement ses anciennes opinions pour suivre une religion qu'on ne lui présentait pas armée de vengeances et de terreurs, et qui, loin de condamner, tolérait les plaisirs qu'il recherchait, plaisirs qui ne devenaient immoraux que du moment qu'on les porte à l'excès. Augustin fut sacré évêque de Cantorbéry, exerçant la suprématie sur toutes les églises britanniques; et ses compagnons, s'étant dispersés dans toute la contrée, achevèrent une conversion si heureusement commencée¹.

Le second royaume de l'Heptarchie qui embrassa le christianisme fut le Northumberland. Edwin, alors roi de ce pays, était sage, actif et brave. Il avait épousé Éthelburge, fille d'Éthelbert. Cette jeune princesse, aspirant à la gloire de sa mère, qui avait converti son mari et ses sujets, avait regardé comme le plus précieux de ses droits celui d'exercer librement sa religion. L'évêque Paulin l'avait accompagnée dans le Northumberland. Edwin était vivement sollicité chaque jour par la reine de renoncer au culte des faux dieux et d'embrasser le christianisme; mais ne voulant le faire que par conviction, il eut de fréquentes conférences avec l'évêque. Il discuta ses arguments, les médita dans la solitude, et, après de mûres et sérieuses réflexions, il déclara qu'il était chrétien. Une conversion bien plus étonnante eut

¹ Les Saxons devenus chrétiens conservèrent leurs vices et même se souvinrent quelquefois de leur ancienne férocité. On assure, par exemple, que ces nouveaux convertis massacrèrent dans un champ, près de Caerlon, douze cents moines bretons qui ne voulaient pas reconnaître Augustin pour un saint. Le christianisme mal entendu a été souvent plus funeste à la société que le paganisme. Car on ne voit dans aucune histoire des peuples païens, qu'on ait immolé à la fois un si grand nombre de victimes humaines. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

lieu quelque temps après : le chef suprême de la superstition païenne fut converti par Paulin ; il le proclama hautement, et le peuple entier suivit l'exemple du roi et du grand-prêtre.

Earpwold, roi des Estangles, embrassa également le christianisme ; mais après la mort d'Edwin, il redevint idolâtre, à la persuasion de sa femme ; à sa mort, Sigebert, son beau-frère, qui avait été élevé en France, rétablit la religion chrétienne et introduisit quelques notions des sciences chez ses sujets.

La fille d'Oswyg, roi du Northumberland, instruite dans la religion chrétienne, employa à son tour tout son crédit à convertir son époux et son peuple. Ses efforts furent heureux, et ce royaume, le plus puissant de l'Heptarchie, embrassa le christianisme. Les préceptes de cette religion eurent cependant peu d'influence d'abord sur les mœurs de cette nation sauvage. Offa, un des successeurs de Péada, donna la mort par trahison à Æthelbert, roi des Estangles, dans un festin auquel il l'avait invité. Mais, pour expier ce crime, il fit de grandes concessions au clergé. Il donna le dixième de ses revenus aux églises, et fit un pèlerinage à Rome, afin d'obtenir du pape une absolution que ses richesses lui firent accorder ; il s'engagea alors à payer une dotation annuelle pour une congrégation anglaise qui fut établie à Rome, et, dans l'intention d'augmenter cette somme, il leva dans tout le royaume un nouvel impôt connu sous le nom de denier de saint Pierre, impôt qui, par la suite, fut une grande source d'abus ecclésiastiques.

Dans le royaume d'Essex, le jeune Sebert, neveu d'Æthelbert, roi de Kent, dont nous avons cité la conversion, se détermina, par les conseils et l'exemple de son oncle, à embrasser le christianisme et à le faire adopter par ses sujets ; mais, après sa mort, ses fils retombèrent dans l'idolâtrie, et bannirent de leurs états Méltus, évêque chrétien, parce qu'il avait refusé de leur laisser manger le pain de la communion. Sigebert-le-Bon, deux ou trois règnes après, détruisit encore plusieurs restes du paganisme, et Offa, quatrième du nom, après un pèlerinage à Rome, renonça au monde, s'enferma dans un cloître, et y passa le reste de ses jours.

La manière dont la religion chrétienne fut introduite dans le royaume de Sussex est inconnue ; mais comme c'était la plus faible des souverainetés, il est probable qu'elle fut dirigée dans ses opinions par ses voisins plus puissants. Sous le règne de Cissa, qui dura soixante-

seize ans, l'Essex tomba dans la dépendance totale du royaume de Wessex¹, et sa conversion dut avoir lieu à cette époque.

Le royaume de Wessex, qui à la fin engloutit tous les autres, mérite une attention plus particulière : cette principauté, fondée, comme nous l'avons vu², par Cerdic, était de tous les états saxons établis en Bretagne, le plus belliqueux et le plus actif. Le courage opiniâtre que les naturels avaient mis à repousser les conquérants, en excitant ceux-ci à déployer toute leur valeur, fit développer en eux des talents militaires qui s'élevèrent au plus haut degré, et ne s'éteignirent point lorsqu'ils furent en possession de leur conquête.

Kenric, fils de Cerdic, monta sur le trône après lui, et eut pour successeur Ceaulin, prince plus ambitieux et plus entreprenant encore que ceux qui l'avaient précédé. En suscitant des guerres continuelles aux Bretons, il avait réuni une grande partie des comtés de Devon et de Sommerset à ses domaines. Non satisfait de ses conquêtes sur ses ennemis naturels, il attaqua les Saxons eux-mêmes : devenant redoutable à tous les autres souverains, ils formèrent contre lui une ligue générale, et l'ayant fait tomber sous leurs efforts réunis, il fut dépouillé du trône, et mourut dans l'exil et la misère.

Ses deux fils lui succédèrent, et, après deux autres règnes obscurs, Kynégile hérita de la couronne. Ce prince embrassa le christianisme à la sollicitation d'Oswald, son gendre, roi du Northumberland. Après une suite de rois dont les noms ne sont même pas conservés, Ceadwalla, guerrier entreprenant, monta sur le trône et soumit entièrement le royaume de Sussex, qu'il réunit à ses autres possessions. Quelques tentatives qu'il fit plus tard sur le Kent furent repoussées avec tant de vigueur, qu'il abandonna toute entreprise de ce côté.

Ina, son successeur, fut le plus illustre et le plus célèbre de tous les rois qui gouvernèrent l'Angleterre pendant l'Heptarchie. Ce monarque réunissait aux talents militaires de Ceadwalla la prudence, l'urbanité et la justice; aussi la civilisation fit-elle des progrès sous son règne. Il porta la guerre chez les Bretons, qui n'étaient pas entièrement expulsés du comté de Sommerset, et, après les avoir totalement vaincus, il les traita avec une humanité qui jusque alors avait été inconnue aux conquérants saxons.

¹ Ou Wetsy, dans l'ouest de l'Angleterre.

A. A.

² Sous le nom de Saxe occidentale.

Il y avait à peine une année qu'Ina était sur le trône de Wessex, lorsqu'il fut déclaré souverain des Anglo-Saxons, preuve remarquable de la confiance qu'avait inspirée son grand caractère. Les lois qu'il donna servirent de base au code publié depuis par le grand Alfred. Il convoqua une assemblée générale du clergé dans laquelle il fut décidé que les églises et les monastères qui avaient souffert des ravages du temps ou des brigandages des barbares seraient rebâti ou réparés. Enfin, après un règne de trente-huit ans, au retour d'un pèlerinage qu'il avait fait à Rome, il s'enferma dans un cloître, où il termina ses jours. Ethelard, Cudred, Sigebert, Cénulphe et Brithric, lui succédèrent, ayant tous des droits héréditaires à la couronne, en ligne plus ou moins directe.

Ce fut sous le règne de ce dernier monarque qu'Egbert, arrière-petit-fils d'un neveu du roi Ina, commença à se faire connaître et chérir des Saxons occidentaux. Son mérite et sa naissance lui donnaient des droits à la bienveillance du peuple ; mais, craignant que la grande popularité qu'il s'était acquise n'inspirât de la jalousie à Brithric, il partit secrètement pour la France et se rendit à la cour de Charlemagne, qui, à cette époque, était la plus brillante et la plus policée de l'Europe. A une pareille école, le jeune Egbert fit de rapides progrès dans les arts, et se perfectionna tellement au métier des armes, qu'il surpassa les plus habiles de ses compatriotes.

Bientôt les événements, devenus favorables à ce prince, lui offrirent l'occasion de déployer ses qualités naturelles et ses talents acquis. Brithric ayant été empoisonné par sa femme Eadburge, les nobles le rappelèrent de France pour le placer sur le trône de ses ancêtres. — An de J.-C. 800.

Tout alors souriait à Egbert, et un concours d'événements heureux semblait lui avoir préparé l'exclusive possession de tous les royaumes de l'île. Dans toute l'Heptarchie, la règle de succession au trône était mal observée, et l'on ne pouvait récuser les prétentions de tous ceux qui croyaient y avoir des droits ; les collatéraux pouvaient y aspirer, aussi bien que les héritiers en ligne directe. Il résultait de là que le monarque régnant ne voyait que des rivaux dans les princes du sang, et que leur mort seule pouvait assurer son repos. Ce motif, et plus encore la piété qui portait un grand nombre de princes à renoncer au monde, ou à observer le vœu de chasteté, même dans l'état du mariage, avaient fini par éteindre les familles royales, excepté dans le royaume de Wessex. Egbert était donc le dernier descendant des

conquérants de la souche d'Odin, et ce prince, outre son mérite personnel, avait les droits les plus légitimes aux sept royaumes unis.

On ne peut douter qu'Egbert n'eût formé depuis long-temps le dessein de réunir l'Heptarchie dans sa personne; mais, pour éloigner tout soupçon de ce projet, il attaqua les Bretons dans le Cornouaille, et s'interposa comme médiateur entre les princes saxons, dont les différends devenaient chaque jour plus difficiles à concilier. Sa modération dans cette entremise, la prudence qu'il montra dans son gouvernement, et ses talents reconnus, dans la paix comme dans la guerre, accrurent tellement sa renommée, qu'il fut bientôt unanimement regardé comme chef de l'Heptarchie.

Mais une supériorité apparente ne pouvait suffire à l'ambition d'Egbert. Il voulait former un royaume grand et florissant, et un gouvernement unique et fort, en détruisant tous les petits états. Le roi de Mercie fut le premier qui lui fournit un prétexte pour reprendre une partie des possessions qui étaient jadis annexées à ses propres domaines. Beornulf, souverain de ce pays, et qui, comme Egbert, aspirait à régner sur l'Heptarchie, profitant de l'absence du roi de Wessex, occupé alors à réprimer les Bretons, entra dans ses états avec une armée considérable. Egbert accourut aussitôt pour s'opposer à la marche de son adversaire; ses troupes armées étaient moins nombreuses que celles de Beornulf, mais elles avaient plus de bravoure et plus d'ardeur. Les deux armées se rencontrèrent à Wilton, et les Merciens furent complètement défaits.

Pendant qu'Egbert, vainqueur, poursuivait le cours de ses conquêtes, il envoyait Ethelwolf, son fils aîné, avec une armée, dans le royaume de Kent. Baldred y régnait alors; mais ses sujets ne supportaient qu'impatiemment son joug. Or, il fut facile de les décider à recevoir un autre maître et à chasser Baldred. Bientôt aussi, les Saxons orientaux et une partie du Surrey, mécontents d'avoir été subjugués par les Merciens, appelèrent Egbert, et lui envoyèrent des ambassadeurs pour lui demander sa protection et son secours contre cette nation, dont ils ne voulaient pas supporter plus long-temps la tyrannie. Le roi de Mercie fut tué en essayant de s'opposer à leur défection.

Deux ans après, Ludecan, son successeur, subit le même sort. Withlaf alors se mit à leur tête; mais, chassé de province en province par les armées victorieuses d'Egbert, il se réfugia dans l'abbaye de Croyland. Egbert devint ainsi maître de tout le royaume de Mercie.

Cependant, pour accoutumer le peuple à sa domination, il permit à Withiaf de continuer à gouverner, à condition qu'il se reconnût son tributaire et son vassal, satisfaisant ainsi son ambition personnelle, et flattant le peuple, en lui laissant les formes de son ancien gouvernement.

Le roi du Northumberland fut le dernier à se soumettre à l'autorité d'Egbert. Mais des guerres civiles, des usurpations successives, avaient affaibli cet état; les droits de ses souverains étaient contestés; et ce royaume se trouva bientôt dans l'impossibilité de résister aux entreprises d'Egbert. Les habitants, voyant dans ce changement quelque espérance d'un état de choses plus avantageux, et la garantie d'un gouvernement stable, envoyèrent des députés au conquérant, pour reconnaître son autorité et lui porter le serment de fidélité comme à leur souverain. Toute l'Heptarchie se trouva réunie ainsi sous sa domination. Mais, pour donner plus d'éclat et de splendeur à son pouvoir, il assembla à Winchester un conseil composé de tout le clergé et d'un grand nombre de laïcs, et dans lequel il fut reconnu et couronné solennellement roi d'Angleterre; depuis ce moment, les royaumes unis portèrent ce nom¹. — An de J.-C. 827.

Ce fut environ quatre cents ans après la première irruption des Saxons en Bretagne que tous ces petits états se trouvèrent enfin réunis en une seule monarchie, forme de gouvernement qui leur offrait plus de perspective de paix et de sécurité que toutes celles qui l'avaient précédée. C'est à peu près vers cette époque que les arts et les sciences, dont les bienfaits n'avaient été réellement connus jusque là que des Grecs et des Romains, se répandirent dans toute l'Europe et commencèrent à tirer les peuples de leur état de barbarie. Les Anglais de ce temps doivent être considérés comme policés, si on les compare aux Bretons lors de l'invasion de César; il y avait d'immenses progrès de faits dans le rapport de la construction des maisons, de la nourriture, du luxe des habits et de certaines commodités de la vie. Mais combien ce peuple était encore loin de connaître les plaisirs intellectuels! Le clergé seul était instruit; toutefois ce n'était pas de lui qu'on devait attendre la propagation des lumières, et les dogmes

¹ On donna alors à ce pays le nom d'Angleterre, pour le distinguer du pays de Galles, où s'étaient réfugiés un grand nombre de Bretons non soumis, et de la partie septentrionale habitée par les Pictes et les Écossais. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

ordonnaient d'écarter des yeux du peuple tout ce qui pouvait éclairer sa raison. Une éclipse était alors regardée comme le présage des plus grands malheurs; la magie était non seulement en honneur, mais même plusieurs d'entre eux se prétendaient magiciens. Les prêtres, loin de détruire ces opinions, s'en servaient au contraire pour accroître leur puissance et leur autorité.

Le respect que l'on avait alors pour les ecclésiastiques était tel, que, quand l'un d'eux paraissait en public, le peuple se pressait autour de lui, l'entourait avec toutes les marques de la plus profonde vénération, et recevait chacune de ses paroles comme un oracle. Les pratiques claustrales étaient regardées comme beaucoup plus méritoires que les vertus actives; l'adoration des saluts et des reliques l'emportait même sur l'amour de Dieu; des dons aux églises expiaient et réparaient les violences et les crimes. La noblesse, dont le devoir avait été jusque là de conserver l'esprit et l'honneur militaire dans toute leur intégrité, commençait à préférer l'oisiveté et la tranquillité du cloître au tumulte et à la gloire des combats; et les récompenses faites pour encourager et honorer le mérite des guerriers étaient prodiguées à la crédule indolence et à la superstition monacale.



CHAPITRE IV.

DEPUIS L'AVÈNEMENT D'EGBERT JUSQU'À GUILLAUME LE CONQUÉRANT.
DE 877 À 1066.

On devait espérer qu'un prince sage, heureux et tranquille souverain d'un grand état et d'un peuple nombreux, non seulement ferait jouir ses sujets d'une paix durable, mais songerait aussi à préparer le bonheur des générations futures. Mais les circonstances donnèrent à son règne un aspect tout différent de celui que sans doute il eût espéré. Cependant, et quoique les habitants des provinces, fatigués de leurs dissensions mutuelles, eussent perdu tout désir de révolte, et eussent pour le dernier descendant de leurs rois la soumission et l'attachement que lui méritaient l'illustration de sa naissance et les services rendus à la nation, telle est l'instabilité des choses humaines et la faiblesse des conjectures qui paraissent les mieux fondées, qu'Egbert, à peine assis sur le trône de l'Heptarchie, eut à redouter un puissant adversaire, et que ses sujets furent alarmés de l'approche d'un ennemi jusque alors inconnu, et qui menaçait l'île de nouvelles invasions.

Un essaim nombreux de ces nations qui possédaient les pays auxquels la mer Baltique sert de frontières, et qui étaient connus sous le nom de Danois et de Normands, s'était répandu depuis quelque temps sur les côtes occidentales de l'Europe, et le meurtre et la dévastation les devançaient partout; ces peuples, n'étant que les ancêtres de ces mêmes nations qu'ils venaient dépouiller, pouvaient être considérés comme la souche originale de ces nombreuses colonies saxonnes que la Bretagne envahie avait reçues quelques siècles auparavant. Les Normands s'emparèrent des côtes septentrionales de la France; quant

aux Danois, leurs tentatives furent plus particulièrement dirigées contre l'Angleterre; la première descente qu'ils firent dans l'île eut lieu en 787, époque où Brithric régnait sur le Wessex. Une troupe peu nombreuse débarqua dans ce royaume, examina l'état du pays, puis se retira sur ses vaisseaux, après avoir pillé ce qu'elle trouva sans défense. Sept ans plus tard, les Danois firent une seconde irruption dans le Northumberland, où ils saccagèrent un monastère : mais une tempête les ayant empêchés de regagner leurs vaisseaux, ils furent défaits par les habitants et passés au fil de l'épée.

Ce fut environ cinq ans après l'élévation d'Egbert au trône d'Angleterre que leurs invasions devinrent réellement formidables. Dès lors elles continuèrent avec une cruauté toujours croissante, et bientôt le royaume fut menacé de nouveau de tous les dangers de l'esclavage.

Depuis que les Saxons étaient établis en Bretagne, ils avaient entièrement négligé leur puissance maritime, et les Danois, leur ayant succédé dans la domination des mers, ne trouvèrent aucun obstacle à leur débarquement dans l'île de Sheppey ou Sheppy, dépendante de la province de Kent, la ravagèrent, et s'en retournèrent chargés de butin. L'année suivante, leur tentative eut lieu à Charmonth, dans le comté de Dorset, où prit terre un corps de quinze mille hommes. Egbert les combattit avec courage, mais ne put les repousser; ils restèrent maîtres du champ de bataille, et il fut obligé de se retirer pendant la nuit. Deux ans après ils débarquèrent dans le Cornouaille; les Bretons s'étant joints à eux, ils s'avancèrent sur les confins du Devonshire. Egbert les défit totalement, dans une bataille rangée, à Hengslow-Hill, près Kellington. Cette victoire ramena un moment de sécurité; mais la mort d'Egbert vint mettre un terme aux prospérités de son peuple, et redonner à l'ennemi plus d'ardeur que jamais dans ses tentatives d'invasion.

Ethelwolf, fils d'Egbert, lui avait succédé, mais ce prince n'avait ni l'énergie ni les talents de son père. Élevé dans un cloître, il était resté dans les ordres tant que son frère aîné avait vécu, et ce n'était qu'à la mort de celui-ci que, s'étant fait relever de ses vœux, il avait laissé le froc et s'était marié.

Il était à peine assis sur le trône, qu'une flotte de trente-six voiles débarqua les Danois à Southampton; ils furent repoussés d'abord après un combat sanglant; mais les défaites et les obstacles semblaient augmenter leur courage et leur opiniâtreté; ils persévéraient dans

leur plan de descente, et chaque année ils revenaient dans le pays, marquant leur passage par le pillage, le massacre et la désolation. Quoique repoussés sans cesse, ils n'en arrivaient pas moins à leur but, qui était de saccager les lieux où ils passaient et de faire du butin. Autant qu'il leur était possible, ils évitaient les engagements réguliers; ils se répandaient sur toute la contrée et emmenaient avec eux tout ce qu'ils pouvaient emporter, jusqu'aux habitants eux-mêmes, qui étaient souvent forcés de les suivre. Lorsque des forces supérieures aux leurs s'opposaient à leurs entreprises, ils étaient assez prudents pour ne point hasarder de combat, et alors ils se retiraient sur leurs vaisseaux. Ainsi, par des descentes continuelles sur des points différents, ils tenaient toutes les provinces de l'Angleterre dans une alarme perpétuelle, et chaque ville, craignant pour sa propre sûreté, n'osait porter secours à l'autre. Les prêtres et les moines n'étaient point épargnés dans cette calamité générale; au contraire, ils se trouvaient plus particulièrement exposés au ressentiment des Danois idolâtres, qui en faisaient les principaux objets de leurs fureurs.

Cet état de doute et de terreur dura quelque temps. Les Anglais étaient tantôt vainqueurs, tantôt vaincus; tout-à-coup les Danois, que rien ne décourageait, résolurent de former un établissement dans le pays, et descendirent dans l'île de Thanet, où ils se fixèrent. — An de J.-C. 852 — Ethelwolf leur livra bataille, mais vainement; et il ne put leur faire abandonner une conquête si long-temps disputée. Cette réussite fut suivie bientôt d'une autre, et l'île de Sheppey, qui convenait mieux que la première à leur système de pillage, devint pour eux une nouvelle conquête.

Monarque faible d'un pays malheureux, Ethelwolf s'occupait beaucoup plus des pratiques monacales que du soin de réunir des forces suffisantes pour s'opposer à l'envahissement des Danois. Afin de mieux manifester sa dévotion et le respect qu'il portait au pape, il envoya son fils Alfred à Rome, pour y recevoir la confirmation; et non content de cette preuve de ferveur, il entreprit d'y aller lui-même en pèlerinage. Après avoir passé une année dans cette ville, et enrichi l'église de ses libéralités, il revint en Angleterre pour épouser Judith, fille de l'empereur Charles le Chauve. Mais, en débarquant, il trouva que, loin d'être paisible possesseur de son royaume, comme il s'y attendait, son titre même lui était contesté.

Ethelbald, second fils d'Ethelwolf, et devenu héritier du royaume

par la mort de son frère aîné, voyant l'état misérable dans lequel le royaume était tombé par suite de la dévotion outrée du roi, forma une conspiration pour le détrôner. Mais les Anglais étaient partagés entre les droits du père et ceux que le fils cherchait à faire valoir; une guerre civile semblait inévitable, et devait compléter les calamités de cette époque déplorable. Cependant il en arriva autrement. Le royaume fut partagé. Ethelwolf se contenta de régner sur la partie orientale de la monarchie, et son fils gouverna l'Occident, qui était le pays le plus puissant et le moins exposé aux invasions.

Le bon accord rétabli entre les deux princes, les états du royaume s'assemblèrent et ratifièrent cette concession; ils établirent ensuite une dime sur tous les revenus en faveur du clergé.

Ethelwolf mourut deux ans après cet arrangement. Il laissait, par son testament, le royaume partagé entre ses deux fils; — An de J.-C. 857 — Ethelbald continua de régner sur la partie du royaume qui lui avait été assignée, et Ethelbert succéda à son père dans le gouvernement des provinces orientales. Ethelbert, qui avait épousé Judith, sa belle-mère, malgré tous les obstacles qui s'élevaient entre eux, eut un règne court et souillé de crimes qui le rendirent odieux à la postérité. Le règne de son frère fut plus long et plus honorable; mais le royaume continua à être envahi par les Danois, qui y commirent les plus grands excès.

Ethelred, qui succéda à Ethelbert son frère, — An de J.-C. 866 — était un prince brave; mais, malgré sa valeur, il ne put parvenir à repousser les incursions des ennemis. Cependant il fut puissamment secondé dans ses efforts par Alfred, son plus jeune frère, qui depuis fut surnommé le Grand, et qui, bien que privé, par le roi son père, d'une grande partie de son patrimoine, avait sacrifié son ressentiment à l'intérêt public. C'est sous le règne d'Ethelred que les Danois pénétrèrent dans le Mercie et prirent leurs quartiers d'hiver à Nottingham, et ce ne fut pas sans de grandes difficultés qu'on parvint à les en expulser: ils s'établirent ensuite à Reading, et désolèrent le pays par leurs excursions répétées. Le roi, accompagné de son frère, marcha contre eux à la tête des Saxons occidentaux; après plusieurs batailles sanglantes et des avantages réciproques, Ethelred reçut une blessure dont il mourut, laissant Alfred héritier d'un royaume à la veille de sa ruine. — An de J.-C. 871.

L'Angleterre se trouvait dans la situation la plus déplorable lors-

que ce prince monta sur le trône. Les Danois avaient déjà soumis le Northumberland, l'Estanglie, et pénétré dans l'intérieur du Wessex. Les Merciens étaient ligués contre Alfred : la soumission des autres provinces était précaire, et les terres restaient sans culture, par la crainte continuelle des invasions. Les églises étaient détruites, les monastères brûlés, et l'espérance elle-même s'évanouissait devant l'horreur du présent et les terreurs de l'avenir. La sagesse et les vertus d'un seul homme suffirent enfin pour ramener l'ordre et la sécurité ; Alfred parut, toutes les calamités reculèrent à son approche, et l'on commença à entrevoir le retour du bonheur.

Ce prince semblait né pour être non seulement le défenseur de sa patrie souffrante, mais pour devenir encore l'ornement de l'humanité. Dès son jeune âge, il avait annoncé les grandes qualités qui depuis immortalisèrent son règne. Lorsque son père l'envoya à Rome, le pape Léon le reçut comme l'oint du Seigneur, et le sacra roi. A son retour, Alfred devint l'objet des plus tendres affections de ses parents, et cette tendresse fut cause du peu de soin qu'on apporta à son éducation. A douze ans il ignorait même les plus simples éléments des sciences ; lisant un jour quelques poèmes saxons, composés en l'honneur des héros des temps passés, il rougit tout-à-coup de son ignorance ; son génie s'enflamma, et il voulut non seulement obtenir une gloire semblable, mais encore la transmettre à la postérité. Encouragé par la reine sa mère, et aiguillonné par un esprit pénétrant, il fit de si grands progrès, qu'il se trouva bientôt en état de lire et d'apprécier les meilleurs ouvrages écrits dans sa langue ; en peu de temps il comprit les auteurs latins, et ces connaissances, en formant son goût, agrandirent ses idées nobles et généreuses.

A peine en possession du trône, Alfred fut obligé de marcher contre les Danois, qui s'étaient emparés de Wilton et qui exerçaient leurs ravages habituels sur les pays circonvoisins. Il s'avança à leur rencontre avec une armée peu nombreuse et assemblée à la hâte. La bataille fut livrée, mais le courage dut céder au nombre, et les Anglais furent vaincus. Ce malheur ne pouvait abattre Alfred ; en quelques jours il se trouva de nouveau en état de combattre. Les Danois, redoutant sa valeur et son activité, proposèrent la paix ; elle fut acceptée : par le traité qui fut signé, ils s'engageaient à évacuer le royaume ; mais au lieu d'effectuer leur retraite, ils ne firent que changer de place, brûlant et détruisant tout ce qui se trouvait sur leur passage.

Alfred luttait chaque jour avec un ennemi contre lequel la force échouait et qui se jouait impunément des traités; il sentit donc qu'il s'efforcerait vainement de résister aux efforts de ces barbares qui semblaient se multiplier pour l'assaillir de tous côtés. Chaque année la mer apportait de nouveaux renforts de troupes, et chaque fois leurs invasions s'étendaient plus loin et devenaient plus destructives. En vain Alfred chassait les Danois des terres où ils s'établissaient; en vain il remportait sur eux des avantages qui les forçaient à faire des traités; ils les rompaient dès qu'ils en trouvaient l'occasion; et, revenant à la charge avec une persévérance infatigable, ils finissaient par abattre le courage des Anglais, qui, portés naturellement à la superstition, croyaient voir dans l'impunité des outrages de leurs ennemis la preuve que la bonne cause était perdue et que Dieu avait retiré sa main de leur roi. Cette idée eut des effets funestes! Les uns, abandonnant leur patrie, se retirèrent dans les montagnes de Galles; d'autres cherchèrent un asile sur le continent; d'autres enfin, poussés par une aveugle dévotion, se livrèrent aux conquérants, et rachetèrent leur vie au prix de leur liberté. Dans cette défection générale, Alfred fit les plus grands efforts pour les rappeler à l'honneur, et leur faire comprendre ce qu'ils devaient à leur patrie et à leur roi; mais tout fut inutile; il lui fallut céder à la voix impérieuse de la nécessité, et laisser un libre cours aux malheurs qui l'accablaient.

Cet infortuné monarque, dépouillant alors les signes de sa grandeur, congédia les serviteurs qui lui étaient restés fidèles, prit un habit de paysan, et vécut pendant quelques mois dans la maison d'un berger qui l'employa à garder ses troupeaux. Mais, quelque abandonné de tous et écartant un ennemi dans chaque homme qui l'approchait, il ne put néanmoins se résoudre à fuir son ingrate patrie, et il conservait l'espérance de reconquérir un jour son trône et sa gloire. La retraite qu'il s'était choisie était située dans le comté de Sommerset, au confluent des rivières de Parret et de Thone. Là il supportait avec courage et résignation son infortune, cherchant l'oubli de ses maux dans l'étude de la musique, et espérant de l'avenir le retour d'un meilleur sort. Souvent il eut à souffrir de la grossièreté de ses hôtes, et l'on raconte même que la femme du berger, au service duquel il s'était mis, l'ayant un jour chargé de veiller sur des gâteaux qu'elle faisait cuire au four, le reprit sévèrement pour les avoir laissés brûler.

Avant d'effectuer sa retraite, le roi avait confié son projet à une

troupe d'amis fidèles qui jurèrent de dévouer leur vie à sa cause, et de mourir plutôt que de l'abandonner. Ce petit nombre de loyaux sujets s'étaient retirés dans les forêts et dans les marais du comté de Somerset, et, attentifs à ne perdre aucune des circonstances qui leur semblaient favorables, ils ne négligeaient aucun moyen de nuire à l'ennemi toutes les fois que l'occasion s'en présentait. Ils faisaient de continuelles irruptions sur l'arrière-garde des Danois, alors en possession de tout le pays, et ils se retiraient ensuite dans des retraites qu'ils avaient rendues inexpugnables. Leurs succès ranimèrent enfin quelques restes de courage parmi les Anglais, et chaque jour voyait augmenter le nombre des partisans d'Alfred. Bientôt, les forces qu'ils étaient parvenus à réunir leur paraissant assez considérables pour espérer d'heureux résultats, ils rejoignirent leur brave et malheureux monarque.

Pendant ce temps, Ubba, chef des Danois, portait la terreur dans tout le pays de Galles, et le ravageait sans rencontrer d'obstacles; une seule place osa lui résister. Le comte de Devonshire s'était jeté avec quelques soldats dans le château de Kenwith; ce brave guerrier, voyant qu'il ne pouvait soutenir un siège, et convaincu de tout le danger de traiter avec des ennemis aussi perfides, résolut de tenter un effort désespéré, et de s'ouvrir, l'épée à la main, un passage au milieu des assiégeants. Cette proposition fut accueillie avec enthousiasme par tous ceux qui partageaient sa fortune; et tandis que les Danois, se fiant à leur nombre, méprisaient les Anglais, ils se virent tout-à-coup assaillis avec fureur, et mis dans une déroute complète. Ubba, leur général, y perdit la vie.

Cette victoire réveilla l'ardeur des Saxons. Alfred, voulant profiter de ces dispositions favorables pour reprendre l'offensive, fit connaître à ses sujets le lieu de son séjour, et leur enjoignit de se tenir prêts à marcher avec toutes leurs forces, au signal qui leur en serait donné. Il fallait, pour courir moins de chances douteuses, être instruit du nombre et de la position des Danois. Ne voyant personne autour de lui à qui il pût se confier à cet égard, le roi se chargea lui-même de la tâche périlleuse d'aller à la découverte des forces ennemies. Sous les habits d'un berger, une harpe en main, il pénétra dans le camp danois et déploya tous ses talents pour plaire aux soldats; il y réussit tellement, qu'ils le conduisirent devant Guthrum, leur prince; celui-ci l'invita à passer plusieurs jours avec lui. Alfred, pendant ce temps, put remarquer à loisir la négligente sécurité des Danois, le mépris qu'ils

montraient pour les Anglais, le peu d'ordre et de discipline qu'ils observaient, croyant n'avoir plus rien à craindre. Il fut témoin des débauches auxquelles ils se livraient, et de la manière dont ils prodiguaient des biens si mal acquis. Lorsqu'il se crut suffisamment instruit de tout ce qu'il avait tant d'intérêt à savoir, il retourna dans sa retraite, et, sans perdre de temps, ayant envoyé des émissaires sur toutes les routes, il assigna le lieu du rendez-vous dans la forêt de Selwood. Ses ordres furent remplis avec joie, et une nombreuse armée se trouva en peu de jours au poste de l'honneur.

Alfred attaqua les ennemis avec impétuosité sur le point qui lui avait paru le plus faible; les Danois, surpris, effrayés de voir repaître une armée d'Anglais, lorsqu'ils n'avaient pas même imaginé qu'ils pussent songer à se relever de leurs défaites, furent repoussés en désordre, et, malgré la supériorité de leur nombre, ils n'échappèrent à un massacre général qu'en se renfermant dans leurs places fortes. Rien n'ayant été prévu pour soutenir un siège, ils furent obligés, en moins de quinze jours, de se rendre à discrétion. — An de J.-C. 879. — Leur généreux vainqueur permit à ceux qui ne voudraient pas embrasser le christianisme de s'embarquer pour la Flandre sous le commandement d'un de leurs généraux nommé Hastings. Guthrum, leur souverain, se convertit, et le roi Alfred lui servit de parrain. Trente seigneurs suivirent cet exemple.

Mais toujours infidèles à leurs traités, ingrats envers celui qui leur avait permis si généreusement de quitter sans trouble un pays qu'ils avaient ravagé, les Danois embarqués avec Hastings résolurent de revenir sur leurs pas et de tenter encore la fortune. Ils débarquèrent sur les côtes de Kent, s'avancèrent vers Rochester, espérant surprendre cette ville avant qu'on pût la secourir. Mais ils furent bientôt obligés de rétrograder, en apprenant qu'Alfred s'avancait contre eux.

Pour mettre à l'avenir le royaume à l'abri de ces dévastations, Alfred fit équiper une flotte à l'aide de laquelle il détruisit seize vaisseaux danois dans le port de Harwich. Il n'y eut plus alors que le port de Londres qui leur fût ouvert; mais il renforça la garnison, répara et augmenta les fortifications, et embellit la ville d'un grand nombre d'édifices. La garde de cette place fut confiée à Ethelred, son gendre, et par ce moyen le royaume fut assuré désormais contre toute invasion étrangère.

Alfred était alors à l'apogée de sa gloire, et possesseur d'un territoire

beaucoup plus considérable que celui de tous ses prédécesseurs. Les rois de Galles lui payaient hommage pour leurs possessions, les Northumbres étaient gouvernés par un roi de son choix, et nul ennemi ne paraissait le menacer pour l'avenir.

Pendant cet état de calme et de prospérité, Alfred s'occupa de cultiver les arts paisibles, de les encourager, et de réparer les ravages que la guerre avait faits dans son royaume. Après avoir rebâti les villes que les Danols avaient détruites, il établit une milice régulière pour la défense du royaume; les citoyens furent tous armés et enregistrés; il leur assigna des emplois et régla leurs devoirs: les uns furent destinés à la culture des terres, les autres à repousser les attaques de l'ennemi. Une force navale était nécessaire pour mettre le royaume à l'abri des invasions: il s'occupa si activement de former ses sujets dans l'art de la navigation, qu'en peu de temps il fut en état d'armer une flotte de cent vingt bâtiments de guerre pour protéger les côtes et assurer la tranquillité de son peuple.

Ces précautions n'empêchèrent cependant pas le chef des Danols de tenter encore plusieurs descentes. Il parut à la hauteur de Kent avec une flotte de trois cent trente voiles, et malgré la résistance qu'opposèrent les troupes d'Alfred, Hastings trouva le moyen de s'emparer de Bamflete, près de l'île de Canvey, dans le comté d'Essex. — An de J.-C. 893 — Il n'y resta pas long-temps; sa garnison fut massacrée par un corps d'armée composé en partie des habitants de Londres. Sa femme et deux de ses fils furent faits prisonniers. Mais Alfred, toujours porté à la clémence, consentit à les lui rendre, sous la condition qu'il s'éloignerait sur-le-champ.

Les Danols estables et northumbres ne furent pas plus heureux dans leurs tentatives. Leur amour pour le pillage les poussa encore une fois à s'embarquer sur une flotte de deux cent quarante vaisseaux, et ils parurent devant Exeter; mais Alfred, qui était sur ses gardes, leur fit une réception qui jeta parmi eux un tel effroi, qu'ils se remirent en mer sans oser poursuivre leur téméraire entreprise.

Un troisième corps de pirates danois parut à son tour, et eut encore moins de succès que les précédents. Ces brigands, après le départ d'Hastings, ayant pris et fortifié Shobury, à l'embouchure de la Tamise, y laissèrent une garnison, et côtoyèrent la rivière jusqu'à Bodington, dans le comté de Gloucester, où, ayant été renforcés par un corps de Gallois, ils élevèrent des retranchements et se disposèrent

à se défendre; mais investis tout-à-coup par les forces du roi, ils se trouvèrent réduits en peu de temps à une telle extrémité, qu'ils furent obligés de manger leurs chevaux, et la plupart d'entre eux périrent de faim. Dépourvus de tout moyen de salut, ils se déterminèrent à faire une sortie désespérée; le plus grand nombre fut massacré sur le champ de bataille; ceux qui s'étaient échappés furent poursuivis par les troupes d'Alfred, et finirent par être totalement battus et dispersés.

Les sibiustiers northumbres n'éprouvèrent pas un meilleur sort. Il tomba sur eux pendant qu'ils ravageaient les provinces occidentales, leur prit vingt vaisseaux, et après avoir fait jeter tous les prisonniers à Winchester, il les fit pendre comme pirates et ennemis communs des nations.

Lorsque, par une vigilance continuelle et une sévérité nécessaire, Alfred eut rétabli la paix et la sécurité dans son royaume, il s'occupa des moyens d'accroître les lumières d'une nation que jusque alors il n'avait pu protéger encore que par la force de ses armes. On prétend qu'il fit un code de lois; mais celles qui existent encore de nos jours, et qu'on lui attribue, ne paraissent être que les lois suivies précédemment par les Saxons, ses ancêtres, et auxquelles il est probable qu'il ne fit que donner sa sanction. Le mode de jugement par jury, les amendes et autres punitions de cette espèce, qu'on croit lui devoir, sont d'une époque bien antérieure. Les soins extrêmes qu'il apporta ensuite à la culture des sciences et aux progrès de l'instruction contribuèrent puissamment à l'amélioration des mœurs et à la réforme des habitudes sauvages et dépravées de son peuple.

Les Anglais, lors de l'avènement d'Alfred au trône, étaient plongés dans une ignorance grossière et une barbarie qui étaient le résultat des désordres continuels du gouvernement et des ravages des Danois. Il se plaignait lui-même de ce qu'à cette époque il n'avait pu trouver dans tout son royaume un seul prêtre capable de comprendre le missel latin.

Pour remédier à ce dénuement de lumières, il attira chez lui les savants les plus célèbres de l'Europe, et fonda ou plutôt rétablit l'université d'Oxford, et lui accorda un grand nombre de privilèges. Son propre exemple éveillait l'amour de l'étude parmi son peuple. Il partageait ordinairement son temps en trois portions égales : la première était consacrée au repos, à la nourriture et à la promenade; la

seconde, à l'expédition des affaires, et la troisième, à l'étude et à la pléti. Il fit en peu de temps des progrès étonnants dans la grammaire, la rhétorique, la philosophie, l'architecture et la géométrie. Excellent historien et bon musicien, il cultivait aussi la poésie, et il est cité comme le meilleur poète de son siècle. Il a laissé plusieurs ouvrages dont la plupart existent encore, tels qu'une traduction saxonne de la Pastorale de Grégoire I^{er}, les consolations philosophiques de Boèce, et l'histoire ecclésiastique de Bède. Convaincu que dans un siècle où les lumières étaient aussi arriérées les sciences spéculatives offraient peu d'attrait, il s'appliqua à transmettre ses idées morales à ses sujets dans des allégories et des historiettes, et l'on assure qu'il a traduit du grec des fables d'Ésope.

Alfred encourageait avec la même ardeur les arts mécaniques. Jusqu'à l'époque de son règne, on n'avait encore fait usage pour les constructions que de bois de charpente, il fit élever des palais en brique, et la noblesse finit par imiter son exemple. Des manufactures de toute espèce furent établies dans le royaume; quiconque inventait quelque instrument ingénieux, on contribuait à son perfectionnement, était toujours récompensé généreusement. Les recherches même de la vie commencèrent à être connues sous son règne, et les Anglais, témoins des heureux résultats des arts paisibles, apprirent enfin à apprécier les bienfaits de la civilisation, et l'amour de la justice et de l'industrie commença à pénétrer dans leurs âmes. Malheureusement la mort vint abrégier un règne glorieux qui, pendant vingt-neuf années, avait été consacré à l'accroissement et au bonheur de l'Angleterre. Alfred mourut dans la force de l'âge et dans la plénitude de toutes ses facultés, après avoir été le modèle des princes et l'ornement de l'humanité.

— An de J.-C. 901.

Les vertus les plus opposées, qui se trouvaient réunies dans ce prince, semblaient avoir été heureusement combinées pour faire de lui la gloire de son siècle; et pour donner une idée complète de son caractère, il faudrait rassembler toutes les qualités qui constituent la perfection humaine.

Il offrait le rare assemblage de la persévérance et de la flexibilité; de la modération et du courage le plus entreprenant; à une justice sévère, il alliait une indulgence et une bonté extrêmes; à une volonté ferme, il joignait les manières les plus douces; et comme si la nature eût pris plaisir à parer encore ses brillantes qualités de l'extérieur le

plus aimable, elle l'avait doué de tous les avantages physiques, de la force du corps et d'une taille majestueuse, des manières les plus gracieuses et les plus nobles, d'un air ouvert et de la physionomie la plus agréable. En un mot, les historiens ont pris un tel plaisir à peindre ce héros, qu'ils ont généralement passé sous silence les fautes qu'il a pu faire en payant son tribut à la faiblesse humaine.

Alfred eut de sa femme Ethelswitha, fille d'un comte mercien, trois fils et trois filles. Son fils aîné, Edmond, mourut sans postérité du vivant de son père; son troisième fils, Ethelward, hérita de sa passion pour les lettres; il se livra exclusivement à l'étude, et ne sortit pas de la vie privée. Son second fils, Édouard, lui succéda.

A peine ce prince était-il établi sur le trône, que ses droits lui furent disputés par Ethelward, son cousin germain, qui s'était formé un parti considérable parmi les Northumbres. La fortune sembla d'abord favoriser ce prétendant; mais il fut tué dans une bataille, et sa mort délivra Édouard d'un concurrent dangereux. Cependant les turbulents Northumbres ne parurent point abattus par la perte de leur chef, et ils ne cessèrent pendant tout ce règne de renouveler leurs insurrections. Édouard livra plusieurs batailles à ces rebelles, et remporta sur eux différentes victoires qui prouvèrent que, s'il était inférieur à son père sous le rapport des sciences et de l'instruction, il l'égalait en vertus militaires. Il bâtit plusieurs châteaux et fortifia différentes villes; il défit Turketul, chef de bandes danoises, et l'obligea à se retirer avec les siens; il conquît l'Estanglie, et finit par soumettre à son autorité les Northumbres eux-mêmes. Dans toutes ces conquêtes il fut secondé par sa sœur Ethelfrède, veuve d'Ethelred, comte de Mercie, qui, après la mort de son mari, avait conservé le gouvernement de cette province.

Au moment où Édouard, après avoir soumis entièrement le royaume et affermi son autorité, commençait à s'occuper du bonheur de ses peuples, la mort vint arrêter l'exécution de ses projets¹. — An de J.-C. 925.

Athelstan, son fils naturel, lui succéda. L'illégitimité de sa naissance n'était pas alors un obstacle suffisant pour l'exclure du trône.

¹ La galanterie ne fut point inconnue sous le règne d'Édouard. Il devint épris de la belle Egwina, fille d'un simple berger, qui avait reçu une éducation brillante; et le sceptre s'allia avec la houlette. Le fameux Scot florissait alors. C'est aussi sous ce règne que l'université de Cambridge fut fondée. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Ce prince trouva, ainsi que son père, quelque opposition dans le commencement de son règne. Alfred, gentilhomme de sa famille, entra, dit-on, dans une conspiration en faveur des fils légitimes d'Édouard, trop jeunes encore pour être mis à la tête du gouvernement. Alfred, accusé, nia cette imputation, et offrit d'en démontrer la fausseté par un serment fait en présence du pape. La proposition fut acceptée, et l'on assure que, dès qu'Alfred eut protesté de son innocence sur les saintes reliques, il tomba dans des convulsions dont il mourut trois jours après¹.

Les troubles continuels suscités par les Northumbres danois furent la principale occupation des premiers temps de ce règne; ils furent pourtant obligés de se rendre, et Athelstan, pour se venger de Constantin, roi d'Écosse, qui leur avait prêté son appui, ravagea son pays jusqu'à ce que ce monarque se fût déterminé à lui faire les plus humbles soumissions. Toutes ces protestations arrachées par la force ne pouvaient être sincères; il en eut bientôt la preuve dans la découverte qu'il fit que Constantin était entré dans une nouvelle confédération avec un corps de pirates danois et quelques princes gallois qui ne voyaient qu'avec envie la grandeur croissante d'Athelstan. Une bataille sanglante fut livrée à Brunsburg, dans le Northumberland; le monarque anglais remporta encore une glorieuse victoire. Après ce dernier succès, il gouverna paisiblement son royaume, et le calme s'y rétablit.

Athelstan est regardé comme l'un des rois saxons les plus actifs et les plus habiles. Il forma quelques alliances avec les princes du continent. C'est sous son règne que la Bible fut traduite en langue saxonne. Il mourut à Gloucestre, après avoir porté seize ans le sceptre. Son frère Edmond lui succéda. — An de J.-C. 941,

A son avènement au trône, ce prince eut, comme ses prédécesseurs, des troubles à calmer dans le Northumberland; mais, par son activité et sa vigilance, il parvint à subjuguier les rebelles. Le but constant de ses efforts, pendant tout son règne, fut de réprimer les excès d'un peuple remuant, qui consentit enfin à embrasser le christianisme, en expiation

¹ On jurait autrefois sur les reliques et sur les livres saints. L'opinion populaire était que ceux qui faisaient de faux serments étaient frappés de mort. On se justifiait aussi d'une accusation par le jugement de Dieu. Les plaideurs se battaient; le vaincu était condamné. Il y avait encore les épreuves de l'eau bouillante, du fer rouge, et d'autres moyens ridicules qui ont eu long-temps un grand crédit.

de ses crimes. Edmond est le premier monarque qui ait établi en Angleterre la peine capitale. Convaincu du danger d'une trop grande indulgence à l'égard de certains coupables et de l'insuffisance des amendes et des châtimens de ce genre avec des voleurs, par exemple, il ordonna qu'à l'avenir, lorsqu'on prendrait une bande de brigands, le plus âgé d'entre eux serait condamné à être pendu. Cette loi fut regardée alors comme très-sévère¹, car toutes les lois pénales de nos premiers ancêtres étaient douces et indulgentes; aussi la rigueur que ce monarque crut devoir employer envers ces hommes criminels fut la cause de sa mort. Ses vertus, ses talens et sa tempérance lui promettaient un règne long et fortuné: mais à une fête qu'on célébrait dans le comté de Gloucester, un fameux scélérat nommé Léolf, qui avait été banni du royaume, eut l'audace de se présenter dans la salle où dînait le roi, et de se placer à table parmi les grands de la cour. Edmond, outré de cette insolence, lui ordonna de quitter la salle; celui-ci ayant refusé d'obéir, le prince, dont le caractère était violent, s'élança sur lui et le saisit par les cheveux; le brigand, furieux, ne connut plus de bornes; il tira un poignard et le plongea dans le cœur du monarque, qui expira sur le sein de son menotrier. L'assassin fut massacré sur-le-champ; mais sa mort ne fut qu'une bien faible compensation de la perte d'un roi qui méritait à tant de titres l'amour de ses sujets.

Ses fils étant trop jeunes pour prendre les rênes d'un gouvernement aussi difficile que celui de l'Angleterre, son frère Edred fut choisi pour le remplacer, et se trouva, comme ceux qui l'avaient précédé, à la tête d'un peuple rebelle et réfractaire. Les Northumbres danois firent, comme de coutume, de nouvelles tentatives pour secouer le joug anglais, ce qui força le roi à mettre des garnisons dans les principales villes de cette province, et dans chacune d'elles un gouverneur anglais chargé de réprimer les insurrections dès leur naissance.

Les moines, qui jusque alors s'étaient contentés de s'occuper des affaires ecclésiastiques, commencèrent alors à s'emparer de la direction des affaires civiles; et appelant la superstition à leur secours, ils firent naître adroitement dans l'esprit du peuple des craintes dont il résulta pour eux une autorité sans limites, et qui eut des siècles de durée.

¹ Que diraient donc nos ancêtres s'ils voyaient les lois pénales de leurs descendants? (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Edred avait livré aveuglément sa conscience à la direction de Dunstan, abbé de Glasterbury, qui fut depuis canonisé, et qui, sous les dehors de la piété, cachait une ambition démesurée.

Le clergé n'avait été composé long-temps que de prêtres séculiers qui, quoique vivant en communauté, n'étaient nullement séparés de la société, à laquelle ils pouvaient se rendre utiles. Il leur était permis de se marier, et ils s'occupaient principalement de l'éducation de la jeunesse, sous l'autorité de supérieurs temporels. Le célibat du clergé ayant enfin été regardé comme un moyen plus propre à assurer son indépendance, et affermir la puissance du pape en Europe, la cour de Rome le recommanda avec chaleur à tous les ecclésiastiques en général, mais aux moines plus particulièrement encore.

Le caractère superstitieux d'Edred et le zèle outré de Dunstan servirent le pape et contribuèrent à faire adopter cette nouvelle mesure en Angleterre. L'un et l'autre secondèrent de tout leur pouvoir le souverain pontife, et un ordre de moines bénédictins fut enfin établi sous la direction de Dunstan. Edred s'était entièrement soumis aux avis de son directeur, tant pour les affaires du gouvernement que pour celles de sa conscience, et si la mort du prince, qui arriva dans la dixième année de son règne, n'eût arrêté ce prêtre zélé et artificieux, le royaume allait devenir une province papale. — An de J.-C. 955.

Comme les fils d'Edred étaient encore trop jeunes pour gouverner, Edwy, son neveu, lui succéda. Ce prince joignait à tous les agréments personnels une grande ardeur martiale et de vaillantes qualités. Il aurait pu faire le bonheur de son peuple, s'il n'avait en auprès de lui un ennemi dangereux, contre lequel tout son mérite ne pouvait le défendre. Dunstan, qui n'avait cessé de gouverner pendant tout le règne précédent, était déterminé à ne rien céder de son autorité, et une discussion violente s'établit entre Edwy et les moines dès le commencement de ce règne. Ni ses vertus ni ses grâces personnelles ne purent adoucir la fureur de ces fanatiques ambitieux. Les prêtres séculiers semblaient l'avoir choisi pour l'opposer aux moines, qui, de leur côté, ayant Dunstan pour chef, poursuivirent ce malheureux prince avec une animosité implacable pendant sa vie, et s'efforcèrent de ternir sa mémoire après sa mort.

Ce Dunstan, qui, à cette époque, joue un plus grand rôle que les rois eux-mêmes, était né de parents nobles dans l'occident de l'Angleterre. Après une jeunesse fort dissipée, voulant rétablir la mauvaise

réputation qu'il s'était faite par ses débauches, il se vena aux austérités de la vie monastique, se séquestra entièrement du monde, et s'enferma dans une cellule si petite, qu'il ne pouvait ni s'y tenir debout n'y si étendre. Une retraite aussi sévère et des mortifications continuelles ne pouvaient manquer d'exalter son esprit, et bientôt son cerveau se remplit des visions les plus extravagantes. De fréquentes révélations qui lui étaient faites, assurait-il, le rendirent en peu de temps célèbre, et les violentes tentations auxquelles il était exposé sans cesse, sans toutefois succomber, portèrent au plus haut point sa réputation de sainteté. Le diable, dit-on, vint le visiter un jour sous la forme d'une belle femme; mais Dunstan, instruit de sa supercherie et fatigué de ses importunités, prit des pincettes rougies au feu et le saisit par le nez au moment où il passait la tête par la lucarne de sa cellule; il le tint dans cette situation jusqu'à ce que le malin esprit eût rempli le voisinage de ses hurlements. Ces absurdités et mille autres aussi ridicules étaient débitées partout, et les moines, qui voyaient le peuple disposé à y ajouter foi, savaient en profiter habilement et saisissaient avec ardeur tous les moyens qui pouvaient contribuer à propager leur doctrine. Les crucifix, les autels, les chevaux même firent des harangues et déclamèrent hautement contre le clergé séculier¹. Tous ces prétendus miracles, appuyés des plus véhémentes prédications, persuadèrent le peuple. Dès ce moment Dunstan fut regardé comme le favori de Dieu; son pouvoir devint supérieur à celui des rois, qui ne tenaient leur autorité que des hommes, tandis que Dunstan était censé tenir la sienne du ciel même.

On doit penser que la puissance d'Edwy était bien faible contre celle que ce moine ambitieux était parvenu à obtenir, et que sa première faute devait nécessairement avoir pour lui les conséquences les plus fatales. Le moine artificieux trouva le moyen de le prendre en défaut le jour même de son couronnement.

Il y avait à la cour une jeune dame du sang royal nommée Elgive, dont la beauté avait fait une si vive impression sur le cœur du jeune

¹ On a lieu d'être d'autant plus surpris de l'imbécille crédulité de ce siècle, que les connaissances classiques étaient répandues parmi le peuple, et qu'on cultivait les beaux-arts. Le temps a respecté deux discours prononcés alors par les moines; ils respirent l'élégance, la clarté: ils semblent dictés par le bon sens. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

monarque, qu'il s'était décidé à l'épouser, malgré l'avis de ses ministres et le degré de parenté qui existait entre elle et lui, degré qui était un obstacle, selon les lois canoniques. Le jour de son couronnement, tandis que toute la noblesse rassemblée dans la salle du festin, se livrait à une joie bruyante, le roi, préoccupé de son amour, se retira dans l'appartement de la reine pour jouir avec elle et la mère de cette princesse des doux plaisirs d'une conversation aimable et tendre. Dunstan, qui s'était aperçu de son absence et qui devinait le motif de sa retraite, le suivit, et entrant tout-à-coup dans l'appartement, il donna un libre cours à la fureur de son zèle : après avoir adressé au prince les reproches les plus amers, il l'arracha d'auprès de la reine de la manière la plus outrageante. Le roi, violemment irrité et déterminé à punir l'insulte qu'il venait de recevoir, écouta avec empressement les avis que lui donnèrent les ennemis de Dunstan; et lui ordonna de rendre compte de l'argent qui lui avait été confié sous le précédent règne; car c'était lui qui administrait les finances d'Edred. L'orgueilleux moine ayant refusé d'obéir, Edwy le fit dépouiller de ses revenus ecclésiastiques et civils, et ordonna son bannissement du royaume. Mais son exil ne servit qu'à augmenter la réputation de sainteté qu'il s'était acquise parmi le peuple. Odon, archevêque de Cantorbéry, embrassa son parti avec tant de chaleur, qu'il prononça une sentence de divorce entre Edwy et Elgive. Les censures ecclésiastiques furent suivies de si terribles effets, que le roi, dans l'impossibilité de résister à l'Eglise, consentit à faire le sacrifice de la femme qu'il aimait si tendrement. Odon envoya une troupe de soldats dans le palais avec ordre de s'emparer de la reine : on l'arracha des bras de son époux, et on eut la barbarie de lui appliquer un fer chaud sur le visage. Non contents de cette horrible vengeance, ses bourreaux la transportèrent en Irlande, et lui défendirent d'en sortir jamais; mais sa soumission à un ordre aussi cruel ne fut que momentanée, et dès que ses blessures furent guéries, elle s'échappa et vint rejoindre le roi, qu'elle n'avait jamais cessé de regarder comme son époux. Le malheur l'attendait là pour faire tomber sur elle ses coups les plus terribles. Arrêtée par un parti que l'implaçable archevêque avait aposté pour l'observer, elle subit la mort la plus cruelle. On lui coupa les jarrets, on déchira son corps en lambeaux, et l'infortunée expira dans l'agonie la plus douloureuse.

Bientôt les sujets d'Edwy, aveuglés par la superstition et poussés par

Dunstan, se révoltèrent presque généralement contre le roi. Ce moine furieux revint en Angleterre, et pour qu'on ne doutât pas de la part qu'il avait à cette révolte, il se mit ouvertement à la tête des mécontents. Ils firent choix d'Edgar, frère du roi, à peine âgé de treize ans, et le mirent en possession de toutes les provinces septentrionales du royaume. Edwy, qui voyait chaque jour diminuer sa puissance et le nombre de ses partisans, se détermina enfin à consentir au partage de ses états; mais sa mort, qui arriva deux ans après, délivra ses ennemis de toute inquiétude et donna à Edgar la possession paisible et entière de la couronne. — An de J.-C. 959.

Placé sur le trône par l'influence des moines, ce prince eut l'adresse de se laisser diriger entièrement par eux.

Il y a toujours eu parmi le peuple anglais un préjugé favori qui a tourné à l'avantage du souverain lorsqu'il a su s'y soumettre adroitement. La sainteté des moines était l'idée dominante de ce siècle; Edgar parut complètement d'accord avec ses sujets sur ce point, et il ne s'occupa que du soin d'augmenter leur bonheur et sa gloire personnelle. Peu de monarques anglais ont eu un règne plus heureux et plus éclatant. Non seulement il sut apaiser les guerres civiles qui s'élevèrent dans son royaume, mais il sut encore le mettre à l'abri des invasions étrangères. Il sut donner à son pouvoir un si grand accroissement et un prestige si puissant, qu'il tenait dans le respect le plus servile les princes ses voisins, et l'on raconte qu'il contraignit un jour huit des rois ses tributaires à ramer pour le conduire sur la Dée.

Les moines, dont il augmenta le pouvoir, vantèrent à l'envi ses qualités; cependant les mœurs de ce prince furent souvent un outrage à la chasteté et à l'obéissance sur lesquelles ils fondaient l'édifice de leur sainteté, et sa conduite irrégulière à cet égard fut en opposition directe avec les préceptes qu'ils professaient; la première preuve qu'il donna de son incontinence, fut d'enlever une religieuse nommée Editha et de lui faire violence. Les moines, pour le punir de cette action sacrilège et barbare, le condamnèrent à s'abstenir de porter la couronne pendant sept années. La punition se borna là, et depuis il fut même permis à cette femme de vivre avec le roi, sans que ce commerce fût regardé comme scandaleux.

Un événement assez singulier donna lieu à une autre liaison d'Edgar avec une femme nommée Elfrède la Belle. Un jour qu'il s'était arrêté chez un de ses gentilshommes, il fut frappé de la beauté de sa fille.

Déterminé à satisfaire la passion qu'elle lui inspire, il demande à passer la nuit avec elle. La mère de la jeune demoiselle, redoutant la puissance du roi et connaissant l'impétuosité de son caractère, exigea de sa fille qu'elle eût l'air de consentir à ses desirs. La nuit venue, la dame du château substitua à la place de sa fille une de ses femmes qui était fort belle, et lorsque, le matin, le roi s'aperçut du stratagème, au lieu de témoigner son mécontentement, il rit de l'aventure, et, enchanté de la beauté d'Elfride, il en devint amoureux et en fit dès ce moment sa maîtresse favorite; son ascendant sur lui dura jusqu'au moment de son mariage avec Elfride. L'histoire de cette femme est trop remarquable pour qu'on la passe sous silence.

L'Angleterre retentissait alors du bruit de la beauté d'une jeune dame nommée Elfride, fille du comte de Devonshire. Le roi, ne voulant pas croire la renommée, envoya Athelwold, son favori, s'assurer si la beauté de la jeune fille était aussi incomparable qu'on le publiait. Dès qu'Athelwold fut arrivé au château du comte, son premier soin fut de se faire présenter à la jeune dame. Il ne l'eut pas plus tôt aperçue, que, la trouvant encore plus belle qu'il ne s'y était attendu, il en devint passionnément amoureux; oubliant alors les ordres de son maître, il ne s'occupa plus que de faire connaître son amour, et demanda la belle Elfride en mariage à son père. Le favori du roi était un parti trop brillant pour être dédaigné; le comte l'accepta pour gendre, et le mariage d'Elfride et d'Athelwold fut célébré secrètement.

Le favori, revenu à la cour, raconta au roi que la richesse d'Elfride et sa haute naissance étaient les seules causes réelles de la célébrité dont elle jouissait, et qu'en la voyant il avait été surpris qu'on vantât avec autant d'enthousiasme une beauté aussi ordinaire. Le roi, satisfait, n'en parla plus, et Athelwold, triomphant, crut pouvoir se féliciter du succès de son adresse.

Certain que le roi avait totalement renoncé à ses projets sur Elfride, il amena un jour adroitemment la conversation sur elle, et dit au roi que si la fortune de la fille du comte de Devonshire était trop peu considérable pour un souverain, elle était immense pour un de ses sujets, et il demanda respectueusement la permission d'adresser ses hommages à Elfride, comme à l'héritière la plus riche du royaume. Le roi consentit avec plaisir à une demande aussi raisonnable en

apparence ; et Athelwold s'étant hâté de rejoindre sa femme, leur mariage fut célébré publiquement.

Mais il continuait toutefois à prendre les plus grands soins pour tenir sa femme éloignée de la cour, et surtout des yeux du roi, dont il connaissait le penchant extrême pour le beau sexe, et dont il redoutait les avantages personnels et les séductions. Malheureusement il ne put toujours cacher son trésor à tous les regards. Les favoris ne manquent jamais d'ennemis secrets qui épient sans cesse la moindre occasion de les perdre. Edgar fut bientôt informé de la vérité ; mais, dissimulant son ressentiment, il se contenta d'annoncer l'intention où il était de visiter le pays habité par la belle Elfride, et il ordonna à Athelwold de le suivre ; ce que celui-ci fit avec soumission, mais non sans répugnance. Arrivé près du lieu qu'habitait la dame, Edgar déclara à Athelwold que, désirant depuis long-temps connaître sa femme, dont il avait entendu parler autrefois, il avait l'intention de lui faire une visite, puisqu'il était si près d'elle. Athelwold frémit à cette proposition, et fit de vains efforts pour détourner le roi de son dessein. Tout ce qu'il put obtenir fut de précéder le monarque, afin de tout disposer pour sa réception. Dès qu'Athelwold fut arrivé, il courut à l'appartenance de sa femme, se jeta à ses pieds, et lui dévoila le stratagème dont il avait fait usage pour devenir son époux, la supplia de cacher autant que possible ses charmes au prince trop prompt à s'enflammer. Elfride, surprise et agitée d'un secret dépit en songeant au rang dont elle avait été privée lorsqu'elle aurait pu y prétendre, promit à son époux d'obéir à ses desirs ; mais, soit vanité, soit désir de vengeance, elle se para avec une recherche extrême et parut éclatante de beauté aux yeux du monarque, qui ne l'eut pas plus tôt aperçue, qu'il en devint éperdument amoureux, et résolut, à part lui, de tout faire pour la posséder. Afin d'agir plus sûrement, il eut soin de bien cacher ses intentions, et prit congé de la dame avec une indifférence apparente, mais emportant au fond du cœur la ferme résolution de se venger d'Athelwold. Peu de temps après, le courtisan fut envoyé dans le Northumberland, sous le prétexte d'affaires importantes, et on le trouva assassiné dans une forêt. Quelques personnes assurent qu'il fut frappé de la main même du roi¹ ; d'autres prétendent qu'il ne le fut

¹ Hume paraît adopter cette version, que le roi ayant engagé son favori à une partie de chasse, le poignarda lui-même.

que par ses ordres. Quoi qu'il en soit, Elfride, bientôt après cet événement, fut appelée à la cour, et, rien ne s'opposant plus à la passion d'Edgar pour elle, leur mariage fut célébré avec la plus grande pompe¹.

Telles furent les amours criminelles d'un roi que les moines se sont plu à représenter comme l'être le plus parfait de l'espèce humaine. Son règne fut heureux, grâce à l'aveugle complaisance de ce prince pour les moines et les préjugés populaires; mais il résulta de cette complaisance une foule de maux qui retombèrent sur ses successeurs. Il mourut dans sa trente-deuxième année, qui était la seizième de son règne, — An de J.-C. 975 — et fut remplacé par son fils Édouard, né d'un premier mariage avec la fille du comte Ordemer.

Ce furent encore les moines qui, par intérêt pour leur cause, placèrent sur le trône Édouard, surnommé le Martyr. Ce règne, qui ne dura que quatre ans, n'eut rien de remarquable, si ce n'est la fin tragique et mémorable de ce prince. Quoique dès le commencement de son règne il eût éprouvé de la part d'Elfride, sa belle-mère, une opposition constante, et quoiqu'elle se fût toujours montrée son ennemie, Édouard n'en avait pas moins conservé une tendre amitié pour le fils de cette princesse, et il saisissait avec empressement toutes les occasions de lui témoigner à elle-même son respect et son attachement. Mais Elfride joignait aux grâces et à la beauté de son sexe l'âme la plus noire et la plus cruelle, et, loin d'être touchée des procédés nobles et généreux du jeune monarque, elle nourrissait au fond de son cœur une haine implacable qu'elle brûlait de satisfaire.

Édouard, chassant un jour près de Corfe-Castle, château qu'habitait Elfride, profita du hasard qui le rapprochait d'elle pour aller lui faire visite. Il se rendit chez sa belle-mère sans aucune suite. Comme il éprouvait une soif extrême, il demanda à boire en arrivant, et au moment où, encore à cheval, il portait à ses lèvres la coupe qu'on lui

¹ On trouve dans cette histoire de précieuses traces des anciennes coutumes. Il paraît d'abord que les dames étaient alors admises à la cour. On y voit aussi que les hommes et les femmes ne vivaient pas séparés comme en Espagne et dans quelques autres pays. Enfin, quoique les Anglais fussent déjà civilisés, on peut observer qu'il paraît toujours dans leurs actions une féroce sauvagerie, qui les met bien au-dessous des siècles policés de la Grèce et de Rome. Mais un fait plus étonnant peint encore mieux le siècle. L'assassin, le sacrilège, l'adultère Edgar fut mis au rang des saints par les moines qui écrivirent son histoire. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

présentait, un des domestiques d'Elfride le frappa par derrière d'un coup de poignard. Le roi, se sentant blessé, plqua son cheval ; mais le sang qu'il perdait l'ayant fait évanouir, il tomba de la selle ; un de ses plects demeura embarrassé dans l'étrier, et il fut traîné par son cheval jusqu'à ce qu'il expirât. La trace de son sang fit retrouver son corps, qui fut enterré à Wareham¹.

Fils d'Edgar et d'Elfride, Ethelred second lui succéda. — An de J.-C. 979 — Ce monarque, faible et irrésolu, fut aussi incapable de gouverner son royaume que de pourvoir à sa sûreté. Après les dissensions, les extravagances et les vices sans nombre qui ont rendu remarquables quelques-uns des premiers règnes, il n'est pas surprenant que la nation, affaiblie et égarée par la superstition, fût devenue incapable de se défendre ; aussi un autre peuple moins énervé, moins vicieux, sut-il profiter habilement de ce moment de crise. Les Danois, anciens et irrécconciliables ennemis de l'Angleterre, devenaient chaque jour plus redoutables ; la faiblesse et l'inexpérience d'Ethelred semblaient leur offrir une occasion favorable de renouveler des déprédations dont ils n'avaient pas perdu l'habitude. Pleins d'espoir, ils abordèrent sur différents endroits des côtes, et répandirent partout la dévastation et la terreur. Les Anglais, peu disposés à se défendre contre de tels ennemis, ne firent qu'une faible résistance, et eurent recours à la soumission et à la perfidie pour détourner l'orage qu'ils n'osaient point braver.

Les peuples du Nord, persuadés que l'Angleterre était sans défense, firent alors une descente formidable sous le commandement de Sweyn, ou Suenon II, roi de Danemarck, et d'Olave², roi de Norwège. Ils firent voile vers l'Humber³, et commirent de tous côtés des ravages horribles. Les Anglais leur opposèrent une armée nombreuse, qui fut repoussée après un affreux carnage. Encouragés par ce succès, les Danois s'avancèrent hardiment jusque dans le centre du royaume. Ethelred, qui avait déjà arrêté une première invasion à prix d'argent, résolut de mettre une seconde fois ce moyen en pratique. Il envoya aux deux rois des ambassadeurs chargés de leur offrir des vivres et un tribut, à condition qu'ils cesseraient leur pillage et quitteraient le royaume. De pareilles propositions ne servent souvent qu'à exciter

¹ Le roi Édouard est mis au rang des martyrs. L'Église le fête le 18 de mars.

² Olav ou Olaf, ou Olaf.

³ Grande rivière dans le comté d'York.

l'ennemi à de nouvelles hostilités : c'est ce qui arriva en cette circonstance. Sweyn et Olave acceptèrent les conditions d'Ethelred, et prirent paisiblement leurs quartiers à Southampton, où la somme de seize mille livres sterling leur fut payée.—An de J.-C. 994—Olave retourna dans sa patrie, et, fidèle à sa promesse, ne revint plus en Angleterre ; mais Sweyn fut moins scrupuleux, et le traité qu'il avait fait ne suspendit que quelques instants les malheurs qu'il préparait aux Anglais.

Le peuple, commençant à trouver son sort insupportable, résolut enfin de se défendre ; mais la faiblesse du roi, la mésintelligence qui s'était élevée dans la noblesse, la perfidie de quelques-uns et la lâcheté des autres, rendirent nuls tous leurs efforts mutuels. Les Danois, toujours prêts à tirer avantage de la mauvaise situation de leurs ennemis, réparèrent peu de temps après. Le dernier traité, si honteux pour les Anglais, ne pouvait manquer d'augmenter les prétentions de l'ennemi en proportion de l'impossibilité où était le parti adverse de repousser les vainqueurs ; ils élevèrent donc leurs demandes jusqu'à la somme de vingt-quatre mille livres sterling, qu'ils ne tardèrent pas à recevoir, et qui ne servirent qu'à les exciter à de nouvelles exactions. Bientôt un autre motif vint accroître la haine réciproque de ces deux peuples, et le ressentiment des Danois leur fit regarder la violation des traités comme une juste représaille.

Ils s'étaient établis depuis plusieurs années dans différentes parties du royaume ; et sans s'être liés intimement avec les Anglais, ils avaient entretenu avec eux un commerce doux et paisible. Leur supériorité militaire était si généralement reconnue, que les rois d'Angleterre avaient toujours eu soin d'entretenir à leurs frais des troupes danoises, qui étaient en quartier dans les provinces. Ces militaires affectaient un luxe si grand, selon les anciens auteurs anglais, qu'ils se peignaient les cheveux une fois par jour et se baignaient une fois par semaine. Ces soins, regardés alors comme une recherche extrême et même efféminée, les avaient rendus si agréables au beau sexe, qu'ils séduisaient les femmes et les filles des Anglais, et déshonoraient presque toutes les familles. De plus, à chaque invasion de leurs compatriotes, ils n'avaient négligé aucun moyen de leur prouver leur attachement, en les excitant à porter leurs armes contre ceux mêmes parmi lesquels il leur était permis de demeurer. Cette perfidie de conduite achevant d'irriter le peuple anglais contre les Danois, il jura d'en tirer vengeance. Tous ces motifs étaient suffisants dans un siècle aussi barbare

pour faire concevoir l'odieux projet d'un massacre général. Ethelred, par une politique ordinaire aux princes faibles, résolut de les faire passer tous au fil de l'épée. Ce complot fut conduit avec mystère, et rigoureusement exécuté; en un seul jour, tous les Danois établis en Angleterre furent égorgés sans pitié; mais ce massacre, si affreux dans l'invention et si cruel dans l'exécution, bien loin de mettre fin aux malheurs de l'Angleterre, ne servit qu'à lui préparer des calamités encore plus grandes.

Tandis que les Anglais se félicitaient réciproquement d'avoir détruit leurs ennemis invétérés, Sweyn, roi de Danemarck, instruit de leur cruauté, et ne méditant plus que vengeance et carnage, parut sur les côtes occidentales, suivi d'une flotte considérable. Ce fut en vain que les Anglais tentèrent de réunir leurs forces; la perfidie et la lâcheté dont ils s'étaient souillés contribuèrent à décourager et à disperser une grande partie de leurs troupes. Bientôt une horrible famine, causée en partie par l'intempérie des saisons et l'abandon de la culture, vint mettre le comble à la misère générale. Pour arrêter la fureur de l'ennemi, les Anglais offrirent une somme de trente mille livres sterling, qui fut acceptée sans balancer, mais qui ne produisit, comme de coutume, qu'une paix momentanée.

Les Anglais, parvenus pendant ce temps à équiper une flotte, reprirent quelque espérance; mais cette même flotte fut dispersée sans avoir été d'aucune utilité. Ainsi, rien ne pouvant calmer la juste indignation des vainqueurs, les souffrances des vaincus s'aggravaient chaque jour davantage, et toutes les fureurs de la guerre accablaient la nation entière. La défiance mutuelle et la discorde régnaient dans tout le royaume; la consternation était universelle, et les courts intervalles de repos qu'on parvenait à obtenir, étaient achetés par d'énormes sacrifices d'argent. Le seul parti que les Anglais eussent à prendre était de se soumettre au monarque danois, de lui jurer fidélité, et de lui accorder des otages en garantie de leur sincérité. — An de J.-C. 1013. — Ethelred, effrayé et incapable d'aucune énergie, se sauva en Normandie, et laissa l'Angleterre au pouvoir de Sweyn, son victorieux rival.

Sa mort, qui arriva six semaines après, parut à Ethelred un événement favorable pour rendre à la liberté ses malheureux sujets; il se hâta de retourner en Angleterre et de remonter sur le trône. L'adversité aurait dû le corriger; mais son indolence, sa crédulité et sa

lâcheté, furent des obstacles continuels à tout retour de prospérité. Après avoir vu l'ennemi s'emparer peu à peu de la plus grande partie de son royaume, après avoir refusé de se mettre à la tête de ses troupes et de défendre l'ombre de liberté qui restait encore à son peuple, il se retira à Londres, où il termina par une mort naturelle un règne honteux de trente-sept années. Il laissa deux fils, dont l'aîné, Edmond, eut pour héritage un trône sans gloire et des infortunes sans nombre.—An de J.-C. 1016.

Edmond, surnommé Côte-de-Fer, à cause de la vigoureuse défense qu'il opposa à l'ennemi, ne parvint, malgré son courage et l'intrépidité de son caractère, ni à obtenir la possession du trône, ni à rendre le bonheur à la nation. Il eut pour adversaire le monarque le plus puissant et le plus actif de l'Europe, Canut, surnommé le Grand, qui avait succédé à Sweyn, roi de Danemarck, et commandait également les forces danoises de l'Angleterre. La guerre élevée entre ces deux souverains fut soutenue avec persévérance. La première bataille qu'ils livrèrent fut douteuse; une seconde suivit bientôt celle-ci, et les Danois restèrent victorieux; le courageux Edmond, parvenu à rassembler une autre armée, se préparait à combattre une troisième fois, lorsque la noblesse anglaise et la noblesse danoise, également fatiguées de tous ces troubles, forcèrent les deux rois à en venir à un accommodement, et à consentir par un traité à partager le royaume en deux portions égales. Canut se réserva les provinces septentrionales; Edmond conserva la partie méridionale. La mort de ce prince suivit de près ce traité: il fut assassiné au bout d'un mois à Oxford par ses deux chambellans. Cet événement rendit Canut maître de tout le royaume.

Mais si d'un côté l'ambition de ce monarque fut satisfaite par la possession de la couronne d'Angleterre, de l'autre son orgueil fut cruellement humilié par les concessions qu'il fut obligé de faire pour obtenir l'attachement des nobles, dont il fut contraint de satisfaire l'ambition et la cupidité. Toutefois, à mesure que son pouvoir s'affaiblissait, il changea de conduite, et il finit même par condamner à mort plusieurs seigneurs que leurs trahisons envers leur dernier souverain avaient rendus haïssables à ses yeux, et qu'il jugeait avec raison incapables de sincérité envers lui. Il ne montra pas moins de sévérité à l'égard du peuple. Il leva, en une seule fois, sur le royaume un impôt de soixante-douze mille livres sterling, et un autre de onze mille sur la seule ville de Londres.

Canut, après avoir consolidé son nouveau pouvoir en affaiblissant tous ceux qui, par leur influence ou leurs richesses, pouvaient lui opposer quelque résistance, songea à déployer son caractère sous un aspect plus avantageux, et il donna plusieurs preuves de clémence. Ce n'est pas sans fondement que ce prince est représenté par quelques historiens comme le plus grand homme de ce siècle barbare, et les satires des écrivains anglais contre lui semblent bien moins dictées par le sentiment de la vérité que par la haine et l'esprit de préjugé.

Le premier acte propre à réconcilier les Anglais avec son gouvernement, fut de renvoyer en Danemarck la plus grande partie des Danois qui l'avaient suivi ; il ne fit aucune distinction entre ce peuple et les Anglais relativement à la distribution de la justice ; mais, dans une assemblée générale des états du royaume, il rétablit les coutumes saxonnes. Les deux nations, ainsi confondues, finirent par vivre en bonne intelligence, et les Anglais, ainsi que les Danois, se trouvèrent heureux enfin de respirer en paix, après les troubles et les guerres sanglantes dont ils avaient été si long-temps victimes. Le roi, pour achever de cimenter l'union de ses peuples et pour mieux s'assurer leur attachement, épousa Emma, sœur de Richard, duc de Normandie, qui dans tous les temps avait témoigné un vif intérêt pour les Anglais.

Canut n'ayant plus à craindre désormais aucune révolution dans l'intérieur de son royaume, fit un voyage en Danemarck pour repousser l'attaque du roi de Suède. Godwin, comte anglais, se distingua particulièrement dans cette expédition, et sa valeur lui acquit cette réputation brillante qui fut le fondement de la fortune immense que sa maison réalisa sous les règnes suivants.

Canut fut bientôt obligé de faire un second voyage en Danemarck. Après avoir dirigé ses armes contre la Norvège, il chassa Olave de ce royaume, qu'il réunit à son empire. Devenu à la fois roi d'Angleterre, de Danemarck et de Norvège, Canut fut regardé, dès ce moment, comme le prince le plus puissant et le guerrier le plus vaillant de l'Europe. Ses brillants exploits, le bonheur qui semblait être son partage, et le calme heureux dont jouissait son peuple, contribuèrent à adoucir son caractère naturellement farouche ; et ce prince, qui, dès le commencement de son règne, avait donné des preuves d'une si grande sévérité, parut, vers la fin, chercher à expier ses anciennes cruautés par des actes de pénitence et de dévotion. Il bâtit des églises, fonda des monastères, et affecta des revenus à l'entretien de plusieurs chapelles.

Il entreprit même un pèlerinage à Rome, et y demeura un temps considérable. Outre les différents privilèges qu'il obtint du pape pour les écoles anglaises établies dans ce pays, il détermina tous les princes dont il traversa les états, à renoncer aux énormes impositions qu'ils avaient coutume d'exiger des pèlerins anglais.

La piété qui a distingué les dernières années de son règne, et la valeur qui a rendu la première partie de sa vie si brillante, sont des sujets sur lesquels la flatterie de ses courtisans ne cessa de s'exercer. Ils mettaient une sorte d'affectation à dire devant lui que son pouvoir était suprême, et que tout devait être soumis à la moindre de ses volontés. Canut, choqué de cet excès d'adulation, et voulant le réprimer à l'avenir, se fit conduire, dit-on, sur le bord de la mer, au moment où la marée montait; là, s'adressant au liquide élément :

« Tu es sous ma puissance, lui dit-il, je t'ordonne de te retirer; la terre sur laquelle je suis m'appartient; je te défends de t'approcher davantage, et d'oser mouiller les pieds de ton souverain. » Puis il s'assit quelque temps, feignant d'attendre que la mer lui donnât une preuve de sa soumission; mais les vagues augmentant et commençant à l'atteindre, il se tourna vers les courtisans qui l'entouraient, et les regardant en souriant, il leur dit que les titres de maître et de souverain n'appartenaient réellement qu'à celui qui avait créé la terre et les mers, et qui seul avait droit de les faire obéir. Il vécut ainsi plusieurs années, chéri, craint, respecté de son peuple; et il mérita vraiment le surnom de *Grand*, non seulement par sa puissance, mais bien plus par ses vertus. Il mourut à Shaftesbury, dans la dix-neuvième année de son règne, laissant trois fils, Sweyn, Harold et Hardicnute. Sweyn fut roi de Norwège, Hardicnute prit possession du Danemarck, et Harold remplaça son père sur le trône d'Angleterre. — An de J.-C. 1035.

Harold, surnommé Pied-de-Lièvre à cause de sa légèreté à la course, trouva, à son avènement au trône, quelque opposition de la part de son plus jeune frère Hardicnute. Mais les nobles étant intervenus dans cette querelle, on fit un arrangement par lequel il fut convenu que Harold posséderait Londres ainsi que toutes les provinces situées au nord de la Tamise; que les parties méridionales appartiendront à Hardicnute, et que jusqu'au moment où ce prince serait en état de régner en personne, sa mère, la reine Emma, gouvernerait à sa place. Ce traité ne fut que de courte durée. Emma ayant attiré de la

Normandie ses deux fils aînés Édouard et Alfred, descendants des anciens rois saxons, Harold fit à Alfred les plus ardentes protestations d'amitié, et l'engagea avec instance à venir à Londres; mais il donna en même temps des ordres secrets pour qu'on s'emparât de lui; et six cents personnes de sa suite furent massacrées de la manière la plus barbare: Alfred fut fait prisonnier, on lui arracha les yeux, et il fut conduit au monastère d'Ély, où il mourut peu de temps après. Édouard et Emma, en apprenant le destin de l'infortuné prince, se hâtèrent de fuir sur le continent; et Harold, ne trouvant plus de résistance, s'empara de tout le royaume.

Il ne jouit pas long-temps du fruit de sa perfidie; car il mourut au bout de quatre ans, très-peu regretté de ses sujets, et laissant la couronne à son frère. — An de J.-C. 1039.

Les drols d'Hardicnute furent unanimement reconnus par les Anglais et les Danois; et ce prince se hâta de se rendre en Angleterre, où il fut reçu avec les plus grandes démonstrations de joie; mais la cérémonie de son couronnement était à peine achevée, qu'il donna une preuve de son implété et de son mauvais naturel, en insultant le corps de son frère de la manière la plus atroce. Après l'avoir fait exhumer, il lui fit trancher la tête, et ordonna qu'il fût jeté dans la Tamise. Le corps ayant été trouvé par un pêcheur, fut enterré de nouveau; mais le roi n'en eut pas plus tôt connaissance, qu'il le fit exhumer une seconde fois et jeter dans le fleuve. Cette action exécrationnelle n'eut cependant pas le succès qu'il en attendait; car le corps surnagea, et fut enseveli enfin avec tant de secret que le roi n'en sut rien.

Il établit ensuite un impôt exorbitant pour payer les frais de son voyage de Danemarck en Angleterre. Cette taxe parut d'autant plus révoltante, que le royaume était menacé alors d'une famine. Celui qui parut le seconder le plus vivement dans ces différents actes de rigueur fut Godwin, duc de Wessex, qui avait été sous le règne précédent le vil instrument de la perfidie et de l'oppression de Harold. Sa basse complaisance pour Hardicnute ne le mit pas à l'abri du ressentiment de la reine Emma, qui avait les plus fortes raisons de croire qu'il avait participé à la mort du prince Alfred, son fils; aussi parvint-elle à déterminer Alfric, archevêque d'York, à l'accuser d'avoir été complice de ce meurtre, et à demander justice de son crime. Godwin trouva le moyen d'échapper au danger qui le menaçait, non en se rejetant sur la bonté de sa cause, mais en flattant l'avarice du

roi; il lui offrit une galère magnifique, ornée de la manière la plus riche, et conduite par quatre-vingts rameurs dont chacun avait au bras un bracelet d'or de la pesanteur de seize onces. Le roi, enchanté d'un tel présent, permit à Godwin de se justifier par serment; et cet audacieux scélérat jura qu'il n'avait nullement participé à la mort d'Alfred.

Heureusement pour les Anglais, ce règne violent et injuste ne fut que de courte durée. Hardicnute mourut au bout de deux ans, des suites d'une débauche qu'il fit aux noces d'un seigneur danois, à Lambeth. Sa mort, loin d'être pleurée par le peuple, fut un sujet de joie et de raillerie; et l'anniversaire d'Hardicnute fut désigné sous le nom de Hock-Holiday, ou saint jour de fête¹.

Édouard, — An de J.-C. 1041 — surnommé le Confesseur, à cause de sa piété extrême, avait plusieurs rivaux dont les droits à la couronne étaient plus justes que les siens. Les descendants directs de la maison saxonne existaient, et quoique leur séjour en Hongrie les tint fort éloignés de l'Angleterre, ils pouvaient réclamer le trône comme leur héritage. Sweyn, le fils aîné de Canut, vivait encore; mais il était occupé alors d'une guerre en Norvège. Tout délai, cependant, devenait dangereux pour Édouard, et il devait se hâter de s'assurer la possession du sceptre, s'il voulait prévenir des adversaires qui pouvaient le lui disputer justement. Quoique son pouvoir fût grand, il était insuffisant pour la réussite de ses desseins. Aussi fut-il forcé d'avoir recours à Godwin, dont le crédit puissant pouvait seul lui donner la victoire. Ce seigneur était depuis long-temps l'ennemi de la famille d'Édouard; mais il changea de conduite alors, et réfléchissant qu'il était dans ses intérêts d'embrasser sa cause, il mit de côté toute ancienne animosité, et résolut de fixer la couronne sur la tête de ce prince.

Les Anglais, qui depuis long-temps gémissaient sous un joug étranger, firent éclater leur joie en voyant la race de leurs anciens monarques rétablir sur le trône². Leurs transports furent même suivis de quelques violences contre les Danois; mais le nouveau roi contribua, par la douceur de son caractère, à apaiser ces troubles et à

¹ Cette fête fut instituée, selon Hume, au commencement du règne d'Édouard le Confesseur, en réjouissance du triomphe du parti anglais sur les Danois.

² Ce fut le terme non seulement de la domination danoise, mais encore de toutes les invasions de ce peuple. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

remettre les deux nations en bonne intelligence. Toute espèce de distinction disparut peu à peu entre ces deux peuples; et après deux cents ans de discordes, la paix se rétablit et l'ordre reparut. Le séjour des Danois en Angleterre ne produisit aucun changement dans les lois, les mœurs, le langage et la religion de ce pays; il n'y resta d'autres traces de leur domination que les châteaux bâtis par eux, et quelques familles qui portent encore leurs noms. Lorsque plus tard les Normands vinrent à leur tour soumettre ces deux nations, leur union devint plus étroite que jamais, et ne formant plus désormais qu'un même peuple, l'histoire cesse dès ce moment de faire aucune différence entre eux.

Les premiers actes de ce règne lui donnent l'apparence d'une sévérité extrême; car il reprit tous les dons qui avaient été faits par la couronne sous les règnes précédents, et il ordonna que la reine Emma, sa mère, qui n'avait cessé d'intriguer contre lui, fût renfermée dans un monastère.

Élevé à la cour de Normandie, il montrait dans toutes les occasions une prédilection marquée pour les mœurs, les lois, et même les hommes de ce pays. Jamais il ne put ressentir d'affection pour sa femme Editha, fille de Godwin; et, soit par une piété mal entendue, soit par l'effet d'une aversion insurmontable, il refusa constamment d'user avec elle des privilèges du mariage¹.

Quelle que fût l'opinion que le peuple s'était faite sur la conduite du roi, il est certain que Godwin redevint dès ce moment son ennemi, et fut le chef de l'opposition qui s'éleva bientôt contre ce monarque. Ce seigneur, dont la puissance était devenue beaucoup trop considérable, commença à se plaindre tout haut de l'influence des Normands dans les affaires, et sa haine pour eux ne tarda pas à éclater. Eustache, comte de Bologne, beau-frère d'Édouard, était venu à la cour d'Angleterre pour visiter le roi, et avait été reçu avec les plus grandes marques d'honneur et de considération. A son retour, comme il voulait s'arrêter à Douvres, il chargea un de ses gens de préparer les logements. Le domestique, s'étant pris de querelle avec les habitants

¹ C'est pour avoir gardé ainsi la continence qu'on l'a mis au rang des saints. On dit également qu'il faisait des miracles, qu'il rendit la vue à des aveugles, etc. Mais cette folie de virginité fut la cause d'une infinité de maux qui accablèrent le royaume. (*Lettres sur l'histoire d'Angleterre.*)

de la ville, fut tué dans la dispute. Le comte, outré d'un tel attentat et secondé par sa suite, essaya de se venger. Les habitants prirent les armes; bientôt les deux partis, animés d'une égale fureur, en vinrent aux mains; après un combat sanglant, le comte fut obligé de prendre la fuite, ayant perdu une vingtaine de ses gens et tué un nombre égal de ses adversaires.

Irrité de ce qu'il appelait une insulte, il retourna à la cour, qui était alors à Gloucester, et demanda justice au roi. Édouard épousa vivement la querelle de son beau-frère; il fit appeler Godwin, qui était chargé du gouvernement de Douvres, et lui ordonna de s'y rendre sur-le-champ et de punir les habitants du crime qu'ils venaient de commettre. Godwin vit là une circonstance favorable à ses projets, et il ne manqua pas de la saisir avec ardeur et de s'assurer la faveur du peuple; il refusa donc d'obéir aux ordres du roi, et se déclara ouvertement en révolte contre lui.

Sous le prétexte de réprimer quelques désordres, il s'était rendu sur les frontières du pays de Galles, et là il rassembla secrètement une armée considérable avec laquelle il essaya de surprendre le roi, qui était à Gloucester, sans le moindre soupçon de ce qui se tramait contre lui. Édouard, informé cependant de la trahison de Godwin, se hâta de réunir en secret les forces nécessaires, et chercha à gagner du temps par une prétendue négociation. Aussitôt qu'il fut en état de se défendre, changeant tout-à-coup de langage, il attaque Godwin, et celui-ci, incapable de résister aux forces supérieures du monarque, licencie ses troupes, et se hâte d'aller chercher un refuge dans les états de Baudoin, comte de Flandre. Ses biens, qui étaient considérables, furent confisqués, ainsi que ceux de ses fils, et la splendeur de cette famille parut un moment anéantie.

Mais le crédit de ce seigneur était trop puissant pour s'écrouler si facilement. Le comte de Flandre embrassa sa cause, et Godwin, à la tête d'une flotte considérable, débarqua à l'île de Wight¹, où son fils Harold vint le joindre avec une escadre qu'il avait rassemblée en Irlande. Un grand nombre de ses partisans et de ses vassaux se réunirent également à lui; il fit voile alors vers la Tamise, et parut subitement devant Londres, où il jeta le trouble et la terreur. Le

¹ Sur la côte méridionale d'Angleterre, partie du Hampshire, autrefois petit royaume.

roi fut le seul qui, dans cette conjoncture, se montra déterminé à se défendre. La noblesse, dont la majeure partie était favorablement disposée pour Godwin, finit par consentir à un accommodement par lequel il fut stipulé qu'Édouard éloignerait du royaume tous ses officiers étrangers, dont le primat faisait partie, et que Godwin donnerait des otages pour garants de sa bonne conduite à l'avenir; mais la mort de ce rebelle, qui arriva peu de temps après, l'empêcha de recueillir les fruits d'un traité par lequel l'autorité du roi était presque réduite à rien. — An de J.-C. 1053.

La puissance et les places de Godwin passèrent à son fils Harold, qui l'égalait en ambition, mais qui le surpassait en vertus et en mérite. Sa conduite douce et affable, qui finit par affaiblir la haine qu'Édouard nourrissait depuis si long-temps pour sa famille, lui acquit, sinon l'attachement de ce prince, du moins sa bienveillance. Sa générosité et ses manières gracieuses lui gagnèrent l'affection du peuple, et la modestie avec laquelle il parut user de son influence ne contribua pas peu à l'augmenter chaque jour davantage. Par cette conduite adroite, il parvint non seulement à supplanter Algar, duc de Merc, que le roi lui avait opposé comme rival, mais il obtint encore pour son frère Tosti le duché de Northumberland, après la mort de Siward, qui, pendant long-temps, avait gouverné cette province avec gloire.

Ainsi, l'esprit insinuant de Harold, sa puissance et son mérite réel le placèrent si avant dans la faveur populaire, que l'on commença à le désigner comme le plus digne de succéder au roi régnant.

Un bruit de cette nature ne pouvait manquer de faire éprouver à Édouard un violent déplaisir, et ce n'était pas sans une répugnance extrême qu'il songeait à choisir son successeur dans la famille de Godwin. Tourmenté par les inquiétudes que lui donnait l'influence prodigieuse de Harold, il fit venir de Hongrie son neveu Édouard, qui était le descendant direct des rois saxons. Ce prince arriva bientôt. — An de J.-C. 1057 — mais à peine eut-il mis le pied en Angieterre, qu'il mourut; ses droits passèrent à Edgar-Atheling, son fils, prince beaucoup trop jeune encore pour régner, et dont le caractère faible et l'inactivité ne promettaient rien d'heureux au peuple qu'il était appelé à gouverner. Le roi, que la jeunesse et l'inexpérience d'Edgar plongeaient dans de nouveaux embarras, redoutait l'ambition de Harold, et ne pouvait se déterminer à augmenter la grandeur d'une famille qui, élevée sur les ruines de l'autorité royale, était souillée

du sang de son propre frère. On prétend que, dans cette incertitude, il jeta les yeux sur Guillaume, duc de Normandie, et qu'il fut sur le point de le désigner comme l'homme le plus propre à le remplacer.

Harold, cependant, ne négligeait aucune occasion de témoigner au roi son respect et sa soumission; et, redoublant d'affabilité envers le peuple, il augmentait son pouvoir et préparait habilement la route qui devait le conduire au trône. La fortune même sembla favoriser ses desseins : deux événements qui eurent lieu à cette époque contribuèrent à lui assurer encore mieux cette faveur populaire qu'il recherchait depuis si long-temps et avec tant d'ardeur.

Le premier fut le brillant avantage qu'il obtint sur les Gallois, qui avaient renouvelé leurs hostilités sous le commandement du prince Griffith, et qu'il força à devenir tributaires de la couronne. Le second événement ne fut pas moins honorable pour lui. Son frère Tosti, qui avait été nommé gouverneur de Northumberland, avait tellement irrité le peuple par sa tyrannie, qu'il se souleva contre lui et le chassa de son gouvernement. Le roi, informé de cette insurrection, donna ordre à Harold de réintégrer son frère dans sa place et de punir les insurgés. Harold, à la tête d'une armée, se préparait à tirer vengeance de l'insulte faite à Tosti, lorsqu'une députation, envoyée par le peuple qui avait été si rudement gouverné, vint lui assurer que les Northumbres n'avaient aucune intention de se révolter, et qu'ils n'avaient pris les armes que pour se soustraire à la cruauté et à l'injustice de leur gouverneur. Ils lui firent l'énumération des torts qu'ils avaient à reprocher à son frère, et des souffrances que leur avait fait endurer sa tyrannie. Après lui avoir donné les preuves les moins équivoques des exactions de Tosti, ils en appelèrent à la justice et à l'équité de Harold, qui, convaincu des torts du gouverneur, sacrifia sa tendresse fraternelle à son devoir, et non seulement obtint du roi le pardon des insurgés, mais l'engagea encore à confirmer le choix qu'ils avaient fait d'un nouveau chef. Dès ce moment Harold devint l'idole du peuple; et il faut avouer que son caractère et sa conduite étaient faits pour justifier un tel enthousiasme, et que ses vertus eussent mérité réellement l'admiration des Anglais, si leur plus puissant mobile n'eût été une ambition démesurée.

Harold, certain de l'affection des Anglais, cessa de cacher plus long-temps ses desirs secrets, et laissa voir ouvertement qu'il aspirait à la couronne. Dans toutes les occasions, il s'efforçait d'insinuer adroitement

que l'héritier présomptif était, par son âge et son peu de moyens, incapable de tenir les rênes d'un gouvernement qui ne pouvait être confié qu'à un homme d'une expérience mûre et d'une intégrité éprouvée. Il ajoutait qu'un souverain né en Angleterre était seul fait pour régner sur les Anglais, et qu'il n'y avait qu'un guerrier habile qui fût capable de les défendre contre les ennemis étrangers qui les menaçaient chaque jour. Il était aisé de voir où tendaient ces discours; et chacun, loin de décourager les prétentions de Harold, s'empressait de le seconder et d'approuver ses desseins.

Édouard, accablé par l'âge et les infirmités, l'esprit imbu de toutes les idées superstitieuses de son siècle, voyait bien le danger auquel le gouvernement était exposé, mais il n'avait ni l'énergie ni la résolution nécessaires pour remédier à de pareils maux; et les faibles mesures qu'il prit relativement à la succession au trône n'aboutirent à rien. Au milieu de toutes ces incertitudes, la maladie le surprit; il mourut le 5 janvier, dans sa soixante-cinquième année, et dans la vingt-cinquième de son règne. — An de J.-C. 1066.

Ce prince, que les moines ont honoré des noms de *saint* et de *confesseur*, n'eut que de bien faibles droits à de semblables distinctions; l'absence totale des passions qu'il n'eut jamais l'occasion de combattre ni la gloire de vaincre fut le meilleur de ses titres à la sainteté. L'indolence, l'irrésolution et la crédulité sont les traits les plus marquants de son caractère. Il dut la tranquillité de son règne plutôt à la faiblesse de ses ennemis qu'à sa propre énergie. Édouard, enfin, eut peu de vertus actives, mais il n'eut non plus aucun vice remarquable, et il n'a laissé après lui aucun souvenir capable de ternir sa mémoire. Il est le premier roi qui, d'après sa sainteté supposée, passe pour avoir eu le privilège de toucher les écrouelles¹ et de les guérir.

Harold, placé sur le trône tant par ses vertus que par ses intrigues, y monta sans nulle opposition. Les citoyens de Londres, partisans

¹ Les rois de France avaient le privilège de toucher les écrouelles, et, dit-on, de les guérir. C'est pour cela qu'on appelait ce mal *le mal du roi*. Saint Thomas-d'Aquin attribue cette prérogative à la Sainte-Ampoule envoyée du ciel pour le roi Clovis. Les rois d'Angleterre, toujours rivaux des rois de France, voulurent avoir le même droit. Édouard III guérissait tous les scrofuleux. La reine Élisabeth toucha un catholique et le guérit, tout excommunié qu'elle était. Jacques I^{er} toucha le marquis de Tresselt,

d'une monarchie élective, secondèrent ses prétentions; le clergé embrassa sa cause avec chaleur; et le peuple, dont il était aimé depuis long-temps, le reconnut avec joie pour son souverain. Harold se montra digne de cette confiance générale par les premiers actes de son règne, et les mesures efficaces qu'il prit pour que la justice fût administrée avec impartialité; il ordonna que les lois fussent révisées et les abus réformés; que les perturbateurs du repos public fussent punis, ainsi que ceux qui avaient profité de la faiblesse du règne précédent pour s'enrichir. Cependant ni sa valeur, ni sa justice, ni l'amour de ses sujets, ne purent le garantir des conséquences malheureuses d'une usurpation.

Les premières atteintes portées à son autorité vinrent de la part de son frère Tosti, qui s'était réfugié en Flandre, et qui, jaloux de son élévation, fit tous ses efforts pour engager les princes du continent à se liguier contre Harold, qu'il représentait comme un tyran et un usurpateur; il obtint en même temps du comte de Flandre plusieurs vaisseaux; et, après avoir fait une descente à l'île de-Wight, qu'il mit à contribution, il ravagea toute la côte; mais, ayant été rencontré par Morcar, le gouverneur qui avait été nommé à sa place dans le Northumberland, il fut battu et mis en pleine déroute.

Mais il ne tarda pas à trouver des secours dans Harfagar, roi de Norwége, qui se présenta à l'embouchure de la rivière d'Humbert avec une flotte de deux cents voiles, et parvint à rassembler les troupes dispersées de Tosti. Ce fut en vain que les comtes de Mercie et de Northumberland, après avoir levé un nouveau corps de troupes, essayèrent de s'opposer à leurs progrès; ils furent promptement défaits, et Yorck devint la proie de l'ennemi.

Harold, informé de ce désastre, se hâta de rassembler son armée et de voler au secours de ses sujets, auxquels il exprime le désir le plus ardent de se montrer digne de leur amour. Il avait donné trop de preuves de justice et de prudence dans l'administration de son gouvernement, pour que chacun ne s'empressât pas de se réunir sous

ambassadeur de France; et Jacques II s'exerça avec honneur à Saint-Germain-en-Laye. Après la reine Anne, les princes anglais ne touchèrent plus les écorcelles. Brompton, approuvé par Godescard, fait remonter ce privilège jusqu'à saint Édouard le Confesseur; et Shakespeare a placé ce miracle dans une de ses pièces. On gardait aussi à Westminster l'anneau de ce saint roi, lequel anneau guérissait la crampe et le mal caduc.

ses drapeaux. Dès qu'il eut joint l'ennemi à Stanford, il se disposa à livrer bataille; le combat fut sanglant; mais la victoire passa du côté de Harold, et les Norwégiens furent mis dans une déroute complète; Harfagar, leur roi, fut tué, ainsi que Tostl. Ceux qui s'échappèrent eurent leur salut à la valeur d'un brave Norwégien, qui, à ce qu'on assure, défendit, pendant trois heures, un pont sur le Derwent et arrêta l'armée anglaise; il tua quarante des plus vaillants soldats avec sa hache d'armes; mais lui-même à la fin fut atteint d'une flèche, et mourut sur le champ de bataille.

Harold, poursuivant sa victoire, se rendit maître de la flotte norwégienne, qui était sur la rivière d'Ouse; mais il eut la générosité de rendre la liberté à Olave, fils d'Harfagar; il lui accorda même vingt vaisseaux pour s'en retourner. Jamais il n'y avait eu jusque alors en Angleterre une bataille aussi importante et aussi terrible, car chaque armée était composée de soixante mille hommes. La nouvelle de cette victoire remplit tout le royaume d'une joie inexprimable; les Anglais étaient fiers d'un monarque qui montrait autant de zèle à les défendre de l'insulte et à les venger. Aussi fut-il reçu avec transport; mais à peine se réjouissait-on de ce triomphe, qu'on reçut la nouvelle de l'invasion la plus formidable qui eût encore été formée contre l'Angleterre. Guillaume, duc de Normandie, à la tête d'une nombreuse armée, composée des soldats les mieux disciplinés, venait d'aborder à Hastings et se présentait pour réclamer le trône d'Angleterre. — An de J.-C. 1066, 29 septembre.

Guillaume, surnommé depuis le Conquérant, était fils naturel de Robert, duc de Normandie, et d'une jeune et belle fille de Falaise, nommée Ariette, dont Robert s'était épris en la voyant passer sous sa fenêtre. Guillaume, qui fut le fruit de cet amour, dut son élévation en partie à sa naissance, mais principalement à son mérite personnel. La nature l'avait doué d'une extrême vigueur d'esprit et de corps, d'un courage supérieur et d'une âme noble et belle. Le vieux duc Robert, imbu de toutes les superstitions de son siècle, comme la plupart des princes ses contemporains, entreprit, contre l'avis de toute sa noblesse, de faire un pèlerinage à Jérusalem. Déterminé à exécuter ce projet, Robert, loin d'écouter les représentations de ses sujets, leur montra son fils Guillaume, qu'il aimait tendrement, et, le recommandant à leurs soins, il leur fit promettre par serment de lui être fidèles. Comme le prince n'était encore âgé que de dix ans, il le

remît sous la tutelle du roi de France; et bientôt après il partit pour la Palestine, d'où il ne devait pas revenir, laissant au jeune Guillaume un trône environné de périls, et dont sa jeunesse, son inexpérience et l'illégitimité de sa naissance, devaient lui rendre l'accès plus difficile encore.

Effectivement, les troubles, les intrigues, les oppositions diverses, rendirent la minorité de ce prince extrêmement agitée; la régence nommée par Robert eut les plus grandes peines à défendre le gouvernement contre tant de maux réunis; et le jeune prince atteignit sa majorité sans avoir triomphé d'aucun des obstacles qui le plaçaient dans une situation si douteuse; mais les grandes qualités qu'il déploya tout-à-coup dans les affaires et sur le champ de bataille ranimèrent subitement le courage de ses partisans, et frappèrent ses ennemis de terreur. Il s'opposa tout à la fois aux attaques de ses sujets rebelles et aux invasions de l'étranger, et sa brillante valeur, aidée d'une prudence admirable, ne tarda pas à le faire triompher de tous ses adversaires.

Guillaume, parvenu à rétablir la tranquillité dans ses états, commença à porter plus loin ses regards. Quelques ouvertures que lui avait faites Édouard le Confesseur, dans les dernières années de son règne, sur l'incertitude où il était relativement au choix d'un successeur, éveillèrent son ambition et firent naître en lui le désir de conquérir le trône d'Angleterre.

Il est fort incertain si Édouard le désigna réellement pour lui succéder, ainsi que Guillaume n'a cessé de le prétendre; mais il n'est nullement douteux que Harold, qui s'était rendu sur les côtes de Normandie, dans l'intention de le voir, ne fut obligé de reconnaître les droits de ce prince et de promettre de le seconder dans ses projets de conquête. Cependant Harold lui-même était déjà trop avancé dans le chemin de l'ambition pour reculer, et il ne crut pas devoir remplir la promesse que Guillaume avait exigée de lui. Lorsque ensuite le duc de Normandie lui demanda raison de son infidélité, Harold lui déclara que cette promesse lui avait été arrachée dans un moment où il n'était pas en son pouvoir de lui rien refuser.

Guillaume établit donc principalement ses droits sur ce qu'Édouard le Confesseur l'avait désigné pour lui succéder lors d'une visite qu'il avait faite à ce monarque, et il se mit, à la nouvelle de sa mort, en mesure de soutenir des prétentions que Harold refusait d'admettre, résolu qu'il était à s'assurer par sa valeur ce qu'il avait commencé à

obtenir par ses intrigues ; et, ne voyant d'autre moyen de terminer cette querelle que par la voie des armes, il ordonna à ses sujets de se tenir prêts à marcher.

Les Normands étaient depuis long-temps renommés parmi tous les guerriers de l'Europe, et ils avaient atteint, à cette époque, le plus haut point de la gloire militaire. La cour de Guillaume était le centre de la politesse ; tous ceux qui brûlaient d'obtenir une haute renommée accouraient servir sous les ordres d'un chef aussi vaillant. Le bruit de l'invasion projetée se répandit bientôt par tout le continent, et une foule d'hommes distingués par leurs talents et leur naissance s'empressèrent à l'envi d'offrir leurs services à ce prince, qui finit par être embarrassé de tant de braves guerriers. Le pape lui-même ne fut pas le dernier à favoriser les prétentions du duc ; et, soit qu'il fût influencé par la justice apparente de ses droits, soit qu'il eût conçu l'espoir d'agrandir sa puissance sous ce nouveau gouvernement, il ne balança pas à déclarer Harold usurpateur. Or une bulle d'excommunication fut lancée contre lui et tous ses partisans, et il envoya au duc de Normandie une bannière consacrée¹, afin d'augmenter sa confiance et son ardeur.

Tout paraissait favoriser les projets de Guillaume ; il se trouvait à la tête d'une armée d'élite composée de soixante mille hommes, tous équipés de la manière la plus complète et la plus brillante. La discipline des troupes, la beauté des chevaux, l'éclat remarquable des armures et du costume militaire étaient tels qu'on n'avait encore rien vu de semblable en Europe. Cette nombreuse et belle armée s'embarqua au commencement de l'été, sur une flotte de trois mille vaisseaux. Après avoir été retenue quelque temps en mer par des vents contraires, elle aborda à Pevensey sur la côte de Sussex. Guillaume, en mettant le pied sur le rivage, fit, dit-on, un faux pas et tomba ; mais, loin de paraître déconcerté par cet accident, qui pouvait produire une, impression funeste sur les Normands superstitieux, il eut la présence d'esprit de s'écrier *qu'il prenait possession du pays*.

Bien loin de ressembler à tous les conquérants dévastateurs auxquels l'Angleterre était accoutumée depuis si long-temps, Guillaume ne montra aucune intention de saccager le pays dans lequel il venait de pénétrer ; après avoir établi ses camps, il resta dans une profonde tran-

¹ Avec un cheveu de saint Pierre. C'était le pape Alexandre II.

quillité pendant environ quinze jours, soit qu'il voulût laisser reposer ses troupes, soit qu'il eût le désir de connaître l'opinion du peuple relativement à ses prétentions à la couronne d'Angleterre. Il renvoya sa flotte en Normandie, ne voulant laisser aucun moyen de fuite à la lâcheté; puis il s'avança vers Hastings en côtoyant le bord de la mer; et lorsqu'il y fut arrivé, il publia un manifeste par lequel il déclara les motifs qui l'avaient porté à entreprendre cette expédition.

Il ne tarda pas à être tiré de son repos apparent par l'approche de Harold, qui s'avança, déterminé à défendre vigoureusement ses droits, et à ne pas se laisser dépouiller d'une souveraineté qu'il avait reçue du peuple, qui seul, disait-il, avait le droit de la donner à celui qu'il en jugeait digne; il s'avancait alors, encouragé par la victoire qu'il venait de remporter sur les Norvégiens, et amenant à sa suite de nombreux bataillons augmentés encore de tous ceux qu'il put rallier à sa cause dans les différents pays qu'il traversa. Son armée était composée de troupes actives et courageuses, dont l'ardeur était extrême; et qui avaient prouvé leur attachement pour lui. De l'autre côté, les forces de Guillaume se composaient des plus beaux hommes du continent: les guerriers les plus célèbres de la Bretagne, de Boulogne, de la Flandre, du Poitou, du Maine, de l'Orléanais, de la France et de la Normandie étaient accourus se ranger sous ses drapeaux. Jamais la couronne d'Angleterre n'avait été, et ne fut depuis, disputée par deux armées aussi redoutables.

La veille de la bataille, Guillaume envoya proposer à Harold de terminer cette querelle par un combat singulier, afin d'épargner le sang de tant de milliers d'hommes; mais Harold refusa, et répondit avec fierté qu'il laissait au Dieu des armées le soin de décider la question. Les deux partis, animés d'une égale ardeur, se disposèrent donc à déployer leur valeur, et attendirent avec impatience le moment du combat. Les Anglais passèrent la nuit en fêtes et en débauches, et les Normands en prières et en actes de dévotion.

Dès le point du jour, les deux armées, rangées en bataille, se préparèrent à l'attaque. Harold conduisait ses troupes à pied, et, partageant les mêmes dangers, animait leur courage. Guillaume était à cheval et conduisait ses vaillants soldats en chantant la chanson guerrière de Roland, l'un des héros de son pays.

Les Normands entamèrent le combat par une nuée de flèches qui, frappant les Anglais de surprise et d'effroi, jeta le désordre parmi

eux ; comme leurs rangs étaient fort serrés, chaque coup était presque mortel. Les combattants s'approchèrent de plus près, et en peu de temps les Anglais tallèrent les Normands en pièces à coups de hallebardes ; la terreur et la confusion parcouraient leurs rangs, lorsque Guillaume, voyant le danger, accourut avec une troupe d'élite au secours des siens. Sa seule présence suffit pour ranimer le courage de ses soldats et rétablir le combat. Guillaume courait d'un rang à l'autre et s'efforçait de pénétrer dans les rangs ennemis ; trois chevaux furent tués sous lui. Voyant que la ligne anglaise continuait à rester impénétrable, il feignit de lâcher pied, et obtint par là le succès qu'il attendait : les Anglais rompirent leurs lignes ; et Guillaume, profitant de cet avantage, jeta de nouveau le désordre parmi eux. A un signal convenu, les Normands, retournant avec fureur à la charge, s'élançèrent sur les Anglais, qu'ils poursuivirent jusqu'aux montagnes. Harold, réduit à la dernière extrémité, s'efforça encore de rallier ses troupes et de leur inspirer une nouvelle ardeur, et, quoiqu'il fût harassé de fatigue, il reparut à la tête des soldats de Kent, et les força, par son courage et son intrépidité, à reprendre le poste de l'honneur. La victoire parut encore un moment se prononcer en sa faveur ; un grand nombre de Normands tombèrent sur le champ de bataille. La bravoure et la persévérance se montraient également de part et d'autre, et les chefs ne cessaient par leur exemple de ranimer l'ardeur de leurs soldats, dès qu'elle paraissait s'éteindre.

La fortune, incertaine jusque alors, comme si elle eût été embarrassée de choisir entre deux héros aussi valeureux l'un que l'autre, se prononça enfin d'une manière décisive : Harold, s'étant élancé contre l'infanterie normande, fut percé d'une flèche. Ses deux frères, qui combattaient à ses côtés, et qui n'avaient cessé de se distinguer par leur intrépidité, eurent le même sort ; quant à Harold, il tomba, l'épée à la main, au milieu d'une foule de morts et de mourants, et ce ne fut qu'avec peine que l'on parvint, après la bataille, à reconnaître son corps. Sa mort ne fut pas plus tôt connue, que le courage abandonna les Anglais : ils cédèrent le terrain de tous côtés, et furent poursuivis par les Normands victorieux, qui en firent un carnage horrible. Le succès de cette bataille mémorable, qui dura depuis le point du jour jusqu'au soleil couchant, appartient donc tout entier aux étrangers ; et la couronne de l'Angleterre devint la récompense du vainqueur. — An de J.-C. 1066, 14 octobre. — Quinze mille Normands périrent, mais la

perte fut beaucoup plus considérable du côté des Anglais. Le jour suivant, le corps de Harold fut apporté à Guillaume, qui le rendit généreusement à sa mère, sans demander de rançon.

C'est à cette époque que s'éteignit, en Angleterre, la puissance saxonne, qui durait depuis plus de six cents ans. On doit remarquer que jusqu'au règne d'Alfred les rois de cette race sont totalement plongés dans l'ignorance la plus grossière, et que depuis lui la superstition et l'influence des moines semblent les aveugler et les subjuguier entièrement. Pendant tout ce temps, la couronne n'est ni tout-à-fait élective ni tout-à-fait héréditaire ; et tour à tour elle échoit au successeur désigné par le monarque précédent, ou à celui qui, par ses services envers l'état, ou par ses intrigues et son influence, parvient à s'élever au trône. Les Saxons conservèrent une grande partie des lois et des coutumes de leurs ancêtres les Germains ; mais ils adoptèrent un plus grand nombre de celles qu'ils trouvèrent établies parmi les Bretons, et que les Romains leur avaient laissées en les quittant. A l'exemple de ces différentes nations, les souverains prirent le nom de rois, quelques-uns choisirent celui de *basileus*, mot grec dont la signification était inconnue dans les pays qu'ils occupaient. Les nobles s'approprièrent, comme les Romains, le titre de *ducs*, ainsi que le droit de vendre et d'acheter les classes pauvres du peuple. Cette coutume barbare, introduite par les Grecs et les Romains, fut ensuite adoptée par les nations qu'ils subjuguèrent.

Le droit canon, souvent en contradiction avec l'autorité civile, tiraît aussi son origine de Rome ; les prêtres et les moines, qui s'efforçaient de le maintenir, étaient, en général, élevés dans cette ville. Il ne faut donc pas attribuer aux Saxons les lois et les coutumes qui, sous eux, régèrent l'Angleterre ; car un grand nombre viennent des Bretons et des Romains. Mais lorsque la monarchie saxonne fut détruite, toutes les lois et les coutumes d'origine quelconque furent abandonnées et remplacées par les institutions normandes. La face des choses changea entièrement, et de nouveaux maîtres établirent de nouveaux préceptes ; les lois furent corrigées et améliorées ; mais il se passa plus de quatre cents ans avant que le goût du peuple anglais pour les arts, les sciences et la philosophie, reparût. Il est surprenant que, pendant un tel cours d'événements, d'innovations dans la discipline militaire, et de changements dans le gouvernement, la civilisation ait fait des progrès si lents. L'autorité sans bornes de l'Eglise en est peut-être la

cause. Le peuple, dominé par l'influence absolue du clergé, ne recherchant que les connaissances qu'il lui permettait d'acquérir, redoutait des lumières qu'on lui enseignait à regarder comme dangereuses. Cette superstition et cette ignorance furent cause que les hommes restèrent long-temps incapables de juger et d'apprécier la dignité de leur nature; tandis que le clergé seul fut en pleine possession d'une instruction dont il sut tirer un habile parti. Un moine du dixième siècle était aussi propre qu'un moine du dix-huitième à propager et à répandre, s'il l'avait voulu, les premières lumières qui peuvent initier l'homme à la connaissance de lui-même, et lui dévoiler quelques-uns des secrets de la nature.



CHAPITRE V.

GUILLAUME LE CONQUÉRANT.

De l'année 1066 à l'année 1087.

Il serait difficile de peindre la consternation des Anglais après la bataille d'Hastings. La mort de leur roi, le massacre de la fleur de leur noblesse, et la dispersion de l'armée entière, tout mit le comble à leur désespoir; leur seule ressource désormais était de montrer une humble soumission au vainqueur. Guillaume, certain de leur effroi, savoura à longs traits les délices de la victoire. Après avoir poursuivi les fuyards et accordé un moment de repos à ses soldats, il mit le siège devant les murs de Douvres, dont il se rendit maître après une faible résistance, et qu'il fortifia par des redoutes nouvelles. Il dirigea ensuite sa marche sur Londres, où sa présence acheva de jeter le trouble et la confusion. Les habitants balancèrent quelque temps entre leurs craintes et leur fidélité à leur souverain; mais, ne voyant personne dont la valeur ou l'autorité pût défendre leur indépendance, ils se déterminèrent à la force de la nécessité.

Edgar-Atheling, l'héritier légitime du trône, était un prince faible, aussi dépourvu de courage que d'ambition; et de tous ceux qui eussent été capables de se mettre à la tête des affaires, les uns avaient péri, les autres étaient trop éloignés pour les secourir. Le clergé, qui avait une grande part dans les délibérations, se déclara ouvertement pour

un prince dont les prétentions étaient reconnues par la cour de Rome, et dont les armes avaient été bénies par le Saint-Siège. Il fallait donc se décider à plier sous un joug étranger, et reconnaître une puissance que l'on n'avait pas la force de repousser.

Aussitôt que Guillaume eut passé la Tamise à Walingford, le primat Stigand vint lui faire des soumissions au nom du clergé; et bientôt Edgar lui-même, qui venait d'être élu roi, se rendit, accompagné de sa principale noblesse, au camp de Guillaume, et lui déclara qu'il reconnaissait son autorité.

Satisfait de se voir ainsi paisible possesseur d'un trône que plusieurs des rois qui l'avaient occupé avant lui n'avaient obtenu qu'après de grandes difficultés, il accepta la couronne à la condition qu'on lui imposa de gouverner le royaume selon les coutumes établies dans le pays. Quoiqu'il eût certainement le droit de donner des lois plutôt que d'en recevoir, il aima mieux tenir son titre de roi d'Angleterre de la volonté de ses sujets que de la force de ses armées, et s'il acceptait le titre de conquérant, il voulait du moins que son autorité fût regardée comme légitime.

Afin de donner à son usurpation toute la sanction possible, il se fit couronner à Westminster par l'archevêque d'York, et prononça le serment en usage alors parmi les rois saxons et danois, de protéger et de défendre l'Eglise, d'observer les lois du royaume, et de gouverner le peuple avec une justice impartiale. Dès qu'il eut donné à cet égard toutes les garanties que désiraient les Anglais, son premier soin fut de récompenser les services des nombreux et braves guerriers qui avaient partagé sa fortune. Il donna aux barons normands qui avaient défendu sa cause toutes les terres des barons anglais qui lui avaient montré le plus d'opposition; ceux qu'il ne put récompenser par de l'argent ou des terres furent nommés aux places vacantes du royaume; et il dissémina le reste dans les riches abbayes, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion de leur témoigner sa gratitude d'une manière quelconque. Cette mesure, qui ne fut que très-peu préjudiciable aux intérêts du clergé, ne le fut pas plus aux intérêts du peuple; elle le soulagea au contraire d'un fardeau pesant que le clergé avait bien plus de moyens que lui de supporter.

Mais ce qui donna de l'ombrage aux Anglais, fut de voir toute l'autorité réelle et tous les honneurs militaires passer entre les mains des compatriotes de Guillaume. Il désarma la ville de Londres et plusieurs autres

dont il redoutait les insurrections, et les remplît de garnisons normandes.

Après avoir affermi son gouvernement, et réduit les Anglais à une entière soumission, par un mélange de douceur et de fermeté, il se décida tout-à-coup à retourner sur le continent, afin de jouir de son triomphe et de recevoir les félicitations de ses anciens sujets. Ne redoutant aucun trouble de la part des Anglais, dont il espérait s'être concilié l'affection, il laissa la régence à son frère Odo, archevêque de Bayeux, et à Guillaume Fitz-Osborne; et, pour être plus sûr de la tranquillité du royaume pendant son absence, il se détermina à emmener avec lui la plus grande partie de la noblesse anglaise, dont il pouvait redouter le pouvoir ou les secrètes dispositions. Sous le prétexte d'orner sa cour et de préférer leur présence à celle de tous autres seigneurs, il ordonna à ces nobles captifs de le suivre en Normandie, où il fut reçu par ses anciens sujets avec les transports de la joie et de l'admiration. Il demeura quelque temps à l'abbaye de Fécamp, où le roi de France envoya un ambassadeur le féliciter sur ses succès. Guillaume, qui aimait le faste, reçut cette ambassade avec une magnificence extrême; et les courtisans anglais, désireux de plaire à leur nouveau souverain, s'empressèrent à l'envi de déployer un luxe et une richesse qui éblouirent les étrangers.

Ce fut probablement cette folle ostentation qui irrita l'orgueil des Normands, et les excita à traiter avec mépris une nation qui semblait vouloir s'élever au-dessus d'eux.

Pendant ce temps, l'absence du vainqueur produisit en Angleterre les effets les plus funestes. Les troupes, que l'exécution rigoureuse de sa justice ne contenait plus dans de justes bornes, se rendaient continuellement coupables de vexations et d'extorsions envers le peuple; et les Anglais, délivrés de la crainte que leur inspirait sa présence, saisissaient avec empressement cette occasion favorable de recouvrer leur liberté. Les deux gouverneurs auxquels Guillaume avait laissé le soin du royaume ne cessaient d'opprimer le peuple, afin d'avoir le droit de confisquer ses biens à leur profit, ou de lever sur lui des impôts qui pussent les enrichir sans faire couler le sang. Les habitants de Kent, les premiers exposés à ces outrages, fatigués d'adresser des plaintes inutiles, eurent enfin recours à Eustache, comte de Boulogne, qui consentit à les secourir, et attaqua avec eux la garnison de Douvres. Mais les Normands, qui étaient sur leurs gardes, repoussèrent les

assailants, et firent prisonnier le neveu du comte Eustache. Cependant cet échec ne détourna pas Édric le Forestier du projet de se venger des déprédations des Normands et de dévaster à son tour leurs possessions.

Ces hostilités, quoique peu importantes, augmentaient chaque jour le mécontentement des Anglais; le peuple commençait à s'apercevoir, mais trop tard, que la force triomphe souvent de l'équité. Une conspiration fut tramée pour détruire les Normands, comme jadis on avait massacré les Danols; et chacun y mit tant d'animosité et d'ardeur, que le comte Coxo fut tué par ses vassaux, pour avoir refusé de se mettre à la tête des rebelles.

Guillaume, apprenant les troubles qui agitaient le royaume, hâta son retour en Angleterre, et arriva assez tôt pour empêcher l'exécution du complot sanguinaire. Les conspirateurs avaient déjà pris toutes leurs mesures; le jour du massacre était fixé; il devait se faire le mercredi des Cendres, pendant que les Normands, dépouillés de leurs armes, seraient occupés du service divin, selon l'usage de ce temps. Mais la présence subite de Guillaume déconcerta tous les plans des conjurés; plusieurs d'entre eux, qui s'étaient compromis par leurs démarches, achevèrent de se trahir en prenant la fuite, et cette lâcheté servit de preuve contre ceux qui restèrent.

Le roi perdit, dès ce moment, toute espèce de confiance dans les Anglais, et les regarda comme ses ennemis irréconciliables. Il avait élevé dans le royaume un si grand nombre de forteresses, ses armées étaient devenues si imposantes, qu'il ne redoutait nullement les efforts tumultueux et passagers d'une multitude mécontente: il résolut donc de traiter l'Angleterre en nation conquise, de satisfaire son ambition personnelle et celle de ses courtisans, en confisquant les biens de ses sujets rebelles, et d'affermir sa puissance en humiliant tous ceux qui étaient capables de lui opposer quelque résistance. La première manifestation de son pouvoir arbitraire fut le rétablissement de l'impôt du danegeld¹, qui avait été aboli par Édouard le Confesseur comme une taxe odieuse. Cette mesure excita des murmures et des plaintes; des insurrections éclatèrent dans différentes parties du royaume; mais Guillaume, qui avait le sentiment de sa puissance, marcha contre les

¹ Prix des enfants qui naissent. C'était une capitation imposée sur la tête de chaque enfant qui venait au monde.

rebelles et les força bientôt à reconrir à sa clémence. Ce fut ainsi que les habitants d'Exeter et de Cornouaille, après avoir allumé sa colère, se soumièrent humblement et obtinrent leur pardon.

Mais ces différentes révoltes n'étaient rien en comparaison de celle qui eut bientôt lieu dans le nord, et qui menaça le royaume des calamités les plus funestes. — An de J.-C. 1068 — Elle fut excitée par les intrigues d'Edwin et de Morcar, les deux seigneurs les plus puissants de l'Angleterre, auxquels se réunirent bientôt Blethyn, qui régnait dans le nord du royaume de Galles, Malcolm, roi d'Écosse, et Sweyn, roi de Danemarck, qui tous deux avaient résolu de reconquérir leur ancienne liberté. Toutefois Guillaume, par sa valeur et sa promptitude, détruisit leurs projets avant même qu'ils fussent prêts à être exécutés. Il s'avança contre eux à marches forcées, à la tête d'une armée puissante; sa présence intimida tellement les deux comtes, qu'au lieu de lui opposer de la résistance, ils ne pensèrent plus qu'à se soumettre et à implorer sa clémence. Satisfait de ces marques de soumission, il leur pardonna sans hésiter. Peu de temps après, il fit la paix avec Malcolm, roi d'Écosse, et ôta par ce moyen aux rebelles tout espoir d'obtenir désormais des secours du dehors.

Mais, malgré les succès de Guillaume, ses sujets anglais et normands n'en étaient pas moins plongés dans la situation la plus déplorable. Tous les maux que peuvent causer l'insolence d'un côté et la haine de l'autre, pesaient sur eux; la tyrannie, la trahison, les soupçons et le meurtre semblaient s'être réunis pour combler les malheurs de ce peuple. Les Normands insultaient continuellement les Anglais, et c'était vainement que ceux-ci réclamaient la protection des chefs dont la partialité était remarquable. Ne pouvant donc invoquer les lois pour obtenir la punition des outrages qu'ils recevaient sans cesse, les Anglais eurent recours aux vengeances particulières. Rarement il se passait un jour sans que quelque meurtre eût été commis; on trouvait continuellement sur les grandes routes ou dans les forêts, des cadavres de Normands qui avaient été assassinés, sans que l'on pût découvrir les coupables. Ces horribles vengeances se perpétuaient tellement, que les Normands finirent par regretter le repos et la tranquillité de leur patrie: quelques-uns de ceux qui occupaient des emplois considérables demandèrent à quitter le service. Guillaume, pour prévenir ces défections, et pour attirer d'autres étrangers dans le royaume, se vit obligé

de combler ceux-ci de faveurs¹; mais les exactions n'en continuèrent pas moins, et de nouvelles insurrections en furent les suites.

Les habitants du Northumberland, qui ne supportaient qu'avec impatience un jong étranger, attaquèrent à leur tour la garnison normande de Darham, et profitant de la négligence du gouverneur, ils le surprisrent et l'égorgèrent ainsi que sept cents hommes qui étaient avec lui. Le gouverneur d'York éprouva le même sort; et les insurgés, renforcés par les Danois et par quelques chefs écossais, attaquèrent le château qui était défendu par une garnison de trois mille hommes. Mallet qui la commandait, afin de mieux pourvoir à la défense de la citadelle, mit le feu à quelques maisons qui y étaient adjacentes; cette précaution causa sa perte; l'incendie se propagea bientôt, et la ville entière devint la proie des flammes. Les habitants, au comble du désespoir, se joignirent aux Danois, montèrent à l'assaut, et pénétrèrent dans la citadelle, où, l'épée à la main, ils massacrèrent toute la garnison sans miséricorde.

Ce succès passager ranima l'esprit d'insurrection dans tout le royaume. Les provinces de Somerset, de Dorset, de Cornouaille et de Devon se rallièrent à la même cause, et résolurent de secouer le jong étranger et de recouvrer leur liberté.

Guillaume, calme et ferme au milieu de ces nombreuses scènes de soulèvement et de confusion, rassembla ses forces et les conduisit vers le nord, certain que sa seule présence suffirait pour réprimer les efforts d'une multitude imprudente et exaltée. Effectivement, partout où il se montra, les insurgés se retirèrent ou se soumirent. Les Danois, heureux de n'avoir pas été punis avec plus de sévérité, retournèrent dans leur pays sans avoir commis d'hostilité. Waltheoff, après avoir défendu pendant long-temps la citadelle d'York, implora son pardon, et finit par rentrer en faveur. Édric, autre chef des Northumbres, se soumit à Guillaume et obtint également son pardon. Le reste des insurgés s'étant dispersé, laissa les Normands maîtres absolus de tout le royaume. Edgar - Atheling, qui avait été entraîné dans cette révolte, se réfugia en Écosse et y demeura quelque temps; mais ayant ensuite sollicité sa

¹ La liste des dons faits par Guillaume à ceux qui l'avaient secondé dans sa conquête, est énorme. Il donna au comte de Bretagne neuf cent soixante-treize fiefs, au comte de Richmond quatre cent quarante-deux, etc. Spelman calcula que dans la vaste province de Norfolk, il n'y avait pas plus de soixante-six propriétaires de terres, du temps de ce conquérant. (*Note de Bristol de Warville aux Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

grâce, il obtint la permission de revenir en Angleterre, et finit même par acquérir quelque crédit auprès du roi. Dès ce moment, il ne sortit plus de la vie privée; satisfait d'une brillante fortune et d'un sort tranquille et assuré, il fut plus heureux peut-être que s'il eût atteint le but élevé où l'avait fait prétendre un moment son ambition.

Guillaume, convaincu qu'il ne soumettrait jamais qu'imparfaitement un peuple qui tant de fois lui avait prouvé sa haine, prit la ferme résolution de renoncer à l'indulgence et à la douceur, et de mettre les Anglais dans l'impossibilité de se révolter à l'avenir. En conséquence, il ordonna la dévastation entière de la province du Northumberland: les maisons furent brûlées, les instruments de labourage détruits, et les habitants dispersés. Cet ordre rigoureux fit périr, à ce que l'on assure, plus de cent mille personnes, soit par le fer, soit par la famine, et l'on prétend même que ce pays offre encore aujourd'hui des traces de son ancienne dépopulation. Cette mesure terrible fut suivie de la confiscation des biens de la noblesse anglaise, au profit des Normands¹. Par ce moyen, toutes les familles anciennes et honorables furent réduites à la mendicité; les Anglais se virent écartés de tous les chemins qui pouvaient les conduire aux honneurs ou à la fortune, et ils eurent encore la cruelle mortification de voir que toute l'autorité que Guillaume avait acquise, ne serait employée désormais qu'à les opprimer, et que chaque preuve de leur soumission serait récompensée par les insultes et les outrages.

Cependant les violences de Guillaume n'allèrent pas jusqu'au point de remplacer les lois de l'Angleterre par celles de son pays². Il se contenta d'y ajouter quelques innovations: il ordonna par exemple

¹ Tel qui avait passé la mer avec la casaque matchassée, parut sur un cheval de bataille et ceint du baudrier militaire; tel était venu pauvre chevalier qui bientôt leva bannière et conduisit une compagnie dont le cri de ralliement était son nom. Les heuchers de Normandie et les tisserands de Flandre, avec un peu de courage et de bonheur, devenaient promptement en Angleterre de hauts hommes, d'illustres barons, et leurs noms, vils ou obscurs sur l'une des rives du détroit, étaient nobles et glorieux sur l'autre.

Aug. THIERRY.

² Néanmoins deux ordonnances rendues par lui mortifièrent beaucoup la nation. Par l'une, tous les Anglais furent dépouillés de leurs armes; par l'autre, il leur fut défendu d'avoir de la lumière dans leurs maisons après huit heures du soir. On sonnait à cette heure-là une cloche qui les avertissait d'éteindre leur feu et leur lumière. Cet usage, qu'on appelait le couvre-feu, se pratiquait sur le continent. Il parut aux insulaires un nouveau genre de servitude. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

que les plaidoyers fussent prononcés, dans les cours principales, en langue normande; mais tous ses efforts pour faire adopter la langue française en Angleterre furent inutiles, et il est à remarquer que l'idiome français s'introduisit dans la langue anglaise beaucoup moins sous les rois normands que sous les deux ou trois règnes qui précédèrent celui de Guillaume.

Les lois féodales, introduites en Angleterre par les Saxons, furent consolidées par lui selon les usages pratiqués dans ses états de Normandie. A l'exception des domaines de la couronne, il divisa toutes les terres de l'Angleterre en baronies, qu'il conféra, sous certaines conditions, à la plupart de ses partisans étrangers. Ceux-ci, à leur tour, eurent le droit de distribuer ces terres à leurs tenanciers, que l'on désignait sous le nom de chevaliers ou de vassaux, et qui rendaient à leurs seigneurs le même devoir que ceux-ci rendaient à leur roi. Les Anglais ne furent point admis dans la première classe de barons, et le petit nombre de ceux à qui il fut permis de conserver leurs biens se trouva trop heureux d'être compris dans la seconde classe. Ces barons exerçaient toute espèce de juridiction dans leurs domaines, et tenaient des cours où ils administraient la justice à leurs vassaux. Les lois féodales ne s'étendirent pas seulement sur les laïcs, mais aussi sur le clergé qui, pendant le gouvernement des rois saxons, s'était arrogé le droit de n'être jugé que par lui seul. Guillaume mit des bornes à ce pouvoir absolu, et soumit le clergé aux mêmes lois que le reste de ses sujets. Les ecclésiastiques crièrent à la tyrannie, et regardèrent comme injustes et offensantes les obligations qui leur étaient imposées; mais l'autorité du roi était établie par une puissance que ni le clergé, ni même le pape, ne pouvait détruire : toutes les plaintes furent inutiles¹.

Cependant Guillaume voulant, autant que possible, conserver le clergé dans ses intérêts, ne nomma que ses compatriotes aux hautes dignités de l'Eglise : il déposa même Stigand, archevêque de Cantorbéry, sous un prétexte frivole; le véritable motif de cette mesure était qu'un naturel du pays ne devait pas être investi d'une aussi haute dignité.

Tout en humiliant ainsi l'orgueil du clergé, Guillaume ne mettait pas moins d'ardeur à détruire différentes pratiques superstitieuses suivies

¹ Le bruit des paroles d'excommunication frappait vainement les oreilles du roi normand : Guillaume avait des prêtres pour démentir les prêtres saxons, comme il avait des épées pour briser les épées saxonnes.

alors en Angleterre, et que le clergé s'efforçait de soutenir. Ainsi, il abolit l'épreuve de l'*Ordéal*¹ et celle du *Champ-clos*. L'*Ordéal*, d'origine palenne, était encore en usage parmi les Saxons chrétiens. Cette épreuve se faisait par le feu ou par l'eau. Elle n'était employée que dans les cas criminels, quand le soupçon, quelque fondé sur de fortes présomptions, n'était appuyé d'aucune preuve évidente. Lorsqu'elle se faisait par le feu, l'accusé était conduit sur une place destinée à cet usage, où des fers de charrue rougis dans un brasier étaient placés à des distances égales; il était obligé de marcher dessus, les yeux bandés, et s'il échappait à cette épreuve, sans aucune brûlure, il était acquitté. Lorsqu'elle se faisait par l'eau, l'accusé y était jeté pieds et poings liés; s'il enfonçait, il était déclaré innocent, et s'il surnageait², il était exécuté, comme convaincu de crime par la permission du ciel.

Le combat en champ-clos se faisait entre l'accusateur et l'accusé, dans une lice préparée à cet effet. Le vainqueur était entièrement acquitté, et le vaincu exécuté comme criminel, s'il survivait aux blessures reçues dans le combat. Guillaume abolit ces coutumes comme injustes et contraires à la religion, et dès lors il soumit toutes les causes au jugement de douze personnes, d'un rang presque égal à celui de l'accusé. Cette manière de juger par jury était en usage depuis long-temps déjà chez les Saxons et les Normands; elle fut alors confirmée et sanctionnée avec toute la force que pouvait lui donner un souverain dont le pouvoir était absolu et incontestable.

Tandis que le conquérant s'occupait de récompenser ses compatriotes, de punir les réfractaires, et d'instituer des lois pour le bien de tous, il apprit qu'une insurrection menaçait ses états du continent, et que sa présence y devenait nécessaire. — An de J.-C. 1073 — Ne voulant cependant pas retirer ses propres troupes de l'Angleterre, il emmena en Normandie une armée considérable composée presque entièrement d'Anglais, dont la bravoure parvint promptement à réduire les révoltés. Ainsi, par un des caprices inexplicables de la fortune, on vit d'un côté les Normands pénétrer en Angleterre pour asservir ses habitants, tandis que de l'autre les Anglais furent envoyés en Normandie pour soumettre à leur tour les Normands. Guillaume n'eut

¹ *Ordéal* est composé de deux mots saxons *or* et *dele*, qui signifiaient le grand jugement ou le jugement de Dieu.

² Parce que l'eau, qui était bénite, le rejetait comme coupable.

G. Y.

pas le temps de jouir de ses succès; il reçut tout-à-coup la nouvelle qu'une conspiration plus redoutable que toutes celles qui l'avaient précédée se formait en Angleterre, et qu'elle était soutenue par les Normands et les Anglais.

Les étrangers qui avaient suivi la fortune de Guillaume en Angleterre, avaient été élevés dans l'indépendance, et habitués à jouir d'une autorité qui les rendait incapables de supporter long-temps le pouvoir absolu du conquérant. Le nombre des mécontents s'augmentait chaque jour dans la haute noblesse, plusieurs s'attendaient que l'absence du roi pour se révolter ouvertement. Parmi eux se faisait remarquer Roger, comte d'Hertford, fils et héritier de Fitz-Osborne, favori du roi. Ce gentilhomme, soit par condescendance pour Guillaume, soit en vertu de la loi féodale, lui avait demandé la permission d'unir sa sœur à Ralp de Guader, comte de Norfolk; le roi s'y était formellement opposé. Cependant Roger, au mépris de la défense de Guillaume, avait célébré ce mariage avec la plus grande magnificence, et rassemblé à cette occasion tous les amis de Guader et les siens.

Les parents du nouveau couple, qui connaissaient le caractère de Guillaume, ne doutaient nullement de son ressentiment. Au banquet qui eut lieu pour la noce, la conversation tomba sur ce sujet, et les convives, échauffés par les fumées du vin, se répandirent en invectives contre le monarque. Son gouvernement devint alors le sujet de la critique : on blâma les impôts excessifs qu'il avait établis, ce qui était, à les entendre, un moyen de reprendre d'une main ce qu'il avait donné de l'autre, et affectant de plaindre les Anglais qu'il avait réduits à la mendicité, ils exagérèrent les vices de son caractère, et le représentèrent comme le souverain le plus impérieux et le plus inflexible. Tous les assistants, disposés naturellement à approuver ces mesures, et excités par le feu de la conversation et les plaisirs de la table, ne mirent plus de bornes à leur prétendu zèle; ils formèrent donc ensemble le projet de se révolter et de secouer leur joug. Le comte Walthoeff, à qui Guillaume avait déjà pardonné une première insurrection, fut un des plus exaltés dans cette circonstance. Cependant lorsque sa tête fut calmée, ce ne fut pas sans le plus grand effroi qu'il réfléchit à l'engagement qu'il venait de prendre dans un moment d'ivresse et d'emportement, et il frémit des conséquences fatales qui pouvaient résulter de sa conduite, pour lui et pour son pays. Dans cet état de perplexité, il eut recours à sa femme, qui était nièce du

roi, et ouvrit entièrement son ame à celle dont il ne devait pas soupçonner la fidélité. Mais il fut cruellement trompé : la perfide, qui depuis long-temps déjà était coupable d'infidélité envers lui, cherchant avec ardeur une occasion de se séparer de son mari, à quelque prix que ce fût, n'hésita pas à informer sur-le-champ Guillaume du secret que venait de lui confier Waltheoff, et ne négligea rien de ce qu'il fallait pour représenter la conduite de son époux sous le jour le plus odieux, afin de rendre le ressentiment du roi plus implacable. Pendant ce temps, Waltheoff, que les remords tourmentaient, avouait toute la conspiration à Lanfranc, son confesseur, et celui-ci, après une touchante exhortation, l'avait déterminé à l'avouer également au roi ; mais malheureusement sa femme l'avait prévenu. Guillaume, après l'avoir écouté, le remercia froidement de la preuve de fidélité et de repentir qu'il lui donnait en ce moment ; mais le récit que sa nièce lui avait fait de la perfidie de ce traître avait produit une telle impression sur l'ame du prince, qu'il résolut secrètement de s'en venger.

Cependant les conspirateurs, informés du départ de Waltheoff pour la Normandie, en avaient tiré la conséquence naturelle, que leurs projets avaient été découverts, et ils s'étaient hâtés de courir aux armes, avant que toutes les mesures fussent prises. Le comte de Hertford fut arrêté par le baron Walter de Lacy, seigneur puissant et entièrement dévoué aux intérêts du roi. Le comte de Norfolk fut défait par Odo, frère de Guillaume, et ceux qui furent faits prisonniers eurent la main droite coupée, afin de servir d'exemple et d'effrayer ceux qui à l'avenir seraient tentés de former de pareils complots.

Le comte de Norfolk était déjà retiré en Danemarck lorsque Guillaume arriva en Angleterre, tout était terminé, et il ne lui restait plus qu'à punir les coupables, ce qu'il fit avec sa rigueur ordinaire. Plusieurs d'entre eux furent pendus : d'autres eurent les yeux arrachés, et quelques-uns seulement les mains coupées. L'infortuné Waltheoff, qui avait essayé d'explier sa faute par un aveu prompt et sincère, ne trouva aucune miséricorde. Il était Anglais et riche, c'était plus que suffisant pour rendre son crime irrémissible ; il fut jugé, condamné et mis à mort. Quant à l'épouse qui l'avait trahi d'une manière si odieuse, elle ne jouit pas long-temps des fruits de sa perfidie ; car, quelque temps après, elle encourut la disgrâce du roi, le monde l'abandonna, et elle passa le reste de sa vie dans le mépris, les remords et la misère.

Quelques personnes assurent que Waltheoff fut sacrifié à la cruauté

d'Odo et non à la vengeance du roi; quel qu'il en soit, une chose certaine, c'est que Walthoeff et Fitz-Aubert, gentilhomme normand, qui eut également la tête tranchée pour le même crime, sont les seules personnes de distinction qui aient été exécutées sous le règne de Guillaume le Conquérant.

Après avoir rétabli la paix dans son royaume, éteint, par l'effusion du sang, les dernières étincelles de la rébellion, il retourna sur le continent, afin de poursuivre Guader, qui s'était réfugié dans les états du comte de Bretagne; mais le trouvant trop puissamment protégé par ce prince, il renonça à ses projets de vengeance et prit le sage parti de faire avec le comte breton un traité dans lequel Guader fut compris.

Guillaume, qui voyait enfin sa puissance affermie et la tranquillité de ses états assurée, s'attendait à se reposer de ses travaux, ne trouvant plus désormais de rivaux disposés à lui chercher querelle, ni d'ennemis assez puissants pour lui résister. Il espérait que le calme et la prospérité embelliraient la fin de son règne. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir à quel point il s'était aveuglé, et bientôt il rencontra d'autres ennemis qu'il était loin de soupçonner, et qui remplirent tout le reste de sa vie de chagrins et d'amertume. De ces nouveaux troubles, excités par ses propres enfants, il ne pouvait résulter pour lui à les surmonter et à les dissiper ni gloire ni profit, et d'une manière ou d'une autre, son cœur ne pouvait qu'être déchiré cruellement.

Il avait quatre fils : Robert, Richard, Guillaume, Henri, et plusieurs filles. Robert, son fils aîné, surnommé Courte-Cuisse¹, paraissait avoir hérité de toute la bravoure de sa famille et de sa nation; mais il était hardi sans prudence, et entreprenant sans réflexion et sans prévoyance. Son ardent désir de brillante renommée le faisait languir avec impatience après le moment où son père s'arrêterait dans la carrière de la gloire, et il aspirait passionnément à cette indépendance vers laquelle son caractère et la force de certaines circonstances le poussaient vivement. Son père, lorsqu'il était duc des Normands, lui avait promis autrefois le gouvernement du Maine, province de France que Guillaume avait soumise, et il l'avait désigné également pour son successeur en Normandie. Mais lorsque le jeune prince réclama l'exécution de ces promesses, il reçut un refus formel de la part du roi, qui lui répondit avec ironie qu'il n'avait pas coutume de quitter ses vêtements avant de se mettre au lit.

¹ *Curthoes.*

Robert laissa éclater ouvertement le mécontentement qu'il éprouvait, et depuis il ne cessa d'exprimer, dans toutes les occasions possibles, la jalousie que lui inspiraient ses deux jeunes frères, Guillaume et Henri; pour Richard, il avait été tué, quelque temps auparavant, par un cerf, dans une partie de chasse. Les deux jeunes princes, par des soins assidus et des témoignages de tendresse, avaient pris un grand empire sur le cœur du roi; ils étaient devenus, par conséquent, un objet d'envie pour Robert qui, naturellement disposé à la violence et à l'amour de la vengeance, trouva bientôt le prétexte d'une rupture. Guillaume et Henri, jouant un jour ensemble, s'avisèrent, dans l'ardeur du jeu, de jeter de l'eau sur la tête de leur frère aîné, au moment où, venant de quitter son appartement, il traversait la cour. Robert, transporté de colère, prêta une intention maligne à cette folle plaisanterie, et excité par les discours envenimés de l'un de ses favoris, il tira son épée et s'élança vers l'appartement de ses frères, résolu de venger l'insulte qu'il venait de recevoir. Tout le château fut bientôt rempli de tumulte et d'effroi. Ce ne fut pas sans peine que le roi lui-même parvint à rétablir la paix, et quelque effort qu'il fit, il lui fut impossible d'éteindre la secrète animosité qui, dès ce moment, s'établit entre ses enfants. Robert, suivi de plusieurs personnes qui lui étaient dévouées, se retira à Ronen¹, la nuit même, dans l'intention de surprendre le château; mais son projet échoua par les soins et la surveillance du gouverneur.

Les brandons de la discorde se rallumèrent alors dans tout le royaume; — An de J.-C. 1077 — le caractère populaire du prince et l'affabilité de ses manières engagèrent toute la jeune noblesse de Normandie, du Maine, de l'Anjou et de la Bretagne, à épouser sa querelle. Sa mère même, à ce que l'on prétend, le soutint et l'engagea secrètement à faire une résistance opiniâtre. Ces dissensions de famille contribuèrent pendant plusieurs années à troubler la Normandie, et Guillaume fut obligé enfin d'avoir recours à l'Angleterre pour défendre son autorité contre son propre fils. Il leva donc une armée anglaise qu'il fit passer sur le continent, et qui força Robert et ses partisans à désertir le champ de bataille. Con vaincu de l'impossibilité de résister plus long-temps, il se réfugia dans le château de Gerberoy, où le roi de France lui offrait un asile assuré. — An de J.-C. 1079.

¹ Guillaume et son fils habitaient alors le château de l'Aigle, en Normandie. A. A.

Peu de temps après son arrivée, il y fut assiégé par son père. La garnison, qui était nombreuse et qui sentait combien elle était coupable, se défendit vigoureusement. Plusieurs combats singuliers eurent lieu sous les murs de cette forteresse, et le hasard voulut que le roi et son fils en vinssent aux mains. Cachés sous leurs casques, ils ne purent se reconnaître, et s'attaquèrent avec une fureur égale. Ce combat terrible durait depuis long-temps, lorsqu'enfin le prince blessa son père au bras et le renversa de son cheval; Robert se disposait à frapper de nouveau, et il allait probablement trancher la vie du roi, si ce dernier n'eût appelé du secours. Robert reconnut à l'instant la voix de son père. Épouvanté par l'idée du crime qu'il a été si près de commettre, il se précipita à terre et court relever le monarque; puis se jetant à ses pieds, il sollicite vivement le pardon de sa faute, promettant pour l'avenir une soumission sans bornes aux volontés paternelles. Mais le ressentiment qui s'était élevé dans le cœur du monarque et du père, n'était pas facile à apaiser; l'humiliation qu'il éprouvait d'ailleurs d'avoir été vaincu, augmentait tellement sa colère, que loin de pardonner à son fils, il lui donna sa malédiction, et s'élançant sur le cheval de Robert, que ce prince venait de lui présenter, il retourna vers son camp. Plus tard il réfléchit sur le repentir que son fils lui avait témoigné, et son ressentiment s'apaisa. De retour à Rouen, il consentit à oublier sa faute, et peu de temps après il l'emmena avec lui en Angleterre, d'où il l'envoya combattre Malcolm, roi d'Écosse. Robert repoussa l'ennemi et se tira avec gloire de cette expédition.

La paix du royaume et la tranquillité domestique rétablies, — An J.-C. 1081 — permirent alors à Guillaume de s'occuper de nouveau de ce qui pouvait contribuer au bonheur intérieur de ses sujets. C'est dans cette intention qu'il fit écrire le *Domesday-book*¹, livre qui contenait un état général de toutes les terres du royaume, de leur étendue dans chaque district, de leurs propriétaires, de leurs redevances, de leurs valeurs, de la quantité de prairies, de pâturages, de bois et de terres labourables, ainsi que du nombre de fermiers, de vassaux et de paysans qui vivaient sur ces terres.

Cet état donna à Guillaume la facilité de régler les impôts, de

¹ Ou livre des taxes royales. C'est le grand cadastre d'Angleterre, ou registre de tous les biens en terres du royaume, avec leur valeur. Ce livre, fait sous Guillaume-le-Conquérant, se conserve encore dans l'échiquier du trésor royal.

manière à ce que tous les habitants n'eussent à payer que des taxes proportionnées à leur fortune.

Ardent à chercher et à étudier tous les moyens possibles d'économiser, il parvint à assurer un revenu considérable à la couronne, et dans la distribution de terres qu'il fit à ceux qui l'avaient suivi, il garda pour lui la propriété de quatorze cents fiefs. Son revenu fut tel enfin, qu'il surpassa, à ce que l'on prétend, tous ceux des princes qui l'avaient précédé et qui régnèrent après lui. Aucun roi d'Angleterre ne jouit depuis d'une aussi grande opulence, et ne fut capable de soutenir à la cour autant de splendeur et de magnificence. Aucun souverain n'eut autant de places honorables à confier, de bienfaits à distribuer et de libéralités à répandre; et aucun n'eut, par conséquent, un si grand pouvoir, et ne fut obéi avec autant d'exactitude et de soumission.

La chasse était le plus grand plaisir de Guillaume, ainsi que des Normands et des anciens Saxons. Pour satisfaire ce goût, il dépeupla trente milles d'étendue dans le pays de Hampshire¹, en exila les habitants, détruisit tous les villages, et malheureusement pour sa gloire, il n'accorda aucune compensation aux malheureux qu'il dépouillait ainsi de leurs moyens d'existence. Toute la noblesse qui, sous le gouvernement saxon, avait eu la permission de chasser dans les forêts royales, fut exclue de ce droit, et Guillaume établit des lois très-sévères contre ceux qui empièteraient sur cette partie de ses prérogatives. On arrachait les yeux à quiconque tuait un daim, un sanglier, ou même un lièvre, tandis que le meurtre d'un homme pouvait être expié par une amende modérée ou un arrangement.

On peut présumer que la fortune des ministres de Guillaume était proportionnée aux richesses et à la puissance de leur maître. La fortune d'Odo, évêque de Bayeux, était si considérable, qu'il conçut le projet d'acheter le Saint-Siège. Ce fut pendant une des absences de Guillaume, que, déterminé à l'exécution de ce projet, il fit équiper un vaisseau à l'île de Wight, et le chargea de trésors immenses. Déjà il se disposait à s'embarquer, lorsque des vents contraires vinrent l'arrêter. Pendant ce temps, Guillaume, qui avait été informé du secret dessein de son frère, et qui avait résolu d'empêcher l'exportation

¹ Ce bois, nommé Newforest, occupait l'emplacement de trente-six paroisses que le conquérant détruisit, et dont il chassa les habitants.

Aug. THIERRY.

d'une si grande masse d'argent, revint promptement de Normandie, et arriva en Angleterre au moment où Odo mettait le pied à bord du vaisseau. L'ordre fut promptement donné de l'arrêter; mais ses officiers, respectant le caractère du prélat, n'osèrent obéir au roi, et Guillaume se vit forcé de le saisir lui-même. Odo, surpris d'une interposition aussi inattendue, en appela au pape, et prétendit que lui seul sur la terre avait le droit de le juger, n'étant, comme évêque, soumis à aucune puissance temporelle. Le roi répondit qu'il ne l'arrêtait pas non plus comme évêque de Bayeux mais comme comte de Kent, et qu'en cette qualité il le sommait de lui rendre compte de son administration. C'est ainsi qu'Odo fut emmené prisonnier en Normandie, où, nonobstant ses représentations et les menaces qu'il fit du pape Grégoire¹, il fut détenu pendant tout le reste du règne de Guillaume.

Un des événements qui affectèrent le plus vivement ce monarque, fut la mort de la reine Mathilde qu'il avait toujours tendrement aimée². A peine était-il remis de ce coup funeste, qu'il reçut la nouvelle d'une insurrection générale dans le Maine, dont la noblesse avait constamment manifesté une haine extrême pour le gouvernement normand.

Guillaume, en arrivant sur le continent, trouva les insurgés soulevés et excités secrètement par le roi de France, dont la politique avait pour but de fomenter des troubles et des dissensions dans la noblesse de ces diverses provinces; afin de diminuer la puissance des Normands. Le mécontentement du roi ne s'augmenta pas peu, assure-t-on, d'une raillerie du monarque français. Guillaume, devenu d'un embonpoint prodigieux, avait été retenu au lit par une maladie; Philippe, en ayant eu connaissance, dit en riant que le roi d'Angleterre était bien longtemps en couches. Cette plaisanterie irrita tellement Guillaume, qu'il fit dire au roi de France que dès qu'il serait en état de faire ses relevailles, il lui offrirait un si grand nombre de cierges dans sa cathédrale, que tout le royaume de France en verrait la flamme.

Effectivement, dès qu'il fut rétabli, — An^{de} J.-C. 1087 — il leva une puissante armée, avec laquelle il entra dans l'Ile-de-France, détruisit et brûla sans aucune résistance tous les villages qu'il trouva sur sa route, et prit la ville de Mantes, qu'il réduisit en cendres. Mais ces

¹ Grégoire VII.

² Les conseils de cette femme avaient contribué plus d'une fois à adoucir l'âme du conquérant et à la disposer à la clémence; après sa mort, Guillaume s'abandonna sans réserve à son humeur tyrannique.

Aug. THIBAUT.

hostilités furent promptement arrêtées par un accident qui lui arriva, et qui, peu de temps après, mit fin à sa vie. Son cheval, ayant posé le pied sur quelques cendres brûlantes, s'élança avec tant de violence, que le roi fut renversé et se blessa grièvement sur le pommeau de la selle. Cette blessure lui causa une rechute qui l'obligea de retourner à Rouen. Sa maladie augmentait si rapidement qu'il sentit bientôt les approches de la mort; alors il commença à diriger ses pensées vers une vie future dont ses vœux ambideuses le tenaient éloigné depuis si long-temps. Frappé de terreurs et de remords en songeant aux dépredations et aux cruautés dont il s'était rendu coupable, il fit, pour expier ses fautes, des dons considérables à plusieurs églises et à différents monastères, et il rendit la liberté à un grand nombre de prisonniers détenus injustement. A l'article de la mort, il consentit même à délivrer de sa captivité son frère Odo, contre lequel il était toujours resté irrité; mais ce ne fut pas sans beaucoup de difficultés qu'il se détermina à lui faire grâce. Il légua la Normandie et le Maine à son fils Robert, qui était de tous ses enfants celui qu'il avait le moins aimé. Quant à Henri, il ne lui laissa que cinq mille livres sterling et les biens de sa mère; il ne lui donna pas la moindre portion de territoire.

Bien qu'il eût renoncé à la prétention de conserver dans sa famille la couronne d'Angleterre, à laquelle il reconnaissait maintenant qu'il n'avait aucun droit, il exprima cependant le désir que son fils Guillaume lui succédât¹; ce prince avait toujours été l'objet de sa prédilection, et il lui envoya sur-le-champ des dépêches, ainsi qu'à l'archevêque de Cantorbéry, dont il réclamait les secours.

Dès qu'il eut achevé de régler ses affaires temporelles, on le transporta dans une litière à un petit village près de Rouen, où, après s'être occupé des intérêts de son âme, il rendit le dernier soupir, dans sa soixante-cinquième année. Il avait régné cinquante-trois ans en Normandie, et près de vingt et un en Angleterre. Son corps fut inhumé dans l'église de Rouen, qu'il avait fondée lui-même.

Il arriva un incident remarquable pendant qu'on lui rendait les derniers devoirs. Au moment où les prélats et tout le clergé, recueillis

¹ « Quant au royaume d'Angleterre, dit-il, je ne le lègue en héritage à personne, parce que je ne l'ai point reçu en héritage, mais acquis par la force et au prix du sang; je le remets entre les mains de Dieu, me bornant à souhaiter que mon fils Guillaume l'obtienne et y prospère. »

dans un religieux silence, conduisaient le corps du roi à son dernier asile, un étranger parut tout-à-coup sur une éminence, et s'écria à haute voix qu'il s'opposait à ce qu'on enterrât les restes du conquérant dans un lieu dont il s'était emparé injustement : « Cet endroit, s'écria-t-il, est la place où exista autrefois la demeure de mon père. Je somme l'ame qui a quitté ce corps de comparaître devant le tribunal suprême, afin de m'y rendre justice et d'expiar l'oppression cruelle dont j'ai été victime. » Les évêques et tous les assistants, frappés de surprise et de terreur, en voyant l'assurance et l'intrépidité de cet homme, prirent des informations sur lui, et convaincus de la justice de ses réclamations, ils lui accordèrent une indemnité pour le dommage qu'il avait éprouvé.

Le génie vaste et le courage remarquable de Guillaume l'ont rendu à juste titre illustre ; mais on ne peut nier que ses brillantes qualités ne fussent ternies par un grand nombre de défauts. Son amour pour la gloire et sa profonde politique étaient allés à la cruauté, à l'amour de la vengeance et à la rapacité. La gloire cependant était sa passion dominante, et s'il fut parcimonieux, ce ne fut que par excès d'ostentation. Quoique ardent et impétueux dans ses entreprises, il était calme, prudent et infatigable dans le danger. Plusieurs écrivains normands élèvent sa taille à près de huit pieds. Il avait une vigueur extrême et bien proportionnée ; sa force était telle, qu'aucun de ses courtisans ne pouvait bander son arc. Il parlait peu, et ne se montrait affable et affectueux que pour Lanfranc, archevêque de Cantorbéry ; avec tout le reste de ses sujets, il était sérieux et même austère.

En résumé, quoique ce prince se soit rendu redoutable à tous et odieux à un grand nombre, ses talents et sa politique lui suffirent pour transmettre sa puissance à sa postérité, et le trône d'Angleterre est encore aujourd'hui occupé par ses descendants.



CHAPITRE VI.

GUILLAUME LE ROUX.

De l'année 1087 à l'année 1100.

Guillaume, surnommé *le Roux*, à cause de la couleur de ses cheveux, n'eut pas plus tôt vu la lettre que le roi son père avait écrite à Lanfranc en sa faveur, qu'il se hâta de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer le trône d'Angleterre. Arrivé dans ce pays avant que la nouvelle de la mort du roi y fût parvenue, son premier soin fut de s'emparer du trésor que son père avait laissé à Winchester, et qui s'élevait à la somme de soixante mille livres sterling. Il remit ensuite ses intérêts entre les mains du primat, qui avait toujours eu pour lui une tendresse particulière, et qui, reconnaissant la légitimité de ses droits, s'empressa de le couronner. Pendant ce temps, Robert, qui avait été désigné par son père comme duc de Normandie, prenait tranquillement possession de ce gouvernement, et il était accueilli avec une joie unanime par des sujets qui le chérissaient, et qui désiraient avec impatience son avènement au trône.

Dans les premiers moments du règne de Guillaume II, les Anglais commencèrent à croire qu'ils s'étaient mépris sur le caractère de ce prince qui jusque-là leur avait paru dur et brutal. Il avait les plus grands égards pour les conseils du primat Lanfranc, homme d'une douceur et d'une indulgence extrêmes, et dont la conduite avait

constamment eu pour but le bien général. Mais les barons normands, qui connaissaient le caractère du prince Guillaume beaucoup mieux que les Anglais, restèrent convaincus que cette apparente douceur n'aurait qu'une courte durée, et que probablement il n'attendait que le moment où sa puissance serait assurée pour jeter le masque qu'il avait pris.

Toute la noblesse normande, mécontente du partage que le roi avait fait de l'empire, désirait ardemment qu'il fût rétabli dans le même état où il était sous Guillaume le Conquérant, et regardait Robert comme le seul et véritable possesseur de tous les domaines de son père. Le caractère de ce prince était aussi aimable que celui de son frère Guillaume était odieux. Franc, généreux et bienfaisant, Robert poussait même la bonté si loin, qu'il ne pouvait se déterminer sans une grande peine à faire essuyer un refus. Cet excès de bonté, qui dégénérait par là en faiblesse, ne déplaisait point à ses courtisans, auxquels il faisait concevoir d'ambitieuses espérances. Une conspiration puissante fut donc ourdie contre Guillaume le Roux, et son oncle Odo, s'étant mis à la tête des conjurés, entreprit de la faire réussir.

Guillaume, instruit du danger qui le menaçait, redoublait d'efforts pour obtenir l'affection des Anglais, et les flattait par les promesses les plus brillantes. Il parut bientôt sur le champ de bataille, à la tête d'une nombreuse armée, et prêt à combattre la résistance de tous ceux qui prétendraient lui disputer ses droits. Dans le même temps, Odo écrivait à Robert pour l'informer de la conspiration formée en sa faveur; il l'engageait à se hâter, et faisait tous ses efforts pour enflammer son ambition, en lui montrant la grandeur de l'entreprise et l'éclat de la récompense qui en devait être le prix.

Robert n'hésita pas à donner des assurances positives de son empressement à entrer dans leurs vues, et il promit de leur envoyer promptement un renfort. Mais son indolence naturelle l'emportant sur son ambition, au lieu d'employer son argent à lever des troupes pour soutenir les partisans qu'il avait en Angleterre, il le prodigua en folles dépenses, en largesses inutiles, et différa tellement son départ, qu'il perdit l'occasion de réussir. Pendant ce temps, Guillaume s'occupait, avec la plus grande activité, à dissiper l'insurrection avant l'arrivée de son frère, sans lequel le complot était difficile à conduire à sa fin. La présence seule du roi suffit pour soumettre les révoltés, qui,

confiants dans les promesses de Robert, avaient déjà pris possession de quelques forteresses; ils furent bientôt forcés d'implorer la clémence du roi, qui, en consentant à leur accorder la vie, confisqua tous leurs biens et les bannit du royaume.

Délivré du danger qu'il avait eu à craindre, et possesseur plus tranquille de son héritage, il laissa ses passions reprendre sur lui leur empire accoutumé, et recommença à donner des preuves de ses inclinations perverses et de son ingratitude envers les Anglais qui avaient contribué les premiers à l'affermir sur le trône.

La mort de Lanfranc, arrivée peu de temps après ces troubles, en délivrant le prince de l'espèce de frein qu'il avait eu jusque là, sembla rendre un plus libre cours aux penchants violents et tyranniques du nouveau roi. On fit, d'après ses ordres, un nouveau recensement des terres et de toutes les propriétés du royaume, et les impôts furent augmentés. Les privilèges mêmes de l'église, qui étaient si sacrés dans ces siècles d'ignorance, ne furent point à l'abri de ses usurpations. Il s'empara des évêchés vacants, et mit publiquement en vente les abbayes qui se trouvèrent à sa convenance. Non content d'exercer son despotisme dans les propres limites de ses états, il résolut encore d'étendre son autorité jusque sur ceux de son frère, et il se rendit en Normandie à la tête d'une nombreuse armée;—An de J.-C. 1091—mais la noblesse des deux pays, unie étroitement par des alliances ou des motifs d'intérêt, parvint à amener les deux princes à un accommodement. Par l'un des articles du traité, il fut convenu que, si l'un des deux monarques mourait sans postérité, celui qui survivrait hériterait de toutes les possessions de l'autre. Henri, le plus jeune des trois frères, réclama, mais en vain, contre l'injustice d'un tel traité. Ce fut aussi inutilement qu'il prit les armes, et que, renfermé dans une petite forteresse située sur les côtes de Normandie¹, il essaya de se défendre contre les efforts réunis de ses frères. Il se vit dépouillé du faible patrimoine qui lui avait été laissé; et, suivi seulement de quelques serviteurs qui lui étaient restés fidèles, il fut réduit à mener, pendant plusieurs années, une vie errante et souvent misérable.

Pendant que Guillaume et Robert faisaient le siège de la forteresse où était enfermé le prince Henri, il arriva quelques incidents dignes

¹ Au mont Saint-Michel.

d'être rapportés, et qui peuvent servir à faire connaître le caractère des deux princes aînés. Guillaume, se promenant un jour à cheval, à quelque distance du camp anglais, fut surpris tout-à-coup par deux cavaliers qui, sortant de la citadelle, coururent sur lui et l'attaquèrent avec fureur. Son cheval fut tué dès les premiers coups, tandis que lui, renversé par les deux assaillants, se vit bientôt dans l'impossibilité de se défendre; l'un de ses antagonistes levait déjà le bras pour lui porter un coup mortel, lorsque Guillaume s'écria d'une voix menaçante: « Arrête, scélérat! je suis le roi d'Angleterre. » Les deux soldats, saisis de terreur et de respect, s'arrêtèrent effectivement, et, s'empressant de relever le roi, lui offrirent, d'un air de repentir et de soumission, un de leurs chevaux. Guillaume, reconnaissant d'un tel procédé, et touché du sentiment de remords qui les avait frappés si subitement, ordonna à celui qui lui avait offert son cheval de le suivre, et le prit dès ce moment à son service.

Quelque temps après, Robert donna une preuve de bonté plus magnanime encore: apprenant que la garnison assiégée éprouvait une grande disette d'eau, il fut si vivement touché de ce que son frère devait souffrir, que sur-le-champ il donna ordre qu'on le pourvût de l'eau qui lui était nécessaire, et il lui envoya même plusieurs pièces de vin pour sa table. Guillaume blâma hautement Robert de cette générosité qu'il appelait déplacée; mais le duc de Normandie, révolté de ce reproche si dur, lui répondit: « Devons-nous laisser mourir de soif notre frère? Où en retrouverons-nous un autre lorsque nous l'aurons perdu? »

Les discordes intestines et continuelles qui s'élevèrent au sujet du traité passé entre Robert et Guillaume, ne sont nullement dignes d'être rapportées; et les dissensions de ces petits tyrans servirent bien moins à satisfaire leur ambition et leur gloire qu'à accabler le peuple de calamités; une rupture qui eut lieu entre Guillaume et Malcolm, roi d'Écosse, fut cause que ce dernier fut pris et tué en assiégeant le château d'Alnwick.

De nouvelles querelles vinrent réveiller la méintelligence entre les deux princes aînés. — An de J.-C. 1093 — Mais, tandis que Guillaume s'efforçait d'usurper les possessions de Robert, une incursion des Gallois vint remplir l'Angleterre de terreur et faire diversion à ses projets. On vola aux armes, et l'ennemi, promptement repoussé, se vit forcé de se réfugier dans ses montagnes. — An de J.-C. 1094 — Une

autre conspiration de la part des barons normands menaça l'Angleterre encore une fois des résultats les plus funestes ; mais elle fut déjouée en peu de temps, et Robert Mowbray¹, comte de Northumberland, qui était à la tête du complot, fut pris et jeté en prison, où il mourut après trente ans de réclusion. Le comte d'Eu, autre conjuré, ayant nié qu'il eût pris part à cette conspiration, combattit contre son accusateur, en présence de la cour, à Windsor², et sa défaite dans le combat ayant prouvé suffisamment sa culpabilité, on lui fit subir la castration, et on lui creva les yeux. Différents complots qui s'élevèrent ensuite furent découverts de même, et ne servirent qu'à enrichir le roi, qui ne manquait pas, dans ces sortes de circonstances, des'emparer des trésors amassés dans l'intention de le détrôner.

Cependant la préoccupation causée par ces troubles passagers et ces conspirations sans résultats fit bientôt place à d'autres d'une importance beaucoup plus réelle et plus remarquable : je veux parler des croisades.

Pierre l'Hermite, homme doné d'un zèle ardent, d'une piété exaltée et d'un courage à toute épreuve, avait fait un pèlerinage à Jérusalem, dans l'intention de visiter le Saint-Sépulcre. La cruauté avec laquelle les chrétiens étaient traités par les mahométans, qui étaient en possession de cette ville, excita tellement son indignation, que, lorsqu'il fut de retour, il conçut le dessein hardi de délivrer la Terre-Sainte du joug de ces infidèles, et de rendre aux chrétiens le berceau de leur religion. Il fit part de ses vues au pape Urbain II, qui approuva son projet téméraire, sans cependant le seconder ouvertement. Pierre, animé de l'enthousiasme le plus brûlant, commença dès lors à prêcher la croisade, et s'efforça par tous les moyens d'exciter parmi les princes chrétiens le désir d'aller faire la conquête de la Terre-Sainte. Les pieds et la tête nus, il parcourut les royaumes, prêchant avec une ardeur infatigable, et enflammant d'un saint héroïsme et d'une sainte ardeur tous ceux qui l'entendaient.

Le bruit de cette grande entreprise s'étant répandu généralement, prélats, nobles et princes, tous voulurent y concourir. On tint un

¹ L'une des causes de ce complot était le droit exclusif sur les forêts de l'Angleterre, étendu par Guillaume le Conquérant et maintenu par son fils. Ce Mowbray était fils d'un baron normand qui possédait, à lui seul, deux cent quatre-vingts manoirs en Angleterre.

Ang. THIERRY.

² Quoique Guillaume le Conquérant eût supprimé les jugements de Dieu. C. Y.

concile à Clermont, où le pape lui-même exhorta chacun à poursuivre cette glorieuse conquête, et tous les assistants, animés d'un même sentiment, s'écrièrent comme par inspiration : « C'est la volonté de Dieu ! » c'est la volonté de Dieu ! » Dès ce moment, l'Orient devint le point de ralliement de toutes les nations de l'Occident. Les hommes de tous les rangs coururent aux armes avec transport, et se hâtèrent de placer sur leur épaule droite le signe de la croix, comme la marque de leur dévouement à la cause sacrée.

Au milieu de cet enthousiasme universel qui se propagea dans toute l'Europe, les intérêts temporels ne furent pas tout-à-fait oubliés ; ainsi plusieurs seigneurs ambitieux ne vendirent à très-bas prix les propriétés qu'ils avaient en Europe que dans l'espoir d'obtenir de plus brillantes fortunes et d'acquiescer de plus riches établissements dans les douces contrées de l'Asie.

Robert, duc de Normandie, fut un de ceux qui embrassèrent le plus vivement le projet de la croisade ; cette expédition chevaleresque convenait parfaitement à son caractère brave et avide de gloire : fatigué des troubles qui agitaient continuellement ses états, et porté de sa nature au changement, il saisit avec empressement une circonstance qui semblait satisfaire tous ses désirs. Afin de se procurer l'argent nécessaire aux frais d'une entreprise aussi coûteuse, il engagea son duché de Normandie à son frère Guillaume pour la faible somme de dix mille marcs. L'ambitieux roi d'Angleterre, attentif à saisir tout ce qui pouvait être favorable à sa cupidité, promit sans hésiter la somme que demandait son frère, et qu'il comptait bien obtenir de son clergé, dont il connaissait les richesses. En effet, sans aucun égard pour ses murmures et son mécontentement, il le força de payer la somme entière, cherchant à couvrir son injustice et ses extorsions d'un prétexte de pitié. Robert, pourvu de l'argent nécessaire à son expédition, se prépara à partir pour la Terre-Sainte, tandis que Guillaume, plus prudent et plus adroit, resta tranquille possesseur de ses états et de ceux de son frère.

Ce fut ainsi que la Normandie se trouva encore une fois réunie à l'Angleterre ; réunion qui amena ces longues guerres dont la France et l'Angleterre furent accablées pendant des siècles, et qui dépeuplèrent ces deux royaumes, sans qu'il en résultât ni pour l'un ni pour l'autre aucune augmentation réelle de puissance.

Cependant Guillaume, satisfait de son acquisition, fit un voyage

dans les états qui, d'après les arrangements pris avec son frère, devaient lui appartenir pendant cinq ans. Insatiable dans son ambition, il ne tarda pas à demander au roi de France, — An de J.-C. 1096 — une partie du territoire vexin, qu'il prétendait être une dépendance du duché de Normandie; il essaya même de soutenir ses prétentions par les armes; mais, quoique les possessions territoriales du roi d'Angleterre se fussent considérablement augmentées de l'acquisition du Maine et de la Normandie, sa puissance l'était peu, et ses nouveaux sujets, composés d'hommes fiers et indépendants, parurent plus disposés à lui disputer ses droits qu'à les reconnaître; aussi fut-il continuellement occupé à réprimer les troubles qui s'élevèrent dans la Normandie: à peine était-il parvenu à dissiper une insurrection, qu'une autre se déclarait, et venait lui donner de nouvelles inquiétudes.

Au milieu de ces dissensions, il se trouva enveloppé dans une querelle désagréable avec Anselme, archevêque de Cantorbéry, prélat du caractère le plus hautain et d'un entêtement extrême; cette querelle était relative aux droits du clergé. Il y avait alors un schisme dans l'Eglise au sujet d'Urbain et de Clément, qui tous deux prétendaient également à la papauté. Anselme, qui avait déjà reconnu l'autorité d'Urbain, se détermina, sans le consentement du roi, à la faire reconnaître par toute l'Angleterre. Guillaume, qui, à l'exemple de son père, avait défendu à ses sujets de se soumettre au pouvoir d'un pape qu'il n'aurait pas reconnu lui-même, fut tellement irrité de l'audace d'Anselme, qu'il convoqua un synode à Rockingham, dans l'intention de déposer le prélat; mais les membres, loin d'obéir au roi, déclarèrent que nul, excepté le pape, n'avait le droit d'infliger de censure à leur primat. Une nouvelle offense vint encore aggraver la querelle. Anselme, sommé de fournir son contingent de troupes pour une expédition projetée contre les Gallois, obéit, mais avec répugnance, et il envoya des soldats si mal équipés, que Guillaume le menaça de sa colère. A mesure que le ressentiment s'augmentait de part et d'autre, les prétentions s'élevaient également, et les choses en vinrent bientôt à une telle extrémité, qu'Anselme, trouvant dangereux pour lui de rester plus long-temps dans le royaume, demanda au roi la permission de se retirer à Rome. Guillaume y consentit sans peine; mais, pour mortifier le prélat avant son départ, il envoya un officier qu'il chargea de visiter ses bagages et de s'emparer de tous les trésors qu'il y

trouverait, sous la prétexte de mettre à exécution la loi qui défendait toute exportation d'argent. Non content de cette vexation, il fit confisquer encore tout le temporel de ce prélat et s'empara de ses biens.

Cette violation publique des droits de l'Église, si sacrés à cette époque, ne servit qu'à exaspérer le pape et tout le clergé contre le roi d'Angleterre; Urbain le menaça même d'une sentence d'excommunication. Mais il était alors trop vivement engagé dans la croisade pour s'occuper sérieusement de toute affaire étrangère; aussi Guillaume ne fit-il pas beaucoup d'attention à la colère du pape, qui n'eut effectivement aucune suite. Il était naturellement peu porté pour la religion, et l'entêtement et l'orgueil extrêmes des docteurs de ce siècle ne contribuaient pas à lui donner une haute idée de leur sagesse. On prétend qu'il accepta une fois cinquante marcs d'argent d'un juif dont le fils avait embrassé le christianisme, et qu'il lui promit pour cette somme qu'il engagerait de tout son pouvoir le jeune homme à retourner au judaïsme. Effectivement, Guillaume employa tour à tour la douceur et les menaces pour parvenir à ses fins; mais tous ses efforts restèrent infructueux; il envoya alors chercher le père, et, après l'avoir informé que le nouveau converti était inébranlable dans la foi catholique, il lui rendit la moitié de son argent, et garda le reste pour la peine qu'il s'était donnée. On raconte encore qu'un jour il fit venir en sa présence de savants théologiens et des rabbins fort instruits, qu'il leur ordonna de discuter devant lui sur divers points de leurs religions, leur déclarant qu'étant aussi indifférent pour l'une que pour l'autre, il lui était parfaitement égal qui des deux l'emporterait; mais qu'il était décidé à embrasser la doctrine qui serait soutenue par les arguments les plus forts.

Ce prince, qui ne s'intéressait nullement à tout ce qui avait rapport à la religion, et qui ne mettait pas plus d'importance à approuver qu'à blâmer, ne parut s'occuper avec ardeur que du soin d'agrandir ses états et de faire des conquêtes. Le comte de Poitou et de Guyenne, enflammé du désir de se croiser, avait rassemblé une multitude immense de guerriers qui brûlaient également d'avoir part à cette expédition. Comme il manquait d'argent, il eut recours à Guillaume, et lui offrit de lui engager tous ses états, sans s'inquiéter du sort des sujets infortunés dont il disposait ainsi. Le roi accepta cette offre avec son avidité ordinaire; il fit préparer une flotte et une armée, afin d'aller prendre possession des riches provinces qui lui étaient concédées;

mais un accident vint mettre fin à tous ses projets ambitieux, et déléver le monde d'un tyran mercenaire.

L'amusement le plus cher à Guillaume était la chasse, seul plaisir des princes de ce siècle barbare, où les arts paisibles étaient presque entièrement ignorés. La Nouvelle-Forêt¹ était le lieu où il chassait ordinairement, et où il employait les heures qu'il ne donnait pas à des affaires plus sérieuses. On prétend qu'un jour, au moment où il montait à cheval pour se rendre à la chasse, un moine se présenta devant lui, et l'engagea à s'abstenir ce jour-là de son plaisir favori, parce qu'il avait fait, la nuit précédente, un songe dans lequel la vie du roi était menacée. Guillaume se mit à rire de cet avertissement, et, après avoir ordonné qu'on récompensât le moine superstitieux, il l'engagea à faire à l'avenir des rêves plus favorables, et se hâta de se rendre au lieu de la chasse, suivi de Walter Tyrrel, chevalier français, fameux par son talent à tirer de l'arc, et qui l'accompagnait toujours dans ses excursions. Vers la fin de la journée, les deux chasseurs se trouvant séparés de leur suite, le roi descendit de cheval dans l'intention de se reposer et d'attendre ses gens. En ce moment, un cerf s'étant élancé devant lui, Guillaume tira son arc et mesura l'animal; mais ne l'ayant blessé que légèrement, le cerf se mit à fuir, et le roi le poursuivit dans l'espérance de l'atteindre. Les rayons du soleil couchant offusquant sa vue, il portait sa main devant ses yeux afin de mieux distinguer les objets, lorsque Tyrrel, qui avait été entraîné également à la poursuite du cerf, lança une flèche qui vint frapper le roi au cœur. À l'instant même il tomba mort, tandis que l'innocent auteur de ce meurtre, effrayé du crime qu'il venait de commettre involontairement, piqua son cheval et se rendit précipitamment sur le bord de la mer, où il s'embarqua pour la France; là il se réunit aux croisés qui se disposaient à partir pour Jérusalem. Le corps de Guillaume fut trouvé par quelques paysans qui traversaient la forêt, et qui, l'ayant placé sur un cheval, le transportèrent à Winchester, où, le jour suivant, il fut enterré dans la cathédrale, sans pompe et sans la moindre cérémonie. Bien peu de ses sujets le regrettèrent, et aucun de ses courtisans ne suivit ses funérailles.

Il n'est pas difficile de faire le portrait d'un prince dont les vices

¹ Établie par Guillaume le Conquérant dans la partie du Northumberland qu'il fit dévaster.

nombreux furent à peine compensés par une seule vertu. Parent ingrat et inhumain, prince avare et tout à la fois prodigue, voisin dangereux et toujours prêt à usurper les biens qui ne lui appartenait pas, Guillaume fut constamment perfide.

Il existe cependant encore quelques monuments qui prouvent qu'il ne dépensa pas toujours les revenus du royaume d'une manière condamnable ou frivole. La Tour de Londres, Westminster-Hall, et le pont de Londres, ont été bâtis par lui.

Guillaume II mourut dans sa quarantième année, et dans la treizième de son règne. N'ayant jamais été marié, il ne laissa aucune postérité légitime, et la succession retournait naturellement à Robert, son frère aîné; mais l'éloignement où il se trouvait le mit dans l'impossibilité de faire valoir ses droits.



CHAPITRE VII.

HENRI I SURNOMMÉ REAU-CLERC.

De l'année 1100 à l'année 1154.

Deux concurrents prétendaient alors à la couronne d'Angleterre : Robert, qui, comme on l'a vu, était engagé dans la guerre sainte, et Henri, son plus jeune frère, qui n'avait pas quitté l'Angleterre. Si Robert se fût trouvé en Normandie au moment de la mort de Guillaume II, il n'y a aucun doute que, d'après sa popularité et le traité conclu entre lui et son frère, il n'eût été élu sans opposition.

Ce prince vaillant et magnanime s'était distingué en Palestine par un courage intrépide, un caractère affable et une générosité sans bornes. Après la prise de Jérusalem, il résolut de revenir dans sa patrie pour jouir en paix de la gloire qu'il avait acquise en combattant les infidèles ; mais, au lieu de reprendre directement la route de l'Angleterre, il passa par l'Italie. Là, s'étant épris de la belle Sybille, fille du comte Conversano, il l'épousa, et ne pensa plus qu'à consacrer à l'amour un temps qu'il aurait dû employer à reconquérir son royaume.

Henri chassait dans la Nouvelle-Forêt lorsqu'il apprit la mort de son frère. Sans perdre de temps, il se hâta de retourner à Winchester pour s'emparer du trésor royal, certain que ce moyen était le plus sûr pour parvenir à son but. Guillaume de Breteuil, garde du trésor, informé de la mort du roi, s'opposa vivement aux prétentions de Henri, et osa même lui déclarer que l'argent confié à sa garde appartenait, ainsi que la couronne, à son frère aîné, et qu'il était fermement décidé à lui rester fidèle et à défendre ses droits. La querelle allait devenir sanglante, lorsque quelques-uns des partisans de Henri vinrent se joindre

à lui, et forcèrent Breteuil à rendre le trésor, espérant bien qu'une partie serait employée à les récompenser de ce service. Dès que Henri se vit en possession de l'objet de ses désirs, il se rendit à Londres. Là, il se fit sur-le-champ proclamer roi; et une fois revêtu des insignes de la royauté, il en exerça immédiatement les prérogatives. Les barons, ainsi que le peuple, consentirent sans peine à reconnaître des droits auxquels ils n'étaient nullement préparés à résister, et se soufirent de peur de s'exposer aux dangers d'une guerre civile¹.

Lorsque plusieurs prétendants se disputent un trône, il arrive souvent que le peuple devient arbitre, et reprend alors une partie des droits naturels qui lui ont été ravis. Henri sentit de suite que, pour s'assurer un titre usurpé, le moyen était de se montrer indulgent pour ses sujets, et que leur affection pouvait seule affermir sa puissance. Son premier soin fut donc de leur faire plusieurs concessions. Il donna une charte, remit l'Église en possession de toutes ses immunités, abolit les impôts excessifs dont le peuple avait été accablé sous les règnes précédents, et accorda aux barons et aux militaires la faculté de disposer de leurs biens par testament. En même temps il fit remise de toutes les sommes dues à la couronne, accorda une amnistie générale, et promit de confirmer et d'observer toutes les lois d'Édouard le Confesseur. Ces concessions ne pouvaient manquer de plaire au clergé et au peuple : un contentement général se manifesta; et le roi qui, par de belles promesses, ne cherchait uniquement qu'à consolider son pouvoir, s'efforça de justifier la réputation glorieuse qu'il venait d'acquérir par la douceur apparente de son gouvernement.

Afin de mieux s'assurer encore l'affection du peuple, Henri éloigna de la cour tous les compagnons de débauches de son frère, et ceux qui avaient contribué à l'établissement du pouvoir arbitraire. Il dépouilla de ses dignités et fit enfermer dans la Tour Ralph Flambard, favori de Guillaume II, qui, par cela même, s'était rendu odieux au peuple. Il rappela Anselme, archevêque de Cantorbéry, qui avait été banni sous le règne précédent, et lui rendit ses premières dignités. Mais ce qui lui gagna principalement la faveur populaire et mit ses droits à l'abri de tout danger, fut l'alliance qu'il se hâta de contracter.

¹ Le droit de succéder appartenait à Robert; mais l'autre était sur les lieux, et rien ne prouve mieux combien peu l'on estimait alors le droit héréditaire, que la facilité avec laquelle Henri s'empara de la couronne et l'accord unanime de tous les ordres qui la lui donnèrent. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Les Anglais se souvenaient toujours avec reconnaissance et amour de leurs monarques saxons, et ce n'était pas sans un regret extrême qu'ils les voyaient exclus du trône. Quelques descendants de cette race existaient encore, et dans ce nombre était Mathilde, nièce d'Edgar-Atheling, jeune personne qui, après avoir renoncé à toute espèce de prétention à un rang suprême auquel elle avait droit de prétendre, venait de prononcer ses vœux et de prendre le voile. Henri jeta les yeux sur elle, comme sur l'épouse qui lui convenait le mieux. Un concile dévoué à ses intérêts ayant été convoqué à ce sujet, le seul obstacle qui existait fut bientôt détruit. Mathilde¹, relevée de ses vœux, fut rendue au monde, et son mariage avec Henri fut célébré de la manière la plus pompeuse et la plus solennelle. Par cette union, la querelle qui existait depuis si long-temps entre les Saxons et les Normands fut apaisée enfin, et les intérêts réciproques se trouvèrent confondus.

Ce fut dans ce moment si favorable à Henri que Robert revint des pays étrangers. A peine eut-il repris possession de ses états, qu'ils s'occupèrent de faire valoir ses droits à la couronne d'Angleterre; mais dans cette circonstance, ainsi que dans toutes les autres, Robert s'y prit trop tard pour que le succès pût couronner ses efforts. Cependant, comme il était capable d'une résolution ferme et courageuse, il se détermina à défendre ses droits jusqu'à la dernière extrémité. La réputation brillante qu'il venait d'acquérir dans l'Orient, ne contribuait pas peu à le favoriser, et bientôt son ardeur fut encore excitée par Flambard, qui était parvenu à s'échapper de la Tour, ainsi que plusieurs nobles tant Anglais que Normands. Les matelots mêmes, entraînés vers lui et séduits par la haute renommée dont il jouissait, se révoltèrent en sa faveur, et lui menèrent la plus grande partie d'une flotte qui avait été équipée pour s'opposer à son passage.

Henri, qui paraissait mépriser tous ces préparatifs, avait trop de pénétration cependant pour ne pas s'apercevoir de l'incertitude où étaient plongés ses sujets à l'égard de ses droits et de ceux de son frère. Dans cette conjoncture, il eut recours à la dévotion extrême qui régnait alors,

¹ L'archevêque Anselme l'ayant interrogée, elle nia qu'elle eût été jamais vouée à Dieu; elle nia même qu'elle eût jamais porté le voile de son plein gré. « J'ai souvent paru voilée, dit-elle, parce que, dans ma première jeunesse, lorsque j'étais sous la tutelle de ma tante Christine, pour me garantir contre ce qu'elle appelait le libertinage des Normands, elle avait coutume de placer sur ma tête ce morceau d'étoffe noire. En sa présence je portais toujours un morceau d'étoffe; mais dès qu'elle était éloignée, je le jetais à terre et marchais douseux avec colère. » La vérité de cette déclaration fut attestée, et le mariage fut célébré.

Aug. THIERRY.

et opposa l'influence religieuse aux sentiments d'équité qui se révélaient dans le cœur du peuple. Il montra les plus grands égards pour Anselme, dont il affecta de révéler la sainteté et la sagesse ; le prélat, en retour de ses protestations de respect et de soumission, employa tout son crédit pour l'affermir sur le trône. Non seulement il répondit aux nobles de la sincérité du roi dans les promesses qu'il avait faites, mais il parcourut lui-même tous les rangs de l'armée, exhorta les soldats à défendre leur prince, et leur promit la récompense de leur valeur. Ainsi l'usurpateur parvint à enchaîner la fidélité de la nation. L'armée, convaincue par les exhortations d'Anselme, marcha contre Robert, qui venait de débarquer avec ses forces à Portsmouth. — An de J.-C. 1101.

Lorsque les deux armées furent en présence, elles parurent également peu disposées à combattre, et les chefs des deux partis prévoyant qu'il y aurait plus à perdre qu'à gagner, en livrant une telle bataille, en vinrent à des propositions d'accommodement. Après plusieurs difficultés, on fit un traité par lequel il fut stipulé que Robert, moyennant une certaine somme, abandonnerait toutes ses prétentions à l'Angleterre, et que, si l'un des deux princes mourait sans descendant, l'autre hériterait de ses possessions.

Dès que ce traité eut été ratifié, les deux armées furent licenciées ; Robert, après avoir passé deux mois avec son frère dans une harmonie qui semblait parfaite, se sépara de lui et retourna gouverner paisiblement ses états.

Mais la paix rétablie entre les deux nations n'avait pas satisfait réellement le ressentiment d'un monarque offensé, qui avait le pouvoir de se venger. Henri ne tarda pas à laisser voir l'intention où il était de punir tous les chefs de parti qui s'étaient déclarés contre lui ; ce qu'il fit sous différents prétextes et par des poursuites répétées. Le comte de Shrewsbury, Arnulf de Montgomery, et Roger, comte de Lancastre, furent bannis du royaume, et tous leurs biens confisqués. Robert de Pontefract, Robert Mallet, Guillaume de Warenne, le comte de Cornouailles, furent traités avec une rigueur semblable. Robert, informé du triste sort de ses fidèles Normands, se rendit en Angleterre afin d'intercéder en leur faveur ; — An de J.-C. 1103 — mais Henri le reçut très-froidement. Il fit même assembler un conseil pour délibérer de quelle manière on traiterait le duc, qui, s'apercevant que sa liberté courait le risque d'être compromise, se hâta de demander la permission de retourner en Normandie. Elle ne lui fut accordée que

sous la condition qu'il renoncerait au revenu qui lui avait été promis par le premier traité, et Robert se trouva trop heureux d'acheter sa liberté à ce prix.

Mais les conséquences de la visite indiscrète de Robert ne furent pas les seuls dangers qu'il encourut. Ce prince, loin de soutenir la réputation éclatante qu'il avait acquise, perdait chaque jour davantage l'estime de ses sujets. Totalement inhabile aux affaires et ne s'occupant exclusivement que de ses plaisirs, il négligeait les intérêts les plus sacrés de son gouvernement. Ses domestiques le pillaient à un tel point, que l'on prétend qu'il restait souvent au lit faute de vêtements. Ses sujets, gouvernés par des ministres avides qui les dépouillaient sans miséricorde et qui les accablaient du poids de leur tyrannie, étaient plongés dans la situation la plus déplorable, et la Normandie entière était devenue le théâtre de violences et de déprédations continuelles.

Les Normands, fatigués d'une situation aussi misérable et témoins de la manière sage dont Henri administrait ses états, se déterminèrent à recourir à lui, dans l'espoir que par son entremise l'ordre se rétablirait dans le gouvernement, et ne doutant pas que, s'il consentait à prendre les rênes de leur gouvernement, une prospérité semblable ne fût la leur. Henri, ardent à saisir tout ce qui pouvait favoriser son ambition, n'hésita pas à embrasser leur cause; mais il eut soin de cacher le désir extrême qu'il avait de satisfaire son ambition sous l'apparence d'un zèle ardent à remédier aux maux des Normands, — An de J.-C. 1104 — et l'année suivante il aborda en Normandie à la tête d'une armée formidable¹; il prit plusieurs des villes principales, et prouva par la rapidité de ses succès, que depuis long-temps déjà il avait médité la conquête du pays.

Robert, qui avait déjà engagé ou abandonné la plus grande partie de ses domaines, prodiguait son temps à des plaisirs frivoles, et passait sa vie dans la plus coupable indolence. Pendant quelque temps il parut regarder avec la plus parfaite insouciance les succès de son frère; mais réveillé enfin de sa léthargie par la situation subitement désespérée de ses affaires, il prit tout-à-coup la résolution étrange d'en appeler lui-même à l'affection naturelle de Henri, qu'en homme généreux

¹ Il ordonna pour cette expédition une grande levée d'argent, et ses collecteurs de taxes usèrent de la plus cruelle violence envers les bourgeois et les paysans saxons: ils chassaient de leurs pauvres maisons ceux qui n'avaient rien à donner; ils enlevaient les portes, les fenêtres, et prenaient jusqu'aux derniers meubles. Aug. THIERRY.

et imprudent il jugeait d'après son propre cœur. Henri le reçut non seulement avec froideur, mais avec mépris, et lui fit bientôt comprendre que, par son imprévoyance et la faiblesse de sa conduite, il avait perdu tous ses droits à l'estime de ses semblables. Robert, indigné d'une telle réception, le quitta plein de ressentiment, et en lui exprimant le désir le plus ardent de se venger; mais Henri ne parut faire aucune attention à ses menaces.

Robert conservait le fol espoir de se montrer encore redoutable, même dans la situation désespérée où il était réduit. — An de J.-C. 1106 — Encouragé par la haute réputation de chevalerie qu'il s'était faite dans la Terre-Sainte, il résolut de recouvrer par la valeur ce qu'il avait perdu par l'indolence. Soutenu par le comte de Mortagne et par Robert de Belesmes, ennemis mortels de Henri, il leva une puissante armée, et se dirigea au-devant de son frère, dans le dessein de terminer leur querelle dans une bataille décisive.

Pendant que les deux armées étaient en présence, le clergé employa sa médiation pour que les deux princes consentissent à un accommodement; mais comme Henri exigeait que Robert renouât à son gouvernement et à la moitié de son revenu, toute proposition de sa part fut rejetée avec mépris, et les deux armées se préparèrent au combat. Robert parut alors sur le théâtre où il s'était toujours distingué d'une manière glorieuse. Son ardeur, son exemple, encouragèrent ses soldats, qui marchèrent à l'ennemi avec ce courage qui, autrefois, avait fait trembler les infidèles.

Il n'éprouva d'abord aucune résistance; son premier choc fit plier l'armée anglaise, et la victoire parut un moment se décider en sa faveur; mais la situation de l'armée était loin d'être aussi brillante du côté où commandait Belesmes, qui fut mis en déroute par un des généraux du roi d'Angleterre. Le vainqueur, profitant de sa fuite, vint au secours du centre avec un nouveau corps de cavalerie. Alors l'armée anglaise se ralliant, déploya une nouvelle valeur, tandis que les troupes de Robert, épuisées et découragées, reculèrent de tous côtés, en dépit de son exemple et de ses efforts pour les ramener au combat. Quoique certain de la perte de ses plus vaillants guerriers et de la défaite de son armée, il refusa néanmoins de chercher le salut dans la fuite, et retourna avec fureur sur l'ennemi qu'il méprisait encore; mais il ne tarda pas à être fait prisonnier avec dix mille des siens, parmi lesquels se trouvèrent une partie des plus riches barons qui avaient défendu sa

cause. La réduction totale de la Normandie fut le résultat de cette victoire. Henri retourna triomphant à Londres, traînant à sa suite son frère captif, qui, après avoir donné souvent des preuves éclatantes de bravoure, de franchise et de générosité, se trouva privé non seulement de son patrimoine et de ses amis, mais encore de sa liberté. Henri, oubliant la magnanimité avec laquelle son frère s'était autrefois conduit à son égard, le retint prisonnier le reste de sa vie, qui dura encore vingt-huit ans. Il mourut enfin après cette longue captivité, dans le château de Cardiff, comté de Glamorgan. Quelques personnes prétendent qu'on lui fit perdre la vue en lui appliquant sur les yeux un bassin de cuivre rougi au feu; quant à son frère impitoyable, il s'efforça d'apaiser les reproches de sa conscience en fondant l'abbaye de Reading, œuvre qui était regardée alors comme une expiation suffisante des crimes les plus atroces.

Dès que Henri fut de retour en Angleterre, il s'occupa de réformer quelques abus introduits par ses courtisans. Comme il leur était permis par la loi féodale de vivre sur les domaines du roi lorsqu'il était hors de son royaume, il avaient profité de ce droit pour commettre impunément toutes sortes de déprédations. Dans le but de remédier à ces désordres, le roi publia un édit qui portait que tous ceux qui, à l'avenir, se servaient de l'autorité royale pour dévaster les pays où ils passaient, seraient punis par la perte de la vue. Il y eut aussi quelques disputes entre le roi et l'archevêque Anselme, relativement aux affaires de l'Église. Après plusieurs difficultés, Henri consentit enfin à renoncer au droit d'accorder des investitures ecclésiastiques, et il se contenta de recevoir l'hommage des évêques pour leurs possessions et leurs privilèges temporels. Le mariage des prêtres fut aboli; il fut défendu aux laïcs de se marier au septième degré, et l'on supprima également la mode de porter les cheveux longs, ce que le clergé blâmait hautement.

Ces différents réglemens servirent à occuper Henri pendant la paix; mais les inquiétudes continuelles que lui donnait le mécontentement de ses sujets normands, et ses craintes relativement à la succession, ne lui permirent pas de vivre long-temps dans le repos. Il voulait empêcher son neveu Guillaume, fils de Robert, de lui succéder, et, dans ce but, il s'efforçait, par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, d'assurer la succession à Guillaume, son propre fils.

Celui de Robert n'avait que six ans lorsqu'il fut remis aux soins

d'Hélie de Saint-Saen, gentilhomme plein d'honneur, qui s'acquitta des devoirs de sa charge avec une fidélité rare dans ce siècle de barbarie. Il pénétra les intentions de Henri, et certain qu'il cherchait à s'emparer du prince son pupille, il prit la fuite et conduisit le jeune Robert à la cour de Foulques, comte d'Anjou, qui lui accorda sa protection. Le noble fugitif, errant de cour en cour, parvint à échapper aux artifices d'un oncle puissant et redoutable, qui ne négligea rien pour s'emparer de lui, soit par la douceur, soit par les menaces. Louis VII, roi de France, prit part à cette querelle, et embrassa la cause du jeune prince, en faveur duquel il chercha à intéresser le pape; mais, n'ayant pu réussir, il résolut d'arracher par la force des armes ce qu'il n'avait pu obtenir par la voie des négociations. La guerre fut déclarée entre lui et Henri; plusieurs batailles furent livrées, mais aucune ne fut suivie de conséquences décisives.

Dans l'une de ces batailles, qui eut lieu à Noyon, — An de J.-C. 1119 — ville que Louis avait projeté de surprendre, la valeur de l'oncle et du neveu se signala d'une manière également remarquable. Le jeune prince Guillaume, qui avait hérité de toute la bravoure de son père, chargea l'avant-garde de l'armée anglaise avec une telle impétuosité, qu'elle retomba sur le corps principal, commandé par le roi lui-même, dont les efforts parurent d'abord loin de répondre à une attaque aussi vigoureuse. Dans un moment où, réunissant tout son courage, il tâchait de repousser le torrent de l'ennemi, qui venait de fondre sur lui avec tant de fureur, un chevalier normand, nommé Guillaume Crispin, lui déchargea sur la tête deux coups de sabre si terribles, que son casque fut ouvert, et qu'il fut blessé grièvement. Le roi, transporté de fureur à la vue de son sang qui coulait sur son visage, rendit le coup avec une telle force, que son adversaire fut renversé et fait prisonnier. Cette action décida la victoire en faveur des Anglais, qui poursuivirent les Français et en firent un horrible carnage. Les deux monarques finirent par un accommodement dans lequel les intérêts du jeune Guillaume furent entièrement négligés.

Depuis ce moment jusqu'à celui de la mort de ce vaillant jeune homme, qui arriva huit ans après, il fit tous ses efforts pour rentrer dans la possession des états auxquels il avait des droits héréditaires si justes et si fondés, et ne négligea aucun moyen de faire valoir ses droits, mais malheureusement il manqua des ressources nécessaires pour réussir.

La fortune semblait alors sourire à Henri et lui réserver une prospérité durable. Il possédait deux états puissants, et son fils Guillaume, qui était celui de ses enfants qu'il aimait le plus tendrement, était reconnu alors pour l'héritier légitime de tous ses états. Sa fille Mathilde, âgée de huit ans, et déjà mariée à Henri V, empereur d'Allemagne, était partie pour cette cour, afin d'y être élevée. Tout paraissait donc promettre au roi d'Angleterre l'avenir le plus heureux, lorsque tout-à-coup cette brillante perspective fut obscurcie par des malheurs imprévus, qui répandirent la douleur et le deuil sur le reste de sa vie.

Le peu de difficultés que le roi avait eu à usurper la couronne lui faisait craindre que ses descendants ne fussent supplantés à leur tour avec la même facilité, il prit la résolution de faire reconnaître, dans tous les états de l'Angleterre, son fils pour son successeur. En conséquence, il le conduisit d'abord en Normandie, pour qu'il reçût l'hommage des barons de ce duché. Après cette cérémonie, il revint triomphant en Angleterre, ramenant avec lui une suite nombreuse, composée de la principale noblesse. Son fils et plusieurs jeunes gentilshommes compagnons de ses plaisirs étaient ensemble dans un des vaisseaux de la flotte. Le roi, qui avait mis à la voile à Barfleur, fut poussé par un vent favorable, et perdit bientôt de vue la terre, mais le prince avait été retenu par quelque incident imprévu, et pendant ce temps ses matelots et le capitaine, nommé Fitz-Stephen, occupés à boire, se mirent tellement hors de raison, que lorsqu'ils furent en mer ils se dirigèrent sur la pointe d'un rocher où le vaisseau fut mis en pièces. Le prince, qui avait sauté dans la chaloupe, aurait pu se sauver s'il n'avait été rappelé par les cris de Maude, sa sœur naturelle; oubliant alors le danger qu'il allait courir, et ne pouvant se déterminer à laisser périr une personne si chère sans essayer de la secourir, il ordonna aux matelots de ramer de nouveau vers le navire, et de tout faire pour arracher sa sœur à une mort certaine. La vue de la chaloupe donnant à ceux qui étaient restés sur le vaisseau l'espoir de conserver la vie, ils s'y jetèrent en foule et la firent couler à fond. Plus de cent quarante jeunes seigneurs des premières maisons d'Angleterre et de Normandie périrent avec l'infortuné Guillaume. Le seul qui eut le bonheur d'échapper à la mort fut un boucher de Rouen, qui s'était attaché au mât du vaisseau : il fut sauvé le lendemain matin par quelques pêcheurs.

Le capitaine du vaisseau apercevant le boucher, qui, ballotté par les vagues, luttait entre la mort et la vie, s'efforça de nager vers lui, et lui demanda si le prince était sauvé. En apprenant qu'il avait péri, ce brave homme fut saisi de désespoir : « Je ne lui survivrai pas, » s'écria-t-il; et, se plongeant au fond de la mer, il disparut pour jamais.

Les cris des infortunés qui périssaient parvinrent jusqu'au rivage, et même jusqu'au vaisseau du roi; il ignora d'abord son malheur, et conserva pendant trois jours l'espoir que son fils avait été jeté dans quelque port éloigné de l'Angleterre; mais enfin il apprit l'affreuse vérité; la douleur qu'il éprouva lui fit perdre connaissance, et depuis cet instant funeste, jusqu'à celui de sa mort, jamais le sourire ne reparut sur ses lèvres.

Le reste de la vie de ce prince n'a rien d'intéressant. Tous ses projets ambitieux étaient alors satisfaits, et il paraissait plus désireux de repos que de conquêtes. Cependant il retrouva son activité ordinaire lorsque sa fille Mathilde fut devenue veuve par la mort de l'empereur d'Allemagne. Il la maria en secondes noces à Geoffroy Plantagenet¹, fils aîné du comte d'Anjou, et s'occupa avec ardeur de lui assurer sa succession, en obligeant ses barons à la reconnaître pour l'héritière de tous ses états.

Quelque temps après, cette princesse accoucha d'un fils qui reçut le nom de Henri, et le roi, afin de mieux assurer encore la couronne à Mathilde, força toute la noblesse d'Angleterre et de Normandie à lui renouveler le serment de fidélité. Bien que les barons parussent alors assez disposés à promettre ce que le monarque exigeait d'eux, ils ne tinrent néanmoins leur parole que tant qu'ils y furent forcés².

Henri ne survécut pas long-temps à ces derniers arrangements. Il tomba subitement malade pour avoir trop mangé de lamproie, poisson qu'il aimait extrêmement, et mourut à Saint-Denis, petite ville de Normandie où il était alors. Il était dans sa soixante-huitième année, et dans la trente-sixième de son règne. Sa fille Mathilde resta par son testament seule héritière de tous ses états. — An de J.-C. 1135, 14^e décembre.

¹ *Plante-Genest*, à cause de l'habitude qu'il avait de mettre une branche de genêt fleuri à son chaperon.

Aug. THIERRY.

² Les seigneurs alors étaient toujours prêts à jurer ce que le roi leur ordonnait; mais ils ne l'observaient que jusqu'à sa mort. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Si nous considérons le caractère de Henri avec impartialité, nous reconnaitrons que ce prince fut plus fait pour être admiré que pour être aimé. Sans doute il fut doué d'une sagesse et d'une valeur qui durent assurer les succès de ses armes; mais on ne peut s'empêcher de trouver ces succès révoltants, en songeant à l'infortuné Robert et à sa captivité. La figure de Henri était d'une beauté mâle, son air gracieux; ses manières étaient engageantes, ses yeux brillants, sereins, et son regard pénétrant. Ses connaissances en littérature lui avaient acquis le surnom de Beau-Clerc, ou le Savant. Telle était son éloquence et l'art avec lequel il savait persuader, que le pape, après une conférence qu'il eut avec lui, devint, dit-on, l'un de ses plus chauds admirateurs, et assura qu'il méritait la préférence sur tous les autres princes de l'Europe. Il aima passionnément les femmes, et laissa une nombreuse quantité d'enfants naturels. La chasse était un de ses plaisirs favoris, et c'est pour le satisfaire qu'il agrandit les forêts qui, sous les règnes précédents, avaient été consacrées à cet amusement. Sa justice sévère approchait souvent de la cruauté. Le vol, sous son règne, fut regardé pour la première fois comme crime capital. Les faux-monnayeurs étaient punis par la mort ou la mutilation. Le premier acte de sa puissance fut d'accorder à la ville de Londres une charte et des privilèges, et c'est de cette première concession que l'on peut dater l'origine de la liberté anglaise¹.

¹ Le pouvoir des barons et du clergé s'accrut beaucoup sous ce règne. Chaque seigneur était un petit tyran. Ce fut pour se maintenir dans leur puissance que les seigneurs se choisirent un roi qui fut le sceptre de leurs mains. Ils élurent Étienne, et quant au serment de fidélité fait à Mathilde, les évêques lui donnèrent ample absolution. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)



CHAPITRE VIII.

ÉTIENNE.

De l'année 1145 à l'année 1157.

Parmi tous les moyens mis en usage sous le feu roi pour assurer la couronne à sa postérité, l'élévation de ses proches parents avait été regardée par lui comme une des mesures les plus politiques et les plus sûres. Robert et ses partisans étaient les seuls adversaires qu'il eût à craindre, et nul autre désormais ne pouvait lui disputer le trône. Dans le dessein d'affermir sa puissance, il fut donc d'une libéralité sans bornes pour les enfants de sa sœur Adela, qui avait été mariée au comte de Blois; comptant sur leur dévouement et leur reconnaissance, et ne doutant pas qu'ils ne fussent prêts à le défendre contre les tentatives de son frère, il résolut de les combler des faveurs de la fortune, convaincu d'ailleurs qu'ils étaient placés à une trop grande distance du trône pour nourrir l'espoir secret d'y monter un jour. Il avait donc, quelques années avant sa mort, engagé Étienne et Henri, les deux plus jeunes fils de sa sœur, à venir en Angleterre, où il les avait reçus avec les plus grandes marques de considération et l'affection la plus tendre. Il avait marié Étienne à la fille d'Eustache, comte de Boulogne, dont elle était l'unique héritière, et cette alliance avait rendu son neveu possesseur d'une immense fortune. Il lui avait accordé en outre les biens considérables qui avaient appartenu autrefois à Robert Mallet, en Angleterre, ainsi que ceux du comte de Moragne en Normandie.

Henri, son frère, eut sa part des faveurs du roi; il fut nommé abbé de Glastonbury et évêque de Winchester.

Étienne et Henri devinrent ainsi les seigneurs les plus puissants du royaume. Mais de pareilles richesses et un si grand pouvoir ne tardèrent pas à devenir un vil aiguillon pour l'ambitieux Étienne qui, convaincu d'ailleurs de sa supériorité et encouragé par la facilité avec laquelle son oncle avait usurpé le trône, résolut de se lancer hardiment dans la même carrière, et osa prétendre à la couronne. Dans ce but, il avait, pendant la vie du roi, mis tous ses soins à gagner l'affection du peuple et celle de la noblesse anglaise. Effectivement, sa bravoure et son activité lui avaient acquis l'estime des barons; sa générosité et son adroite popularité lui avaient obtenu l'amour de tous.

La mort du roi ne fut pas plus tôt connue, qu'Étienne, convaincu de son pouvoir et de son influence, entreprit de s'assurer la possession de ce qu'il désirait depuis si long-temps. Il se hâta de quitter la Normandie, s'embarqua pour l'Angleterre et aborda à Douvres; mais les habitants de cette ville, informés de ses intentions, lui fermèrent leurs portes et refusèrent de le recevoir. Il se rendit aussitôt à Cantorbéry où il fut traité avec aussi peu d'égards; mais il ne se déconçut point, et poursuivant sa route, il arriva à Londres où il fut sur-le-champ salué roi par la basse classe du peuple.

Sûr de la populace, il songea à s'emparer de l'esprit du clergé. L'évêque de Winchester, son frère, fit usage en cette conjoncture de toute son influence, et ses efforts obtinrent bientôt un succès complet. L'archevêque de Cantorbéry, qui avait prêté serment de fidélité à Mathilde, parut résister un moment; mais Hugues Bigot, grand-maitre de la maison du roi, ayant affirmé par serment que Henri I^{er} avait exprimé le désir que son neveu fût reconnu pour son héritier, l'archevêque n'hésita plus, et le sacra sans aucun scrupule.

Étienne devint ainsi roi d'Angleterre par une de ces révolutions subites qui sont ordinaires chez les nations plongées dans la barbarie. Le peuple séduit par l'affabilité d'Étienne, l'agréa sans peine pour son souverain; le clergé, influencé par les intrigues de l'évêque de Winchester, se soumit également, et les nobles, à leur tour, consentirent à reconnaître ses droits, quelque bien faibles, et à favoriser ses prétentions, dans l'espoir d'agrandir leur puissance et leurs richesses.

Les premiers actes d'un usurpateur sont toujours populaires. Étienne, pour affermir son trône chancelant, donna une chartre et accorda

plusieurs privilèges aux différents ordres de l'état; il permit à la noblesse de chasser dans les forêts royales; il distribua au clergé tous les bénéfices vacants, et afin d'achever de gagner le peuple¹, il rétablit les lois d'Édouard le Confesseur. Il s'empara ensuite du trésor royal qui était à Winchester, et dont une grande partie servit à faire ratifier son nouveau titre par le pape.

Mais un trône usurpé de cette manière ne pouvait se maintenir que par des concessions sans bornes. La noblesse et le clergé devenaient plus exigeants de jour en jour. Les barons réclamaient pour récompense de leur soumission, le droit de fortifier leurs châteaux, et bientôt ils se mirent en état de défense. Le roi, n'osant leur résister dans la crainte de les irriter contre lui, fut forcé de consentir à leurs demandes, quelque effrayantes qu'elles fussent pour son autorité. Le clergé ne tarda point à imiter un exemple aussi pernicieux, et en très-peu de temps, toute l'Angleterre fut remplie de forteresses indépendantes, où les nobles établirent des garnisons composées de leurs vassaux ou de vagabonds mercenaires venus du continent. Rien ne pourrait donner une juste idée de la misère où le royaume fut réduit à cette époque terrible d'aristocratie. L'entretien de ces nouvelles troupes était devenu une source intarissable de rapines et de brigandages dont le peuple était continuellement la victime; l'animosité secrète des nobles entre eux allumait de tous côtés des guerres perpétuelles. La construction d'un château-fort obligeait immédiatement les barons voisins à en bâtir un autre, et toute l'Angleterre ne fut bientôt plus qu'un théâtre de tyrannies et d'hostilités². Vainement une victoire obtenue par le roi sur les Écossais, à Northallerton, — An de J.-C. 1138 — parut apaiser un moment les murmures du peuple; sa misère était arrivée à un trop haut point, pour que des succès de cette nature, quelque brillants qu'ils fussent, la fissent oublier; et le roi, qui n'avait obtenu la couronne que par usurpation, fut obligé de

¹ Il faut entendre par ce mot les classes privilégiées.

G. Y.

² De toutes les calamités qui peuvent affliger un royaume, la plus grande est sans doute un pouvoir despotique dans les mains de tous les seigneurs. La tyrannie d'un monarque ne tombe jamais que sur le cercle étroit de ceux qui l'environnent; mais le gouvernement arbitraire d'une infinité de tyrans subalternes étend sa verge de fer même sur les dernières classes du peuple, qui ne peuvent encore espérer de justice. Enfin les barons maintenaient leurs privilèges, le clergé ses immunités; mais le peuple était esclave. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

tolérer dans les autres cette même injustice qui lui avait servi à s'élever jusqu'au trône.

De nouveaux abus vinrent bientôt ajouter aux malheurs du peuple et remplir tout le royaume de plaintes et de mécontentements. Les barons ecclésiastiques, qui avaient élevé leur pouvoir sur les ruines de l'autorité royale, commençaient aussi, à l'exemple des barons séculiers, à bâtir des châteaux et à entretenir des garnisons, convaincus que leurs privilèges sacrés seraient plus implicitement respectés lorsqu'ils auraient accru leur pouvoir temporel. Étienne, qui s'apercevait enfin, mais trop tard, des conséquences dangereuses d'un si grand nombre de forteresses, résolut de détruire d'abord celles du clergé, que son état semblait devoir éloigner des occupations de la guerre. Sous le prétexte d'une querelle qui s'était élevée entre les gens de l'évêque de Salisbury et ceux du comte de Bretagne, le roi fit arrêter le prélat et l'obligea, ainsi que l'évêque de Lincoln, à lui remettre les châteaux-forts que tous deux avaient élevés depuis peu.

Le corps entier du clergé considéra cette mesure comme une violation de la charte qu'Étienne avait accordée à son avènement au trône, et il fit éclater de violents murmures contre cette infraction; son frère même, l'évêque de Winchester, défendit les privilèges de l'Église que, selon lui, on attaquait si ouvertement, et l'on assembla un synode où les prélats offensés se récrièrent hautement contre l'outrage du roi qui, au lieu de répondre en personne, envoya un de ses barons pour plaider sa cause et menacer ses accusateurs.

Ce fut dans ce moment critique pour les intérêts d'Étienne, que le bruit se répandit de l'arrivée de Mathilde en Angleterre, et de la résolution où elle était de le déposséder de la couronne.

Mathilde, qui était en Normandie, lors de la mort du feu roi, s'était trouvée dans l'impossibilité de s'opposer aux succès rapides de son rival; ses efforts n'avaient pas été plus heureux sur le continent que dans sa patrie, et les barons normands, qui craignaient de voir la Normandie séparée de l'Angleterre, s'étaient presque généralement déclarés en faveur d'Étienne et l'avaient mis en possession du gouvernement. Geoffroy lui-même, l'époux de Mathilde, avait renoncé à ses droits sous la condition qu'il recevrait une pension du roi. Il n'eut pas plus tôt consenti à cet arrangement qu'il le regretta, et qu'une circonstance vint le pousser à faire valoir de nouveau les droits de sa femme; ce fut le zèle de Robert, comte de Gloucester, fils naturel du

feu roi, gentilhomme qui, dès le commencement, s'était opposé à l'avènement d'Étienne au trône, et qui, depuis, avait toujours attendu l'occasion favorable de se déclarer contre lui. Ce baron plein de haine, ayant formé avec ses partisans le projet d'une insurrection, s'était retiré sur le continent à la cour de Mathilde, et là il envoya au roi un défi, en lui déclarant fièrement qu'il cessait dès ce moment de se regarder comme son sujet, ce qu'il ne tarda point à lui prouver en soutenant authentiquement les prétentions de Mathilde : il la suivit en Angleterre et aborda avec elle sur la côte de Sussex.

Cette princesse, suivie seulement de cent quarante chevaliers, se réfugia au château d'Arundel, et la justice de ses droits ne tarda pas à amener de si nombreux partisans, que ses forces se trouvèrent bientôt supérieures à celles de son adversaire. — An de J.-C. 1139.

Étienne, informé de son arrivée, se hâta d'aller assiéger le château d'Arundel où elle était secrètement protégée par la reine douairière. Cette forteresse, beaucoup trop faible pour soutenir une longue défense, n'aurait pu résister long-temps, si l'on n'avait représenté au roi qu'il ne pouvait, sans violer le respect dû à la reine douairière, prendre de force un château qui lui appartenait. Malgré la barbarie de ce siècle, il existait un esprit de générosité chevaleresque qui l'emportait dans beaucoup de circonstances, Étienne permit à Mathilde de se retirer à Bristol, où elle fut conduite en sûreté.

Il serait fatigant de rapporter les nombreuses actions qui eurent lieu de part et d'autre relativement aux prétentions respectives des deux partis ; qu'il suffise de savoir que les forces de Mathilde augmentaient de jour en jour, tandis que le pouvoir de son adversaire semblait diminuer à chaque instant. Les troupes d'Étienne étaient en général composées d'étrangers mercenaires, plus habitués au pillage qu'aux conquêtes, et commandés par des barons turbulents.

Dans cet état de fluctuation, le royaume penchait vers sa ruine, et chacun prétendait à la victoire. Les châteaux de la noblesse étaient devenus les réceptacles de brigands audacieux qui, sous le prétexte de leur dévouement à la cause qu'ils avaient embrassée, pillaient et dévastaient impunément. Les terres restèrent bientôt sans culture, les instruments de labourage furent brisés ou abandonnés, et une horrible famine, résultat inévitable de ce désordre général, vint accabler à la fois les oppresseurs et les opprimés.

Après un nombre infini de batailles inutiles qui aggravaient encore

les malheurs du royaume, une victoire remportée par les troupes de Mathilde fit entrevoir enfin le terme de cette longue querelle. Tandis qu'Étienne marchait au secours de la ville de Lincoln, le comte de Gloucester accourut de son côté avec un corps de troupes, afin de seconder les efforts des assiégés. Les deux armées se livrèrent un combat terrible; — An de J.-C. 1141 — et après un choc violent, les ailes de l'armée royale, qui étaient composées de cavalerie, furent mises en fuite, et l'infanterie suivant cet exemple, abandonna bientôt Étienne. Toute la race de Guillaume le Conquérant était douée de bravoure. Étienne, abandonné des siens et assailli par le nombre, combattit seul à pied au milieu des ennemis, et pendant long-temps résista, avec une intrépidité étonnante, à leurs efforts réunis. Sa hache d'armes s'étant brisée, il tira son épée et se défendit vaillamment contre ceux qui l'environnaient de toutes parts. Après avoir résisté avec une bravoure au-dessus de ce qu'on devait attendre d'un seul homme, il fut forcé de se rendre prisonnier. On le conduisit à Gloucester, où d'abord il fut traité avec respect; mais peu de temps après, sur quelques soupçons, il fut mis en prison et chargé de fers.

Étienne et son parti parurent alors entièrement abattus, et Mathilde fut mise en possession de ses droits que l'on reconnut comme incontestables. Dès ce moment elle fut légitime souveraine, et de tous côtés les barons s'empressèrent de venir lui rendre hommage. L'évêque de Winchester lui-même, qui avait abandonné la cause de son frère pour embrasser la sienne, reconnut la justice de ses prétentions, et la conduisit en procession jusque dans la cathédrale, où il lui donna sa bénédiction de la manière la plus solennelle. L'archevêque de Cantorbéry lui prêta également le serment de fidélité, et peu de temps après, un conseil ecclésiastique, auquel aucun laïc ne fut admis, à l'exception des députés de la ville de Londres, s'assembla et reconnut les droits de Mathilde. Elle fut ensuite couronnée à Winchester avec toute la pompe possible.

Une couronne acquise à de si justes titres semblait inébranlable assurément; mais telle est l'incertitude des choses humaines, et telles furent les conséquences du pouvoir extrême acquis par les barons, que Mathilde resta bien peu de temps en possession du trône. Cette princesse, outre le désavantage de son sexe qui affaiblissait son influence sur un peuple belliqueux, était déterminée à réprimer la puissance de la noblesse qui ne lui avait laissé qu'une ombre d'autorité;

mais comme elle n'avait ni un caractère assez ferme, ni assez de politique pour mettre ses projets à exécution, elle ne fit que rebuter par son orgueil ceux dont l'appui lui avait été nécessaire pour monter sur le trône.

Elle commença par repousser la prière qui lui fut faite de rendre la liberté à Étienne, et rejeta hautement la requête des habitants de Londres qui la suppliaient d'adoucir la sévérité des lois normandes et de rétablir celles d'Édouard le Confesseur; elle affecta de traiter les nobles avec un mépris dont ils avaient perdu l'habitude depuis long-temps, et bientôt la nation inconstante commença à regretter le roi qu'elle avait expulsé, et à se repentir des démarches qu'elle avait faites en faveur de Mathilde. L'évêque de Winchester, qui peut-être n'avait jamais été son partisan sincère, ne négligea aucun moyen d'irriter les mécontents et de fomentier l'esprit de sédition; et lorsqu'il fut certain que le peuple était disposé à une révolte, il envoya un parti composé de ses amis et de ses vassaux, pour bloquer la ville de Londres où la reine faisait sa résidence; on prit en même temps des mesures promptes pour exciter le peuple à une insurrection, et on le détermina à courir s'emparer de la reine qui, avertie à temps de cette conspiration, s'enfuit à Winchester, où l'évêque son ennemi secret, s'empressa de la suivre, afin d'épier plus sûrement l'occasion de la perdre.

Le parti de l'évêque, devenu bientôt assez fort pour résister à celui de la reine, se déclara ouvertement contre elle, et l'assiégea dans la ville même où naguère elle avait reçu la bénédiction épiscopale. Elle se défendit quelque temps, mais la ville où elle était fut bientôt tellement pressée par la famine, qu'elle fut forcée de prendre la fuite, tandis que son frère, le comte de Gloucester, qui l'accompagnait, fut fait prisonnier; il finit par être échangé contre Étienne, qui cependant resta captif quelque temps encore. C'est par cette révolution subite que Mathilde fut dépossédée et obligée de chercher un refuge à Oxford. Bientôt Étienne fut de nouveau reconnu roi d'Angleterre, et tiré du cachot pour être remplacé sur le trône.

La guerre civile et toutes ses suites funestes se ranimèrent alors avec plus de fureur que jamais. Plusieurs batailles furent livrées, et les chefs des deux partis eurent recours à divers stratagèmes pour parvenir à leurs fins. Mathilde qui avait choisi pour fuir le temps où toute la campagne était couverte de neige, parvint à s'échapper d'Oxford,

vêtue de blanc et suivie de quatre cavaliers habillés de la même manière. Dans une autre circonstance, Étienne fut défait à Wilton et mis en fuite par le comte de Gloucester. Quelque temps après, Mathilde fut forcée de quitter le royaume, et la mort du comte de Gloucester, qui était l'âme de son parti, vint porter un coup fatal à ses intérêts. — An de J.-C. 1147.

Cependant la fortune ne se déclarait encore que d'une manière incertaine pour l'usurpateur. Quoique la fuite de Mathilde sur le continent le laissât libre possesseur du royaume, et quoique son frère fût investi d'une autorité supérieure parmi le clergé, Étienne n'était pas tranquille. Il voyait trop bien que les forteresses bâties par les nobles contribuaient à envenimer l'esprit d'indépendance et s'offraient pas moins de dangers que celles qui étaient restées entre les mains de l'ennemi ; aussi s'efforça-t-il de se les faire remettre ; mais cette tentative ne servit qu'à éloigner encore de lui un grand nombre de ses partisans. Le clergé, de son côté, recommença à se déclarer en faveur de ses adversaires, et le pape, irrité de ce qu'Étienne avait refusé d'envoyer des députés au concile général de Reims, mit tout le parti du roi sous l'interdit. Par cette sentence insupportable jusque alors en Angleterre, le service divin fut défendu, et toutes les fonctions de la religion cessèrent, à l'exception du baptême et de l'extrême-onction.

Dans cette situation malheureuse, chacun s'attendait encore à une révolution, lorsque la soumission d'Étienne au Saint-Siège vint suspendre pour un moment le coup funeste qui menaçait le royaume.

Jusque alors Étienne n'avait eu pour ennemis que des hommes qui, tout en soutenant les prétentions d'un autre, manquaient essentiellement de cet esprit populaire qui sait gagner les cœurs ; mais maintenant il allait entrer en lice avec un adversaire qui chaque jour devenait plus redoutable. C'était Henri, fils de Mathilde, qui venait d'atteindre sa seizième année et qui donnait le plus grand espoir de devenir un jour un vaillant guerrier et un politique consommé. Il était d'usage alors que les jeunes seigneurs reçussent l'ordre de la chevalerie avant qu'il leur fût permis de porter les armes ; Henri demanda à son oncle David, roi d'Ecosse, de remplir cette cérémonie à son égard. Dans ce dessein, et dans le but secret de ranimer le parti de sa mère, il aborda en Angleterre avec une suite nombreuse composée de chevaliers, de soldats et de nobles, tant anglais qu'étrangers. — An de J.-C. 1149 — Le prince fut armé chevalier par le roi d'Ecosse. Cette cérémonie

eut lieu à Carlisle¹, au milieu d'une foule innombrable rassemblée à cette occasion. La force, l'adresse dans les exercices militaires et surtout la jeunesse du prince, excitèrent un enthousiasme général, et chacun désira secrètement une révolution en sa faveur.

Aussitôt son retour en Normandie, il fut, du consentement de sa mère, investi de ce même duché qui pendant quelque temps s'était révolté contre elle. Bientôt la mort de Geoffroy Plantagenet, son père, le mit en possession de ses états, et, peu de temps après, son pouvoir s'augmenta encore par son alliance avec Éléonore, fille et héritière du duc de Guyenne et de Poitou, ce qui ajouta à ses domaines un territoire immense.

Henri, devenu puissant, résolut de réclamer son héritage et de disputer à Étienne le trône qu'il avait usurpé. Certain d'avance que la majorité du peuple était pour lui, il fit une invasion en Angleterre, — An de J.-C. 1153 — où bientôt la plus grande partie des barons du royaume vinrent se joindre à lui. L'hiver, au milieu duquel on était alors, n'interrompit point l'exécution de ses projets; il vint assiéger Malmesbury, qu'il prit après avoir défait un corps d'ennemis qui avait essayé de s'opposer à sa marche; peu après Reading et plus de trente autres forteresses se soumirent à lui sans résistance.

Étienne, effrayé du pouvoir et de l'influence de son jeune rival, faisait tout son possible pour s'opposer à ses desseins et pour défendre une couronne dont Henri paraissait rechercher l'héritage avec tant d'ardeur. Il avait convoqué un conseil à Londres, où il avait proposé son successeur qu'il voulait associer à son gouvernement : c'était son fils Eustache, prince faible et dépourvu de mérite. Étienne alla même jusqu'à exprimer le désir de le faire couronner sur-le-champ; mais le refus de l'archevêque de Cantorbéry lui fit éprouver une mortification extrême; mais ce n'était pas le temps d'écouter son ressentiment et de s'occuper de vengeance, quand son rival s'avancait à si grands pas vers le trône; effrayé de ses progrès rapides, il se hâta de voler à sa rencontre, afin de secourir Wallingford, que Henri assiégeait en ce moment. Dès qu'il fut à portée de la ville, et qu'il eut fait reposer ses troupes, il se disposa à combattre. Les deux armées, placées à un quart de mille l'une de l'autre, restèrent quelque temps dans cette situation douteuse où l'on s'attend chaque jour à une action décisive.

¹ Capitale du comté de Cumberland.

L'interposition de Guillaume, comte d'Arundel, mit un terme à cette incertitude, et la querelle s'apaisa sans qu'il y eût de sang répandu ni d'un côté ni de l'autre.

La mort du fils aîné d'Étienne, qui arriva pendant ce traité, décida enfin la question. Il fut convenu des deux côtés qu'Étienne continuerait à régner pendant le reste de sa vie, et que la justice serait administrée en son nom; mais qu'à sa mort, Henri lui succéderait, et que Guillaume, autre fils d'Étienne, hériterait de Boulogne et de toutes ses possessions patrimoniales. Après que tous les barons eurent consenti à cet accommodement qui satisfaisait le royaume entier, Henri évacua l'Angleterre, et le roi Étienne reprit la jouissance paisible de son trône; mais son règne ne fut pas de longue durée; il mourut à Cantorbéry ou aux environs, après cette affaire, — An de J.-C. 1154, 25 octobre — et il fut enterré à l'abbaye de Feversham, à deux lieues de Cantorbéry.

La réputation d'un souverain dépend presque toujours de sa bonne ou mauvaise fortune. Aucun des projets d'Étienne ne fut suivi de succès, si ce n'est celui qui le conduisit au trône; ses vertus et ses défauts se contrebalançaient tellement, que l'opinion sur lui doit rester douteuse. Si on juge ses qualités d'après le bonheur qui fut le partage de ses sujets, elles paraîtront bien faibles, car l'Angleterre ne fut jamais dans une situation plus misérable que sous son règne. Mais si l'on considère ce prince d'après sa conduite privée, peu de monarques méritent plus d'éloges. Actif, généreux et brave, il eut un but constant, celui de détruire l'affreuse aristocratie qui opprimait le peuple; mais toute l'habileté d'un chef, quelque politique et quelque courageux qu'il fût, ne pouvait suffire alors pour extirper un vice aussi profondément enraciné et protégé si puissamment. Les fautes de ce monarque proviennent donc bien moins de lui que de l'influence des temps et de l'esprit indomptable du peuple qu'il gouvernait; et en résumé, il fut doué de qualités et de vertus réelles, qui auraient pu faire le bonheur de ses sujets, s'il n'eût régné à une époque funeste de troubles et de guerres intestines dont la nation fut continuellement victime.



CHAPITRE IX.

HENRI II PLANTAGENET.

De l'année 1154 à l'année 1189.

Jusqu'ici nous avons vu les barons et le clergé, s'enrichissant des dépouilles de la majesté royale, agrandir leur pouvoir en proportion de la dépendance du monarque et de la faiblesse de ses titres; mais Henri Plantagenet pouvait maintenant, par ses droits héréditaires, sa puissance, son mérite personnel et l'assentiment général, prétendre au trône et au maintien de toutes les prérogatives de la royauté¹. Il était occupé à assiéger la forteresse de l'un de ses barons mutins, lorsqu'il reçut la nouvelle de la mort d'Étienne. Sûr de la légitimité de ses droits à la couronne d'Angleterre, il ne crut pas devoir abandonner son entreprise, et il continua à faire le siège de cette place qu'il réduisit en peu de temps. Il s'embarqua ensuite pour l'Angleterre, où il fut reçu aux acclamations du peuple entier qui, fatigué des concurrences orageuses dont il souffrait depuis si long-temps, accueillit avec transport un roi légitime, conciliant tous les partis et rétablissant enfin l'ordre et la tranquillité dans le royaume.

¹ Le droit héréditaire, et en même temps le consentement universel de la nation, seuls titres qui puissent fixer un monarque sur le trône. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Le premier acte de pouvoir de ce prince fut pour ses sujets un heureux présage de son gouvernement. Certain de sa force, il commença par corriger un grand nombre d'abus et par se remettre en possession des privilèges que la faiblesse et la crédulité de ses prédécesseurs avaient laissé enlever au trône. Il renvoya promptement toutes ces troupes mercenaires qui commettaient depuis long-temps dans le royaume un nombre infini de désordres. Il ordonna que toutes les forteresses qui avaient été élevées depuis la mort de Henri I^{er} fussent démolies, à l'exception de quelques-unes qu'il trouva propres à contribuer à la sûreté du royaume et dont il s'empara dans ce but. Il régla la valeur de l'argent, et la monnaie altérée fut retirée de la circulation. Il reprit plusieurs des bénéfices qui avaient été accordés aux églises et aux monastères sous les règnes précédents. Il donna à différentes villes des chartes par lesquelles la liberté et les privilèges des citoyens étaient indépendants de toute autorité, excepté celle du roi. Ces chartes furent le fondement de la liberté anglaise. Les débats qui avaient eu lieu quelque temps avant sur la question de savoir, si le roi, plutôt que les barons ou le clergé, devait avoir un pouvoir despotique sur le peuple, se reproduisirent alors sous un nouvel aspect, et une quatrième classe prise parmi les opulents du peuple eut droit de prétendre dès ce moment à l'administration du royaume. C'est ainsi qu'une première atteinte fut portée au gouvernement féodal, et que la liberté commença à se développer parmi toute la nation anglaise.

Dès les premiers instants de ce règne fortuné, l'Angleterre commença enfin à respirer en paix; l'agriculture reparut, et chacun se ressentit des heureux effets de l'administration du jeune monarque. Quelques barons humiliés excitèrent cependant de légères insurrections; mais elles ne tardèrent pas à être réprimées, et les rebelles furent forcés de rentrer dans les limites du devoir. Il y eut également plusieurs incursions de la part des Gallois qui furent obligés de se soumettre et de retourner dans leurs montagnes. L'ordre et la tranquillité régnèrent enfin dans tout le royaume, et Henri, bien assuré que sa présence n'était plus nécessaire pour contenir les mutins, se détermina à faire une expédition sur le continent, où le mauvais état de ses affaires l'appelait alors.

Comme les événements qui eurent lieu sur cet autre théâtre ne doivent tenir ici qu'une très-petite place, il suffira de dire que la valeur et la prudence de Henri secondèrent tellement son ambition,

qu'il agrandit considérablement ses états, et que bientôt il se trouva maître du tiers de la monarchie française, tant par son mariage que par ses droits héréditaires. Il tenait de son père l'Anjou et la Touraine, de sa mère la Normandie et le Maine, et de sa femme la Guyenne, le Poitou, la Saintonge, l'Auvergne, le Périgord, l'Angoumois et le Limousin. Peu de temps après, il ajouta la Bretagne à toutes ses nombreuses possessions, en mariant son fils encore enfant à l'héritière de ce duché, qui n'était également qu'une enfant; et, sous le prétexte d'être le tuteur de son fils, il s'empara de cette province. Louis le Jeune, roi de France, essaya vainement d'opposer son pouvoir mal affermi aux entreprises ambitieuses de Henri; plusieurs engagements qui eurent lieu entre ces deux princes ne furent suivis d'aucun effet. Ils consentirent enfin à une cessation de guerre, et bientôt la paix fut conclue entre eux par la médiation du pape.

Henri, devenu ainsi le prince le plus puissant de l'Europe, le souverain légitime de l'Angleterre, le possesseur d'une partie de la France, et le maître absolu des barons orgueilleux qui avaient tenté de restreindre son pouvoir, s'attendait à régner désormais sans opposition; mais les choses tournèrent autrement qu'il ne s'y était attendu, et il eut bien des peines à soumettre un ordre dont il avait été loin de prévoir la résistance.

L'influence temporelle du clergé était arrivée alors à un tel point, qu'elle tendait à annuler l'autorité du souverain lui-même. Non seulement les ecclésiastiques se prétendaient exempts des taxes ordinaires de l'état, mais ils voulaient encore être à l'abri de tout châtiement. Pendant les troubles du règne précédent, ils avaient extorqué un privilège qui les rendait indépendants de toute autorité, excepté celle de l'Église, et ils s'efforçaient de maintenir cette prérogative dans toute sa force. On peut aisément supposer qu'une loi qui mettait ainsi leurs crimes à couvert ne pouvait manquer d'en accroître le nombre; aussi l'histoire rapporte-t-elle que, sous les premiers temps du règne de Henri II, cent meurtres furent commis par des ecclésiastiques, sans qu'aucun des coupables reçût la juste punition de son crime¹. Les évêques, au contraire, semblaient se glorifier d'une immunité qui les mettait hors de l'atteinte de la justice.

L'âge respectable, le caractère modéré de Théobald, archevêque

¹ Aucun de ces assassinats ne fut puni, pas même de la dégradation. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

de Cantorbéry, et plus que tout le reste, son refus méritoire de couronner Eustache, fils d'Étienne, avaient prévenu Henri en sa faveur, et l'avaient empêché, pendant la vie de ce prélat, de faire aucune tentative pour réprimer les vices de son clergé; mais dès que l'archevêque fut mort, il s'occupa avec ardeur d'un projet qu'il n'avait fait que différer. Dans ce dessein, et afin de rencontrer moins d'opposition parmi les ecclésiastiques, il nomma à l'archevêché vacant Thomas Becket, sur le dévouement duquel il espérait pouvoir compter.

Ce célèbre Thomas Becket, le premier homme d'origine anglaise qui depuis Guillaume le Conquérant eût été élevé à un emploi considérable, était le fils d'un citoyen de Londres. Après avoir reçu sa première éducation dans les écoles de cette capitale, il se rendit à Paris, où il étudia quelque temps. A son retour, il obtint de l'emploi chez le shérif. C'est alors qu'il fut recommandé à l'archevêque de Cantorbéry, qui, ayant remarqué la prudence et la sagesse de sa conduite, lui accorda quelques dignités avantageuses dans l'Église. Mais Thomas, peu satisfait d'un avancement aussi modeste, se rendit propre à des emplois plus élevés. Il voyagea en Italie, et s'arrêta à Bologne, où il étudia le droit civil. Il acquit une si grande instruction, qu'à son retour il fut promu par son protecteur à l'archidiaconat de Cantorbéry, place aussi lucrative qu'honorable.

A l'avènement de Henri, il fut recommandé à ce monarque comme un sujet remarquable et digne d'avancement. Le roi, sur un plus ample examen, ayant trouvé effectivement que son esprit et ses connaissances lui donnaient droit à la plus haute confiance, l'éleva à la dignité de chancelier, la première charge civile du royaume. Les honneurs et la fortune semblèrent se réunir alors pour le combler: il fut fait prévôt de Beverley, doyen de Hastings et gouverneur de la Tour. Il fut mis en possession des honneurs d'Eye et de Berkham, et, pour rendre son élévation plus grande encore, l'éducation du prince Henri, fils et héritier du roi, lui fut confiée.

Ses dépenses ainsi que ses revenus étaient immenses. Il tenait table ouverte pour les personnes de tout rang. Le luxe de son entretien, la pompe de son cortège, la somptuosité de son ameublement et sa libéralité extrême répondaient à l'élévation de sa fortune. Ses appartements offraient un mélange singulier de l'ancienne rudesse de ce siècle et de la splendeur de sa position: l'or et l'argent y brillaient, et cependant les parquets étaient recouverts en hiver de foin ou de paille fraîche, et en été de feuilles vertes ou de joncs. Un nombre considérable de chevaliers étaient attachés à sa suite, et les principaux barons

du royaume se trouvaient honorés d'être reçus à sa table. Le roi lui-même se plaisait à partager ses amusements. Il employait cinquante-deux secrétaires à tenir un compte exact des prélatures qui étaient vacantes, ainsi que de ses propres emplois. Lorsqu'il traversait la mer, il était toujours suivi de cinq vaisseaux, et dans une ambassade dont il fut chargé à Paris, sa magnificence et celle de sa suite, qui était composée de mille personnes, étonnèrent tout le monde. Comme il n'était encore que diacre, aucun des plaisirs à la mode n'était incompatible avec son caractère. Il s'amusaient souvent à la chasse au faucon, à la chasse ordinaire, aux échecs et à la joute, jeux auxquels il avait une si grande adresse, que les chevaliers les plus exercés le redoutaient.

Sa familiarité avec le roi était telle, que l'on raconte qu'un jour, se promenant tous deux à cheval dans les rues de Londres, ils rencontrèrent un mendiant. « Ne serait-il pas juste, dit le roi en jetant les yeux sur le pauvre qui tremblait de froid, que cet homme fût vêtu chaudement dans une saison aussi rude ? — Certainement, répondit le chancelier, et vous avez raison, sire, de songer au malheur de cet infortuné. — Puisque c'est ainsi, s'écria le roi, je veux qu'il ait un vêtement à l'instant. » Et, à ces mots, il tira avec violence l'habit du chancelier, qui s'efforça de se défendre quelques instants ; mais, après une lutte dans laquelle l'un et l'autre faillirent tomber plusieurs fois, Thomas abandonna son habit, et le roi le donna sur-le-champ au mendiant, qui, loin de se douter du rang élevé de son bienfaiteur, ne fut pas peu surpris d'une aussi bonne fortune.

Telle fut l'humeur complaisante et joyeuse de Becket tant qu'il fut chancelier ; mais lorsque, contre l'avis de Mathilde, il fut pourvu à l'archevêché de Cantorbéry, sa conduite prit un aspect tout différent. Il ne fut pas plus tôt en possession de cette dignité, qu'il le rendait, pour le reste de sa vie, le second personnage du royaume, qu'il s'efforça de se revêtir du caractère de sainteté auquel sa conduite précédente avait paru si opposée. Sans consulter la volonté de son souverain, il lui renvoya les sceaux de sa charge de chancelier, en déclarant que désormais il ne pouvait se dévouer qu'à des intérêts d'une nature plus sacrée.

Quoiqu'il conservât encore la pompe et la splendeur de sa suite, il adopta pour sa propre personne, l'austérité la plus rigoureuse. Il portait sur sa peau un cilice qu'il renouvelait si rarement, qu'il était rempli de vermine. Sa nourriture habituelle était composée de pain, et sa boisson d'eau qu'il rendait encore plus désagréable par le mélange

d'herbes amères. Ses épaules étaient déchirées par l'usage fréquent de la discipline; et, chaque jour, il lavait à genoux les pieds de treize pauvres. Son extérieur offrait l'apparence de la mortification et de la tristesse; il n'y avait que ceux qui faisaient profession d'une haute piété qui fussent admis dans son intimité. Il sacrifiait enfin toutes les douceurs de la vie à l'austérité la plus sévère, et il est difficile de croire que cette apparence d'abnégation et de sainteté ne fut point un rôle long-temps préparé d'avance, et qu'il regarda réellement comme méritoires les pénitences outrées qu'il s'imposait.

Henri s'aperçut enfin, mais trop tard, du but auquel visait l'ambitieux Becket. Son empressement à se démettre de sa charge de chancelier commença à éveiller les soupçons du roi, et bientôt il acheva d'être convaincu à quel point il s'était trompé sur le caractère de cet ecclésiastique. Thomas s'était hâté, dès qu'il s'était vu archevêque, de remettre en vigueur d'anciens droits qu'il avait sur des terres qui autrefois avaient appartenu au clergé et que l'on avait cessé de faire valoir depuis Guillaume le Conquérant. Henri, il est vrai, l'emporta sur Becket et le força à se désister de plusieurs de ses prétentions; mais il ne vit que trop qu'à l'avenir il devait s'attendre à trouver dans celui qui jusque alors lui avait paru si simple et si complaisant un adversaire violent et obstiné, disposé à renverser tous les projets qu'il avait formés pour humilier le clergé.

Cependant, malgré cette opposition inattendue, Henri n'en resta pas moins déterminé à employer tous les moyens pour détruire les abus introduits parmi les ecclésiastiques, qui, sous le prétexte d'être indépendants du pouvoir séculier, se livraient de plus en plus à une licence effrénée. Sous le règne précédent, un grand nombre de fainéants et d'hommes ignares étaient entrés dans les ordres afin de jouir de l'indulgence sans bornes que l'Église accordait aux vices. Les évêques, habitués à accueillir tous ceux qui se présentaient, les avaient reçus sans peine, et ces hommes dangereux, qui n'avaient aucun bénéfice, qui n'appartenaient à aucun diocèse, et qui, par conséquent, n'étaient sujets à aucune juridiction, commettaient impunément les crimes les plus atroces.

Parmi tous les moyens que le clergé mettait en usage pour extorquer de l'argent, il avait introduit celui de vendre le pardon des péchés, et ce privilège procurait aux prêtres un revenu considérable. Ces abus, et d'autres semblables, retombaient sur le peuple, que l'on avait accoutumé à croire qu'une soumission entière aux ordres de l'État était le plus

sûr moyen de racheter ses fautes. Mais un prince d'une pénétration aussi supérieure que celle de Henri ne pouvait se laisser influencer par l'ignorance et les absurdités de son siècle. Il découvrit facilement la vérité, et il résolut, par un effort hardi, de délivrer son peuple de tous les privilèges ecclésiastiques dont il était continuellement victime.

L'occasion s'offrit bientôt de mettre à exécution son plan de réforme. Un ecclésiastique¹ avait séduit la fille d'un gentilhomme du comté de Worcester, et assassiné le père, afin de prévenir les effets de sa vengeance. L'atrocité de ce crime excita une indignation extrême parmi le peuple; le roi ordonna que l'assassin fût jugé par le magistrat civil; mais Becket s'y opposa, en alléguant les privilèges de l'Église, et il fit renfermer le criminel dans la prison de l'évêque, de peur que les officiers du roi ne s'emparassent de lui. Henri n'était pas fâché qu'il fût jugé d'abord par une cour ecclésiastique, et qu'il comparût ensuite devant un tribunal civil; mais Becket prétendit qu'il était injuste de juger un homme deux fois pour la même faute, et il appela de l'équité de ses opinions à la cour de Rome².

Henri, profitant du moment où l'Église prenait hautement le parti des plus infâmes criminels, attaqua hardiment les immunités. Il convoqua une assemblée de tous les prélats de l'Angleterre, et leur demanda que le meurtrier fût remis entre les mains de la justice, et qu'on fît une loi pour punir à l'avenir les crimes de cette espèce. Les prélats se retirèrent pour délibérer; mais, influencés par l'archevêque, ils refusèrent de livrer leur prisonnier, en se retranchant derrière les décrets du pape.

Le roi, qui voulait les forcer à mettre leur absurdité en évidence, leur demanda s'ils voulaient, oui ou non, se soumettre aux lois et aux coutumes anciennes du royaume? Ils répondirent artificieusement qu'ils y consentaient, à l'exception de ce qui concernait leur ordre. Le roi, irrité d'une réponse aussi captieuse, quitta sur-le-champ l'assemblée, et envoya à Becket l'ordre de lui remettre tous les honneurs et les châteaux qu'il avait conservés à cause de la dignité de chancelier. Dès

¹ Du diocèse de Sarum.

² Ce criminel, pour tout châtimement, fut privé de son bénéfice et confiné dans un monastère. Frappé d'horreur d'une telle injustice, le roi éclata en reproches contre Becket, qui lui répondit qu'un ecclésiastique ne pouvait être condamné à mort, et qu'un roi n'avait pas le droit de se mêler des affaires de l'Église. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

que ces biens eurent été restitués, le prélat quitta Londres sans aucun égard pour l'assemblée.

Après s'être efforcé quelque temps de surmonter le mécontentement du roi, Becket fut pourtant forcé de céder et de lui promettre sans réserve d'observer avec exactitude les lois et coutumes anciennes du royaume. Le roi, satisfait de l'avoir contraint à cette soumission, convoqua à Clarendon un conseil général composé de la noblesse et de tous les prélats, et il soumit cette grande et importante décision au conseil, dont il s'efforça d'obtenir l'assentiment. — An de J.-C. 1164.

Il semble qu'à cette époque ces assemblées furent convoquées plutôt pour donner de l'authenticité aux décrets des rois que pour établir des lois qui pussent servir de règle à leur postérité. On fit un grand nombre de réglemens qui depuis furent connus sous le titre de *Constitutions de Clarendon*; tous les articles passèrent sans opposition. Il fut convenu que les ecclésiastiques accusés de quelque crime seraient jugés à l'avenir par les cours civiles; que les laïcs ne pourraient être traduits devant les cours spirituelles, à moins qu'ils n'eussent des témoins juridiques et irréprochables; que le roi jugerait en dernier ressort toutes les causes ecclésiastiques; que les archevêques et évêques jouiraient des mêmes droits que les barons du royaume, et seraient tenus de supporter toutes les charges ordinaires aux personnes de ce rang; que les biens confisqués au profit du roi ne seraient mis à couvert ni dans les Églises, ni dans les dépendances du clergé, et que les fils des *villains*¹ ne pourraient prendre les ordres sans le consentement de leur seigneur.

Tous ces articles, et quelques autres moins importants, s'élevèrent au nombre de seize, qui furent signés par tous les évêques présents; Becket lui-même, après avoir montré d'abord de la répugnance, consentit comme les autres à donner sa signature. Il n'y avait plus que la ratification du pape qui fût nécessaire à ces réglemens; mais Henri s'était trompé à cet égard. Alexandre III, qui était alors souverain pontife, les condamna dans les termes les plus forts, les abrogea, les annula et les rejeta positivement: de seize, il ne consentit à en ratifier que six, qu'il jugea trop importants pour mériter sa censure.

Il est difficile de concevoir comment Henri supposait que le pape consentirait à ratifier des articles qui tendaient à détruire infailliblement son autorité dans le royaume. Mais on doit présumer qu'un homme du

¹ On appelait *villains* les roturiers qui habitaient les villages : *villani*.

caractère de Becket dut éprouver une mortification extrême d'avoir signé ce que le pape refusait de confirmer. Aussi donna-t-il, en cette circonstance, tous les témoignages du repentir le plus profond; il redoubla ses austérités, afin de se punir de la complaisance criminelle qu'il avait eue de céder au roi, et refusa d'officier jusqu'à ce qu'il eût obtenu l'absolution du souverain pontife.

Cet excès d'humilité de la part du prélat ne parut à Henri qu'une insulte de plus; sa première affection pour lui se changea bientôt en une haine déclarée qui s'accrut de jour en jour; et comme il cherchait tous les moyens de réduire l'autorité de l'archevêque, il sollicita le pape d'envoyer dans ses états un légat qui, par la nature de sa mission, pût avoir un pouvoir supérieur à celui du prélat. Le pape consentit promptement à cette demande, et le légat fut désigné; mais le souverain pontife avait ajouté à sa mission une clause qui était de ne rien faire qui portât préjudice à l'archevêque. Une autorité aussi limitée ne pouvait plaire au roi, ni satisfaire son but, et la commission fut renvoyée avec indignation.

Bientôt Henri eut recours à d'autres moyens pour satisfaire son ressentiment contre Becket : il le poursuivit en justice pour quelques terres dépendantes de sa primatie, et l'archevêque, retenu par une maladie, n'ayant pu se présenter, à l'appel du roi, son manque d'exactitude fut regardé comme une insulte. Un grand conseil fut convoqué à Northampton, où le prélat défendit sa cause en personne; mais il n'en fut pas moins condamné comme coupable de mépris envers la cour du roi, et comme ayant manqué à la fidélité qu'il avait jurée à son souverain. Tous ses biens et châteaux furent confisqués, et l'évêque de Winchester fut obligé de prononcer la sentence que la cour rendit contre lui.

Le roi, non content de cette première vengeance, réclama la somme de trois cents livres sterling que Becket avait touchée sur les honneurs d'Ève et de Berkham, lorsqu'il en était en possession. L'archevêque consentit à donner des sûretés pour le paiement de cette somme, plutôt que d'augmenter le courroux du roi; mais le jour suivant une autre poursuite fut commencée contre lui pour une somme de mille marcs que Henri lui avait prêtée autrefois; et enfin le roi, toujours plus irrité, fit succéder à cette dernière réclamation l'ordre de rendre compte de l'argent que Becket avait reçu et dépensé pendant tout le temps qu'il avait été chancelier. L'estimation du roi s'éleva à quarante mille marcs, et, soit que Becket ne pût présenter la balance de ses comptes, soit qu'il ne pût se procurer de sûretés, il se vit dans l'impossibilité absolue

de satisfaire à une demande aussi exorbitante. Ses amis ne furent pas d'accord dans les avis qu'ils lui donnèrent. Au milieu de ces embarras, les uns lui conseillèrent de résigner son siège, afin d'obtenir une quittance générale; d'autres furent d'avis qu'il s'en rapportât entièrement à la clémence du souverain; quelques-uns enfin lui suggérèrent d'offrir dix mille marcs pour satisfaire à toutes les demandes.

L'archevêque ne suivit aucun de ces conseils; mais, s'armant d'une intrépidité ordinaire à son caractère, il se revêtit de ses habits épiscopaux, et, se dirigeant vers le palais du roi, il pénétra dans ses appartements, tenant sa crosse élevée devant lui, comme signe de protection, ou pour intimider le monarque. Le roi, qui était enfermé dans un cabinet reculé, irrité de l'audace de Becket, fit mander les prélats et la noblesse, auxquels il se plaignit hautement de la conduite du prélat. Le conseil entier se réunit pour condamner cette preuve d'un excessif orgueil; il reprocha à l'archevêque son inconstance dans ses idées, et lui objecta qu'après avoir signé les constitutions de Clarendon, il ne devait pas être le premier à les enfreindre. Mais les menaces et les arguments du conseil furent inutiles, Becket était déterminé à résister, et il était trop tard pour chercher à ébranler ses résolutions. Il déclara de la manière la plus solennelle qu'il se mettait sous la protection du souverain pontife, et qu'il appelait à lui de toutes les peines qu'il plairait à ses juges iniques de lui infliger. Après ces mots, il quitta le palais et fit demander au roi la permission de s'éloigner de Northampton; sur le refus de Henri, ils s'échappèrent à l'aide d'un déguisement, et trouva le moyen de passer sur le continent.

Il est sans doute curieux de savoir comment un homme d'une naissance aussi obscure que Becket osait former une opposition contre un monarque aussi puissant que Henri I. L'état était à cette époque, comme il fut encore pendant quelques siècles, composé de trois pouvoirs bien distincts, ayant tous des intérêts séparés, et fort peu dépendants les uns des autres. Ces trois pouvoirs étaient celui du roi, celui des barons, et celui du clergé. Pour le peuple, considéré isolément, à peine avait-il quelque influence. Le plus récent de ces trois pouvoirs était celui du clergé, qui

¹ Quel que fût le mobile de Thomas Becket, soit l'ambition, soit l'amour de la résistance et l'entêtement, soit la conviction d'un devoir religieux, ou la conscience sourde et mal définie d'une hostilité nationale, à cette cause se joignait une autre qui valait mieux que la sienne, celle des races d'hommes asservies par les aïeux du roi, dont Becket s'était déclaré l'adversaire. Voilà ce qui relève dans l'histoire cette grande intrigue au-dessus des querelles ordinaires entre la couronne et la mitre. A. THIERRY.

parvenu à usurper ses droits qui n'étaient pas sanctionnés, s'efforçait de suppléer à ce défaut par une popularité artificieuse; aussi eut-il soin de rattacher sa cause celle du peuple, qui, jusque alors, avait été considéré comme indigne de faire partie de la nation constituée. Le clergé acquit par là une force qui fut souvent beaucoup trop puissante pour les autres ordres de l'état. Le pouvoir du roi, qui ne résidait qu'en une seule personne, ne pouvait avoir de rapports avec les ordres inférieurs de la société; les nobles, de leur côté, élevés dans l'idée hantaine de leur indépendance, étaient habitués à ne regarder les hommes au-dessous d'eux que comme des esclaves. Le clergé seul, obligé par les devoirs de son état d'avoir des relations avec les classes les plus basses comme avec les rangs les plus élevés, avait su gagner l'affection des gens du peuple, qui, contrainsts à une vie d'esclavage, aimaient mieux se soumettre à des hommes qui se mettaient en rapport avec eux et semblaient s'intéresser à leur bonheur qu'à ces êtres orgueilleux qui les tenaient toujours à une distance si humiliante, et paraissaient ne les considérer que comme des instruments faits pour servir leur ambition. Ceci explique comment, pendant les siècles dont nous parlons, le parti du clergé fut toujours soutenu si fortement par le peuple, et comment Becket, dans la circonstance critique où il se trouvait, dut se reposer avec raison sur son appui.

La persécution attachée à ce prélat, et son courage, auquel se joignait tant d'apparence de sainteté, lui valurent l'accueil le plus favorable sur le continent. Le roi de France, qui haïssait Henri, affecta de plaindre la situation de Becket, et le pape, dont il avait défendu la cause avec tant de zèle, l'honora des marques de la plus grande distinction, tandis qu'il reçut les ambassadeurs du roi d'Angleterre avec froideur et mépris. Becket, certain alors de son pouvoir, montra encore plus d'humilité; il remit même son siège de Cantorbéry entre les mains du pape, afin de le recevoir de nouveau avec plus de solennité, et d'être investi par là d'une sainteté plus manifeste.

Les faveurs qu'on prodiguait à un exilé traître et parjure (ainsi était conçue la sentence de condamnation rendue en Angleterre) excitèrent, au-delà de toute mesure, l'indignation de Henri. Lorsqu'il vit que ses ambassadeurs étaient traités avec mépris, que son espoir d'obtenir une conférence du pape était trompé, et que sa rigueur envers l'archevêque augmentait chaque jour le mécontentement de ses sujets, il ne mit plus de bornes à son ressentiment; il résolut alors de se rendre indépendant du pontife, et de se couvrir un joug qui, depuis si long-temps,

opprimait son peuple. Il envoya donc des ordres à ses justiciers pour défendre, sous peine de punitions sévères, toute espèce d'appel au pape ou à l'archevêque; il défendit également de recevoir aucun mandat de l'un ou de l'autre, et de recourir à leur autorité. Il déclara coupable de trahison quiconque prononcerait de leur part un interdit sur le royaume, et il condamna, pour ce crime, les ecclésiastiques séculiers à perdre les yeux ou à subir la castration; les réguliers à avoir les pieds coupés, et les laïcs à subir la peine de mort.

Le pape et l'archevêque répondirent de leur côté par des fulminations, et s'efforcèrent de tout leur pouvoir d'ébranler les fondements de l'autorité royale. Becket se compara à Jésus-Christ condamné autrefois par un tribunal laïc, et il prétendit qu'il était crucifié de nouveau par la persécution que souffrait en ce moment l'Eglise en sa propre personne. Il ne se borna pas à des plaintes, il publia une censure par laquelle il excommuniait les principaux ministres du roi, les désignant par leur nom, et tous ceux qui observaient ou favorisaient les constitutions de Clarendon. Il menaça le roi lui-même d'une excommunication, s'il ne se repentait sur-le-champ, et afin de donner plus de force à cette censure, il obtint qu'elle fût ratifiée par le pape.

Quel qu'eût été jusque alors le mépris de Henri pour ces anathèmes, après quelques réflexions il commença pourtant à les trouver plus redoutables qu'il ne l'avait cru d'abord, et il finit par désirer en secret un accommodement¹; mais le seul moyen qui lui restât de terminer cette dispute était d'en appeler au pape, afin qu'il consentit à être arbitre entre lui et l'archevêque, ce qui ne promettait aucune décision favorable. Cependant, remarquant que son influence diminuait chaque jour parmi ses sujets, et que ses rivaux du continent savaient profiter adroitement de l'embarras de sa position, il résolut, à quelque prix que ce fût, d'obtenir la médiation du souverain pontife.

Le pape, qui de son côté était menacé continuellement par un ennemi dangereux, Frédéric I^{er}, craignait que le roi d'Angleterre, dont il connaissait l'habileté et les moyens, ne se joignît à lui; il était même surpris de ce qu'aucune insurrection n'avait encore été le résultat des

¹ Sur le refus que firent les légats du pape de lever l'excommunication lancée sur son royaume : « Par les yeux de Dieu, répliqua le roi, jamais plus je ne veux entendre » parler du pape; faites ce qu'il vous plaira; mais sachez que je ne tiens nul compte » de vous ni de vos excommunications, et que je m'en soucie comme d'un œuf. »

menaces et des excommunications de Becket. Les dispositions réciproques des deux partis tendaient donc à un arrangement prochain, mais leur jalousie mutuelle et leur crainte de perdre le moindre avantage dans la négociation mirent des entraves à ce traité, qu'ils désiraient également. Il fut rompu une première fois par le refus que le roi fit de le signer sans ajouter : *Sauf les droits de sa dignité royale*. Il le fut une seconde fois par le refus que fit à son tour l'archevêque de le signer à moins qu'il n'ajoutât : *Sauf l'honneur de Dieu et les droits de l'Église*. Une troisième fois, les négociations restèrent sans effet; dans une quatrième entrevue, chacun paraissait d'accord, et le traité était prêt à se conclure, lorsque Becket réclama du roi le baiser de paix. Henri refusa d'accorder cette faveur; on se disposa de nouveau à des discussions mutuelles, qui durèrent long-temps encore, et pendant lesquelles l'archevêque ne laissa échapper aucune occasion de rompre les mesures du roi et d'accuser ses ministres.

Enfin, par la médiation du légat, toutes les difficultés furent levées; et le roi ayant permis à l'archevêque de rentrer en Angleterre, Becket, à son tour, consentit à renoncer au baiser de paix ¹. — An de J.-C. 1170 — Le cérémonial de leur entrevue fut réglé : lorsque le prélat s'approcha, le roi s'avança à sa rencontre de la manière la plus gracieuse, et causa avec lui avec aisance et affabilité ². Les conditions du traité une fois signées, Becket accompagna le roi à cheval, et chemin faisant lui demanda justice contre l'archevêque d'York, qui avait usurpé ses droits en couronnant pendant son absence le jeune prince son fils. Henri lui répondit avec douceur que l'on ne pouvait revenir désormais sur le passé, mais que sa volonté était que la jeune reine ne fût

¹ Le spectacle de ces querelles théologiques a fait dire à Hume qu'il eût mieux valu que les deux puissances fussent réunies dans une seule main. Hume se trompait : cette réunion est une des causes les plus prochaines du despotisme. Voyez le règne de Henri VIII. (*Notes de Brissot de Warville aux Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

² Lorsque Becket fut prendre congé du roi de France : « Vous allez donc partir ? lui » dit Louis VII : je ne voudrais pas pour mon pesant d'or vous avoir donné ce conseil ; » si vous m'en croyez, ne vous fiez point à votre roi tant que vous n'aurez pas reçu de » lui le baiser de paix. » Des lettres du pape ayant achevé de lui donner des doutes sur la sincérité de cette réconciliation, il sollicita de roi d'Angleterre une autre entrevue avant de s'embarquer ; elle eut lieu à Chaumont, près d'Amboise ; et cette fois il n'y eut que de la froideur dans les manières du roi ; les gens de sa suite affectèrent de ne pas regarder l'archevêque, et la messe qu'on célébra dans la chapelle royale fut celle de l'office des morts, parce que, selon cet office, les assistants ne s'offraient point mutuellement le baiser de paix de l'Évangile.

Aug. THIERRY.

couronnée par aucun autre que par lui. Becket, transporté de joie à cette preuve de la bonté du roi, descendit de cheval à l'instant, et se précipita aux genoux de son souverain, qui, s'étant élancé à terre en même temps que lui, le releva et l'aïda à remonter à cheval.

Les termes du traité étaient si avantageux pour le prélat, que l'ardeur de sa reconnaissance lui suggéra ce mouvement d'humilité. Il était convenu, par cet accommodement, que l'archevêque n'abandonnerait aucun des droits de l'Eglise, et qu'il conserverait toutes les prétentions qui avaient été originairement le motif de la querelle; que Becket et ses adhérents recouvreraient leurs dignités; que tous ceux qui, depuis l'absence du primat, avaient été mis en possession des bénéfices dépendants du siège de Cantorbéry, seraient expulsés, et que Becket serait libre de les remplacer à son choix.

En retour de ces concessions, le roi n'obtenait que l'avantage de voir ses ministres absous de la sentence d'excommunication lancée contre eux, et la certitude que ses états seraient à l'abri de l'interdit qui les avait menacés.

L'archevêque, satisfait du triomphe qu'il avait obtenu sur le roi, résolut de ne rien diminuer du pouvoir qu'il venait d'acquérir de nouveau, et l'on s'aperçut bientôt que de cette réconciliation apparente il ne résulterait pas même une paix momentanée. Rien ne pourrait donner une juste idée de l'arrogance de sa conduite dès qu'il fut de retour en Angleterre. Au lieu de se retirer paisiblement dans son diocèse, et d'y vivre avec la modestie convenable à un sujet qui venait de recevoir de son souverain un pardon si généreux, il montra plus d'audace et d'orgueil que jamais; il traversa le pays de Kent avec toute la splendeur et la magnificence d'un souverain pontife. Dès qu'il fut près de Southwark, le clergé et les laïcs de tout rang et de tout âge vinrent à sa rencontre et célébrèrent son entrée triomphale par des hymnes de joie. Certain de l'affection du peuple, il commença alors à lancer ses foudres contre ceux qui avaient paru opposés à ses intérêts. L'archevêque d'York, qui avait couronné le fils aîné de Henri pendant son absence, fut le premier contre lequel il prononça une sentence de suspension. Les évêques de Londres et de Salisbury furent excommuniés. Robert de Broc et Nigel de Sackville subirent les mêmes censures, et plusieurs des prélats et des ministres les plus considérables qui avaient assisté au couronnement du jeune prince furent enveloppés dans la même disgrâce. Un homme fut mis sous

l'anathème pour avoir parlé contre le prélat, et un autre subit la même sentence pour avoir coupé la queue de l'un de ses chevaux.

Henri était en Normandie pendant que le prélat déployait d'une manière si triomphante sa puissance orgueilleuse. Ce ne fut pas sans une violente indignation qu'il apprit sa conduite; et lorsque les prélats excommuniés et interdits vinrent lui porter leurs plaintes, sa colère ne connut plus de bornes. Il éclata en reproches amers contre l'arrogant prélat qu'il avait, disait-il, tiré de l'état le plus bas pour être le fléau de sa vie et pour mettre continuellement le trouble dans son gouvernement. L'archevêque d'York, qui était présent, lui dit imprudemment que tant que l'archevêque vivrait, le roi ne devait s'attendre à jouir d'aucune tranquillité. Henri, dans la chaleur de son ressentiment, s'écria que s'il avait été entouré d'amis, il n'aurait pas été si long-temps exposé aux insultes d'un sujet ingrat et hypocrite. Ces paroles ne furent que trop bien comprises; elles excitèrent quatre des gens de sa suite à satisfaire le désir secret que semblaient renfermer les paroles de leur monarque. Ces gentilshommes étaient Reginald Fitz-Urse, Guillaume de Tracy, Hugues de Morville et Richard Brito. Ils se communiquèrent sur le-champ leur projet, et firent le serment de venger la cause du roi. Peu de temps après ils quittèrent secrètement la cour, pour s'embarquer dans différents ports, et le jour suivant ils se rencontrèrent au château de Saltwode, à six milles de Cantorbéry.

Quelques menaces qui leur étaient échappées et leur départ subit avaient fait soupçonner au roi leur dessein funeste, et il s'était hâté de leur dépêcher un courrier pour leur défendre en son nom de commettre aucune violence; mais ces ordres arrivèrent trop tard. Les conspirateurs, réunis à d'autres personnes qui leur étaient dévouées, se rendirent à Cantorbéry avec toute la célérité que demandait leur projet sanguinaire. Ils allèrent directement au palais de Becket, et, parvenus jusqu'à lui, ils lui reprochèrent avec fureur la témérité et l'arrogance de sa conduite, comme s'ils eussent voulu jouir de sa terreur avant d'attenter à sa vie. Becket cependant ne parut point effrayé; il se défendit même avec cette assurance et ce courage que donne le sentiment de l'innocence. Les quatre assassins ne purent s'empêcher d'abord d'être interdits par la force et la candeur de ses réponses; mais leur fureur se ralluma bientôt lorsqu'ils entendirent le prélat accuser d'ingratitude trois d'entre eux qui avaient été autrefois attachés à son service. Pendant cette violente altercation, le temps

des vêpres arriva ; Becket s'y rendit, et comme il était sans gardes, les conspirateurs le suivirent¹, déterminés à consommer leur crime. Dès qu'il fut monté à l'autel où il allait obtenir la palme du martyr, ils se précipitèrent sur lui et lui fendirent la tête de plusieurs coups. L'archevêque tomba mort sur les marches de l'autel de Saint-Benoît, qui fut bientôt inondé de son sang¹.

Les circonstances de ce meurtre, l'endroit où il avait été commis, et le courage avec lequel le prélat avait paru se résigner à son destin, firent une impression profonde sur l'esprit du peuple. Le bruit de sa mort s'étant répandu, tous accoururent le contempler, ils trempèrent leurs mains dans son sang, et s'en signèrent comme du sang d'un martyr. Le clergé, qui avait intérêt à ce que Becket fût considéré comme un saint, et beaucoup de gens qui, d'après l'esprit du siècle, étaient peut-être sincères dans leur croyance, vantèrent à haute voix sa grande piété, exaltèrent sa gloire, et s'efforcèrent de le rendre l'objet de la vénération publique. Le succès ne tarda pas à couronner leurs efforts. Des miracles sans nombre s'opérèrent sur sa tombe, et le peuple, alors sous le pouvoir de la crédulité et de la superstition, adopta aveuglément tout ce que le clergé voulut lui faire croire. Les reliques de Thomas Becket eurent la vertu de ressusciter non seulement les hommes, mais encore les vaches, les chèvres et les chevaux. Le bruit courut qu'il s'était levé de son cercueil pour allumer les cierges qui devaient servir à ses funérailles, et que, lorsque la cérémonie funèbre fut achevée, il étendit la main pour donner sa bénédiction au peuple. Ainsi Becket devint un saint, et le roi fut soupçonné d'avoir ordonné son assassinat.

La consternation de Henri fut extrême en apprenant ce meurtre. Il ne douta nullement qu'il n'en fût regardé comme coupable, et il vit avec douleur que les circonstances de cette mort allaient redonner à l'Église des avantages auxquels, pendant son règne entier, il s'était efforcé de s'opposer. Toutes ces considérations lui firent éprouver un chagrin qui ne pouvait être joné ; il se renferma étroitement, et repoussa tous les soins de ses domestiques ; il refusa même pendant trois jours de prendre aucune nourriture. Ses courtisans, redoutant l'effet d'un tel désespoir, se déterminèrent enfin à interrompre sa solitude, afin de l'engager à prendre son parti sur un événement sans remède.

¹ On l'a mis au rang des saints martyrs, sous le nom de saint Thomas de Cantorbéry.

A. A.

Le pape, convaincu enfin de l'innocence du roi, consentit à lui pardonner, sous la condition que désormais il se soumettrait entièrement à l'Église, et qu'il obéirait scrupuleusement à tout ce qu'ordonnerait le Saint-Siège. Toutes les conventions furent faites comme il le désirait, les meurtriers mêmes de Becket furent réintégrés dans leurs honneurs et leurs dignités, et le roi, pour détourner l'esprit du peuple d'un sujet aussi triste, entreprit une expédition contre l'Irlande¹.

Ce pays alors était à peu près dans la situation où s'était trouvée l'Angleterre après la première invasion des Saxons. Ces Insulaires s'étaient convertis de bonne heure au christianisme, et pendant trois ou quatre siècles ils avaient continué à se distinguer entre toutes les autres nations par leur instruction et leurs progrès dans la civilisation. N'ayant point été troublés encore par des invasions étrangères, et trop pauvres peut-être pour exciter la rapacité des conquérants, ils avaient joui sans interruption d'une vie paisible, qu'ils avaient consacrée longtemps à la piété et à l'étude des sciences propres à favoriser l'esprit religieux et à agrandir l'influence du christianisme dans ce pays. Les monuments qui existent encore de nos jours en Irlande sont une preuve incontestable de leur zèle et des progrès qu'ils avaient faits alors dans les arts et dans les sciences. Mais depuis ils rétrogradèrent, et leur postérité dégénérée était, à l'époque dont nous parlons, plongée dans la plus profonde barbarie, ce que l'on doit attribuer aux fréquentes invasions des Danols et des Norwégiens, qui pénétrèrent enfin dans le pays, et qui, après l'avoir ravagé, y établirent leur autorité. Les Irlandais, condamnés dès ce moment à la servitude la plus dure, retombèrent dans l'ignorance et la brutalité, et lorsque, entraînés à se révolter contre leurs vainqueurs, ils furent parvenus à les expulser totalement, ne possédant plus parmi eux d'hommes éclairés dont l'instruction pût leur être utile, ils ne purent recouvrer leur première civilisation, et continuèrent à vivre dans un état de barbarie déplorable. Les villes tombèrent en ruines, les terres cultivées servirent de parcs aux tronpeaux, et les forêts et les cavernes devinrent le refuge des habitants. Le sentiment de la religion s'affaiblit dans leur ame; les

¹ Avant d'entreprendre cette conquête, il lui fallut, selon l'usage d'alors, l'approbation de la cour de Rome. Le pape Adrien, satisfait de ses soumissions, lui accorda par une bulle un royaume qu'il n'était pas en son pouvoir de donner. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

petits princes de ce pays, transformés en tyrans, ne s'occupaient plus qu'à exercer de continuel brigandage sur les territoires les uns des autres, et la force était à peine capable de réprimer ces désordres.

A l'époque où Henri projeta l'invasion de cette île, elle formait cinq petits royaumes que l'on nommait Leinster, Meath, Munster, Ulster, et Connaught. Il était d'usage que l'un ou l'autre des chefs qui gouvernaient ces petites provinces prit le commandement général en temps de guerre ; il était regardé alors comme souverain de l'île, et possédait un pouvoir qui ressemblait à celui des anciens monarques saxons en Angleterre. Roderic O'Connor, roi de Connaught, était en possession de ce titre à l'époque dont il est question. Dermot M' Morrogh, prince de Leinster, tyran débauché, avait enlevé la fille du roi de Meath, qui, secondé par O'Connor, avait fait une invasion dans les états du ravisseur, et l'avait chassé de son gouvernement. Dermot, après avoir subi une punition si justement méritée, eut recours à Henri, qui était alors en Guyenne, et lui promit de rendre son royaume tributaire de la couronne d'Angleterre, s'il voulait consentir à le secourir et l'aider à rentrer dans ses droits. Henri accepta cette offre ; mais, comme en ce moment il était occupé d'intérêts plus importants, il donna à Dermot des lettres-patentes par lesquelles il permettait à tous ses sujets de prêter secours au prince irlandais dans l'expédition qu'il voulait faire pour reconquérir sa couronne. Dermot, se reposant sur cette autorisation, se rendit à Bristol, où, après quelques difficultés, il fit un traité avec Richard, surnommé Strongbow, comte de Pembroke, lequel s'engagea à défendre les intérêts de Dermot, sous la condition qu'il lui donnerait sa fille Eva en mariage, et qu'il le déclarerait l'héritier de tous ses états. Dermot y consentit, et contracta en même temps une alliance avec Robert Fitzstephen et Maurice Fitzgerald, auxquels il promit, pour récompense de leur appui, le don de la ville de Wexford et des cantons adjacents, qui appartenaient alors aux Easterlings ou descendants des Norwégiens.

Assuré de ces secours, il retourna secrètement en Irlande, et resta caché pendant tout l'hiver dans le monastère de Fernes, qu'il avait fondé. Robert Fitzstephen fut le premier qui, le printemps suivant, remplit ses engagements, et il aborda en Irlande, suivi de trente chevaliers, de soixante écuyers, et de trois cents archers. Maurice Prendergast ne tarda pas à se joindre à eux avec dix chevaliers et soixante archers ; et, à l'aide de ces petites forces réunies, ils se déterminèrent à assiéger Wexford, qui devait leur appartenir d'après le

traité. Cette ville fut promptement réduite ; bientôt Maurice Fitzgerald, suivi de cent cinquante hommes, vint se joindre aux vainqueurs, et ces bataillons rassemblés formèrent une petite armée qui frappa de terreur les insulaires. Roderic, le souverain de l'île, essaya de s'opposer aux efforts de l'ennemi ; mais il fut défait, et le prince d'Ossory obligé, peu de temps après, de se soumettre et de donner des otages pour garants de sa conduite future.

Dermot, réintégré dans ses états héréditaires, commençait à nourrir l'espoir d'étendre les limites de sa puissance, et de devenir maître de l'Irlande. Dans cette idée, il se hâta d'expédier un courrier à Strongbow, qui, d'après la défense formelle qu'il avait reçue du roi de rien entreprendre, n'avait osé passer en Irlande. Dermot s'efforça d'enflammer son ambition, en lui représentant la gloire qui pouvait résulter pour lui d'une telle conquête, et tous les avantages qu'il devait en retirer sous le rapport de la fortune. Il s'étendit sur la lâcheté des Irlandais et sur la certitude qu'il avait du succès de ses armes. Strongbow, séduit par ce langage, envoya d'abord Raymond, l'un des gentils-hommes de sa suite, avec dix chevaliers et soixante-dix archers. Toutes les forces anglaises réunies devinrent alors irrésistibles, et quoique l'armée ne fût composée tout au plus que de mille hommes, tel était l'état de barbarie où étaient plongés les naturels du pays, que partout ils furent mis en déroute. La ville de Waterford se rendit sur-le-champ, Dublin fut emportée d'assaut, et Strongbow, après avoir épousé Éva, devint possesseur de ce petit royaume après la mort de Dermot.

Rien ne résistant aux troupes anglaises, et l'île étant pour ainsi dire entièrement subjuguée, Henri devint jaloux des succès de ses sujets, et voulut partager la gloire qu'ils venaient d'acquérir. Il aborda en Irlande — An de J.-C. 1171 — à la tête de cinq cents chevaliers et de quelques soldats, et parut bien moins pour conquérir ce territoire contesté, que pour en prendre possession. Il reçut l'hommage des petits souverains désignés sous le nom de chieftains, et laissa la plupart d'entre eux en possession de leurs anciens domaines. Un pays aussi mal cultivé et aussi dépeuplé possédait assez de terres pour satisfaire les ambitieux Anglais qui avaient suivi le roi. Strongbow fut fait sénéchal de l'Irlande, Hugues de Lacey gouverneur de Dublin, et Jean de Courcy obtint une patente qui lui donnait le droit de conquérir la province d'Ulster, qui restait encore à soumettre.

Le clergé irlandais, qui comptait beaucoup sur la civilisation des Anglais pour augmenter sa considération et sa puissance, accueillit avec joie les vainqueurs. Henri, dès le commencement de cette expédition, avait, comme nous l'avons dit, reçu l'approbation du pape Adrien IV, qui, par une bulle, lui avait donné le droit de s'emparer de l'Ile. Ses nouveaux droits furent confirmés dans cette circonstance par le pape Alexandre III, et dès ce moment les rois d'Angleterre furent reconnus à jamais pour les souverains de l'Irlande.

Ainsi, après de faibles efforts, et avec peu d'argent dépensé et peu de sang répandu, cette belle Ile devint un des apanages de la couronne d'Angleterre, et ne cessa depuis de lui rester fidèle.

Cette conquête répandit une allégresse générale parmi les Anglais. Henri semblait alors avoir atteint le plus haut terme de sa gloire. Possesseur assuré de l'un des états les plus puissants de l'Europe, père d'une nombreuse postérité qui augmentait l'éclat et l'appui de sa couronne, vainqueur de tous ses ennemis et adoré de ses sujets, tout paraissait favoriser ses desirs. Henri, son fils aîné, avait été sacré roi d'Angleterre, et chacun le regardait comme l'héritier légitime du trône; Richard, son second fils, avait été investi des duchés de Gwynne et de Poitou; Geoffroy, son troisième fils, était héritier, par sa femme, du duché de Bretagne, et Jean, le plus jeune, devait être roi d'Irlande. Telle était la perspective de grandeur qui se développait aux regards de Henri; mais cette élévation, dont il pouvait peut-être s'enorgueillir, devint une source d'amertume pour la suite de sa vie, et de troubles continuels pour son gouvernement.

L'amour eut sur ce prince un grand pouvoir. La reine Éléonore, qui avait été répudiée par son premier époux pour son incontinence, et que Henri n'avait épousée que par des motifs d'ambition, lui était désagréable depuis long-temps, et il cherchait auprès d'autres femmes le bonheur que la sienne ne pouvait lui donner.

Au nombre de ses maîtresses, on cite la belle Rosamonde, que ses charmes et sa mort prématurée ont rendue si célèbre dans les romans et les ballades de ce siècle. La critique sévère a rejeté la plupart de ces récits comme fabuleux; cependant, si ces sortes d'écrits ne peuvent être regardés comme des rapports exacts de l'histoire, ils servent au moins à donner une idée des mœurs du siècle. Rosamonde Clifford était alors la plus belle femme que l'Angleterre eût jamais possédée, si l'on doit s'en rapporter aux romanciers et aux poètes de cette

époque¹. Henri l'alma long-temps, et afin de la mettre à l'abri du ressentiment de la reine, qui était extrêmement jalouse, il lui fit faire une demeure secrète dans un labyrinthe de Woodstock-Park, et dans ce séjour mystérieux il passait toutes les heures qu'il pouvait dérober à son empire.

Ces secrètes amours finirent cependant par être connues de la reine, qui, guidée, à ce que l'on prétend, par un peloton de soie à la demeure de sa belle rivale, la força, en lui tenant un poignard sur le sein, de boire du poison. Quelle que soit l'incertitude de cette histoire, il n'y a aucun doute que cette princesse hautaine, qui s'était déjà rendue coupable par son inconduite passée, ne le soit devenue aussi par son excessive jalousie, et que ce ne soit elle qui, la première, sema le germe de la discorde entre le roi et ses enfants.

Le jeune prince Henri, qui avait été couronné comme roi futur de l'Angleterre, commença le premier à se trouver offensé de ce que, malgré ses droits, il n'était pas admis à partager l'administration du royaume. Il avait toujours montré dans sa conduite cet orgueil héréditaire chez la race normande. On raconte que le jour de son couronnement, le roi, voulant donner toute la splendeur et la majesté possibles à cette cérémonie, le servit lui-même à table, et lui fit observer, en lui présentant sa coupe, qu'aucun prince n'avait été traité jusque alors avec autant de magnificence : « Il n'y a rien d'extraordinaire, répondit le jeune prince, de voir le fils d'un comte servir le fils d'un roi. » Dès ce moment son ambition se montra insatiable, et il saisit avec empressement la première occasion qui se présenta de faire valoir ses prétentions.

Cet exemple du prince Henri fut bientôt suivi par Geoffroy et Richard, auxquels la reine persuada de soutenir aussi leurs droits aux domaines qui leur étaient destinés. Le roi refusa de condescendre à leurs demandes peu respectueuses, et ils se retirèrent alors à la cour du roi de France, qui, instigateur secret de leur rébellion, leur accorda protection et secours. La reine Éléonore, qui s'était déguisée en homme dans l'intention de s'échapper également et de se réfugier dans la même cour, fut arrêtée par les ordres du roi et renfermée dans une prison. C'est ainsi que Henri vit cette brillante perspective, qui lui avait

¹ Les historiens et les poètes d'alors ne parlent de la belle Rosamonde qu'avec toute la chaleur de l'enthousiasme. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

promis tant de bonheur, s'obscurcir-d'avantage chaque jour; ses fils, parvenus à peine à l'âge de virilité, brûlaient de se partager les possessions de leur père; la reine les encourageait dans leur rébellion, et plusieurs potentats de l'Europe ne rougissaient pas de prêter leur appui à des enfants ingrats, et de soutenir leurs prétentions injustes.

La conduite même de ses sujets était peu propre à le dédommager des tourments qu'il trouvait au milieu de sa famille: ses barons débauchés, fatigués de son administration vigilante et sage, commençaient à désirer un prince faible qu'ils pussent flatter ou intimider; le clergé, qui n'avait pas encore oublié la mort de Becket, influençait le peuple, qui continuait à révéler sa mémoire comme celle d'un saint et d'un martyr. Henri, supportant cette situation pénible avec le courage et la constance qu'il n'avait cessé de montrer dans tout le cours de sa vie, se prépara à soutenir des querelles dont il ne devait retirer ni profit ni gloire. Vingt mille soldats, quelques troupes qu'il avait ramenées d'Irlande, et un petit nombre de barons d'une fidélité éprouvée, furent les seules forces avec lesquelles il se disposa à résister à ses ennemis.

Les jeunes princes avaient acquis assez de crédit sur le continent pour former une confédération puissante en leur faveur. Outre le roi de France, Philippe, comte de Flandre, Matthieu, comte de Boulogne, Théobald, comte de Blois, et Henri, comte d'Eu, se déclarèrent pour leur cause. Guillaume, roi d'Écosse, fit aussi partie de cette ligue, et l'on forma pour envahir les vastes états de Henri un plan qui ne tarda pas à être mis à exécution: les possessions continentales du roi d'Angleterre furent envahies d'un côté par les comtes de Flandre et de Boulogne; de l'autre, par le roi de France, qui était à la tête d'une puissante armée que les princes anglais animaient par leur présence et leur popularité. — An de J.-C. 1173 — Mais Henri trouva moyen de faire face de tous côtés à ses ennemis: le comte de Boulogne, grièvement blessé à l'assaut de la ville de Driencourt, périt, et sa mort arrêta sur ce point les progrès de l'armée flamande. Les Français furent obligés de se retirer de Verneuil, dont ils faisaient le siège. Henri attaqua leur arrière-garde, la mit en déroute et fit plusieurs prisonniers. Les barons de Bretagne qui s'étaient déclarés en faveur des princes n'eurent pas plus de succès; ils furent défaits complètement; vainement ils cherchèrent un abri dans la ville de Dol, ils furent faits prisonniers de guerre. Ces succès abaissèrent pourtant l'orgueil des confédérés et

firent évanouir leurs espérances. Le roi de France demanda une entrevue au roi d'Angleterre, qui s'empessa de l'accorder. Dans cette conférence, il eut la mortification de voir ses trois fils augmenter le cortège de son mortel ennemi, et ce qui accrut encore sa douleur, c'est que leurs demandes, loin d'être devenues plus modestes, s'élevèrent en proportion de l'impossibilité où ils étaient de les obtenir par la force.

Mais tandis que Henri s'occupait de réprimer l'insolence de ses ennemis étrangers, ses sujets menaçaient son royaume de nouveaux troubles. Les nobles étaient disposés à se révolter contre lui, et une irruption que fit le roi d'Écosse sembla favoriser leur projet d'insurrection. Le comte de Leicester, à la tête d'un corps de Flamands, envahit Suffolk, mais il fut repoussé avec perte. Le comte de Ferrari, Roger de Mowbray, et plusieurs autres d'un rang aussi élevé, prirent les armes, tandis que, pour augmenter le désordre qui régnait dans le royaume, le roi d'Écosse fondit dans les provinces du nord avec une armée de quatre-vingt mille hommes, et y porta le carnage et la dévastation. Henri, après avoir déconcerté les projets de ses ennemis en France, se hâta de retourner en Angleterre; — An de J.-C. 1174 — mais sa longue querelle avec Becket n'était pas encore oubliée, et il était de son intérêt de persuader au clergé et au peuple qu'il était innocent de la mort de l'archevêque. L'opinion était alors générale sur son caractère de sainteté; et si l'on considère l'ignorance et la superstition de ce siècle, on concevra que Henri lui-même ne dut point échapper à l'influence des idées de son temps. Il avait déjà pris soin de se disculper près du pape, et lui avait fait les promesses les plus solennelles de se soumettre rigoureusement à ce que l'Église exigerait de lui : il s'était engagé à se croiser le jour de Noël suivant, et à servir pendant trois années, si le pape l'ordonnait, contre les infidèles, soit en Espagne, soit en Palestine, et il avait également promis de ne point s'opposer aux appels à la cour de Rome. Ces concessions avaient paru satisfaisantes pour le pape; mais Henri, qui connaissait l'esprit superstitieux du peuple, jugea nécessaire de s'humilier encore davantage, et regardant peut-être ses malheurs actuels comme un effet de la colère du ciel, il résolut d'aller faire pénitence devant les reliques de Thomas de Cantorbéry : tel était le nom qui avait été donné à Becket depuis sa canonisation. Dès qu'il aperçut l'église de Cantorbéry, il descendit de cheval et marcha pieds nus jusqu'à la ville. Il se prosterna ensuite devant la

chasse du saint, il y resta un jour entier en jeûnes et en prières, et veilla toute la nuit près des reliques. Il fit aussi au couvent un don de cinquante livres sterling par an, afin d'entretenir continuellement un certain nombre de clerges autour du reliquaire; et non satisfait de ces marques d'humilité, il assembla un chapitre de moines, se dépouilla devant eux de ses vêtements, leur mit à chacun une discipline entre les mains, et leur présenta ses épaules nues. Le jour suivant on lui donna l'absolution, et il partit pour Londres, après avoir reçu l'heureuse nouvelle d'une victoire qui avait été remportée sur les Écossais le jour même où il avait été absous.

Henri, réconcilié avec l'Église, et parvenu à ramener à lui l'esprit du peuple, vit sa puissance reprendre un nouvel éclat; dès ce moment, chaque victoire qu'il obtint fut attribuée à la protection du saint dont il venait d'apaiser le ressentiment, et ses succès redonnèrent chaque jour plus de force à la confiance de ses sujets. L'avantage obtenu sur les Écossais fut décisif. Guillaume, leur roi, après avoir commis des dévastations sans nombre dans les provinces septentrionales, jugea à propos de se retirer à l'approche de l'armée anglaise, commandée par Ralph de Glanville, le jurisconsulte le plus célèbre de l'Angleterre. Guillaume, qui avait fixé son camp à Alnwick, se croyait, d'après l'éloignement de l'ennemi, à l'abri de toute attaque; mais il se trompait: Glanville, instruit de sa position, fit faire une marche forcée à ses troupes, et s'approcha du camp écossais à la faveur d'un épais brouillard. Les Écossais étaient loin de soupçonner, dans leur aveugle sécurité, le danger qui les menaçait: aussi furent-ils saisis de surprise et de frayeur lorsqu'ils se virent attaqués par l'ennemi qu'ils croyaient éloigné d'eux. Guillaume essaya, avec un corps de cent hommes de cavalerie, de repousser les assaillants, mais ses efforts furent inutiles; il fut promptement cerné et fait prisonnier. Ses troupes, au bruit de sa défaite, se hâtèrent de fuir de tous côtés, et regagnèrent comme elles purent leur pays.

Les affaires de Henri prirent donc un meilleur aspect: les barons qui s'étaient révoltés, et ceux qui étaient encore disposés à la rébellion, se soumirent à l'instant, remirent leurs châteaux entre les mains du vainqueur, et en peu de semaines une tranquillité parfaite fut rétablie dans toute l'Angleterre. Le jeune Henri, qui était prêt à s'embarquer avec une armée considérable pour aller seconder les efforts des insurgés, abandonna le projet de son expédition lorsqu'il vit que tous les

troubles étaient apaisés. Ce fut vainement que Louis essaya d'assiéger Ronen; Henri ayant volé au secours de cette ville, repoussa les tentatives du roi de France. Il y eut enfin une trêve, et dans une autre conférence qui eut lieu entre les deux monarques, Henri accorda à ses fils des conditions beaucoup moins avantageuses que celles qu'autrefois ils avaient dédaigné d'accepter; les plus importantes furent des pensions pour leur entretien, quelques châteaux pour leur résidence, et un pardon général pour les rebelles qui les avaient secondés. C'est ainsi que l'Angleterre fut délivrée encore une fois des nombreuses calamités qui menaçaient de l'accabler, et que le roi retrouva la liberté de s'occuper de la gloire et du bonheur de ses sujets.

Son premier soin fut de faire subir à son prisonnier, le roi d'Écosse, une punition proportionnée à la conduite coupable qu'il avait tenue envers lui : il l'obligea à signer un traité par lequel le roi d'Écosse se reconnaissait vassal du roi d'Angleterre, ainsi que tous ses barons et ses évêques; il exigeait de plus que les forteresses d'Édimbourg, de Stirling, de Berwick, de Roxburgh et de Jedburgh, fussent remises entre les mains du vainqueur, jusqu'à ce que les conditions du traité fussent remplies. Quelque humiliant qu'il dût paraître à Guillaume, il fut exécuté rigoureusement; le roi, les barons et les prélats d'Écosse, firent hommage à Henri dans la cathédrale d'York, et le roi d'Angleterre fut dès lors considéré comme le souverain de l'île entière, à l'exception seulement des montagnes du pays de Galles.

Ses réglemens intérieurs furent aussi sages que sa conduite politique fut adroite : il établit des peines sévères contre les voleurs, les meurtriers, les faux-monnayeurs et les incendiaires, et il ordonna que ces crimes fussent punis par l'amputation de la main droite et du pied droit. L'épreuve de l'ordéal par le moyen de l'eau, qui avait subsisté jusque alors¹, fut presque entièrement abolie, et Henri ordonna que quiconque serait juridiquement convaincu de crime, serait condamné au bannissement, eût-il même été justifié par l'épreuve de l'ordéal. Il fit du royaume quatre divisions, et nomma des juges ambulants pour veiller à l'exécution de la justice dans les différents cantons qui lui furent assignés, pour réprimer la tyrannie des barons et protéger le peuple; il rétablit les jugemens par jury, que l'usage barbare des combats en champ-clos avait fait tomber dans un oubli presque

¹ Malgré la défense de Guillaume le Conquérant.

total. Il fit démolir tous les nouveaux châteaux qui avaient été élevés pendant l'anarchie, et afin de mettre son royaume plus sûrement à l'abri de toute invasion, il établit une milice qui fut obligée, d'après ses réglemens, d'être pourvue de tout ce qui était nécessaire pour défendre ses états en cas de danger.

Mais sa prudence et sa sagesse ne purent parvenir à contenir la turbulence et l'ambition de ses fils, qui, non contents de s'être révoltés une fois contre leur père, devinrent les ennemis les uns des autres, et se persécutèrent entre eux avec acharnement. Richard, que Henri avait rendu maître de la Guyenne, et qui avait déjà donné des preuves de sa valeur et de ses talens politiques et militaires, en humiliant l'orgueil de ses barons, refusa d'obéir à son père et de faire hommage de ce duché à son frère aîné. — An de J.-C. 1183 — Le jeune Henri et Geoffroy ayant réuni leurs armes, portèrent la guerre dans les états de leur frère; et tandis que le roi s'efforçait d'apaiser ces différends élevés entre ses propres enfans, ils s'aperçurent que tous conspiraient secrètement contre lui. On ignore quel eût été le résultat de cette conspiration, qui échoua par la mort prématurée du jeune Henri. Une fièvre violente s'empara de lui, et il mourut à Martel, dans sa vingt-huitième année, après avoir montré le repentir le plus profond de sa conduite ingrate envers son père.

Ce prince ne laissait aucune postérité; or Richard devint son héritier, et ne tarda pas à développer cette ambition ardente qui avait égaré son frère aîné: il résista aux ordres du roi et refusa de céder la Guyenne; il fit même des préparatifs pour attaquer son frère Geoffroy, qui était en possession de la Bretagne. La reine, qui intervint dans cette querelle, finit par l'apaiser; mais le calme ne fut pas plus tôt rétabli, que Geoffroy, se livrant à toute la violence de son caractère, demanda impérieusement que l'Anjou fût annexé à ses états de Bretagne. Comme cette demande lui fut refusée, il eut recours au moyen coupable qu'il avait déjà mis en usage pour forcer le roi à consentir à ses desirs; il se retira à la cour de France et se disposa à lever une armée contre son père. Mais Henri fut délivré de ce nouveau danger par la mort de Geoffroy, qui fut tué à Paris dans un tournoi. — An de J.-C. 1186 — La perte de ce prince n'excita de regrets que dans le cœur de son père; il était haï généralement, et le peuple se plaisait à le désigner sous le nom déshonorant d'*enfant de perdition*.

Cependant la mort de ce fils rebelle n'écarta pas entièrement le danger

qui menaçait Henri; Philippe-Auguste, roi de France, dispensa quelque temps la tutelle d'Arthur, fils de Geoffroy, devenu, par la mort de son père, héritier de la Bretagne. Quelques autres motifs contribuèrent aussi à enflammer l'animosité qui régnait entre les deux monarques. Philippe, parvenu à écarter encore une fois Richard de ses devoirs, exigea l'accomplissement du mariage de sa sœur Adélaïde avec Richard, et menaça Henri d'une invasion formidable, s'il refusait de consentir à cette alliance. — An de J.-C. 1188.

En conséquence de ces prétentions, on tint une conférence entre Gisors et Trie, sous un grand orme qui ombrageait, dit-on, plus d'un acre de terre. Ce fut au milieu de cette assemblée, réunie pour discuter les droits mutuels des deux souverains, qu'un nouvel incident vint frapper leur attention et éloigner toute espèce de considérations particulières. L'archevêque de Tyr, revêtu d'habits misérables, parut devant les assistants; son seul aspect était fait pour inspirer la compassion la plus vive: il revenait de la Terre-Sainte, où il avait été témoin de la situation déplorable à laquelle étaient réduits les Chrétiens qui y avaient été envoyés pour défendre le saint sépulcre; il avait vu le triomphe des infidèles; il peignit la détresse des zélés défenseurs de la croix, il vanta leur bravoure, il déplora leurs malheurs. Les Chrétiens, un siècle auparavant, avaient conquis Jérusalem; mais les Sarrasins, abattus d'abord par ce premier succès, s'étaient relevés de leur chute, et, animés d'un nouveau courage, ils étaient enfin parvenus à vaincre une troupe de guerriers qui, la plupart voués au célibat, ne s'étaient pas reproduits selon les lois ordinaires. La ville sainte avait bientôt été reprise par les armes victorieuses de Saladin, et toute la Palestine était soumise à sa puissance, à l'exception de quelques villes maritimes. Rien ne restait désormais de ces conquêtes tant vantées, qui avaient élevé la gloire et enflammé le zèle des fils de l'Occident; l'on ne retrouvait maintenant aucun vestige de ce qui avait, un siècle auparavant, excité l'ambition des guerriers les plus célèbres de l'Europe.

Les Chrétiens de l'Occident furent douloureusement surpris en recevant ces fatales nouvelles; tous les assistants fondirent en larmes, et les deux rois, renonçant en ce moment à leur animosité, jurèrent de se dévouer entièrement à la délivrance de Jérusalem, et d'anéantir le jong des infidèles. Les deux monarques se croisèrent à l'instant; plusieurs de leurs vassaux les plus considérables imitèrent leur exemple, et l'empereur Frédéric I^{er} étant entré dans la même confédération,

chacun accueillit avec ardeur l'espérance que rien ne pourrait résister à tant d'efforts réunis. Mais le destin de Henri était de voir sans cesse ses projets les plus chers renversés par l'ingratitude de ses enfants.

Richard, qui depuis long-temps désirait pour lui seul toute la gloire d'une telle expédition, et qui ne pouvait même supporter l'idée d'avoir son père pour concurrent, fit un accord avec le roi de France, qui lui promit de secourir ses efforts, et de l'aider à atteindre le but auquel il aspirait si ardemment. Afin de donner un prétexte à Philippe d'attaquer son père, Richard commença donc par faire une incursion sur le territoire du comte de Toulouse, vassal du roi de France, et ce monarque profita de cette circonstance pour porter la guerre dans les provinces de Berri et d'Auvergne.

Henri, qui avait été informé de leur secrète union, essaya à son tour de ravager les possessions du monarque français. Plusieurs conférences eurent lieu, mais ne furent suivies d'aucun succès; Henri se trouva forcé enfin de renoncer à l'espoir de se croiser, et fut obligé de déclarer la guerre à la France et à son fils aîné, ligués contre lui. Leur confédération semblait faire des progrès de jour en jour. La Ferté-Bernard tomba entre les mains de l'ennemi, le Mans fut pris d'assaut; Amboise, Chaumont et Château-Loire, ouvrirent leurs portes à l'ennemi; Tours fut investie, et le roi qui s'était retiré à Saumur, où chaque jour il acquérait de nouvelles preuves de la lâcheté et de la perfidie de ses gouverneurs, s'attendait à voir échouer toutes ses entreprises. — An de J.-C. 1189.

Tandis qu'il était dans cet état de découragement, le duc de Bourgogne, le comte de Flandre et l'archevêque de Reims offrirent leur médiation, et finirent par faire conclure un traité en vertu duquel le roi d'Angleterre se soumit à plusieurs concessions humiliantes. Il fut convenu que Richard épouserait la princesse Adélaïde et serait couronné roi d'Angleterre, du vivant de son père. Il fut encore stipulé que Henri paierait mille marcs au roi de France, pour le dédommager des frais de la guerre; que les barons anglais s'engageraient à faire observer ce traité à leur souverain, et que dans le cas où il le violerait, ils se joindraient à Philippe et à Richard pour forcer Henri à le respecter; de plus, qu'il accorderait une amnistie générale à tous ceux de ses sujets qui avaient épousé la cause de Richard.

Telles furent les conditions humiliantes imposées à un prince plus habitué à donner des ordres qu'à en recevoir. Mais quels furent son

étonnement et sa douleur, lorsque, ayant demandé la liste des barons auxquels il venait de pardonner, il aperçut au nombre des rebelles Jean, son fils bien aimé ! Depuis long-temps Henri supportait avec courage et résignation des infirmités auxquelles il était réduit ; il avait su résister au chagrin profond que lui avait causé l'ingratitude de ses enfants ; il avait vu avec calme un de ses fils devenir son vainqueur, le dépouiller de sa puissance et l'amener à le supplier dans sa vieillesse. Il avait supporté tous ces maux réunis avec une fermeté constante ; mais lorsqu'il vit l'enfant de son cœur au nombre de ses ennemis, il ne lui fut plus possible de contenir sa juste indignation. Il fit éclater la plus violente douleur ; il maudit le jour où il reçut l'existence, et prononça sur ses enfants ingrats une malédiction qu'il ne voulut jamais rétracter. Plus son cœur était sensible et tendre, plus il ressentit cruellement la conduite barbare de ses fils.

N'apercevant plus dans l'avenir aucun espoir de consolation, il perdit insensiblement cette énergie qui l'avait soutenu jusque alors. Une fièvre lente, résultat de ses chagrins, termina bientôt une vie dont les dernières années avaient été livrées à la souffrance. Il mourut au château de Chinon, près de Saumur. Geoffroy, son fils naturel, le seul qui lui fût resté fidèle, accompagna son corps à l'abbaye de Fontevran.

Le jour suivant, Richard étant entré dans la salle où on l'avait déposé, fut frappé de terreur et de remords à la vue du corps de son père. Le sang sortit au même instant de la bouche et des narines du cadavre, et cet incident ne manqua pas d'être regardé comme un prodige et d'être interprété d'après les idées superstitieuses du siècle, comme la preuve la plus terrible du crime de Richard. Incapable de supporter ce spectacle qui lui déchirait le cœur, le prince s'écria qu'il était le meurtrier de son père, et témoigna un repentir sincère mais trop tardif de la conduite coupable qui avait conduit au tombeau l'auteur de ses jours.

Ainsi mourut Henri, — An de J.-G. 1186 — dans sa cinquante-septième année, la trente-cinquième d'un règne pendant lequel il avait déployé tous les talents d'un habile politique, la sagesse d'un législateur et la magnanimité d'un héros. Sa taille était moyenne, robuste et bien proportionnée ; sa physionomie vive et agréable ; sa conversation douce et intéressante ; son éloquence facile, persuasive et toujours assaisonnée de l'à-propos. Il aimait la lecture, se plaisait dans la conversation des gens instruits, et s'occupait de sciences et d'études,

lorsque les affaires de son royaume le lui permettaient. Il possédait plus d'érudition qu'aucun prince de son siècle. La littérature, les mœurs, les lois et les arts firent sous son règne des progrès rapides. L'instruction des prêtres saxons, qui jusque alors s'était bornée à l'étude de l'histoire ecclésiastique et des légendes, s'étendit jusqu'aux subtilités de la philosophie scolastique. L'esprit de chevalerie contribua à adoucir les mœurs grossières de la noblesse. La civilisation était loin cependant d'être avancée, et les villes où les arts étaient le plus cultivés, offraient encore des exemples remarquables de la barbarie des siècles précédents. Il était commun de voir à Londres les fils et les parents des citoyens les plus considérables former entre eux une association et se réunir au nombre de cent et plus, pour voler et piller leurs riches voisins. Il était si dangereux de sortir la nuit, que les habitants de la ville étaient obligés, dès la chute du jour, de se renfermer dans leurs maisons. Une bande de ces brigands attaqua un soir la maison d'un riche particulier; les voleurs, parvenus déjà à percer la muraille à coups de marteaux, se disposaient à entrer dans la maison l'épée à la main, lorsque le propriétaire, armé de pied en cap, et secondé par ses domestiques, se présente sur le passage; opposant aux brigands une vigoureuse résistance, il coupe la main au premier voleur qui voulait entrer, et se défend avec tant de courage, qu'il donne à ses voisins le temps de se rassembler et de venir à son secours. Le voleur qui avait en la main coupée se laissa entraîner, par l'espoir du pardon, à révéler les noms de ses complices, parmi lesquels se trouvait un nommé Jean Senex, né dans une des plus riches et des meilleures familles de Londres. Il fut convaincu de crime par la preuve de l'ordéal, et quoiqu'il offrit cinq cents marcs pour racheter sa vie, le roi refusa cette somme et ordonna qu'il fût pendu.

Henri ne laissa que deux fils légitimes : Richard, qui lui succéda, et Jean, qui n'héritait d'aucun apanage, ce qui lui valut le surnom de *Jean Sans Terre*. Il eut trois filles légitimes : Mathilde, qui avait épousé le duc de Saxe; Éléonore, mariée à Alphonse, roi de Castille, et Jeanne, mariée à Guillaume, roi de Sicile. Il eut aussi deux fils naturels de Rosamonde : Richard, surnommé *Longue-épée*, qui épousa la fille et l'héritière du comte de Salisbury, et Geoffroy, qui depuis fut nommé archevêque d'York.



CHAPITRE X.

RICHARD I, SURNOMMÉ CŒUR DE LION.

De l'année 1189 à l'année 1199.

Richard, élevé enfin sur un trône que personne ne pouvait plus lui disputer, ne parut aucunement disposé à encourager à l'avenir la désobéissance et l'insubordination; car son premier soin fut d'éloigner de lui tous ceux qui l'avaient secondé dans sa conduite rebelle. Leur étonnement fut extrême, lorsqu'au lieu des honneurs et de la confiance qu'ils avaient espérés, ils se virent traités avec le plus profond mépris. Il garda à son service tous les anciens ministres de son père, convaincu que ceux qui avaient été constamment fidèles à leur premier souverain devaient l'être également à son successeur.

Dès qu'il fut sur le trône, il s'empessa de rendre la liberté à sa mère, et il se plut à combler de faveurs son frère Jean, qui, en retour de sa tendresse, ne le paya plus tard que d'ingratitude. Mais le roi, dont le caractère n'était nullement porté à la méfiance, ne songeait pas à juger son frère d'une manière défavorable, et tout entier au désir ardent d'acquérir une brillante renommée, il s'occupait fort peu de veiller à sa propre sûreté. Un goût prononcé pour les aventures romanesques et un zèle exalté pour le christianisme étaient l'esprit du siècle et le seul par lequel on pouvait acquérir de la gloire. Richard plus que personne était dominé par ces idées, et toutes ses actions s'y rapportèrent constamment.

Les Juifs, dont la population était considérablement augmentée depuis quelque temps dans le royaume, furent les premiers sacrifiés au fanatique enthousiasme du peuple; un grand nombre furent égorgés par les habitants de Londres, le jour du couronnement du roi. Cinq

cents de ces infortunés s'étaient réfugiés dans le château d'York, où se trouvant dans l'impossibilité de défendre la place, ils aimèrent mieux périr en se tuant les uns les autres, que se livrer à la furie de leurs persécuteurs. Cette funeste résolution fermement prise, ils égorgèrent leurs femmes et leurs enfants, et jetèrent, du haut des remparts, leurs cadavres sanglants sur les ennemis qui s'efforçaient d'escalader les murailles; puis ils mirent le feu aux bâtiments, et s'ensevelirent au milieu des flammes.

Cet horrible massacre, si impolitique en lui-même et si révoltant d'injustice, loin de ternir les premiers moments du règne de Richard, fut considéré au contraire comme le début le plus glorieux de son gouvernement, et le peuple tira de cet événement les présages les plus heureux de la grandeur de son souverain.

Richard, effectivement, ne tarda pas à justifier, sous un rapport du moins, les espérances romanesques de ses sujets : plus dominé par l'amour de la gloire que par la superstition, il forma le projet d'une expédition pour la Terre-Sainte, et s'occupa de réunir tout l'argent nécessaire à une telle entreprise. Son père lui avait laissé un trésor de plus de cent mille marcs, somme qu'il s'appliqua à augmenter par tous les moyens, même les plus contraires au bien public et les plus dangereux pour l'autorité royale. Il aliéna les revenus et les domaines de la couronne, ainsi que les places de confiance et les charges qui donnaient le plus de pouvoir. Des privilèges, des chartes, des châteaux et des emplois, furent distribués aux meilleurs acquéreurs, et lorsque les ministres les plus éclairés de Richard lui représentèrent les dangers d'une telle vénalité, il répondit qu'il vendrait Londres même, s'il pouvait trouver un acheteur. Il n'y eut qu'un seul homme assez intègre pour se retirer des affaires, quand les emplois, ainsi mis à l'enchère, furent en quelque sorte avilis et déshonorés : ce fut le célèbre jurisconsulte Glanville; il se démit de sa charge de grand-justicier, et, s'étant croisé, il se disposa à partir pour la Terre-Sainte. Richard n'eut garde de se plaindre d'une démission qui lui donna peu de temps après la liberté de vendre cette dignité. Hugues, évêque de Durham, l'acheta mille marcs. C'est ainsi qu'égaré par la passion de la gloire, ce prince perdit entièrement de vue toute autre considération.

De nombreuses exactions retombèrent sur le peuple : on employa tour à tour les promesses, les menaces et les reproches, pour effrayer les esprits timides et séduire ceux qui opposaient quelque résistance. Un zélé prédicateur ayant en la hardiesse de faire au roi des représenta-

lions sur sa conduite, et lui ayant conseillé audacieusement de se séparer de ses trois filles, qu'il nommait l'orgueil, l'avarice et la sensualité, Richard lui répondit sur-le-champ : « Votre conseil est juste, mon ami, » et je leur destine des époux dignes d'elles : je donne l'orgueil aux templiers, l'avarice aux moines, et la sensualité à mon clergé. »

Dès que Richard fut en possession de tout l'argent qu'il lui fallait pour son expédition, et qu'il eut vendu ses droits sur le royaume d'Écosse, moyennant une somme assez modique, il s'embarqua pour la Terre-Sainte, où il était appelé par des messages réitérés du roi de France, alors prêt à entreprendre le même voyage.

Le premier rendez-vous fut indiqué dans les plaines de Vezelay, sur les frontières de la Bourgogne. Les deux armées réunies s'élevèrent à cent mille hommes, tous animés d'une ardeur égale, et parmi lesquels brillait la fleur de la noblesse et de la chevalerie. — An de J.-C. 1190. — Là, les deux souverains s'engagèrent par les serments les plus solennels à se soutenir réciproquement; ils se séparèrent ensuite : l'un se dirigea vers Gènes, l'autre vers Marseille, dans le dessein de joindre leurs flottes, qui devaient se rendre à ces différents ports. Peu de temps après leur embarquement, ils furent forcés par la saison orageuse de se réfugier à Messine, capitale de la Sicile, où ils furent retenus l'hiver entier. Richard prit ses quartiers dans les faubourgs, et se mit en possession d'un petit fort qui commandait le havre. Philippe logea ses troupes dans la ville, et se lia intimement avec le roi de Sicile.

On ignore ce qui donna lieu à une querelle qui s'éleva bientôt entre les Siciliens et les Anglais, et l'on ne sait au juste si ce furent les intrigues du roi de France ou les procédés violents de Richard qui en furent la cause¹. Ce qu'il y a de certain, c'est que les Messinois ne tardèrent pas à traiter les Anglais avec arrogance; ils fermèrent leurs portes, ils armèrent leurs murailles et parurent défier Richard. Le roi d'Angleterre, qui jusque là avait agi en ami, fit alors usage de la médiation de Philippe pour apaiser cette querelle; mais tandis que les deux monarques

¹ Le roi de France ne fut pour rien dans cette querelle, ce fut l'habitude qu'avait Richard de tout oser en Angleterre à l'égard des vilains et des bourgeois qui lui attirait. Il y avait près de Messine, sur le bord du détroit, un couvent de moines grecs, très-fort par sa position. Richard ayant trouvé ce lieu convenable pour y placer ses magasins, en chassa les moines, et y mit garnison. Mais les habitants de Messine, outrés de cette conduite pleine d'arrogance et de mépris pour eux, fermèrent leurs portes et refusèrent l'entrée de la ville aux gens du roi d'Angleterre.

Aug. THIERRY.

étaient en conférence à ce sujet, un corps de Siciliens sortit de la ville, et attaqua les Anglais avec impétuosité. Cette insulte était suffisante pour irriter le monarque anglais, qui, naturellement fier de sa supériorité, s'élança sur les Messinois avec tant de fureur que la ville fut prise et le drapeau de l'Angleterre planté sur ses remparts.

Philippe, qui regardait cette place comme son quartier, s'indigna de la conduite de Richard et ordonna à quelques-uns de ses soldats d'arracher ce signal d'insulte. Richard s'empressa de l'informer qu'il était disposé à faire enlever l'étendard anglais, puisqu'il déplaisait à son allié, mais qu'aucune autre puissance sur la terre ne le forcerait à le faire. Il n'en fallut pas davantage pour allumer entre les deux monarques cette jalousie mutuelle qui, loin de s'éteindre, ne fit que s'enflammer par l'opposition de leurs caractères.

Le temps se passait en querelles continuelles et en réconciliations, et la méfiance régnait entre ces deux princes, que les intrigues du roi de Sicile contribuaient probablement à irriter l'un contre l'autre. Enfin, tout ressentiment s'apaisant devant la grandeur de l'entreprise, ils s'embarquèrent pour la Terre-Sainte, où le roi de France arriva long-temps avant le roi d'Angleterre. — An de J. — C. 1191. — Le peu de connaissances qu'il y avait alors dans l'art de la navigation fit que ce voyage, si facile aujourd'hui, fut long et dangereux. La flotte de Richard fut assaillie encore une fois par une tempête, et deux de ses vaisseaux furent jetés sur les côtes de Chypre. Isaac, prince de cette île, poussé par l'amour de la rapine ou par le désir de décourager le reste de la flotte de Richard, pillait les vaisseaux qui venaient d'échouer, et fit mettre les matelots et les soldats dans les fers. Mais Richard, qui arriva bientôt après, tira une vengeance éclatante de cette injure : il débarqua ses troupes, défit le tyran, emporta la ville d'assaut, et, après avoir forcé Isaac de se rendre à discrétion, il s'empara de l'île, qui devint dès lors une de ses possessions. Ce fut là qu'il épousa Bérengère, fille du roi de Navarre, qui l'avait accompagné dans son expédition, et qu'il avait préférée à Adélaïde, sœur de Philippe, dont les charmes étaient beaucoup moins puissants, et la chasteté plus douteuse.

A peine l'armée anglaise eut-elle touché le sol de la Palestine, que la fortune sembla se déclarer en faveur des Chrétiens. Les rois de France et d'Angleterre, oubliant leur secrète jalousie, agirent alors de concert. Ils firent ensemble le siège d'Acre; tandis que l'un attaquait la ville, l'autre gardait la tranchée; par leur conduite habile et

soutenue, ils forcèrent la garnison, après une résistance longue et opiniâtre, à capituler; elle promit de rendre les prisonniers chrétiens et de livrer le bois de la vrale croix, sous la condition que la vie des assiégés serait épargnée. Tels furent les uniques avantages d'une entreprise qui mit toute l'Asie en sang, et qui dépenpla en grande partie l'Europe de ses plus braves guerriers.

Soit que Philippe fût fatigué de l'ascendant que Richard avait pris, ou soit qu'il fût jaloux de sa supériorité et de la popularité qu'il avait acquise, aussitôt que le siège d'Acre fut terminé, il déclara l'intention où il était de retourner en France, alléguant le mauvais état de sa santé; mais, pour ne pas détruire les dispositions amicales de Richard envers lui, il lui laissa dix mille hommes sous le commandement du duc de Bourgogne.

Le roi d'Angleterre, resté seul à la tête de l'armée, vint de victoire en victoire. Les chrétiens, sous son commandement, assiégèrent la ville d'Ascalon, afin d'attaquer ensuite Jérusalem avec plus d'avantage. Saladin, le plus fameux des monarques sarrasins, résolut de s'opposer à leur marche, et se plaça sur leur chemin avec une armée de deux cent mille hommes. Ce fut une journée célèbre que celle où Richard se trouva en présence d'un adversaire aussi digne de sa valeur. Les deux ailes de l'armée anglaise furent défaites d'abord, mais Richard, qui conduisait lui-même le corps principal, rétablit bientôt le combat. Les Sarrasins prirent la fuite dans le plus grand désordre, et trente mille hommes des leurs périrent sur le champ de bataille. Ascalon se rendit après cette victoire; d'autres villes moins considérables suivirent le même exemple, — An de J.-C. 1192 — et Richard, dirigeant ses pas vers Jérusalem, aperçut enfin l'objet de ses longues et ardentes, espérances. Mais tout-à-coup ses projets ambitieux furent renversés, et il se vit forcé, à son grand regret, de s'arrêter au milieu de sa carrière chevaleresque.

L'ardeur de ses soldats était tellement épuisée par la famine et les fatigues de la guerre, qu'ils étaient incapables de seconder les efforts de leur chef. Les plus vaillants guerriers eux-mêmes, lassés de vaincre, ne paraissaient plus avides de conquêtes, et Richard, bien qu'accablé de ce revers, sentit la nécessité d'en venir à un accommodement avec Saladin. On conclut donc une trêve de trois ans, par laquelle il fut stipulé que les villes maritimes de la Palestine resteraient entre les mains des chrétiens, et que tous ceux de cette religion auraient la

permission d'aller en pèlerinage à Jérusalem, sans avoir à courir aucun risque.

Richard, après avoir terminé cette expédition, dont il résultait pour lui bien plus de prestiges de gloire que d'avantages réels, songea à retourner dans son royaume, afin d'y jouir paisiblement des lauriers qu'il venait de moissonner au milieu de tant de dangers ; mais il était incertain sur la route qu'il devait suivre. La crainte de tomber entre les mains de Philippe, dont il redoutait le ressentiment, l'empêcha de traverser la France ; il se dirigea donc par le nord et s'embarqua sur la mer Adriatique, où ayant fait naufrage près d'Aquilée, il se déguisa sous l'habit d'un pèlerin, dans l'espoir de traverser secrètement l'Allemagne. Malheureusement, il ne put tellement se cacher qu'on ne soupçonnât son rang. Poursuivi par le gouverneur d'Istrie, qui cherchait à le faire prisonnier, il fut forcé de se détourner du chemin direct de l'Angleterre, et de traverser Vienne en fuytif. Là ses dépenses et sa libéralité le trahirent, et, quoique déguisé en pèlerin, il fut arrêté par Léopold, duc d'Autriche, qui, sans honte et sans pitié, le fit emprisonner et charger de chaînes. Ce prince, servant sous Richard au siège d'Acre, avait éprouvé quelques affronts de la part du monarque ; il avait conservé depuis un vif ressentiment contre lui, et ce fut avec joie qu'il saisit l'occasion de venger son injure. Sa cupidité fut probablement aussi pour quelque chose dans cette conduite ; car il espérait obtenir une somme considérable pour la rançon d'un tel prisonnier, et il ne doutait pas que les Anglais ne fussent prêts à la donner sur-le-champ pour délivrer leur roi de l'esclavage.

Henri VI, empereur d'Allemagne, devenu également l'ennemi juré de Richard depuis qu'il avait appris l'alliance contractée entre lui et Tancrede, roi de Sicile, fit demander au duc d'Autriche qu'il lui livrât son prisonnier, lui promettant, en récompense de ce service, une somme considérable. Ainsi le roi d'Angleterre, qui depuis long-temps remplissait le monde entier de sa brillante renommée, fut précipité indignement dans un cachot, et chargé de fers par deux princes perfides qui s'attendaient à recueillir de grands avantages de sa malheureuse situation.

Il se passa bien du temps avant que les Anglais fussent informés de la captivité de leur belliqueux monarque. Il y avait alors entre les royaumes si peu de facilités de communication, que cette découverte ne fut faite, dit-on, que par un pauvre ménestrel français, qui pinçait

un jour de la harpe près de la forteresse où était renfermé Richard ; il fut entendu par l'infortuné monarque, qui, ayant reconnu nû air qu'il aimait, prit sa harpe à son tour, et répondit au ménestrel sur le même ton. Ce fut cette légère circonstance qui fit découvrir le lieu de sa captivité.

Mais dans le même moment où Richard, vainement victorieux, languissait dans un misérable donjon, les affaires de son royaume prenaient l'aspect le plus défavorable. Les deux principaux chefs du gouvernement étaient aussi peu faits l'un que l'autre pour exciter la confiance des Anglais : l'un avait acheté à prix d'or le rang qu'il occupait, l'autre ne s'y était élevé qu'à force d'adulation et de bas artifices. L'évêque de Durham était avaré et ignorant, et Longchamp, chancelier du royaume, homme naturellement présomptueux, l'était devenu encore davantage par la certitude de posséder la faveur de son souverain.

Deux hommes de caractères aussi opposés ne pouvaient manquer d'arriver promptement à une inimitié insurmontable; Longchamp avait même poussé l'audace jusqu'au point de faire arrêter son collègue, qui avait été obligé de se démettre de son pouvoir pour recouvrer sa liberté. Richard, qui, dans le temps, avait été informé des troubles survenus à ce sujet dans son royaume, avait écrit à Longchamp pour lui ordonner de rétablir l'évêque de Durham dans ses emplois ; mais ses ordres avaient été méprisés, et le prélat hautain et opiniâtre avait refusé d'obéir, sous le prétexte qu'il connaissait mieux que personne les secrètes intentions du roi. Il avait donc continué à gouverner seul le royaume, et comme il n'ignorait pas que sa conduite impérieuse l'exposait à des dangers réels, il avait augmenté le nombre de ses gardes, et il ne sortait jamais de son palais sans en être entouré.

Parmi les nombreux ennemis que tant de pouvoir et d'arrogance animèrent contre lui, il n'y eut qu'une seule personne dans le royaume assez hardie pour blâmer ouvertement ses actions. Ce fut Jean, le frère du roi, qui, offensé personnellement autrefois par ce prélat, saisit l'occasion favorable du mécontentement général pour attaquer son autorité. Il assembla à Reading un conseil composé de la noblesse et du clergé, et eût Longchamp à comparaître devant eux. Longchamp, vivement irrité, et ne voulant pas se remettre au pouvoir d'un conseil qui lui portait une haine si invétérée, refusa d'obéir et se renferma dans la Tour de Londres ; de là il parvint à s'enfuir, et traversa la mer

sous des habits de femme. Il fut destiné, et l'archevêque de Rouen devint grand-justicier à sa place.

Ces discussions ne furent pas plus tôt connues du roi de France, alors de retour de la Terre-Sainte, qu'il s'efforça de tirer parti du ressentiment de Longchamp pour augmenter les troubles de l'Angleterre. Effectivement, il n'eut pas de peine à corrompre la fidélité de Jean, en lui promettant de le mettre en possession de tous les biens que Richard possédait sur le continent.

Ce fut dans ce moment critique que les Anglais apprirent la funeste nouvelle de la captivité de leur monarque chéri, et des indignes traitements qu'il avait reçus. La reine donairière, irritée de l'injure faite à son fils favori, écrivit des lettres pressantes au pape Célestin, afin d'exciter son indignation et sa pitié; mais tous ses efforts restèrent sans succès. Le peuple témoigna sa douleur d'une manière éciatante, le clergé le déclara à haute voix défenseur de la foi et martyr de l'Église, et ce ne fut dès ce moment qu'un cri unanime pour vanter la grandeur de ses actions et déplorer l'énormité de sa chute.

Mais s'il y en eut un grand nombre dont le désespoir fut sincère, il y en eut aussi quelques-uns qui se réjouirent secrètement des malheurs de Richard, et qui firent tout ce qui dépendait d'eux pour prolonger la captivité de ce prince. De ce nombre était, non seulement le roi de France, son ancien et mortel ennemi, mais Jean, son frère, qui, oubliant les liens du sang, du devoir, et de la reconnaissance, passa en France sur l'invitation de Philippe, et tint une conférence avec lui, dans laquelle les deux princes convinrent de tout faire pour rendre la détention de Richard perpétuelle. Jean s'engagea à remettre entre les mains de Philippe une grande partie de la Normandie, et le roi de France s'engagea à son tour à mettre le prince Jean en possession du trône de son frère. Quelques-uns prétendent même que Jean fit hommage au roi de France de la couronne d'Angleterre.

En conséquence de ce traité, Philippe envahit la Normandie, se rendit maître des forteresses après une résistance apparente, et tout, à l'exception de Rouen, fut soumis à l'autorité du monarque français. Jean, de son côté, fit tous ses efforts pour s'emparer du trône d'Angleterre, et aussitôt après son arrivée à Londres, il fit valoir ses droits comme héritier direct de son frère, prétendant avoir reçu la nouvelle certaine de sa mort. Mais le traître fut trompé dans son attente; ses droits furent rejetés par tous les barons, qui prirent de telles mesures

pour lui résister et mettre le royaume à l'abri de ses prétentions, qu'il fut obligé de retourner sur le continent, et d'avouer ouvertement son alliance avec le roi de France.

Cependant l'infortuné Richard souffrait toutes les insultes et toutes les humiliations que la méchanceté et la tyrannie de ses ennemis pouvaient imaginer. L'empereur, afin de le rendre plus impatient de recouvrer sa liberté, et l'engager à promettre une somme plus considérable pour sa rançon, le traitait avec une rigueur barbare, et rendait sa situation semblable à celle des plus vils coupables. Mais l'âme de Richard était trop élevée pour se laisser abattre sous de tels coups ; et comme il ignorait à quelles extrémités il pourrait être réduit et quelles concessions il serait peut-être forcé de faire, il écrivit au grand-justicier d'Angleterre de n'obéir à aucun ordre qui viendrait de lui, s'il paraissait contraire à son honneur ou au bien de la nation.

Ces précautions furent heureuses pour lui ; car l'empereur, cherchant à l'intimider, et à justifier sa cruauté, ou bien à augmenter le prix de sa rançon, l'accusa à la diète de Worms d'une conduite criminelle ; on lui reprocha, en présence de toute l'assemblée, de s'être ligué avec Tancrède, usurpateur de la Sicile, d'avoir tourné les armes de la croisade contre un prince chrétien, d'avoir insulté le duc d'Autriche devant Acre, d'avoir empêché les progrès de l'armée chrétienne, par ses contestations avec le roi de France, d'avoir conclu une trêve avec Saladin, et d'avoir laissé Jérusalem entre les mains des infidèles. Richard entendit avec indignation de si frivoles accusations, et consentit même à y répondre. Il se défendit avec tant d'énergie devant les princes qui composaient la diète, qu'ils ne purent s'empêcher de se récrier hautement contre la conduite de l'empereur, et que le pape menaça celui-ci de l'excommunier.

Ce monarque barbare, voyant alors qu'il ne pouvait retenir plus long-temps son auguste prisonnier, consentit à écouter des propositions d'accommodement. On convint d'une rançon de cent cinquante mille marcs, ce qui revient à peu près à trois cent mille livres sterling, dont le tiers devait être payé avant de rendre la liberté à Richard, soixante-sept otages devaient être donnés pour sûreté du reste.

Richard, ayant consenti à ce traité, envoya en Angleterre Hubert, l'un des fidèles chevaliers qui l'avaient suivi dans la Terre-Sainte ; il le chargea de porter les conditions du traité par lequel il devait

recouvrer la liberté, et lui donna le pouvoir de lever l'argent nécessaire à ce dessein.

Tout tenancier militaire était, d'après la loi féodale, obligé de contribuer au prix de la rançon de son seigneur suzerain, dans le cas où il deviendrait captif. La somme stipulée par l'obligation fut donc levée sur tous les fiefs du royaume, et l'argent perçu par des juges ambulants; mais le zèle du peuple l'emporta de beaucoup en cette circonstance sur la froide exactitude du devoir. Chacun voulut contribuer à la délivrance de son souverain, et des sommes considérables furent promptement réunies; les églises et les monastères fondirent leur argenterie; les évêques, les abbés et les nobles donnèrent un quart de leurs revenus annuels, et le bas clergé contribua également pour un dixième de sa dime. La somme nécessaire ainsi complétée, la reine Éléonore et le grand-justicier s'embarquèrent pour l'Allemagne.

Tandis que l'Angleterre s'occupait avec zèle de la rançon de son souverain, Philippe s'efforçait de tout son pouvoir de prolonger la captivité de Richard. Connaisseur l'avarice prodigieuse de l'empereur, il lui fit faire de nouvelles propositions bien plus avantageuses que celles qui venaient d'être acceptées pour la rançon de son prisonnier. Outre une somme égale à celle que Richard venait de promettre, il offrit encore à l'empereur de lui donner sa fille en mariage, s'il voulait retenir le roi d'Angleterre un an de plus en prison¹. L'empereur sentit alors qu'il s'était trop hâté de conclure le traité avec Richard, et se repentit amèrement de sa précipitation.

Il aurait consenti volontiers à sacrifier toute considération d'honneur et de justice; mais il redoutait le ressentiment des princes d'Allemagne, qui, par la loi féodale, avaient droit de punir leur souverain d'une conduite criminelle. Il continua donc à flotter entre ses craintes et son avarice, jusqu'au jour désigné pour rendre la liberté au roi. La cérémonie de sa délivrance se fit avec une grande pompe à Metz, en présence de toute la noblesse d'Allemagne; — An de J.-C. 1194 — la reine Éléonore paya la somme convenue, donna des otages pour le reste, et le roi d'Angleterre fut enfin rendu à la liberté.

¹ Tenté par ces brillantes propositions, l'empereur eut envie de manquer à sa parole; mais les membres de la diète, qui avaient juré de la tenir fidèlement, s'y opposèrent, et, avant de leur puissance, ils firent relâcher le captif vers la fin de janvier 1194.

Cependant l'empereur ne pouvait supporter cette idée sans éprouver toute l'agitation des passions haineuses, ni songer sans amertume que celui qu'il regardait comme son ennemi allait retrouver la félicité qu'il s'était efforcé en vain de lui ravir. C'était avec désespoir qu'il voyait s'évanouir les espérances avantageuses que lui avait fait concevoir la détention de l'illustre prisonnier ; toutes les craintes que lui avait fait éprouver le ressentiment à venir de ses sujets s'effacèrent alors, et tout entier à sa sordide cupidité, il résolut de s'emparer de nouveau de Richard ; il donna donc des ordres pour qu'on se mît à sa poursuite et qu'on l'arrêtât. Heureusement ses émissaires arrivèrent trop tard ; Richard, convaincu de sa perfidie et informé secrètement des propositions du roi de France, avait donné ordre qu'on l'attendît à l'embarcadere de l'Escant. Dès qu'il fut arrivé, il s'embarqua, et, quoique le vent lui fût contraire, il était déjà loin du rivage avant que ses ennemis fussent arrivés à Anvers.

Rien ne pourrait peindre la joie des Anglais en revoyant leur monarque après tant d'exploits et de souffrances. Il entra en triomphe dans la ville de Londres ; les citoyens déployèrent en cette occasion un tel luxe et une telle magnificence, que les seigneurs allemands qui avaient accompagné le roi déclarèrent que si leur souverain s'était douté de toute la richesse des Anglais, il n'aurait pas consenti si facilement à laisser échapper sa proie.

Richard, peu de temps après son retour, se fit couronner de nouveau à Winchester. Il convoqua ensuite un conseil général à Nottingham, où il confisqua tous les biens de son indigne frère ; après quoi, s'occupant de tous les préparatifs nécessaires pour se venger du roi de France, il s'embarqua pour la Normandie avec un corps d'armée considérable.

Le lendemain de son débarquement, l'infidèle Jean était venu se jeter aux pieds du souverain et du frère qu'il avait si cruellement offensé. Ce ne fut pas sans témoigner un vif ressentiment que Richard reçut un prince qui s'était ligué contre lui avec son plus mortel ennemi. Cependant, à l'intercession de la reine Éléonore, il consentit à lui accorder sa grâce. « Je lui pardonne, dit le roi, et je souhaite » pouvoir oublier ses torts aussi facilement qu'il oubliera le pardon » que je lui accorde. »

Cette indulgence ne fut pas sans fruit, elle fit de l'impression sur le coupable, dont le cœur n'était pas fermé à tout sentiment d'humanité.

Touché de la conduite généreuse de son frère, il le servit avec fidélité depuis cette époque, et lui rendit même des services importants dans différentes guerres que Richard eut peu de temps après avec le roi de France.

Toutes ces hostilités, dont il ne résulta aucune conséquence avantageuse, ni d'un côté ni de l'autre, ne servirent qu'à alimenter l'animosité réciproque des deux nations, sans rien déterminer relativement à leurs droits et à leurs prétentions réciproques. L'événement le plus remarquable que l'on trouve dans les récits fatigants de ces différentes actions, fut la prise de l'évêque de Beauvais, qui, combattant à la tête de ses vassaux, fut fait prisonnier par Richard. Lorsque le pape lui demanda sa liberté et le réclama comme enfant de l'Église, le roi envoya à Sa Sainteté la cotte de mailles ensanglantée que le prélat avait portée le jour de la bataille, et lui fit demander s'il la reconnaissait pour la robe de son fils¹.

L'animosité mutuelle des deux partis s'enflammait continuellement. Les deux monarques, infatigables dans la vengeance qu'ils cherchaient à tirer des insultes qu'ils se faisaient continuellement, faisaient fréquemment arracher les yeux à leurs prisonniers; et les traités à peine conclus étaient rompus immédiatement. La médiation du légat parvint enfin à amener les deux princes à un accommodement qui permit d'entrevoir une paix désirée depuis si long-temps. — An de J.-C. 1196.

La guerre néanmoins commençait à se rallumer de nouveau, lorsque la mort de Richard vint tout-à-coup mettre un terme à ces perpétuelles querelles.

Vidomar, vicomte de Limoges et vassal de la couronne, avait trouvé dans un champ un trésor dont il avait envoyé une partie au roi, afin de s'assurer du reste. — An de J.-C. 1199 — Mais Richard, comme seigneur suzerain, prétendit qu'il avait droit à la totalité du trésor, et insista pour qu'on le lui remit. Sur le refus de Vidomar, il assiégea le château de Chalus, où il avait entendu dire que l'argent était caché. Le quatrième jour du siège, Richard parcourait à cheval les environs du château, afin de découvrir le côté le plus avantageux pour l'attaquer, lorsqu'il fut percé à l'épaule d'une flèche que lui lança un archer, nommé Bertrand de Gourdon. La blessure n'était pas dangereuse,

¹ Allusion aux paroles des enfants de Jacob, lorsqu'ils lui envoyèrent la tunique sanglante de Joseph.









mais un chirurgien maladroit envenima tellement la plaie en cherchant à retirer la flèche des chairs, que les symptômes les plus alarmants se déclarèrent bientôt.

Richard, sentant sa fin prochaine, fit un testament par lequel il légua le royaume à son frère Jean, ainsi que tous ses trésors, à l'exception d'un quart qu'il distribua à ses gens. Il ordonna ensuite que l'archer qui l'avait frappé fût amené en sa présence : « Quelle injure » t'avais-je fait, lui demanda-t-il, pour m'ôter la vie ? — Vous avez » tné de vos propres mains mon père et mes deux frères, lui répondit Bertrand, et vous aviez l'intention de me faire pendre. Je suis » maintenant en votre puissance, et l'idée de mes tourments peut » vous venger ; mais je les supporterai avec joie, par l'idée consolante que j'aurai délivré le monde d'un tyran. »

Richard, frappé de cette réponse, ordonna qu'on remit à l'archer une somme de cent schellings et qu'on lui rendit la liberté ; mais Maréchal, le général en chef, le fit arrêter comme scélérat, et le fit pendre après l'avoir fait écorcher vif.

Richard mourut dans sa quarante-deuxième année et dans la dixième de son règne. Il ne laissa qu'un fils naturel, nommé Philippe.

Ce monarque réunissait toutes les qualités héroïques qui peuvent faire naître l'enthousiasme dans un siècle barbare, mais il possédait fort peu des qualités solides qui sont faites pour mériter l'admiration et l'amour d'un peuple civilisé ; il était franc, magnanime, généreux et brave jusqu'à l'excès, mais il était cruel, orgueilleux et vindicatif ; il n'épargnait ni le sang ni les trésors de ses sujets ; ses expéditions inutiles contribuèrent à affaiblir son royaume, et les guerres qu'il entreprit eurent plutôt pour motif le désir de satisfaire sa vengeance que celui d'augmenter le bonheur de ses sujets. Le peuple acquit sous son règne un pouvoir qui approcha de l'indépendance ; jusque alors il ne s'était rendu coupable de sédition que par les provocations des barons ; mais à cette époque, il osa pour la première fois défendre ses droits et se choisir un chef dans ses rangs. Les gens de la populace de Londres placèrent à leur tête un nommé William Fitz-Osbert, appelé communément Longue-Barbe, élevé dans l'étude des lois, mais qui abandonna sa profession pour embrasser la cause du peuple avec un enthousiasme peu ordinaire. Il se nommait lui-même le sauveur du pauvre.

Dans une circonstance où il trouva les intérêts du peuple compromis, il se rendit en Normandie, et osa représenter au roi l'oppression où

étaient réduits les citoyens par une augmentation injuste d'impôts. Il obtint un adoucissement, et sa réputation acquit, dès ce moment, une telle célébrité dans la basse classe, que plus de cinquante mille personnes du peuple formèrent une association et s'engagèrent à le défendre et à lui obéir. Les suites les plus déplorables furent les conséquences de cette association : chaque jour de nouveaux meurtres étaient commis ; cependant l'on ignore si Longue-Barbe en fut le véritable instigateur. Le grand-justicier, car le roi était alors absent, le somma de venir rendre compte de sa conduite devant le conseil, et il se présenta avec une suite si formidable, que personne n'osa porter accusation contre lui.

Poursuivi quelque temps après par des officiers de justice, il tua l'un d'entre eux, se sauva ensuite avec sa maîtresse, et se cacha dans l'église de Sainte-Marie-de-l'Arc, où il se défendit quelque temps avec un courage intrépide. La populace lui fournissait des provisions, et sa sympathie pour lui faisait espérer qu'elle le seconderait et le défendrait dans un plus grand danger ; mais son attente fut trompée. Forcé enfin de sortir de sa retraite par la fumée d'un tas de paille humide qu'on avait allumée exprès devant la porte, il fut pris, jugé et condamné ; après avoir été attaché à la queue d'un cheval et traîné dans les rues de Londres, il fut pendu, ainsi que huit de ses complices¹. Dès qu'il fut mort, le peuple commença à révéler la mémoire d'un homme qu'il n'avait pas eu le courage de défendre. On enleva son gibet et on le vénéra presque autant que le bois de la vraie croix. La terre sur laquelle il avait été planté fut regardée comme un préservatif contre toute espèce de maladies et de malheurs, et si le clergé n'avait point arrêté le torrent de cette superstition populaire, on aurait probablement rendu à sa mémoire des honneurs semblables à ceux qui avaient été accordés, sous le règne précédent, à saint Thomas de Cantorbéry.

¹ C'est la première occasion où l'on voit le peuple se séparer des barons et du clergé, faire corps à part, et combattre pour ses privilèges. Longue-Barbe peut être regardé aussi comme la première victime immolée à cet esprit indomptable, qui depuis agite toujours le peuple pour la conservation de ses privilèges, et hâta la révolution qui lui rendit les droits de l'humanité. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)



CHAPITRE XI .

JEAN SANS TERRE.

De l'année 1199 à l'année 1216.

Le prince Jean, d'après ses droits héréditaires, n'avait aucun motif de craindre que le trône lui fût contesté. Le roi de France, le seul qui pût seconder les prétentions d'un rival, s'était déclaré depuis long-temps en faveur de ce prince, et n'avait cessé, pendant la vie de son frère, de lui donner des preuves de sincérité et d'affection. Jean ne doutait donc nullement de l'appui d'un souverain qui semblait si dévoué à ses intérêts; mais les choses ne tardèrent point à changer de face.

Dès que Richard I^{er} eut cessé de vivre, Philippe montra que tous ses témoignages d'amitié avaient été calculés bien moins pour servir Jean que pour jeter le trouble en Angleterre, et que l'agrandissement de sa puissance avait été le véritable but de sa conduite. A l'époque où Richard s'était rendu à la Terre-Sainte, il avait désigné pour son héritier Arthur, fils de son frère Geoffroy, jeune prince qui, à l'âge de douze ans, semblait promettre, par ses qualités précoces, de devenir digne de la couronne. Mais ce concurrent dangereux avait été éloigné à la prière de la reine douairière. Philippe, qui ne cherchait maintenant qu'une occasion de nuire aux intérêts de Jean, résolut de seconder les prétentions du jeune Arthur, et plusieurs des barons du continent se déclarèrent également en sa faveur.

Jean, qui s'était hâté de prendre possession du trône d'Angleterre, se prépara sur-le-champ à défendre ses états du continent, et à reconquer les provinces qui s'étaient déclarées pour son neveu Arthur. La guerre se ralluma donc avec plus d'animosité que jamais, et ce ne fut qu'après plusieurs batailles et des victoires indécises que les deux princes en vinrent à un accommodement. Leur querelle se termina ainsi, sans avoir produit autre chose que la mort d'une multitude de leurs sujets. — An de J.-C. 1200.

Ce traité fut hâté par la circonstance la plus favorable. Arthur et Constance, sa mère, se méfiant de la perfidie du roi de France, vinrent se remettre entre les mains de Jean, et rendirent les provinces qui s'étaient révoltées pour eux. Ainsi le monarque, après une contestation de peu de durée, se vit souverain paisible de tous les états annexés à la couronne d'Angleterre.

Mais il était incapable de conserver par la sagesse de sa conduite le pouvoir que la jalousie mutuelle de ses ennemis avait contribué à lui faire obtenir; il commença à révolter les idées morales de son temps par son mariage avec Isabelle, fille du comte d'Angoulême, qu'il épousa pendant que sa première femme vivait encore, et quoique la princesse Isabelle appartint déjà à un premier époux, qui était le comte de la Marche. — An de J.-C. 1204 — Cette conduite criminelle, qui fut généralement désapprouvée, fit éclater une insurrection que ses efforts parvinrent à dissiper, et, enorgueilli de ses succès actuels, Jean se montra plus disposé que jamais à commettre impunément de nouvelles violences.

Comme l'usage de décider par le duel toute espèce de querelle subsistait encore, Jean résolut de profiter de cet avantage pour se venger de ses barons réfractaires. Il fit choix d'un certain nombre de brigands que, sous le titre de ses *champions*, il entretint à ses gages. Ces meurtriers étaient chargés de combattre pour sa cause, lorsque quelqu'un de ses nobles osait s'opposer à ses usurpations et à ses actes arbitraires. Des défenseurs aussi méprisables inspirèrent tant de mécontentement et de dégoût aux barons orgueilleux, qu'une nouvelle insurrection, plus dangereuse que la première, ne tarda pas à éclater. Jean s'efforça de l'apaiser par des promesses et de perfides semblants de regrets, mais qui ne servirent qu'à irriter encore plus ses ennemis contre lui, et à augmenter le mépris que sa conduite odieuse inspirait à tous ses sujets.

Un évènement funeste acheva bientôt d'attirer sur le roi Jean la haine de tout son peuple. Le jeune Arthur et sa mère, qui s'étaient placés si imprudemment sous sa protection, n'avaient point tardé à s'apercevoir du danger où ils s'étaient aventurés, et bientôt ils cessèrent d'espérer aucun procédé généreux d'un prince dont le caractère était profondément corrompu. D'après les violents soupçons qu'ils avaient conçus sur la sincérité de sa conduite envers eux, ils s'échappèrent du Mans, où il les retenait prisonniers, et se retirèrent à Angers, d'où ils se rendirent auprès du roi de France, déterminés à recourir encore une fois à lui.

Comme il était dans les intérêts de Philippe de les traiter amicalement, il les reçut avec les plus grandes marques de considération, et promit de soutenir de tout son pouvoir la cause d'Arthur. — An de J.-C. 1202 — Plusieurs villes se soumirent d'abord à l'autorité du jeune prince ; le succès parut couronner ses entreprises ; mais son ardeur lui devint fatale. Arthur, d'un caractère entreprenant et passionné pour la gloire, mit le siège devant une forteresse où la reine douairière n'était défendue que par une faible garnison. Jean s'étant avancé sur sa petite armée au moment où il s'y attendait le moins, le jeune prince fut fait prisonnier, avec les plus considérables des barons révoltés. La plus grande partie des captifs fut renvoyée en Angleterre, mais l'infortuné Arthur fut enfermé dans le château de Falaise.

Jean, satisfait de tenir en sa puissance un rival dont il avait à redouter les prétentions, songea dès lors sérieusement aux moyens les plus sûrs de se mettre à l'abri de toute crainte pour l'avenir. Il ne s'offrit à son esprit d'autre expédient que celui qui se présente ordinairement à l'imagination des tyrans, et la mort du jeune prince fut résolue.

On n'est pas bien d'accord sur la manière dont on ôta la vie à ce brave et infortuné prince ; on sait seulement que dès qu'il fut emprisonné, on n'entendit plus parler de lui. — An de J.-C. 1203 — Le récit le plus probable de cet horrible événement est que le roi ayant proposé à l'un des gens de sa suite, nommé Guillaume de la Braye, d'assassiner Arthur, l'honnête serviteur répondit qu'il était gentilhomme et non bourreau, et que, comme il refusa positivement d'obéir, Jean eut recours à une autre personne, qui, ayant consenti à commettre le meurtre, se rendit dans cette intention au château où était renfermé Arthur. Mais la destinée malheureuse de ce prince parut suspendue

encore une fois. Hubert de Bourg, chambellan du roi et constable de la place, voulut sauver le prisonnier ; il déclara qu'il se chargeait seul de l'exécution, et renvoya l'assassin.

Mais son honnête stratagème n'eut qu'un triste résultat, et lui-même fut entraîné à le découvrir, car les sujets du prince, à la nouvelle funeste de sa mort, jurèrent d'en tirer la plus terrible vengeance, et Hubert, pour apaiser leur ressentiment, leur révéla le secret de la mort prétendue d'Arthur, en leur assurant qu'il était encore sous sa garde.

Jean, convaincu que ses émissaires se laissaient émouvoir par la pitié, prit la résolution d'exécuter lui-même son projet sanguinaire. Il fit donc transférer Arthur au château de Rouen, situé sur les bords de la Seine, et s'y rendit lui-même vers minuit. Il ordonna que le jeune prince fût amené en sa présence. Une captivité douloureuse, une solitude continuelle et de longs malheurs, avaient affaibli le courage et l'énergie de ce noble jeune homme ; ne doutant plus que sa mort ne fût certaine, il se jeta aux genoux de son oncle, et implora sa pitié de la manière la plus touchante, le suppliant de lui laisser la vie. Mais le terrible Jean avait l'âme trop endurcie au crime pour se laisser attendrir ; sans égard et sans pitié pour l'âge de sa victime, pour les liens sacrés qui existaient entre eux, et pour son mérite personnel, il le poignarda de sa propre main, puis, après avoir attaché une pierre au cadavre, il le jeta dans la Seine.

Ce crime atroce, en délivrant le roi Jean d'un rival dont les brillantes qualités augmentaient encore sa haine invétérée, prépara le chemin de sa ruine future, et ce prince cruel, qui s'était montré dans la prospérité l'ennemi de ses semblables, en fut dans le malheur abandonné sans retour.

Détesté du monde entier pendant tout le cours de son règne, il ne soutint sa puissance qu'en protégeant ceux dont il avait besoin de s'assurer le dévouement, et en accablant des effets de son ressentiment ceux qui osaient lui opposer de la résistance. La perte de ses possessions françaises suivit de près la mort du malheureux Arthur¹, non

¹ Constance, mère infortunée du prince assassiné, invoqua la protection des pairs français ; elle lui fut accordée ; le roi d'Angleterre, sommé de comparaître pour se défendre, méprisa cet ordre, et les pairs de France confiscèrent toutes les terres et possessions qu'il tenait de la couronne. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Cette étrange punition pouvait avoir quelque apparence de justice relativement au

cependant sans quelques tentatives de défense de la part de Jean ; il entreprit même le siège d'Alençon, l'une des villes qui s'étaient révoltées ; mais l'activité de Philippe, son rival, rendit nuls tous ses efforts. Le roi de France parvint, dans un tournoi qui se donna à cette époque, à entraîner dans son parti un grand nombre de chevaliers qui consentirent avec joie à se liguier ensemble contre le meurtrier, et le forcèrent à lever le siège.

Jean, chassé et dépouillé de ses états, fut obligé de dévorer patiemment sa honte : telle était cependant l'absurdité de son orgueil, qu'il disait souvent à ceux qui l'entouraient qu'il était capable de reprendre en un jour ce que les Français avaient mis une année entière à conquérir.

La Normandie ne put résister plus long-temps aux armes de Philippe. Château-Gaillard, l'une des forteresses les plus considérables de ce pays, fut pris après un siège opiniâtre. — An de J.-C. 1204 — Tout le duché se soumit au valqueur, et tandis que Jean, ne songeant qu'à sa propre sûreté, fuyait lâchement en Angleterre, Philippe, certain du succès, étendait ses conquêtes et poursuivait la victoire avec ardeur. Toute la Normandie reconnut son autorité ; ce pays, après avoir été démembré de la France pendant plus de trois siècles, fut de nouveau réuni à la monarchie française.

Jean, dépouillé ainsi de toutes ses possessions continentales, résolut d'assouvir au moins sa vengeance sur le royaume qui reconnaissait encore sa puissance. A son arrivée en Angleterre, il commença à rejeter la cause de ses mauvais succès sur ses barons, qui avaient, disait-il, déserté ses drapeaux en Normandie, et pour les punir de cette prétendue faute, et sous le prétexte de préparer une autre expédition, il leva des sommes considérables sur leurs biens. Il leur ordonna à tous de se disposer à le suivre, et, par un caprice subit, il remit l'exécution de son projet à un temps plus opportun.

L'année suivante il se mit en mer, et l'on eût dit, en voyant tous ces préparatifs, qu'il avait le désir de réparer, par sa conduite actuelle, sa lâcheté précédente ; mais il revint bientôt après sans avoir fait la

vassal félo ; mais elle frappait autant sur ses sujets que sur lui. Pouvait-on disposer ainsi d'eux ? ou les regardait donc comme des troupeaux dont on changeait le maître et les bergers : on ne soupçonnait pas même qu'ils pussent avoir le droit d'empêcher ces dispositions. (*Note de Bristot de Warville.*)

moindre tentative. — An de J.-C. 1205 — Une autre année s'étant écoulée, il promit enfin de rétablir sa réputation par un coup décisif. Il s'embarqua pour La Rochelle, et marcha droit à Angers, qu'il mit en cendres ; mais, sur la nouvelle que l'ennemi se disposait à s'avancer à sa rencontre, il fit rembarquer promptement ses troupes, et revint encore une fois en Angleterre, chargé de honte et de mépris. — An de J.-C. 1206.

Jusque alors néanmoins la conduite de Jean avait inspiré à ses sujets plus de haine encore que de mépris ; mais ils acquirent bientôt la conviction qu'on pouvait l'offenser impunément, et que, quel que fût le ressentiment des outrages de ses ennemis, il était trop lâche pour oser s'en venger.

Ce prince vieilles joignait à tous les défauts un manque de politique qui ne pouvait manquer d'être nuisible aux intérêts de son royaume. Le clergé agissait depuis long-temps comme une communauté indépendante de la couronne ; le pape seul avait le droit de confirmer les élections, et les ecclésiastiques ne reconnaissaient que son autorité. Cependant l'élection des archevêques était depuis quelques années un sujet continuel de disputes entre les évêques suffragants et les moines augustins ; chacun avait des prétentions qu'il cherchait également à soutenir. Les choses étaient dans cet état lorsque Hubert, archevêque de Cantorbéry, mourut. Les moines augustins firent choix secrètement de Réginald, leur sous-prieur. Les évêques se récrièrent contre cette élection, et prétendirent que c'était une infraction manifeste à leurs privilèges. Il en résulta une contestation théologique où la fureur devint extrême de part et d'autre. Un prince adroit eut profité habilement d'une conjoncture aussi favorable, et aurait su tirer parti de cette querelle pour affaiblir le pouvoir excessif du clergé ; mais Jean n'était rien moins que politique : il se mit du parti des évêques suffragants, et Jean de Grey, évêque de Norwich, fut élu à l'unanimité.

Pour décider les droits de l'un et l'autre parti, il était indispensable de recourir au Saint-Siège : les évêques envoyèrent donc un agent chargé de défendre leur cause près du pape, tandis que les Augustins députèrent de leur côté douze moines pour soutenir leurs droits. Innocent III occupait alors le siège pontifical ; son pouvoir était illimité, et ses talents égalaient la vénération dont il jouissait ; il saisit avidement la circonstance favorable que Jean laissait échapper, et annula les prétentions réciproques des deux partis, comme illégales

et non canoniques. Il ordonna aux moines de choisir pour cardinal Etienne Langton, né en Angleterre, alors retiré à la cour de Rome, et que ses vertus et son mérite rendaient digne de ce titre. — An de J.-C. 1207.

L'Église romaine visait depuis long-temps à cette usurpation de pouvoir, fermement résolue à la maintenir. Le droit de nommer aux plus hautes dignités du royaume était un privilège qui donnait au Saint-Siège une autorité à laquelle jusque alors il avait vainement prétendu. Des moyens de persuasion, mesurés sur l'intelligence du faible Jean, furent envoyés par le pape pour lui fermer les yeux sur une insulte aussi grave. Il lui écrivit une lettre affectueuse, et lui envoya pour présent quatre anneaux d'or enrichis de pierres précieuses. Il priait Jean de faire une attention particulière à la forme de ces anneaux, à leur nombre, à leur matière et à leur couleur. Leur forme circulaire était, disait-il, l'emblème de l'éternité, pour laquelle il l'engageait à se préparer. Leur nombre quatre représentait les quatre vertus cardinales, qu'il devait également s'efforcer de mettre en pratique. La matière précieuse dont ils étaient composés, l'or, désignait la sagesse, le plus précieux de tous les dons, et celui qu'il devait travailler avec zèle à acquérir ; le vert de l'émeraude représentait la foi, le bleu du saphir l'espérance, le rouge du rubis la charité, et l'éclat de la topaze les bonnes œuvres. Jean reçut ce présent et en admira le mérite ; cependant il n'en persista pas moins à refuser d'admettre Étienne Langton à l'archevêché de Cantorbéry.

Comme toutes les mesures de ce prince étaient dictées par la violence, il envoya deux chevaliers de sa suite, que la brutalité de leur caractère rendait dignes d'être les instruments d'un tel souverain. Il leur ordonna de chasser les moines de leur couvent et de s'emparer de leurs revenus. Le pape fut vivement irrité d'une semblable mesure ; mais, convaincu que Jean aurait le dessous dans cette contestation, il ne relâcha rien de ses prétentions. Il commença d'abord par employer les voies de la douceur : il pria, sollicita ; mais, convaincu bientôt que ces moyens étaient inutiles, il fit des menaces, et envoya enfin au roi trois prélats anglais qu'il chargea de l'informer que s'il continuait à résister avec autant d'opiniâtreté, il mettrait son royaume sous l'interdit.

A cette menace terrible, tous les autres prélats se jetèrent aux genoux du roi, et le supplièrent de la manière la plus pressante de ne point attirer sur eux la colère du saint tribunal, l'exhortant à consentir à la

nomination du nouveau primat, et à rendre les moines au couvent dont ils avaient été si indignement arrachés. Toutes ces sollicitations ne servirent qu'à augmenter le ressentiment du roi. Après avoir fait éclater hautement sa fureur, il jura par *les dents de Dieu*, son serment ordinaire, que, si le pape osait mettre son royaume sous l'interdit, il bannirait le corps entier du clergé et confisquerait tous ses biens. Cette vaine menace acheva d'irriter le pontife, qui, remarquant la faiblesse du roi et le peu d'amour qu'il inspirait à ses sujets, ne balançait plus à lancer la sentence d'interdit, si redoutée de la nation entière. — An de J.-C. 1208.

Cet instrument de vengeance était combiné par la cour de Rome pour frapper de terreur l'esprit superstitieux du peuple. Par ces foudres terribles, le service divin était sur-le-champ suspendu, ainsi que l'usage des sacrements, excepté celui du baptême. Les églises étaient fermées, les statues des saints étaient descendues des autels ; la terre sainte ne recevait plus les morts, qui étaient jetés dans les fossés ou sur les grands chemins, sans aucune cérémonie funèbre ; le mariage était célébré dans les cimetières, et l'usage des viandes était défendu comme dans les temps de pénitence ; les plaisirs et les amusements étaient interdits ; il n'était permis non plus de se conper la barbe, ni de se saluer réciproquement, ni enfin de donner à sa personne le moindre soin et la moindre attention. Tout, dans cette sentence redoutable, paraissait calculé pour inspirer une terreur religieuse et faire naître la crainte de la vengeance divine.

Ce fut en vain que le roi, exerçant toute son autorité, s'efforça de menacer, de punir et d'opposer son pouvoir temporel aux censures ecclésiastiques ; ce fut en vain qu'il condamna au bannissement ou à la prison ceux dont les murmures l'offensaient ; ce fut en vain qu'il traita tous les adhérents de Langton avec la plus grande rigueur, et qu'il ordonna que les concubines des prêtres fussent renfermées : tout fut inutile contre une calamité qu'augmentaient encore les lamentations et le désespoir du clergé. La nation entière était subjuguée par le pouvoir de la cour de Rome, et Jean put se convaincre que chaque jour il devenait plus méprisable et plus odieux à ses sujets. Les barons, dont il avait déshonoré plusieurs familles par ses amours licencieuses, étaient devenus ses ennemis implacables ; le clergé ne cessait de le représenter au peuple comme un tyran imple, qui ne pouvait manquer d'attirer la colère du ciel. Tout semblait ainsi se déclarer contre lui, et il ne restait plus de cette autorité, si fermement établie par son père, que de tristes

vestiges que ses vices nombreux n'avaient pu jusque alors anéantir entièrement.

Le pape, s'apercevant que sa vengeance était suivie de toutes les conséquences qu'il avait prévues, et que le roi s'était rendu plus odieux que jamais à ses sujets, résolut de frapper le dernier coup et de profiter de l'état de douleur et de consternation où le peuple anglais était plongé.

L'Eglise de Rome avait artificieusement imaginé une gradation d'anathèmes qui tenait dans la crainte continuelle d'un châtimement plus effrayant encore les réfractaires déjà atteints par une première sentence.

A la suite de l'interdit vint donc la sentence d'excommunication qui excluait le prince imple de la société humaine. Ce terrible anathème ne fut pas plus tôt prononcé contre lui, que ses sujets ne voulurent plus reconnaître son autorité. — An de J.-C. 1209 — Le clergé fut le premier qui donna cet exemple : Geoffroy, archidiacre de Norwich, qui était revêtu d'un emploi considérable à la cour de l'échiquier, donna sa démission, ce qui exaspéra tellement le roi, qu'il le fit arrêter sur-le-champ et ordonna qu'on lui couvrit la tête d'une calotte de plomb, jusqu'à ce qu'il en mourût. Plusieurs évêques, dans la crainte d'un semblable traitement, quittèrent secrètement le royaume ; la plus grande partie de la noblesse, également épouvantée de la tyrannie de Jean, s'exila par un mouvement spontané, et ceux qui restèrent s'occupèrent ardemment à fomentier une conspiration contre lui. — An de J.-C. 1211.

La sentence du pape relevait les sujets de Jean de leur serment de fidélité à leur souverain, et déclarait excommunié quiconque oserait conserver avec lui quelque commerce, soit à table, soit dans son conseil, soit même dans des conversations secrètes. Cependant le roi persistant dans son obstination, le pape se détermina à employer la dernière ressource qui lui restait, celle de prononcer contre lui une sentence de déposition, en faisant passer le royaume entre les mains d'un autre.

Le monarque ne pouvait se trouver dans une situation plus déplorable. Furieux des outrages qu'il recevait, indigné contre son peuple, et ne voyant autour de lui que des ennemis dont il avait tout à craindre, la solitude lui offrait seule un abri contre les terreurs qui l'assiégeaient. On assure qu'il se renferma pendant une nuit entière dans le château de Nottingham, et qu'il défendit à tous ses gens de l'approcher. Averti que le roi de Galles avait pris part à cette querelle et s'était ligué contre lui, il ordonna que tous les otages gallois fussent à l'instant mis

à mort. Dans sa méfiance sur la fidélité de ses barons, dont il ne pouvait se dissimuler la haine, il exigea, pour garants de leur conduite future, leurs fils et leurs filles. Les officiers chargés d'exécuter ses ordres odieux s'étant rendus au château de Guillaume de Braouse, gentil-homme de distinction, la femme de ce baron leur déclara hardiment que jamais elle ne confierait ses enfans à un homme qui avait assassiné son propre neveu d'une manière si cruelle.

Jean fut tellement irrité d'un si juste reproche, qu'il envoya un corps de troupes s'emparer de la personne de Braouse ; mais il s'était hâté de fuir en Irlande, avec sa femme et ses enfans. La vengeance implacable de Jean les poursuivit jusque là. Parvenu à découvrir la retraite des infortunés, il fit saisir la femme de Braouse et son fils, qu'il fit renfermer dans une étroite prison, où il les laissa mourir de faim ; le malheureux père trouva le moyen de s'échapper, et se réfugia en France.

Le pape, qui avait pris la résolution de déposer Jean et de faire passer le royaume d'Angleterre entre les mains d'un autre, avait jeté les yeux sur un prince dont le pouvoir était capable de défendre ses droits, et qui ne demandait pas mieux que d'accepter le royaume : c'était Philippe-Auguste, roi de France, que sa politique habile et sa puissance rendaient propre à une telle entreprise. Ce prince, qui déjà avait dépouillé Jean de ses possessions continentales, devait être naturellement disposé à lui ravir le reste. Le pape lui offrit donc le royaume d'Angleterre. Philippe reçut avec ardeur cette proposition, et promit au pontife d'embrasser sa cause avec zèle. — An de J.-C. 1212 — Le pape, dans la vue d'augmenter encore les forces de Philippe, fit publier par toute l'Europe une croisade contre le monarque déposé, et exhorta la noblesse, les chevaliers et les hommes de tous les rangs, à se réunir sous la bannière française et à prendre les armes contre le persécuteur de l'Église.

Philippe, non moins actif de son côté, leva une armée considérable et somma tous les vassaux de sa couronne de le suivre à Rouen. Il rassembla une flotte de dix-sept cents vaisseaux dans les ports de la Normandie et de la Picardie, et se disposa à envahir un royaume qu'en l'imagination il croyait déjà posséder. — An de J.-C. 1213.

Quoique la situation de Jean fût déplorable, cependant il pouvait, en faisant un dernier effort, tenir tête à l'ennemi. Quelque détesté qu'il fût, l'animosité naturelle qui existait entre la France et l'Angleterre, le

souvenir de Richard, et quelque reste de puissance, le mirent à la tête de soixante mille hommes. Il s'avança vers Douvres¹. L'Europe considérait attentivement les préparatifs importants qui se faisaient de part et d'autre, et attendait avec impatience le coup décisif qui allait faire éclater le triomphe de l'Église ou renverser sa puissance. Mais ni Philippe ni Jean n'avaient assez d'habileté pour se mettre en garde contre la politique rusée du pontife qui les faisait agir. Le pape ne voulait faire usage du pouvoir de Philippe que pour effrayer le fils rebelle de l'Église, et non pour le détruire. Innocent espérait retirer bien plus d'avantages de sa réconciliation avec un prince d'un caractère aussi faible et aussi méprisable que de son alliance avec un monarque victorieux et puissant; car celui-ci, ne trouvant plus désormais de conquête digne de son ambition, finirait peut-être par tourner ses armes contre celui qui aurait contribué à augmenter sa gloire.

Il chargea donc secrètement Pandolphe, son légat, d'agréer les soumissions de Jean, dans le cas où elles lui seraient offertes, et il lui dicta les conditions auxquelles il pouvait traiter avec lui. En conséquence de cette mission, le légat traversa la France, où, ayant vu les préparatifs de l'armement de Philippe, il le félicita hautement du zèle qu'il montrait pour cette grande expédition. De là il se rendit à Douvres, où, selon d'autres, il envoya un exprès sous prétexte de négocier avec les barons; il eut une conférence avec Jean aussitôt après son arrivée en Angleterre. Là il représenta fortement à ce prince, dépourvu d'espoir, tous les malheurs auxquels l'exposait son obstination; il lui opposa le nombre de ses ennemis, la haine de ses sujets, et la secrète conspiration qui s'était formée contre lui dans ses propres états. Il chercha à le convaincre, que le seul moyen de se mettre à l'abri du danger qui le menaçait était de se placer sous la protection du pape, qui, plein de miséricorde, était prêt à recevoir dans son sein un pécheur repentant. Jean était trop effrayé par les périls

¹ On ne peut pas détailler toutes les vexations que commit Jean sans Terre pour soutenir cette guerre. Il extorqua des nobles la septième partie de leurs biens mobiliers; quelque temps après, il les força de lui donner deux marcs et demi par chaque fief de chevalerie. Il enlevait leurs femmes, leurs filles, leur défendait la chasse, faisait arracher les clôtures des champs près de ses forêts, afin que les bêtes fauves y alassent paître. Pendant tout son règne, il ne cessa de mettre des impôts et d'extorquer des sommes énormes par voie d'emprunt. (*Note de Brissot de Warville aux lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

évidents de sa situation pour ne passaisir avec ardeur le moyen de saint qui lui était offert. Il reconnut la vérité des remontrances du légat, et fit le serment de se soumettre à tout ce que le pape lui imposerait.

Dès que l'artificieux Italien eut obtenu de Jean la promesse d'accepter des conditions qu'il ignorait encore, il sut se ménager si bien l'esprit des barons et effrayer tellement le roi, qu'il lui persuada de faire le serment le plus extraordinaire dont l'histoire ait jamais fait mention ¹. Jean, s'étant mis à genoux et ayant placé ses mains entre celles du légat, s'exprima ainsi en présence de tout le peuple :

« Moi, Jean, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre et seigneur
» d'Irlande, donne, de ma propre volonté et de l'avis de mes barons,
» à l'Église de Rome, au pape Innocent et à ses successeurs légitime-
» ment élus, le royaume d'Angleterre et toutes les prérogatives de
» ma couronne, afin d'expier mes péchés. Désormais je me regarderai
» comme le vassal du pape ; je serai fidèle à Dieu, à l'Église de Rome,
» au pape, mon maître, et à ses successeurs légitimes. Je promets en
» outre de lui payer un tribut annuel de mille marcs ; savoir : sept
» cents pour le royaume d'Angleterre, et trois cents pour l'Irlande. »

Jean, après avoir ainsi fait hommage au légat et consenti à reconnaître Langton pour le primat, reçut de nouveau la couronne qu'il était supposé avoir perdue, tandis que le légat, enorgueilli de son triomphe, foulait aux pieds, dans l'excès de sa joie, la promesse du tribut que le roi s'engageait à payer.

C'est ainsi qu'après de brillants préparatifs et les espérances les plus ambitieuses, Philippe se vit frustré de la conquête qu'il méditait, et qu'il reconnut enfin qu'il avait été la dupe du souverain pontife. Cependant il n'en résolut pas moins, malgré son opposition et ses menaces, de continuer une guerre qui n'avait été entreprise qu'à sa prière. Il assembla ses barons et leur fit part des procédés désobligeants de la cour de Rome. Tous jurèrent de le seconder, à l'exception du comte de Flandre, qui se récria contre l'implété d'une telle guerre.

Tandis que le roi de France s'occupait de ramener ce sujet rebelle à son devoir, l'amiral anglais attaquait les vaisseaux français dans leurs ports ; il en prit trois cents et en détruisit cent autres. Philippe, dans l'impossibilité d'empêcher que le reste ne tombât entre les mains

¹ L'histoire fait mention de choses aussi extraordinaires. Si Jean donna son royaume au pape, un roi de Portugal donna le sien à la sainte Vierge, par acte formel qui se conservait chez les chartreux.

de l'ennemi, se hâta d'y mettre le feu lui-même, et abandonna par ce moyen toute espèce de projet sur l'Angleterre.

Jean, réintégré dans ses droits par les soumissions les plus abjectes et les humiliations les plus révoltantes, — An de J.-C. 1214 — ne parut nullement avoir renoncé à sa cruauté et à son arrogance. Un ermite, nommé Pierre de Pontefract, avait prédit que le roi perdrait cette année même sa couronne, et cette prédiction téméraire l'avait fait renfermer au château de Corfe. Jean prit tout-à-coup la résolution de le punir comme imposteur, et lui fit faire son procès. Le pauvre ermite, qui était probablement un enthousiaste, prétendit que sa prophétie s'était trouvée vraie, puisque le roi avait cédé sa couronne au pape, de qui il venait de la recevoir de nouveau. Cet argument, qui aurait infailliblement prévalu avec tout autre que ce prince cruel, ne servit qu'à aggraver le crime de cet ermite. Pierre fut tiré à la queue d'un cheval dans la ville de Warchiam, et pendu ensuite avec son fils.

Des actes réitérés de barbarie, des expéditions sans nul effet et des humiliations de toute espèce, avaient achevé de rendre Jean l'objet de l'exécration universelle. Également odieux et méprisé dans sa vie publique et dans sa vie privée, il insultait les barons par son arrogance et déshonorait les familles par ses débauches; il tourmentait ses sujets par sa tyrannie, et les appauvissait par ses exactions. Mais du moment qu'il eut renoncé à l'indépendance de son royaume en faveur d'une puissance étrangère, ses sujets prétendirent avoir droit à une portion de ce pouvoir qu'il avait abandonné si librement à la cour de Rome.

Depuis long-temps les grands s'étaient secrètement ligués contre lui; mais leurs projets avaient toujours échoué par des événements imprévus. Rien alors ne parut plus favorable à leurs desseins que la concurrence du primat Langton, qui, par son attachement aux intérêts de ses compatriotes, semblait vouloir les dédommager des circonstances pénibles de sa nomination.

Soit que ce prélat fût réellement dévoué au peuple, soit qu'il fût l'ennemi secret du roi, soit qu'il espérât que dans ce mutuel conflit la puissance du clergé s'augmenterait, ou soit enfin qu'il fût influencé par tous ces motifs réunis, il conçut le plan de réformer le gouvernement, dont l'état de fluctuation était continu¹. Un synode, composé des

¹ La préférence du roi Jean pour ses sujets poitevins était l'un des principaux motifs de la haine du peuple anglo-normand et surtout des barons. La crainte de voir s'opérer graduellement au profit des clercs poitevins les destitutions ecclésiastiques dont la

prélats et des chefs du clergé, fut convoqué à Saint-Paul, sous prétexte d'examiner les pertes supportées par les évêques exilés. Le primat eut une conférence particulière avec un certain nombre de barons, auxquels il représenta énergiquement les vices de leur monarque. Il leur montra une copie de la charte de Henri I^{er}, qui avait été heureusement retrouvée dans un monastère; car jusque alors ces chartes, extorquées au couronnement des rois, avaient été si peu observées, qu'elles avaient promptement cessé d'être en usage, et qu'elles étaient bientôt tombées dans un profond oubli.

Il n'y avait alors dans tout le royaume qu'une seule copie de cette charte importante, et c'est celle-là qui avait été retrouvée dans les ruines d'un vieux monastère. Elle contenait tant d'articles conformes aux règles de la justice, que Langton exhorta les barons confédérés à insister pour qu'elle fût rétablie. Ils jurèrent tous de perdre la vie, plutôt que de renoncer à des droits fondés sur la nature et la raison. La confédération devint chaque jour plus puissante, et fut bientôt composée de presque tous les barons de l'Angleterre.

Une nouvelle assemblée plus nombreuse que la première fut convoquée par Langton à Saint-Edmundsbury, sous le prétexte de quelque dévotion. Là le primat reproduisit la charte de Henri I^{er}, et renouvela ses exhortations pour engager les barons à persévérer avec zèle dans leur louable projet. Les nobles, enflammés par son éloquence, excités par les injures continuelles qu'ils recevaient, et encouragés par leur nombre, jurèrent en face du grand autel de se soutenir les uns les autres et de déclarer la guerre au roi, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu de lui une satisfaction entière. Ils convinrent qu'après les fêtes de Noël ils présenteraient en corps leur requête, et ils se séparèrent ensuite, avec la résolution de se mettre en mesure de défense, de lever des troupes et de fortifier leurs châteaux.

Fidèles à leurs promesses et revêtus de tout l'appareil militaire, ils se rendirent à Londres vers le commencement de janvier, — An de J.-C. 1215 — et s'étant présentés devant le roi, ils demandèrent que, conformément à la promesse qu'il avait faite le jour où il avait été absous de son excommunication, il consentît à confirmer les lois d'Édouard le Confesseur. Jean, loin de répondre favorablement à

conquête normande avait frappé le clergé de race anglaise, rallia les évêques et tout le clergé anglo-normand au parti des barons contre le roi Jean, quoiqu'il fût alors en grande amitié avec le pape....

AUG. THIERRY.

cette requête, se trouva offensé de la présomption de ses barons, et prétendit même obtenir une promesse signée de leurs mains, par laquelle ils s'engageraient à ne jamais solliciter ni extorquer aucun privilège à l'avenir. Les barons s'y refusèrent hardiment, et regardèrent cette prétention comme l'exemple du pouvoir le plus arbitraire; ils montrèrent cette fois une résistance si opiniâtre, que le roi, commençant à s'alarmer d'une opposition aussi unanime, demanda du temps, dans l'espérance de parvenir à rompre leur ligue, et promit qu'aux fêtes de Pâques il donnerait une réponse positive; il offrit même, pour sûreté de sa parole, la garantie de l'archevêque de Cantorbéry, de l'évêque d'Ély et du comte-maréchal.

Les barons acceptèrent ces promesses, et se retirèrent dans leurs châteaux, où ils en attendirent paisiblement l'exécution, se reposant sur leur propre force, dans le cas où le roi les obligerait à en faire usage.

Le gouvernement d'un monarque aussi vicieux et aussi faible que Jean offrait à la liberté la conjoncture la plus favorable, et la résistance obstinée de ce prince ne servait qu'à jeter plus d'éclat et de gloire sur une semblable lutte. Quelqu'il eût donné aux barons les assurances les plus fortes de ses bonnes dispositions, rien n'était plus loin de son cœur que le désir de les satisfaire. Dans l'espoir de les désunir, il eut recours au pouvoir de l'Église, dont il avait éprouvé l'influence pendant ses dernières infortunes, et pour s'assurer la faveur du clergé, il lui accorda une charte par laquelle il se désistait de tous les droits dont il était déjà en possession, et par là il voulait avoir l'air de donner libéralement ce qu'il n'avait plus la puissance de refuser.

Il prit la croix pour se rendre encore plus agréable à l'Église, et espérant jouir des privilèges accordés aux croisés, il en appela au pape de l'usurpation de ses barons, et implora sa protection.

Les barons ne négligèrent pas de leur côté de reconrir au souverain pontife; ils se plaignirent que leurs privilèges les plus légitimes étaient attaqués, et le supplèrent d'interposer son autorité entre eux et le roi. Le pape n'hésita pas à prendre le parti de Jean. Un prince qui était prêt à tout abandonner pour sa propre sûreté, qui payait avec exactitude le tribut stipulé, et qui saisissait toutes les occasions d'accroître la puissance du clergé, avait beaucoup plus de mérite aux yeux du saint père qu'une confédération de barons qu'il ne pourrait conserver dans ses intérêts qu'avec beaucoup de peine, et dont les premiers efforts tendraient peut-être à ébranler son autorité.

Il écrivit donc des lettres en Angleterre, pour reprocher à Langton et aux évêques d'avoir favorisé les dissensions de l'Angleterre, et pour leur ordonner de rétablir la paix entre les deux partis. Il exhorta les barons à apaiser le roi par d'humbles soumissions, et leur promit, en récompense de leur prompt obéissance, de s'intéresser à celles de leurs demandes qui lui paraîtraient fondées sur la justice. Il annula en même temps leur association, et leur défendit toute espèce de confédération pour l'avenir.

Ni les évêques ni les barons n'eurent le moindre égard aux remontrances du pape; ils tournèrent en ridicule les projets de croisade du roi, et rien ne put les faire changer de détermination. Depuis longtemps déjà le clergé et la noblesse se défiaient des vues ambitieuses de la cour de Rome; ils s'apercevaient que le souverain pontife, ne consultant que ses intérêts personnels, négligeait ceux de l'Eglise et de la nation. Ils consentaient bien à reconnaître son autorité pour tout ce qui était relatif aux lois du devoir et de la justice; mais, séparant alors ses vues politiques de ses vues sages et religieuses, ils parurent déterminés à reconnaître les unes et à repousser formellement les autres.

En conséquence, les barons et les évêques mirent en usage tous les moyens possibles pour allumer l'esprit de révolte dans toute la nation, et à peine se trouva-t-il un seul individu dans le royaume qui ne se fût engagé ouvertement ou secrètement dans cette ligue.

Lorsque les fêtes de Pâques furent arrivées, époque où le roi avait promis de leur rendre réponse, les barons s'assemblèrent à Hamford; ils réunirent là plus de deux mille chevaliers et un nombre prodigieux de partisans. Enorgueillis de leurs forces, ils s'avancèrent sur Brackley, à vingt milles environ d'Oxford, où la cour résidait alors. Jean, qui avait entendu dire que les révoltés s'approchaient, envoya l'archevêque de Cantorbéry, le comte de Pembroke, et quelques autres personnes de son conseil, pour s'informer de leur requête, et savoir enfin quels étaient ces privilèges qu'ils réclamaient d'une manière si importune. Les barons lui envoyèrent un rouleau de papier qui contenait les principaux articles de leurs demandes, dont le rétablissement de la charte de Henri I^{er} et l'exécution des lois d'Édouard formaient la majeure partie.

Le roi n'en eut pas plus tôt pris connaissance, qu'il entra en fureur, demanda pourquoi les barons n'exigeaient pas aussi qu'il leur remit son royaume, et jura que jamais il ne consentirait à des demandes aussi contraires à ses intérêts.

Les confédérés étaient trop certains de leurs forces pour craindre les effets du ressentiment de Jean. Ils choisirent Robert Fitzwalter pour leur général, et après lui avoir donné le titre de maréchal de l'armée de Dieu et de la sainte Église, ils se préparèrent immédiatement à faire la guerre au roi. Ils assiégèrent Northampton, prirent Bedford, et furent reçus avec joie dans Londres. Là ils écrivirent des circulaires à toute la noblesse, à tous ceux qui jusque alors ne s'étaient pas encore déclarés en leur faveur, et les menacèrent de dévaster leurs propriétés en cas de refus ou de délai.

Le roi, abandonné de tous ses sujets, était resté, avec une faible suite de sept chevaliers, à Odiham, dans le Hampshire, où il s'efforçait vainement de détourner l'orage qui le menaçait, par la médiation de ses évêques et de ses ministres. Il recourut à l'autorité de Langton, ne soupçonnant nullement que le primate fût ligué contre lui ; il le pria de lancer les foudres de l'Église sur les rebelles qui avaient osé prendre les armes contre leur souverain, et s'efforça de représenter leur conduite comme impie, en alléguant qu'il était engagé dans l'ordre sacré de la croisade.

Langton laissa le tyran exhaler sa rage en vaines plaintes, et déclara qu'il ne prononcerait aucune censure, puisqu'il n'existait aucun coupable. Il promit cependant de satisfaire ses désirs, s'il voulait consentir à éloigner du royaume toutes les troupes étrangères qu'il y avait attirées. Le faible Jean, croyant Langton sincère, licencia un grand nombre d'Allemands et de Flamands qu'il avait engagés à son service. Dépourvu ainsi de toute protection, il pensa qu'il était du devoir de Langton de remplir sa promesse et de le placer sous l'égide de l'Église, puisqu'il avait écarté de lui tout défenseur temporel. Mais, à sa surprise extrême, l'archevêque refusa de la manière la plus formelle, non seulement d'excommunier à sa prière un simple baron, mais encore d'obéir à aucun de ses ordres. Jean, pénétré de douleur et de ressentiment, commença dès lors à perdre tout espoir de succès ; et comme jusque alors il s'était impitoyablement joué du bonheur de ses semblables, il n'avait aucun droit de se plaindre que ses sujets pussent se réjouir secrètement de ses infortunes.

Dépourvu désormais de toute ressource, et convaincu qu'il valait mieux posséder une puissance limitée que de sacrifier sa couronne et peut-être sa vie, il se détermina à se soumettre ; mais il offrit d'abord de s'en rapporter au pape seul pour la décision de ces différends, ou

blen à huit barons, dont quatre seraient choisis par lui et quatre par les confédérés. Les barons rejetèrent cette proposition avec dédain, et le roi, bien certain maintenant qu'il ne pouvait plus l'emporter, se rendit à discrétion, et assura aux barons qu'il consentait avec plaisir à toutes leurs demandes. Une conférence fut indignée, et il s'en suivit enfin le plus important des traités qui eussent été passés jusque là en Angleterre.

L'endroit où se réunirent les commissaires du roi et les barons fut indiqué à Runimède, entre Staines et Windsor. C'est dans cette ville, devenue à jamais célèbre par un événement si mémorable, que fut arboré en Angleterre l'étendard de la liberté. Les barons arrivèrent le 5 juin, suivis d'un nombre considérable de chevaliers et de guerriers, et ceux du roi ne vinrent qu'un ou deux jours après. Les deux partis campèrent séparément, comme des ennemis déclarés. Ces sortes de débats sont en général de courte durée; les barons, déterminés à obtenir ce qu'ils désiraient, firent peu de concessions, et les commissaires du roi qui, pour la plupart, étaient dans leurs intérêts, ne firent point d'opposition. Les opinions s'accordèrent promptement, et au bout de quelques jours, le roi, avec une complaisance apparente mais suspecte, signa et scella la charte qu'on exigeait de lui.

Cet acte célèbre, connu sous le nom de *magna charta*¹, est le fondement de la liberté anglaise. Par les réglemens de cette charte, les privilèges les plus importants furent accordés et assurés aux différens ordres du royaume, qui étaient déjà en possession d'un pouvoir excessif. Quant au peuple, qui était encore regardé comme esclave, il devait s'éconler bien du temps avant qu'il pût participer à la protection des lois, et qu'il fût considéré comme partie de la société.

Toutes les libertés primitives du clergé lui furent confirmées. Tous les obstacles mis aux appels à la cour de Rome furent levés, par la permission qui fut donnée à chacun de quitter le royaume selon sa volonté et il fut convenu que toutes les amendes auxquelles pourrait être con-

¹ La grande charte, ou charte des communes libertés, accordée par le roi Jean à ses sujets, l'an 1215, nous paraît une pièce importante, car elle est le fondement de la liberté anglaise, et elle a servi de base aux constitutions subséquentes.

On sait que l'original de cette grande charte, écrite sur parchemin, avait été perdu. On le retrouva, au dernier siècle, dans les mains d'un tailleur qui allait en faire des patrons de guêtres. Au reste, on voit que cette charte, peu favorable au peuple, donnoit l'autorité au clergé et aux barons, mais elle l'étoit au roi.

G. Y.

damné le clergé seraient proportionnées à ses biens temporels, et non à ses possessions ecclésiastiques.

Tous les réglemens relatifs à la noblesse eurent pour objet d'adoucir les rigueurs de la loi féodale. Les redevances des comtés, des baronies et des fiefs de chevalerie, qui avaient été si arbitraires jusque alors, furent réglées avec justice. Les barons eurent le droit, au bout d'un an et un jour, d'entrer en possession des terres de leurs vassaux, lorsqu'ils les auraient perdues pour crime de félonie. Il leur fut permis également de jouir de la tutelle de leurs tenanciers militaires, même dans le cas où ces mineurs tiendraient aussi des terres de la couronne par une tenure¹ différente. Tout gentilhomme armé chevalier par le roi pouvait, quelque mineur, jouir des privilèges d'un homme en âge de majorité, pourvu qu'il fût garde-noble de la couronne. Il fut ordonné que les héritiers seraient mariés d'une manière sortable, et que les proches parents seraient informés du mariage avant qu'il fût contracté.

Tout *scutage*, ou taxe exigée ordinairement du peuple, en certaines occasions, par le souverain, fut abolie, excepté dans trois différens cas : pendant la captivité du roi, lorsqu'il armait son fils aîné chevalier, et lorsqu'il mariait sa fille aînée.

Il fut convenu que, lorsqu'à l'avenir le grand conseil s'assemblerait, les prélats, les comtes et les grands barons du royaume y seraient appelés par un *writ*² particulier, et que les barons du second ordre seraient avertis par le shérif.

Il ne fut plus permis au roi de s'emparer des terres d'un baron pour une dette de la couronne dès que le débiteur posséderait une propriété personnelle suffisante pour répondre de la dette. Il fut défendu à tout vassal de vendre une partie de sa terre dans l'intention de s'affranchir de son devoir envers son seigneur.

Quant au peuple, les clauses principales stipulées dans ses intérêts se bornèrent à ceci, que tous les privilèges et immunités accordés aux barons par le souverain seraient également accordés par les barons à leurs vassaux. Qu'un seul poids et une seule mesure seraient établis dans tout le royaume. Que les marchands auraient le droit de traiter de leurs affaires sans être exposés ni à aucun impôt ni à aucune taxe

¹ Terme féodal : mouvance, dépendance et étendue d'un fief.

A. M.

² *Writ*, ordre ou mandat écrit. Ceux du prince s'appellent *original writ*, ceux des cours de justice *judicial writ*.

C. Y.

arbitraire, et que tout homme libre aurait le droit de sortir du royaume et d'y rentrer selon qu'il le jugerait convenable.

Londres, ainsi que les autres villes et bourgs, conservèrent leurs anciennes libertés, immunités et franchises, et il fut défendu d'exiger d'elles des subsides, à moins que le grand conseil ne l'eût décidé. Nulle ville, nul individu, ne put dès lors être forcé à faire ou à entretenir des ponts, à moins que d'anciennes lois ne l'y contraignissent.

Tout homme libre eut le droit de disposer de ses biens selon sa volonté. S'il mourait sans avoir testé, ses héritiers entraient en possession de tout ce qui lui avait appartenu. Aucun officier de la couronne n'eut la liberté désormais de prendre des chevaux, des chariots ou du bois, sans le consentement du propriétaire. Il fut décidé que les cours de justice du roi seraient stationnaires, et cesseraient à l'avenir de suivre sa personne; qu'elles seraient accessibles pour chacun, et que dorénavant la justice ne pourrait ni se vendre, ni se refuser, ni être différée. On ôta aux shérifs le droit de porter les plaids de la couronne, et il leur fut également défendu de mettre personne en jugement sur un simple bruit ou sur un simple soupçon, et seulement d'après la déposition de témoins dignes de foi.

Tout homme libre ne pouvait être arrêté, emprisonné, dépossédé de ses libres tenements, proscrit, banni, blessé, injurié, que par un jugement légal de ses pairs, et par la loi du pays; et tous ceux qui avaient eu à se plaindre sous le règne présent et sous les deux règnes précédents d'un traitement semblable purent rentrer dans leurs droits et dans leurs possessions.

Tout homme libre enfin ne pouvait être condamné qu'à une amende proportionnée à sa faute et à sa fortune, et calculée de manière à ne pouvoir entraîner sa ruine totale.

Tels furent les articles stipulés en faveur de cette partie du peuple qui, composée de commerçants, de descendants de nobles, ou du bas clergé, était indépendante d'un seigneur immédiat.

Mais la classe d'hommes qui cultivait la terre, et qui formait alors, selon toutes les probabilités, la majorité de la nation, n'eut en sa faveur qu'une seule clause, qui statuait que nul vilain ou paysan ne pourrait, pour l'acquit d'une amende, être privé de ses charrettes, de sa charrue et de ses instruments de labourage. Quant au reste de sa propriété, il fut considéré comme faisant partie de la propriété de l'état.

Cette chartre importante fut acceptée, signée et ratifiée par les deux

partis¹ ; mais les barons, se défiant de la perfidie du roi, et voulant s'assurer de l'observance rigoureuse de cet acte solennel, exigèrent qu'il désignât vingt-cinq d'entre eux pour être conservateurs de la liberté publique. Leur tâche devait être d'avertir le roi, dans le cas où il agirait d'une manière contraire à ses obligations et aux ordonnances de la charte, et s'il résistait à leurs avis, ils avaient le droit de lui déclarer la guerre et d'attaquer ses châteaux.

Jean parut, avec sa fausseté ordinaire, disposé à se soumettre passivement à tous ces réglemens, quelque injurieux qu'ils fussent pour la majesté royale ; il envoya même des writs aux shérifs, pour leur enjoindre d'ordonner à chacun de jurer obéissance aux vingt-cinq barons. Il promit que désormais son gouvernement subirait une réforme totale, et qui serait favorable à la liberté et à l'indépendance du peuple. Ses sujets, éblouis par ces promesses, commencèrent à entrevoir une perspective plus heureuse, et chacun se flatta de l'espoir que les infortunes du roi avaient enfin contribué à adoucir son caractère.

Mais cette douceur apparente ne fut que de courte durée, et la cruauté naturelle à ce prince en prit bientôt la place. Plus les barons avaient paru mettre d'obstination à le lier et à le rendre dépendant de leur volonté, plus il était impatient de secouer le joug qu'ils lui avaient imposé. Les soumissions qu'il avait été contraint de faire au pape, et les outrages qu'il avait reçus du roi de France, ne l'avaient affecté que légèrement, parce qu'alors il avait été humilié par des princes ses égaux ; mais le sentiment pénible de son assujettissement à la volonté de ses vassaux remplissait son âme d'amertume et de colère, et il résolut, à tout événement, de recouvrer sa première puissance et de surmonter sa mauvaise fortune. Il devint sombre, silencieux, réservé ; il évita la société de ses courtisans, et se retira dans l'île de Wight, comme s'il eût voulu cacher sa honte dans la solitude ; et là il médita les moyens de se venger. Il envoya d'abord sur le continent

¹ L'article principal, sinon quant à ses résultats ultérieurs, au moins quant à l'intérêt du moment, fut celui par lequel le roi s'engageait à renvoyer immédiatement du royaume tous les soldats étrangers qui y étaient venus. Cet article paraît avoir été reçu avec enthousiasme par tous les habitants de l'Angleterre, sans distinction d'origine, et peut-être les Anglais de race y attachèrent-ils un plus grand prix qu'à tous les autres. L'ancienne haine nationale contre la domination de l'étranger, qui avait inutilement fermenté dans les âmes depuis qu'il n'était plus possible d'anticiper les suites de la conquête, se réunissait toute entière contre le petit nombre de nouveaux-venus que le roi avait enrichis et comblés d'honneurs.

des émissaires chargés d'enrôler un nombre considérable de troupes étrangères. Puis il dépêcha un courrier au pape, pour se plaindre à lui de l'insurrection de ses sujets ; et le pontife ne balança pas à embrasser chaudement sa cause. Il publia ensuite une bulle qui annulait entièrement la charte ; et, dans ce même moment, les troupes étrangères sur lesquelles le roi comptait pour seconder ses desseins, étant arrivées, il cessa de dissimuler, et recommença à agir en tyran éhonté, caractère qui lui convenait beaucoup mieux que tout autre.

Les barons, une fois en possession de la charte, s'étaient endormis bientôt dans une fatale sécurité, et n'étaient nullement en mesure contre l'invasion d'une armée étrangère. Aussi le roi, dès qu'il parut, fut-il maître du champ de bataille ; à la tête d'une armée d'Allemands, de Brabançons et de Flamands, tous pleins d'ardeur et animés de l'espoir de partager entre eux le royaume, rien ne fut capable de lui résister. Le château de Rochester fut d'abord investi, et forcé, après une résistance opiniâtre, de se rendre à discrétion. Jean, irrité de la longueur de ce siège, voulait faire pendre le gouverneur et toute la garnison, malgré les lois de la guerre ; mais, à la prière de l'un de ses généraux, il se détermina à ne faire mettre à mort que les prisonniers d'un rang inférieur.

Après la prise de cette forteresse importante, l'armée se divisa en deux corps principaux : le roi, à la tête de l'un, se dirigea vers le nord, et soumit toutes les villes et forteresses qu'il rencontra sur son chemin. L'autre corps d'armée, commandé par le comte de Salisbury, eut des succès semblables ; plusieurs villes se rendirent à son approche, et Londres même fut bientôt dans le plus grand danger. Les troupes mercenaires commirent, dans leur marche, les plus horribles cruautés ; et poussées tout à la fois par leur rapacité naturelle et la férocité de Jean, elles ravagèrent impitoyablement tous les pays où elles passèrent.

On n'apercevait plus dans la campagne que les flammes des villages et des châteaux que l'on incendiait. La consternation et le désespoir étaient peints dans les regards des malheureux habitants ; les soldats, sans pitié, les soumettaient à des tortures de tout genre, pour les forcer à révéler les lieux où ils avaient caché leurs richesses. La dévastation et le carnage suivaient partout le roi, et toute terre qui n'était pas sa propriété personnelle était regardée par lui comme pays ennemi, et devenait le théâtre de ses barbares exploits.

Les barons, réduits à la situation la plus déplorable, voyant leurs propriétés détruites, leurs libertés anéanties et leurs personnes

exposées à la vengeance du tyran le plus implacable, perdirent enfin tout espoir de se défendre eux-mêmes. Incapables de lever en Angleterre une armée assez considérable pour s'opposer aux progrès du dévastateur, et n'apercevant, même dans leur soumission, aucune garantie pour l'avenir, ils se déterminèrent à recourir à l'ancien ennemi de leur pays, Philippe-Auguste, roi de France. et ils offrirent de reconnaître pour leur souverain Louis, fils aîné de ce monarque, à condition qu'il les protégerait contre le monstre qui était devenu le destructeur de la nation entière.

Nulle proposition ne pouvait être plus agréable à l'ambitieux Philippe qui, depuis long-temps, brûlait du désir d'annexer l'Angleterre à ses autres possessions. Il répondit promptement aux barons qu'il acceptait leurs offres, mais qu'il exigeait cependant vingt-cinq otages pour garantie de leur promesse.

Dès que les otages lui eurent été envoyés, il se prépara sans délai à cette expédition, et au mépris des défenses du pape qui le menaçait d'une excommunication, et qui, en effet, excommunia Louis quelque temps après.

Philippe envoya d'abord un détachement de sept mille hommes auxquels succéda bientôt une armée puissante, commandée par le prince Louis qui aborda à Sandwich sans la moindre opposition.

Jean, qui se croyait certain de la victoire, fut arrêté subitement dans sa marche par la présence de l'armée française, à laquelle il était loin de s'attendre, et il vit tous ses projets de vengeance et d'ambition s'évanouir à la fois. Le premier effet du séjour de l'armée française en Angleterre, fut la désertion de la plupart des troupes étrangères qui étaient à la solde de Jean, et qui refusèrent de servir contre l'héritier de leur roi. Plusieurs seigneurs de distinction abandonnèrent également son parti, et chaque jour ses châteaux tombaient entre les mains de l'ennemi.

Tout semblait donc se réunir pour assurer la ruine totale de l'Angleterre. Si le parti de Jean l'emportait, un implacable tyran devait être désormais le fléau des Anglais. Si Louis restait vainqueur, l'Angleterre était pour jamais soumise à une monarchie puissante, et devenait une des provinces de France. Cependant ni l'un ni l'autre de ces deux adversaires ne l'emporta, et la fortune amena tout à coup des événements que la prudence humaine n'avait pu prévoir, et que la politique la plus habile n'avait pas eu le talent de suggérer.

Louis, après s'être efforcé vainement d'apaiser le ressentiment du légat qui l'avait excommunié, prit la résolution de défier le pape lui-même, et dirigea son armée contre le château de Rochester, qu'il soumit sur-le-champ. De là, il marcha sur Londres, où les barons et les bourgeois lui rendirent hommage et lui firent le serment de fidélité, après avoir reçu de lui la promesse qu'il confirmerait les libertés et les privilèges du peuple. Quoiqu'il ne fût pas couronné roi d'Angleterre, il n'en exerça pas moins une autorité souveraine; il accorda des chartes, distribua des emplois; mais quelque flattense que fût la perspective qui lui était offerte, il y avait toujours entre les Anglais et les Français une secrète jalousie qui minait sourdement tous ses projets ambitieux, et qui était le résultat inmanquable de son imprudence à montrer dans toutes les occasions une préférence visible pour ses compatriotes qu'il ne cessait de protéger au détriment des sujets qu'il venait gouverner.

Un incident vint encore accroître la défiance qu'il inspirait aux Anglais. Le comte de Melun, l'un de ses courtisans, déclara à son lit de mort, à ceux qui l'entouraient, que la secrète intention de Louis était d'exterminer comme traîtres les barons anglais, et de donner leurs dignités et leurs biens aux Français, sur la fidélité desquels il devait compter davantage. Quelque douteuse que fût cette révélation, elle n'eut pas moins une telle influence sur l'esprit du peuple, que le comte de Salisbury et plusieurs autres seigneurs qui avaient abandonné le parti de Jean, retournèrent à lui, et par leur appui ne contribuèrent pas peu à ranimer sa cause.

Jean était parvenu alors à rassembler un corps d'armée considérable, sur lequel il comptait pour reconquérir sa couronne. Déterminé à pénétrer dans le cœur du royaume à la tête de ses troupes, il quitta la ville de Lynn qu'il avait comblée de faveurs, pour la récompenser de sa fidélité, et se dirigea vers le comté de Lincoln; mais comme il suivait le rivage de la mer, qui était encore inondé de la haute marée, et n'avait pas été informé de cette circonstance, ou qu'il ignorait le danger qui en pouvait résulter, il perdit ses chariots, ses trésors et ses bagages. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peines que lui-même parvint à se sauver, et qu'il arriva à l'abbaye de Swinsted, où le chagrin des pertes qu'il venait de faire et la situation désespérée de ses affaires lui occasionnèrent une fièvre violente qui offrit bientôt des symptômes dangereux.

Le jour suivant, se trouvant hors d'état de monter à cheval, il se fit porter dans une litière au château de Steaford, et de là à Newark, où, après avoir fait son testament, il mourut dans sa cinquante et unième année, et la dix-huitième de son règne. — An de J.-C. 1216.

Le caractère de ce monstre, aussi funeste à ses sujets qu'à lui-même, est trop énergiquement indiqué par les différents actes de son règne, pour qu'il soit nécessaire d'ajouter quelque chose à ce portrait. Il laissa deux fils légitimes : Henri qui, âgé alors de neuf ans, lui succéda, et Richard qui n'en avait que sept. Il eut trois filles : Jeanne, mariée à Alexandre II, roi d'Écosse; Éléonore, femme du comte de Pembroke, et Isabelle, qui épousa l'empereur Frédéric II. De ses nombreux enfants illégitimes, aucun ne se fit remarquer.





CHAPITRE XII.

HENRI III.

De l'année 1216 à l'année 1272.

Les Anglais délivrés enfin d'un tyran qui menaçait le royaume d'une destruction entière, avaient cependant à craindre encore un concurrent dangereux, qui n'aspirait à la couronne d'Angleterre que pour en faire une dépendance de la monarchie française. La partialité que Louis montrait pour ses compatriotes, et que, dans aucune circonstance, il ne cherchait à dissimuler, contribuait à dégoûter les Anglais de son gouvernement. La défiance qu'il témoignait continuellement sur la fidélité des barons, irritait encore cette jalousie qui s'était élevée depuis long-temps entre les deux nations, et tout semblait de concert pour rendre le monarque français désagréable à ses nouveaux sujets.

Le gouvernement du château de Hertford étant devenu vacant, fut réclamé, à juste titre, par Robert Fitz-Walter, gentilhomme, qui n'avait cessé de montrer le zèle le plus actif pour la cause de Louis. Ses droits furent cependant rejetés. Dès-lors, les Anglais prévirent qu'ils seraient exclus, sous le nouveau gouvernement, de toutes les places de confiance, et que les étrangers seuls seraient investis de la faveur du souverain.

L'excommunication lancée contre Louis, par le pape, ne fut pas non plus sans effet, et le peuple se trouva promptement disposé à regarder comme imple, une cause pour laquelle il éprouvait déjà une aversion insurmontable.

De telles dispositions portent naturellement le peuple à favoriser les droits d'un compatriote, quelque faibles qu'ils soient. Aussi, fut-il

promptement disposé à reconnaître ceux du jeune prince Henri, fils de Jean, qui n'avait alors que neuf ans. Le comte de Pembroke, seigneur aussi distingué par son mérite que par sa valeur, et qui était resté fidèlement attaché au roi dans toutes les vicissitudes de la fortune, était, au moment de la mort de Jean, grand maréchal d'Angleterre, et par conséquent général en chef des armées. Ce gentilhomme, déterminé à soutenir les droits du jeune prince, quelque méconnus qu'ils fussent alors, l'avait fait couronner solennellement par les évêques de Winchester et de Bath, à Gloucester; et pour augmenter et affermir l'autorité dont il était revêtu, il avait convoqué à Bristol un grand conseil de barons qui le nommèrent tuteur du jeune roi et protecteur du royaume¹.

Ce premier acte de vigueur avait plu généralement au peuple, et l'avait rattaché aux intérêts du prince Henri. Pembroke avait accordé, sous le nom du roi, une nouvelle charte de libertés, semblable, à peu de chose près, à celle qui avait été extorquée précédemment au feu roi. On y ajouta aussi une autre charte qui déterminait la juridiction et les limites des forêts royales. Celle-ci fut appelée la *charta de foresta*. Par cet acte, toutes les forêts royales qui avaient été encloses depuis le règne de Henri II, furent rendues au peuple, et de nouveaux règlements furent faits à ce sujet. Les infractions aux lois forestières cessèrent, dès ce moment, d'en courir la peine capitale; les punitions furent adoucies, et tous les propriétaires recouvrèrent le droit de couper leurs bois et d'en faire l'usage qu'il leur conviendrait.

A ces mesures, qui causèrent une satisfaction générale, Pembroke joignit une activité et une prudence qui ruinèrent insensiblement le pouvoir du monarque français. Ses lettres adressées, au nom du jeune roi, à tous les barons mécontents, leur donnaient des assurances positives qu'à l'avenir ils seraient gouvernés par les chartes qui leur avaient été accordées, et leur représentaient fortement les dangers qu'ils couraient en acceptant un souverain étranger qui n'attendait que l'occasion de les opprimer et de leur imposer un joug humiliant.

Ces considérations, présentées avec énergie, eurent le résultat que Pembroke en attendait. Le parti qui avait embrassé la cause de Louis,

¹ Il est à remarquer qu'à la tête du parti qui se prononçait hautement contre l'influence étrangère, se distinguait un Français, Simon de Montfort; ce fut lui qui, pour la première fois depuis la conquête, appela les bourgeois à délibérer régulièrement sur les affaires publiques avec les évêques et les barons d'Angleterre. Aug. THIERRY.

commença à s'affaiblir de jour en jour, par la désertion des chefs les plus puissants. Les comtes de Salisbury, d'Arundel, de Warrene et Guillaume-Maréchal, fils aîné du protecteur, revinrent au parti du jeune roi, et bientôt tous les autres parurent disposés à suivre leur exemple. Les forces du protecteur se trouvèrent donc en peu de temps tellement augmentées, qu'il se détermina à marcher au-devant de l'ennemi;—An de J.-C. 1217—mais à la première approche de l'armée française, il fut forcé de battre en retraite. Le comte du Perche qui commandait pour Louis, éternouilli des succès qu'il venait d'obtenir sur Pembroke, s'avança sur Lincoln, pénétra dans la ville et attaqua le château qu'il réduisit bientôt à la dernière extrémité.

Le protecteur persuadé qu'il fallait frapper un coup décisif, rassembla ses forces des différents quartiers, afin de voler au secours d'une place aussi importante; il obtint à son tour un tel avantage sur les Français, qu'ils se renfermèrent dans la ville, résolus à se mettre à couvert derrière ses murailles. La garnison du château, qui avait reçu un renfort considérable, fit une sortie vigoureuse sur les assaillants; les Anglais les attaquèrent vivement du dehors, escaladèrent les murailles et pénétrèrent dans la ville, l'épée à la main. Lincoln fut livrée au pillage, et l'armée française totalement mise en déroute; le commandant en chef fut tué, un grand nombre d'officiers restèrent prisonniers.

Cette défaite ne fut pour les Français que le prélude d'une autre plus importante. Une flotte qui leur amenait un secours d'hommes et d'argent, fut attaquée par les Anglais, sous le commandement de Philippe d'Albigny, et fut dispersée après une perte considérable. C'est à un stratagème employé, dit-on, par d'Albigny, que l'on dut cette victoire. Ayant gagné le vent sur les Français, il ordonna à ses gens de jeter de la chaux vive aux yeux des ennemis, ce qui les aveugla tellement, qu'il leur fut impossible de se défendre.

Ces pertes répétées du côté de l'armée française, procurèrent enfin la paix au royaume. Louis, ne pouvant se dissimuler que sa cause était entièrement désespérée, songea à son propre salut, et se trouva heureux de pouvoir quitter l'Angleterre à des conditions favorables. Après avoir conclu la paix avec le protecteur, il consentit à se retirer du royaume, exigeant en retour une amnistie générale pour tous ceux qui avaient embrassé sa cause. Ainsi finit une guerre civile qui, pendant quelque temps, avait inondé le royaume de sang, et menaçait de détruire à jamais sa constitution et son bonheur.

La mort de Jean et l'abdication de Louis étaient les deux événements les plus désirables pour le bien de la nation. L'un fut le résultat du hasard, l'autre, celui de la prudence et de l'intrépidité du comte de Pembroke qui ne fut pas assez heureux pour jouir long-temps de ses glorieux succès.

Le jeune roi était d'un caractère tout à fait opposé à celui de son père : à mesure que ses facultés se développaient, il annonçait de la douceur, de la clémence et de l'humanité ; il promettait d'être affable et bienveillant pour ses inférieurs, mais il paraissait ne devoir posséder aucune des qualités propres à le rendre redoutable à ses ennemis. Dépourvu d'activité et de vigueur, il semblait peu propre à la guerre, et il n'était nullement capable de conduire une armée. Éloigné de toute défiance et de tout soupçon, il était facile à tromper. Un roi doué d'un caractère aussi doux et en même temps aussi faible, n'était pas fait pour tenir les rênes d'un gouvernement tel que celui de l'Angleterre à cette époque, où chaque ordre de l'état aspirait à l'indépendance et s'efforçait de s'affranchir de l'autorité royale.

Pierre, évêque de Winchester, et Hubert de Burgh, grand-justicier, remplacèrent le protecteur ; mais nulle autorité de ce genre n'était capable de dominer un peuple habitué depuis long-temps aux discordes civiles, et apte à saisir la moindre occasion d'exagérer les torts les plus légers dont on se rendait coupable envers lui, et de les considérer comme des offenses manifestes. Les nobles étaient alors les tyrans du peuple ; parvenus à détruire presque entièrement l'autorité royale, et encouragés par la faiblesse d'une minorité, les lois n'étaient pour eux que des instruments placés là pour leur propre défense et à l'usage desquels eux seuls devalent gouverner : ils retenaient par force les châteaux royaux dont ils s'étaient emparés pendant les troubles précédents ; ils opprimaient leurs vassaux ; ils dévastaient les propriétés de leurs faibles voisins, et ils engageaient tous les vagabonds à se mettre à l'abri des lois, en se plaçant sous leur protection. Quant à ceux que leur rang et leurs dignités élevaient au-dessus d'eux, ils étaient sans cesse en butte à leur ressentiment et à leur haine.

Hubert de Burgh, à qui la conduite du gouvernement était confiée, découvrit plusieurs conspirations formées contre son autorité et sa personne ; les conspirateurs, loin de cacher leurs projets criminels, avaient hautement l'intention où ils étaient de lui ôter sa charge. Lorsqu'il les somma de remettre leurs châteaux entre ses mains,

non-seulement ils refusèrent de le faire, mais plusieurs d'entre eux, soutenus par les comtes de Chester et d'Aibemarle, se liguèrent pour surprendre Londres, et s'avancèrent dans cette intention jusqu'à Waltham. Leurs projets furent cependant déjoués par la surveillance du gouvernement, mais ils ne renoncèrent pas pour cela à l'espoir de réussir, et, parvenus à se réunir de nouveau à Leicester, ils essayèrent de s'emparer du roi, tentative qui n'eut pas plus de succès que la première.

Au milieu de ces commotions dangereuses, l'Église fut obligée d'intervenir; les archevêques et les prélats menacèrent les barons d'une sentence d'excommunication, s'ils persistaient dans le projet d'attenter à la liberté du roi, et s'ils retenaient plus long-temps ses châteaux. Cette menace réussit. Plusieurs des forteresses furent rendues; le nombre s'en éleva, dit-on, à plus de mille.

Quoique Henri eût remporté cet avantage par la persévérance et la sagesse de ses ministres, les fondements de sa puissance étaient bien faibles encore, et une contestation qui s'éleva bientôt entre lui et son frère Richard, mit en évidence la faiblesse de son autorité et de son caractère.

Richard qui, par les sommes immenses qu'il avait amassées, était regardé comme le prince le plus riche de l'Europe, avait expulsé injustement de son manoir un baron d'un rang inférieur. Le roi ordonna à son frère de rendre le château au propriétaire; le prince ayant refusé obstinément d'obéir, forma contre le monarque une conspiration puissante, et en très-peu de temps les conjurés rassemblèrent une armée à laquelle le roi n'eut ni la force ni le courage de résister.

Il fallut même que l'usurpation de Richard fût regardée comme une action légitime, et le roi, son frère, ne parvint à apaiser son ressentiment que par des dons d'une beaucoup plus grande importance que le manoir qui avait été le fondement de la querelle¹.

C'est ainsi que Henri était sans cesse forcé de se soumettre aux volontés de ses impérieux vassaux. Il n'y avait à la cour qu'une seule personne qui fût disposée à défendre ses intérêts, c'était Hubert de Burgh, que cependant il finit par éloigner de sa personne par un caprice subit, et que, sans nul égard pour sa fidélité et son dévouement,

¹ Il était dans les intérêts des seigneurs de prendre part à la révolte de Richard et de soutenir son usurpation, parce que s'il eût été restitué, on les eût obligés à restituer aussi.









Il exposa aux persécutions de ses ennemis. — An de J.-C. 1231.

Parmi les torts frivoles qu'on attribua à ce ministre, on lui reprocha d'avoir gagné l'affection du roi, en recourant au sortilège, et d'avoir envoyé au prince de Galles un joyau qu'il avait dérobé dans le trésor, et qui rendait invulnérable celui qui le portait. Hubert, certain que sa perte était résolue, se réfugia dans une église; mais on parvint à obtenir du roi l'ordre de l'arracher de ce lieu saint. Henri, faible et irrésolu, révoqua ses ordres, les réitéra et finit par les faire exécuter. Cependant le clergé, qui avait pris parti dans cette affaire, força le roi à rendre au ministre disgracié son asile; mais Hubert, obligé de se remettre encore une fois entre les mains du monarque, fut renfermé au château de Devizes, d'où il parvint à s'échapper: quelque temps après, il obtint sa grace du roi; quoique Henri parût alors disposé à lui rendre sa faveur, il ne se soucia nullement de courir de nouveaux dangers à son service.

Comme les princes ne peuvent vivre sans se laisser gouverner par des favoris, la place d'Hubert fut bientôt occupée par Pierre-des-Roches, évêque de Winchester, Poltevin de naissance, homme également remarquable par son despotisme, son courage et son habileté. D'après l'avis de ce prélat, Henri appela auprès de lui un grand nombre de Poltevins et d'autres étrangers qui, peu scrupuleux sur les principes de l'honneur, et ne possédant aucune fortune dans leur pays, adoptèrent avec facilité toutes les idées de leur protecteur. Dès ce moment, toutes les charges et tous les commandements furent accordés à ces étrangers sans moralité, dont l'avarice et la rapacité égalèrent bientôt l'orgueil et l'insolence.

Une partialité aussi injuste pour des étrangers, devait exciter naturellement la jalousie des barons; aussi eurent-ils la hardiesse de déclarer au roi que s'il ne consentait à éloigner de la cour tous les étrangers, ils chasseraient eux et lui du royaume. Mais l'évêque de Winchester avait si bien pris ses mesures, qu'il parvint à faire entrer dans son parti plusieurs des plus puissants parmi les mécontents, et que ceux qui persistèrent dans leur opposition eurent leurs biens confisqués au profit de ceux qui lui étaient dévoués¹.

¹ Dans la vue de se rendre indépendant des barons, Henri avait imaginé mille ridicules prétextes pour lever des impôts sans leur secours. Il s'invitait lui-même chez ses sujets les plus riches, et attendait toujours un présent à la porte; il extorquait des Juifs des sommes considérables. (Brissot de Warville remarque qu'il emprunta au comte de

Au milieu de ces violences, le roi restait tranquille spectateur ; satisfait des avantages qu'il réunissait de ces confiscations, il s'inquiétait peu des conséquences qui pouvaient résulter de mesures aussi injustes. Pressé cependant par les vives remontrances de l'archevêque de Cantorbéry qui était à la tête d'un autre parti de mécontents, il fut obligé de renvoyer son ministre et les étrangers hors du royaume. Comme la protection qu'il leur avait accordée était le principal motif des plaintes de ses sujets contre lui, les Anglais espérèrent alors que le calme renaitrait parmi eux, et qu'à l'avenir ils seraient délivrés de toute domination étrangère.

Mais leurs espérances ne tardèrent pas à être déçues par le mariage du roi avec Éléonore, fille du comte de Provence. — An de J.-C. 1236 — Henri transporta dès-lors toutes ses affections sur les Provençaux qu'il combla de faveurs, et qu'il enrichit avec la libéralité la plus imprudente. Places, dignités, trésors, tout leur fut prodigué, et il ne resta plus aux jeunes seigneurs de l'Angleterre d'autre moyen de faire leur fortune et de parvenir, que d'épouser des femmes de ce pays, et lorsque ces filles munificences eurent épuisé le trésor royal, Henri révoqua tous les dons qu'il avait faits autrefois, afin de pouvoir continuer à satisfaire la cupidité de ses nouveaux favoris.

Une prédilection si funeste au bien de la nation exaspérait tellement les Anglais, qu'à peine leur était-il possible de se contenir dans de justes bornes, et leur mécontentement s'accrut encore lorsqu'ils virent un nouvel essaim d'étrangers arriver de la Gascogne avec Isabelle, mère du roi, qui avait épousé depuis quelque temps le comte de la Marche.

A ce manque absolu d'économie et à ces exactons sans nombre, se joignait encore le mauvais succès de plusieurs expéditions faites sur le continent ; l'irritation des esprits fut bientôt telle enfin, que chacun prit secrètement la résolution de venger l'injure commune, lorsque l'occasion s'en présenterait.

L'avidité de la cour de Rome contribuait aussi à augmenter les griefs du peuple. Le clergé d'Angleterre, en défendant avec chaleur les

Cornouailles cinq mille marcs, et lui en assigna le recouvrement sur tous les Juifs d'Angleterre.)

Les biens des mineurs n'étaient pas même sacrés pour lui ; il s'emparait sans scrupules de leurs héritages, et le peuple avait encore la douleur de voir cet argent se perdre dans les mains d'indignes favoris, d'étrangers sans mérite et de vils flatteurs, qui pullulaient dans cette cour corrompue. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

intérêts du pape et en s'efforçant d'étendre sa puissance, ne s'apercevait pas qu'il agissait d'une manière entièrement opposée à ses propres intérêts; car le souverain pontife, parvenu à s'emparer de l'investiture de tous les bénéfices et de toutes les prélatures, s'empressa alors de remplir les places vacantes de toutes les créatures qui lui étaient dévouées. Une fois certain que son pouvoir était fermement établi, il ne chercha plus qu'à faire tourner à son profit et à enrichir l'Eglise par différentes extorsions. Tous les bénéfices du royaume furent donnés à des Italiens dont un grand nombre avait été envoyé en Angleterre, dans cette intention; — An de J.-C. 1253 — ces dignités étaient distribuées avec une telle injustice, que le chapelain du roi possédait, dit-on, sept cents bénéfices à lui seul.

De semblables abus étaient trop grands pour ne pas frapper les moins clairvoyants : le peuple se révolta contre les ecclésiastiques italiens, pillà leurs granges, détruisa leurs champs, et insulta leurs personnes; mais ces violences ne furent que des obstacles passagers aux usurpations du pape qui, poursuivant son but, exigea les revenus de tous les bénéfices vacants, le vingtième de tous les revenus ecclésiastiques sans exception, le tiers de ceux qui excédaient la somme de cent marcs par an, et la moitié de ceux qui étaient possédés par des non-résidents. Il réclama les biens de tous les ecclésiastiques morts *ab intestat*¹; il prétendit au droit d'hériter de tout argent gagné par usure, et il donna ordre de lever des contributions volontaires; mais les indignités que souffrait le peuple de la part de ces ecclésiastiques étrangers, étaient encore plus tyranniques que toutes ces exactions.

Quelques affaires ayant forcé le légat, qui était alors en Angleterre, à visiter Oxford avant son départ, il y fut reçu avec toute la splendeur possible; les préparatifs les plus recherchés et les dépenses les plus extraordinaires furent faits pour sa table. Quelques écoliers de l'université, poussés par la curiosité ou par la faim, entrèrent un jour dans la cuisine du légat, à l'heure où l'on apprêtait son dîner, et ils s'amuserent à observer le luxe avec lequel on servait ce digne maître. Un pauvre écolier irlandais, excité par tout ce qu'il voyait d'appétissant autour de lui, se hasarda à demander quelque chose au cuisinier qui était italien ainsi que tous les domestiques du légat; mais le brutal,

¹ Sans avoir testé. L'Eglise de Rome se regardait comme l'héritière naturelle de tout prêtre qui mourait sans testament; car alors les prêtres pouvaient être fort riches. C. Y.

au lieu de satisfaire le pauvre Irlandais, lui jeta de l'eau bouillante au visage, et parut se réjouir de cet acte de cruauté. Un étudiant gallois, qui était présent, fut si violemment irrité de cette indigne action, que saisissant un arc il visa le cuisinier et le tua d'un coup de flèche.

Le légat, informé de la cause du tumulte qui s'éleva à ce sujet, fut saisi d'une si grande frayeur, qu'il se retira dans la tour de l'Église où il resta caché jusqu'à la nuit. Dès qu'il fut certain qu'il pouvait sortir sans danger, il se hâta d'aller trouver le roi qui habitait Londres en ce moment, et se plaignit avec chaleur de l'outrage qu'il venait de recevoir. Le roi, soumis entièrement à l'Église, fit éclater son ressentiment, et offrit au légat de lui donner une prompte satisfaction en faisant mettre à mort ceux qui venaient de l'offenser. Le légat, tout entier au sentiment de la vengeance, consentit d'abord à cette proposition; cependant les marques de soumission et de repentir que lui donna l'université, finirent par l'apaiser. Tous les écoliers qui avaient participé à cette offense, furent condamnés à être dépouillés de leurs robes, et à se rendre pieds nus, la corde au cou, chez le légat. Ils se soumirent à cette pénitence, et furent absous après avoir imploré leur grâce avec humilité.

Les abus de la cour de Rome devinrent bientôt plus scandaleux que jamais, dans une transaction qui eut lieu entre le pape et le roi. Depuis quelque temps, l'Église romaine avait réduit le royaume de Sicile au même état de vasselage auquel l'Angleterre était soumise. Mais Malinfroid, sous prétexte de conserver ce royaume à l'héritier légitime, l'avait usurpé, et se montrait déterminé à s'affranchir de l'autorité du pape.

Comme le pontife s'aperçut que ses forces seules ne pouvaient suffire à soutenir ses prétentions, il eut recours à Richard, frère du roi d'Angleterre, dont il connaissait les immenses richesses, et il offrit à lui et à ses héritiers le royaume de Sicile, sous la condition qu'il l'arracherait des mains de l'usurpateur. Richard était trop convaincu de la difficulté d'une pareille entreprise, pour consentir à s'en charger; il refusa positivement.

La même proposition fut faite à Henri, et le faible monarque, ébloui par l'éclat de cette conquête, accepta avec empressement les offres du pape. Sans réfléchir sur les suites d'une expédition aussi incertaine, et sans consulter son parlement¹, il donna au souverain pontife plein

¹ On avait donné ce nom depuis quelque temps aux assemblées des principaux seigneurs, conservateurs de la charte.

pouvoir de dépenser tout l'argent qu'il jugerait nécessaire à la conquête du royaume de Sicile. Ce crédit était tout ce que le pape désirait. Il n'en fut pas plutôt en possession, qu'il chargea Henri d'une dette de plus de cent mille marcs.

Le roi fut excessivement mécontent de l'énormité de cette somme, et plus mortifié encore du peu d'apparence de ses succès; mais craignant de se brouiller avec le pape, il résolut de recourir au parlement pour obtenir un subside.

Il est facile d'imaginer que dans cet état d'indignation universelle, les barons étaient plus disposés à éclater en murmures, qu'à accorder des secours. Aussi ne purent-ils se déterminer à prodiguer leur argent pour des favoris sans mérite et des expéditions qui n'offraient l'espoir d'aucun succès. Le clergé lui-même se prononça avec fermeté contre le souverain pontife, et l'évêque de Londres déclara hautement que *si le roi et le pape lui arrachaient sa mitre de la tête, il y replacerait un casque.*

Cependant les évêques et les abbés furent obligés de contribuer à une partie de cette dépense absurde; mais les barons refusèrent obstinément de suivre cet exemple; ils continuèrent à rester réfractaires, et, au lieu de donner de l'argent, ne répondirent que par des reproches et des menaces, représentant au roi sa partialité offensante pour des étrangers, les injures qu'ils avaient reçues de ses favoris, les saisies injustes que ses officiers avaient faites sur des marchands, et les abus dont le peuple depuis si long-temps était victime.

Le parlement fut dissous, et peu après un autre fut convoqué par le roi, mais aussi inutilement. Les affaires de Henri exigeaient néanmoins qu'il se procurât de l'argent à quelque prix que ce fût; mais le légat ne manquait jamais dans ces sortes d'occasions d'entraver ses démarches, en faisant des demandes pour lui-même; Henri fut donc obligé de reconrir à ceux de ses sujets qui lui étaient le plus attachés, et de réclamer leurs secours.

Quelque temps après, il essaya de nouveau d'obtenir de l'argent sous le prétexte d'une croisade, une autre fois il déclara qu'il était déterminé à reconquérir ses provinces françaises. Tous ses efforts, toutes ses tentatives humiliantes, restaient sans effet.

Les barons, ne pouvant douter enfin de l'embarras où il était réduit, prirent cependant pitié de leur maître, et consentirent à lui accorder un subside, à condition qu'il leur donnerait une satisfaction

pleine et entière. Le roi, après avoir reçu une somme considérable, renouvela la charte avec une pompe et une solennité extraordinaires. Tous les prélats et abbés se rassemblèrent, portant des cierges allumés. La *magna charta* fut lue en leur présence, et ils prononcèrent une sentence d'excommunication contre quiconque eu enfreindrait les règlements à l'avenir. — An de J.-C. 1253 — Puis, jetant à terre leurs cierges, ils s'écrièrent : « Puisse l'âme qui sera parjure à sa promesse, » répandre ainsi une odeur infecte et se corrompre dans l'enfer. »

Le roi joua également son rôle dans cette cérémonie, et ajouta : « Avec le secours de Dieu, j'observerai inviolablement toutes ces choses; je le jure comme homme, comme chrétien, comme chevalier, et comme roi couronné et sacré. »

Tels furent les engagements solennels que fit Henri; mais le faible monarque ne fut pas plutôt en possession de l'argent dont il avait besoin, qu'il oublia les promesses faites d'une manière si authentique et si publique.

Quoiqu'il se fût engagé formellement, par les dernières conventions, à se laisser diriger par les conseils des ministres anglais, il ne continua pas moins à être gouverné comme à l'ordinaire, par les étrangers, au nombre desquels Guillaume de Valence était un des plus considérables. Non-seulement il était comblé d'honneurs et de dignités, mais il possédait encore tous les postes les plus lucratifs. Cette préférence imprudente de la part de Henri, jointe à un nombre infini d'injustices, poussa enfin Simon de Montfort, comte de Leicester, à faire une tentative pour amener un changement dans le gouvernement, et pour arracher le sceptre de la main faible et incertaine qui le tenait si mal.

Ce gentilhomme était fils du fameux général qui commandait contre les Albigeois, secte d'enthousiastes qui avait été détruite quelque temps avant dans la Savoie. Il avait épousé la sœur du roi. Par sa puissance et son adresse il était parvenu à acquérir une grande autorité dans le royaume, et s'était rendu également cher aux nobles et au peuple. Le roi était la seule personne du royaume dont il dédaignait la faveur; il faisait si peu de cas de son amitié ou de sa haine, que Henri l'ayant un jour appelé *traître*, Leicester lui donna un démenti formel, et ajouta fièrement que s'il n'était son souverain, il le forcerait à se repentir d'une telle insulte.

Trop puissant pour n'être que sujet, Leicester aspirait secrètement

au trône, et répandait partout des plaintes amères sur l'injustice du roi, sa partialité, et son incapacité dans le gouvernement. Croyant l'occasion favorable pour l'exécution de ses desseins, il convoqua une assemblée des barons les plus considérables, et cachant l'ambition dont il était dévoré sous le masque de l'intérêt public, il représenta fortement aux membres de l'assemblée la nécessité de réformer le gouvernement et de mettre un terme à l'oppression sous laquelle gémissait le peuple, à la violation des privilèges de la noblesse, aux rapines continuelles exercées sur le clergé, et à la perfidie du monarque. Son éloquence entraînante eut tout l'effet qu'il pouvait désirer; les barons, séduits d'ailleurs par sa popularité et sa puissance, prirent la résolution de remédier à tant de maux et de s'emparer de l'administration du royaume.

Lorsque le parlement eut été convoqué par le roi, les conjurés se présentèrent à la chambre, armés de pied en cap, ce qui surprit tellement Henri, que dès qu'il les aperçut, il leur demanda qu'elle était leur intention? Ils répondirent respectueusement qu'ils le regardaient comme leur souverain et qu'ils étaient dans l'intention de soutenir sa puissance, mais qu'ils exigeaient qu'on leur rendit justice, et qu'on réparât les torts dont on s'était rendu coupable envers eux. Le roi, qui était toujours disposé à promettre tout ce qu'on lui demandait, leur répondit à l'instant qu'il était prêt à leur donner toute satisfaction possible, et convoqua dans cette intention un autre parlement à Oxford, où l'on devait rédiger un nouveau plan de gouvernement, et choisir les personnes auxquelles l'autorité principale devait être confiée.

Ce parlement, appelé depuis le *parlement fou*, s'assembla donc pour organiser une réforme. Vingt-quatre barons, revêtus d'une autorité supérieure, furent chargés de remédier aux abus introduits dans le gouvernement, et Leicester fut placé à leur tête.

Les premières démarches de cette assemblée eurent réellement pour but le bien du peuple; on s'occupa de régler les formes extérieures de la chambre des communes, ensuite il fut ordonné que chaque province choisirait quatre chevaliers qui seraient chargés de rechercher les sujets de plainte de chacun, et d'en informer le prochain parlement. — An de J.-C. 1258, 11 juin — Il fut statué que trois sessions seraient tenues régulièrement par an; que chaque année un nouveau shérif

¹ Grand Juge chargé de faire exécuter les lois, de désigner les jurés et d'expédier les affaires civiles et criminelles.

serait élu ; qu'aucune intelle ou garde du château ne serait confiée à des étrangers ; que de nouvelles forêts ne seraient point plantées , et qu'il ne serait plus permis d'affermir les revenus d'aucune province.

Ces réglemens étaient si justes , que plusieurs d'entre eux existent encore. Mais malheureusement le véritable objet de cette confédération était bien moins d'assurer la tranquillité et la satisfaction du peuple que d'obtenir un pouvoir dont ils allaient bientôt user arbitrairement. Les constitutions une fois arrêtées , les barons , au lieu de résigner l'autorité qu'ils avaient usurpée , se montrèrent déterminés à la conserver , sous le prétexte qu'ils n'avaient pas encore achevé de rédiger tous les réglemens nécessaires au bien de la nation , et que cette puissance dont ils étaient revêtus , était le seul rempart qu'eût le peuple désormais contre la perfidie du roi.

Ils déclarèrent donc leur intention de maintenir ces pouvoirs aussi long-temps qu'ils le jugeraient à propos. Le gouvernement subit alors un changement complet ; les principaux officiers de la couronne furent déplacés ; les créatures dévouées aux vingt-quatre barons les remplacèrent ; ils eurent même l'audace d'exiger de chaque citoyen le serment d'obéir implicitement à tous les réglemens présents et à venir qu'ils pourraient faire , et non contents d'avoir réduit l'autorité royale à peu de chose , ils affaiblirent encore la force du parlement , en accordant à douze personnes choisies par eux toute puissance parlementaire dans les intervalles de chaque session.

C'est ainsi que ces nobles arrogants , après avoir foulé aux pieds la majesté royale , abaissèrent encore les drols du peuple , et menacèrent le royaume d'une oligarchie.

La première opposition qu'ils rencontrèrent , vint de cette nouvelle autorité que depuis peu ils avaient introduite dans la constitution. Les chevaliers des provinces , qui depuis quelque temps se rassemblaient régulièrement dans une chambre séparée , s'étant convaincus bientôt de différens abus , portèrent leurs plaintes à l'assemblée principale des barons. — An de J.-C. 1262 — Ces hommes courageux et patriotes se récrièrent fortement contre la lenteur des opérations des vingt-quatre réformateurs , et , pour la première fois , ils montrèrent cet esprit de fermeté et de résistance qui depuis n'a jamais cessé d'exister. Ils dirent que bien que le roi eût consenti à toutes les propositions qui lui avaient été soumises , les barons jusqu'alors n'avaient encore rien fait pour le bien général , et que leurs intérêts personnels paraissaient

être le seul but de leur conduite. Ils eurent même recours au prince Édouard, fils aîné du roi, le suppliant d'interposer son autorité et de sauver la nation du péril qui la menaçait.

Édouard, âgé alors de vingt-deux ans, donnait de brillantes espérances; son esprit et ses vertus faisaient présager qu'il serait un des hommes les plus remarquables de son siècle, et qu'il réparerait par sa prudence et sa sagesse les maux innombrables causés par la faiblesse de son père. Sa conduite, en cette circonstance, contribua à donner au peuple la plus haute idée de sa piété et de sa justice. Il répondit à l'appel qui lui avait été fait, qu'ayant juré, quoique à regret, d'être fidèle aux constitutions d'Oxford, il était déterminé à ne point trahir son serment. Cependant il envoya un message aux barons pour leur enjoindre de terminer leur mission et de remplir leurs engagements, leur déclarant que dans le cas où ils s'écarteraient des bornes de leur devoir, ils devaient s'attendre de sa part à l'opposition la plus vigoureuse.

Les barons, effrayés de ces menaces, publièrent un nouveau code de lois qui ne contenait que des choses de peu d'importance, mais sur lesquelles ils comptaient pour éblouir le peuple et le tromper, jusqu'à ce qu'ils eussent établi leur autorité sur des fondements plus certains. Sous différents prétextes et par des délais affectés, ils continuèrent à conserver leurs pouvoirs pendant trois années, tandis que le peuple, qui voyait enfin clairement leur but, ne cessait de se plaindre hautement de leur perfidie. Le pape lui-même s'indigna enfin d'une usurpation si évidente, et releva le roi et ses sujets du serment prêté à Oxford.

Il ne manquait au peuple qu'un chef hardi pour renverser le joug tyrannique sous lequel il était asservi; mais il ne savait à qui recourir. — An de J.-C. 1263 — Le roi, faible, irrésolu, et dominé par la superstition, était en quelque sorte de concert avec ceux dont la conduite était si opposée à ses propres intérêts. Le clergé, qui autrefois avait pris le parti du peuple et avait contribué à la réforme, était devenu un corps indépendant, et se mêlait peu des troubles de l'état, qu'il observait froidement, comme simple spectateur. Le peuple, dans cette situation déplorable, n'avait d'autre ressource que de faire un nouvel appel au prince Édouard, qui, dans un âge fort tendre, avait donné des preuves de courage, de sagesse et de persévérance. Bien que pénétré des maux auxquels son père s'était exposé par sa légèreté et son inconstance dans ses promesses, il refusa d'abord de profiter de l'avantage que lui offrait

l'absolution générale du pape, et résista quelque temps aux sollicitations pressantes du peuple; mais il finit pourtant par se laisser vaincre et se détermina à s'occuper sérieusement du bien public. On convoqua un parlement qui remit le roi en possession de toute son autorité, malgré les efforts inutiles des barons, qui tâchèrent de s'emparer de lui à Winchester, mais qui, voyant tous leurs plans renversés, furent obligés d'acquiescer à ce qu'il leur fut impossible d'empêcher.

Le comte de Leicester, moins découragé que les autres par ce mauvais succès, conservait l'espoir de renverser entièrement la puissance qu'il était déjà parvenu à avilir. Dans ce dessein, il forma une confédération puissante avec le prince de Galles, qui, à la tête de trente mille hommes, vint envahir l'Angleterre. — An de J.-C. 1263 — Leicester se hâta de réunir ses forces à celles de ces barbares, et en peu de temps le royaume entier fut exposé aux dévastations d'une armée sans discipline. Les citoyens de Londres embrassèrent également sa cause, et conduits par leur maire, Thomas Fitz-Richard, homme d'un caractère violent et de mœurs débauchées, ils tombèrent sur les Juifs et sur plusieurs des plus riches habitants de la ville, et portèrent le pillage et la destruction partout où ils passèrent.

La fureur de ces factieux ne se borna pas à la cité de Londres seulement, elle se répandit dans la plupart des grandes villes du royaume, qu'elle dévasta, tandis que le roi, gémissant, avec sa pusillanimité ordinaire, de l'esprit séditieux du siècle, s'efforçait en vain de recourir à la protection du saint Père.

La nation, fatiguée de cet état de détresse, et n'apercevant d'autre espoir de salut que dans un accommodement avec les Insurgés, se détermina à conclure un traité, mais aux conditions les plus désavantageuses pour le roi et son parti. Les réglemens d'Oxford furent confirmés de nouveau, et les barons réintégrés dans l'administration du royaume. Ils s'emparèrent de toutes les forteresses et de tous les châteaux du roi; ils nommèrent même les officiers de la maison royale, et convoquèrent un parlement à Westminster, afin d'y établir sur des bases positives le plan de leur gouvernement. Il fut arrêté dans cette assemblée que l'autorité des vingt-quatre serait maintenue, non seulement pendant le règne de Henri, mais même pendant celui du prince Édouard.

Si le faible monarque se montra de nouveau disposé à se soumettre à des conditions aussi humillantes, le jeune prince refusa fermement

d'y acquiescer, et il en appela au roi de France, à l'arbitrage duquel il consentit à s'en rapporter.

Ce monarque juste et pieux¹ reconnut sans peine que les droits du prince étaient formellement violés; il se déclara donc en sa faveur, et le prince Édouard, certain de sa protection, prit les armes, dernier recours de la royauté opprimée². — An de J.-C. 1265.

Le roi, de son côté, en appelait de toutes parts à ses vassaux militaires, et ses forces se trouvèrent en peu de temps augmentées par la jonction de plusieurs barons qui lui étaient restés fidèles; or, il se disposa à combattre. Ses premières tentatives furent heureuses: Northampton, Leicester et Nottingham se soumirent et lui ouvrirent leurs portes. Encouragé par ces succès, Henri pénétra dans le comté de Derby, avec l'intention de porter le fer et la flamme dans les états de celui qui avait embrassé la cause de ses ennemis.

Le comte de Leicester, de son côté, assiégeait Rochester, lorsqu'il apprit le succès du roi. Sans perdre de temps, il leva le siège et se retira à Londres, où les citoyens, au nombre de quinze mille hommes, vinrent se joindre à lui. Les deux armées, avec des forces à peu près égales, résolurent d'en venir à un engagement décisif, et Leicester, ayant fait halte à deux milles de Lewes, comté de Sussex, fit faire au roi des propositions de paix qu'il ne doutait pas que Henri ne refusât. Effectivement, le roi les ayant rejetées avec dédain, les deux partis se préparèrent au combat avec une animosité réciproque, et le comte s'avança sur Lewes, où les troupes du roi étaient préparées à le recevoir.

L'armée royale était partagée en trois divisions: le prince Édouard commandait l'aile droite; Richard, frère du roi, qui, quelque temps avant, avait été élu roi des Romains, commandait l'aile gauche; Henri était chargé du centre.

Les troupes du comte formaient quatre corps d'armée: le premier était conduit par Henri de Montfort, fils du général; le second était commandé par le comte de Gloucester; le troisième, par le comte de Leicester, et le quatrième, composé des citoyens de Londres, était sous les ordres de Nicolas Seagrave. Afin d'encourager les insurgés, l'évêque de Chichester leur avait donné une absolution générale; et

¹ Louis IX.

² On a dit du canon: *ultima ratio regum*.

leur avait promis que ceux qui périraient dans l'action recevraient lu-failliblement dans le ciel la récompense de leurs souffrances pour une cause si méritoire.

Le premier qui attaqua fut le prince Édouard, qui, placé à la tête du poste d'honneur, s'élança avec tant de fureur sur les milices de Londres, que, dans l'impossibilité de résister à sa charge, elles furent promptement dispersées. Animé du désir de venger les insultes que les habitants de Londres avaient faites dernièrement à sa mère¹, Édouard les poursuivit l'espace de quatre milles, et en fit un grand carnage. Mais tandis qu'il profitait si imprudemment de sa victoire, Leicester, guerrier habile, attaqua vivement l'alle gauche; bientôt il la mit en déroute, et fit prisonnier le roi et son frère.

Ce fut un spectacle affreux pour le jeune prince, lorsqu'à son retour il aperçut le champ de bataille couvert des cadavres de ses amis; sa douleur s'accrut bien davantage en apprenant que son père et son oncle avaient été défaits et pris. Il s'efforça d'abord de ranimer l'ardeur de ses troupes; mais tandis que l'artificieux Leicester l'amusait par une prétendue négociation, son faible corps d'armée fut brusquement entouré par l'ennemi, et lui-même fut obligé de se rendre et de se soumettre aux conditions qu'il plut au vainqueur de lui imposer.

Elles furent conformes à sa triste situation. Lui et un autre général nommé Henri d'Almain devinrent prisonniers à la place du roi et du prince Richard, auxquels on promit de rendre la liberté. Il fut convenu ensuite que les réglemens d'Oxford continueraient à être observés comme à l'ordinaire, mais qu'ils seraient examinés par dix Français nommés par le roi de France, trois prélats et trois grands seigneurs; que ces six personnages en désigneraient également trois autres à leur choix, qui seraient revêtus du plein pouvoir de faire les réglemens convenables au gouvernement, et de mettre fin aux troubles qui avaient existé jusque alors. Tel fut le traité de paix appelé depuis la *mise* de Lewes.

¹ Au moment où les habitants de cette ville pillaient et massacraient les Juifs et les riches habitants de la cité, la reine, qui habitait la Tour, fut tellement épouvantée du tumulte, qu'elle résolut de gagner par eau le château de Windsor; mais lorsqu'elle s'approchait du pont, la populace s'amassa autour d'elle, en s'écriant qu'il fallait noyer cette sorcière, l'accablant d'injures, lui jeta à la tête des ords pous et de la boue, et effraya cette princesse à un tel point, qu'elle n'osa fuir, et rentra dans la Tour. (Hume, tome II, pag. 302.)

Mais l'insatiable Leicester, non content des avantages énormes qu'il venait d'obtenir, avait résolu de s'emparer entièrement d'un pouvoir depuis si long-temps disputé. Bien loin de s'en rapporter à l'arbitrage du roi de France, ainsi qu'on en était convenu, il viola toutes ses promesses, et quoique le prince Édouard fût renfermé dans le château de Douvres, comme otage pour son père et son oncle, le comte garda Richard prisonnier, et tint le roi dans l'esclavage, tout en lui laissant l'apparence de la liberté. Pour mettre le comble à ses perfidies, il fit servir le nom de son souverain aux actes les plus préjudiciables aux intérêts de la couronne, et quoique partout il eût désarmé les royalistes, il continua à conserver ses partisans en état de défense.

Le faible monarque, spectateur impassible de sa propre défaite et de l'état de dégradation où il était tombé, fut traîné de place en place à la suite de son vainqueur, et se vit contraint de donner à ses gouverneurs l'ordre de remettre leurs châteaux entre les mains de son mortel ennemi. Leicester, parvenu enfin à usurper toute l'autorité royale, acheva bientôt de lever le masque, et dévolla avec impudeur tout l'odieux de son caractère. Il s'empara des états de dix-huit barons comme de la part des dépouilles qu'il avait obtenues à la bataille de Lewes; il s'empara du monopole de toutes les laines que fournissait l'Angleterre au commerce étranger, et pour affermir davantage son autorité, il ordonna que toute espèce de pouvoir serait exercée par un conseil de neuf personnes choisies par trois autres, qui étaient le comte lui-même, le comte de Gloucester et l'évêque de Chichester.

Malgré tout ce pouvoir, Leicester n'était pas tellement rassuré, qu'il ne redoutât la coalition des puissances étrangères et les complots du parti royaliste. Le roi de France, à la prière de la reine d'Angleterre, qui s'était réfugiée à sa cour, se préparait à réintégrer Henri dans son autorité; le pape n'épargnait pas les foudres de l'Église, et plusieurs autres princes, touchés de compassion pour les malheurs de la famille royale, s'accordaient tous secrètement pour désirer la chute de l'usurpateur. Ce fut de l'excès même de cette misère où le royaume était plongé que naquit enfin la prospérité des temps à venir.

Leicester, dans l'intention d'affermir une puissance injustement acquise, eut recours au bas peuple, cette partie de la nation presque ignorée jusque alors. Il convoqua donc un parlement. Outre les barons de son parti, et plusieurs ecclésiastiques qui n'étaient pas tenanciers

immédiats de la couronne, il voulut que deux chevaliers de chaque province s'y rendissent, ainsi que les députés des bourgs, qui jusque alors avaient été regardés comme trop peu importants pour avoir un rang dans le parlement. De là date la création de la chambre des communes. — An de J.-C. 1265, 20 janvier.

Depuis l'affaiblissement du système féodal, le peuple était parvenu à obtenir quelque espèce de considération. L'établissement des chartes de corporation, par lesquelles les classes dévouées au plus rude esclavage pouvaient s'affranchir du joug pesant qui leur était imposé, accrût non seulement le pouvoir du peuple, mais aussi son désir ardent de devenir libre. Le nombre de ces petites républiques indépendantes, s'il est permis de les nommer ainsi, augmentait à mesure que les arts se développaient ; elles finirent bientôt par devenir assez importantes pour être trouvées dignes de prendre part au conseil et de siéger au parlement. Ce fut là l'origine d'une institution qui depuis a été la sauvegarde de la liberté britannique et l'objet de l'admiration de toutes les nations. Ainsi, elle naquit de l'ambition démesurée d'un baron orgueilleux, qui ne cherchait à séduire le peuple par le nom magique de liberté que pour mieux le tyranniser et le rendre esclave.

Le parlement convoqué par Leicester, dans l'espérance que les membres consentiraient à seconder ses vœux, ne lui fut pas aussi favorable qu'il l'avait cru. Plusieurs des barons, qui avaient été jusque alors ses zélés partisans, paraissaient fatigués de son ambition immodérée, et la plus grande partie du peuple, qui s'apercevait qu'un changement de chef était loin de lui avoir procuré le bonheur, commençait à désirer de voir la famille royale rétablie sur le trône.

Leicester se vit bientôt dans l'impossibilité de résister aux vœux unanimes de la nation, mais il voulut du moins se faire un mérite de sa condescendance. Il se détermina donc à rendre la liberté au prince Édouard, qui avait été conduit à Westminster-Hall, et qui fut déclaré libre par tous les barons. Mais quelque Leicester eût consenti à le tirer de captivité, il était trop politique pour ne pas le faire surveiller avec soin par des émissaires qui furent chargés d'épier ses moindres démarches, et de s'opposer à toute espèce de tentative qui pourrait lui faire recouvrer sa puissance passée.

Le prince Édouard, qui, de son côté, avait trop de pénétration pour ne pas s'apercevoir qu'il n'était que l'instrument de l'ambition du comte, attendait avec impatience l'occasion de ressaisir cette liberté

désirée dont il ne possédait que l'ombre. Elle finit par se présenter. Le comte de Gloucester, dégoûté du pouvoir arbitraire de Leicester, s'éloigna de la cour et se retira dans ses états, situés sur les frontières du pays de Galles. Leicester, irrité de se voir abandonné, et déterminé à tirer vengeance de sa conduite, se hâta de le poursuivre, et pour donner à ses armes et à sa puissance un appareil plus imposant, il conduisit le roi et le prince avec lui. C'est là que le jeune Édouard saisit avec ardeur l'occasion qu'il attendait depuis si long-temps.

Dans une promenade qu'il faisait un jour avec quelques gens de la suite de Leicester chargés de le surveiller, il proposa une course de chevaux. On part, et dès qu'il est certain que les coursiers fatigués sont hors d'état de le suivre, il s'élança sur un cheval que lui a donné le comte de Gloucester, et qui est d'une vitesse extrême à la course : puis, adressant un adieu gracieux à tous ceux qui l'entourent, il pique des deux et fuit rapidement. Les émissaires du comte le poursuivirent quelque temps ; mais la vue d'un corps de troupes qui appartenait à Gloucester les força bientôt de retourner sur leurs pas. Cet événement fut regardé comme un signal favorable pour le parti royaliste, qui se rassembla sur-le-champ. La valeur bien connue du jeune prince, les souffrances continuelles que le peuple éprouvait depuis si long-temps, et l'appui du comte de Gloucester, dont le pouvoir était extrême, concoururent à augmenter les partisans du roi et à accroître leur ardeur.

Bientôt il devint impossible à Leicester de résister aux royalistes, et malgré tous ses efforts, chaque jour apportait une diminution à cette puissance qu'il avait eu tant de peine à conquérir. Son fils lui-même échoua bientôt dans une tentative qu'il fit pour lui amener un renfort de Londres ; il fut surpris par le jeune Édouard, et son armée taillée en pièces.

Le comte, qui ignorait le destin de son fils, passa la Severn, dans l'espoir d'être rejoint incessamment par lui ; mais, au lieu des troupes qu'il attendait, il aperçut l'infatigable Édouard qui se disposait à lui livrer bataille. Ce fut à un stratagème que le prince dut en partie le succès de cette journée. Tandis qu'il faisait faire à ses troupes un circuit pour attaquer le comte par derrière, il ordonna à un autre corps de son armée de s'avancer avec les étendards qu'il venait de prendre à l'armée de Londres. Leicester se méprit à cette vue, il crut reconnaître le renfort qu'il attendait, et il se prépara à combattre.

L'orgueilleux et infortuné général vit enfin son erreur, et dès lors il

ne douta plus de sa défaite, en voyant l'ennemi s'avancer de tous côtés sur lui avec ordre et régularité. Frappé de terreur, il ne put s'empêcher de s'écrier : « Puisse Dieu prendre pitié de nos âmes, car nos corps sont condamnés à la destruction ! »

Cependant tout espoir de salut ne l'abandonnait point encore ; il rassembla ses soldats autour de lui et les exhorta à combattre avec ardeur, leur représentant qu'ils avaient tout à gagner ou tout à perdre. Il força en même temps le roi à se revêtir d'une armure, et l'ayant placé à la tête de l'armée, il l'obligea à combattre contre sa propre cause.

Les deux partis s'élancèrent avec fureur l'un contre l'autre ; mais les troupes du comte, épulsées par la famine à laquelle elles avaient été réduites dans les montagnes de Galles, furent bientôt incapables de soutenir l'impétuosité de l'attaque du prince Édouard.

Pendant cette terrible journée, Leicester donna des preuves d'une intrépidité étonnante, et conserva une ardeur toujours égale depuis deux heures après midi jusqu'à neuf heures du soir. Il eut son cheval tué sous lui, et, forcé alors de combattre à pied, il fut contraint enfin de demander quartier ; mais son adversaire le lui refusa avec une barbarie qui ne peut surprendre lorsqu'on se reporte à ce siècle. Le roi, qui avait été placé à la tête de l'armée, reçut une blessure à l'épaule ; caché sous son armure, il fut sur le point d'être tué par un soldat : « Je suis le roi, Henri de Winchester, » s'écria-t-il ; et, à ce cri, un chevalier de l'armée royale se précipita vers lui et le sauva. Le prince Édouard, qui avait reconnu la voix de son père, courut aussi à lui, et le fit transporter de suite dans un lieu de sûreté.

Le corps de Leicester fut trouvé parmi les morts ; un nommé Mortimer eut la cruauté de le mutiler et de l'envoyer à sa veuve infortunée, comme un témoignage des succès du parti royaliste.

Cette victoire fut décisive, et ceux qui jusque alors avaient été persécutés devinrent à leur tour persécuteurs. Le roi, que ses longues souffrances avaient rendu vindicatif, résolut de signaler sa vengeance sur les habitants de Londres, qui avaient toujours été disposés à prendre le parti de ses ennemis. Cependant il finit par se laisser dissuader, mais non sans peine, de l'idée de détruire cette ville ; il se rendit aux marques de soumission que lui donnèrent promptement les citoyens de Londres, et se contenta de la priver de ses enseignes militaires et de ses fortifications, et de lever sur les habitants une contribution énorme.

Fitz-Richard, le maire séditieux, fut emprisonné ; mais il paya son pardon de la perte d'une partie de ses revenus. Partout les rebelles se soulevèrent ou furent poursuivis avec rigueur ; leurs châteaux furent pris et démolis, et à peine se trouva-t-il enfin quelques réfractaires qui osassent résister désormais à l'autorité royale. — An de J.-C. 1266.

Du petit nombre de ceux qui persistèrent encore dans leur opiniâtreté, il y eut un nommé Adam de Gourdon qui avait été autrefois gouverneur du château de Dunster, et dont la valeur et la force prodigieuse lui avaient acquis une grande réputation. Ce baron furieux se maintint quelque temps dans les forêts du Hampshire, et dévasta les comtés de Berks et de Surrey. Le prince Édouard fut forcé de conduire un corps de troupes dans cette province, afin de soumettre ce rebelle. Il l'attaqua avec une ardeur et une impétuosité remarquables ; ayant sauté avec quelques braves par-dessus les retranchements de la place où s'était enfermé Gourdon, il s'offrit inopinément à la vue de l'ennemi, qu'il combattit et qu'il tailla en pièces. Gourdon reconnut bientôt le prince, et se hâta de voler à lui. Un combat singulier s'engagea entre ces deux vaillants adversaires, il fut long-temps douteux ; mais la fortune d'Édouard l'emporta enfin sur celle du baron. Un faux pas que fit Adam fut cause qu'il reçut une blessure qui le mit hors d'état de continuer le combat, et qui le força à se rendre.

Édouard, aussi généreux que brave, lui accorda non seulement la vie, mais de plus il le présenta le même soir à la princesse son épouse, à Guildford, lui fit obtenir sa grâce ainsi que la restitution de ses biens, et lui accorda sa faveur.

Gourdon ne paya pas d'ingratitude cette preuve de générosité. Depuis cette époque il le servit toujours fidèlement, le suivit partout, combattit souvent près de lui, et partagea tous les périls auxquels il fut exposé.

C'est ainsi que ce prince sut, par sa magnanimité, rendre la victoire moins humiliante pour les vaincus. La constitution, qui avait été pendant si long-temps affaiblie par les discordes civiles, reprit toute sa vigueur, et Édouard, après avoir rétabli la paix dans le royaume, dut espérer enfin que désormais il ne serait plus au pouvoir des barons rebelles d'ébranler la puissance royale.

Le comte de Gloucester, cependant, qui le premier s'était efforcé avec tant de zèle de rétablir le roi dans tous ses droits, trouva bientôt qu'aucune récompense n'était digne de ses services, et il osa s'engager

encore dans une révolte ouverte ; mais il fut promptement soumis par le prince, qui le força à signer un engagement, aux termes duquel il promettait de payer vingt mille marcs, dans le cas où il se révolterait à l'avenir.

Le prince Édouard voyant le royaume délivré de tous les troubles qui l'avaient déchiré si long-temps, sentit se réveiller en lui l'esprit de chevalerie et le désir ardent de gloire qui s'était toujours fait remarquer dans toutes ses actions, et il se détermina à entreprendre une expédition contre les infidèles. Les croisades étaient à cette époque l'objet principal de l'ambition de tous les guerriers, qui considéraient comme frivole toute autre guerre, et qui trouvaient toute espèce de succès faible en comparaison de ceux que l'on pouvait obtenir sur les ennemis du Christ et de la religion. Ce célèbre champ de bataille, toujours inondé de sang, était le rendez-vous de tous les guerriers les plus braves, de tous les chrétiens les plus pieux et les plus puissants, et de tous les princes les plus ambitieux.

C'est dans ce but saint et chevaleresque, condamné depuis par des mœurs et une manière de penser bien différentes, mais qui était pourtant fondé sur les motifs les plus nobles, qu'Édouard s'embarqua pour la Terre-Sainte, suivi d'une armée considérable, et qu'il se rendit au camp du roi de France ¹, qui était alors devant Tunis. — An de J.-C. 1270. — Là, il eut le malheur d'apprendre que cet excellent monarque était mort peu de temps avant son arrivée. Affligé, mais non découragé par une si triste nouvelle, il poursuivit son voyage et arriva heureusement en Palestine.

A peine Édouard s'était-il éloigné de l'Angleterre, que la santé du vieux roi avait commencé à s'affaiblir, et que non seulement sa vie, mais aussi la tranquillité du royaume, retombé dans une situation dangereuse, l'avait forcé d'écrire plusieurs lettres à son fils, pour le presser de hâter son retour. Les troubles dissipés par Édouard recommençaient à menacer l'Angleterre, et les barons, habiles à profiter de la faiblesse du roi, opprimaient de nouveau le peuple impunément. Des bandes de voleurs infestaient différentes provinces, et la populace de Londres reprenait sa licence accoutumée.

La position de Henri devint encore plus embarrassante que jamais par la mort de son frère Richard, — An de J.-C. 1272 — qui depuis

¹ Louis IX.

long-temps l'aidait de ses conseils. Le roi, plus fatigué de jour de jour, et ne se sentant plus la force de soutenir le sceptre qui lui était confié, désirait avec ardeur le retour du vaillant Édouard. A la fin, accablé par le poids des affaires et les infirmités de l'âge, il ordonna qu'on le transportât à petites journées de Saint-Edmundsbury à Westminster, où, ayant envoyé chercher le comte de Gloucester, il lui fit jurer de maintenir la paix dans le royaume et de défendre de tout son pouvoir les intérêts de son fils. Il expira dans la même nuit, et le matin suivant le grand sceau fut remis à l'archevêque d'York et aux lords du conseil privé.

Ainsi mourut Henri, dans sa soixante-sixième année et la cinquante-septième de son règne, qui fut le plus long de tous ceux qu'offrent les annales de l'Angleterre. — An de J.-C. 1272 — Les qualités de ce prince le rendaient bien plus propre à la vie privée qu'à la vie publique, et sa facilité, sa simplicité et sa douceur, lui anraient assuré dans un rang médiocre le bonheur qu'il ne put obtenir sur le trône.

C'est cependant des malheurs de ce règne et de la faiblesse de ce prince que résulta pour le peuple anglais la liberté, ce bien inappréciable qu'il sut conserver sous le sceptre des fiers et impérieux monarques qui succédèrent à Henri. L'esprit de liberté qui s'était répandu insensiblement parmi la nation entière, ne cessa depuis de se manifester tellement dans toutes les circonstances nécessaires, qu'à mesure que les ordres les plus élevés de l'état perdirent de leur pouvoir absolu, le peuple sut obtenir plus d'influence et tirer parti de toutes les circonstances favorables qui lui furent offertes.

Les malheurs que les guerres civiles firent peser sur lui sont donc beaucoup moins à déplorer, quand on réfléchit aux avantages qui en furent le résultat dans l'établissement de la constitution actuelle.



CHAPITRE XIII.

ÉDOUARD, I.

De l'année 1272 à l'année 1307.

Tandis que l'infortuné Henri luttait en vain contre l'esprit rebelle de ses sujets, son fils Édouard, signalant sa valeur en Palestine, relevait la gloire du nom anglais et faisait trembler les infidèles.

Il arriva près de la ville d'Acre au moment où les Sarrasins se disposaient à l'assiéger. Il vola sans hésiter au secours de cette place, poursuivit l'ennemi, et remporta sur lui différentes victoires qui, malgré leur éclat, ne furent cependant pas décisives. Mais si grande était la terreur de ses armes pour ses ennemis, qu'ils résolurent de faire périr par une trahison le vaillant guerrier qu'ils ne pouvaient vaincre au champ de l'honneur.

Depuis long-temps une tribu de Mahométans enthousiastes avait pris possession d'une montagne inaccessible de la Syrie; ils étaient gouvernés par un petit prince connu dans les armées chrétiennes sous le nom du *Vieux de la montagne*. Ses sujets étaient appelés *assassins*, mot d'où l'on tira depuis le titre odieux qui désigne le meurtrier de son semblable. Ces fanatiques, entièrement dévoués à leur chef et poussés par une horrible superstition, avaient juré la destruction de tout prince ou chef chrétien qui serait ennemi de leur parti. Il eût été inutile de les menacer de châtiment, ils connaissaient les dangers auxquels ils s'exposaient, et bravaient tout, résolus qu'ils étaient à exterminer ceux auxquels ils avaient voué une haine implacable.

La capitale de cette tribu avait été prise quelque temps avant par les Tartares, qui avaient passé tous les habitants au fil de l'épée ; mais ceux qui restèrent furent élevés à l'école de la superstition et du fanatisme. Ce fut l'un de ces dangereux enthousiastes qui forma le projet d'assassiner le prince d'Angleterre.

Afin d'obtenir la permission d'être admis en sa présence, il prétendit avoir des lettres à lui remettre de la part du gouverneur de Joppé, relativement à une négociation. Ce prétexte lui donna un libre accès auprès du prince, qui prenait plaisir à causer avec lui en français, langue que l'assassin comprenait fort bien. Il continua à l'amuser ainsi quelque temps, allant et venant avec liberté dans ses appartements.

Le vendredi de la Pentecôte, il s'introduisit, comme à l'ordinaire, auprès d'Édouard, qu'il trouva seul dans sa chambre, et il remarqua que la chaleur extrême du pays l'avait forcé de laisser tous ses vêtements entr'ouverts. Ce fut pour l'infidèle une circonstance favorable, et il résolut sur-le-champ de la mettre à profit. Après avoir regardé autour de lui pour s'assurer que personne n'était à portée de le voir, il tira un poignard de son sein, et s'élança sur le prince pour le frapper ; mais Édouard, qui avait promptement deviné l'intention du meurtrier, sut conserver assez de présence d'esprit pour détourner le coup ; il ne fut blessé qu'au bras ; et comme il s'aperçut que l'assassin voulait le frapper de nouveau, il parvint à le renverser sous ses pieds, et lui arracha des mains l'arme fatale, qu'il lui plongea dans le sein.

Les gens du prince accoururent au bruit, et assouvirent leur vengeance sur le corps du perfide qui venait d'abuser si indignement des lois de l'hospitalité. Le poignard, qui était empoisonné, rendait la blessure du prince fort dangereuse, et des symptômes alarmants ne tardèrent point à se déclarer. Édouard, dans la conviction du danger qu'il courait, fit son testament et se disposa avec courage et fermeté à quitter la vie, satisfait de mourir pour une cause qui lui assurait une félicité éternelle ; mais la fortune le tira encore de ce danger : un chirurgien anglais d'une habileté remarquable parvint, par de profondes incisions, à extraire les chairs corrompues par le poison ; la guérison devint alors certaine, et en une quinzaine de jours le prince fut rétabli.

Un bonheur si inattendu fut regardé comme un miracle par l'armée superstitieuse, et plusieurs personnes assurèrent que le prince devait la vie à la piété et à la tendresse de la princesse Éléonore, sa femme,

qui, au risque de se perdre elle-même, avait sucé la piale et en avait extrait le poison.

Quoi qu'il en soit, il est probable que le danger qu'il venait de courir le détermina plus promptement à éconter les termes d'accommodement qui lui furent offerts peu de temps après par le sultan de Babylone. Il reçut les ambassadeurs de ce monarque avec les plus grands témoignages de considération, et conclut avec lui une trêve de dix ans dix semaines et dix jours.

Dès qu'il eut terminé les affaires de la Palestine aussi favorablement que possible, il s'embarqua pour la Sicile, où il arriva heureusement, et ce fut là qu'il reçut les tristes nouvelles de la mort de son père et de son fils Jean. Il supporta le dernier de ces malheurs avec résignation, mais la mort de son père parut le plonger dans un désespoir extrême. Le roi de Sicile, étonné, n'ayant pu s'empêcher de lui exprimer sa surprise, Édouard lui répondit que la perte d'un enfant, quelque douloureuse qu'elle fût, laissait au moins l'espoir d'être réparée un jour, mais que celle d'un père était irréparable.

Quoique la mort du roi d'Angleterre fût arrivée à une époque où l'héritier était éloigné du royaume, les mesures furent néanmoins si bien prises, que la couronne lui fut transmise sans aucun trouble. La haute réputation que le prince s'était acquise pendant les commotions dernières lui avait attiré l'estime et l'affection de toute la nation anglaise, et au lieu des sentiments d'opposition auxquels on aurait pu s'attendre de la part de sujets aussi indomptables et aussi divisés d'opinions, un seul et même désir parut les réunir en cette circonstance, et chacun hâta par ses vœux le retour d'un prince chéri qu'on brûlait de recevoir en triomphe.

Édouard, informé de l'état de tranquillité où était le royaume, ne crut pas devoir se presser de venir prendre possession du trône, et il passa près d'une année en France avant de rentrer en Angleterre. Les honneurs qu'il recevait sur le continent, et les acclamations avec lesquelles il était accueilli partout où il passait, offraient trop de charmes à un prince jeune et amant de la gloire, pour qu'il y renoncât si promptement. Il ne put même résister au désir de donner des preuves de sa bravoure dans un tournoi auquel il fut invité par le comte de Châlons, qui osa le défier au combat. Le roi, animé de l'esprit chevaleresque de ce siècle, accepta le défi, et proposa de jouter avec ses chevaliers contre tous ceux qui voudraient entrer en lice. Sa fortune

habituelle le servit également en cette circonstance ; mais ses succès changèrent le théâtre des jeux en une arène de discorde.

Le comte de Châlons, outré d'avoir été vaincu, sentit succéder à la plus noble émulation une fureur telle qu'il attaqua sérieusement les Anglais, et que le théâtre où ne devaient être employés que de l'adresse et des talents, fut bientôt couvert d'un sang inutilement versé. Édouard et ses chevaliers soutinrent leur supériorité, et remportèrent encore tous les avantages.

De Châlons, le jeune roi se rendit à Paris, où il fut reçu avec magnificence par Philippe III, roi de France, auquel il fit hommage pour les territoires que les rois d'Angleterre avaient en leur possession dans ce royaume. De Paris, il se rendit en Gascogne, afin de réprimer l'insolence de Gaston de Beurn, qui s'était révolté pendant son absence ; de là, il passa à Montreuil, où il apaisa quelques différends qui s'étaient élevés entre les Anglais et les Flamands. Enfin, après maintes batailles, des dangers et des fatigues sans nombre, il rentra dans ses états au milieu des acclamations de tout son peuple. Il fut couronné de la manière la plus solennelle, à Westminster, par l'archevêque de Cantorbéry. — An de J.-C. 1274.

La joie du peuple anglais, en cette circonstance, fut inexprimable. Les fêtes et les réjouissances continuèrent pendant quinze jours aux frais du roi ; cinq cents chevaux furent mis en liberté, et on déclara qu'ils appartendraient à ceux qui pourraient les attraper à la course. Le roi d'Écosse et plusieurs autres princes vinrent embellir la solennité de ces fêtes, et firent hommage au roi pour les territoires qui dépendaient de la couronne d'Angleterre. Rien ne manquait désormais au bonheur du peuple, il n'avait plus à demander que sa continuation, ce que chacun avait raison d'espérer de la justice, de l'économie et de la prudence du roi.

Édouard, établi sur un trône paisible, vit enfin tous les intérêts opposés aux siens s'affaiblir de jour en jour. Les barons étaient las de leurs dissensions mutuelles ; le clergé, épuisé par les nombreuses extorsions du pape, ne s'accordait plus que pour le détester ; le peuple haïssait le clergé, ce qu'il avait prouvé par plusieurs attaques contre les couvents ; mais, quelque désunis que fussent encore certains ordres de l'état, ils paraissaient d'accord sur un seul point, celui de chérir et de révéler le roi.

Dans un état de choses aussi favorable, il y avait par conséquent peu

de motifs d'employer des mesures oppressives envers le peuple, qui, plein de confiance dans le roi, lui accorda sans répugnance les impôts qu'il demanda, et qui, sans aucun doute, auraient été refusés d'une manière positive à son prédécesseur. Édouard était naturellement prudent, et, quelque absolu, il se contentait de ne faire usage que d'un pouvoir modéré, ne voulant se montrer terrible qu'à ses ennemis.

Son premier soin fut de corriger les abus qui, pendant les dernières années du règne de son père, s'étaient introduits dans le gouvernement. Il voulait, par une exacte distribution de la justice, protéger et réformer tous les différents ordres de l'état. Aussi ne négligea-t-il aucune occasion d'examiner soigneusement la conduite de ses magistrats et de ses juges, et il destitua sans distinction ceux qui se rendaient coupables de négligence ou qui étaient susceptibles de se laisser corrompre. De cette manière, il établit un mode de justice sévère qui fut suivi constamment sous son règne. Il était rigoureux pour le peuple, il est vrai, mais cette rigueur fut souvent commandée par la licence effrénée de ce siècle.

Les Juifs seuls ne participèrent pas à cette égale distribution de la justice. Édouard avait été nourri, à cet égard, dans des préjugés que son expédition en Terre-Sainte n'avait fait qu'augmenter; il n'eut aucune compassion pour les souffrances de ces infortunés. Plusieurs taxes arbitraires furent levées sur eux. Deux cent huit d'eux furent pendus à la fois comme faux monnayeurs. On confisqua les biens des autres Juifs, et tous ceux qui étaient de cette religion furent totalement exclus du royaume. Cette rigueur, quelque révoltante qu'elle fût, parut plaire au peuple, qui haïssait les Juifs non seulement pour leurs dogmes, mais plus encore pour leur usure et leurs extorsions continues.

Cependant l'âme d'Édouard était trop noble pour se trouver satisfaite des vaines louanges que lui avait acquis un acte d'oppression cruelle. Il résolut de prendre les armes contre Llewelyn, prince de Galles, qui avait refusé de lui rendre hommage, et qui paraissait disposé à s'affranchir de toute dépendance envers la couronne d'Angleterre. Les Gallois, peuple qui avait conservé fidèlement depuis plusieurs siècles ses lois, son langage, ses coutumes et ses croyances, descendaient des anciens Bretons échappés aux invasions des Romains et des Saxons. Jusque alors rien n'avait encore porté atteinte à leur liberté, et nulle armée étrangère n'avait encore foulé le sol de leur

patrie. Leur faible nombre les mettant dans l'impossibilité de résister à de puissants voisins, leur défense principale était les montagnes inaccessibles qui formaient les remparts naturels de ce pays.

Dans toutes les circonstances où l'Angleterre avait été exclusivement occupée de ses querelles intestines, ou toutes les fois que des guerres continentales avaient éloigné les forces du royaume, les Gallois s'étaient fait une loi constante d'envoyer leurs troupes irrégulières dévaster les lieux mal gardés où ils pouvaient pénétrer. Rien n'est plus ouïsible à un pays que le voisinage de ces sortes de principautés indépendantes, gouvernées par différents chefs et guidées par des intérêts opposés; les jalousies et les divisions mutuelles de chacun de ces petits gouvernements, ne peuvent manquer de devenir importunes à la généralité et préjudiciable à son bonheur, et quel que soit pour le parti qui triomphe de l'autre l'éclat d'un succès momentané, il est toujours chèrement payé.

Édouard, convaincu de cette vérité, désirait depuis long-temps soumettre ce peuple vagabond, et avait, dans cette intention, ordonné à Llewelyn de venir lui rendre hommage. Le prince gallois avait refusé d'obéir à cette sommation, à moins que le roi d'Angleterre ne consentit à lui remettre entre les mains son propre fils pour otage. Édouard, qui s'attendait à ce refus, saisit le prétexte qui lui était offert de déclarer la guerre à Llewelyn; il leva une armée considérable et se dirigea vers le pays de Galles, certain d'avance du succès. — An de J.-C. 1277.

À son approche, le prince gallois, ne voulant pas se fier aux chances du combat, se réfugia dans les montagnes inaccessibles de Snowdon, et résolut de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; ces montagnes escarpées étaient les forteresses naturelles qui, pendant plusieurs siècles, avaient protégé ses ancêtres contre les tentatives des Normands et des Saxons. Édouard, aussi prudent que brave, ayant sondé soigneusement chaque partie du terrain, parvint à pénétrer dans le centre du territoire de Llewelyn, et alla surprendre l'armée galloise jusque dans sa dernière retraite. Llewelyn avait d'abord fait peu d'attention aux progrès de l'ennemi, supposant qu'il ne ferait qu'une invasion passagère et qu'il s'éloignerait promptement; mais cet espoir fit bientôt place à la consternation la plus vive, lorsqu'il vit le roi établir ses troupes au pied de la montagne et entourer l'armée galloise, afin de la réduire par la famine. Dépouvé de magasins et renfermé dans une partie resserrée du pays, sans provisions pour ses troupes ni pâturages

pour ses bestiaux, il ne lui restait d'autres ressources que de mourir ou de se soumettre. L'infortuné prince gallois, convaincu de l'impossibilité où il était de faire un dernier effort pour conserver son indépendance, se rendit à discrétion et fut forcé d'accepter les conditions qu'il plut au vainqueur de lui imposer.

Llewelyn consentit à payer cinquante mille livres sterling pour les frais de la guerre. Il s'engagea également à rendre hommage à la couronne d'Angleterre; à permettre à tous les barons, excepté quatre, près de Snowdon, de jurer fidélité à la même couronne; à abandonner le pays entre Cheshire et la rivière de Conway; à satisfaire aux justes demandes de sa famille¹ et à donner des otages comme garants de sa soumission.

Mais la tranquillité qui suivit ce traité ne fut que de courte durée; l'oppression du vainqueur et l'orgueil indigné de la nation conquise ne pouvaient exister long-temps sans produire de nouvelles dissensions. Les lords des Marches² se rendaient continuellement coupables de violences envers leurs voisins gallois, et quoique Édouard eût fait remise au prince de Galles des cinquante mille livres stipulées dans le traité, quelque temps après il lui imposa de nouvelles conditions plus humiliantes encore que les premières: entre autres choses, il exigea de Llewelyn, à Worcester, la promesse qu'il ne garderait dans sa principauté aucune personne qui pût déplaire au roi d'Angleterre. — Au de J.-C. 1281 — Une telle demande était trop offensante pour être accueillie, et les Gallois volèrent aux armes de nouveau. Un corps de troupes commandé par David, un des frères de Llewelyn, détruisa le pays, prit le château de Hawarden, blessa dangereusement sir Roger Clifford, juge des Marches, qu'il fit prisonnier, et vint mettre le siège devant le château de Rhudlan.

Dès qu'Édouard fut informé de ces hostilités, il rassembla une armée nombreuse, et se mit en chemin, déterminé à détruire Llewelyn et sa famille entière, et à réduire ce peuple à un tel état d'esclavage, qu'il fût, à l'avenir; dans l'impossibilité de se révolter et de troubler ses paisibles voisins. — An de J.-C. 1282.

Les premiers efforts du roi ne furent cependant pas couronnés du

¹ David et Rodéric, ses deux frères, avaient été dépossédés par lui de leur héritage, et avaient eu recours à Édouard pour se faire rendre justice.

² On appelait ainsi la noblesse qui demeurait aux frontières de Galles ou d'Écosse.

succès ordinaire : les Anglais avaient fait un pont de bateaux pour traverser le détroit de la Menay (Menayfrith) ; lord Latimer et de Thonle, qui commandaient un corps de troupes, voulurent le traverser avant qu'il fût achevé, afin de signaler leur courage aux yeux de l'ennemi. Les Gallois qui les observaient, restèrent tranquillement dans leurs forteresses, jusqu'au moment où la marée montante vint fermer l'extrémité du pont et couper toute retraite aux assaillants. Ils sortirent alors de leurs montagnes en poussant des cris féroces, et n'écoulant que leur fureur, ils passèrent au fil de l'épée tout le corps de troupes qui avait traversé le détroit.

Cette victoire ranima leur courage, et dès ce moment, ce peuple superstitieux ne douta pas que le ciel ne se fût déclaré en sa faveur. Une des prophéties de Merlin annonçait que Llewelyn devait un jour rétablir l'empire de Brutus en Bretagne, et tout le peuple gallois croyait à cette prophétie. Un devin avait prédit également que Llewelyn traverserait un jour les rues de Londres, avec une couronne sur la tête. Toutes ces rêveries suffirent pour persuader à ce prince de hasarder une bataille décisive contre les Anglais. Dans ce dessein, il s'avança vers le Radnorshin et traversa la rivière de Wye ; mais ses brillantes espérances furent trop tôt déçues ; son armée fut surprise et défaite par Édouard Mortimer, pendant qu'il était en conférence avec un des barons de ce pays.

Effrayé à son retour des progrès de l'ennemi, et ne pouvant plus dompter de la situation déplorable de ses affaires, il s'élança, dans son désespoir, au milieu des rangs anglais, où il trouva bientôt la mort qu'il cherchait avec tant d'ardeur. Un capitaine anglais l'ayant reconnu, lui trancha la tête et l'envoya à Londres où elle fut reçue avec des transports de joie. Il est facile de juger de la barbarie de ce siècle, par les réjouissances féroces que les citoyens de Londres firent à cette occasion : ils mirent une couronne d'argent sur la tête du mort, afin d'accomplir la prédiction du devin, et ils la placèrent ensuite sur un pilori, afin que la populace pût rassasier ses yeux de ce spectacle.

Les sujets de ce malheureux prince, découragés par la perte de leur chef bien aimé, se soumièrent forcément au vainqueur ; mais ils n'obéissaient qu'avec répugnance, et servaient leurs nouveaux maîtres sans ardeur et sans dévouement. David, le frère de Llewelyn, eut peu de temps après un sort semblable au sien. Abandonné de tous

les slens, il fut forcé de se cacher dans les cavernes de ce pays; il y demeura quelque temps, mais sa retraite fut découverte, il fut pris, jugé et condamné comme traître. La cruauté la plus révoltante accompagna l'exécution de sa sentence : il fut pendu et écartelé, pour avoir défendu avec courage la liberté expirante de sa patrie et ses possessions héréditaires.

Avec lui finit le gouvernement qui séparait le pays de Galles de l'Angleterre; dès-lors il en fit partie et fut érigé en principauté qui appartient depuis au fils aîné de la couronne.

Cette conquête étrangère, qui pouvait être plus glorieuse pour la nation anglaise, augmenta néanmoins la prospérité du royaume. Quant aux Gallois, confondus dès ce moment avec les Anglois, ils s'habituerent insensiblement à leurs vainqueurs; toutefois ce ne fut qu'au bout de plusieurs siècles que toute ancienne animosité se trouva éteinte entre les deux nations.

Les plus grandes difficultés à cet égard étaient réservées à Édouard; jamais peuple ne se courba sous un joug étranger avec plus de répugnance. Les bardes de ce pays, dont l'emploi consistait à chanter les actions glorieuses de leurs ancêtres, parurent dangereux au roi qui, craignant que ces poètes n'entreteussent dans l'âme des Gallois un secret désir de recouvrer leur première liberté, ordonna, par une politique barbare, mais peu surprenante alors, qu'ils fussent tous massacrés impitoyablement.

Il chercha à adoucir, dit-on, cet acte de sévérité par une autre mesure non moins politique et plus propre du moins à flatter la vanité de ce peuple et à amuser sa superstition : il voulut que la reine d'Angleterre fit ses couches dans le château de Caernarvon, et il présenta le fils qu'elle venait de mettre au monde aux lords gallois, comme étant né dans leur pays et destiné à les gouverner un jour. Cette idée plut aux lords; ils accueillirent avec joie la naissance du prince, et le considérèrent dès ce moment comme le chef qui devait régner sur eux et les distinguer du peuple anglais qui avait à cette époque, un autre prince destiné à être l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre.

Mais la mort prématurée de cet enfant royal, nommé Alphonse, rendit, peu de temps après, le jeune Édouard, qui avait été créé prince de Galles, seul héritier de la monarchie anglaise, et depuis ce moment les deux nations n'ont cessé d'être confondues en une seule.

Cette conquête importante une fois achevée, aplanit le chemin à une autre plus importante encore, quoiqu'elle ne fût pas suivie d'un succès aussi durable. Alexandre III, roi d'Écosse, était mort d'une chute de cheval, et avait laissé sa petite-fille Marguerite seule héritière du royaume. Cette jeune princesse mourut à son tour, et sa mort produisit bientôt de vives contestations pour la succession au trône d'Écosse, réclamé à la fois par douze concurrents. — An de J.-C. 1291 — Les régent du royaume, voyant la nation divisée en autant de factions qu'il y avait de prétendants, ne voulurent pas se charger de décider une question d'une aussi grande importance, et les nobles qui divisaient leurs opinions, se déterminèrent unanimement, après de longs débats, à s'en rapporter à l'arbitrage du roi d'Angleterre.

Ces nombreux candidats finirent par se réduire à trois, qui étaient les descendants en ligne féminine du comte de Huntingdon. Jean Hastings faisait valoir les droits de sa mère, comme cohéritière du trône; Jean Balliol y prétendait également comme petit-fils de la fille aînée du comte, et Robert Bruce comme fils et héritier direct de la seconde fille d'Huntingdon.

Cette contestation fut remise à l'arbitrage du roi d'Angleterre. Quoique la résolution d'Édouard fût prise depuis long-temps, relativement à l'héritage de ce royaume, il donna ordre néanmoins d'examiner cette affaire avec tous les soins possibles, afin de pouvoir rester maître de tous les arguments qui pourraient lui être proposés de part et d'autre. Les recherches qui furent faites dans les vieilles chroniques, firent découvrir différents passages qui pouvaient être interprétés en sa faveur, et sans plus de délai, au lieu d'admettre les droits des différents prétendants à la couronne, il fit valoir hardiment les siens, et il appuya ses prétentions d'une armée formidable qu'il conduisit lui-même sur la frontière d'Écosse.

Les barons écossais furent frappés d'étonnement à une déclaration aussi inattendue; mais, quoiqu'indignés, ils n'osèrent résister et convinrent de se rendre au château de Hiram, situé sur la rive méridionale de la Tweed, où Édouard avait convoqué un parlement. Là, il produisit des preuves de la supériorité de ses droits qu'il prétendit incontestables, et demanda qu'ils fussent reconnus par les barons, les priant toutefois de les examiner avec une justice impartiale et de délibérer entre eux sur ce qu'ils jugeraient à propos de faire.

Les barons surpris s'étaient trouvés d'abord dans l'impossibilité de

faire aucune réponse. Lorsqu'une question est entièrement défectueuse, il est difficile de se déterminer à la combattre. Ils continuèrent donc à garder un silence qu'Édouard considéra comme un consentement tacite, il s'adressa alors aux différents prétendants à la couronne, et leur demanda de reconnaître la supériorité de ses droits. Il avait prévu avec raison qu'aucun d'eux n'oserait irriter par ses refus celui qui avait été choisi unanimement pour leur arbitre. Effectivement, ils parurent tous également disposés à condescendre à ses désirs, quelque injustes qu'ils leur parurent. Robert Bruce fut le premier qui consentit à reconnaître sa supériorité, les autres suivirent promptement son exemple.

Édouard, devenu ainsi le seigneur-lige¹ du royaume, songea alors à examiner lequel des prétendants qu'il écartait serait le plus propre à gouverner l'Écosse sous ses ordres, et pour donner à cette délibération l'apparence de l'impartialité, il nomma à cet effet cent commissaires : quarante furent choisis parmi ceux qui étaient dans les intérêts de Jean Baliol, quarante parmi les partisans de Robert Bruce, et vingt parmi ceux du roi d'Angleterre, et lorsque ces commissaires furent rassemblés à Berwick, il se rendit dans le midi, sous prétexte qu'il voulait les laisser délibérer sans contrainte.

La discussion reposait principalement sur la question de savoir si Baliol, qui descendait de la fille aînée d'Huntingdon, mais d'un degré plus éloigné, devait être préféré à Bruce qui était le propre fils de la plus jeune des trois sœurs. Les droits de succession étaient établis à cette époque à peu près comme ils le sont aujourd'hui dans toute l'Europe. Non-seulement les commissaires examinateurs, mais encore les meilleurs jurisconsultes, se prononcèrent en faveur de Baliol; le roi reconnaissant donc la supériorité de ses droits, le mit en possession du sceptre écossais et de toutes les forteresses qui avaient été remises provisoirement entre ses mains, après avoir reçu de nouveau son serment de fidélité à la couronne d'Angleterre.

C'est ainsi que Baliol fut établi sur le trône d'Écosse, bien moins

¹ Cette expression n'est guère en usage. On dit un vassal-lige, *ligatus*, parce qu'il est lié par des obligations étroites. Par seigneur-lige, il faut entendre seigneur qui lie. Un homme-lige, un fief-lige étaient en effet liés au souverain d'une manière plus étroite que les autres vassaux. Les devoirs de l'hommage-lige obligeaient à exposer ses biens et sa vie même pour le service du seigneur suzerain, et à combattre tous ses ennemis, quels qu'ils fussent, excepté seulement le propre père de l'homme, ou vassal-lige.

comme roi que comme vassal d'Édouard, dont le premier acte suffit pour convaincre les Écossais que son intention était d'étendre sa prérogative autant que possible.

Au lieu de les accoutumer graduellement au nouveau joug qui leur était imposé, et de ne leur faire sentir son pouvoir que par degrés lents et imperceptibles, il commença de suite à leur laisser entrevoir que son secret désir était de commander en maître dans leur pays.

Un marchand de Gascogne présenta à Édouard une pétition par laquelle il lui apprenait qu'Alexandre, le feu roi d'Écosse, s'était endetté envers lui d'une somme considérable. Toutes ses sollicitations auprès de Balliol avaient été inutiles jusqu'alors, et il n'avait pu obtenir d'être payé. Édouard saisit avec ardeur cette occasion d'exercer ses nouveaux droits, et somma le roi d'Écosse de comparaitre à Westminster pour répondre en personne à la plainte du marchand.

Dans l'espace d'une année, il envoya à Balliol six sommations sur des sujets aussi peu importants; sa conduite fut telle enfin, que le pauvre roi d'Écosse s'aperçut bientôt qu'il ne possédait que le vain nom de souverain. Impatient de s'affranchir du joug d'un maître aussi impérieux, il obtint que le pape le relevât de son serment de fidélité. — An de J.-C. 1295 — Il forma alors avec Philippe¹, roi de France, un traité qui fut entre les deux nations le commencement d'une union destinée à être, pendant plusieurs siècles, fatale aux intérêts de l'Angleterre. Pour confirmer cette alliance, le roi d'Écosse conclut un mariage entre son fils aîné et la fille de Philippe.

Édouard, pour qui ces négociations n'étaient point un mystère, s'efforça de détourner le coup dont il était menacé, en devenant le premier agresseur. En conséquence, il somma Jean de remplir vis-à-vis de lui le devoir de vassal, et de lui envoyer un surcroît de troupes pour repousser une invasion des Français avec lesquels il était depuis quelque temps en querelle. Il lui ordonna également de rendre quelques-unes de ses principales forteresses, et de se disposer à comparaitre au parlement convoqué à Newcastle.

Ainsi qu'il l'avait prévu, le roi d'Écosse n'exécuta aucun de ses ordres; Édouard, déterminé à le contraindre à l'obéissance, marcha contre lui à la tête de trente mille hommes d'infanterie et de quatre mille cavaliers, et se dirigea vers l'Écosse. — An de J.-C. 1296 —

¹ Philippe IV, dit le Bel.

Comme les Écossais avaient peu de confiance dans la force et la valeur de leur roi, ils nommèrent un conseil de douze gentilshommes chargés de le seconder, ou, pour parler plus justement, de surveiller ses démarches. Puis ils levèrent une armée de quarante mille hommes, et marchèrent vers les frontières qu'Édonard se préparait à attaquer.

Malheureusement pour eux, quelques-uns des nobles les plus considérables, parmi lesquels se trouvaient Robert Bruce et son fils, s'efforcèrent de regagner la faveur du roi par une prompte soumission, ce qui ne contribua pas peu à intimider et à décourager le reste des partisans de Balliol. Les progrès des armes anglaises furent rapides et éclatants. Berwick fut pris d'assaut; le gouverneur, sir William Douglas, fut fait prisonnier, et la garnison composée de sept mille hommes, fut passée au fil de l'épée.

Édouard, étonné de ces succès, se hâta d'envoyer le comte de Warenne avec dix mille hommes assiéger Dunbar. Les Écossais, qui connaissaient toute l'importance de cette place, volèrent à son secours, et s'avancèrent avec le gros de l'armée, à la tête de laquelle étaient les comtes de Mar, de Buchan et de Lenox. Le nombre était de leur côté, mais le courage et la discipline étaient entièrement de celui des Anglais. Le combat fut de courte durée; la confusion se mit dans les rangs écossais, et quinze mille des leurs furent tués. Le château de Dunbar et toute la garnison se rendirent le jour suivant. Édouard, qui commandait le corps principal de l'armée, s'avancait toujours, certain de marcher à la victoire. En effet, les forteresses les plus importantes lui ouvrirent leurs portes presque sans résistance, et toutes les parties méridionales se soumirent au vainqueur.

Il ne lui fut pas si facile de réduire les provinces du nord, qui étaient défendues par des montagnes inaccessibles et des forêts impénétrables. Pour parvenir à s'en rendre maître, il fit venir de l'Irlande et de la province de Galles un certain nombre d'hommes qui, habitués à ces sortes de guerres, étaient plus propres à poursuivre et à découvrir l'ennemi dans ses retraites. Mais Balliol rendit tous ces préparatifs inutiles, car il finit par réfléchir qu'une prompte soumission était préférable, dans la circonstance où il se trouvait, à une résistance opiniâtre. Il se détermina donc à sortir de ses déserts et de ses montagnes, craignant d'y périr par la famine, et après avoir exprimé à Édouard le plus profond repentir, il se hâta de conclure la paix.

Pour lui donner pleine et entière satisfaction, il fit une résignation

solennelle de la couronne entre les mains de ce monarque. Tous les Écossais suivirent son exemple, et Édouard, devenu par là maître absolu du royaume, prit toutes les précautions nécessaires pour y établir fermement sa puissance et abolir cette distinction qui avait existé jusqu'alors entre l'Angleterre et l'Écosse, distinction dangereuse en ce qu'elle tendait à entretenir cette nation dans des idées d'indépendance.

Il fit détruire les archives et tous les monuments anciens qui contribuaient à nourrir un orgueil national dans le cœur des Écossais. Il fit eulever une pierre qui, selon de vieilles traditions, avait été l'oreiller de Jacob, et où les rois d'Écosse avaient coutume de s'asseoir lorsqu'on les sacrait. Ils étaient imbus de l'idée que cette pierre était le symbole de leur indépendance, et qu'en quelque lieu qu'elle fût placée, leur empire était certain. Le grand sceau de Balliol fut brisé, et cet infortuné monarque fut conduit comme prisonnier à Londres, et renfermé dans la Tour. Deux ans après on lui rendit la liberté, mais il fut banni du royaume et se retira en France où il mourut, après avoir passé le reste de sa vie dans la retraite, sans avoir fait depuis aucune tentative pour remonter sur le trône, et probablement il fut plus heureux dans la vie privée que s'il avait obtenu les plus brillants succès dans la carrière de l'ambition.

Le calme qui suivit la conquête de l'Écosse, détermina Édouard à diriger ses vues ambitieuses vers le continent, où il espérait recouvrer une partie des territoires dont l'Angleterre avait été dépouillée sous le règne de ses faibles prédécesseurs. Il y avait eu quelque temps auparavant une rupture entre les Anglais et les Français, pour un motif de peu d'importance. Un vaisseau normand et un vaisseau anglais s'étaient rencontrés à la hauteur de la côte près de Bayonne, et ayant eu besoin tous deux de faire de l'eau à la même source, une dispute s'était élevée entre eux à qui aurait la préférence. Cette querelle, qui ne coûta la vie qu'à un seul Normand, devint une étincelle de discorde entre les deux nations. Le roi de France, à qui les Normands avaient porté plainte, les engagea à se venger, et à ne plus l'importuner à l'avenir d'un tel sujet. Ceux-ci, satisfaits de l'approbation du roi de France, et n'écoulant alors que leur ressentiment, s'emparèrent d'un vaisseau anglais qui était dans le canal, et pendirent une partie de l'équipage entre des chiens. Les Anglais, irrités de cette cruauté, jurèrent à leur tour d'en tirer vengeance, et la fureur étant à son comble de

part et d'autre, la mer devint bientôt un théâtre de piraterie et de carnage. Il n'y avait nul quartier à espérer, ni de la part des Anglais, ni de la part des Normands; les matelots périssaient par centaines. La querelle devint enfin trop sérieuse pour que les deux souverains continuassent à rester plus long-temps spectateurs impassibles.

Quelques ouvertures furent faites pour un accommodement; mais Édouard, certain qu'une rupture éclatante devenait inévitable, donna ordre que son territoire de Guyenne fût mis en état de défense. Il s'empressa en même temps de conclure différents traités avec plusieurs princes ses voisins; mais ce ne fut qu'aux dépens de ses faibles revenus qu'il acheta des alliances. L'armée qu'il envoya sur le territoire français avait été recrutée dans les prisons de l'Angleterre, et elle était composée des filous et des voleurs des règnes précédents. Jean de Bretagne, comte de Richmond, qui la commandait, eut d'abord quelques succès; mais plus tard elle fut repoussée par l'armée française que conduisait Charles, frère du roi de France. Cependant, comme il n'était pas facile de décourager Édouard et de le détourner de son but, il renouvela ses efforts sur la Guyenne, et y envoya une nouvelle armée de sept mille hommes, sous le commandement de son frère, le comte de Lancastre. Ce prince obtint d'abord quelques avantages sur les Français, à Bordeaux; mais saisi brusquement par une maladie violente, il mourut à Bayonne.

Le roi d'Angleterre, voyant que toutes ses tentatives contre la France étaient jusque-là infructueuses, résolut de l'attaquer d'un autre côté. — An de J.-C. 1297 — Il conclut une alliance avec Jean, comte de Hollande, à qui il donna sa fille Élisabeth en mariage. Il en fit une autre avec Guy, comte de Flandre, à qui il promit de payer une somme de soixante-quinze mille livres sterling, s'il recouvrait ses possessions héréditaires, et il s'occupa avec ardeur à rassembler l'argent que nécessitait une entreprise aussi importante; mais ce fut avec bien des difficultés de la part du clergé et du peuple, qu'il obtint ce qu'il demandait, et lorsqu'il ouvrit la campagne de Flandre, la saison favorable pour la guerre était passée. En conséquence, le roi de France et lui en vinrent à un accommodement par lequel ils consentirent à soumettre leurs différends à l'arbitrage du pape, et cette médiation les amena à cimenter leur alliance par un double mariage: celui d'Édouard, qui était veuf à cette époque, avec Marguerite, sœur de Philippe, et celui du prince de Galles avec Isabelle, fille du roi de France; il résulta

de cet accommodement que Philippe consentit à rendre la Guyenne à l'Angleterre et à abandonner son allié le roi d'Écosse, à condition qu'Édouard abandonnerait également le comte de Flandre. C'est ainsi qu'après des frais dispendieux et des préparatifs inutiles, les deux monarques furent obligés de revenir au même point d'où ils étaient partis, et chacun de son côté résolut d'exercer sa puissance sur des princes voisins moins en état d'opposer de la résistance.

Mais les dépenses qui avaient été faites pour cette expédition sans succès, furent accablantes non-seulement pour le roi d'Angleterre, personnellement, mais encore pour la nation, car elles menacèrent d'ébranler le trône. À l'époque où Édouard avait entamé la guerre avec la France, il avait eu besoin de subsides considérables pour mettre à exécution cette grande entreprise. Il recourut alors à son parlement, et c'est à cette occasion qu'il donna à cet illustre corps la forme qu'il a conservée de nos jours. Les progrès du commerce et de l'agriculture avaient fait passer une grande partie de la propriété nationale des mains de la noblesse entre celles du peuple, et le consentement de cette dernière classe était devenu désormais nécessaire quand il s'agissait d'obtenir des subsides dont le roi avait besoin. En conséquence, il avait donné des ordres aux schérifs pour qu'ils eussent à envoyer au parlement, comme sous le précédent règne, deux chevaliers de chaque province et deux députés de chaque bourg, qui seraient revêtus du pouvoir de leurs constituants, pour accorder les demandes que le salut de l'état exigeait. Les frais de ces députés devaient être supportés par les bourgs qui les envoyaient. Ils étaient si loin alors de regarder cette mission comme un honneur, que rien ne leur était plus désagréable que d'être choisis pour remplir la charge de député.

Cependant l'autorité de ces membres des communes augmenta par la suite ; leur union leur donna plus d'importance, et en retour des subsides qu'ils accordèrent, ils adoptèrent l'usage de présenter au roi des requêtes pour la réforme des abus qu'ils observaient et qu'ils jugeaient nuisibles au bien de la nation. Plus les besoins du roi augmentèrent, plus il sentit la nécessité de satisfaire à leurs demandes, ce dont ils surent tellement profiter, que les membres des communes après avoir long-temps prié, finirent par exiger, et devenus une fois possesseurs de toute la propriété nationale, toute la puissance se trouva peu à peu entre leurs mains.

Ainsi fut constitué ce parlement auquel Édouard eut recours pour

faire la guerre à la France. Il obtint des barons et des chevaliers le don du douzième de leurs effets mobiliers, le huitième de celui des bourgs, et il voulait exiger le cinquième des biens du clergé; mais il trouva de ce côté une résistance inattendue. Ce corps, épuisé déjà par les impôts du roi, était disposé à user de tous les prétextes possibles, plutôt que de se soumettre à de nouvelles extorsions. Le pape avait, quelque temps auparavant, publié une bulle par laquelle il défendait au clergé de payer aucune taxe à aucun prince temporel, sans le consentement de la cour de Rome. Les ecclésiastiques d'Angleterre, alléguant les scrupules de leur conscience, refusèrent donc de consentir aux demandes du roi, et lui représentèrent qu'ils devaient obéissance à deux souverains, il est vrai, mais que l'un était spirituel et l'autre temporel, et que leur bonheur éternel les obligeait à obéir au premier, même contre la volonté de l'autre.

Tout mortifié qu'était Édouard par cette déclaration, il ne réfuta pas moins avec force leurs propres arguments. Il leur ôta sa protection temporelle et ordonna à ses juges de ne recevoir aucune cause portée devant eux par le clergé, mais d'écouter, au contraire, et de décider tous les procès dans lesquels les ecclésiastiques seraient attaqués et défendeurs; de rendre justice à tout le monde contre eux, et de la leur refuser, même dans les cas où ils auraient le plus évidemment raison.

Le clergé, déchu ainsi de la protection du prince et des lois, eut à souffrir un nombre infini d'insultes et de duretés, tandis que les officiers du roi restaient spectateurs indifférents de ces injures, et n'avaient à encourir ni la haine ni la vengeance des victimes qu'ils refusaient impunément de défendre. Lorsque les ecclésiastiques se hasardaient à sortir de chez eux, on leur enlevait leurs chevaux, et on les dépouillait de leurs vêtements. Le primat lui-même fut attaqué sur le grand chemin, et tout son bagage lui fut pris. Ce traitement révoltant finit par soumettre le clergé; il consentit enfin à déposer, dans une église qui lui fut désignée, l'argent qu'on exigeait de lui, et que les officiers du roi furent chargés d'aller prendre. De cette manière, le clergé obéit au roi sans encourir le mécontentement du pape.

Quelque considérable que fut cette somme, elle ne pouvait suffire aux besoins de l'état; le roi eut de nouveau recours à des mesures arbitraires pour obtenir de l'argent. Il établit un droit de quarante schellings sur chaque sac de laine, et somma tous les schérifs des

provinces de lui fournir deux mille quartiers de froment et autant d'avoine, sans s'inquiéter des moyens qu'ils seraient obligés de prendre pour cela. Il donna à ces fournitures le nom de prêt, et promit d'en rendre l'équivalent lorsque les besoins de l'état seraient moins pressants. Ce ne fut pas sans de violents murmures que l'on supporta tant d'actes de despotisme. Le clergé était rebuté, le peuple se plaignait hautement des exactions dont il était victime ; les barons, jaloux de leurs privilèges et de la liberté nationale, ne dissimulaient plus leur mécontentement extrême.

Cet esprit d'opposition avait commencé à se manifester au moment où le roi avait ordonné à Humphrey Bohun, connétable, et à Roger Bigod, maréchal d'Angleterre, de prendre le commandement de l'armée qu'il se proposait d'envoyer en Gascogne, tandis que lui-même se rendrait en Flandre ; mais ces deux puissants seigneurs avaient refusé d'obéir, en déclarant que les devoirs de leurs charges les obligeaient à le suivre seulement à la guerre, et non à conduire ses armées ; une vive altercation s'en suivit : le roi, irrité, s'écria en s'adressant au connétable : « Pardieu, comte, vous irez là, ou vous serez » pendu. — Pardieu, sire, répondit le baron hautain, je n'irai ni ne » serai pendu. »

Cette opposition força le roi à renoncer au projet de reconquérir la Guyenne. Il s'aperçut alors qu'il avait poussé trop loin l'usage de sa prérogative royale, et qu'il avait outre-passé les bornes du pouvoir ; alors il mit en usage sa finesse ordinaire, et ne se dissimulant plus la nécessité de se réconcilier promptement avec les barons, l'Église et le peuple, il chercha à excuser sa conduite, appuya fortement sur les besoins pressants de la couronne, et promit, à son retour de Flandre, de corriger les abus, de remettre les lois en vigueur, et de dédommager ses sujets des pertes qu'ils avaient été forcés de supporter. Ces assurances calmèrent les mécontents et éteignirent la discorde qui commençait à s'allumer en Angleterre.

Cependant les deux seigneurs, suivis d'un corps considérable d'infanterie et de cavalerie, s'emparèrent des portes de la ville, et obligèrent le conseil du roi à signer la *grande charte*¹, et à y ajouter une clause qui mettait la nation pour toujours à l'abri de toute espèce d'impôts, à moins que le parlement n'y eût donné son consentement.

¹ Magna charta.

Le conseil acquiesça promptement à ces conditions, et le roi à qui on avait envoyé la charte en Flandre où il était alors, consentit, après quelque hésitation, à la signer. A son retour il confirma ces concessions, et quelle que fût sa secrète répugnance à céder, il se déterminait cependant à donner son assentiment à tous les articles qui lui furent demandés.

Après un grand siècle de débats, la grande charte fut donc définitivement établie et confirmée dans les moindres circonstances par l'un des princes les plus puissants et les plus fiers qui aient jamais porté le sceptre de l'Angleterre.

Il est probable que les troubles qui eurent lieu à cette époque en Écosse, contribuèrent à hâter la confirmation définitive de cette charte. Ce peuple fier, qui avait été vaincu si facilement quelque temps auparavant, nourrissait encore un esprit d'indépendance qu'aucune rigueur ne pouvait réprimer, et qu'aucune défaite ne pouvait subjuguier. Le comte de Warrene avait été nommé grand justicier de ce royaume; sa prudence et sa modération égalaient sa valeur, et après avoir soumis ce peuple par la force de ses armes, il le protégeait et le gouvernait avec justice. Malheureusement, le mauvais état de sa santé l'obligea à abandonner ce royaume, et à en remettre l'administration entre les mains de deux ministres incapables de le gouverner. L'un, nommé Ormesby, était remarquable par la rigueur et la cruauté de son caractère; l'autre, appelé Creningham, était enclin à la bassesse et à l'avarice. Sous une telle administration, il y avait peu de stabilité à espérer dans le gouvernement.

Les injustices sans nombre de ces deux chefs forcèrent bientôt ce peuple infortuné à se révolter ouvertement. Quelques-uns de ceux que les armes d'Édouard avaient forcé à se réfugier dans leurs montagnes inaccessibles, saisirent avec ardeur cette occasion de reconquérir leur liberté. Ils étaient conduits par Guillaume Wallace, si célèbre dans l'histoire d'Écosse. Il était le plus jeune fils d'un gentilhomme qui habitait la partie occidentale du royaume. Sa taille gigantesque, sa force prodigieuse et son intrépidité étonnante, faisaient trembler ses ennemis. Son ame héroïque, son amour ardent pour l'indépendance, et son esprit de patriotisme poussé au plus noble degré, excitaient l'enthousiasme et enflammaient l'ardeur de ses compatriotes.

Tous ceux qui s'étaient rendus coupables envers le gouvernement anglais, par orgueil, témérité ou ambition, se réunirent à cet homme

entreprenant, qui supportait avec une patience inconcevable les fatigues, la faim et tous les maux sans nombre que même les gens élevés au milieu des dangers et des périls, trouvent au-dessus de la force humaine; aussi devint-il bientôt le principal objet de l'admiration et de l'attachement de ses compatriotes. Ses premiers exploits commencèrent par quelques attaques et de légères escarmouches contre les Anglais; mais ses forces augmentant chaque jour, il devint redoutable, et bientôt il ne fut plus question que de ses brillants exploits.

Jusqu'à ce moment les fugitifs, désespérés, étaient les seuls qui se fussent réunis sous ses drapeaux; alors, les hommes hardis et entreprenants, tous ceux enfin qui brûlaient d'un zèle ardent pour la liberté de leur pays, accoururent en foule se ranger sous ses étendards. Ce vaillant chef, certain de ses forces, forma le projet d'attaquer Ormesby, cet indigne ministre anglais qui demeurait à Scone. Le tyran trouva le moyen d'échapper à la vengeance de Wallace, mais ses biens servirent à récompenser les insurgés. Dès ce moment, les Écossais commencèrent à devenir trop puissants pour que les Anglais qui étaient chargés de les gouverner pussent espérer de remporter l'avantage. Sir William Douglas fut un des premiers à avouer ouvertement son attachement pour la cause de Wallace; Robert Bruce le servit en secret, et contribua à augmenter son parti.

Le comte de Warrene se hâta alors de rassembler une armée de quarante mille hommes, qu'il leva dans le nord de l'Angleterre, afin de repousser l'insurrection inattendue des Écossais qui avaient passé les frontières et commençaient à dévaster les pays où ils pénétraient.

Warrene entra subitement dans Annandale et surprit l'ennemi à Irwine. Les Écossais, trop inférieurs en forces, furent contraints de capituler et de promettre des otages pour assurance de leur fidélité future. Plusieurs des grands seigneurs renouvelèrent leur serment au roi d'Angleterre, et se réunirent à son armée, mais avec répugnance, et dans la secrète résolution de saisir la première occasion favorable de reprendre leur liberté. Wallace seul refusa de se soumettre, et, suivi de quelques fidèles amis, il se retira vers le nord, déterminé à continuer la guerre aussi long-temps qu'il le pourrait. Warrene marcha à sa poursuite; il l'atteignit dans le voisinage de Stirling, de l'autre côté de la rivière de Forth. Le comte connaissait le terrain favorable qu'il avait choisi et l'avantage que son ennemi avait sur lui, aussi n'était-il nullement disposé à entamer un engagement; mais vivement

pressé par Creningham, homme orgueilleux et dont le jugement était aveuglé par un désir extrême de vengeance, le vieux comte se laissa persuader et fit traverser la rivière à une partie de l'armée, afin de commencer l'attaque.

Wallace, sûr de sa supériorité, laissa passer le pont à un certain nombre d'Anglais, puis, s'avancant hardiment vers eux avant que leurs rangs fussent complètement formés, il les attaqua si impétueusement, qu'il les mit dans une complète déroute. Une partie fut culbutée dans la rivière et s'y noya; le reste fut haché en pièces. Creningham fut du nombre de ceux qui périrent; sa mémoire était si odieuse aux Écossais, qu'ils déchirèrent son corps et couvrirent leurs selles de sa peau.

Le comte de Warrene se retira à Berwick avec le reste de son armée, tandis que les vainqueurs s'emparèrent de plusieurs châteaux, mais mal fortifiés et peu préparés à soutenir un siège. Wallace rentra ensuite en Écosse, satisfait d'avoir sauvé son pays, et chargé d'un immense butin qui, pendant quelque temps, sauva le royaume de la famine dont il était menacé.

Édouard, qui était en Flandre au moment où les Anglais éprouvèrent cette défaite, hâta son retour, impatient qu'il était de rétablir son autorité et de recouvrer ses anciennes conquêtes. — An de J.-C. 1278 — Comme les murmures du peuple n'étaient pas encore entièrement apaisés, il prit des mesures populaires qu'il jugea propres à satisfaire les mécontents. Il rendit aux citoyens de Londres le droit d'élire leurs magistrats, privilège dont ils étaient privés depuis les dernières années du règne précédent. Il ordonna que d'exactes recherches fussent faites relativement à la quantité de blé dont il s'était emparé arbitrairement pour l'usage de l'armée, ce qui donna l'espoir qu'il avait l'intention d'en rendre la valeur aux propriétaires.

Parvenu par ces mesures adroites, sinon à satisfaire son peuple, du moins à l'apaiser, il mit sur pied toutes les forces de l'Angleterre, et à la tête de cent mille hommes, il marcha vers le nord, déterminé à tirer vengeance de la dernière révolte des Écossais.

On doit croire aisément que les Écossais, eussent-ils été parfaitement unis, n'auraient pu résister à une armée aussi considérable, commandée par un roi que sa valeur et son courage avaient rendu célèbre; mais la bonne intelligence était loin de régner parmi eux; leurs dissensions perpétuelles contribuèrent à affaiblir leurs moyens

de défense, et à rendre plus facile le triomphe d'Édouard. Les trois chefs qui les commandaient, prétendaient tous à une autorité égale; ces trois concurrents étaient le grand-maître d'Écosse, Comyn de Badenoch et Guillaume Wallace. Ce dernier, instruit de la jalousie qu'il inspirait, offrit de renoncer au commandement; mais son parti s'y opposa et jura de ne point obéir à un autre chef.

L'armée écossaise s'établit à Falkirk, et se prépara à soutenir l'assaut des Anglais, dont l'armée était partagée en trois divisions qui formaient chacune un corps complet armé de lances; on remplit les intervalles d'archers; la cavalerie fut placée à l'arrière-garde, et l'on fortifia le front de l'armée par des palissades.

Bien que l'avantage de la situation fût du côté de l'ennemi, Édouard y fit peu d'attention, tant il se reposait sur son habileté et sur ses forces qui étaient en plus grand nombre. Il marcha donc à l'ennemi, et au moment où il s'avançait à la tête de ses troupes, les Écossais jetèrent un si grand cri, que le cheval du roi prit l'épouvante, jeta Édouard à terre et le foula aux pieds. L'intrepide monarque, quoique grièvement blessé de sa chute, remonta promptement à cheval, et ordonna aux troupes galloises de commencer l'attaque; mais elles ne purent opposer qu'une faible résistance aux Écossais qui combattaient avec une valeur déterminée. Édouard cependant, qui avait remarqué la faiblesse des Gallois, s'avança lui-même à la tête d'un autre bataillon, enleva les palissades et chargea l'ennemi avec tant d'impétuosité qu'il ne put résister davantage.

Pendant ce temps, Wallace faisait tous ses efforts pour soutenir et repousser le choc d'Édouard; mais la division commandée par Comyn, ayant abandonné le champ de bataille, celles du grand-maître et de Wallace restèrent exposées à la charge des archers anglais qui, à cette époque, commençaient à surpasser tous ceux des autres nations. Wallace soutint quelque temps un combat inégal; mais bientôt convaincu qu'il courait risque de se voir entouré, il se décida à céder le terrain, et se retira lentement, avec le faible reste de ses troupes, derrière la rivière de Carron.

Telle fut la fameuse bataille de Falkirk, où Édouard remporta une victoire complète; quarante mille Écossais, selon quelques-uns, restèrent sur le champ de bataille, et douze mille, selon d'autres, tandis que les Anglais, dit-on, perdirent à peine cent hommes.

Ce grand revers ne pouvait abattre l'esprit de la nation écossaise;

après un moment de repos, ce peuple courageux, remis à peine de ses défaites, forma de nouveaux projets pour la défense de sa liberté. Wallace, qui avait obtenu la confiance de ses compatriotes par ses talents et sa valeur, leur montra qu'il avait plus de droits encore à leur estime, par le refus généreux qu'il fit des récompenses auxquelles il avait droit de prétendre. Il avait remarqué à quel point la noblesse était envieuse de ses succès et de sa supériorité, et comme il ne pouvait douter que ce sentiment de jalousie et d'envie ne fût préjudiciable aux intérêts de son pays, il résigna la régence du royaume et se condamna à la vie privée. Il proposa Comyn comme l'homme le plus propre à le remplacer; ce seigneur, flatté d'une telle préférence, s'efforça de se montrer digne de la confiance de Wallace et de celle de la nation.

Il menaça l'ennemi de nouveau; et, non content d'une guerre défensive, il fit plusieurs incursions dans les provinces méridionales du royaume, qu'Édouard croyait entièrement subjuguées. Il attaqua un corps d'armée anglaise établi à Roslin, près d'Édimbourg, et remporta une victoire complète. La renommée des armes écossaises commença bientôt à se répandre et à effrayer si fort les garnisons anglaises qu'on avait laissées dans ce royaume, qu'elles ne tardèrent point à évacuer toutes les forteresses dont elles avaient pris possession depuis quelque temps. Les Écossais, encouragés par ce succès, sentirent renaître une nouvelle ardeur qui sembla s'accroître en proportion des pertes qu'ils avaient faites. Mais quelle que fût la mauvaise fortune d'Édouard en ce moment, il n'était pas facile d'arrêter l'esprit entreprenant d'un guerrier semblable à lui.

Après avoir équipé une flotte considérable et rassemblé une armée nombreuse, il marcha sur les frontières de l'Écosse, et parut aux yeux de l'ennemi avec des forces si supérieures et si redoutables, que les Écossais ne purent conserver aucun espoir de résistance. — An de J.-C. 1303 — La flotte fut chargée de fournir à l'armée de terre toutes les subsistances nécessaires, et les troupes marchant avec assurance, traversèrent le royaume, d'une extrémité à l'autre, dévastant la campagne, s'emparant de toutes les forteresses et forçant tous les nobles à donner des marques de soumission.

Édouard employa à cette conquête deux années entières, pendant lesquelles il sembla, par la rigueur extrême de sa conduite, vouloir faire payer cher aux Écossais les troubles dont ils étaient cause. Il

abrogea toutes les lois et toutes les coutumes écossaises pour leur substituer celles de l'Angleterre ; il rasa et détruisit entièrement tous leurs monuments anciens, et n'épargna rien pour effacer jusqu'au souvenir même de leur ancienne indépendance.

Il ne restait plus qu'un seul obstacle qui empêchait encore la destruction totale de la monarchie écossaise ; cet obstacle terrible était Guillaume Wallace qui, persistant courageusement à défendre sa liberté, errait de montagne en montagne, suivi d'un petit nombre de troupes, et conservait, en dépit de tout, cette liberté si chère.

Mais les faibles espérances que ses fidèles partisans se plaisaient à entretenir furent bientôt déçues. Wallace fut trahi et remis entre les mains du roi par son ami, Jean Montbeth, auquel il avait appris le lieu de sa retraite dans le voisinage de Glasgow. — An de J.-C. 1305 — Il fut surpris pendant son sommeil. Le roi, pour donner aux Écossais un exemple frappant de sévérité, ordonna que Wallace fût conduit à Londres, chargé de chaînes. Il entra dans cette ville au milieu des spectateurs rassemblés pour voir un homme qui tant de fois avait rempli le pays de frayeur et de consternation.

Le lendemain de son arrivée, il fut jugé comme traître, à Westminster-Hall, où on l'avait placé sur un siège élevé, la tête couronnée de lauriers, par dérision. Accusé de différents crimes, il désavoua ces imputations, et n'y répondit que par ces mots : *non coupable* *. Il refusa de reconnaître la juridiction de la cour, déclarant qu'il était également injuste et absurde de le charger du crime de trahison contre un prince dont jamais il n'avait reconnu les droits à la couronne d'Écosse, et que, puisqu'il n'était pas né en Angleterre, il était barbare de le juger par des lois qui lui étaient étrangères.

Les juges qui considéraient Édouard comme le souverain immédiat de l'Écosse, n'eurent aucun égard à sa défense ; ils déclarèrent Wallace coupable de haute trahison et le condamnèrent à être pendu, tiré à quatre chevaux et écartelé, châtiment ordinaire des crimes de cette espèce. Cette sentence fut exécutée avec la dernière rigueur, et la tête et les membres de l'infortuné Wallace furent exposés dans les principales villes de l'Angleterre. Ainsi finit un homme qui, par une persévérance admirable et une conduite pleine de valeur, défendit son pays pendant plusieurs années contre un usurpateur injuste.

* Not guilty.

Robert Bruce, comte de Carrick, fut un de ceux sur lesquels la destinée cruelle de Wallace fit la plus profonde impression. Ce gentilhomme, dont le père avait été l'un des concurrents à la couronne d'Écosse, et dont les droits étaient encore soutenus secrètement, faisait alors partie de l'armée anglaise; mais jamais il n'avait été sincèrement attaché au monarque qui l'avait forcé de reconnaître son autorité, et une entrevue qu'il avait eue avec Wallace, quelque temps avant que ce vaillant guerrier-eût été trahi, l'avait confirmé dans la résolution où il était de délivrer son pays de l'esclavage.

Trop âgé cependant à cette époque, il fut forcé de renoncer à la flatteuse espérance d'être le libérateur de sa patrie, et laissa ce soin glorieux à son fils qui portait également le nom de Robert Bruce, et qui embrassa ce projet avec ardeur. Ce jeune seigneur était actif, brave et prudent. Plusieurs circonstances favorables semblèrent se réunir pour seconder ses desseins. Jean Balliol, qu'Édouard avait détrôné et forcé de se réfugier en France, était mort dans ce pays depuis quelque temps; son fils unique était prisonnier; personne ne paraissait disposé à nuire aux prétentions du jeune Robert, excepté Comyn qui était régent du royaume, et qu'il ne tarda pas à entraîner dans son parti.

Robert, plein de l'espoir de réussir, prit la résolution de délivrer son pays du joug de l'Angleterre, et quoiqu'employé à la cour d'Édouard, il ne commença pas moins à faire des préparatifs secrets de révolte. Le roi, informé de tout, se contenta seulement de le faire entourer d'espions chargés d'observer sa conduite et ses moindres mouvements. Bruce continuait à s'occuper avec ardeur de ses projets, ne se doutant nullement qu'il était soupçonné et environné de gens qui examinaient attentivement toutes ses démarches. Un jeune seigneur de ses amis, qui n'osait le prévenir ouvertement, trouva cependant le moyen de l'avertir du danger qui le menaçait, en lui faisant passer une paire d'éperons dorés et une bourse pleine d'or. Robert, en recevant ce présent, en comprit le sens, et il se disposa à fuir promptement, ayant soin de faire ferrer ses chevaux en sens inverse, afin que ceux que l'on mettrait à sa poursuite ne pussent découvrir ses traces sur la neige qui tombait alors.

Il voyagea si rapidement qu'il se rendit de Londres à Lochmaben, qui est à quatre cent milles de distance, en sept jours seulement, ce qui fut regardé alors comme un voyage très-prompt. — An de J.-C.

1306 — Bruce avait découvert la trahison de Comyn qui n'avait paru le seconder que pour mieux le trahir près d'Édouard ; il résolut en conséquence, à la première occasion, de tirer vengeance de sa perfidie. Averti qu'il était à Dunefrin, il s'y rendit, et le rencontra en effet dans les cloîtres des frères gris, là il lui reprocha dans les termes les plus durs sa trahison, et tirant son épée, il la lui plongea à l'instant dans la poitrine. « Le traître est-il tué, lui demanda sir Thomas Kirkpatrick, un des amis de Bruce ; « Je le crois, répondit ce dernier. — » Quoi ! reprit l'autre, n'en êtes-vous pas plus certain ? *Je veux m'assurer de lui...* » et s'élançant vers Comyn qui, en ce moment, recevait l'absolution au pied de l'autel, il lui enfonça à son tour son poignard dans le cœur.

Il est pénible de songer qu'une entreprise commencée par une action aussi criminelle, ait pu être cependant couronnée de succès. Bruce, par ce meurtre, se rendait non-seulement l'objet du ressentiment d'Édouard, mais il enveloppait tout son parti dans le même crime ; désormais il ne restait d'autres ressources aux Écossais que d'achever, par une valeur désespérée, ce qui avait été commencé par un acte de cruauté. Ils chassèrent d'abord toutes les troupes anglaises établies dans le royaume. Bruce fut couronné solennellement roi d'Écosse par l'évêque de Saint-Andrew, dans l'abbaye de Scone, et un nombre infini de partisans déterminés à soutenir ses droits, vint se réunir sous ses étendards. Ainsi le vieux roi d'Angleterre, après avoir conquis deux fois le royaume d'Écosse et pardonné aux coupables, après avoir cueilli les lauriers de la victoire dans toutes les parties du royaume, et reçu des marques de soumission de chacun, vit le fruit de tous ses efforts perdus ; il sentit qu'il fallait recommencer de nouveau, et que la destruction totale des Écossais pouvait seule lui assurer une tranquillité future.

Aucune difficulté ne pouvait décourager ce prince aussi entreprenant que brave ; malgré son âge avancé, il résolut de frapper le dernier coup, et de faire encore une fois trembler les Écossais. Il voua une vengeance implacable à la nation entière, et jura que son ressentiment ne serait satisfait que lorsqu'il aurait réduit ce peuple à l'esclavage le plus rigoureux. Il somma ses prélats, sa noblesse et tous les chevaliers du royaume, de se rendre à Carlisle qu'il désigna comme le lieu du rendez-vous général, et en même temps il envoya en Écosse un corps d'armée qui, sous le commandement d'Aymar de Valence, commença

le châtiement dont Édouard avait menacé l'Écosse, par une victoire complète sur Bruce, près de Méthuen, comté de Perth.

Ce chef belliqueux combattit avec une valeur remarquable : trois fois il fut démonté et trois fois il se releva et recommença le combat ; mais il fut forcé enfin de prendre la fuite et de se réfugier, avec quelques-uns des siens, dans les îles occidentales. Le comte d'Athol, sir Simon Fraser et sir Christophe Seton, qui avaient été faits prisonniers, furent exécutés comme traîtres sur le champ de bataille.

Après ce coup funeste pour les Écossais, le monarque irrité s'était mis à la tête de son armée qui formait deux divisions ; il pénétra en Écosse, brûlant du désir de se venger et espérant trouver dans l'opposition du peuple un prétexte pour punir. Mais ce prince qui n'était jamais cruel que par des motifs de politique, ne put se déterminer à traiter avec rigueur les infortunés habitants qui ne lui firent aucune résistance. Sa colère s'apaisa à l'aspect de leur soumission, et il ne put trouver le courage d'exterminer ceux qui n'opposèrent à sa fureur que la patience et la résignation. Ce fut principalement sur la noblesse qu'il fit tomber le poids de son ressentiment. La sœur de Bruce et la comtesse de Buchan furent renfermées dans des cages de bois que l'on suspendit aux créneaux d'une tourteresse, et les deux frères de Robert périrent par les mains du bourreau.

Bruce, qui s'était réfugié dans les montagnes, continuait à exciter de nouvelles commotions ; et, quoique vaincu souvent, il persistait opiniâtrément dans une opposition qui n'offrait aucune apparence de succès. Cette conduite ne servit qu'à augmenter la colère du roi qui résolut à la fin de n'accorder aucun quartier. Il mit sur pied une nouvelle armée et reentra en Écosse, jurant de détruire tous les insurgés qui paraissaient opposés d'une manière si déterminée à son gouvernement.

Aucun espoir ne restait désormais aux Écossais rebelles, et une vengeance promptie et terrible était la seule perspective qui s'offrait à eux, et maintenant ils ne pouvaient compter, pour se sauver, ni sur leur valeur, quelle qu'elle fût, ni sur leurs montagnes ; leur désespoir était à son comble enfin, lorsque la mort d'Édouard vint mettre fin à leurs craintes et préserver leur pays du dernier degré d'asservissement. Le roi mourut d'une dysenterie, près de Carlisle.

Avant de rendre le dernier soupir, il recommanda à son fils d'achever l'entreprise qu'il avait commencée, et de ne point se reposer qu'il n'eût subjugué totalement l'Écosse. Il mourut dans sa soixante-

neuvième année et dans la trente-cinquième de son règne, — An de J.-C. 1307, juillet — après s'être occupé des intérêts réels du royaume, plus qu'aucun de ceux qui l'avaient précédé et qui lui succédèrent, à l'exception de Henri VII. Ses soins avaient été constants pour le bonheur de son peuple, et si quelquefois il fit un usage cruel de son pouvoir, ce fut toujours dans la persuasion qu'il travaillait au bien général¹.

Il avait une taille haute, une tournure majestueuse; ses traits étaient réguliers, ses yeux noirs, son regard perçant; son aspect commandait le respect et la crainte. A une constitution robuste, il joignait une force et une adresse remarquables; sa tournure était gracieuse; mais ses jambes qui étaient beaucoup trop longues et trop minces, manquaient de proportions; c'est de là qu'on lui donna le surnom de *longues-jambes*.

A plusieurs vertus il en joignait une qui, dans ce siècle, suffisait seule pour acquérir une véritable gloire; c'est le zèle ardent qu'il montra pour les guerres de la Terre-Sainte, et la plété et la valeur qu'il déploya en Palestine lui acquirent une haute renommée. Il fit de sages réglemens, s'appliqua à les faire exécuter rigoureusement, et confirma les droits du peuple. Il était l'homme le plus habile de son royaume dans tous les exercices militaires, et ses succès en Écosse lui valurent le titre de conquérant. Quelque douteux qu'aient été son mérite et ses prétentions sous certains rapports, on ne peut lui refuser un degré de supériorité réelle, en le comparant à la plupart des princes qui l'ont précédé ou qui lui ont succédé. On ne peut disconvenir non plus que l'Angleterre n'ait acquis sous son règne, non-seulement une grande puissance, mais même un bonheur assuré. Ce prince, par une administration sage et sévère, sut restreindre le pouvoir des barons qui, à cette époque, formaient une ligue de petits tyrans, et prétendaient seuls jouir d'une entière liberté et d'une autorité absolue. Toutes leurs tentatives, sous son règne, furent faibles, mal soutenues, et restèrent infructueuses.

Édouard, quoique monarque absolu, fut assez prudent pour ne point faire usage de tous ses privilèges. Il fut sévère, il est vrai, et quelques-uns regardent cette sévérité extrême comme une tache à sa

¹ Le règne d'Édouard nous est précieux, parce qu'il augmenta le pouvoir du peuple; il regardait le clergé et les barons comme des rivaux, et pour les abaisser il éleva les communes. Il publia même une loi par laquelle il était défendu de lever aucune taxe sans le consentement des communes. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

mémoire ; mais on doit se souvenir avec reconnaissance qu'il est le premier prince à qui le peuple anglais doit une distribution impartiale de la justice. Avant ce règne, ceux qui parmi le peuple osaient se révolter, étaient punis de la manière la plus cruelle par l'épée ou le gibet, tandis que les nobles, qui étaient bien plus coupables, puisqu'ils étaient les instigateurs de ces insurrections, étaient traités avec une indulgence qui les encourageait à se révolter de nouveau.

Ce qui contribua donc surtout à rendre le règne d'Édouard justement célèbre, ce fut le degré de pouvoir que le peuple acquit sous son gouvernement. Le roi qui ne considérait, en quelque sorte, le clergé et les barons que comme ses rivaux, ne chercha jamais à s'opposer réellement aux efforts lents mais certains que le peuple fit pour détruire le pouvoir de l'un et diviser l'autorité de l'autre.

Édouard eut de sa première femme, Éléonore de Castille, quatorze enfants, dont cinq filles moururent jeunes ; de ses quatre fils, Édouard II, son successeur, fut le seul qui vécut.





CHAPITRE XIV.

ÉDOUARD II.

De l'année 1307 à l'année 1337.

La joie que le peuple éprouve, en général, à l'avènement d'un nouveau prince, efface promptement la douleur causée par la mort du monarque précédent; on ne se rappelle plus les fautes du premier qu'avec ressentiment et mépris, tandis que le charme de la nouveauté prête au second tout le mérite qu'on lui désire.

Le jeune prince offrait donc de brillantes espérances; on attendait beaucoup de lui, et tous les ordres de l'état s'empressèrent de lui jurer fidélité. Il était âgé alors de vingt-trois ans; sa figure était agréable, son caractère doux, et rien en lui n'annonçait de penchant pour le vice; cependant il ne tarda pas à laisser voir combien il était propre à remplacer un monarque aussi grand que son père. Plus désireux de jouir de son pouvoir que de l'affermir, et aveuglé par la flatterie de ses courtisans, il crut avoir assez fait pour la gloire que d'avoir accepté le trône. Au lieu de poursuivre la guerre contre l'Écosse, comme le lui avait recommandé son père au lit de mort, il ne fit aucune démarche pour arrêter les progrès de Bruce. Son voyage dans ce pays fut plutôt une promenade fastueuse qu'une expédition militaire; et Bruce, n'ayant plus à craindre un conquérant redoutable, sortit hardiment de sa retraite et obtint même un avantage considérable sur Aymar de Valence qui commandait les troupes anglaises.

Le jeune Édouard contempla cette défaite avec une lâche indifférence; loin de réprimer l'audace de l'ennemi, il se hâta d'en venir à un accommodement. Les barons anglais, qui avaient été constamment tenus assujétis sous le règne précédent, virent alors que le sceptre était tombé en des mains faibles, et qu'ils pouvaient sans crainte tenter de reprendre leur ancienne indépendance.

Pour confirmer les conjectures funestes que l'on tirait déjà sur ce règne, Édouard rappela l'un de ses favoris, qui avait été banni sous le règne de son père, comme ayant cherché à corrompre les mœurs du jeune prince. Le nom de ce favori était Pierre Gaveston; il était fils d'un chevalier gascon qui avait servi le feu roi. Ce jeune homme, doué de l'esprit et de tous les agréments personnels qui peuvent séduire, s'insinua dans l'affection du prince; malheureusement il était totalement privé des qualités et du jugement qui font valoir l'estime. Il était beau, brave, spirituel et actif, mais en même temps efféminé, débauché et frivole. Ces vices n'étaient que trop en harmonie avec les goûts du jeune monarque qui, sentant bientôt qu'il ne pourrait vivre sans son favori, le rappela promptement, et, dès ce moment, vécut avec lui dans une intimité particulière; aucune récompense ne parut à Édouard digne du mérite de Gaveston, et même, avant son retour de l'exil, il lui avait donné le comté de Cornouailles, qui depuis peu était échu à la couronne. Il le maria à sa propre nièce, et lui fit présent d'une somme de treute-deux mille livres sterling que le feu roi avait réservée pour défrayer cent quarante chevaliers qui s'étaient engagés à porter son cœur à Jérusalem.

Ces faveurs accumulées ne manquèrent pas d'exciter la jalousie et même l'indignation des barons. Gaveston ne cherchait nullement à adoucir leur ressentiment; éternouilli de son pouvoir, il devint fier et impérial. Il traitait avec mépris et dérision la noblesse anglaise, dont probablement il recevait des marques de dédain. Lorsqu'il s'agissait de déployer du luxe et de la magnificence, il éclipsait toujours les plus grands seigneurs du royaume, et s'efforçait de mortifier ses rivaux, non-seulement par sa splendeur, mais encore par son insolence.

La haine des barons fut portée à son comble, lorsqu'ils virent ce favori présomptueux nommé régent du royaume, pendant un voyage que le roi fut obligé de faire à Paris, pour épouser la princesse Isabelle à laquelle il était fiancé depuis long-temps. — An de J.-C. 1308 — Ils ne négligèrent pas, à l'arrivée de cette princesse qui était

impérieuse et intrigante, de la mettre de leur parti, et s'effortèrent de diriger son animosité contre Gaveston qui parut néanmoins s'en inquiéter fort peu. Il se forma bientôt une conspiration contre lui, à la tête de laquelle se mirent la reine Isabelle et le comte de Lancastré, gentilhomme qui jouissait d'un grand crédit. Ils s'engagèrent par serment à chasser Gaveston, et commencèrent dès-lors à dépouiller tout respect pour l'autorité royale, qu'ils voyaient avec indignation entre les mains d'un favori si méprisable.

Le roi, forcé enfin de céder à leurs clameurs, éloigna Gaveston du royaume, en le nommant lord-lieutenant de l'Irlande. Mais cette condescendance de sa part ne fut que d'une courte durée : le faible monarque habitué depuis long-temps à la société de son favori, sentit bientôt l'impossibilité de vivre sans lui, et ayant obtenu du pape qu'il relevât Gaveston du serment que celui-ci avait été forcé de faire, de ne jamais reparaitre en Angleterre, il rappela ce mignon, généralement détesté, et alla même jusqu'à Chester le recevoir à son retour d'Irlande.

Bientôt après, le roi assembla un parlement — An de J.-C. 1309 — où il eut encore assez d'influence pour faire approuver sa conduite, ce qui servit à augmenter son attachement ridicule et à rendre Gaveston plus odieux que jamais. Infatué de lui-même, oubliant ses infortunes passées, et incapable de prévoir celles que l'avenir pouvait lui réserver, il reprit tout son orgueil et toute son arrogance, et se fit chaque jour de nouveaux ennemis.

On pouvait facilement prévoir que les efforts d'un roi faible et d'un favori méprisé seraient sans succès contre les forces réunies de toute la noblesse que la reine secondait secrètement. La chute de Gaveston fut résolue, dût Édouard lui-même être enveloppé dans sa ruine. Un parlement tumultueux s'assembla, malgré la défense expresse du roi, et une suite nombreuse de gens armés s'y rendit. Là, fut portée la première atteinte à l'autorité royale. — An de J.-C. 1310, 16 mars — On donna des lois au monarque qui fut forcé de signer une commission en vertu de laquelle le gouvernement du royaume fut remis entre les mains de douze personnes choisies par les membres du parlement. Elles devaient administrer le royaume et la maison du roi, dresser des ordonnances pour le bien de l'état et l'honneur du souverain. Cette commission devait durer un an et demi.

Plusieurs de ces réglemens furent mis à exécution, et quelques-uns parurent en effet avantageux à la nation; tel, par exemple, que ceux

qui établissaient le choix des shérifs à l'avenir parmi les propriétaires, excluaient les étrangers des fermes du roi, défendaient l'altération des monnaies, et révoquaient tous les dons exorbitants que la couronne avait faits depuis peu. — An de J.-C. 1311 — Le roi se voyant entièrement dépouillé de son autorité, consentit avec résignation à toutes ces concessions, mais lorsqu'il apprit que Gavestou devait être banni pour jamais de ses états, il ne lui fut plus possible de dissimuler son mécontentement. Il se rendit à York; là, délivré enfin de la terreur que lui avait inspirée la puissance des barons confédérés, il engagea immédiatement Gavestou à revenir de Flandre, où il avait été banni, et, déclarant que le châtimement qu'ils avaient prononcé contre lui était injuste et contraire aux lois, il le réintégra ouvertement dans tous ses honneurs. — An de J.-C. 1312.

Il n'en fallut pas davantage pour répandre l'alarme dans le royaume. Les barons volèrent aux armes; le comte de Lancastre se mit lui-même à la tête de la confédération; Guy, comte de Warwick, y entra avec fureur, et les comtes de Varennes, de Pembroke et de Hereford, embrassèrent la même cause, tandis que l'archevêque de Cantorbéry, s'y associant également, entraîna dans ce parti la majorité des ecclésiastiques et par conséquent la grande masse du peuple.

L'infortuné monarque, au lieu d'essayer de leur opposer de la résistance, ne songea qu'à chercher sa propre sûreté. Heureux de posséder son favori, il s'embarqua avec lui à Tynemouth, et fit voile vers le château de Scarborough, où il laissa Gavestou, regardant cette forteresse comme un asile assuré. De là, il retourna à York, soit qu'il eût l'intention de mettre une armée sur pied et de marcher contre ses ennemis, soit qu'il eût l'espoir secret d'apaiser le mécontentement général par sa présence. Pendant ce temps, le comte de Pembroke se hâta d'aller assiéger Scarborough, qui eût été imprenable si la garnison avait été suffisamment approvisionnée. Mais Gavestou, certain du mauvais état de cette place, prit promptement le parti de capituler. Il stipula qu'il resterait deux mois prisonnier entre les mains de Pembroke, et que, dans cet intervalle, on ferait des efforts pour obtenir un accommodement.

Toutefois Pembroke, qui n'avait nullement l'intention de le laisser échapper aussi facilement de ce mauvais pas, le fit conduire au château de Deddington, près de Banbury, où, sous le prétexte de quelques autres affaires, il le laissa avec une faible garde. Le comte de

Warwick en ayant été informé, vint assiéger le château où Gaveston était renfermé, et se rendit promptement maître de sa personne.

Les comtes de Lancastre, de Hereford et d'Arundel, prévenus du succès de Warwick, et avertis que leur ennemi commun avait été transféré au château de Warwick, s'y rendirent promptement, afin de décider du sort de leur prisonnier. La conférence ne fut pas longue; il fut décidé à l'unanimité qu'on le ferait périr comme ennemi du royaume. On ne lui donna pas même le temps de se préparer à mourir; on le fit conduire sur-le-champ à un endroit appelé Blacklow-bill, où un bourreau gallois, chargé de tout ce qui était nécessaire à cette exécution, lui trancha la tête.

Il semble qu'à cette époque il régnât, dans la nation, un esprit de cruauté plus odieux encore que dans les siècles de barbarie et d'ignorance. Peut-être les meurtres, que les Chrétiens et les Sarrasins commettaient continuellement les uns contre les autres, dans les croisades, avaient-ils eu l'effet funeste de familiariser le peuple avec la vue du sang, et avaient-ils appris aux Chrétiens à se massacrer les uns et les autres, avec une joie semblable à celle qu'ils éprouvaient en égorgeant les Infidèles, auxquels ils faisaient rarement quartier.

Le roi parut d'abord en proie à tout le ressentiment que pouvait lui inspirer une telle injure; mais aussi faible dans ses affections que dans ses projets de vengeance, il s'apaisa bientôt, et pardonna aux coupables, dès qu'ils lui eurent donné des marques de soumission et de repentir. La tranquillité parut donc rétablie de nouveau entre les factieux; — An de J.-C. 1313 — la fureur qui avait animé les Anglais les uns contre les autres, se dirigea alors contre les Écossais, regardés comme les ennemis communs.

Les Anglais avaient, quelque temps auparavant, déclaré la guerre à cette nation, dans l'intention de recouvrer l'autorité qu'ils avaient eue sur elle sous le règne précédent, et bientôt après, une trêve avait eu lieu; mais les conditions du traité ayant été mal observées de part et d'autre, la haine mutuelle se ralluma de nouveau; le roi se détermina donc à mettre sur pied toutes les forces militaires de l'Angleterre, auxquelles on joignit des renforts considérables qui furent levés sur le continent et dans les autres possessions de la Grande-Bretagne. L'armée d'Édouard s'éleva à cent mille hommes, tandis que Bruce, le roi d'Écosse, ne put parvenir à rassembler qu'un corps de trente mille braves. — An de J.-C. 1314.

Les deux armées se rencontrèrent à Banookburn en Écosse, à deux milles de Stirling, l'une se fiant sur la supériorité de ses forces, l'autre se reposant entièrement sur l'avantage de sa position. Bruce avait son moulin à sa droite et son marais à sa gauche; le front de l'armée était défendu par un ruisseau sur les bords duquel il avait fait creuser plusieurs fossés profonds, où l'on avait planté des pieux aigus. Tous ces préparatifs furent soigneusement cachés aux yeux de l'ennemi. L'attaque ayant été faite par les Anglais, les deux corps de cavalerie s'engagèrent avec une fureur égale. La fortune se déclara en faveur de Bruce, dont l'intrépidité et le courage furent remarquables. Un gentilhomme de la famille de Hereford, nommé Henri de Bohun, l'attaqua en combat singulier, et, d'un coup de hache, Bruce lui fendit la tête jusqu'au menton.

La nuit seule suspendit ce combat dont le début avait été si favorable. À la pointe du jour suivant, il recommença avec ardeur. La cavalerie anglaise ayant fait une dernière tentative pour attaquer l'armée écossaise, s'embarrassa parmi les pieux qui avaient été enfoncés dans les fossés, et vint tomber inopinément dans le piège que Bruce avait fait préparer à ce dessein. Le comte de Gloucester, oncle du roi, fut tué dans le combat : cette perte découragea les Anglais, dont l'effroi devint extrême en apercevant, sur une hauteur voisine, une armée nouvelle qui semblait se préparer à fondre sur leurs rangs. Ce n'était cependant que les volturiers et les gens de la suite du camp écossais, que le roi avait munis d'éteodards, afin de leur donner, autant que possible, une apparence formidable. Le stratagème réussit ; les Anglais, découragés par leurs pertes et troublés par leurs craintes, se mirent à fuir de tous côtés, et ayant jeté bas leurs armes, ils furent poursuivis jusqu'à Berwick, en laissant morts ou blessés un bon nombre des leurs sur la route.

Edouard lui-même s'échappa qu'avec peine ; il se réfugia à Dunbar, où il fut reçu par le comte de Marche, et de là il se rendit par mer à Berwick. Cette bataille fut décisive pour l'Écosse : elle assura l'indépendance de ce royaume, et telle fut sur l'esprit des Anglais l'influence de leur défaite, que même, plusieurs années après, aucune supériorité de nombre ne put les déterminer à lutter de nouveau contre leurs terribles adversaires.

De semblables désastres tendent toujours à ébranler l'autorité royale. Le roi, après avoir supporté non-seulement cette dernière

défaite, mais encore plusieurs insurrections des Gallois et des Irlandais, s'aperçut bientôt qu'il n'était pas encore arrivé au terme de ses tourments, et que de plus grands lui étaient réservés de la part de ses propres sujets, dont la turbulence et l'arrogance augmentaient chaque jour. Les nobles, toujours factieux, profitaient de l'avantage que leur offrait la faible situation de leur monarque, pour affaiblir sa puissance et élever la leur sur les débris de l'autorité royale.

L'infortuné Édouard ne fut pas plutôt de retour de son expédition humiliante, que le comte de Lancastre et son parti renouvelèrent leurs demandes avec plus de force que jamais, et parvinrent à se faire réintégrer dans leur ancien pouvoir. Le gouvernement leur fut confié de nouveau. Il fut convenu que toutes les charges seraient remplies tour à tour par des personnes choies à la pluralité des voix dans le parlement qui, excité par les grands barons, mit effectivement toute l'autorité entre ses mains. C'est ainsi que la noblesse reprit une nouvelle puissance à mesure que les calamités de la nation augmentèrent. Le but de cette faction fut bien moins de réprimer l'audace des ennemis du royaume, que de fomenter secrètement de nouvelles haines, et de donner de la force aux ligues étrangères.

Le roi, voyant ses sujets continuellement en opposition avec lui, n'eut plus d'autre ressource que de choisir un nouveau favori dans lequel il pût placer sa confiance, et dont les liaisons et la famille pussent lui offrir un appui. Le nom de ce nouveau favori était Hugues Spenser. Il descendait d'une noble famille anglaise, et il joignait à quelque mérite réel tous les agréments personnels qui peuvent charmer. Son père, gentilhomme beaucoup plus estimable que lui, était respectable non-seulement par son âge avancé, mais par une vie irréprochable, et dans le cours de laquelle il s'était distingué par sa sagesse, sa valeur et son intégrité. Mais ses brillantes qualités furent avilies dès l'instant que le père et le fils partagèrent la faveur du roi. Les barons turbulents, et Lancastre à leur tête, les regardèrent comme des rivaux, et excitèrent le peuple à mépriser des êtres dont les distinctions éclipsaient les leurs.

Le roi, faible et injuste, au lieu de mettre à profit la sagesse et la prudence de ses favoris, ne songea qu'à fortifier son parti en augmentant leur pouvoir, et, dans ce dessein, il maria le jeune Spenser à sa nièce, lui fit présent de possessions considérables sur les frontières de Galles, et se rendit même coupable d'injustice en déposédant

plusieurs lords de leurs biens, pour accumuler toutes les richesses sur celui qu'il aimait. Cet acte arbitraire devint le prétexte que les ennemis du roi attendaient depuis long-temps. Les comtes de Lancastre et de Hereford coururent aux armes ; les lords Andley et Amori, qui avaient été dépossédés, se joignirent à eux et rassemblèrent toutes leurs forces. — An de J.-C. 1321 — Leur première démarche fut de demander au roi l'expulsion ou la réclusion du jeune Spenser, le menaçant, en cas de refus, d'obtenir par la force ce qu'il ne consentirait point à leur accorder.

A peine eurent-ils fait cette déclaration au roi, qu'ils donnèrent des preuves de leur résolution, en pillant et en dévastant les propriétés du jeune Spenser ; celles de son père eurent bientôt le même sort ; les insurgés, après s'être rassasiés de pillage, marchèrent sur Londres, afin de satisfaire leur vengeance et d'infliger eux-mêmes la punition que l'on avait refusée à leurs instances.

Parvenus sans peine à s'introduire dans la ville, ils se rendirent au parlement, et le supplièrent avec tant d'instance, qu'il consentit à prononcer une sentence d'exil perpétuel contre les deux Spenser, ainsi que la confiscation de tous leurs biens ; mais un acte de cette nature, extorqué par la violence, ne pouvait lier le roi qu'autant que la nécessité l'y forcerait. Quelque temps après, Édouard ayant rassemblé une petite armée pour punir l'un de ces barons mutins, qui avait fait une insulte à la reine¹, il jugea l'occasion favorable pour châtier tous ses ennemis à la fois, et rappeler les deux Spenser, dont il ne pouvait supporter l'éloignement. Ainsi, la guerre civile fut rallumée encore une fois, et le royaume fut de nouveau plongé dans toutes les horreurs du meurtre et de la dévastation.

Le roi ayant pris les devants sur ses adversaires, se hâta, par une marche forcée, de se rendre aux frontières du pays de Galles, centre des principales forces de l'ennemi. Lancastre, cependant, ne mit pas

¹ La reine avait reçu dans un pèlerinage, à Cantorbéry, un affront qu'elle n'avait point oublié : le gouverneur du château de Leeds, qui se trouvait sur sa route, lui en avait refusé l'entrée. Elle persuada donc à son faible époux que l'occasion était favorable de se délivrer du joug que lui imposaient les barons ; que le châtimement du gouverneur de Leeds les intimiderait, etc. Cet avis fut embrassé avec avidité. Le roi leva une armée sans opposition ; il assiégea le château de Leeds ; le gouverneur fut fait prisonnier, et la reine eut le plaisir d'assouvir sa vengeance, en lui faisant trancher la tête. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

de lenteur à se défendre. Il convoqua tous ses vassaux, rassembla ses partisans, et, rejoint bientôt par le comte de Hereford, il fit tête au roi. — An de J.-C. 1322 — Pour fortifier son parti, il fit publiquement alliance avec le roi d'Écosse, qui depuis long-temps était lié secrètement à sa cause; mais toute la promptitude qu'il mit en cette circonstance devint inutile : le roi, à la tête de trente mille hommes, le pressa si vigoureusement qu'il n'eut pas le temps de réunir ses forces, et dans sa fuite d'une place à une autre, il fut arrêté sur la route par sir Andrew Harcla, qui le battit, tua le comte de Hereford, et fit Lancaster prisonnier.

Comme il n'avait eu antefois aucune pitié pour Gaveston, il devait s'attendre, à son tour, à n'en trouver aucune. Il fut condamné par une cour martiale, placé sur un mauvais cheval et conduit sur une éminence près de Pontefract, où, après avoir été traité ignominieusement, il fut décapité par un habitant de Londres¹. Le peuple, dont naguère il avait été le favori, parut l'abandonner dans sa disgrâce, en lui adressant des injures dans sa marche pour aller au supplice; ses vassaux mêmes, afin d'éloigner d'eux le soupçon, parurent les premiers empressés à l'insulter dans son malheur².

Environ dix-huit des principaux insurgés furent exécutés aussi, mais après avoir été jugés d'une manière plus légale; les autres prirent la fuite et cherchèrent un refuge sur le continent.

Cette conspiration, ainsi victorieusement détruite, ne servit qu'à augmenter l'orgueil et l'avidité du jeune Spenser; il fit tourner à son profit plusieurs confiscations, et dans son empressement à punir ses ennemis, il se rendit coupable de différents actes d'injustice et de rapine, et par là prépara lui-même sa ruine, qui n'était pas éloignée.

Le roi de France, habile à profiter de la faiblesse d'Édouard, résolut de s'emparer de toutes ses possessions étrangères. Après une ambassade sans succès de la part du roi d'Angleterre, pour détourner le monarque

¹ On l'avait condamné à être écartelé comme un traître. On ne connut sa peine que par égard pour son rang. A. A.

² Il ne faut pas juger des sentiments du peuple par les clameurs de la populace. Le : *Lettres sur l'Histoire d'Angleterre* disent que la mémoire de Lancaster fut vénérée; on le considéra même comme un martyr; le clergé était pour lui, car aussitôt qu'il fut enterré, il s'opéra une infinité de miracles à son tombeau. Au reste, c'est encore un problème de savoir, disent les mêmes *Lettres*, si Lancaster avait le dessein de se faire couronner roi, ou s'il n'était que le simple défenseur de la liberté publique. C. Y.

français de ce dessein, la reine Isabelle demanda la permission de se rendre à la cour de France, afin d'essayer de repousser l'orage qui menaçait son royaume. — An de J.-C. 1325 — La réception de Charles le Bel fut amicale, mais elle ne changea rien à ses projets, et il n'en resta pas moins déterminé à n'écouter aucune proposition d'accommodement, à moins qu'Édouard ne consentît à venir en personne lui rendre hommage pour les possessions qu'il tenait de la couronne de France.

Le roi d'Angleterre ne pouvait accepter une pareille condition, et son favori Spenser n'était nullement disposé de son côté à approuver une telle démarche. Dans cette situation embarrassante, la reine proposa un nouvel expédient qui parut propre à lever toutes les difficultés. Ce fut qu'Édouard cédat la possession de la Guyenne à son fils, âgé alors de treize ans, et que le jeune prince se rendît à Paris pour rendre au roi de France l'hommage qu'il exigeait de son père. Le jeune prince se rendit en effet à Paris, et la reine d'Angleterre, femme hautaine et ambitieuse, n'eut pas plus tôt son fils en sa puissance, qu'elle résolut de le retenir captif jusqu'à ce qu'elle eût obtenu l'expulsion des Spenser, que leur influence sur le roi lui avait rendus odieux.

En conséquence de cette résolution, elle prolongea quelque temps les négociations, et sur l'instance prière que lui fit le roi de revenir, elle répondit fièrement qu'elle ne retournerait en Angleterre qu'après que les Spenser auraient été bannis du royaume.

Cette réponse lui valut des avantages considérables; dès ce moment elle gagna en Angleterre la faveur du peuple, le mépris général augmenta pour les Spenser, et la reine eut le plaisir de pouvoir jouir en liberté de la société d'un jeune seigneur nommé Mortimer, à qui elle avait accordé la plus tendre affection. Ce jeune homme, dans une des précédentes insurrections, s'était vu condamné comme criminel de haute trahison; mais sa sentence ayant été commuée en un emprisonnement perpétuel dans la Tour, il avait eu le bonheur de s'échapper et de passer en France, où bientôt il s'était distingué dans son parti par sa haine violente pour les Spenser.

Les grâces de sa personne, ses talents surtout et son mépris souverain pour le favori, le rendirent tellement agréable aux yeux de la reine, que de partisan il finit par devenir auant heureux. La cour de cette princesse devint alors le refuge de tous les mécontents qui se firent exiler de leur pays ou qui l'abandonnèrent; leur correspondance

secrète avec les autres partisans qui restaient en Angleterre marchait activement, et chacun se montra disposé non seulement à détruire les favoris du roi, mais à détrôner le roi lui-même.

Pour seconder les efforts de la reine, les principaux nobles armèrent leurs vassaux et se déclarèrent hautement contre les Spenser. — An de J.-C. 1326 — Le comte de Kent, frère du roi, finit par se laisser entraîner dans le parti des insurgés; le comte de Norfolk y entra secrètement; le comte de Leicester, héritier du comte de Lancastre, était, par principe, attaché à cette cause; l'archevêque de Cantorbéry donna son approbation à toutes les mesures de la reine, et le peuple, séduit par tous les artifices qui ont tant d'influence sur les esprits faibles et ignorants, se déclara également pour le parti des rebelles.

Tandis que toute l'Angleterre paraissait disposée à la révolte, la reine préparait tout pour son expédition. Accompagnée de trois mille hommes armés, elle passa de Dordrecht sur la côte britannique, et aborda sans opposition au comté de Suffolk.

Elle n'eut pas plus tôt paru dans cette province, qu'il se fit une révolte générale en sa faveur; trois prélats, les évêques d'Ély, de Lincoln et de Hereford, lui amenèrent tous leurs vassaux, et Robert de Watteville, qui avait été envoyé pour s'opposer à ses progrès, abandonna le parti du roi afin de se réunir au sien.

L'infortuné monarque cherchait vainement, dans cette situation périlleuse, à rassembler ses amis et à ramener les rebelles à leur devoir. Dépouvé de tout espoir, il fut forcé d'abandonner la capitale à la fureur de la faction dominante; et, dès qu'il fut parti, la populace, que la crainte ne retenait plus, se livra à tous les excès possibles; elle s'empara de Walter Stapleton, évêque d'Exeter, au moment où il traversait la ville, lui trancha la tête sans autre formalité, et jeta son corps dans la Tamise. Le peuple courut ensuite à la Tour, et s'engagea à n'accorder miséricorde à aucun de ceux qui oseraient s'opposer à ses tentatives. Le roi, presque entièrement abandonné de ses sujets, s'apercevait avec douleur que l'esprit de révolte et de déloyauté animait non seulement la capitale, mais encore tout le royaume. Le peu de confiance qu'il avait dans la garnison du château de Bristol, dont le vieux Spenser était gouverneur, s'évanouit aussi avec toutes ses espérances; la garnison entière se mutina contre son gouverneur, et ce malheureux vieillard fut livré aux barons furieux, qui le condamnèrent à la mort la plus ignominieuse.

Il fut pendu à un gibet, revêtu de son armure; son corps fut coupé par morceaux et jeté aux chiens; et sa tête, envoyée à Winchester, fut mise sur un piquet, exposée aux insultes de la populace.

Ainsi mourut un vieillard vénérable, dans sa quatre-vingt-dixième année, après s'être fait, pendant tout le cours d'une longue vie, une réputation honorable, que la méchanceté même de ses ennemis s'efforça vainement de ternir. Sa tendresse aveugle pour son fils, et son indulgence excessive pour l'ambition dont ce jeune homme était dévoré, furent la seule cause des malheurs qui accablèrent ses dernières années; mais quelque terrible que fût sa ruine, il n'en resta sur sa réputation aucune tache déshonorante.

Son malheureux fils ne lui survécut pas long-temps : il fut pris dans un convent obscur du pays de Galles avec quelques autres de ses partisans qui avaient suivi la fortune du roi. Les vainqueurs implacables résolurent de satisfaire leur vengeance en ajoutant l'insulte à la cruauté. La reine, qui n'eut pas la patience d'attendre les formalités d'un procès, ordonna qu'il fût conduit en présence du peuple irrité, et après s'être rendue elle-même au lieu de son exécution, elle parut prendre un plaisir sauvage à repaître ses yeux de la vue du supplice de l'infortuné. Le gibet préparé pour lui avait cinquante pieds de hauteur.

Sa tête fut envoyée à Londres, où les citoyens la reçurent avec une joie féroce et l'exposèrent sur le pont. Plusieurs autres seigneurs subirent le même sort. Tous auraient mérité, sans doute, qu'on s'apitoyât sur leur destinée, si autrefois ils n'eussent donné eux-mêmes l'exemple d'une inhumanité semblable, et justifié en quelque sorte la rigueur dont on faisait usage envers eux.

Le roi, qui avait compté trouver un refuge dans le pays de Galles, fut poursuivi et arrêté bientôt par ses ennemis triomphants. Dépourvu de tout espoir de trouver du secours dans ce pays, il s'embarqua pour l'Irlande; mais sa malheureuse fortune ne cessa de le poursuivre. Il fut repoussé par des vents contraires et tomba entre les mains de ses ennemis qui, pour exprimer la joie qu'ils avaient de le posséder en leur puissance, le traitèrent de la manière la plus indigne.

Il fut conduit à Londres, au milieu des insultes et des haines du peuple, — An de J.-C. 1327 — et renfermé dans la Tour. On dressa peu de temps après un acte d'accusation contre lui, dans lequel on ne lui reprochait que son incapacité de régner, son indolence, son amour pour le plaisir et sa facilité à se laisser gouverner par de

mauvais ministres. Il fut donc déposé par le parlement; une pension lui fut assignée pour son entretien; son fils Édouard, âgé de quatorze ans, fut désigné pour lui succéder, et la reine fut nommée régente pendant la minorité.

L'infortuné monarque ne survécut que peu de temps à ses malheurs; misérable jouet de ses geôliers inhumains, il fut traîné de prison en prison. Il avait été mis d'abord sous la garde du comte de Leicester; mais ce seigneur montrait pour son souverain quelques marques de pitié et de respect, et le malheureux Édouard fut ôté d'entre ses mains et laissé sous la surveillance de lord Berkeley, de Maltravers et de Gournay, qui eurent ordre de le garder chacun à leur tour pendant un mois.

Berkeley mit dans sa conduite quelques égards, mais les deux autres gardiens parurent déterminés à priver Édouard de toute espèce de consolation. Ils le traitèrent de la manière la plus révoltante, et semblèrent avoir pour but de hâter sa mort, en l'abreuvant de souffrances. Parmi les différents actes de cruauté dont ils firent usage envers lui, on raconte qu'ils le rasèrent, pour se divertir, au milieu des champs, et se servirent d'eau qu'ils puisèrent dans un fossé bourbeux.

Il fallait que l'ame du peuple anglais fût étrangement avilie pour laisser commettre de tels outrages sur un monarque dont le plus grand crime fut son attachement excessif à ses favoris.

Jusque là il avait supporté avec patience toutes les indignités qu'on lui faisait éprouver; mais dans cette circonstance son courage parut l'abandonner. Jetant sur les hommes barbares qui l'insultaient sans miséricorde un regard majestueux, mais triste, il fondit en larmes, et s'écria que le temps viendrait peut-être où il serait traité avec plus de respect et de décence. Mais les espérances de l'infortuné furent vaines. Ses persécuteurs voyant que leurs cruautés étaient inutiles, et craignant quelque révolution en sa faveur, résolurent de mettre un terme à leurs craintes en le faisant périr.

En conséquence, Gournay et Maltravers se rendirent au château de Berkeley, où Édouard était renfermé, et se concertèrent sur le moyen de le faire mourir sans qu'il parût aucun signe extérieur de violence. Ils le jetèrent sur un lit, où ils le tinrent de force au moyen d'une table qu'ils placèrent sur lui; et, à travers une cornue disposée à cet effet, ils lui introduisirent par le fondement un fer rouge qui lui

brûla les intestins sans en laisser aucune marque sur son corps. Les bourreaux espéraient que par ce cruel artifice leur crime resterait caché ; mais les cris de leur victime furent entendus à quelque distance du château, et firent soupçonner le meurtre, qui ne tarda pas à être découvert par les aveux de l'un des complices. L'idée d'un châtimement aussi horrible, et si peu proportionné aux fautes de ce malheureux prince, doit inspirer un sentiment de pitié bien juste, et doit même effacer les torts dont il se rendit coupable.

Édouard laissa deux fils et deux filles : Édouard III, qui lui succéda ; Jean, qui mourut en bas âge ; Jeanne, qui fut mariée à David Bruce, roi d'Écosse ; et Éléonore, qui épousa Réginald, comte de Gueldre.



CHAPITRE XV.

ÉDOUARD III.

De l'année 1327 à l'année 1377.

Le parlement, qui avait élevé au trône le jeune Édouard pendant la vie de son père, nomma un conseil de régence composé de douze membres qui devaient être chargés de diriger les opérations du gouvernement. Mortimer, l'amant de la reine, devait naturellement prétendre à siéger parmi ces membres; mais il refusa artificieusement d'en faire partie. Cette modération apparente cachait cependant une ambition-démesurée, et tandis qu'il avait l'air de s'exclure du parlement, il influençait secrètement toutes les mesures du conseil de régence. Il disposait de la plus grande partie des revenus de la couronne en faveur de la reine douairière, et prenait rarement la peine de consulter les ministres sur les affaires politiques. Le roi lui-même était tellement entouré et obsédé par les créatures de ce favori, qu'on ne pouvait parvenir à trouver accès auprès de lui; enfin toute l'autorité souveraine se trouva partagée entre Mortimer et la reine, qui ne prit aucun soin de cacher son attachement criminel.

Un gouvernement ainsi organisé ne pouvait être de longue durée; le moindre choc devait suffire pour renverser un pouvoir qui n'était établi ni sur la force ni sur la vertu. Une invasion des Écossais porta le premier coup à l'autorité de Mortimer, et les talents du jeune Édouard contribuèrent à l'abattre entièrement. Les Écossais, qui n'avaient pris aucune part aux troubles précédents de l'Angleterre, et qui

ne s'étaient déclarés ni pour l'un ni pour l'autre parti, résolurent de profiter de la situation précaire de la nation. Sans égard au traité qui avait été fait entre les deux royaumes, ils essayèrent de surprendre le château de Norham. Ce commencement d'hostilités fut bientôt suivi d'une invasion formidable dans les provinces septentrionales, et une armée de vingt mille hommes vint menacer l'Angleterre.

Édouard, quoique dans un âge tendre encore, montrait cette ardeur martiale qui depuis le rendit si célèbre; il résolut d'intercepter la retraite de l'ennemi. A la tête de soixante mille hommes, il se mit en marche vers le milieu de juillet; mais après avoir vainement poursuivi les Écossais dans les bois et dans les marais, après des fatigues incroyables, sans découvrir d'autres traces de l'ennemi que les ravages qu'il avait faits dans les hameaux incendiés sur son passage, il ne lui resta d'autre ressource que de promettre une récompense à celui qui parviendrait à découvrir le lieu où les Écossais étaient postés. L'ennemi, informé de cette circonstance, envoya déclarer au roi que les Écossais étaient prêts à lui livrer bataille. Mais ils avaient pris une position si avantageuse sur le bord de la rivière de Were, qu'Édouard jugea imprudent de les attaquer, et quelles que fussent ses tentatives pour les déterminer à changer de situation, rien ne put les engager à combattre à des avantages égaux.

Cette occasion amena la première rupture entre le roi et Mortimer. Le jeune monarque, plein d'ardeur, résolut, la nuit suivante, de braver tous les dangers pour empêcher les dévastateurs d'échapper impunément; toutefois, Mortimer opposa son influence à la valeur du roi, et empêcha un engagement décisif qui pouvait être suivi des conséquences les plus fatales pour son autorité, s'il gagnait ou s'il perdait la bataille. Mais, peu de temps après, les Écossais, sous le commandement de Douglas, firent, pendant la nuit, une irruption dans le camp anglais, et pénétrèrent jusqu'à la tente du roi. Heureusement que le jeune monarque s'éveilla dans ce moment critique, et se défendit vaillamment contre l'ennemi; son chambellan et son chapelain furent tués en combattant à ses côtés. L'obscurité de la nuit favorisa son évasion, et les Écossais, frustrés de l'espérance qu'ils avaient eue de s'emparer du roi, décampèrent subitement, abandonnant leurs tentes et ne laissant personne derrière eux, excepté six prisonniers anglais, dont ils avaient rompu les jambes pour les empêcher d'aller avertir leurs compatriotes.









La fuite soudaine des Écossais fut une circonstance fâcheuse pour l'armée anglaise, dont l'admiration et l'ardeur étaient exaltées par la valeur du jeune roi. On ne doutait pas que son intrépidité n'eût contribué à obtenir la victoire. Tout le mauvais succès de cette entreprise retomba sur le favori de la reine. Le peuple commença dès lors à désirer vivement l'abolition d'une autorité usurpée, qui se plaçait sans cesse entre le monarque et ses sujets. De ce moment, le peuple ne laissa plus échapper aucune occasion d'aggraver les fautes des chefs du gouvernement et d'exalter le mérite naissant du jeune souverain.

Mortimer, se trouvant dans une situation si précaire, prit la résolution d'obtenir, à quelque prix que ce fût, la paix avec l'Écosse, afin d'affermir son pouvoir chancelant. — An de J.-C. 1328 — Il y eut donc entre les deux nations un traité conclu, par lequel l'Angleterre renonçait à toute espèce de titre de souveraineté sur le royaume d'Écosse. Les Écossais, en retour, consentirent à payer une somme de trente mille mares. Une autre mesure que Mortimer jugea nécessaire à sa propre sûreté, ce fut de s'emparer de la confiance du comte de Kent, frère du feu roi, homme simple et d'un naturel fort doux, qui, persuadé par lui que son frère vivait encore et qu'il était caché dans quelque prison secrète, adopta entièrement les idées de Mortimer, dans l'intention de rétablir Édouard II sur le trône; de le rendre à la liberté et de le réintégrer dans tous ses droits.

Mais le méprisable courtisan, qui n'avait inventé cette fable que pour perdre le comte de Kent, le somma quelque temps après de comparaître devant le parlement, où il fut accusé, condamné et exécuté avant même que le jeune roi eût eu le temps d'interposer son autorité en sa faveur. — An de J.-C. 1330.

A mesure que Mortimer se défaisait de ses ennemis, il était soigneux de s'enrichir de leurs dépouilles. Les biens de l'infortuné comte furent appliqués au plus jeune fils de Mortimer; il s'empara pour lui-même de l'ancienne fortune des Spenser, et son pouvoir devint aussi formidable que ses mœurs corrompues étaient odieuses et méprisables.

C'est dans cette situation critique pour l'Angleterre, qu'Édouard résolut de renverser une autorité détestée de toute la nation, et qui limitait la puissance royale; mais telle était alors l'influence d'un favori, qu'il fallait autant de précautions pour l'abattre que pour rétablir les droits du trône. La reine et Mortimer habitaient depuis quelque temps le château de Nottingham, forteresse étroitement gardée, dont les portes

étaient soigneusement fermées tous les soirs et les clefs portées chez la reine. Il fut convenu entre le roi et quelques-uns de ses barons qui consentirent à seconder ses desseins, que l'on s'emparerait de Mortimer dans cette forteresse. En conséquence, ils firent part de leur projet à sir William Éland, gouverneur du château, qui promit de les servir et de les introduire par un passage souterrain, pratiqué autrefois pour donner une issue secrète au château, mais qui était alors caché sous des décombres, et connu seulement d'une ou deux personnes.

Ce fut par là que les gentilshommes dévoués aux intérêts du roi pénétrèrent dans le château pendant la nuit, et s'emparèrent de Mortimer sans qu'il lui fût possible de faire aucune résistance. Ils le trouvèrent dans un appartement adjacent à celui de la reine. Elle s'efforça vainement de le protéger; vainement elle les supplia d'épargner « son cher Mortimer. » Les barons, sourds à ses prières, n'accordèrent aucune pitié à celle qui l'avait refusée si souvent aux autres. Le parlement, qui siégeait alors, condamna son amant sans qu'il lui fût permis de se défendre et sans qu'aucun témoin fût même examiné. Il fut pendu dans un lieu appelé Elmes¹, à un mille environ de Londres, et son corps resta exposé pendant deux jours².

La même sentence fut prononcée contre quelques-uns de ses partisans, particulièrement Gournay et Maltravers, les meurtriers du roi; mais ils eurent le temps de s'échapper et d'éviter le supplice en passant sur le continent. La reine, qui était certainement la plus coupable, dut son salut à la dignité de son rang; mais elle fut dépouillée de tout le pouvoir qu'elle avait eu jusqu'alors, et renfermée pour le reste de sa vie dans le château de Rising, où il lui fut accordé pour son entretien une pension annuelle de trois mille livres sterling, et jamais elle ne recouvra sa liberté. Tous les ans, le roi lui faisait une visite de cérémonie. Du reste, elle fut abandonnée et vouée à la haine et au mépris universel. Elle vécut encore vingt-cinq ans, pour offrir à l'univers le misérable exemple de l'ambition déçue et du crime justement châtié.

Édouard, délivré enfin d'une autorité continuellement en opposition avec la sienne, résolut de se rendre populaire par un moyen toujours

¹ Les Ormes.

² Il avait fait éprouver le même sort à Spenser.

pulssant sur l'esprit des Anglais. Il savait qu'un monarque guerrier est plus qu'aucun autre fait pour plaire à un peuple belliqueux. La faiblesse du gouvernement écossais, qui était à cette époque sous une minorité, lui offrait une occasion favorable de renouveler les hostilités, et l'esprit turbulent des nobles de ce pays contribua à le déterminer à l'exécution de ce projet. Un nouveau concurrent prétendait aussi au trône; c'était Édouard Balliol, fils de Jean, qui avait été couronné roi d'Écosse. Le roi d'Angleterre, déterminé à seconder les prétentions de ce chef, lui donna la permission de lever des troupes en Angleterre pour soutenir celles qu'il avait amenées du continent; — An de J.-C. 1332 — et Balliol, à la tête de trois mille aventuriers seulement, remporta une victoire considérable sur les Écossais, qui perdirent douze mille hommes.

Cette victoire, qui fut suivie de quelques autres, effraya tellement les Écossais, que leur armée se dispersa, et que le royaume parut subjugué par une poignée d'hommes. Balliol, par un de ces caprices inespérés de la fortune, mais assez commun dans ces siècles barbares, fut couronné roi d'Écosse. Tous ceux qui couraient le plus de dangers s'empressèrent de reconnaître son autorité. Cependant il ne jouit pas long-temps de ce succès. Par un autre caprice également subit de la fortune, il fut attaqué et défait par Archibald Douglas et obligé de se réfugier en Angleterre dans une situation déplorable.

Une tentative aussi infructueuse de la part de Balliol ne fit qu'accroître l'ardeur d'Édouard, qui accepta avec joie l'offre qu'il lui fit de se reconnaître pour son vassal, ce qui était alors dans ses intérêts.

Édouard se prépara donc avec toutes ses forces à réintégrer le roi déposé dans un gouvernement qui, désormais, devait être soumis à l'Angleterre. Il obtint de son parlement un subside qui ne lui fut accordé cependant qu'avec répugnance, et à la tête d'une armée en bon ordre et bien disciplinée, il vint mettre le siège devant Berwich qui, après une vigoureuse résistance, fut obligée de capituler.

C'est en essayant de secourir cette ville qu'il y eut entre les Écossais et les Anglais une bataille générale, livrée à Halldown-Hill, au nord de Lerwich. La fortune d'Édouard triompha. Douglas, le général écossais, fut tué, et bientôt après son armée entière fut mise en déroute. Cette victoire fut due en partie à l'habileté extraordinaire des archers anglais, alors les plus célèbres de l'Europe. Tous les nobles écossais de la première distinction furent tués ou faits prisonniers. Trente mille des leurs périrent dans l'action, tandis que la perte des

Anglais ne fut que de quinze hommes seulement; cependant une différence aussi grande est bien incroyable.

Cette victoire importante — An de J.-C. 1333, 19 juillet — décida du destin de l'Écosse; Balliol, sans beaucoup de peine, se vit maître de ce royaume, et Édouard retourna triomphant en Angleterre, après s'être préalablement assuré des principales villes écossaises qui furent réunies dès ce moment à la monarchie anglaise.

Toutes ces victoires, cependant, furent plus brillantes qu'utiles au bien de la nation : les Écossais ne tardèrent pas à laisser voir une aversion insurmontable pour le gouvernement anglais, et les forces d'Édouard ne furent pas plus tôt retirées de l'Écosse qu'ils se révoltèrent de nouveau contre Balliol et l'expulsèrent presque du royaume. L'approche d'Édouard les ramena une seconde fois à la soumission; — An de J.-C. 1335 — mais dès qu'il fut éloigné, ils renouvelèrent encore leurs insurrections. Vainement Édouard employa tour à tour le langage de la persuasion et les terreurs de la guerre pour les forcer à se soumettre, ils persévérèrent dans leur répugnance à obéir, et les promesses de secours faites par la cour de France contribuèrent encore à augmenter chaque jour leurs espérances de succès.

La France, qui depuis long-temps laissait assouplir sa méintelligence avec l'Angleterre, était devenue l'objet de la jalousie et de l'ambition d'Édouard.

De nouveaux événements commençaient à se préparer alors : événements qui devaient, pendant plus d'un siècle, plonger la monarchie française dans toutes les horreurs de la guerre, et mettre ce royaume en danger d'être annexé à l'Angleterre; et l'Europe entière allait mettre en doute si cela devait être ou par le droit des armes ou par le droit de succession. La France, à cette époque, n'était ni aussi étendue ni aussi puissante qu'aujourd'hui. Beaucoup de provinces considérables y avaient été ajoutées depuis quelque temps, particulièrement le Dauphiné, la Provence et la Franche-Comté; mais elle se trouvait bien plutôt affaiblie que soutenue par ces principautés voisines, dont les petits souverains, prétendus sujets du roi, n'étaient réellement que les rivaux formidables de sa puissance.

À l'époque dont nous parlons, ce royaume était en proie à des malheurs sans nombre, et le roi partageait les calamités générales. Les trois fils de Philippe le Bel avaient, en plein parlement, accusé leurs femmes d'adultère; et, en conséquence de cette accusation, elles

avaient été condamnées à être renfermées pour le reste de leur vie. Louis le Hutin, successeur de Philippe le Bel, avait fait étrangler sa femme et condamner ses amants à être écorchés vifs. À sa mort, n'ayant laissé qu'une fille, son frère, Philippe le Long, s'était emparé de la couronne au préjudice de sa nièce, en opposant la loi salique, qui excluait les femmes du trône. Cette loi, cependant, n'était ni assez universellement connue, ni suffisamment confirmée par des exemples précédents, pour qu'elle dût être regardée comme une règle invariable. Jusque là on n'avait examiné que légèrement la question de savoir si les femmes pouvaient succéder à la couronne, ou non, et comme les lois doivent être établies de manière à pouvoir juger ce qui peut arriver par ce qui est arrivé déjà, et qu'on ne trouva aucun antécédent qui pût aider à résoudre la question ni d'un côté ni de l'autre, la question continua à rester indécise.

Le parlement de France avait cependant adjugé plusieurs fois la succession à la ligne féminine, puisque l'Artois avait été donné autrefois à une femme, au préjudice de l'héritier mâle. La Champagne avait été en plusieurs occasions gouvernée par des femmes; mais dans d'autres circonstances elles avaient été déclarées inhabiles à succéder à la couronne.

On voit par là que le droit de succession changeait avec le pouvoir, et que la justice, en pareil cas, était méconnue ou méprisée.

Charles le Bel, le plus jeune frère du roi, jaloux de la fortune de Philippe le Long, son frère aîné, combattit ses prétentions, en soutenant que la fille de Louis le Hutin était l'héritière légitime du trône. Cette question, après avoir été chaudement discutée entre les deux frères, fut portée devant le parlement, qui, ayant jugé d'après la loi salique, décida la question en faveur de Philippe le Long. Ce monarque ne régna que peu de temps, et ne laissa en mourant que des filles. Charles le Bel n'ayant plus à craindre alors de concurrent mâle, s'empara du trône à son tour, et en jouit paisiblement pendant quelques années; mais ce règne n'eut pas une longue durée: Charles mourut laissant sa femme enceinte.

Comme il n'y avait plus alors d'héritier direct, la régence fut réclamée par deux personnes qui défendirent également leurs droits en cette occasion. Ces deux prétendants étaient Édouard III, roi d'Angleterre, qui soutint ses prétentions comme étant né d'Isabelle, fille de Philippe le Bel, et sœur des trois derniers rois de France, titres

qui, selon lui, devaient le rendre héritier légitime de la couronne de France. Le second était Philippe de Valois, en possession alors du gouvernement comme l'héritier mâle le plus proche; il avait été; eu conséquence, nommé régent du royaume, et la reine douairière étant accouchée peu de temps après d'une fille, il fut élu roi unanimement, et couronné au milieu des acclamations universelles de ses sujets.

On lui donna le surnom de Philippe le Fortuné, et à ce titre furent ajoutées toutes les qualités réellement propres à assurer le bonheur d'un peuple. L'une des marques les plus éclatantes de l'heureuse fortune qui s'annonçait pour lui, fut l'hommage que fut forcé de lui rendre Édouard, son rival, qui se rendit exprès à Amiens pour cela. Mais comme l'ambition s'accroît ordinairement à mesure que la puissance augmente, cette démarche humiliante pour Édouard ne tarda pas à être suivie d'une déclaration de guerre, et le roi d'Angleterre se disposa de nouveau à disputer une couronne dont il venait de se déclarer vassal.

Parmi ceux qui contribuèrent le plus à alder Édouard dans cette guerre et à le déterminer à prendre le titre de roi de France, il y eut un brasseur de Gand, nommé Jacques Arteveld, homme qui possédait une influence beaucoup trop étendue pour un simple sujet, et qui était un de ces êtres que, selon Machiavel, les rois doivent flatter ou détruire. Il avait pendant quelque temps gouverné ses compatriotes avec une autorité plus absolue que celle d'aucun souverain légitime, plaçant et déplaçant les magistrats selon sa volonté, et toujours accompagné de gardes qui, au moindre signal de sa part, massacraient sur-le-champ quiconque avait eu le malheur de lui déplaire.

Édouard, influencé et secondé par cet homme, résolut d'entreprendre la conquête de la France. Il ne voulut rien faire cependant sans consulter d'abord son parlement, et après avoir obtenu son approbation, il reçut de lui, pour subside, une quantité considérable de laines qu'il se proposa d'échanger avec les Flamands. — An de J.-C. 1338.— Suivi alors d'un corps de troupes anglaises et d'une partie de la noblesse, il s'embarqua pour la Flandre, tout rempli de l'idée de sa conquête projetée.

Le premier acte d'Édouard fut de déclarer ses prétentions à la couronne de France, de s'approprier le titre de roi de ce pays, et de donner à Philippe, son rival, le nom outrageant d'usurpateur. Philippe, de son côté, faisait de grands préparatifs pour le repousser; il le défia même

en combat singulier, à des conditions égales. — An de J.-C. 1339 — Édouard accepta le défi; car, dans toutes les actions de ce genre, ce prince affectait de montrer le caractère d'un héros; mais quelques obstacles étant survenus, ce combat n'eut pas lieu, et la guerre continua selon les formes ordinaires, chaque parti s'efforçant de saisir l'avantage qui s'offrait.

Le premier succès fut obtenu par les Anglais dans un combat naval qui eut lieu sur les côtes de Flandre. — An de J.-C. 1340 — Les Français perdirent deux cent trente vaisseaux; vingt mille de leurs matelots et deux de leurs amiraux furent tués. On prétend qu'aucun des courtisans de Philippe n'osa l'informer de cet événement funeste, et que ce fut son bouffon qui, par une plaisanterie, lui découvrit la perte qu'il avait faite.

Cette victoire et quelques autres opérations également heureuses furent suivies d'une trêve que ni l'un ni l'autre des deux partis ne sembla disposé à rompre, jusqu'au moment où l'ambition d'Édouard se trouva réveillée de nouveau par les sollicitations du comte de Montfort, qui, après avoir été autrefois en possession de la Bretagne, eut recours à Édouard pour faire valoir de nouveau ses droits.

Une proposition de cette nature s'accordait trop avec les désirs ardents du monarque pour qu'il la rejetât. Il vit sur-le-champ l'avantage qu'il pouvait en retirer, et écoutant avec joie les promesses que lui fit Montfort de le seconder dans ses desseins, il embrassa la cause de ce prince vaillant et actif, qui, dès ce moment, s'unit étroitement à lui par intérêt. Son appui devait lui ouvrir une entrée dans le centre de la France, ce qu'il ne pouvait espérer du côté de la Flandre, à cause des nombreuses fortifications qui avaient été élevées sur ses frontières.

Mais ces flatteuses espérances ne tardèrent point à s'évanouir quelque temps après, par l'emprisonnement de Montfort, dont les projets furent découverts, et qui fut assiégré et pris dans la ville de Nantes. — An de J.-C. 1341.

Mais Jeanne de Flandre, sa femme, sut le remplacer. Cette femme célèbre, l'une des plus extraordinaires de son siècle, entreprit courageusement de relever la fortune chancelante de sa famille. Elle rassembla les habitants de Rennes, ville qu'elle habitait, et prenant son fils dans ses bras, elle fit avec éloquence le tableau de ses malheurs, et essaya de réveiller dans le cœur des Bretons leur zèle et leur affection

pour sa cause. Les habitants de Nantes, pénétrés d'attendrissement et d'admiration, embrassèrent chaleureusement ses intérêts, ainsi que plusieurs autres villes de la Bretagne, et jurèrent de la défendre. Le roi d'Angleterre, informé de ses nobles efforts, s'engagea à lui envoyer des secours le plus promptement possible dans la ville de Hennebon, où elle se renferma, résolue de soutenir l'assaut de l'ennemi.

Elle ne s'était pas trompée dans son opinion sur la vigilance et l'activité de Charles de Blois, rival de Montfort. Ce concurrent, impatient de se rendre maître d'une place aussi importante que Hennebon, et encore plus jaloux de faire la comtesse prisonnière, — An de J.-C. 1342 — vint, avec une armée considérable, mettre le siège devant la forteresse, et dirigea les opérations avec une activité infatigable. La défense ne fut pas moins vigoureuse : plusieurs sorties furent faites par la garnison. La comtesse, déployant un courage et une énergie remarquables, conduisit elle-même ses soldats aux dangers. S'étant aperçue un jour que l'armée de Charles avait abandonné un quartier du camp pour s'occuper d'une attaque générale, elle se mit à la tête de trois cents chevaux, sortit par une poterne, mit le feu aux tentes et aux bagages de l'ennemi, passa au fil de l'épée les vivandières et les gens de la suite de l'armée, et causa enfin une si grande terreur, que les assiégeants renoncèrent à leur projet d'attaque, pour lui couper toute communication avec la ville. Ainsi interceptée par l'ennemi, elle se retira à Auray, où elle resta cinq ou six jours, au bout desquels, ayant rassemblé un corps de cinq cents chevaux, elle se fraya un passage à travers le camp ennemi, et après avoir combattu courageusement, elle rentra triomphante dans la forteresse, dont les fidèles citoyens la reçurent avec transport.

Mais cette valeur si peu secondée ne pouvait résister long-temps aux attaques continuelles d'un ennemi supérieur dont l'activité était infatigable. Les assiégeants étaient parvenus à faire plusieurs brèches dans les murailles, et l'on craignait qu'un assaut général, attendu à chaque instant, ne devint fatal aux assiégés. On se détermina donc à proposer une capitulation ; les conférences étaient déjà commencées, lorsque la comtesse, placée sur une tour et regardant avec anxiété du côté de la mer, aperçut quelques vaisseaux à une certaine distance ; s'écriant alors que les secours qu'elle attendait étaient arrivés, elle défendit de poursuivre la capitulation.

Ses espérances ne furent point trompées : la flotte qu'elle avait vue

apportait un corps de gentilshommes anglais et six mille archers qu'Édouard envoyait au secours d'Hennebon, et qui avaient été retenus long-temps en mer par des vents contraires. Ils entrèrent dans le port, sous le commandement de sir Walter Manny, l'un des généraux les plus vaillants de ce temps. Ce secours inespéré servit à relever le courage abattu des Bretons, et à entretenir leur ardeur jusqu'à l'expiration de la trêve qui rendait alors à Édouard la liberté de renouveler la guerre ouvertement.

Lorsque ce moment fut venu, il aborda au Morbihan, près de Vannes, avec une armée de douze mille hommes, et bientôt maître de la campagne, où nul ennemi n'osa paraître devant lui, il acheva de donner le plus brillant éclat à ses armes, en assiégeant quelques-unes des principales fortifications. La vigueur de ses opérations amena une autre trêve, mais qui fut bientôt suivie d'une nouvelle infraction.

La vérité est que ni l'un ni l'autre des deux partis n'observa le traité plus long-temps qu'il ne fût nécessaire aux intérêts de chacun, et que les deux adversaires s'efforcèrent de jeter l'un sur l'autre tout le blâme de cette perfidie.

Édouard envoya le comte de Derby défendre la province de Guyenne, — An de J.-C. 1344 — et lui donna ses instructions pour qu'il profitât, autant que possible, de tous les avantages qui pourraient se présenter. Ses premiers succès furent rapides et brillants; mais aussitôt que le roi de France eut terminé ses préparatifs, le comte éprouva une résistance à laquelle il ne s'était pas attendu et qui le força à se tenir sur la défensive. Plusieurs forteresses furent rendues aux Français, et la puissance anglaise parut dès ce moment s'affaiblir sur le continent.

Dans cette occurrence, Édouard résolut d'aller lui-même au secours de ses sujets et de ses alliés; il s'embarqua à Southampton, avec une flotte de près de mille voiles de toutes grandeurs. Il menait à sa suite, outre la principale noblesse de l'Angleterre, son fils aîné, le prince de Galles, surnommé depuis le Prince Noir. Ce jeune homme, âgé seulement de seize ans, était remarquable par un esprit et une valeur au-dessus de son âge. L'armée anglaise était composée de quatre mille hommes d'armes, de dix mille archers, de dix mille fantassins gallois et de dix mille Irlandais, qui abordèrent tous heureusement à la Hogue en Normandie. Édouard se détermina à choisir ce pays pour y établir le siège de la guerre.

La nouvelle du débarquement d'Édouard et du ravage que faisaient ses troupes dispersées sur toute la surface du pays, jeta la confusion dans la cour de France. La riche ville de Caen fut prise et pillée sans miséricorde ; les villes et villages des environs de Paris subirent le même sort , et les Français effrayés ne virent plus d'autre ressource que de rompre tous leurs ponts , afin d'arrêter la fureur de l'ennemi.

Philippe s'empressait pendant ce temps d'achever ses préparatifs de guerre. Il plaça Godemar de Faye , l'un de ses généraux , avec un corps d'armée , sur la rive opposée de la Somme , qu'Édouard devait passer , tandis que lui , à la tête de cent mille hommes , s'avança pour livrer bataille aux Anglais. Édouard , qui , au milieu de ses victoires , se voyait exposé au danger d'être enveloppé et de mourir de faim dans un pays ennemi , promit une récompense à quiconque lui indiquerait le moyen de traverser la Somme. Ce service lui fut rendu par un paysan , et Édouard s'étant hâté , eut encore le temps de faire passer la rivière à son armée , avant que Philippe l'eût atteint.

Les deux armées en présence l'une de l'autre , s'attendaient chaque jour à livrer bataille ; leur impatience et leur ardeur étaient égales. Quoique leurs forces fussent disproportionnées , puisque l'armée anglaise ne s'élevait qu'à trente mille hommes , tandis que l'armée française était composée de cent vingt mille , Édouard n'en résolut pas moins de profiter de l'impétuosité de ses troupes , et à tout hasard de livrer bataille. Il choisit donc un terrain avantageux près de Crécy , et là il se détermina à attendre tranquillement l'attaque de l'ennemi. Il rangea son armée sur une pente douce , et la partagea en trois corps : le premier était commandé par le jeune prince de Galles , le second par les comtes de Northampton et d'Arundel , et le troisième , regardé comme un corps de réserve , avait pour commandant le roi lui-même.

Comme il vit que sa petite armée était en danger d'être cernée , il retrancha ses flancs , et plaça tout son bagage dans un bois qui était derrière lui , et qu'il s'assura par un retranchement. Après avoir fait tous ces préparatifs , lui et le prince de Galles s'occupèrent de remplir leurs devoirs de piété , et reçurent le sacrement de l'Eucharistie. Toute la contenance du roi annonçait le calme et l'intrépidité d'un homme déterminé à vaincre ou à mourir. Il parcourut tous les rangs de son armée , exhortant ses soldats à défendre l'honneur de leur pays. Sa fermeté et son éloquence enflammèrent tous ces braves d'une ardeur qui alla bientôt jusqu'à l'enthousiasme. Quelques personnes prétendent

qu'en cette occasion il plaça au front de son armée quelques pièces d'artillerie, invention toute nouvelle alors. ce qui ne contribua pas peu à jeter le désordre dans les rangs ennemis.

De l'autre côté, Philippe, qu'animait le ressentiment et qui se reposait sur la supériorité numérique de ses forces, était plus empressé d'en venir à un engagement, qu'attentif à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer le succès de la bataille. Quelques-uns de ses généraux lui avaient conseillé de remettre le combat au jour suivant, afin que son armée pût être reposée des fatigues d'une marche forcée, et se présentât en meilleur ordre que ne le permettait la précipitation actuelle. Mais l'impatience des troupes ne pouvait se réprimer, et il était trop tard maintenant pour différer une attaque que l'on brûlait de livrer. Les rangs se pressèrent les uns sur les autres, et aucun chef ne fut capable de retenir l'aveugle impétuosité du soldat. L'armée fut cependant placée sur trois lignes, que l'on disposa de manière à répondre à celles des Anglais, Jean, roi de Bohême, conduisait le premiers corps, composé de quatorze mille archers génois commandés par Antoine Doria. Le comte d'Alençon, frère du roi, commandait le second corps, et Philippe était à la tête du troisième.

Le roi de France ordonna aux archers génois de charger l'ennemi, — An de J.-C. 1346, 26 août — et la fameuse bataille de Crécy commença à trois heures de l'après-midi environ. Mais les archers étaient tellement fatigués, qu'au lieu d'obéir, ils s'écrièrent tout à coup qu'ils ne pouvaient engager le combat sans avoir pris quelques instants de repos. Le comte d'Alençon, informé de ce qui se passait, courut à eux et leur reprochant une conduite aussi lâche, il leur ordonna d'attaquer sans délai. Leur répugnance au lieu de s'affaiblir, s'accrut encore par une pluie considérable qui, venant à tomber en ce moment, détendit tellement les cordes de leurs arcs, que les flèches qu'ils lancèrent ne produisirent que peu d'effet, tandis que les archers anglais, qui avaient eu la prudence de tenir leurs arcs enfermés, furent tout à coup favorisés par un rayon subtil de soleil, qui éblouit les yeux de l'ennemi. Ils firent voler alors une nuée de flèches, et visèrent si heureusement, qu'on ne vit plus parmi les Génois que désordre et terreur.

Le jeune prince de Galles eut la présence d'esprit de profiter de cette confusion pour conduire ses soldats à la charge. La cavalerie française, commandée par le comte d'Alençon, qui avait d'abord fait volte-face, soutint pourtant le combat, elle commençait à investir l'armée anglaise,

losque les comtes de Northampton et d'Arundel accoururent au secours du prince qui, le premier, se faisait remarquer au milieu du danger, et forçait la fortune à se prononcer en sa faveur, partout où il se montrait. Le combat devint terrible alors, et la valeur du jeune guerrier fut telle, qu'elle remplit d'étonnement et d'admiration l'ame des soldats, même les plus expérimentés.

Les deux comtes, tremblant pour ses jours, dépêchèrent un officier vers le roi pour le prier d'envoyer un prompt secours au prince de Galles. Édouard qui, pendant tout ce temps, avait observé le combat du haut d'une colline, demanda avec un calme apparent si son fils avait été tué. Sur la réponse de l'officier qui lui apprit qu'il vivait et qu'il donnait des preuves de sa valeur : « Dites à mes généraux, s'écria le roi, que je ne veux envoyer aucun secours à mon fils; je lui réserve tout l'honneur de cette journée. Laissez-le se montrer digne de la noble profession pour laquelle il s'est armé chevalier; dites-lui que c'est à son mérite seul que je veux qu'il doive la victoire. »

Ces mots, promptement rapportés au prince et à ses généraux, les animèrent d'une nouvelle ardeur; ils attaquèrent de rechef la cavalerie française, et le comte d'Alençon, le plus brave des commandants français, fut tué sur le champ de bataille. Cet événement funeste déterminait la fuite de ceux-ci. Privés de leur plus vaillant capitaine, ils perdirent courage; la confusion se mit dans leurs rangs : l'infanterie galloise se précipita au milieu d'eux, et acheva de tuer à coups de sabre ceux qui avaient survécu à la fureur de la première attaque.

Ce fut en vain que le roi de France parut à lui seul vouloir soutenir le combat; il eut beau animer ses soldats de sa voix et de son exemple, la victoire s'était prononcée d'une manière trop éclatante en faveur des Anglais, pour qu'il pût espérer de la ramener à lui. Au moment où il s'efforçait encore de faire face à l'ennemi, Jean de Hainaut, frappé du danger auquel il s'exposait, saisit les rênes de son cheval, et le forçant à retourner sur ses pas, l'entraîna hors du champ de bataille.

Dans ce combat mémorable, trente mille Français furent tués, au nombre desquels se trouvèrent Jean, roi de Bohême, Jean, roi de Majorque, Ralphe, duc de Lorraine, neuf comtes, vingt-quatre barons, douze cents chevaliers, quinze cents gentilshommes et quatre mille gendarmes.

Il y a quelque chose de remarquable dans le sort du roi de Bohême,

qui, tout aveugle qu'il était, voulut cependant prendre part au combat. Ce prince infortuné s'étant informé de l'issue de la bataille, apprit que tout était perdu ; que son fils Charles avait été forcé de se retirer, blessé mortellement, et que le prince de Galles renversait tout ce qui se présentait devant lui. Il ordonna alors à ses chevaliers de le conduire au plus fort de la mêlée, et de l'exposer aux coups du jeune vainqueur. Ses chevaliers lui obéirent, et se précipitant avec lui au milieu des rangs ennemis, ils trouvèrent la mort qu'ils cherchaient.

La plus grande partie de l'armée française avait été passée au fil de l'épée ; le reste prit la fuite ; la nuit seule interrompit le carnage. Dès que le roi d'Angleterre fut de retour au camp, se précipitant dans les bras du prince de Galles : « Noble et vaillant fils, s'écria-t-il, continue à te montrer tel que tu l'as été aujourd'hui ; tu t'es conduit avec une rare valeur, et tu es digne de la couronne qui sera ton héritage. »

Le lendemain matin, un brouillard épais parut pour favoriser de nouveau les Anglais. Une partie de la milice de Rouen, qui était venue rejoindre l'armée française, fut mise en déroute par les Anglais à la première attaque. Beaucoup d'entre eux se laissèrent tromper par la vue des drapeaux français que les vainqueurs avaient placés sur les montagnes voisines ; les fugitifs s'étant hâtés de se rallier à ce signe, furent massacrés sans pitié.

Jamais victoire ne fut plus éclatante et ne coûta moins de sang aux Anglais que celle-là : ils ne perdirent qu'un écuyer, trois chevaliers et un très-petit nombre de soldats. On trouva parmi les débris le casque du roi de Bohême, qui avait pour cimier trois plumes d'autruche, avec ces mots : *ich dien*, qui signifient en allemand, *je sers*. Cette devise fut jugée digne d'être conservée pour perpétuer le souvenir de la victoire, et dès ce moment elle fut ajoutée aux armes des princes de Galles, et adoptée depuis par tous ses successeurs.

La victoire de Crécy fut suivie d'avantages encore plus importants. Édouard, aussi modéré dans ses conquêtes que prudent dans ses mesures, désirait s'assurer pour l'avenir une entrée facile en France. Dans ce dessein, il vint mettre le siège devant Calais, ville défendue alors par Jean de Dienne, chef habile et expérimenté, qui l'avait bien approvisionnée pour sa défense. Le roi, n'ignorant pas la difficulté de prendre une ville aussi considérable à force ouverte, se détermina à la réduire par la famine. Il choisit en conséquence un terrain convenable

pour son camp, éleva des retranchements autour des murailles, et fit toutes les provisions nécessaires pour que ses soldats pussent soutenir la campagne pendant l'hiver entier. Ces opérations, quelque lentes, furent suivies de succès. Ce fut en vain que le gouverneur fit une noble résistance, et renvoya de la ville toutes les bouches inutiles, qu'Édouard lui-même eut la générosité de permettre à ces infortunés de traverser son camp; toutes ces mesures n'aboutirent à rien : Calais fut pris après un siège de onze mois, pendant lesquels il fut réduit à toutes les extrémités de la guerre et de la famine. — An de J.-C. 1347.

La résistance opiniâtre des habitants avait tellement irrité Édouard, que plusieurs fois il avait déclaré que, lorsqu'il serait en possession de la ville, il tirerait vengeance du nombre d'hommes qu'il avait perdus pendant le siège; aussi fut-ce avec beaucoup de peine qu'il se détermina à recevoir les marques de soumission des habitants, et à épargner leur vie. Ce ne fut que sous la condition que six des principaux citoyens lui seraient envoyés, afin qu'il en disposât selon sa volonté.

Déterminé à assouvir son ressentiment sur eux, il donna ordre qu'ils fussent amenés dans son camp, tête et pieds nus, la corde au cou, comme des criminels prêts à être exécutés. Lorsque cette détermination terrible fut connue dans la ville, elle y répandit parmi ses habitants la terreur et la consternation. Quels seront les hommes assez généreux pour se dévouer au salut de leurs compatriotes, et apaiser, par le sacrifice de leur vie, la colère d'un vainqueur? Dans cette incertitude cruelle, un des principaux habitants de la ville, nommé Eustache de Saint-Pierre, se présente, et déclare qu'il est prêt à supporter les tortures qui peuvent sauver ses compatriotes. Cinq autres suivent ce noble exemple, et revêtus comme des criminels, ils courent se jeter aux pieds d'Édouard et lui présenter les clés de leur ville. Des marques si touchantes de dévouement et de soumission ne paraissaient cependant pas devoir calmer la fureur du roi, et probablement il les eût fait périr, si la générosité de leur conduite n'eût frappé la reine d'admiration et ne l'eût vivement émue. Elle tomba aux genoux de son époux, et intercédait en leur faveur avec tant d'éloquence, que le roi, attendri enfin, consentit à leur pardonner¹.

¹ C'est ce beau trait qui a inspiré la tragédie de Dubelloy : *Le Siège de Calais*. C. Y.

Édonard, parvenu ainsi à s'assurer en France un passage par lequel il pourrait dans tous les temps introduire des troupes et les retirer selon sa volonté, résolut d'employer tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour ajouter de la force et de la stabilité à ce nouveau succès. Il ordonna à tous les Français de quitter la ville, et la repeupla entièrement d'Anglais. Il y établit ensuite un commerce de laine, de cuirs, d'étain et de plomb, principaux objets que produisait l'Angleterre et qui étaient recherchés sur le continent. Les Anglais furent obligés d'y transporter leurs biens, et les commerçants étrangers s'y rendirent dès ce moment pour y acheter leurs marchandises. Par ce moyen, la ville devint en peu de temps riche, populeuse et florissante, et si quelque temps après elle fut reprise par trahison, elle ne continua pas moins, pendant plus de deux siècles, à rester entre les mains des Anglais, et à braver tout le pouvoir militaire de la France.

L'événement qui faillit rendre Calais aux Français, vint de la perfidie d'un nommé Aymard de Parie, Italien, qui avait été nommé gouverneur de la ville. Il avait promis de la remettre aux ennemis, et le complot était sur le point d'être exécuté, lorsqu'il fut découvert par Édouard qui obligea Aymar à poursuivre le traité, et à laisser croire aux Français qu'il était encore dans leurs intérêts. Le jour ayant donc été désigné pour l'introduction des Français dans la ville, le roi, à la tête d'un corps de troupes considérables, se prépara à les recevoir. — An de J.-C. 1349 — Tous ceux qui entrèrent dans Calais furent massacrés; la garnison, commandée par Édouard et sir Walter Manny, se mit à la poursuite du reste, et un combat sanglant eut lieu, dans lequel le roi combattit corps à corps avec Eustache de Ribeaumont, homme d'une force et d'une valeur remarquables, qu'il terrassa et qu'il fit prisonnier.

Ainsi, la guerre se ranima avec plus de fureur que jamais entre l'Angleterre et la France; guerre qui épuisa également et les vaincus et les vainqueurs. Mais un fléau plus terrible encore que celui-là vint désoler à cette époque les malheureuses provinces d'Europe. Une peste, plus épouvantable qu'aucune de celles dont parle l'histoire, répandit sur toutes les contrées de l'Occident sa maligne influence. Elle avait déjà fait d'affreux ravages en Asie et en Afrique. Originale, dit-on, du grand royaume de Cathay, elle était sortie de terre par une odeur de soufre empoisonné qui détruisait non-seulement tous les habitants, mais frappait même les plantes et les minéraux de sa malignité. Le quar-

du peuple périt, à ce que l'on prétend. Elle se répandit sur Londres avec une telle violence, que, dans l'espace d'une année, on enterra dans le cimetière de Charter-House quinze mille personnes environ. — An de J.-C. 1349.

Au milieu des ravages de ce terrible fléau, l'ambition d'Édouard et de Philippe s'irritait continuellement par de nouvelles conquêtes, et elle ajoutait aux calamités publiques. On se hâta cependant de remédier à ces ravages par le commerce et l'industrie. Ces arts utiles qui, jusqu'alors, avaient été dédaignés par les princes, devinrent pour l'aveuir une source d'opulence, et réparèrent les pertes de la population. Les arts paisibles avaient repris depuis quelque temps un nouvel éclat en Italie, et se répandaient graduellement dans tout l'Occident. Les recherches de la vie se faisaient connaître chaque jour davantage, quoique cependant les plaisirs de l'esprit fussent presque entièrement ignorés encore. Ce n'est que lorsque les jouissances des sens sont portées au plus haut point, que l'homme commence à sentir le besoin de connaître des plaisirs d'une nature plus exquise.

L'Angleterre ne fut pas à l'abri des guerres intestines pendant cette terrible époque. Tandis qu'Édouard recueillait sur le continent les lauriers de la victoire, les Écossais toujours-empressés à saisir les occasions de piller et de se venger, envahissaient les frontières. David Bruce, leur roi, s'étant mis à la tête d'une nombreuse armée, fit en Angleterre une invasion inattendue, qui, dans la conjoncture présente, donna l'alarme aux Anglais, mais n'intimida cependant pas leur courage. Lionel, fils d'Édouard, qui avait été nommé gardien du royaume pendant l'absence de son père, était encore trop jeune pour prendre le commandement d'une armée; mais les victoires brillantes du continent et l'esprit de chevalerie qui régnaient alors, enflammaient les femmes elles-mêmes d'une ardeur martiale, et Philippa, femme d'Édouard, s'empara du commandement de l'armée, et se prépara à repousser l'ennemi.

Elle nomma lord Percy général en chef sous son commandement, puis elle alla rejoindre les Écossais à un endroit appelé Neville's-Cross¹, près de Durham, et leur livra bataille. Le roi d'Écosse, impatient d'engager le combat, s'imaginait qu'il triompherait facilement d'une armée mal disciplinée et commandée par une femme. Mais il se trompa

¹ La croix de Neville.

complètement ; son armée fut promptement mise en déroute et repoussée du champ de bataille où quinze mille Écossais furent massacrés ; le roi fut fait prisonnier avec une grande partie de sa noblesse et de ses chevaliers , et on les conduisit à Londres en triomphe.

Cette victoire répandit une joie universelle dans le royaume : nn roi captif était un objet digne de flatter l'orgueil des Anglais qui eurent bientôt d'autres motifs de se réjouir. Philippe , qui avait été surnommé le Fortuné à son avènement au trône , était mort accablé d'infortunes , — An de J.-C. 1350 — et son fils Jean avait hérité d'un royaume qu'il gouvernait encore plus mal que son père. Ce prince faible quoique vertueux , se trouvait à la tête d'une nation épuisée et d'une noblesse factieuse. La France , à cette époque , ressemblait à ce qu'avait été l'Angleterre autrefois , sous le règne d'un prince du même nom. Le parlement était composé de seigneurs despotiques et fiers de leurs possessions héréditaires. Ils obligèrent Jean à signer une charte presque semblable à la *magna charta* qui avait été donnée jadis à l'Angleterre par le roi Jean.

Les ressources militaires de la France et celles de l'Angleterre , étaient donc fort différentes à cette époque. Jean avait à gouverner une noblesse qui ne connaissait aucune espèce de subordination : les barons orgueilleux et mutins conduisaient leurs vassaux au combat , et n'obéissaient eux-mêmes à leurs chefs qu'autant qu'ils trouvaient de leur intérêt de le faire. Aussi le roi était-il souvent en opposition avec un nombre infini de petites armées commandées toutes par différents seigneurs , au lieu de se trouver à la tête d'un royaume dont tous les membres réunis devaient contribuer par leur accord au bien général.

Les barons français payaient eux-mêmes leurs soldats , punissaient leurs fautes et récompensaient leur fidélité. Les forces militaires de l'Angleterre étaient organisées d'une manière bien différente. Le corps principal de l'armée anglaise était composé de soldats pris indistinctement dans la nation , soldés par le roi , et habitués à le regarder comme le seul dispensateur des récompenses et des punitions. Au lieu de fournir des secours d'hommes , la noblesse donnait des subsides en argent , et il n'y avait dans l'armée que des nobles dignes d'entretenir dans l'âme du soldat l'amour du devoir et de l'honneur , et incapables de donner l'exemple du mépris pour la subordination militaire.

Ce fut dans cet état de choses que la trêve qui avait été convenue entre Édouard et Philippe , se trouva tout à coup rompue par la mort

de ce dernier. Édouard apprit avec plaisir que les factions déchiraient la France; il résolut de profiter de cette circonstance pour augmenter encore les troubles qui y régnaient. En conséquence, le Prince Noir fut envoyé en France avec une armée et une flotte de deux cents voiles. — An de J.-C. 1355 — Il aborda en Gascogne et porta la dévastation dans le centre de ce pays. D'une autre part, Édouard, à la tête d'une nombreuse armée, fit une irruption du côté de Calais, et dévasta toute la campagne.

Jean, qui n'était pas préparé à repousser les progrès de l'ennemi, continua quelque temps à rester tranquille spectateur de ces insultes. Ce ne fut que vers l'été suivant qu'il se détermina à attaquer le Prince Noir, dont l'armée n'était plus réduite alors qu'à un corps de douze mille hommes environ. Avec cette faible armée, le jeune guerrier se hasarda à pénétrer au cœur de la France, dans l'intention de réunir ses troupes à celles du duc de Lancastre. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir que son projet était impraticable; le pays où il voulait passer était trop bien gardé pour qu'il lui fût possible d'avancer, et tous les ponts avaient été rompus derrière lui, ce qui lui coupait tout moyen de retraite. L'embarras de sa situation augmenta encore, en apprenant que le roi de France se dirigeait vers lui, à la tête de soixante mille hommes. Ne voyant aucun moyen de se retirer, il se détermina tranquillement à attendre l'approche de l'ennemi et à lui faire tête à tout hasard.

Ce fut à Marperts, près de Poitiers, que les deux armées se rencontrèrent. Le roi de France aurait pu facilement réduire l'armée anglaise par la famine, et lui imposer les conditions qu'il aurait jugées convenables. Mais telle était l'ardeur impatiente de la noblesse française, que rien ne put la modérer; les généraux avaient une si grande certitude de succès, qu'il eût été même dangereux de tenter de réprimer cet élan. Les deux armées rangées en bataille, attendaient avec impatience le signal du combat, lorsqu'il fut suspendu tout à coup par l'arrivée du cardinal de Périgord qui essaya d'être médiateur entre les deux partis. Mais le roi de France, qui se croyait sûr de la

* Il est à remarquer que toutes les fois que les Anglais l'ont pu, ils n'ont jamais manqué de profiter des troubles intérieurs de la France, pour manifester leur jalousie et leur envie contre une nation que, dans aucun temps, dans aucune circonstance, ils n'ont traitée en amis que lorsque leur propre intérêt leur a commandé de le faire. A. A.

victoire, ne voulut écouter aucune proposition, à moins qu'on ne consentît à remettre Calais aux Français. Le Prince Noir ayant rejeté cette demande avec dédain, la bataille fut remise au lendemain matin, et chacun, brûlant d'ardeur, attendit le moment désiré d'en venir aux mains.

Pendant cet intervalle, le jeune prince de Galles se montra digne de vaincre, par les préparatifs prudents qu'il fit faire : il fortifia ses postes par de nouveaux retranchements ; il plaça trois cents hommes en embuscade et autant d'archers qui furent chargés d'attaquer l'ennemi en flanc, pendant la chaleur du combat. Dès qu'il eut pris toutes ces précautions, le jour commençant à paraître, il partagea son armée en trois divisions : l'avant-garde était commandée par le comte de Warwick ; l'arrière-garde, par les comtes de Salisbury et de Suffolk, et le corps principal, par lui-même.

Le roi de France disposa son armée de la même manière : la première division était commandée par le duc d'Orléans ; la seconde par le dauphin qui était accompagné de ses plus jeunes frères ; le roi conduisait le principal corps d'armée, ayant à ses côtés son plus jeune fils, le plus cher de ses enfants, âgé alors de quatorze ans. — An de J.-C. 1356, 19 septembre.

Comme il fallait passer par un défilé long et étroit, avant de pouvoir attaquer l'armée anglaise, les Français eurent beaucoup à souffrir des archers qui étaient placés de chaque côté des palissades, et lorsqu'ils furent sortis de ce danger, ils ne se trouvèrent pas dans une meilleure situation ; car ils rencontrèrent le prince Noir qui, à la tête d'un corps de troupes choisies, les attaqua si furieusement, qu'il jeta le désordre parmi eux, et bientôt une déroute complète s'ensuivit. Ceux qui étaient restés dans le défilé furent forcés de reculer ; les troupes anglaises, profitant de cette occasion, augmentèrent le trouble et la confusion, et décidèrent la victoire en leur faveur.

Le dauphin et le duc d'Orléans furent les premiers à se retirer. Le roi de France eut beau faire des efforts inouïs pour recouvrer par sa valeur ce qu'il avait perdu par sa témérité, son seul courage ne put parvenir à arrêter la consternation et le découragement qui s'emparèrent de ses troupes, et sa cavalerie ayant pris la fuite, il se trouva abandonné et entièrement exposé à la fureur de l'ennemi.

* Depuis Charles V.

C'était avec douleur qu'il voyait la fleur de sa noblesse tomber autour de lui en combattant vaillamment pour la défense de sa personne ; son fils bien-aimé fut blessé à ses côtés. Accablé de fatigue et désespérant d'aucun succès, il prit le parti de se rendre prisonnier, et s'écria plusieurs fois qu'il était prêt à se remettre entre les mains de son cousin le prince de Galles. Cette noble prise était réservée à un homme indigne d'un pareil honneur : ce fut Denis de Morbec, chevalier d'Arras, traître qui avait abandonné son pays pour un meurtre, qui fit prisonnier le roi de France.

Le brillant succès de cette journée fut dû en grande partie à la valeur et à la prudence du Prince Noir. Mais sa modération dans la victoire fut le plus beau de son triomphe. Il vint à la rencontre du roi captif, le reçut avec les plus grandes marques de respect, plaignait son sort de l'air le plus modeste, et lui fit observer avec douceur que ses malheurs devaient lui sembler moins douloureux, par l'idée consolante que, quel que fût pour lui le mauvais succès de cette bataille, il avait tout fait pour mériter la victoire. Il lui promit que les plus grands égards seraient prodigués à sa dignité, et il le pria de croire qu'il désirait vivement pouvoir à force de soins adoucir sa captivité. A table, il refusa de s'asseoir à côté de lui, et il se tint debout avec la suite de son illustre prisonnier, déclarant que comme sujet, il n'avait pas le droit de s'asseoir en présence du roi. Le printemps suivant, il le conduisit à Londres, suivi d'un concours infini de peuple de tous les rangs.

— An de J.-C. 1357 — La conduite du prince de Galles ne se démentit pas : Jean, revêtu de tout l'appareil royal, était monté sur un coursier d'une éclatante blancheur, remarquable par sa beauté et la richesse de son harnais. Le prince royal était à ses côtés, monté sur un cheval de modeste apparence et harnaché avec la plus grande simplicité.

La capture de deux rois à la fois était un événement fait pour être considéré comme un des exploits les plus pompeux de l'histoire ; toutefois, il n'en résulta pour l'Angleterre qu'une vaine gloire. Les acquisitions faites en France, au prix de tant de dangers et de frais dispendieux, se trouvèrent perdues insensiblement. On doit supposer que les traités faits avec les rois captifs furent très-avantageux aux vainqueurs ; mais ces traités ne furent observés que tant que l'Angleterre eut le pouvoir de contraindre les deux rois à l'obéissance. Jean, il est vrai, tint ses engagements autant qu'il lui fut possible de le faire ;

malheureusement, sa captivité en Angleterre lui fit perdre son autorité, et ses malheurs le rendirent un objet de mépris pour ses sujets. Le dauphin et les états de France rejetèrent le traité qu'il avait été forcé de signer, et se préparèrent sérieusement à repousser les invasions que méditait le vainqueur.

Toutes les villes considérables furent mises en état de défense, — An de J.-C. 1359 — et ce qu'il y avait de plus précieux dans le royaume fut renfermé dans les places fortifiées. Ce fut en vain qu'Édouard envoya un défi au dauphin pour l'engager à hasarder une bataille; il fut impossible d'obtenir de ce prince prudent qu'il changeât le plan de ses opérations. Ce fut encore en vain qu'Édouard alléguait le traité qui avait été signé à Londres, et qu'il dévasta les pays environnants, pour provoquer un engagement : tout fut inutile. Ayant perdu l'espoir de réussir, il jugea à propos d'écouter des propositions d'accommodement, et la paix fut enfin conclue.

Il fut convenu que Jean serait rendu à la liberté, — An de J.-C. 1360 — en payant une rançon d'un million et demi environ de notre monnaie anglaise, et l'on stipula également qu'Édouard renoncerait à toute prétention sur le royaume de France et resterait en possession seulement des territoires de Poitou, de Saintonge, d'Agénois, de Périgord, de Limousin, de Quercy, de Robergue, d'Angoumois et d'autres cantons de ce côté, ainsi que de Calais, Guynes, Montreuil, et du comté de Ponthieu, de l'autre côté de la France. Quelques autres stipulations furent faites aussi en faveur des alliés de l'Angleterre, et quarante otages y furent envoyés comme garantie de l'entière exécution du traité.

Jean ne fut pas plutôt de retour dans ses états, qu'il se trouva dans l'impossibilité de remplir les conditions qui venaient d'être signées; ses finances étaient épuisées, ainsi que son royaume; ses soldats étaient sans discipline, et ses vassaux sans subordination. Plusieurs s'étaient révoltés et s'étaient associés avec des brigands. L'un des chefs de ces bandits avait pris le titre d'*ami de Dieu et terreur de l'homme*. Un citoyen de Sens, nommé Jean Gouge, parvint, à force de brigandages, à se faire nommer roi, et sous ce nom, il causa autant de maux par ses dévastations que le roi véritable par ses infortunes. Tel était l'état de la France au retour de son monarque captif, et cependant telle était l'absurdité de ce prince, que son premier soin, en arrivant dans son royaume, fut de tout préparer pour une croisade.

avant même d'être remonté sur le trône. Si ses sujets, épuisés par la misère, avaient été en état de lui fournir tout ce qui était nécessaire pour ce projet chimérique, il est probable qu'il serait parti pour la Terre-Sainte; mais leur détresse était si grande, qu'ils ne purent même payer la rançon de leur souverain.

Ce fut là le motif de la violation du traité auquel Jean avait promis d'être fidèle, et qu'il n'eût pas manqué, en toute autre circonstance, de remplir avec la plus sévère exactitude, car souvent il disait : *Que si la bonne foi était bannie du reste de la terre, elle se réfugierait dans le cœur des rois*. Ainsi, se voyant dans l'impossibilité de faire honneur à sa parole, il se détermina à retourner en Angleterre et à se rendre prisonnier de nouveau. — An de J.-C. 1364.

Quelques personnes prétendent que sa passion pour la comtesse de Salisbury fut la cause réelle de ce voyage, mais cette opinion ne paraît nullement justifiée¹. Il fut logé dans le palais de Savole, où il avait résidé pendant sa captivité. Peu de temps après, sa mort vint mettre un terme à son règne qui n'avait cessé d'être infortuné. Il mourut dans sa cinquante-cinquième année.

Charles, surnommé le Sage, succéda à son père; ce monarque, malgré quelques défaites, parvint, par une politique fine et habile, à rétablir la tranquillité dans son royaume et à lui faire reconquer sa puissance. Il dompta et dissipa les associations des bandits qui, sous le nom de *grandes compagnies*, étaient depuis long-temps la terreur des habitants paisibles². Il les fit enrôler et les envoya en Castille, contre Pierre, surnommé le Cruel, que ses sujets avaient détrôné, et qui, au moyen d'une alliance avec l'Angleterre, s'efforçait de remonter sur le trône.

Ensuite de ces alliances, l'Angleterre et la France en vinrent de nouveau à un engagement. L'armée anglaise était commandée par le Prince Noir, et l'armée française par Henri de Transtamare et Bertrand Duguesclin, l'un des guerriers les plus habiles et l'un des hommes les plus accomplis de ce siècle. Le bonheur ordinaire du prince

¹ On dit au contraire, dans les *Lettres sur l'Histoire d'Angleterre*, que le roi Jean était dans un âge où l'on se laisse toujours trop enchaîner par une passion tardive, et que la galanterie du siècle rend encore plus probable l'opinion ici combattue. C. Y.

² Ces bandes étaient commandées par les seigneurs qui profitaient du désordre pour piller les passants sur les chemins, et ravager les villages à leur convenance. Toute la France en était infestée. Duguesclin l'en débarrassa en les emmenant en Espagne. C. Y.

de Galles le servit comme de coutume; Henri Transtamare perdit douze mille hommes, — An de J.-C. 1367, avril — tandis que du côté des Anglais il n'y eut de tués que quatre chevaliers et quarante soldats.

Ces victoires n'eurent cependant aucun résultat heureux. Les Anglais, presque épuisés par les subsides continnels qu'ils avaient fournis jusqu'alors, étaient dans l'impossibilité de soutenir plus long-temps les frais de la guerre. Charles, de l'autre côté, évitant prudemment d'en venir à aucun engagement décisif, se contentait de laisser les ennemis se fatiguer en efforts superflus pour dévaster un pays fortifié. Lorsqu'ils se furent retirés, Charles fit une vigoureuse sortie et s'empara des places qui ne furent pas assez fortes pour se défendre. — An de J.-C. 1369 — Il tomba d'abord sur le Ponthieu; les bourgeois d'Abbeville lui ouvrirent leurs portes; ceux de Saint-Valori, de Rue et de Crotoy, suivirent cet exemple, et toute cette partie du pays fut en peu de temps soumise au roi de France. Les efforts de ses généraux furent également couronnés de succès, et les provinces méridionales furent conquises également. Le Prince Noir, dépourvu d'argent et épuisé par une maladie de consommation, fut obligé de retourner en Angleterre et de laisser les affaires du midi de la France dans l'état le plus désespéré.

Le ressentiment du roi d'Angleterre fut porté au plus haut point, et il parut déterminé à tirer vengeance de ses ennemis du continent; mais l'occasion favorable était évanouie, la fortune capricieuse commençait à l'abandonner, et dès ce moment, toutes ses entreprises furent suivies de mauvais succès. Le comte de Pembroke fut pris sur mer avec toute son armée et fait prisonnier par Henri, roi de Castille. — An de J.-C. 1372 — Édouard lui-même essaya de s'embarquer pour Bordeaux avec une autre armée; mais il fut retenu par des vents contraires et obligé de renoncer à cette expédition. Sir Robert Knolles, l'un de ses généraux sur le continent, fut défait à la tête de trente mille hommes par Bertrand Duguesclin; tandis que le duc de Lancastre, qui en commandait vingt mille, eut la mortification de voir ses troupes diminuées de moitié par les désertions, sans avoir jamais pu livrer un seul combat.

Tel était le tableau pénible qui, sur le déclin de sa vie, s'offrait à

* Henri de Transtamare.

ce monarque toujours victorieux jusqu'alors. Cet exemple, qui peut servir de leçon aux princes du siècle, doit leur apprendre que les succès durables s'obtiennent par la sagesse bien plus que par la valeur.

Pour surcroît de chagrin, l'autorité d'Édouard ne tarda pas à être méconnue. Ce fut en vain que, pour se distraire des contrariétés que lui donnaient ses sujets, il s'abandonna, malgré son âge, à l'attrait du plaisir, et chercha à se consoler dans les bras d'une maîtresse favorite, nommée Alice Pierce; cette conduite ne servit qu'à exaspérer son peuple contre lui, et l'indignation générale se changea en mépris souverain. Mais ce qui, plus que toute autre chose, contribua à obscurcir la fin de ce règne éclatant, ce fut la mort prématurée du Prince Noir, dont la santé épuisée offrait depuis long-temps des signes trop certains d'une dissolution prochaine. — An de J.-C. 1376 — Ce prince vaillant et accompli mourut dans sa quarante-sixième année, laissant après lui une réputation sans tache. La douleur du peuple fut excessive; sa clémence, son affabilité, son caractère noble et généreux, l'avaient rendu cher à tous les Anglais. Plusieurs historiens se sont empressés de célébrer ses vertus. Quoique né dans un siècle où les talents militaires étaient les seuls qui fussent considérés, ce prince cultiva avec ardeur les arts paisibles. Aussi modeste que remarquable par son mérite, il ne rechercha jamais les éloges et parut toujours plus heureux de les mériter que de les recevoir.

Le roi, au désespoir de la perte de son fils, embrassait avec empressement tous les moyens d'écarter sa sombre douleur; il rappela sa maîtresse qu'il avait bannie depuis quelque temps, espérant trouver dans ses bras l'oubli de ses peines; il éloigna de lui le fardeau des affaires et abandonna l'administration de son royaume à des ministres ambitieux et avides, qui pillèrent l'état impunément et s'enrichirent de ses dépouilles. Édouard ne survécut pas long-temps aux tristes conséquences de sa conduite blâmable. Il mourut un an environ après le prince de Galles, à Shene, dans la province de Surrey, délaissé de tous ses courtisans, même de ceux que sa libéralité avait enrichis. Il était dans sa soixante-cinquième année et dans la cinquante et unième de son règne. — An de J.-C. 1377, 21 juin.

Ce prince eut bien plus de droits à l'admiration de ses sujets qu'à leur amour, et son règne fut plus brillant et plus glorieux qu'avantageux au bonheur du peuple. Si l'Angleterre, pendant les triomphes éclatants qui eurent lieu sur le continent, obtint quelque avantage

réel, se fut sous le rapport de cet esprit d'élégance et de loyauté qui se répandit dans les hautes classes de la société ; il y a toujours dans les conquêtes quelque chose qui tourne au profit de la civilisation , et comme la France était à cette époque beaucoup plus civilisée que l'Angleterre , le peuple , imitant les lies , adopta avec empressement les arts et les coutumes de la nation qu'il vainquit. Le soldat anglais , du rang inférieur , commença alors à suivre son chef par amour et non par contrainte ; il fut brave par sentiment , et l'honneur de son pays lui devint cher. Cette époque est celle où l'esprit de chevalerie fut porté au plus haut point , et la plupart des succès de l'Angleterre furent dus à ces idées chevaleresques que le roi s'efforça d'exciter , et dont il donna lui-même des exemples éclatants.

Ce fut ce mélange d'amour , de générosité et de gloire , qui contribua en grande partie à adoucir les mœurs barbares de ce siècle. Les fils des nobles , au lieu d'étudier les sciences , n'apprenaient que le métier des armes , et étaient conduits sur le champ de bataille dès qu'ils étaient en état de combattre ; les seuls talents recherchés alors étaient l'art de monter à cheval , de manier la lance , de courir la bague , de briller dans un tournoi et de poursuivre une maîtresse. La possession de tous ces talents étaient regardée comme le comble de toutes les perfections humaines , et quelque la guerre fût la seule étude des siècles , les règles de tactiques , les campements , les stratagèmes , les fortifications , étaient encore considérés comme rien.

C'est sous ce règne que l'ordre de la Jarretière fut institué. — An de J.-C. 1349 — Le nombre des chevaliers reçus était de vingt-quatre , outre le roi. D'après une histoire que la tradition populaire a conservée , et qui paraît n'être fondée sur aucune autorité ancienne , l'origine de cette institution est due à la comtesse de Salisbury : ayant dit-on laissé tomber sa jarretière dans un bal , le roi la ramassa et la lui présenta , en disant : *Honni soit qui mal y pense.*

Édouard eut cinq fils de sa femme , Philippa de Hainaut. L'aîné fut le Prince Noir qui mourut avant lui ; mais il laissait un fils nommé Richard , qui monta sur le trône après Édouard III. Le second fils d'Édouard fut Lionel , duc de Clarence ; le troisième , Jean de Gand , ainsi nommé du lieu où il naquit , et qui fut depuis créé duc de Lancastre ; le quatrième , Édouard , comte de Cambridge , depuis duc d'York ; le cinquième , enfin , Thomas , duc de Gloucester , le plus ambitieux et le plus entreprenant de la famille.

Édouard eut aussi plusieurs filles, mais leur histoire n'offrant rien de remarquable, nous nous abstenons de les nommer ¹.

¹ Il est à remarquer qu'alors les membres de la chambre des communes recevaient un salaire. Il avait varié jusqu'au règne d'Édouard III. Il fut alors fixé. Le représentant d'un comté avait quatre schellings par jour; celui d'un bourg, deux schellings. Le schelling en valait dix d'aujourd'hui, et le schelling d'aujourd'hui vaut un franc vingt centimes de notre monnaie. On a observé qu'il n'y eut jamais moins de vénalité et plus d'assiduité qu'à ce temps. C'est ce qu'a bien senti le congrès d'Amérique, quand il a arrêté que tous ses députés seraient pensionnés. (*Note de Brissot de Waville aux Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)





CHAPITRE XVI.

RICHARD II.

De l'année 1377 à l'année 1399.

Richard II, petit-fils d'Édouard III, n'avait que onze ans lorsqu'il monta sur un trône qui ne semblait lui offrir que des chances défavorables. Il se trouvait à la tête d'un peuple mécontent et accablé de misère, d'une noblesse orgueilleuse et rebelle. L'esprit de luxe s'était introduit dans le royaume et contribuait encore à aggraver les maux innombrables de la nation. L'indolence et la cupidité se glissaient dans toutes les hautes classes; l'indigence et l'insubordination dans celles du peuple.

Le roi étant mineur, le gouvernement fut confié à ses trois oncles, les ducs de Lancastre, d'York et de Gloucester. On espérait que la différence de leurs caractères remédierait et servirait de contre-poids aux défauts de chacun. Lancastre, malgré son âge et l'expérience qu'il avait acquise sous le règne précédent, n'était ni assez populaire ni assez entreprenant. York était indolent et faible, et Gloucester, turbulent, populaire et ambitieux. Sous ces trois chefs, il n'y eut point de régence positivement établie; le système du gouvernement se conserva quelques années dans son ensemble, et l'autorité fondée sous le dernier règne continua sous celui-ci.

Toutefois, le gouvernement ne fut pas à l'abri de différentes commotions produites par l'impatience, le mécontentement du peuple et

l'ambition des grands. Le feu roi avait laissé l'Angleterre accablée du poids d'une guerre ruineuse qui exigeait continuellement d'énormes subsides, aussi les murmures du peuple augmentèrent-ils à mesure qu'on eut besoin de recourir à lui, et la tournure que prirent ces expéditions ne contribua pas à diminuer le mécontentement général. Presque toutes traînèrent en longueur et ne furent suivies d'aucun succès. Le duc de Lancastre qui voulait faire valoir ses droits à la couronne de Castille, ne fit, pour la conquérir, que des efforts infructueux. La guerre avec la France ne produisit rien d'utile ni d'éclatant, et celle qui eut lieu avec l'Écosse fut plus nuisible qu'avantageuse.

Cependant les dépenses excessives que la guerre nécessitait de tous côtés, et le manque d'économie dans l'administration, épuisèrent tellement les finances du royaume, qu'un nouvel impôt de trois groats fut établi par le parlement sur chaque personne au-dessus de l'âge de quinze ans. Une taxe aussi arbitraire, et au moyen de laquelle le riche n'était pas obligé à contribuer plus que le pauvre, porta l'indignation du peuple à son comble, et son ressentiment jusqu'à la fureur. Si quelques-uns des habitants, par les privilèges de la guerre, leur résidence dans les villes, et d'autres motifs, étaient devenus libres, il y avait encore un nombre infini de paysans qui, possédant des terres en tenure rurale, n'étaient que les esclaves des seigneurs dont ils les tenaient. Ces paysans, qui avaient appris à connaître les avantages de la liberté, qui en avaient observé les heureux effets pour ceux de leur rang qui s'étaient établis dans les villes, aspiraient avec ardeur à participer aux mêmes prérogatives. Plusieurs d'entre eux étaient devenus assez opulents pour racheter leur liberté; mais par un acte injuste que le parlement passa sous ce règne, les affranchissements à prix d'argent furent révoqués et déclarés nuls.

Les paysans regardèrent cet acte comme une infraction aux lois de l'humanité, et telle on devait la regarder en effet; mais depuis longtemps on avait établi pour principe de n'avoir aucun égard aux droits d'une certaine classe d'hommes qui étaient d'un rang trop abject pour avoir part à la distribution de la justice.

Cet acte injuste devint donc une semence de révolte; elle était encore nourrie et fomentée par la doctrine de certains prédicateurs qui parcouraient les campagnes, prêchant l'égalité naturelle de l'homme, et ses droits à un partage égal dans les biens de la nature. Jusqu'alors on n'avait vu d'insurrections populaires que dans les villes dont les

citoyens avaient appris à apprécier leurs propres forces. Les paysans seuls n'avaient encore osé réclamer leur part de ces avantages; mais l'esprit d'indépendance commençait à se répandre jusque dans les campagnes, et les plus basses classes du peuple, connaissant enfin leurs droits, sentirent leur énergie naturelle se réveiller, et résolurent de combattre avec courage pour la liberté.

Dans ces dispositions, l'esprit d'insurrection ne tarda point à se répandre parmi les habitants des campagnes. Les moyens que l'on employa pour percevoir la taxe injuste qu'on venait d'établir, furent un prétexte à la révolte. — An de J.-C. 1381 — Elle commença en Essex, où l'on sema adroitement le bruit que les paysans devaient être massacrés, leurs maisons brûlées et leurs fermes pillées. Un forgeron, nommé Wat-Tyler, fut le premier à courir aux armes et à exciter les autres à la rébellion. Les collecteurs étant entrés chez cet homme au moment où il était à l'ouvrage, lui demandèrent la taxe de sa fille, ce qu'il refusa formellement, en assurant qu'elle n'avait pas l'âge requis. Un des collecteurs insista grossièrement, et affirma qu'elle était une femme faite; il eut même l'audace d'essayer d'en donner une preuve indécente. Cette insulte irrita le père à un si haut degré, que saisissant son marteau, il en frappa le collecteur à la tête et le tua du coup. Les spectateurs, qui approuvèrent sa vengeance, prirent son parti et résolurent de le défendre. Dès ce moment, il fut regardé comme un champion de la cause publique, et déclaré chef et orateur du peuple.

On s'imaginait aisément les désordres qui furent commis par cette populace tumultueuse. Tous les habitants des environs prirent les armes; ils portèrent l'incendie et la dévastation partout où ils pénétrèrent, et se vengèrent sur leurs anciens maîtres de toutes les insultes que depuis long-temps ils supportaient avec impunité.

Le mécontentement était général et le nombre des insurgés s'augmentait à mesure qu'ils approchaient de la capitale. Le feu de la sédition se répandit bientôt dans les provinces de Kent, de Hertford, de Surrey, de Sussex, de Suffolk, de Norfolk, de Cambridge et de Lincoln. En arrivant à Blackheath, le nombre des rebelles se montait déjà à plus de cent mille hommes. Là, ils envoyèrent demander une

* La même insurrection de paysans avait eu lieu en France au commencement du règne de Charles V. Leur chef, nommé Jacques ou Guillaume Caillet, en avait rassemblé cent mille. Ils furent presque tous exterminés.

entrevue au roi qui s'était réfugié dans la Tour. A la réception de leur message, Richard eut d'abord la volonté de se rendre au milieu d'eux, comme ils le demandaient, mais effrayé de leur nombre et de leur aspect menaçant, il n'osa le faire. Les rebelles cependant pénétrèrent dans la ville, brûlant et saccageant toutes les maisons où l'on paraissait disposé à leur opposer de la résistance, et toutes celles dont les richesses attiraient leur attention. Ils entrèrent dans le palais de Savole, qui appartenait au duc de Lancastre, et égorgèrent plusieurs gentilshommes de sa suite. Leur ressentiment se dirigea surtout contre les gens de loi auxquels ils ne firent aucune miséricorde. Leur fureur était telle enfin, que le roi, tremblant pour sa propre sûreté, et craignant que la Tour ne pût résister à leurs attaques, se détermina à se présenter au milieu d'eux et à prendre connaissance de leurs plaintes.

Ils lui firent alors une humble remontrance, le suppliant de leur accorder une amnistie générale, l'abolition de l'esclavage, la liberté du commerce dans les villes marchandes, et une rente affectée sur les terres, au lieu des services exigés par la tenure des servitudes. Le roi ne put opposer aucune résistance à des demandes qui en effet étaient raisonnables; en conséquence, une charte fut dressée pour les ratifier. Pendant que cet accommodement avait lieu, un autre corps de rebelles s'était introduit dans la Tour et avait assassiné le primat et le trésorier, ainsi que plusieurs autres personnes de distinction. Les insurgés se partagèrent alors en plusieurs corps et se répandirent dans les différents quartiers de la ville. Wat-Tyler, à la tête de l'un de ces partis, se dirigea vers Smithfields, où il rencontra le roi qui l'engagea à lui exposer ses motifs de mécontentement, l'assurant qu'il avait le désir d'y remédier et de lui accorder une satisfaction entière. Tyler ordonna à ses gens de se retirer et de se tenir tranquilles, à moins qu'il ne leur fit un signal convenu, alors il s'avança audacieusement auprès du roi qui était entouré de toute sa suite, et eut la conférence.

Tous les historiens de ce temps-là ont traité les prétentions de ce démagogue d'insolentes et d'extravagantes; cependant rien n'était plus juste que ses réclamations; il demandait la liberté des serfs, le droit d'usage dans les forêts royales, pour le pauvre comme pour le riche, et une amnistie générale pour toutes les injures passées. Mais tandis qu'il faisait ces propositions, il agitant de temps en temps son sabre d'un air menaçant, ce qui excita tellement l'indignation de William de Walworth, moine de Londres, que, sans considérer le

danger auquel il allait exposer le roi, il frappa Tyler d'un coup d'épée; l'un des chevaliers qui accompagnaient le roi acheva de le tuer.

Les motifs, à l'aspect de leur chef abattu, se disposaient à le venger; déjà leurs arcs étaient tendus, lorsque Richard, qui n'avait alors que quinze ans, s'avança vers les rebelles et, avec une présence d'esprit remarquable, leur dit : « Quoi ! vous, mon peuple, voulez-vous tuer votre roi ? cessez de regretter votre chef; moi-même je veux être désormais votre général ; suivez-moi, et vous obtiendrez tout ce que vous désirez. »

Les rebelles, étonnés et saisis de respect, s'apaisèrent subitement et suivirent Richard qui leur accorda la même charte qu'il avait accordée à leurs compagnons.

Ces concessions valurent au roi, pendant quelque temps, une grande popularité, et il est probable qu'il avait le désir de tenir les promesses qu'il avait faites; mais les nobles qui long-temps avaient goûté les charmes du pouvoir, n'étaient nullement disposés à s'en dessaisir. Le parlement ne tarda pas à révoquer les chartes d'affranchissement et d'amnistie; le bas peuple retomba de nouveau dans le même esclavage, et plusieurs des chefs soulevés furent punis avec une sévérité extrême.

L'histoire, en rendant compte des révoltes des barons contre leurs rois, ne jette sur eux que peu de blâme, tandis qu'elle rapporte les insurrections du peuple contre les barons avec toute la violence du ressentiment.

Les cruautés qu'on employa en cette circonstance contre les chefs des séditions populaires, ne contribuèrent pas peu à faire haïr le roi. Il leur avait accordé d'abord une charte, sur leurs demandes justes et raisonnables, et maintenant il était assez faible pour révoquer ce qu'il avait fait. Il est présumable aussi que les oncles de Richard ne furent pas les derniers à soulever contre lui la haine générale; c'était un moyen de maintenir plus long-temps leur autorité actuelle. La conduite inconstante et capricieuse du monarque semblait en effet exiger qu'ils restreignissent sa puissance. Il ne tarda pas à témoigner un désir ardent de gouverner; mais, loin de montrer aucune des qualités qu'exige une tâche aussi haute, il annonçait un penchant extrême à se laisser dominer par des favoris dépourvus de mérite. Robert Vere, comte d'Oxford, jeune homme d'un physique accompli, mais de mœurs débanchées, prit sur Richard un ascendant prodigieux. Il fut créé d'abord marquis de Dublin, ensuite duc d'Irlande, avec l'assurance

de conserver pendant sa vie entière la souveraineté de cette île. Le roi lui donna sa propre consue en mariage, et peu de temps après lui permit de la répudier pour épouser une autre femme dont il était épris. Il devint enfin le canal de toutes les grâces et s'empara de tout le pouvoir, tandis qu'il ne resta plus au souverain qu'une ombre de royauté.

Une telle partialité de la part des princes produit toujours des jalousies et des haines parmi les sujets. Soit que les nobles fussent traités avec peu d'égard par le favori, soit qu'ils crussent avoir plus de droits que lui à la faveur royale, ils s'alarmèrent promptement et complotèrent sa perte. A la tête de cette conspiration se mirent Mowbray, comte de Nottingham; Fitz-Alan, comte d'Arundel; Percy, comte de Northumberland; Montacute, comte de Salisbury, et Beauchamp, comte de Warwick. Tous résolurent de perdre le favori.

Ils commencèrent par désigner pour premier objet de leur vengeance Michel de La Pole, chapelier et ami dévoué du comte d'Oxford. En conséquence, il fut accusé en plein parlement, — An de J.-C. 1386 — et quoique rien d'important n'eût été allégué contre lui, les conspirateurs avaient un tel intérêt à l'éloigner qu'ils le condamnèrent et le dépouillèrent de sa charge.

Après avoir exercé leur vengeance sur les ministres du roi, ils osèrent l'attaquer lui-même, et sous le prétexte qu'il était encore incapable de gouverner, bien qu'il eût alors vingt ans accomplis, ils nommèrent une commission de quatorze personnes, auxquelles la puissance souveraine devait être déléguée pendant un an, ce qui ôtait au roi toute espèce de pouvoir et mettait le royaume sous l'oppression de l'aristocratie. Cette mesure fut vivement appuyée par le duc de Gloucester, car les membres admis à faire partie du comité étaient tous de sa faction.

Ce ne fut pas sans de violents débats de la part du roi qu'il se laissa dépouiller ainsi de son autorité. Il s'efforça d'abord de mettre le parlement dans ses intérêts, en cherchant à gagner les shérifs de chaque province; mais ses démarches n'ayant pu réussir, il eut recours aux juges. — An de J.-C. 1387 — Soit que ces derniers fussent poussés par des motifs d'intérêt, soit qu'ils fussent convaincus des raisons du roi; ils déclarèrent que la commission qui l'avait privé de son autorité était injustement établie, et que ceux qui l'avaient conseillée ou qui avaient contribué à sa formation d'une manière quelconque, étaient coupables de trahison et méritaient la mort.

Les lords protestèrent vivement contre cette sentence, et le duc de Gloucester, prévoyant le danger qu'il avait à courir, si le roi l'emportait, rassembla secrètement son parti, et parut à Haringay-Parck, près de High-Gate, avec un corps de troupes plus que suffisant pour effrayer le prince et tous ses partisans. Certains de leur force, ils résolurent de mettre à profit l'occasion et commencèrent par sommer le roi de nommer ceux qui lui avaient conseillé les mesures téméraires qu'il venait de prendre. Quelques jours après, ils se présentèrent armés devant lui et accusèrent comme ennemis déclarés de l'état, l'archevêque d'York, le duc d'Irlande, le comte de Suffolk, sir Robert Trévilian, l'un des juges qui s'étaient prononcés en faveur de Richard, et sir Nicolas Brembre. Il était trop tard pour que le parti du roi pût se défendre autrement que par les armes. Le duc d'Irlande s'enfuit dans le Cheshire, où il essaya de lever quelques troupes; mais l'arrivée du duc de Gloucester, à la tête d'une armée supérieure, le força promptement à se retirer en Flandre.

Peu de temps après, le roi fut contraint de convoquer un parlement, où les pairs dressèrent une accusation contre les cinq conseillers du roi. Sir Nicolas Brembre fut le seul qui se présenta; il fut de suite déclaré coupable, condamné et mis à mort, ainsi que Sir Robert Trévilian que l'on avait découvert et pris dans cet intervalle. — An de J.-C. 1388.

Mais le sang d'une ou deux victimes ne pouvait satisfaire le ressentiment du duc de Gloucester; lord Beauchamp de Holt fut, peu de temps après, condamné et exécuté également, et sir Simon Barley, qui avait été nommé gouverneur du roi, éprouva le même sort, malgré les efforts de la reine qui passa trois heures aux genoux du duc pour implorer la grace de cet infortuné.

Après ce renversement de la puissance royale, on pouvait espérer que la lutte cesserait entre le roi et ses sujets; mais il y avait une telle inconstance de sentiments et d'idées parmi le peuple, et le roi comptait si bien sur les forces militaires qui, depuis peu, avaient été levées pour faire la guerre en France, qu'il résolut encore une fois de détruire le pouvoir qui s'était élevé contre le sien, et de forcer le parlement à seconder ses résolutions.

Or, un conseil extraordinaire de la noblesse fut assemblé après Pâques, dans lequel il déclara, au grand étonnement de tous ceux qui étaient présents, qu'ayant maintenant plus de vingt-deux ans, il

était temps qu'il gouvernât lui-même, et qu'il n'y avait aucune raison qui pût le priver des droits dont le moindre de ses sujets était en possession. Les lords répondirent avec embarras, qu'assurément il avait le droit incontestable de prendre le gouvernement de son royaume. — « Eh bien, reprit-il, je commencerai par prouver mon pouvoir en « éloignant les tuteurs qui me gouvernent depuis trop long-temps. »

Il ordonna alors à Thomas Arundel, que les commissaires venaient de nommer chancelier, de lui remettre les sceaux, et le jour suivant il les donna à William de Wykeham, évêque de Winchester. Il éloigna du conseil le duc de Gloucester, le comte de Warwick et plusieurs autres seigneurs de l'opposition. L'évêque de Hereford perdit sa charge de trésorier, le comte d'Arundel fut privé de sa place de grand-amiral. Tous les grands-officiers de la maison du roi furent changés, ainsi que les juges, et tout ressentit les effets de cette révolution inopinée.

Le roi, devenu libre enfin de conduire à son gré les affaires de son royaume, donna d'abord des marques de modération envers ceux qui, auparavant, s'étaient efforcés de le dépouiller de son autorité : il se réconcilia avec ses oncles, et en renonçant à quelques subsides qui lui avaient été accordés, il s'acquitt pour quelque temps l'affection du peuple.

Mais malheureusement ce monarque était loin de posséder les qualités propres à s'assurer l'estime et l'attachement d'un peuple : il avait un extrême penchant à la débauche et à l'ostentation ; il admettait dans son intimité les gens du rang le plus bas, et sa conversation était peu propre à faire respecter ses mœurs et son caractère. Il cultivait rarement ses talents militaires, encore n'était-ce qu'avec des succès médiocres. On entendit à peine parler de la guerre avec la France, et les invasions que firent les Écossais, principalement celle qui valut la victoire incertaine d'Otterbourne, ne furent repoussées que par les barons dont les possessions étaient situées sur les frontières d'Écosse.

Il obtint cependant quelques avantages en Irlande, mais ils furent de trop peu d'importance pour lui acquérir beaucoup de gloire, et le peu d'éclat que sa conduite militaire attira sur lui, sembla au contraire disposer de nouveau le peuple à murmurer contre lui et à prêter l'oreille à toutes les plaintes que les mécontents ou les ambitieux firent éclater.

Peut-être le duc de Gloucester, secrètement honteux des inclinations vicieuses de son neveu, avait-il le projet de se mettre un jour à sa

place; toutes les présomptions à ce sujet sont fort incertaines. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il employait tous les moyens possibles pour accroître sa popularité et augmenter la haine que le peuple portait à Richard.

La paix conclue avec la France en 1396, fut représentée par lui comme le résultat de la pusillanimité du roi, et il affecta de gémir amèrement de ce que Richard avait ainsi dégénéré des vertus héroïques de son père. Souvent il parlait avec mépris du roi et de son gouvernement, et il agitant la question de savoir s'il n'était pas de toute justice de renoncer à la soumission qu'on lui avait jurée. Ces insinuations criminelles auraient certainement mérité d'être châtiées dans un simple sujet; à plus forte raison le méritaient-elles dans un homme dont la popularité était dangereuse, et qui plus d'une fois avait donné des preuves de ses intentions coupables.

Comme sa conduite était secrètement observée par les émissaires du roi, Richard, certain que le parlement était disposé à souscrire à toutes ses volontés, prit enfin la résolution de se débarrasser entièrement de Gloucester et de son parti. Il ordonna en conséquence que le duc fût arrêté et conduit à Calais, ville où il n'y avait aucun danger que ses nombreux partisans vinssent le seconder. — An de J.-C. 1397 — Les comtes d'Arundel et de Warwick furent arrêtés en même temps, et un parlement, dont le roi était assuré d'avance, fut convoqué à Westminster. La majorité de l'assemblée consentit à tout ce qu'il voulut; la commission des quatorze, qui avait usurpé son autorité, fut annulée, on cassa tous les actes par lesquels les premiers ministres du roi avaient été condamnés, et l'on révoqua également le pardon général que le roi avait accordé en prenant les rênes du gouvernement. Plusieurs du parti de Gloucester furent accusés, condamnés et exécutés. Fitz-Alan, archevêque de Cantorbéry, fut exilé, et tous ses biens temporels séquestrés. Le comte d'Arundel tenta vainement de réclamer le pardon que le roi avait promis, il ne fut pas moins traité avec rigueur et exécuté. Le comte de Warwick seul, ayant donné des marques de repentir, obtint la vie, mais il fut exilé à l'île de Man.

Le plus grand coupable restait encore. Bientôt des ordres furent donnés au comte maréchal, gouverneur de Calais, pour que le duc de Gloucester fût conduit à Londres, afin que son procès lui fût fait également. Il est probable que ce seigneur eût éprouvé le même sort que ceux de son parti, si on ne lui eût ôté la vie dans sa prison. Il

parait, d'après les preuves produites plus tard, qu'il fut étouffé par ses gardiens, entre deux oreillers.

La mort d'un homme, dont le crédit était si considérable parmi le peuple, n'était propre qu'à augmenter la haine conçue contre le roi, haine dont les racines étaient déjà si profondes; la fortune subite de plusieurs nouveaux favoris contribua encore à rendre Richard plus odieux et plus méprisable. Cependant quoique sa condnité parût devoir entraîner sa chute prochaine, ce fut un événement imprévu qui en devint la cause.

Après la destruction du duc de Gloucester et des chefs de son parti, la mésintelligence s'établit entre les seigneurs qui s'étaient réunis pour le poursuivre. Henri, duc de Hereford, se présenta devant le parlement, et accusa le duc de Norfolk d'avoir tenu des discours séditieux contre sa majesté dans une conversation particulière; — An de J.-C. 1398 — Norfolk nia l'accusation, et ayant donné un démenti à Hereford, offrit de prouver son innocence dans un combat singulier. Comme il n'y avait aucune preuve sur laquelle on pût établir un procès, les lords acceptèrent ce moyen; le jour et le lieu furent désignés, et toute l'Angleterre attendit avec impatience le résultat de cet événement.

Ces sortes de combats étaient alors d'une trop grande importance; pour que l'on doive passer indifféremment sur le récit des cérémonies qui eurent lieu à cette occasion. Hereford, l'agresseur, s'avança d'abord armé de pied en cap, l'épée nue, et monté sur un coursier blanc richement caparaçonné. Lorsqu'il parut à l'entrée de la lice, le maréchal de camp lui demanda son nom et le motif de sa présence. Hereford répondit: « Je suis Henri de Lancastre, duc de Hereford; » Je viens ici, conformément à mon devoir, pour combattre Thomas » Mowbray, duc de Norfolk, traître insigne envers Dieu, le roi, le » royaume et moi. »

Il affirma ensuite par serment que sa querelle était légitime, qu'il avait dit la vérité, et il demanda à entrer dans la lice, ce qui lui fut accordé; il remit alors son épée dans le fourreau, ôta son chapeau, fit le signe de la croix, puis s'étant emparé de sa lance, il traversa la barrière, descendit de cheval, et fut s'asseoir sur un siège de velour vert, placé à l'une des extrémités de la lice.

Peu de temps après le roi parut, suivi de tous les lords, parmi lesquels se trouvait le comte de Saint-Paul, arrivé tout exprès de France pour être témoin de ce combat mémorable. La plus grande pompe se

faisait remarquer de toutes parts; outre la suite du roi, il y avait dix mille hommes armés, afin d'empêcher le tumulte.

Dès que le monarque se fut placé sur son trône, le héraut d'armes défendit, sous peine de mort, de toucher à la lice, excepté ceux qui étaient chargés de régler le combat. Un autre héraut proclama ensuite à haute voix que Henri de Lancastre, duc de Hereford, se présentait pour combattre Thomas Mowbray, duc de Norfolk, et que s'il ne remplissait pas son devoir, il serait regardé comme un fourbe et un lâche.

Le duc de Norfolk se présenta alors, armé également, et revêtu d'une cotte d'armes de velours cramoi, sur laquelle étaient brodés deux lions d'argent et des mûriers; le cheval qu'il montait était rasé. Lorsqu'il eut prêté le serment ordinaire au constable et au maréchal du camp, il entra dans la lice et s'écria à haute voix : « Que Dieu défende le droit du juste ! » Puis ayant mis pied à terre, il alla se placer sur un siège de velours cramoi qui était vis-à-vis de celui de son antagoniste.

Dès que le maréchal eut mesuré les lances, il présenta l'une à Hereford, l'autre à Norfolk, et leur donna l'ordre de se préparer au combat. Les deux adversaires montèrent sur leurs chevaux, puis mirent leurs chapeaux sur la tête, et tinrent la lance en arrêt. En ce moment les trompettes donnèrent le signal. Hereford s'élança avec fureur dans la carrière; mais avant qu'il eût pu joindre son ennemi, le roi jeta son sceptre dans la lice, et les hérauts d'armes interposèrent leur autorité.

En vertu du pouvoir des commissaires du parlement, le roi interrompit ainsi le combat, et ordonna aux deux adversaires de quitter le royaume. Le duc de Norfolk fut banni à perpétuité, et le duc de Hereford pour dix années. L'un fut donc condamné à l'exil sans avoir été accusé d'aucun crime, l'autre sans en avoir été convaincu. Le duc de Norfolk, accablé de désespoir du jugement rendu contre lui, se retira à Venise, où peu de temps après il mourut de chagrin. La conduite de Hereford sembla, en cette occasion, soumise et résignée, ce qui parut plaire tellement au roi qu'il consentit à abrégier de quatre ans le terme de son exil. Il lui accorda également des lettres patentes qui lui assuraient la jouissance de tout héritage qui pouvait lui échoir pendant son absence. Mais rien n'était plus incertain que les promesses et l'amitié de Richard.

Henri de Hereford, qui s'était d'abord retiré en Flandre, se rendit

à Paris où il fut reçu de la manière la plus favorable par le roi de France. Il y eut même un mariage négocié entre lui et la fille du duc de Berry, oncle du roi de France. Mais Richard, qui redoutait le duc exilé, empêcha cette union qui pouvait accroître son influence, et le comte de Salisbury fut envoyé à Paris avec les instructions nécessaires pour l'alliance projetée.

Une injure aussi inattendue ne pouvait manquer d'aggraver le ressentiment d'Hereford; des motifs plus puissants vinrent l'augmenter encore à la mort du duc de Lancastre, son père. Richard, ainsi que nous l'avons dit plus haut, lui avait accordé des lettres pour lui assurer les successions qui pouvaient lui advenir pendant son exil; mais craignant d'agrandir la puissance d'un homme qu'il avait offensé, et qui plus tard pouvait chercher à se venger, il révoqua ces lettres patentes et se mit en possession des états du duc de Lancastre.

Des outrages si multipliés ne firent qu'enflammer la haine de Hereford contre le roi, et quoique jusque-là il l'eût dissimulée avec soin, il ne lui fut plus possible de mettre des bornes à son indignation; il alla même jusqu'à former le dessein de détrôner un homme aussi indigne de l'autorité souveraine. Personne n'était plus fait pour une entreprise de cette nature que le duc de Hereford, homme d'un caractère froid, prudent, prévoyant et décidé. Il avait servi avec distinction en Lithuanie contre les infidèles, et il réunissait à tous ses autres mérites ceux de la plété et de la valeur. Il était l'idole du soldat et le favori du peuple; ses richesses étaient immenses, et ses alliances avec les familles les plus considérables de la nation, lui donnaient une haute importance.

Le roi, débarrassé de toute espèce de contrainte, se livrait entièrement à une vie efféminée, s'occupant aussi peu de sa propre sûreté que du bien public. Ses ministres, à l'exemple de leur souverain, ne prenaient aucun soin des affaires, et voyaient avec indifférence l'honneur de la nation pencher vers sa ruine, et le mépris remplacer la gloire du nom anglais.

Dans cette triste situation, le peuple dirigea naturellement ses regards vers le duc de Hereford, comme vers la seule personne dont il pût espérer quelque soulagement à ses maux. Le duc, poussé d'ailleurs par le souvenir de ses injures particulières, avait une fortune assez considérable et des amis assez puissants pour obtenir bientôt un pouvoir redoutable. Les mécontents n'attendaient que l'absence du roi pour

mettre leurs projets à exécution ; l'occasion d'agir se présenta bientôt.

Le comte de Marche, héritier présomptif de la couronne, avait été nommé lieutenant du roi en Irlande, où il fut tué dans une escarmouche qui eut lieu avec les Irlandais. Cet événement irrita tellement Richard, que, sans considérer sa situation précaire, il résolut de mettre sur pied une nombreuse armée et de venger la mort du comte. Le duc de Lancastre (tel était le titre que Hereford avait pris depuis la mort de son père) n'eut pas plutôt appris le départ du roi pour l'Irlande, qu'il fit équiper sur-le-champ trois petits vaisseaux sur lesquels il s'embarqua avec soixante personnes, à Vannes en Bretagne, et il aborda à Ravenspur, dans le comté d'York.

Le comte de Northumberland qui depuis long-temps dissimulait son mécontentement, se joignit à lui, ainsi que Henry Percy, son fils, que sa valeur extrême avait fait surnommer *Hotspur**, et le nombre de ceux qui vinrent se ranger sous la bannière du duc fut bientôt si considérable, qu'en peu de jours son armée se monta à soixante mille hommes.

Vainement le duc d'York, qui avait été nommé régent en l'absence de Richard, fit des efforts pour défendre les intérêts de son roi ; les seigneurs les plus puissants étaient alors en Irlande, personne ne put le seconder. Il rassembla cependant à Saint-Alban un corps de quarante mille hommes ; mais la plupart étaient tout à fait déconçus, et plus disposés à embrasser la cause du parti rebelle que celle du trône. La politique du duc de Lancastre était de cacher soigneusement les motifs de son expédition, et de laisser croire que son seul but était de recouvrer son patrimoine et son duché. Dès qu'il fut en Angleterre, il engagea donc le duc d'York à ne point s'opposer aux entreprises d'un sujet loyal et soumis qui n'avait d'autre intention que de faire valoir ses droits légitimes, mesure plus avantageuse à l'honneur du roi que contraire à ses intérêts.

York fut complètement trompé par ces assurances spécieuses ; il déclara que non-seulement il approuvait les prétentions du duc, mais que de plus il les appuierait de tout son pouvoir, et lorsque les deux armées se rencontrèrent, ce fut avec des transports de joie.

Tandis que ces choses se passaient en Angleterre, Richard était en Irlande dans la plus parfaite sécurité. Des vents contraires, qui

* Chand-éperon.

durèrent trois semaines, empêchèrent qu'aucune nouvelle pût lui parvenir. Lorsqu'il apprit la révolte qui avait lieu dans son royaume, il commença par faire emprisonner les deux frères du nouveau duc de Lancastre, qui l'avaient suivi en Irlande, et il se détermina à revenir promptement en Angleterre combattre son ennemi en personne. Mais toujours incertain dans ses résolutions, on finit par lui persuader qu'il devait attendre encore, jusqu'à ce que les vaisseaux qui devaient transporter toutes ses troupes fussent préparés.

Ce délai lui devint si fatal, que lorsqu'il aborda à Milford-Haven, suivi d'un corps de vingt mille hommes, il eut la mortification d'apprendre que le duc d'York avait épousé les intérêts de son rival, et que partant ses forces étaient inférieures à celles de l'ennemi. Il s'aperçut alors qu'il était dans une situation déplorable, au milieu d'un peuple furieux, sans aucun ami sur qui il pût compter, et abandonné de ceux qui, dans l'éclat de sa puissance, n'avaient servi qu'à contribuer à ses folies.

Sa faible armée diminuait tellement chaque jour, qu'il ne possédait pas désormais plus de six mille hommes. Ne sachant donc à qui se fier, ni où diriger ses pas, il ne vit d'autre ressource que de se confier à la générosité de son ennemi, et d'obtenir de la pitié ce qu'il ne pouvait obtenir de la valeur.

En conséquence, il envoya dire au duc de Lancastre qu'il était prêt à se soumettre aux conditions qu'il lui plairait de lui imposer, et qu'il désirait avec ardeur une conférence. Le duc lui désigna le château de Flint pour le lieu du rendez-vous, et s'y rendit le jour suivant avec toute son armée. Richard, qui le jour précédent, y avait été conduit par le comte de Northumberland, à l'aspect du duc qu'il aperçut du haut des murailles, descendit pour le recevoir. Lancastre, après quelques cérémonies, entra dans le château, armé de pied en cap, mais la tête déconvert, par respect pour le roi déchu. Richard alla à sa rencontre avec cet air riant et ouvert qui le rendait si agréable, et le reçut amicalement.

« Sire, lui dit le duc, avec un salut froidement respectueux, je viens
» ici, comme vous l'avez désiré, pour vous faire connaître les senti-
» ments de votre peuple qui se plaint que, depuis vingt-deux ans,
» vous le gouvernez avec rigueur et imprudence. Tous vos sujets sont
» mécontents de votre conduite; mais, s'il plaît à Dieu, je vous aiderai
» à gouverner mieux à l'avenir. »

Le roi ne fit d'autre réponse à ces paroles audacieuses, que ces mots : « Beau cousin, puisque telle est votre volonté, nous nous y soumettons avec plaisir. »

Le langage hautain du duc ne fut pas la seule mortification qu'ent à éprouver l'infortuné Richard. Lancastre ordonna que les chevaux du roi fussent conduits aux écuries ; deux méchantes haquenées furent amenées, et Richard fut placé sur l'une, et son favori, le comte de Salisbury, sur l'autre. Ils se rendirent dans ce misérable équipage à Chester, et furent conduits au château au son des trompettes, et à travers un concours infini de spectateurs qui ne parurent nullement émus de ce pénible spectacle.

C'est de cette manière humiliante que l'on conduisit Richard de ville en ville, au milieu d'un peuple qui riait de ses souffrances et exaltait le mérite de son rival. « Vive le bon duc de Lancastre, notre sauveur ! » s'écriait-on de toutes parts, tandis qu'à l'aspect du roi on n'entendait pas une seule voix prononcer ces paroles : « Dieu prenne pitié de lui ! »

Après des insultes répétées, il fut enfermé étroitement dans la Tour, où il eut à supporter des injures de toute espèce et les marques de mépris les plus cruelles. Le malheureux monarque, humilié et abattu, commença à perdre la fierté de souverain avec les splendeurs de la royauté, et son esprit parut s'affaïsser sous le poids de ses infortunes. Aussi ne trouva-t-on aucune difficulté à lui faire signer un acte par lequel il renonçait à la couronne comme incapable de gouverner le royaume.

Le duc de Lancastre établit ses prétentions sur cette résignation de pouvoir, mais pour leur donner toute l'apparence de la justice, il convoqua un parlement, qu'il déterminait sans peine à confirmer ses droits. On dressa contre Richard une accusation composée de trente-trois articles, d'après lesquels il fut solennellement déposé, et le duc de Lancastre élevé à sa place sous le nom de Henri IV. De là l'origine de la querelle qui dura si long-temps entre la maison d'York et celle de Lancastre, querelle qui inonda de sang le royaume, mais qui contribua enfin à établir et à confirmer la constitution.

Après la déposition de Richard, le comte de Northumberland fit une motion à la chambre des pairs, relativement au traitement que l'on devait accorder au monarque déchu. Le parlement répondit qu'il devait être gardé étroitement dans quelque place sûre, où ses partisans ne pourraient tenter de le secourir, ce qui fut exécuté rigoureusement ;

mais l'existence de cet infortuné prince empêchait l'usurpateur de jouir d'aucune tranquillité, et quelques conspirations, ainsi que différentes commotions qui eurent lieu, forcèrent Henri de Lancastre à désirer la mort de Richard.

En conséquence, l'un de ces farouches assassins toujours prêts à commettre par intérêt le plus horrible des crimes, se rendit au château de Pontefract où Richard était captif, et suivi de huit complices, il s'introduisit dans son appartement. Le roi, prévoyant que leur dessein était de le faire mourir, résolut de vendre sa vie aussi chèrement que possible. Il se précipita donc sur l'un des meurtriers, et lui ayant arraché sa hache d'armes, il étendit quatre de ses assassins à ses pieds; mais vaincu par le nombre, il fut frappé mortellement d'un coup de hache. Quelques historiens prétendent qu'il mourut de faim dans sa prison.

Ainsi périt ce malheureux prince, dans sa trente-quatrième année et la vingt-troisième de son règne. Quelque blâmable qu'ait été sa conduite, son châtiment a surpassé ses fautes. Il ne laissa ni enfants légitimes, ni enfants naturels.

Ce fut sous ce règne que Jean Wicliffe¹, prêtre séculier élevé à Oxford, commença à propager une doctrine nouvelle. Il est le premier qui ait eu assez de pénétration pour reconnaître les erreurs de l'église romaine, et assez de courage pour tenter une réformation religieuse. Il niait la doctrine de la présence réelle, la suprématie de l'église et le mérite prétendu de la vie monastique. Il soutenait que l'écriture sainte était la seule règle de la foi; que l'église était dépendante de l'état; que le clergé ne devait posséder aucuns biens temporels, et que les nombreuses cérémonies du culte étaient nuisibles à la véritable piété. La plus grande partie de sa doctrine était si remplie de sagesse, que la postérité l'a jugée digne d'être confirmée, et si Wicliffe ne fut pas le réformateur de la religion, c'est que les esprits n'étaient pas encore assez éclairés à cette époque pour comprendre les vérités qu'il s'efforçait de répandre.

Le clergé, comme on peut le penser, ne manqua pas de se récrier avec fureur contre les principes de Wicliffe; mais comme sa doctrine était favorisée par la haute classe des laïcs, il trouva protection contre

¹ Wiclof ou Wicliffe, ou Jean de Wicliffe, ainsi nommé parce qu'il naquit à Wicliffe dans le comté d'York, vers l'an 1329.

l'indignation des prêtres. Joan de Gand fut son partisan et son ami le plus dévoué, et lorsqu'il fut sommé de comparaitre devant l'évêque de Londres, ce seigneur l'accompagna à la cour, et le défendit contre le ressentiment du clergé et la fureur de la populace.

Avec le temps cependant, il eut la satisfaction de voir le peuple, qui s'était d'abord si fortement prononcé contre lui, se déclarer entièrement en sa faveur, et quelque souvent il fut cité à comparaitre devant les prélats, l'estime dont il jouissait parmi les hautes et basses classes des laïcs eut toujours le pouvoir de le mettre à l'abri de toute injure. Tout le temps qu'il vécut, il continua à combattre le crédit du clergé, tant par ses sermons que par ses écrits. Il mourut enfin d'une paralysie dans l'année 1384, à son rectorat de Lutterworth, dans le comté de Leicester. On pense bien que le clergé ne manqua pas de représenter cette mort comme un juste châtiment du ciel, à cause de son hérésie et de ses impiétés sans nombre.



CHAPITRE III.

HENRI IV.

De l'année 1399 à l'année 1413.

Les précautions et les nombreuses formalités servent souvent à cacher la méfiance et l'injustice. Henri IV, dans l'impossibilité de se dissimuler la faiblesse de ses droits au trône, voulut au moins donner à son couronnement toute la solennité possible, et couvrir son usurpation du manteau de la religion. On trouva moyen de se procurer une certaine huile que l'on prétendait avoir été donnée par la vierge Marie à Thomas Becket dans son exil. La fiole qui contenait cette précieuse liqueur était tombée entre les mains d'un ermite, qui l'avait remise au premier duc de Lancastre, en l'assurant que tous les rois qui seraient sacrés avec cette huile sainte deviendraient les sincères champions de l'Eglise. Henri, après avoir découvert cette ampoule parmi les bijoux de Richard, se fit sacrer dans toutes les formes, et déclara que le feu roi ayant résigné le trône en sa faveur, il y montait par droit de conquête, et comme le descendant le plus direct de Henri III, roi d'Angleterre. Telles furent les formalités employées pour cacher les vues ambitieuses et les craintes personnelles de Henri; car le descendant de la maison de Mortimer, qui, sous le règne précédent, avait été déclaré, en plein parlement, véritable héritier de la couronne, vivait encore, et quoiqu'il ne fût âgé que de sept ans, Henri le retenait avec son plus jeune frère dans une honorable captivité, au château de Windsor.

Mais malgré toutes ces mesures pour assurer sa tranquillité, Henri s'aperçut bientôt que la couronne d'un usurpateur cache sous son brillant éclat de cruelles épines. A la première session du parlement, il s'éleva des querelles si violentes entre les barons, que quarante défis furent donnés et reçus, et quarante gantelets jetés pour gage de combat. Tous les efforts du roi ne purent apaiser ces dissensions, et, quelque considération qu'il affectât pour chacun en cette circonstance, l'animosité s'accrut rapidement, l'esprit de révolte gagna la noblesse, et une conspiration fut tramée pour s'emparer de Henri qui habitait Windsor, et remettre sur le trône le roi Richard, que l'on croyait encore vivant.

Les chefs de ce complot étaient les comtes de Rutland, de Kent, de Huntingdon et lord Spenser, qui tous quatre avaient été dépouillés, par Henri, des titres dont le feu roi les avait honorés.

Le plan de leur conspiration fut rédigé par écrit, et chacun des confédérés en eut une copie signée de tous. Le duc d'Aumerle, l'un des complices, en se mettant un jour à table chez le duc d'Yorck, son père, eut le malheur de laisser tomber ce papier de son sein. Le duc le ramassa, en prit secrètement connaissance; découvrant, à sa grande surprise, ce qui se tramait, il se détermina sur-le-champ à tout découvrir au roi. Il monta de suite à cheval pour se rendre, avec toute la diligence possible, à Windsor où la cour résidait en ce moment. Mais le duc d'Aumerle qui s'était promptement aperçu de la perte qu'il avait faite, et qui avait soupçonné le motif du départ subit de son père, prit la résolution d'empêcher, s'il lui était possible, qu'il pût parvenir jusqu'au roi avant lui. Il se hâta donc de se rendre à Windsor, par un chemin beaucoup plus court; il arriva avant le duc d'Yorck, dévoila tout au monarque et obtint sa grâce. Son père, qui survint peu de temps après, remit à Henri le fatal papier qui contenait les noms de tous les conspirateurs. — An de J.-C. 1400.

Tandis que le roi s'occupait de détourner l'orage dont il était menacé, les conspirateurs voyant leurs espérances évanouies, eurent recours à un autre moyen. Ils revêtirent un des chapelains¹ du feu roi des ornemens de la royauté, et le présentèrent comme le monarque déposé qu'ils avaient arraché de sa prison et qu'ils voulaient replacer sur le trône. Le peuple ému de compassion à l'aspect de la

¹ Nommé Maudelin.

majesté royale ainsi malheureuse et avilie, sentit renaitre tout son attachement pour son ancien roi, et de tous côtés on se réunit en foule sous la bannière des confédérés. Leur armée, devenue bientôt considérable, campa près de Cirencester; les chefs prirent leurs quartiers principaux dans l'intérieur de la ville, mais avec si peu de précaution ou si peu d'expérience, qu'ils négligèrent de placer des gardes aux portes et aux avenues; cette imprudence fut promptement remarquée du maire de la ville, qui était dévoué aux intérêts de Henri IV; en conséquence, la nuit suivante fut mise à profit, et quatre cents hommes s'emparèrent des portes; après quoi, ils attaquèrent les chefs des rebelles.

Les comtes de Kent et de Salisbury furent pris malgré une résistance opiniâtre, et eurent la tête tranchée sur-le-champ, par les ordres du maire. Les comtes de Huntingdon et lord Spenser s'échappèrent par le toit d'une maison, et regagnèrent leur camp dans l'espoir de revenir attaquer la ville avec toutes leurs forces; mais en arrivant sous les tentes, ils eurent la mortification de les voir abandonnées, ainsi que tout le bagage, par les soldats qui, à la nouvelle du tumulte qui venait d'avoir lieu dans la ville, avaient présumé qu'une partie de l'armée royale y était entrée secrètement pour la secourir, et convaincus, d'après cette conjecture, que leur perte était inévitable, ils s'étaient hâtés de prendre la fuite.

Les deux lords, privés de tout espoir de succès, ne songèrent plus qu'à se cacher; mais ils ne tardèrent pas à être arrêtés, et perdirent la tête sur l'échafaud, par ordre de Henri¹. Leur mort fut bientôt suivie de celle de sir Thomas Blount et de sir Benedict Saly. Lorsqu'on apporta à Londres les cadavres de ces infortunés, dix-huit évêques et trente-deux abbés mitrés eurent l'indignité de se joindre à la populace, pour insulter à leurs restes et donner les signes de joie les plus indécents. On vit, dans cette procession révoltante, le comte de Rutland porter en triomphe la tête de son beau-frère, lord Spenser, qu'il avait trahi.

¹ Si l'on compare cette époque avec celle du règne de Jean sans Terre, on trouvera un grand changement dans la manière dont on traitait les barons. Sous Jean, on vit des révoltes fréquentes, et les seigneurs pris les armes à la main obtinrent presque toujours leur pardon; dans les siècles suivants, ils éprouvèrent toute la rigueur des lois portées contre la rébellion. Ce fait seul démontre combien le pouvoir des barons déclina dans le court espace de deux siècles. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Cet homme infâme était habitué depuis long-temps au meurtre et à la perfidie. Pour plaire à Richard, il avait consenti à être l'instrument de la mort violente du duc de Gloucester; tour à tour il avait abandonné la fortune chancelante de ce monarque pour se joindre à Henri, et il avait conspiré contre ce dernier, après lui avoir juré fidélité; maintenant il trahissait les complices qu'il avait entraînés dans cette entreprise criminelle, et il n'avait pas honte de donner publiquement des marques indécentes de son exécration lâcheté.

Mais la défaite de quelques rebelles ne suffisait pas pour ramener la tranquillité dans un royaume menacé d'une invasion étrangère et déchiré par des guerres intestines. Le roi de France avait fait un armement considérable dans le dessein d'envahir l'Angleterre; mais ce projet avait fait place à une trêve de vingt-huit ans, conclue peu de temps après; et par laquelle il fut convenu que la reine Isabelle, qui avait été mariée à Richard, mais dont le mariage n'avait pas été consommé, retournerait en France, sa patrie. Les Écossais, à leur tour, renouvellèrent leur ancienne querelle, et tandis que l'armée anglaise se dirigeait vers le nord pour repousser les incursions des Gallois qui avaient à leur tête Owen-Glendour, ils attaquèrent le royaume d'un côté où ils étaient certains qu'il n'y avait aucune défense. Il y eut de part et d'autre plusieurs petits avantages remportés, et beaucoup de dévastations commises. C'est de ce moment que le nom d'Owen-Glendour devint célèbre parmi ses compatriotes; mais comme ses conquêtes ne procurèrent à son pays aucun résultat durable, et que ses nombreuses victoires ne lui valurent qu'une brillante réputation seulement, elles sont à peine dignes de tenir place dans l'histoire. Il suffira de dire que quelles que furent les pertes que l'honneur anglais eut à supporter de la part des Gallois, les avantages remportés sur les Écossais en furent une ample compensation. Les Gallois conservèrent le terrain, même après la capture de leur chef Glendour, tandis que les Écossais prirent la fuite devant les Anglais, et ne voulurent ni se soumettre ni leur livrer bataille.

Dans une escarmouche qui eut lieu entre les Écossais et les Anglais, — An de J.-C. 1402 — Archibald, comte de Douglas, et plusieurs nobles écossais furent faits prisonniers, par le comte Northumberland, et conduits au château d'Alnwick. Cette capture, considérée d'abord comme un succès avantageux, fut bientôt suivie de conséquences fatales aux vainqueurs. Lorsque Henri reçut la nouvelle de la victoire,

il envoya au comte l'ordre de ne pas traiter de la rançon de ses prisonniers, dans l'intention de faire des conditions plus dures lorsqu'il serait question de faire la paix avec l'Écosse.

Cet ordre irrita vivement le comte de Northumberland qui, d'après les lois de la guerre, toutes puissantes à cette époque, avait un droit sur la rançon de ceux qu'il avait pris pendant la bataille. Son ressentiment s'enflamma d'autant plus, qu'il regardait le roi comme son débiteur, d'après les services qu'il lui avait rendus pour lui assurer la couronne, et il est certain que les obligations que Henri lui avait, étaient de nature à produire l'ingratitude d'un côté et le mécontentement de l'autre. Le prince devint naturellement jaloux de celui qui avait eu assez de pouvoir pour l'élever au trône, et le comte crut que, dès ce moment, toutes les faveurs de la couronne lui étaient dues. Ce n'est pas que Henri ne l'eût comblé des plus grands honneurs : il l'avait fait connétable du royaume, et lui avait accordé encore d'autres emplois considérables ; mais rien ne pouvait satisfaire l'ambition de ce seigneur, dont les désirs étaient insatiables.

Piqué de ce qu'il regardait comme une injure du roi, il résolut tout-à-coup de briser l'idole qu'il avait été le premier à encenser.

Une conspiration fut promptement formée, dans laquelle les Écossais et les Gallois s'empressèrent d'entrer, et il fut convenu qu'ils aideraient Northumberland à placer sur le trône Mortimer, véritable héritier de la couronne d'Angleterre.

Mais au moment où, toutes les mesures prises, il était question d'agir, le comte, à sa grande mortification, se trouva dans l'impossibilité de conduire sa troupe, étant tombé subitement malade à Berwick. — An de J.-C. 1403 — Cependant il fut dignement remplacé par son fils, Harry Percy, surnommé Hotspur, qui se mit à la tête des troupes et les conduisit vers Shrewsbury, afin de réunir ses forces à celles de Glendour qui, quelque temps auparavant, avait été échangé, et qui s'avancait avec les siens dans le Shropshire.

Lorsque les deux armées furent réunies, les insurgés publièrent un manifeste qui contenait tous leurs griefs réels et prétendus. Henri, qui n'avait nullement entendu parler de leur projet, fut extrêmement surpris en apprenant cette rébellion ; mais la fortune semblait vouloir le favoriser : il avait mis sur pied, heureusement pour lui, une petite armée qu'il avait l'intention d'envoyer contre les Écossais ; certain de l'importance qu'il y avait à se hâter avec des ennemis aussi actifs, il

se rendit précipitamment à Shrewsbury pour livrer bataille aux rebelles.

Les deux partis cherchèrent d'abord à dissimuler leur conduite sous le désir apparent d'une conciliation ; mais lorsqu'ils en vinrent à des demandes mutuelles, il ne s'agit plus alors que de reproches et de récriminations : d'un côté l'on objectait la rébellion et l'ingratitude, de l'autre, la tyrannie et l'usurpation. Les deux armées étaient presque de force égale, composées chacune de douze mille hommes environ ; l'animosité était réciproque et portée au plus haut point, et ni prudence ni talent militaire ne pouvaient faire prévoir de quel côté la victoire se prononcerait. On livra une bataille sanglante, dans laquelle les généraux des deux partis donnèrent des preuves de la plus grande bravoure. Henri se montrait partout, aux postes les plus dangereux. Son fils, qui depuis remporta tant de victoires en France, combattait à ses côtés ; blessé au visage par une flèche, il eut le courage de rester sur le champ de bataille, et fit encore, malgré ses souffrances, des prodiges de valeur.

De l'autre côté, l'infatigable Hotspur soutenait cette brillante renommée qu'il avait acquise dans plusieurs guerres sanglantes, et partant il cherchait le roi comme l'objet le plus digne de sa valeur et de son ressentiment. Mais la mort qu'il reçut bientôt d'une main inconnue, décida la victoire ; la fortune de Henri triompha.

On prétend que dans cette journée affreuse, deux mille trois cents gentilshommes furent tués, et environ six mille soldats, dont les deux tiers étaient de l'armée d'Hotspur. Cependant, Northumberland, qui avait eu le temps de se rétablir, s'avancait avec un corps de troupes, et se hâtait de venir renforcer l'armée des insurgés et reprendre le commandement général ; mais à la triste nouvelle de la mort de son fils, il licencia ses troupes, n'osant se présenter sur le champ de bataille avec si peu de forces, et quand l'armée royale, bien supérieure à la sienne, était encore toute transportée de sa victoire récente.

Il songea alors à sa propre sûreté et chercha à fuir ; mais vivement pressé par ceux qui étaient à sa poursuite, et se voyant dépourvu de toute ressource, il se détermina à recourir à la miséricorde du roi, plutôt que de se vouer à une misérable vie traînée dans l'exil. Lorsqu'il se présenta à Yorck devant Henri, il lui protesta que sa seule intention en prenant les armes, avait été d'amener une médiation entre les deux partis. Cette excuse, malgré sa faiblesse et son pen de

vraisemblance, parut satisfaire le roi qui, sans doute, le jugeant assez puni par la mort de son fils chéri et la perte de son armée, consentit à lui pardonner sa révolte.

Mais l'extinction de l'une semblait être le signal d'une autre; l'archevêque d'Yorck, qui avait été promu sous le règne précédent, entra bientôt dans une autre conspiration avec le comte Nottingham et ce même comte de Northumberland qui venait d'éprouver la clémence royale. Leur projet était encore de détrôner le roi et de mettre le jeune Mortimer à sa place. Si les forces de ces rebelles s'étaient trouvées réunies à celles qui venaient d'être tout récemment dispersées et qu'elles eussent agi de concert, il est probable qu'elles eussent vaincu les troupes du roi. Mais les nouveaux confédérés commencèrent leurs opérations au moment où les derniers rebelles venaient d'être défaits, et leurs efforts ne furent suivis d'aucun succès. Cependant ils tinrent la campagne et publièrent un manifeste dans lequel ils reprochaient à Henri son usurpation, sa tyrannie et le meurtre du feu roi. Ils demandaient ensuite que la ligne directe fût rétablie sur le trône, et que tous les vices du gouvernement fussent corrigés.

Le comte de Westmoreland, qu'on avait envoyé à leur rencontre à la tête d'une armée inférieure en nombre, demanda une conférence qu'il obtint de suite. On se rencontra à Skipton, dans le comté d'Yorck, et quand les deux armées furent en présence, l'archevêque se plaignit hautement des injures que recevait chaque jour la nation, et de celles qu'il avait reçues lui-même.

Non seulement le comte de Westmoreland reconnut la justice de ses remontrances et de ses réclamations, mais encore il le supplia de proposer lui-même un moyen de remédier à tous ces maux, et lui accorda tout ce qu'il demanda. Les stipulations une fois faites, il engagea les confédérés, puisque désormais ils n'avaient plus rien à demander ni à craindre, à congédier leurs troupes et à se fier à son honneur pour le soin du reste; ses manières douces, ses promesses spécieuses les trompèrent et les entraînèrent à leur ruine. Les insurgés consentirent sur-le-champ à éloigner leurs troupes, tandis que le comte donna des ordres en secret pour que son armée ne s'éloignât qu'à une certaine distance et se tint prête au moindre signal.

Dès qu'il les vit hors d'état de se défendre, il s'empara de l'archevêque et du comte de Nottingham qu'il envoya au roi. Ce fut pour la forme, sans doute, que l'on fit un procès régulier à des hommes dont

le sort était arrêté d'avance. L'archevêque d'Yorck est le premier prélat qui fut décapité en Angleterre. Le comte de Nottingham eut le même destin. Le comte de Northumberland courut se réfugier en Écosse; mais trois ans après il fut tué dans une incursion qu'il fit en Angleterre, par sir Thomas Rokeby, shérif du comté d'Yorck.

De si grands avantages semblaient promettre quelques instants de repos à un royaume depuis si long-temps déchiré par les factions, et toujours menacé d'invasions étrangères. Mais une nouvelle calamité s'annonça bientôt, et quoique peu redoutable dans l'origine, elle se développa si rapidement, qu'elle amena dans la suite les conséquences les plus terribles. A mesure que la doctrine de Wickliffe s'était propagée, elle avait acquis un si grand nombre de partisans, que le clergé effrayé commença à trembler pour son influence. Aussi s'efforça-t-il de mettre dans ses intérêts le roi qui, plus d'une fois déjà, s'était déclaré en faveur des opinions nouvelles.

Mais Henri, trop certain actuellement de la faiblesse de ses droits à la couronne, résolut d'employer tous les moyens qui seraient en son pouvoir pour les fortifier; il sentit que l'opinion du clergé pouvait être pour lui d'un grand poids, et il ne jugea pas à propos de la dédaigner. Il parut en conséquence écouter favorablement ses plaintes, et il chercha une occasion pour engager son parlement à veiller au salut de l'Église, qu'il assura être en danger. Quelque répugnance que la chambre des communes éprouvât à poursuivre une secte dont le seul crime n'était tout au plus que l'erreur, la puissance de la cour et les cabales du clergé finirent par obtenir un acte qui condamnait à l'avenir tous les hérétiques opiniâtres à être brûlés. Cette loi ne fut pas plus tôt passée, que le clergé résolut de la faire exécuter avec toute la rigueur possible, afin de faire voir qu'elle ne devait pas être regardée comme un vain épouvantail. William Sawtre, disciple de Wickliffe et recteur de Saint-Osithe à Londres, ayant été condamné comme hérétique, par un conseil rassemblée à Cantorbéry, fut livré au lord maire de Londres, pour être brûlé vif, en vertu de l'ordre émané du roi. Cet infortuné est le premier qui subit la peine de mort en Angleterre, pour cause de religion.

Ces feux redoutables, une fois allumés, ne devaient pas s'éteindre de sitôt, car le clergé avait le pouvoir de les alimenter. Il prévint facilement que le droit de brûler ceux qui se déclareraient contre son autorité rendrait plus grand que jamais le pouvoir temporel qu'il avait

possédé quelques siècles auparavant, et il ne se trompa pas dans cette conjecture. Les ecclésiastiques reprirent donc toute leur ancienne puissance; mais ils l'établirent alors sur des principes différents, et ils fondèrent sur les terreurs et la superstition, l'empire que, du temps des Saxons, ils avaient fondé sur l'amour et la confiance.

Les moyens employés par Henri IV avaient apaisé pour quelque temps tous les troubles qui venaient d'agiter le royaume; le roi s'empressa en conséquence de profiter du calme actuel, pour regagner la popularité qu'il avait perdue par les rigueurs exercées au commencement de son règne. C'est pour cette raison qu'il permit souvent à la chambre des communes d'usurper un pouvoir dont elle n'avait jamais joui sous les rois précédents. Lorsque, dans la sixième année de ce règne, les communes accordèrent un subside au roi, elles nommèrent, de leur propre autorité, des trésoriers pour veiller à l'emploi de cet argent, et en rendre compte à la chambre. Elles proposèrent trente articles importants, relatifs au gouvernement de la maison du roi. Enfin la chambre n'avait jamais usé de sa liberté et de ses privilèges autant que sous ce règne.

Mais tandis que le roi faisait des efforts superflus pour recouvrer la confiance du peuple, qu'il avait perdue depuis qu'il était sur le trône, son fils Henri, prince de Galles, semblait se plaire à mériter l'aversion populaire. Il se faisait remarquer par des débauches de toute espèce, et n'aimait à être entouré que de misérables qui, ayant pour chef le prince lui-même, mettaient un orgueil extrême à l'entraîner aux actions les plus dissolues et les plus blâmables. Le roi s'affligeait de voir son fils dégénérer ainsi, et oublier la dignité de son rang, malgré les preuves répétées qu'il avait données d'abord de sa valeur et de sa générosité. Il se livrait à de tels excès, que l'un de ses compagnons de débauche, conduit un jour pour quelque crime en présence de sir William Gascoigne, chef de la justice du ban du roi, le prince irrité de de l'issue du procès, se leva et frappa le juge en pleine cour. Le vénérable magistrat, pénétré du respect que l'on devait à son caractère, se conduisit avec toute la dignité convenable à sa charge; il ordonna que, sur-le-champ, le prince fût conduit en prison.

Lorsqu'on rapporta cet événement au roi, qui lui-même avait un jugement excellent et un grand fonds de justice et d'impartialité, il s'écria : « Heureux est le souverain qui a un magistrat assez courageux » pour appliquer les lois à un pareil coupable ! mais plus heureux

« encore est le souverain dont le fils est disposé à se soumettre à un pareil châti ment. » Ce fait est le premier exemple d'un magistrat remplissant ; à la rigueur, les devoirs de la justice et opposant les lois à la puissance souveraine ; et dans une foule d'autres occasions semblables, les juges ne se sont jamais montrés que les ministres des caprices du maître.

Henri, dont la santé déclinait rapidement depuis quelques années, s'approchait de sa fin. Il était sujet à des évanouissements qui l'affaiblissaient de plus en plus et épuisaient sa vie ; à mesure qu'il la sentait s'éteindre en lui, la crainte de perdre sa couronne redoublait tellement, qu'il donnait quelquefois des marques ridicules d'inquiétude. Il ne pouvait, par exemple, se déterminer à dormir, à moins que le diadème ne fût placé sous son oreiller. Il fit le vœu de prendre la croix et d'aller à Jérusalem combattre les Infidèles ; il fit même part de son projet, en plein conseil, et demanda aux membres de l'assemblée leur avis sur son voyage projeté ; mais le mauvais état de sa santé augmentait considérablement, il fut forcé de renoncer à ce dessein et de songer à un voyage d'une beaucoup plus grande importance. — An de J.-C. 1413.

Un jour qu'il était plongé dans une de ses faiblesses, le prince de Galles entra dans son appartement et s'empara de la couronne qu'il emporta. Lorsque le roi eut repris ses sens, il demanda, d'un air inquiet, ce qu'elle était devenue. En apprenant que le prince de Galles l'avait emportée : « Quoi ! s'écria-t-il, veut-il donc me ravir mes droits avant ma mort ? » Le prince rentra dans ce moment, et rassura son père, en lui disant qu'il n'avait jamais eu une semblable intention, et il remit la couronne où il l'avait prise.

Mais le roi tomba de nouveau dans un profond évanouissement, en remplissant ses devoirs de dévotion devant la châsse de saint Édouard le Confesseur, à l'abbaye de Westminster. On le transporta ainsi dans la chambre de Jérusalem. Lorsqu'il eut repris ses sens, il parut surpris de se trouver dans ce lieu qu'il ne connaissait pas, et demanda le nom de l'appartement. Au nom de la chambre de Jérusalem, il s'écria que la prédiction qui lui avait été faite autrefois, qu'il mourrait à Jérusalem, se trouvait accomplie en ce moment. Après avoir dit ces paroles, il recommanda son âme à son Créateur, et peu de temps après il rendit le dernier soupir. Il était dans sa quarante-septième année et dans la quatorzième de son règne.

Le caractère de ce monarque est digne, d'un côté, d'une juste admiration; de l'autre il doit exciter l'indignation et la haine; tant qu'il vécut dans la vie privée, il fut vaillant, prudent, prévoyant et sage; mille vertus l'honorèrent. Ses défauts ne se développèrent qu'au moment où l'ambition lui fit élever ses regards jusqu'au trône : alors il se montra injuste, cruel, sombre, tyrannique; ce règne, cependant, contribua sous beaucoup de rapports à assurer le bonheur du peuple; mais, une chose certaine, c'est que ce fut continuellement aux dépens du sien propre, et jamais il n'atteignit ce degré de félicité qu'il avait espéré trouver sur le trône.

Il eut deux femmes, la première, qui fut Marie de Bohun, lui donna quatre fils : Henri, qui lui succéda; Thomas, duc de Clarence; Jean, duc de Bedford; Humphrey, duc de Gloucester. Il eut aussi deux filles. Sa seconde femme ne lui laissa point d'enfants.



CHAPITRE XVIII.

HENRI V.

De l'année 1413 à l'année 1422.

La mort de Henri IV causa peu de regrets parmi des sujets auxquels il avait inspiré plus de crainte que d'amour ; les réjouissances qui furent faites pour l'avènement de son fils, malgré ses nombreuses extravagances, furent éclatantes et sincères. Ce prince, au milieu de ses folles et de ses débauches, avait souvent donné des preuves des sentiments les plus nobles, et s'il n'avait pas offert dans sa conduite l'exemple des vertus, du moins il leur avait donné constamment des témoignages de respect.

Ce fut principalement son courage qui sut lui attirer l'affection et l'admiration du peuple. Tous les devoirs de l'homme se réduisaient, à cette époque, aux occupations de la guerre et aux pratiques d'une dévotion superstitieuse, et dans ce siècle d'ignorance, on n'admirait l'héroïsme que lorsqu'il se rattachait à l'une de ces deux choses.

Les premières actions du jeune roi confirmèrent les espérances favorables qu'il avait fait concevoir : il fit venir en sa présence ses anciens compagnons de débauche, et après leur avoir appris l'intention où il était de réformer sa conduite, il les exhorta à suivre son exemple, et leur ordonna de s'éloigner de la cour, non sans leur avoir accordé cependant des moyens de subsistance et des promesses d'avancement, si leur conduite future les rendait dignes de sa protection. Les fidèles ministres de son père tremblèrent d'abord en songeant à la rigueur

scrupuleuse avec laquelle ils avaient rempli leurs devoirs à son égard. Mais à leur grande surprise et leur extrême joie, le jeune monarque leur accorda son amitié et sa confiance. Sir William Gascolgne, qui craignait le plus de lui être odieux, reçut des félicitations au lieu des reproches auxquels il s'attendait, et fut agréablement surpris d'entendre le roi l'exhorter à persévérer dans sa conduite irréprochable, et à remplir toujours avec la même impartialité les devoirs sévères de la justice.

Henri parut disposé à réparer non seulement ses propres terreurs, mais celles du règne précédent. Il témoigna la plus profonde douleur pour le sort de l'infortuné Richard, et ordonna qu'on lui fit des obsèques dignes de son rang. Il mit tous ses soins à ensevelir dans l'oubli toutes les querelles élevées par l'esprit de parti, il ne se prononça en faveur d'aucun, et tous les hommes justes et bons lui devinrent également chers. Les hommes exagérés, et ceux dont le caractère était enclin à la haine et à la vengeance éprouvèrent seuls les effets de sa rigueur, et ils s'efforcèrent vainement d'effacer par une conduite loyale en apparence leur conduite vicieuse.

Les conseils et l'exemple du jeune prince devinrent un encouragement puissant à la vertu. Toutes les opinions se concilièrent enfin, tous les partis, si désunis jusqu'alors, s'attachèrent avec une ardeur égale à la cause d'un monarque juste, dont les qualités brillantes firent promptement oublier la faiblesse de ses titres à la couronne.

Les Anglais étaient donc heureux sous le gouvernement de leur nouveau roi, mais il n'est pas toujours au pouvoir de l'homme de savoir s'élever au-dessus des préjugés du siècle où il est né, et de réprimer des abus que le temps seul peut apprendre à connaître. Les vices du clergé avaient attiré sur lui, depuis long-temps, le mépris et la haine du peuple; cependant ce corps n'en était pas moins déterminé à maintenir son ancienne puissance, non en adoptant une réforme dans sa conduite, mais en persécutant tous ceux qui se déclaraient contre l'autorité de l'Église.

L'hérésie de Wickliffe ou le lollardisme, ainsi qu'on l'appelait, se répandait chaque jour davantage, et recevait un nouvel éclat de la protection et des sermons de sir John Oldcastle, baron de Cobham, ancien serviteur du roi, et qui jouissait de la plus haute faveur. Son caractère respectable et ses vertus tant civiles que militaires, avaient attiré sur lui l'attention d'Arundel, archevêque de Cantorbéry, qui l'avait jugé digne de servir de victime à la vengeance ecclésiastique.

Il s'adressa donc au roi pour obtenir la permission de dénoncer lord Cobham comme un impie, conpable de l'hérésie la plus criminelle. Mais le cœur noble et généreux de Henri répugnait à employer un moyen de conversion aussi sanguinaire, et il voulut essayer d'abord ce que la raison et la persuasion pouvaient produire sur le chef téméraire de cette secte.

Il eut donc un entretien secret avec Cobham ; mais il trouva ce gentilhomme obstiné dans ses opinions et déterminé à faire le sacrifice de sa vie, plutôt que de renoncer à sa croyance. Le roi le voyant inébranlable, le livra alors à la fureur de ses ennemis. La persécution ne sert jamais qu'à propager l'erreur qu'elle a pour but de détruire et à lui donner plus de force et d'éclat. Le primat dénonça lord Cobham, et à l'aide de ses suffragants, le condamna, comme hérétique, à être brûlé vif. Cobham cependant trouva le moyen de s'échapper de la Tour, avant le jour désigné pour son exécution : il rejoignit secrètement son parti, et après avoir excité le zèle de ses partisans, il les conduisit à Londres dans l'intention de tirer vengeance de ses ennemis. — An de J. - C. 1414 — Mais le roi, informé de ses projets, ordonna que les portes de la ville fussent fermées, et suivi de sa garde, il se rendit, pendant la nuit, dans Saint-Giles'sfields, et s'empara des conspirateurs qui se hâtaient d'arriver de tous côtés au rendez-vous désigné. Quelques-uns d'entre eux furent exécutés ; le plus grand nombre fut admis en grâce. Cobham lui-même trouva moyen de s'échapper et de se tenir caché pendant quelque temps ; mais arrêté de nouveau, quatre ans après, il paya de sa vie son obstination et sa témérité. On lui fit subir des tourments que la cruauté humaine n'avait pas encore inventés jusqu'alors, et que les crimes les plus énormes auraient à peine mérités. On le pendit par le milieu du corps avec une chaîne, au-dessus d'un brasier, et il fut brûlé ainsi à petit feu.

Des spectacles de cette nature étaient faits pour exciter l'horreur et l'aversion, non seulement contre le clergé, mais contre le gouvernement lui-même. Henri, pour détourner l'esprit de ses sujets de scènes aussi hideuses, se détermina à saisir l'occasion que lui offraient les troubles où la France était plongée à cette époque ; il suivit les derniers avis de son père, qui lui avait conseillé en mourant d'occuper ses sujets à des expéditions étrangères, afin d'ôter par-là aux esprits turbulents de son royaume, le moyen et le temps d'exciter de dangereuses

Insurrections. Charles VI, roi de France, était sujet à de fréquents accès de démence qui le mettaient dans l'impossibilité totale de gouverner son royaume, livré qu'il était, dans ces tristes moments, à l'ambition de ses vassaux et de ses courtisans, dont la force s'augmentait en raison de la faiblesse de leur souverain. Deux concurrents se disputaient l'administration des affaires : Louis, duc d'Orléans, frère du roi, et Jean, duc de Bourgogne, son cousin-germain. La reine Isabelle avait aussi un parti, et le roi, dans ses moments lucides, s'efforçait vainement d'en former lui-même un autre qui pût se déclarer en sa faveur. Chacune de ces factions, lorsqu'elle parvenait à triompher, sétrissait les vaincus du nom de traîtres, et les gibets étaient occupés tour à tour par les accusés et les accusateurs.

Henri jugea donc cette circonstance favorable pour recouvrer les possessions françaises qui avaient été autrefois accordées par des traités antérieurs à l'Angleterre. Mais pour donner préalablement à cette expédition quelque apparence de justice, il envoya des ambassadeurs à Paris, chargés d'offrir une paix perpétuelle et une alliance avec l'Angleterre, à condition qu'il rentrerait dans toutes les possessions qui avaient été enlevées à la couronne sous les règnes précédents, et qu'il épouserait Catherine, fille du roi de France, à laquelle on donnerait une dot convenable.

Quoique la cour de France fût extrêmement opposée à la guerre à cette époque, elle ne pouvait cependant consentir à des demandes exorbitantes, que Henri ne faisait probablement que dans l'espoir d'essuyer un refus, dont en effet, il ne fut pas plus tôt certain, qu'il fit équiper une flotte et une armée considérable à Southampton. Après avoir invité, par de brillantes espérances de conquêtes, tous les guerriers de l'Angleterre à le suivre, il mit en mer, et aborda à Harfleur à la tête de six mille hommes d'armes, et de vingt-quatre mille hommes d'infanterie, dont la plupart étaient archers.

An de J. - C. 1415. — Les premières opérations commencèrent par le siège de cette place qui, après une attaque vigoureuse, se détermina à capituler, et promit de se rendre à une époque désignée, si elle n'obtenait pas du secours avant ce temps. Le jour fixé arriva sans qu'aucun renfort parût; mais les assiégés, sans aucun égard pour les engagements qu'ils avaient pris, résolurent de se défendre encore. Henri alors ordonna une attaque générale, prit la ville d'assaut, et en chassa la garnison ainsi que tous les habitants.

Le vainqueur, poursuivant son chemin, s'avancait dans un pays déjà désolé par les factions, et qu'il dévastait encore davantage. L'ennemi n'opposait qu'une faible résistance ; mais le climat fatal aux Anglais, y mit ordre ; la dysenterie s'empara des troupes de Henri, et son armée se trouva bientôt diminuée de moitié, tant par la mort de ceux que la maladie enleva, que par la faiblesse où elle réduisit ceux qui lui résistèrent. Dans cette triste situation, le roi eut recours à un expédient assez ordinaire dans ce siècle barbare, et qui était fait pour inspirer aux troupes plus de confiance que jamais en leur général. Il appela en combat singulier le dauphin qui commandait l'armée française, lui offrant de s'en remettre à l'issue de l'événement sur ses prétentions. Ce défi fut rejeté, et les Français, si divisés intérieurement, se réunirent tous à l'apparence du danger commun. Quatorze mille hommes d'armes et quarante mille hommes d'infanterie se rassemblèrent sous le commandement du connétable d'Albret qui les plaça de manière à assaillir les troupes affaiblies de Henri et à intercepter leur retour. Le roi d'Angleterre commença alors, mais trop tard, à se repentir de son invasion téméraire dans un pays où une maladie contagieuse et une armée puissante semblaient menacer partout les Anglais de leur destruction.

Il résolut de se retirer à Calais ; cette retraite cependant ne pouvait s'effectuer sans des dangers continuels qu'il ne se dissimulait pas. Mais s'efforçant d'inspirer à ses troupes de la patience et de la persévérance, il leur offrait, par sa conduite, l'exemple le plus éclatant du courage et de la résignation. Continuellement harassé dans sa marche par des partis volants de l'ennemi, il atteignit la Somme, qu'il essaya de traverser ; mais bientôt il aperçut de l'autre côté des troupes prêtes à s'opposer à son passage, et il fut obligé de revenir sur ses pas. Cependant il fut assez heureux pour surprendre un endroit près de Saint-Quentin, qui n'avait pas été suffisamment gardé, et il parvint à faire passer son armée.

Mais l'ennemi conservait encore l'espoir d'intercepter sa retraite, et lorsque Henri eut traversé la petite rivière de Ternois, à Blangi, il fut désagréablement surpris d'apercevoir d'une hauteur l'armée française rangée dans les plaines d'Azincourt, et campée de manière qu'il lui était impossible de poursuivre sa marche sans en venir à un engagement. Nulle situation n'était plus embarrassante que celle où il se trouvait alors : son armée était presque réduite à rien par la

maladie; les soldats, dépourvus de vivres, étaient abattus et découragés par les fatigues de leur retraite; les troupes de Henri enfin s'élevaient à peine à douze mille hommes, et c'était avec des forces aussi incomplètes qu'il devait soutenir le choc d'une armée six fois plus considérable, commandée par d'habiles généraux et abondamment pourvue de provisions. Cette inégalité humiliait autant les Anglais qu'elle augmentait le courage des Français qui concurent, dès ce moment, un tel espoir de succès, qu'ils commencèrent à traiter d'avance de la rançon de leurs prisonniers¹.

Henri, quelque certain de son danger extrême, n'omit aucune des mesures qui pouvaient empêcher sa défaite. Comme l'ennemi était d'une force bien supérieure à la sienne, il rangea sa petite armée sur un terrain étroit, situé entre deux bois qui flanquaient sa droite et sa gauche, et il attendit patiemment, dans cette position, l'attaque des Français. Le connétable de France était à la tête d'une armée, et Henri à la tête de l'autre, avec Edmond, duc d'York. Les deux armées s'observèrent quelque temps en silence; comme si elles eussent été également effrayées; ni l'une ni l'autre ne paraissait disposée à rompre ses rangs pour entamer le combat, ce que Henri remarquant, il s'écria avec ardeur : « Mes amis, puisqu'ils ne veulent pas commencer, c'est à nous à leur montrer l'exemple; marchez, et puisse le ciel nous accorder sa protection ! »

A ces mots, les Anglais s'élancèrent, en faisant retentir des cris d'enthousiasme, et les Français continuèrent à attendre leur approche d'un air intrépide. Les archers anglais, célèbres depuis long-temps par leur habileté, firent voler une nuée de flèches de trois pieds de longueur, qui produisirent un effet terrible. La cavalerie française s'avança pour les repousser; mais deux cents archers, qui s'étaient tenus cachés jusqu'à ce moment, parurent subitement, et avec leurs flèches, jetèrent la confusion parmi les rangs ennemis; ils profitèrent du désordre, se précipitèrent avec fureur, et tombèrent, l'épée à la

¹ Il y avait, en effet, dans l'armée française tout ce qui pouvait faire excuser cette confiance et espérer la victoire : c'était à la fois la supériorité du nombre, l'ardeur du patriotisme et tout l'enthousiasme de la valeur la plus chevaleresque; mais quatre choses devinrent funestes aux Français dans cette malheureuse journée : le désavantage de la position, le manque d'archers, l'inexpérience du connétable et le trop grand nombre de princes et seigneurs puissants dont la volonté et l'orgueil nuisirent à la discipline.

main, sur les Français. Les assaillants, affaiblis par la maladie, furent cependant repoussés d'abord; mais, déterminés à vaincre ou à mourir, ils fondirent sur l'ennemi avec tant d'impétuosité, que les Français furent forcés de reculer, et bientôt la valeur des Anglais acheva leur défaite. Dans le même moment, un corps de cavalerie anglaise, qui était resté caché dans un bois voisin, vint flanquer l'infanterie française, et un désordre général s'en suivit. A la première ligne ennemie, qui avait été mise en déroute, succéda la seconde ligne qui s'avança pour arrêter les progrès de la victoire. Henri mit pied à terre, se présenta à l'ennemi d'un air déterminé, et à la tête de ses troupes, il combattit à pied, encourageant les uns et secourant les autres.

Dix-huit cavaliers français, qui avaient résolu de le tuer ou de mourir, s'avancèrent vers lui, et l'un d'eux ayant frappé le roi de sa hache d'armes, tous tombèrent sur lui au même instant; il était sur le point de fléchir sous leurs coups, lorsque David Gam, vaillant Gallois, aidé de deux de ses compatriotes, accourut au secours du roi, força l'attention des assaillants à se diriger sur lui, et il les combattit avec une telle valeur, qu'il en fit tomber plusieurs à ses pieds. Le roi avait eu le temps de reprendre ses sens; des troupes fraîches arrivèrent à son secours, et les dix-huit cavaliers français furent tués. Henri, reconnaissant du service qu'il venait de recevoir de son généreux défenseur, l'arma chevalier sur le champ de bataille, ainsi que les Gallois qui avaient aidé si courageusement à le défendre.

Le combat s'était engagé de nouveau avec plus de chaleur que jamais; Henri redoublait d'ardeur, et les endroits les plus périlleux étaient ceux où on le voyait combattre. Son frère, qui était à ses côtés, frappé mortellement, vint tomber à ses pieds, et tandis que le roi était pieusement occupé à le secourir, il reçut lui-même un coup terrible qui le jeta sur ses genoux; mais il ne tarda pas à se relever fièrement et à se remettre à la tête de ses troupes. S'élançant alors avec fureur sur l'ennemi, il jeta partout la confusion et la terreur au point que les généraux français ne purent jamais déterminer leurs troupes à revenir à la charge. Le duc d'Alençon, témoin de leur fuite, résolut, par un coup désespéré, de recouvrer la fortune du jour ou de périr dans la tentative. Il courut sur Henri, en s'écriant qu'il était le duc d'Alençon, et lui déchargea un coup si violent sur la tête, qu'il fit voler une partie du casque du roi. Henri, qui n'avait pas eu le temps de parer le coup, le rendit avec fureur et jeta le duc à terre; les

troupes qui accoururent achevèrent de le tuer, et tous les efforts que le roi fit pour le sauver furent inutiles.

Dès ce moment, les Français furent vaincus de tous côtés : effrayés, ils se jetèrent à la hâte dans un passage si étroit, qu'ils ne purent ni fuir ni faire aucune résistance, et bientôt la terre fut couverte de morts.

Après la bataille, les Anglais eurent le loisir de faire des prisonniers : tandis qu'ils s'avançaient dans la plaine, ils aperçurent les restes de l'arrière-garde française qui semblait chercher à opposer encore quelque résistance ; ils entendirent en même temps derrière eux des cris d'alarme ; c'était un certain nombre de paysans armés qui étaient tombés sur les bagages des Anglais, et passaient au fil de l'épée ceux qui étaient chargés de les garder. Henri, entouré d'ennemis de tous côtés, redoutait quelque tentative de la part de ses prisonniers, dont le nombre excédait celui de son armée ; il jugea nécessaire alors de prendre un parti violent, en donnant l'ordre de les faire mourir ; mais informé bientôt de l'heureuse issue de la bataille, il arrêta le massacre assez tôt pour sauver encore un grand nombre de victimes¹.

Cet acte de rigueur, on pour mieux dire, d'atroce cruauté, a terni pour Henri toute la gloire de cette journée : cependant, sa conduite, en cette circonstance, doit être attribuée bien moins à un penchant à la cruauté qu'aux mœurs encore sauvages de cette époque, et l'on remarquera que l'héroïsme de ce siècle était toujours empreint de barbarie.

La bataille d'Azincourt fut fatale à la France, par la quantité de princes et de nobles qui furent tués ou faits prisonniers. Dans le nombre de ceux qui périrent, on compte le connétable de France, les deux frères du duc de Bourgogne, le duc de Bar et le comte de Marle ; un archevêque de Sens fut tué également les armes à la main. Le nombre des morts s'éleva, dit-on, à dix mille hommes, et comme la perte tomba principalement sur la cavalerie, on prétend que huit mille gentilshommes furent tués. Dans le nombre des prisonniers, qui se monta à quatorze mille hommes, les plus distingués furent les ducs d'Orléans et de Bourbon. Du côté des Anglais, la perte n'excéda pas

¹ Ce fut une horrible chose que de voir toute cette noblesse française égorgée de sang-froid et le visage de ces vaillants chevaliers couverts de sang et défiguré par les coups de hache dont les archers frappaient leur tête désarmée.

quatre-vingts hommes, ce qui est peu de chose, en comparant la perte à la victoire. Quelque grande qu'elle fût, elle n'eut pour l'Angleterre aucun résultat heureux. Après la bataille d'Azincourt, Henri continua sa retraite sans s'arrêter davantage, et emmena ses prisonniers à Calais, et de là en Angleterre, où le parlement, ébloui de l'éclat de sa victoire, consentit à lui accorder de nouveaux subsides, mais qui ne purent suffire aux dépenses de la campagne suivante.

Avec cet argent et de nouvelles levées, il s'embarqua à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes pour la Normandie, et se prépara — An de J.-C. 1417 — à frapper un coup décisif relativement à la couronne de France, sur laquelle les monarques anglais avaient des prétentions depuis long-temps. Le malheureux pays de France était alors dans la situation la plus déplorable; le royaume entier n'était qu'un vaste théâtre de crimes, de meurtres, d'injustices et de dévastations. Le duc d'Orléans avait été assassiné par le duc de Bourgogne, et le duc de Bourgogne, à son tour, était tombé sous le fer des assassins, par la trahison du dauphin. Le fils du duc de Bourgogne, brûlant du désir de venger son père, entra dans un traité secret avec l'Angleterre, et une ligue puissante fut formée à Arras, — An de J.-C. 1419 — entre Henri et le jeune duc de Bourgogne qui ne parut exiger du roi d'Angleterre que la promesse de venger le meurtre du feu duc. Henri poursuivit donc ses conquêtes sans rencontrer beaucoup d'opposition. Plusieurs provinces se soumirent à son approche; la ville de Rouen fut assiégée et prise; Pontoise et Gisors tombèrent également en sa puissance. Paris même fut menacé, et la terreur de ses armes obligea la cour à se réfugier à Troyes. Ce fut dans cette ville que le duc de Bourgogne, qui avait pris sur lui de gouverner le roi de France, se rencontra avec Henri, dans le dessein de ratifier le traité qui avait été commencé antérieurement, et par lequel la couronne de France devait être transmise à un prince étranger. L'état de démence où Charles était plongé en ce moment le rendit spectateur passif de ce traité remarquable, et Henri dicta toutes les conditions de la négociation. Les principaux articles étaient : Que Henri épouserait la princesse Catherine; que le roi Charles continuerait à jouir de son titre et de sa dignité pendant sa vie, mais que Henri serait déclaré héritier de la couronne, et serait mis en possession de l'administration du royaume; que la France et l'Angleterre seraient réunies, pour jamais, sous un même souverain, mais qu'elles conserveraient cependant leurs lois et

leurs privilèges respectifs ; que Henri joindrait ses armes à celles du roi Charles et du duc de Bourgogne, pour humilier et soumettre le dauphin et ses partisans.

Telle était la teneur d'un traité trop contraire aux intérêts réels des deux royaumes pour être de longue durée ; mais les parties contendantes étaient trop aveuglées par leur ressentiment et leurs jalousies mutuelles, pour reconnaître que les princes n'ont pas le droit de disposer ainsi des royaumes et de sacrifier l'intérêt des peuples à des considérations personnelles.

Peu de temps après ce traité, — An de J.-C. 1420 — Henri épousa la princesse Catherine. Il reconduisit ensuite son beau-père à Paris, et prit formellement possession de cette capitale. Là, il obtint des états du royaume une ratification du dernier pacte, et dirigea alors ses armes avec succès contre les partisans du dauphin qui, à cette époque, erraient en étranger dans son propre patrimoine, et n'opposaient au succès de ses ennemis que des plaintes inutiles.

Les subsides que Henri avait reçus n'étaient point assez considérables pour lui donner la possibilité de poursuivre la guerre, sans avoir recours de nouveau à son parlement ; malgré les nombreuses félicitations qu'à son arrivée en Angleterre on lui fit sur ses brillantes conquêtes, il trouva ses sujets peu disposés à goûter les prétendus avantages qui devaient en résulter pour le royaume. Un traité qui, par la suite, devait transporter loin de l'Angleterre le siège du gouvernement, n'était pas de nature à être regardé d'un œil favorable par le parlement ; aussi refusa-t-il, sous différents prétextes, le subside que demanda le roi, et il n'en accorda qu'une partie. Mais Henri, déterminé à poursuivre ses projets, fit lever des contributions sur les provinces conquises, et avec cet argent qui fut ajouté aux subsides qu'on lui accordait, il se trouva dans la possibilité de réunir une armée de huit mille hommes, avec laquelle il aborda heureusement à Calais.

Pendant le temps que Henri avait été absent de la France, le dauphin, prince prudent et actif, n'avait négligé aucun moyen de remédier à sa triste situation. Il était parvenu à déterminer le régent d'Écosse à lui envoyer un corps de sept mille hommes, et avec ces forces et quelques troupes qu'il avait encore, il attaqua le duc de Clarence, frère de Henri, et obtint une victoire complète.

Ce fut la première affaire où la fortune parut abandonner les Anglais ;

Mais ce revers ne fut que de courte durée : Henri reparut tout-à-coup avec une armée considérable, il força le dauphin à fuir à son approche, et plusieurs des villes qui s'étaient soumises à Charles se rendirent de nouveau au vainqueur. Henri, complètement victorieux, établit sa résidence à Paris et s'entoura d'une cour magnifique, tandis que celle du roi de France était triste et mesquine. Le jour de la Pentecôte, — An de J.-C. 1422 — les deux rois et les deux reines, la tête ornée du diadème, dinèrent ensemble en public ; Charles reçut en apparence tous les hommages, mais Henri seul commanda avec une autorité absolue.

L'infortuné dauphin, chassé par-delà la Loire, était presque entièrement dépossédé des provinces septentrionales ; poursuivi même jusque dans le midi par les armes réunies des Anglais et des Bourguignons, il fut bientôt menacé d'une ruine totale. Dans cette situation périlleuse, il se vit contraint de prolonger la guerre autant que possible, et d'éviter toute action hasardeuse avec un rival accoutumé depuis long-temps à la victoire. Il donna en cette circonstance des preuves remarquables de sa prudence, et après avoir supporté courageusement les persécutions de la fortune, il la trouva enfin disposée à se déclarer en sa faveur, en le délivrant d'un concurrent qui vraisemblablement allait devenir son maître.

Au moment où Henri, devenu possesseur de deux couronnes, avait atteint le plus haut terme de sa gloire, il fut attaqué d'une fistule, maladie que l'ignorance des médecins de ce temps rendit bientôt mortelle. Henri, s'apercevant que son mal était devenu incurable et que sa fin approchait à grands pas, envoya chercher son frère, le duc de Bedford, le comte de Warwick, et quelques autres seigneurs qu'il avait toujours honorés de sa confiance ; il leur remit avec le plus grand calme son testament, dans lequel il s'était occupé avec soin du gouvernement de son royaume et de sa famille. Il recommanda son fils à la protection de ses fidèles serviteurs, et, malgré le regret extrême qu'il éprouvait de ne pouvoir atteindre le but constant de toute son ambition, qui avait toujours été de soumettre totalement la France, il témoigna la plus profonde indifférence pour la mort ; il l'attendit avec calme et pitié, et il expira avec la même intrépidité qu'il avait déployée dans tout le cours de sa vie. Il était âgé seulement de trente-cinq ans ; et il régnait depuis dix ans.

Ce prince possédait sans doute un mérite réel ; mais sa célébrité fut

moins le résultat de ses vertus que celui de ses succès militaires. Il avait le talent d'attacher ses amis par une affabilité extrême, et de gagner l'affection de ses ennemis par l'adresse et la clémence. Cependant son règne fut plus éclatant que profitable au bien de son peuple; les trésors du royaume furent prodigués en conquêtes qui auraient fini par devenir préjudiciables à la nation. Ce fut un bonheur pour Henri de mourir au milieu de ses triomphes et au faite de sa gloire. Sa fin fut bien différente de celle de Charles, qui mourut deux mois après lui, et termina enfin un règne infortuné, passé en grande partie dans l'état de démence le plus déplorable. Méprisé de ses amis, insulté par ses alliés, il laissa ses sujets dans la situation la plus misérable¹.

Henri n'eut de sa femme, Catherine de France, qu'un fils qui lui succéda, et dont les infortunes, pendant le cours d'un règne fort long, surpassèrent toute la gloire et les succès de son père.

Les triomphes de l'Angleterre sur la France produisirent à peine quelques effets heureux pour ce royaume. À mesure que la nation anglaise devenait belliqueuse, elle devenait barbare; altérée de conquêtes étrangères, elle oublia les arts utiles qui seuls pouvaient conserver et améliorer les biens qu'elle possédait. La langue, au lieu de se former et de s'embellir, fut négligée; Langland et Chaucer avaient commencé à la purifier et à l'enrichir de constructions nouvelles et élégantes; mais alors elle retomba dans sa première rudesse, et aucun poète ni aucun historien ne se fit remarquer pendant cette période orageuse.

¹ « Ce malheureux prince resta toujours cher au peuple malgré son état de démence :
 » la bonté qu'il n'avait jamais cessé de laisser voir dans ses intervalles de santé, faisait
 » de ce pauvre roi insensé un objet de vénération, de regret et de pitié; le peuple se-
 » blait l'aimer de toute la haine qu'il portait à ceux qui gouvernaient en son nom; au
 » milieu des souffrances des habitants de Paris, et sous le dur gouvernement des Anglais,
 » ils voyaient toujours avec allégresse leur pauvre roi revenir parmi eux, et ils l'accueil-
 » laient par mille cris de Noël. »



CHAPITRE XIX.

HENRI VI.

De l'année 1422 à l'année 1471.

Henri VI n'avait pas encore un an lorsqu'il monta sur le trône, l'administration du royaume, pendant sa minorité, ne tarda pas à être disputée par les membres de sa famille. Le duc de Bedford, l'un des princes les plus accomplis du siècle, et qui possédait une habileté égale dans le cabinet et au champ de bataille, fut nommé par le parlement, protecteur de l'Angleterre, défenseur de l'Église et premier conseiller du roi. Son frère, le duc de Gloucestre, fut désigné pour gouverner le royaume pendant que Bedford continuerait de diriger la guerre en France; et, pour limiter le pouvoir des deux frères, on nomma un conseil sans l'avis duquel aucune mesure importante ne pouvait être prise.

Les choses ainsi réglées, et les opérations militaires étant à cette époque beaucoup plus importantes que les affaires civiles, le duc de Bedford établit sa résidence en France, afin de veiller au succès des armes anglaises et de s'opposer aux tentatives de Charles VII qui venait de prendre le titre de roi des Français, et dont la situation était déplorable. Les Anglais étaient maîtres de presque toute la France, et Henri VI, encore au berceau, avait été revêtu par les envoyés de Paris de tout le pouvoir royal. Le duc de Bedford, à la tête d'une nombreuse armée, pénétra donc dans le cœur du royaume; et se disposa à réprimer toutes les insurrections qui éclateraient, tandis que le duc de

Bourgogne, qui, précédemment, avait fait un traité avec lui, resta dans la plus grande tranquillité, ne songeant qu'à seconder ses prétentions.

Malgré des apparences aussi déplorables pour Charles VII, ce prince, qui réunissait la prudence de l'âge mûr à l'amabilité de la jeunesse (il n'avait alors que vingt ans), trouva moyen de rompre la ligue formée contre lui, et de ramener ses sujets à leurs intérêts naturels et au sentiment de leur devoir. Ses premières tentatives, cependant, ne furent suivies d'aucun succès : partout où il s'efforçait de faire face à l'ennemi, il était vaincu ; à peine osait-il se fier aux amis qui entouraient sa personne, son autorité était méconnue même de ses propres domestiques. — An de J.-C. 1423 — Les Anglais obtinrent sur lui différents avantages, et une bataille, qui fut livrée près de Verneuil, où il fut totalement défait par le duc de Bedford, rendit ses affaires entièrement désespérées¹.

Mais l'impossibilité où les Anglais se trouvaient de soutenir la guerre sans de nouveaux subsides, ayant forcé Bedford à se retirer en Angleterre, son ennemi vigilant profita de son absence pour se relever de sa chute. Dunois, l'un de ses généraux, s'étant mis à la tête de seize mille hommes, força le comte de Warwick à lever le siège de Montargis, et cet avantage, quelque léger qu'il fût, commença à prouver aux Français que les Anglais n'étaient pas invincibles.

Un triomphe plus éclatant leur était réservé ; le moyen sur lequel on devait le moins compter, moyen qui, selon toutes les vraisemblances, ne devait être suivi d'aucun succès, produisit la révolution la plus heureuse pour la France. Une femme, née dans la classe la plus humble et ne possédant aucune espèce d'éducation, força la victoire à se prononcer en faveur de ses compatriotes, et inspira aux Anglais cette même terreur qui avait rendu les Français si faibles devant leurs vainqueurs. Aidés du secours d'une jeune fille, ils se relevèrent gio-

¹ Les victoires sur la France produisirent au reste peu de bons effets en Angleterre. Les sciences et les arts reculèrent, et cet âge malheureux ne produisit ni poète ni historien. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*) Les livres étaient alors fort rares, ce qui empêchait les lumières de se répandre. La comtesse de Westmoreland présenta, en 1424, une requête au conseil privé, où elle réclamait un livre intitulé les *Chroniques de Jérusalem*, qu'elle avait prêté au feu roi. (*Note de Brissot de Warville.*) Mais l'imprimerie s'introduisit en Angleterre à la fin de ce malheureux règne, par les soins de Guillaume Caxton de Londres.

rieusement de leur chute; les Anglais, repoussés de toutes parts, furent totalement chassés du royaume, et les vaincus devinrent à leur tour vainqueurs.

Dans le village de Domremi, près de Vaucouleurs, sur les frontières de la Lorraine, vivait une jeune paysanne de vingt-sept ans environ, appelée Jeanne-d'Arc. Cette fille était servante dans une petite auberge, et dans cet humble état, elle se soumettait à tous les emplois pénibles qui peuvent préparer le corps aux fatigues de la guerre. Ses mœurs étaient irréprochables, et jusqu'alors rien n'avait annoncé en elle les dispositions belliqueuses et le courage qu'elle déploya depuis. Satisfaite de son sort, elle remplissait avec zèle et exactitude ses devoirs, et ne se faisait remarquer que par sa modestie et sa piété extrême.

Cependant les malheurs de sa patrie paraissaient être l'objet constant de ses pensées; souvent elle s'apitoyait sur le sort déplorable de la France; son souverain expulsé du trône où il avait des droits si légitimes, son pays inondé de sang, et la vue des brigandages innombrables que commettaient continuellement les étrangers, étaient des motifs puissants, qui excitaient son ressentiment et échauffaient son cœur du désir ardent de remédier aux maux de la France. Son âme exaltée et nourrie de ces pensées constantes, commença à ressentir des impulsions qu'elle prit de bonne foi pour des inspirations du ciel. Convaincue enfin de la réalité de ses visions, elle alla trouver Dandicourt, gouverneur de Vaucouleurs, et lui dit qu'elle était destinée par le ciel à délivrer son pays de ses farouches usurpateurs. Dandicourt la traita d'abord assez froidement, et ne l'écouta qu'avec indifférence; mais sa persévérance et ses importunités finirent par l'emporter, il consentit à mettre à l'épreuve les talents qu'elle prétendait posséder, et lui ayant donné une escorte, il la fit conduire à la cour de France, qui résidait à Chinon.

Quelque convaincu que fût, sans doute, le roi de la faiblesse des prétentions de Jeanne-d'Arc, il ne voulut cependant dédaigner aucun moyen de relever sa fortune chancelante. En conséquence, on publia que Jeanne était inspirée du ciel; qu'elle avait reconnu le roi au milieu de ses courtisans, quoiqu'il se fût dépourvu de toutes les marques de son autorité, qu'elle lui avait révélé des secrets connus de lui seul, et qu'elle avait demandé une épée dont elle avait donné une description minutieuse, bien qu'elle ne l'eût jamais vue; cette épée, avait-elle assuré, devait être trouvée dans l'église de Sainte-Catherine

de Fierbois. L'esprit du vulgaire ainsi préparé, Jeanne fut habillée de pied en cap, montée sur un cheval de bataille et présentée au peuple dans tout l'appareil martial. Elle fut conduite ensuite devant les docteurs de l'Université, qui, imbus de la crédulité du temps, ou disposés à favoriser une imposture qui pouvait amener d'heureux résultats, déclarèrent qu'elle avait reçu sa mission du ciel même ¹.

Lorsque tous les préparatifs furent terminés, on se disposa à envoyer Jeanne contre l'ennemi. — An de J.-C. 1429 — Les Anglais assiégeaient alors la ville d'Orléans, unique ressource de Charles, et tout semblait leur promettre un prompt succès. Jeanne entreprit de faire lever le siège, et pour se rendre plus imposante, elle ceignit l'épée miraculeuse qu'elle avait dépeinte précédemment d'une manière si extraordinaire. Elle ordonna à tous les soldats de se confesser avant de songer à combattre; puis, déployant une bannière consacrée, elle assura les troupes d'une victoire certaine. Sa confiance finit par exciter l'ardeur de l'armée française; les Anglais mêmes, qui s'efforçaient de montrer pour elle du mépris, se sentirent secrètement émus de l'idée de sa mission divine, et malgré eux, la terreur s'empara de leurs âmes. Un convoi devait être envoyé pour approvisionner la ville. Jeanne, à la tête de quelques troupes, couvrit l'embarcation et rentra dans Orléans avec le convoi qu'elle avait si heureusement protégé. Les Anglais, témoins de ce succès, étaient plongés dans l'étonnement: un morne silence régnait parmi eux, et ils contemplaient avec une crainte religieuse ce courage téméraire qu'ils croyaient ne pouvoir provenir que d'une puissance surnaturelle. Mais ils furent bientôt forcés de sortir de leur stupeur par une vive sortie de l'ennemi: Jeanne, portant l'étendard sacré, et encourageant les soldats par ses paroles et ses actions, les conduisit aux tranchées et assaillit les assiégeants

¹ Il est certain que cette jeune fille d'une piété sincère et exaltée ne parlait et n'agissait que d'après les révélations qui lui étaient mystérieusement faites par ceux qui l'avaient choisie et jugée digne d'être leur instrument de salut. Ce moyen suggéré par une des prophéties du temps et qui ne saurait étonner dans un siècle superstitieux et crédule, avait été tenté une première fois, et déjà on avait essayé, mais vainement, de tirer parti d'une nommée Marie d'Avignon. Jeanne d'Arc fut plus propre qu'elle à jouer le rôle désiré et préparé, voilà tout; et il est évident que les instructions qu'elle reçut ainsi ne firent autant d'impression sur elle et ne lui donnèrent une confiance et un courage aussi prestigieux, que parce qu'elle les prit pour les ordres du ciel même.

jusque dans leurs propres redoutes. Pendant l'attaque de l'un des forts, elle fut blessée au cou par une flèche; à l'instant même elle retira le trait de sa propre main, et après avoir mis un appareil sur sa blessure, elle se hâta de reparaitre à la tête de ses troupes, et planta elle-même sa bannière victorieuse sur les remparts de l'ennemi.

Ses succès augmentaient à chaque instant, et les Anglais commençaient à croire qu'il était impossible de résister à des troupes animées d'une énergie aussi surnaturelle; Suffolk lui-même, qui dirigeait l'attaque, ayant jugé qu'il pouvait devenir extrêmement dangereux de rester plus long-temps en présence d'un ennemi aussi heureux que brave, leva le siège et se retira avec toutes les précautions possibles.

Après avoir été attaqués pendant si long-temps, les Français à leur tour étaient devenus les agresseurs. Charles, après avoir rassemblé un corps de six mille hommes, l'envoya pour assiéger Jergeau, que le comte de Suffolk occupait en ce moment avec une partie de son armée. La ville fut prise; Suffolk se rendit prisonnier, et Jeanne entra triomphante dans la ville, à la tête de l'armée. Bientôt après, il y eut une bataille livrée près de Patay, où les Anglais furent vaincus également, et où les généraux Scales et Talbot furent pris.

La levée du siège d'Orléans n'était qu'une partie des promesses faites par la Pucelle au roi de France; l'autre était son couronnement à Reims. Elle annonça alors qu'il était temps d'accomplir cette cérémonie, et Charles, déterminé à suivre ses avis, se dirigea vers Reims à la tête de douze mille hommes. Les villes qu'il traversa ouvrirent leurs portes pour le recevoir, et les habitants de Reims, au moment de son arrivée, envoyèrent une députation lui porter les clefs de la ville. La cérémonie de son couronnement eut lieu avec la plus grande solennité, et la Pucelle d'Orléans, certaine alors d'avoir rempli sa mission, demanda la permission de se retirer, puisqu'elle était parvenue au but de ses desirs. Mais le roi ne pouvait se déterminer à se séparer d'elle, après les services qu'elle venait de lui rendre; il la pressa si vivement de rester près de lui, qu'elle finit par consentir à ce qu'il souhaitait.

Une foule de succès suivirent ce couronnement: Laon, Soissons, Châtean-Thierry, Provins et plusieurs autres villes se soumirent à Charles, sans effort. De l'autre côté, les Anglais consternés et abattus fuyaient de toutes parts, ne sachant s'ils devaient attribuer leur défaite au pouvoir de quelque enchantement ou à une influence divine, et ils

étaient également terrifiés par la crainte de l'une ou de l'autre de ces deux puissances. Ils se voyaient ravir à regret les conquêtes qu'ils avaient obtenues, et forcés de se soumettre aux Français, comme autrefois eux-mêmes avaient été obligés de se soumettre aux armes anglaises. Leurs dissensions mutuelles, tant sur le continent que dans l'intérieur de leur royaume, les rendaient incapables de continuer la guerre, et le duc de Bedford, malgré toute sa prudence, se vit dépouiller de ses forteresses, sans qu'il lui fût possible d'arrêter les progrès de l'ennemi.

Il résolut donc, pour relever l'état chancelant de ses affaires, de faire couronner le prince Henri à Paris, espérant que la splendeur de cette cérémonie imposerait aux Français, et les forcerait à l'obéissance. Henri, en conséquence, fut couronné roi des Français, et tous ceux qui persistaient encore à reconnaître l'autorité étrangère jurèrent fidélité et hommage au nouveau monarque. — An de J.-C. 1431 — Mais il était trop tard alors pour que la pompe d'un couronnement pût donner une tournure favorable aux affaires de l'Angleterre : la majeure partie des Français s'était déclarée contre les conquérants, et le reste n'attendait que l'occasion de suivre cet exemple.

Il arriva bientôt un événement qui, quelque avantageux qu'il parût d'abord à la cause des Anglais, ne servit qu'à les rendre plus odieux et à hâter leur expulsion totale du pays qu'ils avaient usurpé. Le duc de Bourgogne, à la tête d'une armée puissante, avait mis le siège devant Compiègne, et la Pucelle d'Orléans s'était jetée dans cette place contre la volonté du gouverneur, jaloux d'une autorité supérieure à la sienne. La garnison ne la reçut pas moins avec transport, et se crut invincible sous sa protection ; mais leur joie ne fut que de courte durée. Jeanne ayant fait une sortie le jour suivant, et chassé deux fois l'ennemi de ses retranchements, fut enfin obligée de se retirer et de se placer à l'arrière-garde pour protéger la retraite de ses troupes. Au moment où elle se disposait à les suivre et à rentrer avec elles dans la ville, elle trouva, à sa grande surprise, les portes fermées et le pont levé par ordre du gouverneur qui, à ce que l'on prétend, épiait depuis long-temps l'occasion de la livrer à ses ennemis.

Rien ne saurait exprimer la joie des Anglais à la nouvelle de la prise d'une femme qui était la terreur de leurs armes. Le *Te Deum* fut chanté, et dès-lors on espéra qu'une capture si importante et si extraordinaire rendrait aux Anglais leurs premiers succès. Le duc

de Bedford, informé de la prise de la Pucelle, la racheta du comte de Vendôme, qui l'avait faite prisonnière, et ordonna qu'elle fût gardée étroitement.

La crédulité du peuple, à cette époque, était si grande, que les choses les plus absurdes étaient accueillies sans difficulté, ce dont les grands et le clergé savaient profiter habilement. Jeanne, que ses succès avaient fait regarder depuis quelque temps comme une sainte, fut considérée, dès le moment de sa captivité, comme une sorcière abandonnée même du démon, qui ne lui avait prêté qu'un secours trompeur et momentané. Il fut résolu, en plein conseil, qu'elle serait envoyée à Rouen, afin d'y être jugée pour crime de sorcellerie; et l'évêque de Beauvais, homme entièrement dévoué aux intérêts de l'Angleterre, présenta une requête contre elle. L'université de Paris eut la bassesse de se joindre à lui. Plusieurs prélats, parmi lesquels le cardinal de Winchester était le seul Anglais, furent désignés pour ses juges. Ils tinrent leur cour à Rouen, où Henri résidait alors, et la Pucelle, revêtue de tout l'appareil militaire, mais chargée de fers, parut devant ce tribunal implacable. Sa conduite, en cette circonstance, ne démentit nullement sa valeur passée; elle ne montra ni faiblesse ni soumission déplacée, mais elle appela à Dieu et au pape de la vérité de ses premières révélations. Malgré sa défense, elle fut déclarée coupable d'hérésie et de sorcellerie, et condamnée à être brûlée vive, châtiment ordinaire des crimes de cette espèce.

Mais avant de prononcer cette sentence redoutable, ses bourreaux résolurent de la forcer à abjurer ses erreurs passées, et les terreurs qu'ils employèrent, et les tourments qu'ils lui firent supporter, finirent par vaincre son courage. Ses visions commencèrent à s'évanouir; la crainte et la sombre méfiance prirent la place de ses brillantes inspirations. Elle déclara publiquement qu'elle consentait à se rétracter, et promit de ne plus accueillir à l'avenir les vaines illusions qui l'avaient égarée jusque alors et qui en avaient imposé au peuple. Cette rétractation était tout ce que ses persécuteurs désiraient, et, pour montrer quelque apparence de clémence, ils commuèrent sa sentence en une prison perpétuelle, au pain et à l'eau. Mais la fureur de ses ennemis n'était pas de nature à se trouver satisfaite d'un châtiment si doux. Ils voulurent s'assurer si sa rétractation était sincère. Soupçonnant que les habits de son sexe, qu'elle avait consenti à reprendre, lui étaient désagréables, ils placèrent à dessein dans sa prison un costume

guerrier, et éplèrent l'effet que devait produire cette vue sur elle. Leur cruel artifice eut tout le succès qu'ils attendaient. Jeanne, émue vivement à l'aspect des vêtements sous lesquels elle avait acquis tant de gloire, jeta sa robe de pénitente et se revêtit des habits défendus. Ses ennemis entrèrent aussitôt et la surprirent dans ce costume : leur honte était rempli, son imprudence fut regardée comme le signe le plus certain de son endurcissement au crime. Dès lors il ne lui resta plus aucun espoir de pardon. Elle fut condamnée à être brûlée vive sur la place du marché, à Rouen, et l'infâme sentence fut exécutée rigoureusement.

Cette cruelle action, résultant de la superstition et de la cruauté humaine, ne servit qu'à augmenter la haine des deux puissances l'une contre l'autre, et ne fut d'aucun avantage pour les Anglais. L'une des premières infortunes qu'ils éprouvèrent après leur crime, fut la désertion du duc de Bourgogne, qui, depuis quelque temps, avait reconnu sa faute, et désirait rompre une alliance fondée sur l'injustice et fatale au bien de son pays. En conséquence, un traité fut conclu — An de J.-C. 1435 — entre lui et Charles, dans lequel le dernier consentit à faire toutes les réparations possibles pour le meurtre du feu duc, et le premier s'engagea à aider Charles à chasser les Anglais de France. Cette défection du duc de Bourgogne fut un coup fatal pour eux, et tels furent les effets qu'elle produisit sur la populace de Londres, qu'elle se livra à des excès terribles, et massacra plusieurs vassaux du duc, qui se trouvaient alors en Angleterre. Peut-être cet événement contribua-t-il aussi à hâter la mort du duc de Bedford, qui termina sa vie à Rouen, peu de temps après le traité conclu entre le roi de France et le duc de Bourgogne. Richard, duc d'York, fut nommé à sa place régent de France.

Dès que le duc de Bedford eut cessé de vivre, les malheurs de l'Angleterre devinrent irréparables. Les Parisiens retrouvèrent enfin le sentiment de leur devoir, et lord Willoughby, qui commandait Paris pour les Anglais, fut trop heureux, après de vains efforts, de stipuler la sûreté de la retraite de ses troupes en Normandie.

C'est ainsi que les Français, en agissant avec persévérance, regagnaient, quoique lentement, le terrain sur leurs ennemis, et quoique leurs champs fussent dévastés et leurs villes dépeuplées, ils trouvaient dans la faiblesse et les dissensions continuelles des Anglais un avantage dont ils savaient habilement profiter.

Les deux nations, fatiguées enfin d'une guerre qui, quelque languissante qu'elle fût, était encore un fardeau plus pesant qu'on ne pouvait le supporter, commencèrent à désirer ardemment le repos; mais les conditions étaient si exagérées de part et d'autre, que tout espoir d'accommodement s'évanouit promptement. On finit cependant par convenir d'une trêve de vingt-deux mois, qui laissa les choses sur le même pied entre les deux partis.

An de J.-C. 1444. — Dès que cette trêve fut conclue, Charles s'occupa avec zèle et habileté de remédier aux maux innombrables auxquels son royaume était exposé depuis si long-temps par la durée des guerres étrangères et intestines. Il rétablit la discipline parmi ses troupes, la police dans ses états; réprima les factions; fit revivre l'agriculture, et, s'étant remis en état reprendre le champ de bataille, il saisit la première occasion qui s'offrit de rompre la trêve. La Normandie fut envahie par quatre armées puissantes, dont la première était commandée par Charles, la seconde par le duc de Bretagne, la troisième par le duc d'Alençon, et la quatrième par le comte Dunois. — An de J.-C. 1449. — Presque toutes les places fortes ouvrirent leurs portes dès que les Français parurent. Rouen fut la seule ville qui sembla disposée à soutenir un siège; mais les habitants demandèrent à si grands cris la reddition de la place, que le duc de Somerset, qui commandait la garnison, fut obligé de capituler.

An de J.-C. 1450. — La bataille, ou plutôt l'escarmouche de Fourmigny fut la dernière tentative que firent les Anglais pour défendre leurs possessions françaises; elle n'eut pas plus de succès que les autres: ils furent mis en déroute, et plus de mille hommes furent tués. Toute la Normandie et la Guienne, qui depuis si long-temps étaient soumises à l'autorité de l'Angleterre, retournèrent à la France, et les Anglais se virent enfin totalement dépouillés de deux provinces que depuis trois siècles ils regardaient comme faisant partie de leurs états. — An de J.-C. 1453 — De tant de conquêtes, Calais fut la seule ville qui leur resta, et cette faible compensation de tant de sang répandu et de tant de trésors prodigués ne fut qu'un triomphe passager pour l'ambition.

On pense bien que les mauvais succès qui marquaient les premières années du règne de Henri durent produire des querelles et des factions parmi les chefs du gouvernement. Le duc de Gloucester, qui avait été nommé régent d'Angleterre pendant l'absence de son frère, avait plusieurs rivaux qui enviaient son rang. Dans le nombre de ces

concurrents on remarquait Henri Beaufort, évêque de Winchester, grand-oncle du roi et fils de Jean de Gand. Ce prélat, auquel l'éducation du jeune monarque avait été confiée, était doué d'une expérience consommée et d'une grande habileté, mais il avait en même temps un caractère remuant et dangereux. Le désir ardent qu'il pourrissait de parvenir au gouvernement du royaume faisait naître de fréquentes disputes entre lui et le duc de Gloucester, prince d'un caractère franc et ouvert, et sur lequel il obtenait des avantages continuels. C'était en vain que le duc de Bedford avait employé toute son autorité et celle du parlement pour les réconcilier; leur animosité mutuelle n'avait cessé pendant plusieurs années de troubler le gouvernement, et n'avait pas manqué de tourner au profit des ennemis du royaume. Leurs sentiments différaient surtout relativement aux affaires de la France. Le cardinal était d'avis d'agréer toutes les propositions d'accommodement; le duc de Gloucester voulait que l'on soutint l'honneur des armes anglaises, et que l'on s'efforçât de reprendre tout ce qui avait été perdu par les défaites et les délais. Tous étant divisés d'opinion, il devint nécessaire de recourir à de nouveaux auxiliaires. Le cardinal résolut, pour fortifier son parti, de faire faire au roi un mariage convenable, d'entraîner la jeune reine dans ses intérêts, et de forcer ainsi la balance à pencher en sa faveur.

Le comte de Suffolk, dont l'attachement et la fidélité lui étaient assurés, fut donc envoyé en France sous le prétexte de régler les conditions du traité qui avait été commencé; mais le but réel était d'arranger un mariage pour le roi. Le duc de Gloucester avait proposé, quelque temps avant, une fille du comte d'Armagnac; mais son influence avait été trop faible pour l'emporter. Le cardinal et ses partisans avaient jeté les yeux sur Marguerite d'Anjou, fille de René, roi titulaire de la Sicile, de Naples et de Jérusalem, mais qui ne possédait ni états ni pouvoir réel. On espérait que cette princesse, la plus accomplie de son siècle par sa beauté, son esprit et son grand caractère, saurait prendre un empire nécessaire sur son époux, prince faible, timide et superstitieux. Le traité fut passé à la hâte par Suffolk, et le mariage célébré en Angleterre; le roi avait alors vingt-quatre ans.

Cette alliance fortifiait considérablement le parti du cardinal; la reine se déclara entièrement pour lui, et le duc de Gloucester se trouva bientôt ne plus posséder qu'une ombre de pouvoir. Toutes ses mesures étaient hautement désapprouvées par son puissant antagoniste,

et chaque jour il se voyait insulté de la manière la plus cruelle. L'un des moyens criminels que ses ennemis prirent pour le rendre odieux, fut d'accuser la duchesse, sa femme, de sorcellerie. On prétendit qu'elle avait en des entretiens secrets avec Roger Bollingbroke, prêtre soupçonné de nécromancie, et une femme nommée Marie Gurdemain, réputée sorcière également. On déclara que ces trois personnes réunies avaient, à l'aide de cérémonies diaboliques, placé sur un feu lent une effigie du roi, faite en cire, dans l'idée que les forces de ce prince s'épuisaient à mesure que la cire se fondrait, et qu'à sa totale dissolution la vie de Henri se terminerait. Une pareille accusation devait s'accréditer sans peine dans ce siècle crédule; plus elle s'éloignait du bon sens, plus elle semblait digne de foi. Tous trois furent déclarés coupables, et ni le rang de la duchesse, ni l'innocence des accusés, ne purent les sauver. La première fut condamnée à un emprisonnement perpétuel, le prêtre fut pendu, et la femme brûlée dans Smithfield.

Ce ne fut là que le commencement des persécutions qu'eut à essayer le duc de Gloucester. Le cardinal de Winchester, déterminé à pousser son ressentiment jusqu'à la dernière extrémité, convoqua un parlement, non à Londres, ville trop dévouée au duc, mais à Saint-Edmundsbury, où les partisans du cardinal étaient en nombre suffisant pour tenir en respect les amis du duc. Dès qu'il comparut, il fut accusé de trahison, jeté dans une prison obscure, et, le jour désigné pour entendre sa défense, on le trouva mort dans son lit, sans qu'aucun signe de violence parût sur son corps.

La mort de l'Infortuné duc fut attribuée généralement au cardinal, qui expira lui-même six semaines après, en témoignant le remords le plus profond de sa conduite barbare. La part que la reine eut dans ce crime est fort incertaine; son activité ordinaire et la trempe de son esprit firent présumer, avec quelque raison, au peuple, que les ennemis du duc n'auraient osé commettre cette action criminelle s'ils n'avaient été autorisés par elle.

L'aversion générale que ce meurtre inspira retomba bientôt sur Henri, qui, dépourvu d'esprit et de caractère, ne put parvenir à se laver du soupçon. Dès lors le mécontentement se manifesta parmi le peuple, et l'esprit de faction se ralluma parmi les grands. Un monarque faible, quoique doux et vertueux, ne peut manquer tôt ou tard de voir sa personne méprisée et son autorité méconnue. L'incapacité totale de Henri se faisait remarquer chaque jour davantage, et

reprochait les crimes de corruption, de tyrannie et de trahison; on l'accusait d'avoir contribué à la perte des possessions françaises; d'avoir engagé le roi de France à envahir l'Angleterre à force armée, et d'avoir trahi les secrets du gouvernement. Peut-être ces imputations étaient-elles injustes, mais la haine de ses ennemis était telle, qu'ils s'y appesantirent avec acharnement, et ne s'étendirent que faiblement sur l'abus cruel qu'il faisait d'un pouvoir usurpé. Il n'est pas facile à un seul homme, malgré toute sa puissance, de résister au ressentiment réuni d'une nation entière. La cour, nonobstant ses efforts, fut contrainte à abandonner son favori, et le roi, pour se mettre autant que possible à l'abri de l'aversion populaire, se détermina à le bannir pour cinq ans du royaume. Cette sentence fut regardée par plusieurs personnes comme une faveur et comme un moyen de le soustraire à la rigueur de la justice. Mais ses ennemis, qui avaient juré sa perte, séduisirent le capitaine d'un vaisseau, et le déterminèrent à intercepter son passage en France. Il fut arrêté près de Douvres, et eut la tête tranchée à bord d'une chaloupe; son corps fut jeté à la mer. On voit avec regret que parmi les différents événements de ce siècle il y en a peu qui soient dignes d'intéresser le lecteur en faveur de l'un ou de l'autre parti; on n'aperçoit que des crimes de part et d'autre, et à peine trouve-t-on un trait de grandeur ou de vertu qui puisse dédommager du récit pénible de tant de forfaits.

Richard d'York se vit, par la mort du duc de Suffolk, — An de J.-C. 1450 — débarrassé d'un ennemi puissant, et se réjouit secrètement de voir le mécontentement du peuple augmenter chaque jour. Parmi les troubles sans nombre auxquels les abus du gouvernement donnaient lieu, il y en eut qui allèrent jusqu'à l'insurrection. L'une d'elles, conduite par John Cade, fut de la nature la plus dangereuse. Cet homme, né en Irlande, avait été obligé de s'expatrier en France pour différents crimes; mais à son retour, trouvant le peuple disposé à adopter les mesures les plus violentes, il prit le nom de Mortimer, et, à la tête de vingt mille hommes de Kent, il se dirigea vers la capitale, et campa à Blackeath. Le roi, informé de ce qui se passait, envoya un message pour savoir la cause de ce rassemblement. Cade, au nom de tous, répondit que leur but était de punir les ministres coupables et de réformer les abus dont le peuple était victime. Le conseil du roi jugea ces demandes séditieuses, et quinze mille hommes furent levés pour marcher contre les insurgés. Henri lui-même se mit

à la tête de ses troupes, et s'avança vers Blackeath. A son approche, Cade se retira, feignant d'être effrayé d'en venir à un engagement, et dressa une embuscade dans un bois voisin, ne doutant pas qu'il ne fût poursuivi par l'armée royale; mais Henri se contenta d'envoyer un détachement à la suite des fugitifs, et retourna à Londres. Cade, qui n'attendait que ce moment; sortit brusquement de son embuscade et mit le détachement en pièces.

Les citoyens de Londres, peu de temps après, ouvrirent leurs portes au vainqueur, et Cade sut pendant quelque temps maintenir le bon ordre et la discipline parmi ses troupes; il les reconduisait hors de la ville pendant la nuit, et ses ordres contre la violence et le pillage étaient de la plus grande sévérité.

Le lendemain de son entrée dans la capitale, il apprit que lord Say, le trésorier, était dans la ville; sans hésiter il le fit arrêter, lui fit trancher la tête sans autre forme de procès, et retourna à Southwark dans la matinée. Pendant plusieurs jours il tint la même conduite, sortant de la ville la nuit et y rentrant dès le jour. Mais à la fin il lui devint impossible de contenir ses troupes dans de justes bornes, et les habitants de Londres prirent le parti de fermer leurs portes à Cade, ce qui donna lieu à un engagement entre lui et les citoyens de la ville; la nuit seule mit fin à ce combat. L'archevêque de Cantorbéry et le chancelier, qui s'étaient réfugiés dans la Tour, apprirent la situation des affaires, et trouvèrent moyen, pendant la même nuit, de dresser un acte d'amnistie, qui fut distribué secrètement parmi les rebelles. Cette mesure eut tout l'effet désiré; Cade se vit dans la matinée abandonné de la plupart de ses gens; il se retira d'abord à Rochester, et bientôt il fut obligé de fuir seul et de se cacher dans les bois de Kent. Une récompense avait été promise publiquement à celui qui rapporterait sa tête. Il fut déconvert et tué par un nommé Alexandre Eden, qui, pour prix de ce service, fut nommé gouverneur du château de Douvres.

Le duc d'York fomentait secrètement tous ces troubles, et, sous le titre de défenseur du peuple, il écrivit au roi pour l'engager à réformer le ministère. — An de J.-C. 1451 — La chambre des communes le seconda de tout son pouvoir; une requête fut présentée contre le duc de Sommerset, la duchesse de Suffolk, l'évêque de Chester, sir John Sutton et lord Dudley. On sollicitait vivement le roi de les éloigner pour jamais de sa personne et de son conseil, et de leur ordonner de

se tenir à une distance de douze milles de la cour. Quelque disposé que fût le roi à rejeter une mesure aussi violente, il sentit cependant la nécessité de calmer l'animosité générale dirigée contre ses favoris, et il promit de bannir de la cour, pendant l'espace d'une année, une partie du ministère si odieux au peuple.

Mais de semblables considérations sont toujours un mauvais palliatif dans un gouvernement. Le duc d'York, dont la cause était embrassée par le peuple avec ardeur, résolut de tirer parti de son pouvoir, et leva un corps de dix mille hommes, avec lequel il marcha sur Londres, demandant à haute voix la réformation du gouvernement et l'éloignement de Sommerset. — An de J.-C. 1452 — Il avait d'abord conçu l'espoir que les habitants de Londres, en le voyant, lui ouvriraient les portes avec empressement; mais il éprouva une mortification extrême lorsqu'il vit que l'entrée de la ville lui était refusée; il se retira donc dans le royaume de Kent. Là il y eut entre lui et le roi une conférence, dans laquelle le duc insista encore sur la démission du duc de Sommerset, à laquelle Henri parut enfin disposé à consentir. En conséquence, le duc d'York se laissa persuader d'aller rendre ses hommages au roi dans sa propre tente.

Au moment où il répétait ses accusations contre Sommerset, il fut surpris de voir ce ministre sortir de derrière un rideau, et offrir de prouver son innocence. York, certain du danger de sa situation, reprima son impétuosité et prit congé du roi. Dès qu'il fut éloigné, Henri ordonna qu'il fût arrêté; mais telle était l'influence de ce seigneur ou la timidité du conseil du roi, qu'on le laissa se retirer à sa terre de Wigmor, sous la promesse d'une obéissance sans bornes pour l'avenir.

Une réconciliation arrachée ainsi ne pouvait être de longue durée. York continuait à aspirer secrètement à la couronne; mais, quelque ardens que fussent ses desirs à cet égard, ses craintes et ses scrupules l'empêchèrent d'agir pendant quelque temps. Un événement imprévu favorisa ses espérances, et amena enfin ce que ses intrigues n'avaient pu parvenir à faire réussir. — An de J.-C. 1454.

Le roi fut attaqué d'une maladie qui augmenta sa nullité naturelle, au point qu'il devint même incapable de soutenir les apparences de la majesté royale. Le parti d'York, triomphant alors, le nomma lieutenant et protecteur du royaume, et lui donna le droit d'ouvrir et de tenir à volonté les sessions du parlement. Cet événement fut un coup

fatal pour la maison de Lancastre ; tous les adhérents de ce parti furent éloignés de la cour ; le duc de Somerset fut envoyé à la Tour de Londres.

York continua pendant quelque temps à jouir du plein pouvoir dont il avait été investi ; mais le malheureux roi sortit enfin de l'espèce de léthargie où il avait été plongé, et, comme s'il se fût réveillé d'un songe pénible, il s'aperçut avec étonnement qu'il était dépouillé de toute son autorité. La reine Marguerite, qui s'efforçait, de son côté, de le rendre au sentiment de sa situation humiliante, obtint de lui que le duc d'York fût éloigné et privé de son pouvoir. Richard, sans perdre de temps, courut aux armes, et le monarque impotent, obligé de tenir la campagne, se laissa traîner à Saint-Alban, à la suite de son armée. Les deux partis en vinrent à un engagement dans lequel les Yorkistes obtinrent une victoire complète, et le duc de Somerset fut tué.—An de J.-C. 1455.—Le roi, blessé lui-même, s'était retiré dans une chaumière située près du champ de bataille ; là il fut fait prisonnier ; mais le vainqueur le traita avec égards et respect. Peu de temps après, il fut reconduit à Londres en triomphe, et le duc d'York le laissa jouir du titre de roi, tandis qu'il se réservait celui de protecteur, sur lequel reposait tout le pouvoir réel du trône.

Henri n'était plus qu'un prisonnier traité avec splendeur et magnificence, et qui, faible et indolent, paraissait satisfait de sa situation, sans regretter un pouvoir qu'il n'avait jamais exercé qu'avec peine. Il n'en était pas ainsi de Marguerite. Cette princesse, naturellement active, entreprenante et courageuse, ne pouvait se contenter de l'apparence d'autorité que ses ennemis lui permettaient de conserver. Sans cesse elle excitait le malheureux monarque à recouvrer sa dignité royale et à reprendre des idées d'indépendance. Elle parvint de nouveau à le déterminer à faire usage de ses prérogatives, et le duc d'York se vit contraint de défendre sa liberté et sa vie. Une négociation fut entamée d'abord, mais la méfiance réciproque et l'animosité mutuelle des deux partis les entraînèrent bientôt sur le champ de bataille, et la destinée du royaume dépendit du résultat de ce combat.

An de J.-C. 1459, 23 septembre.—Les deux armées se rencontrèrent à Bloreheath, sur les frontières du comté de Stafford. Les Yorkistes obtinrent d'abord quelques avantages ; mais au moment où on s'attendait à une action générale, sir Andrew Trollop, qui commandait un corps de vétérans pour le duc d'York, passa avec eux du côté

du roi, ce qui consterna tellement le parti des Yorkistes, que l'armée se sépara le jour suivant sans avoir porté un seul coup.

Le duc d'York se retira en Irlande, le comte de Warwick, l'un de ses partisans les plus intrépides et les plus habiles, s'échappa et se rendit à Calais, dont le gouvernement lui avait été confié par le dernier protecteur. Tous les Yorkistes, ainsi dispersés, convinrent de cacher soigneusement leurs intentions, et d'attendre une occasion favorable. Elle ne tarda point à se présenter : Warwick, après avoir fait quelques expéditions heureuses sur mer, fut joint par quelques autres barons avec lesquels il marcha sur Londres au milieu des acclamations du peuple. — An de J.-C. 1460 — Son armée, qui s'était grossie pendant sa marche, se trouva bientôt en état de faire face à l'armée royale, qui, arrivant du côté de Coventry, se hâta de venir l'attaquer.

Jamais on ne vit une lutte plus terrible et une haine plus invétérée entre des chefs de parti. Warwick était l'un des plus fameux généraux de son siècle. Formé à l'école des troubles et des révolutions, il joignait à un caractère extrêmement artificieux une bravoure incontestable ; il était également habile comme diplomate et comme guerrier, et son aversion pour la reine était insurmontable. Cette princesse déployait de son côté une activité et un courage remarquables ; elle rangea elle-même son armée et donna tous les ordres nécessaires, tandis que le faible monarque, qui avait été amené malgré lui sur le champ de bataille, resta spectateur presque impassible de tous ces préparatifs de guerre.

Les deux armées se rencontrèrent dans une plaine près de Northampton. Quoique les forces de la reine fussent très-inférieures à celles du comte, elle ne se laissa pas décourager. Parcourant tous les rangs, elle exhortait les soldats, tandis que le roi, renfermé dans sa tente, attendait l'issue de ce combat avec toutes les inquiétudes et les craintes qu'on excuse à peine dans une femme. La bataille dura cinq heures, avec une opiniâtreté inconcevable ; mais enfin le nombre l'emporta, et la fortune se déclara en faveur de Warwick. L'armée de la reine fut entièrement défaite, et elle eut la douleur de voir le roi tomber encore une fois entre les mains de ses vainqueurs, et ramené en triomphe dans sa capitale.

La cause des Yorkistes décidée ainsi par le plus puissant de tous les arguments, celui de la force, un parlement fut convoqué. Le duc d'York, qui jusque alors s'était contenté du titre de protecteur,

commença à faire usage de ses droits, et vit avec joie une brillante perspective se déployer enfin à ses regards. Ce fut en cette circonstance que, pour la première fois, la chambre des pairs parut faire usage d'une autorité libre et désintéressée. La cause de Henri et celle de York furent examinées et discutées publiquement, chaque adversaire présenta ses raisons, qui furent débattues avec impartialité; ce fut la première fois enfin qu'un esprit de liberté bien raisonné se développa en Angleterre, et qu'une délibération de ce genre ne fut influencée ni par l'esprit de parti ni par la victoire récente qui venait d'avoir lieu. Le duc, quoique vainqueur, ne put obtenir gain de cause; il fut décidé que Henri resterait en possession de la couronne pendant le reste de sa vie, et que le duc serait désigné pour son successeur, au préjudice du prince de Galles, qui, encore dans l'enfance, était insensible à l'injure qu'il recevait.

La reine, selon toute apparence, n'avait plus aucun espoir à conserver; son armée avait été défaite, son époux était prisonnier, et le parlement rejetait sa cause. Cependant elle conservait son intrépidité et sa persévérance. L'esprit de cette princesse était d'une trempe supérieure, et les fautes qu'on eut à lui reprocher ne provinrent que de l'ambition, la seule passion dominante de son caractère. Quoique fugitive, éloignée de la capitale, et repoussée par une armée victorieuse dirigée par un habile général, elle ne se laissait point abattre, et elle employait tous les moyens qui restaient en son pouvoir pour réparer les désastres de sa fortune. Elle se hâta de voler dans le pays de Galles; là elle s'efforça de ranimer le zèle de ses anciens amis et d'en acquérir de nouveaux. La noblesse du nord, qui se regardait comme la plus belliqueuse et la plus brave du royaume, s'indigna de voir les barons du sud disposer de la couronne et régler le gouvernement selon leur volonté. Regardant la cause royale comme injustement opprimée, ils jurèrent de la défendre, et la reine se trouva bientôt à la tête d'une armée de vingt mille hommes prêts à la seconder. Elle et son ennemi implacable, le duc d'York, se rencontrèrent de nouveau à Wakefield-Green, près du château de Sandal, et la victoire, cette fois, se déclara en faveur de la reine. — An de J.-C. 1461, 30 décembre. — Le duc d'York fut tué dans l'action, et son corps ayant été trouvé parmi les morts, on lui trancha la tête par les ordres de Marguerite, qui la fit placer sur les portes d'York, avec une couronne de papier, en dérision de ses prétendus droits. L'un de ses fils, le

comte de Rutland, jeune homme de dix-sept ans, fut fait prisonnier et tué de sang-froid de la main de lord Clifford, qui, par ce trait de férocité, crut venger la mort de son père, lequel avait péri dans la bataille de Saint-Alban.

Marguerite, certaine de la victoire, marcha vers Londres, afin de rendre la liberté au roi ; mais le comte de Warwick, qui s'était mis à la tête des Yorkistes, commandait une armée au milieu de laquelle il avait placé le roi captif, afin de s'assurer une garantie et de donner à son pouvoir un caractère plus imposant. — An de J.-C. 1461 — A l'approche des Lancastriens, il fit avancer ses forces, augmentées d'un corps composé des habitants de Londres, dont l'attachement était extrême pour sa cause. La bataille fut livrée de nouveau à Saint-Alban. Tandis que les deux armées étaient aux mains, lord Lovelace, qui commandait un corps considérable d'Yorkistes, trahit lâchement son parti, il se retira du combat, et fit par cette perfidie décider la victoire en faveur de la reine. Plus de deux mille Yorkistes périrent dans la bataille ; le roi retomba entre les mains de son propre parti, pour être traité avec toutes les apparences de respect, mais en secret méprisé souverainement. Lord Bonneville, aux soins duquel il avait été confié, resta près de lui après la défaite, sur la foi du pardon que ce monarque lui promit ; mais la reine, sans égard pour les promesses de son époux, lui fit trancher la tête.

La ville de Londres était la seule qui fût encore à se rendre ; cependant Warwick avait su la mettre d'avance dans ses intérêts, et les habitants, qui redoutaient l'armée tumultueuse de la reine, refusèrent de lui ouvrir les portes. Le jeune Édouard, fils aîné du feu duc d'York, commençait à réparer les pertes que son parti avait éprouvées, et à ranimer le courage des Yorkistes. Ce prince, dans la fleur de la jeunesse, remarquable par sa beauté, sa bravoure et sa conduite populaire, s'avança vers Londres avec le reste de l'armée de Warwick ; il força Marguerite à se retirer, et entra dans la ville aux acclamations du peuple. Certain de l'affection des Anglais, il se décida sans perdre de temps à soutenir ses droits, et Warwick, son ami zélé, après avoir rassemblé à la hâte les habitants de Londres dans Saint-John's fields, prononça une harangue dans laquelle il exposait les titres d'Édouard, et se récriait hautement contre la tyrannie et l'usurpation de la maison de Lancastre. Après avoir parlé, il demanda au peuple s'il consentait à choisir Henri de Lancastre pour roi ; tous s'écrièrent unanimement :

« York! York! » Une assemblée d'évêques et de lords fut convoquée promptement au château de Baynard, et ratifia le choix du peuple. Le jeune duc fut proclamé roi d'Angleterre sous le titre d'Édouard IV, et fut conduit avec la plus grande pompe au palais que Henri avait coutume d'occuper lorsqu'il habitait Londres.

Mais les fureurs de la guerre civile n'étaient pas terminées; l'intrépide Marguerite résolut de frapper un dernier coup. A son retour dans le nord, un grand nombre de partisans s'étaient empressés de se réunir sous ses étendards, et en peu de jours elle se vit à la tête d'une armée de soixante mille hommes. De l'autre côté, le comte de Warwick conduisit le jeune Édouard à la tête de quarante mille hommes et marcha contre la reine.

Les deux armées se rencontrèrent près de Towton, dans le comté d'York, — An de J.-C. 1461, 29 mars — et la destinée de l'empire dépendit encore une fois de l'issue d'une bataille. Jamais combat ne fut plus terrible et ne dépeupla l'Angleterre d'une manière aussi effrayante. C'était certainement un horrible spectacle, que celui de cent mille hommes du même pays dirigeant leurs armes les uns contre les autres, et s'entr'égorgeant dans le seul but de satisfaire la vaine ambition du plus fort ou du plus méchant. Tandis que l'armée d'Édouard s'avavançait à la charge, une neige abondante vint à tomber; le vent qui la chassait au visage des ennemis les aveugla entièrement; cet avantage, secondé par une attaque impétueuse, décida la victoire en faveur des Yorkistes. Édouard donna des ordres pour ne faire aucun quartier, et il y eut un carnage épouvantable, dans lequel périrent trente-cinq mille Lancastriens. Édouard entra victorieux à York, fit enlever la tête de son père et celle du comte de Salisbury, qui avaient été exposées sur la porte de la ville, et fit mettre à leur place celle du comte de Devonshire.

A la nouvelle du désastre de son armée, Marguerite, trop certaine alors qu'aucune ville de l'Angleterre ne pouvait désormais lui offrir un asile, se bâta de fuir avec Henri et son fils en Écosse. Mais nulle calamité ne pouvait abattre le courage et la persévérance de cette princesse. Quelque nombreuses que fussent ses défaites, elle se déterminà à rentrer en Angleterre avec cinq mille hommes que le roi de France avait consenti à lui donner, et le malheureux Henri fut encore une fois entraîné à sa suite, afin que sa présence donnât plus de force aux prétentions de la reine. — An de J.-C. 1462 — Mais sa mauvaise fortune continua à

la poursuivre : sa petite flotte fut dispersée par une tempête, et elle-même s'échappa avec beaucoup de difficultés en entrant dans l'embouchure de la Tweed. Une autre défaite que son armée éprouva à Hexham, — An de J.-C. 1464 — rendit sa cause désespérée, et la cruauté que l'on exerça envers tous ses partisans augmenta encore le danger de sa situation.

La perte de cette bataille l'avait privée de toute espèce de ressources, elle et son époux furent obligés de fuir séparément, sans aucune suite et sans avoir même les premières nécessités de la vie. Le faible et infortuné monarque, toujours imprudent et toujours poursuivi par une fortune contraire, espérait qu'il pourrait rester caché en Angleterre; mais son erreur eut les conséquences les plus funestes; il fut découvert, emmené à Londres ignominieusement et renfermé dans la Tour. Le sort de Marguerite fut un peu moins déplorable. Elle s'était sauvée avec son fils dans une forêt où elle cherchait à se cacher, lorsque, pendant l'obscurité de la nuit, elle fut surprise par des voleurs, qui, ne la connaissant pas, ou respectant peu le rang d'une princesse, la dépouillèrent de tous ses bijoux et la traitèrent avec la dernière indignité. La malheureuse reine, parvenue à s'échapper, éprouva enfin un traitement plus respectueux de la part d'un de ces brigands à qui elle confia son rang et le sort de son fils. Cet homme, touché de sa situation, résolut de la sauver, au risque de se perdre lui-même. Il la conduisit sur le bord de la mer, d'où elle se réfugia en Flandre chez son père qui, malgré sa pauvreté, s'efforça de tout son pouvoir de la dédommager de ses malheurs. Les ducs de Sommerset et d'Exeter se retirèrent à la même cour, où ils eurent à supporter tous les tourments de la misère. Philippe de Comines, historien français, assure qu'il a vu le duc d'Exeter suivant, pieds nus, l'équipage d'un duc de Bourgogne, auquel il avait consenti à servir de valet de pied pour gagner sa nourriture. C'était assurément une situation bien avilissante pour un homme qui avait été à la tête des armées et qui était allié aux rois et aux princes du sang. Mais les marques de distinction qui existaient à cette époque entre les grandes et la basse classe n'étaient pas aussi apparentes qu'aujourd'hui, et la différence par conséquent était beaucoup moins choquante.

Édouard, fermement établi sur le trône par les soins de Warwick, régnait paisiblement; ses droits avaient été reconnus par le parlement, et le peuple anglais s'y était soumis généralement. Mais ses desirs

ambitieux une fois satisfaits, il commença à s'abandonner à ses passions favorites, la galanterie et la cruauté. Dans le même palais qui offrait tout-à-coup une scène sanglante, on voyait le lendemain des spectacles et des mascarades. Le roi se plaisait tout à la fois à courtoiser une maîtresse et à surveiller une exécution. Warwick, pour le détourner de penchants aussi funestes à son bonheur à venir, lui conseilla de se marier, et il se rendit en France, de son consentement, pour demander en mariage Bonne de Savoie. Cette alliance fut promptement conclue; mais tandis que le comte s'en occupait avec activité, le roi lui-même faisait échouer ce projet en épousant Élisabeth Widville, lady Grey, dont il était devenu amoureux, et qu'il s'était vainement efforcé de séduire. Warwick, vivement blessé de cette conduite, éclata en plaintes aussi offensées que le roi. Édouard se détermina à rompre tout rapport avec lui en le chassant du conseil. Tout contribua alors à augmenter le ressentiment qui s'élevait entre le roi et ce puissant sujet. La faveur dont jouissait le parti de la reine, et le mépris qui tomba sur le comte, déterminèrent une rupture éclatante. Warwick, dont la prudence égalait la bravoure, résolut de se servir de tous les moyens pour se venger. Il séduisit le duc de Clarence, frère du roi, et, pour s'assurer l'appui de ce seigneur, il lui donna sa fille en mariage. Une conspiration puissante et dangereuse se forma alors contre Édouard et son ministère, et un accident qui eut lieu bientôt après contribua à rallumer le feu de la discorde.

Les habitants qui demeuraient dans les environs de l'hôpital de Saint-Léonard, dans le comté d'York, se plaignirent de ce que les contributions qu'on levait pour cette institution, et qui dans l'origine avaient été destinées à de pieux usages, tournaient au profit des administrateurs; ils refusèrent de contribuer davantage, et prirent les armes pour s'opposer aux censures ecclésiastiques qui avaient été dirigées contre eux par le comte de Pembroke. — An de J.-C. 1469 — Il est probable que Warwick avait secrètement fomenté ces troubles; cependant ils s'apaisèrent, et Édouard consentit à pardonner; mais quelques autres révoltes qui éclatèrent peu de temps après celle-ci parurent favorables aux desseins de Warwick. La vengeance semblait être le seul but de sa conduite, et il la poursuivait avec un acharnement que rien ne pouvait diminuer. Les complots, les trahisons, les stratagèmes et les négociations secrètes se succédaient avec une rapidité étonnante.

La fortune de Warwick triompha enfin; et le roi, à ce qu'on assure, ayant accepté une invitation qu'il lui avait faite à dessein de le surprendre, tomba en sa puissance. Ce fait est très-incertain; mais, quel qu'il en soit, Édouard se trouva bientôt à la tête d'une nombreuse armée et en état de tirer vengeance de la trahison de son puissant antagoniste. Déterminé à profiter de la faiblesse où se trouvait alors l'ennemi, il défit un parti commandé par lord Wells, à qui il fit trancher la tête; ensuite il s'avança pour livrer bataille. — An de J.-C. 1470 — Warwick et le duc de Clarence n'enrent bientôt plus d'autre ressource que de quitter le royaume; ils s'embarquèrent à Calais, et, après s'être emparés de quelques vaisseaux flamands qui se trouvèrent près de la côte, ils se dirigèrent vers l'un des ports de la France. La nécessité les força de se réunir à Marguerite, et chacun parut disposé à oublier son ressentiment pour songer à se venger. Louis XI fit préparer une flotte pour les escorter; Marguerite et Warwick saisirent une occasion favorable pour s'embarquer, et ils abordèrent à Dartmouth avec un petit corps de troupes. Pendant ce temps Édouard était occupé dans le nord à dissiper une insurrection qui avait éclaté depuis peu. Rien n'est plus extraordinaire que le succès de Warwick en cette circonstance. L'esprit de mécontentement qui régnait dans la plus grande partie du royaume, et l'instabilité naturelle du caractère anglais, conspiraient pour seconder son ambition, et tant de partisans accoururent en foule se réunir sous ses étendards, qu'en moins de six jours il se vit à la tête d'une armée de soixante mille hommes.

Ce fut alors à Édouard de fuir le royaume à son tour. Il n'eut que le temps d'échapper pendant la nuit à un piège que lui avait préparé le marquis de Montague, et de s'embarquer sur une petite flotte qui le conduisit à Lynn, dans le Norfolk. Il ne trouva pas moins de dangers lorsqu'il fut en mer, et il fut chassé par quelques vaisseaux appartenant aux villes anseatiques, qui étaient en guerre à cette époque avec la France et l'Angleterre. Mais il finit par aborder heureusement en Hollande, où il fut reçu très-froidement par le duc de Bourgogne, avec lequel il avait formé une alliance quelque temps auparavant.

Warwick, à la tête d'une armée à laquelle rien ne pouvait résister, s'avança vers Londres, et l'infortuné Henri VI fut enfin retiré de sa prison pour être placé sur un trône dangereux et incertain. Un par-

lement qui fut convoqué à ce sujet confirma ses titres avec la plus grande solennité, et Warwick reçut dès ce moment par lui le peuple le surnom de *King-Maker* (faiseur de rois). On cassa tous les bills de proscription rendus contre les Lancastriens, et l'on réhabilita tous ceux qui avaient perdu leurs dignités ou leur fortune pour la cause de Henri. Tous ceux du parti yorkiste se hâtèrent de fuir sur le continent ou de chercher un asile dans les sanctuaires, où les privilèges ecclésiastiques purent les mettre à l'abri de toute recherche.

Mais le parti d'Édouard, quoique repoussé, n'était pas détruit ; bien qu'exilé en Hollande, ce prince avait un grand nombre de partisans en Angleterre, et, après une absence de cinq mois, secondé par un petit corps de troupes que lui avait donné le duc de Bourgogne, il fit une descente à Ravenspur, dans le comté d'York. — An de J.-C. 1471 — La réception que lui firent les Anglais fut d'abord peu encourageante ; cependant son parti s'augmenta considérablement pendant sa marche, et sa modération apparente ainsi que sa feinte humilité contribuèrent à accroître le nombre de ses partisans. Londres, toujours prête à accueillir le plus puissant, lui ouvrit ses portes, et le malheureux Henri fut arraché encore une fois du trône pour être bientôt plongé de nouveau dans sa première captivité.

Warwick commençait à faire une triste expérience de l'instabilité de la fortune, et voyait avec douleur son parti diminuer chaque jour. Mais ce qui porta le coup le plus terrible à ses espérances, fut la défection de son gendre, le duc de Clarence, qui passa dans le parti d'Édouard. Aucune ressource ne restait désormais à Warwick, que de terminer son incertitude cruelle en risquant une bataille décisive, et quoique convaincu de l'infériorité de ses forces, il se fiait assez à ses talents militaires pour hasarder une affaire générale. Il se rendit à Barnet, situé à dix milles de Londres, et là il résolut d'attendre Édouard, qui se présentait bientôt. Warwick et Édouard étaient regardés alors comme les deux généraux les plus renommés de leur siècle ; le combat qui allait se livrer devait être décisif, et affermir Édouard sur le trône ou détruire à jamais toutes ses prétentions. Le triste Henri, toujours traîné à la suite de l'armée, était spectateur indifférent de cet engagement mémorable ; mais alors il était, heureusement pour lui, plongé dans un état d'imbécillité qui le sauvait du sentiment douloureux de sa déplorable situation.

Le combat s'engagea dès le matin et dura jusqu'à midi. — An de

J.-C. 1471, 14 avril — Les deux armées combattaient avec acharnement et montraient une valeur remarquable. Non seulement la vie, mais l'honneur dépendait de l'issue de cette bataille. L'exemple de Warwick animait ses troupes d'un courage plus qu'ordinaire, et la victoire, un moment, parut se décider en sa faveur; mais un événement imprévu fit enfin pencher la balance du côté des Yorkistes. Le brouillard de la matinée, qui rendait les objets difficiles à distinguer, trompa une partie de l'armée de Warwick; elle attaqua par méprise un corps de ses troupes, et tomba sur lui avec fureur. Cette erreur fatale changea totalement la fortune du jour. Warwick eut beau mettre en usage tout ce que l'expérience, la valeur et la prudence purent lui suggérer, il était trop tard, rien ne put remédier aux conséquences d'une erreur si funeste. Trop certain de la perte de toute espérance, il résolut du moins de vendre cher la victoire. Contre sa coutume ordinaire, Warwick, ce jour-là, combattait à pied; à la tête d'un corps de troupes choisies, il marcha vers l'endroit le plus dangereux du carnage, et ce fut là qu'il perdit la vie. Convert de blessures, il tomba au milieu de ses ennemis; son frère eut le même destin, et six mille de ses partisans furent tués par les ordres d'Édouard, qui avait ordonné de ne faire aucun quartier.

Marguerite, qui, dans le cours de ses malheurs, n'avait jamais perdu sa présence d'esprit, et avait toujours su trouver quelque ressource, revenait alors de France où elle avait été solliciter de nouveaux secours. À peine avait-elle eu le temps de se remettre des fatigues de son voyage, qu'elle reçut la nouvelle fatale de la mort du brave Warwick, et de la destruction totale de son parti. Quelque jusque alors elle eût résisté courageusement aux revers de la fortune, elle ne put supporter ce dernier coup avec sa fermeté ordinaire. Sa douleur ne s'exprima, pendant quelque temps, que par des larmes; puis, cédant à son cruel destin, elle se réfugia dans l'abbaye de Beaulieu, dans le Hampshire.

Elle ne resta pas long-temps dans cette triste demeure sans trouver quelques amis disposés à relever sa fortune déchuë. Tudor, comte de Pembroke, Courtenay, comte de Devonshire, les lords Wenlock et Saint-John, ainsi que quelques autres d'un rang distingué, l'exhortèrent à reprendre du courage. Un seul rayon d'espérance suffisait pour rendre à cette femme étonnante toute l'énergie de son caractère, et le souvenir pénible de ses malheurs passés fit place à la flatteuse

perspective que lui offraient ses amis. Le duc de Sommerset se mit à la tête de son armée; il avait partagé tous ses dangers, et n'avait jamais cessé de lui être fidèle. Il était vaillant, généreux et affable, mais téméraire et opiniâtre. Édouard, qui l'avait attaqué dans ses retranchements, fut repoussé avec une telle vigueur, qu'il n'eut que le temps de se retirer avec précipitation, ce qui fit supposer au duc que l'armée ennemie était en déroute; il ordonna en conséquence à lord Wenlock de soutenir la charge; mais malheureusement ce dernier refusa d'obéir aux ordres qu'il avait reçus, et les troupes de Sommerset succombèrent sous le nombre.

La colère du duc devint terrible: tout était perdu par la faute de Wenlock; s'apercevant qu'il était resté dans l'inaction et à la place où il avait fait ranger ses troupes, il donna un libre cours à toute sa fureur, courut sur le lâche, la hache levée, et lui fit sauter la cervelle d'un seul coup.

La reine et le prince furent faits prisonniers et conduits en présence d'Édouard. Le jeune prince se présenta devant son vainqueur avec une majesté imposante. Édouard lui ayant demandé d'un air insultant de quel droit il osait mettre le pied en Angleterre, le jeune prince, plus fier de sa haute naissance qu'humilié de ses infortunes, lui répondit: « J'entre dans les états de mon père pour venger ses injures et les miennes. » Le cruel Édouard, irrité de cette fière réponse, lui donna sur la bouche un coup de son gantelet, ce qui servit de signal à la brutalité des ducs de Gloucester et de Clarence et de quelques autres courtisans, qui, semblables à des bêtes féroces, se précipitèrent à la fois sur le jeune prince désarmé, et lui plongèrent leurs dagues dans le cœur¹.

Pour compléter cette scène tragique, Henri, qui depuis si longtemps était le spectateur passif de tant d'horreurs, fut jugé indigne de vivre davantage. Le duc de Gloucester, depuis Richard III, entra seul dans sa chambre et l'égorgea de sang-froid. De tous ceux qui furent pris, bien peu trouvèrent grâce aux yeux d'Édouard. Il laissa la vie à Marguerite, dans l'espoir que le roi de France consentirait à payer une rançon pour elle; il ne se trompa point: le monarque donna quinze mille couronnes² pour racheter sa liberté.

¹ Quelle doit être la férocité du peuple dans un royaume où les chefs se conduisent ainsi? (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

² Cinquante mille écus.

Cette héroïne, après avoir défendu la cause de son mari dans douze batailles, après avoir survécu à ses enfants, à ses amis, à sa fortune, se retira en France, où elle vécut quelques années encore dans une condition privée. Cette femme, remarquable sous plusieurs rapports, n'eut d'autres droits à l'admiration et à la pitié que ceux de son courage et de ses malheurs. Elle fut plus illustre par sa bravoure qu'intéressante par les vertus de son sexe, auxquelles elle demeura presque étrangère.



CHAPITRE XX.

ÉDOUARD IV.

De l'année 1471 à l'année 1483.

Le peuple anglais est de tous le plus susceptible de sensibilité et le plus porté à la pitié, et jamais il ne se déclara l'appui d'un trône établi sur des principes de cruauté. Rien n'était donc plus absurde que de songer à gouverner une telle nation par la main du bourreau.

Édouard, délivré de ses ennemis les plus redoutables; n'interrompit pas pour cela le cours des punitions et des rigueurs qu'il fit tomber sur ceux qui restèrent encore, quelque peu dangereux qu'ils fussent alors; les gibets ne cessèrent d'être occupés par ses ennemis, et leurs biens furent confisqués à son profit. Le bâtard Falconbridge, s'étant avancé sur Londres à la tête d'un petit corps de troupes, fut repoussé, fait prisonnier et exécuté sur-le-champ.

Tandis que d'un côté Édouard s'efforçait d'imprimer la terreur dans l'esprit de ses sujets, de l'autre il se plongeait dans les plaisirs de toute espèce. La nature semblait s'être plu à le favoriser, car il était le plus bel homme de son royaume. Ses courtisans étaient toujours prêts à encourager les débauches auxquelles ils prenaient part, et le clergé, qui lui-même se livrait impunément au libertinage, montrait la plus grande indulgence pour la conduite du souverain. Les vices les plus énormes étaient enfin devenus si communs, que l'adultère n'était regardé que comme une faute très-légère. Dans le nombre des maîtresses d'Édouard, il y en eut une nommée Jeanne Shore, femme d'un marchand de la Cité. Elle était d'une beauté et d'un esprit remarquables, mais d'un caractère

trop faible pour résister aux séductions d'un homme qui était aimable, beau, et de plus souverain puissant.

L'Angleterre jouissait alors d'un calme passager; Édouard pensa que le moyen le plus sûr de se rendre agréable à ses sujets était de maintenir ses droits aux possessions françaises, que les insurrections de son père avaient contribué à aliéner sous le règne précédent. Une tentative de cette espèce était bien faite pour réveiller les dispositions malignes de ses ennemis, et ne pouvait manquer de plaire à un peuple plus ambitieux de splendeur que d'acquisitions utiles. En conséquence de ces projets, le roi envoya à son allié, le duc de Bourgogne, un renfort de trois mille hommes, et lui-même se rendit bientôt en France, à la tête d'une puissante armée. — An de J.-C. 1475 — Louis s'alarma avec raison de cette invasion formidable, dont il s'efforça de se garantir par un traité. Ce moyen réussit mieux que celui des armes. Les deux rois eurent une entrevue à Pecquigni, et, sur la promesse d'une somme stipulée, Édouard consentit à reconduire ses troupes en Angleterre. Ce monarque voluptueux était impatient de retrouver ses maîtresses, et de prodiguer pour elles l'argent qu'il s'attendait à recevoir de la France. Mais Louis espérait se mettre bientôt en état de lui refuser les sommes énormes qu'il venait de s'engager à lui payer.

Après la conclusion de cette expédition sans effet, Édouard se laissa entièrement dominer non seulement par des passions indignes d'un souverain et d'un homme d'état, mais encore par une basse jalousie contre tous ceux qui paraissaient mépriser sa conduite.

Au nombre de ses torts particuliers, qui ont trop peu d'importance pour tenir place dans l'histoire, on doit citer un acte de tyrannie dont il se rendit coupable dans sa propre famille, et qui mérite à jamais l'indignation de la postérité.

Quelque le duc de Clarence eût abandonné le parti de Warwick, et qu'il se fût efforcé, par ses nombreux services, de faire oublier au roi sa conduite passée, il n'avait jamais pu recouvrer l'amitié de son frère, qui depuis long-temps cherchait un prétexte pour le perdre. La pétulance de son caractère fit bientôt naître l'occasion désirée. Le roi, chassant un jour dans le parc de Thomas Bardet, homme dévoué au duc, tua un dalm blanc que le propriétaire aimait beaucoup. Bardet, irrité de cette perte, s'écria, dans sa colère, qu'il voudrait que le bois de cet animal fût dans le ventre de celui qui avait conseillé au roi de le tuer. L'infortuné Bardet fut mis en jugement pour cette exclamation brusque

et inconsidérée, et exécuté à Tyburn. Le duc de Clarence, vivement affligé de la mort de son ami, exprima sa douleur en reproches réitérés contre son frère, et se récria contre l'iniquité de la sentence qui avait fait périr un homme innocent. Le roi, grièvement offensé de la liberté qu'osait prendre le duc, saisit avec ardeur le prétexte qui s'offrait, et lui fit faire son procès à la chambre des pairs, où il comparut lui-même comme accusateur. — An de J.-C. 1478 — Dans ces temps de troubles et d'horreurs, toute accusation alléguée par le parti du plus fort devenait fatale. Le duc fut déclaré coupable ; et comme on le laissa libre de choisir son genre de mort, il fut noyé secrètement à la Tour dans une tonne de Malvoisie, choix bizarre, qui fait présumer qu'il avait une prédilection extrême pour ce vin.

Le reste du règne d'Édouard s'écoula en désordres, en débauches, en prodigalités, en traités nuls avec la France, et en menaces vaines contre le monarque qui ne cessa jamais de le tromper. Son parlement, devenu le ministre docile de ses volontés, consentit, sur sa demande, à déclarer la guerre à la France, à une époque où, toutes ses alliances projetées sur le continent étant rompues, il ne devait concevoir aucune espérance de succès. Le peuple accueillit avec joie l'idée d'une expédition qui, sans aucun motif d'utilité, tendait à appauvrir la nation, et l'on conçut de nouveau l'espoir de reconquérir la France.

Tandis que les uns s'occupaient de brillants projets et de préparatifs, et que les autres tiraient secrètement des conjectures funestes sur cette expédition, Édouard fut attaqué tout-à-coup d'une maladie violente dont il mourut, dans sa quarante et unième année. — An de J.-C. 1483, 9 avril — Il y avait alors vingt-trois ans qu'il régnait, y compris les années de sa première usurpation. Les seules qualités de ce prince furent le courage et la valeur ; la beauté remarquable dont la nature l'avait doué y ajouta un prestige auquel peu de personnes eurent le pouvoir de résister. Du reste, son caractère était un composé de tous les vices¹.

Outre cinq filles qu'il eut, il laissa deux fils : Édouard, prince de Galles, qui fut son successeur, âgé alors de treize ans, et Richard, duc d'York, qui entra dans sa neuvième année.

¹ Le caractère de ce prince peut être tracé en deux mots : il n'eut pour bonnes qualités que le courage et la beauté : tous les vices à la fois étaient entrés dans son ame. (*Lectures sur l'Histoire d'Angleterre.*)



CHAPITRE XXI.

ÉDOUARD V.

An de J.-C. 1483.

A la mort d'Édouard, le royaume se trouva divisé en deux nouvelles factions. La famille de la reine, devenue puissante sous le dernier règne, s'était rendue odieuse à l'ancienne noblesse, qui la regardait comme très-inférieure à elle, et qui ne se soumettait qu'avec répugnance à son autorité. Cette animosité n'avait osé se manifester pendant la vie du roi : la crainte qu'il inspirait avait su réprimer la haine de ce parti, dont il s'était efforcé de garantir sa famille à son lit de mort. Il avait exprimé le désir que son frère, le duc de Gloucester, fût investi de la régence, et il lui avait recommandé en mourant d'entretenir la paix et l'union pendant la minorité de son fils. Mais le roi n'eut pas plus tôt cessé de vivre, que le ressentiment des deux partis éclata ouvertement, et le duc de Gloucester, homme rusé, méchant et ambileux, résolut de tirer parti des dissensions mutuelles.

Il commença de marcher à son but en excitant secrètement le mécontentement de l'ancienne noblesse, en l'irritant contre la reine, et en insinuant adroitement que la bassesse de son origine perçait malgré elle dans les nouvelles promotions qu'elle avait faites. Il redoubla en même temps de marques de zèle et d'attachement pour cette princesse, et obtint par là sa confiance entière. Après avoir agi ainsi avec succès pendant quelque temps, il parvint à mettre le duc

de Buckingham et quelques autres seigneurs dans ses intérêts, et il les détermina à seconder ses efforts pour obtenir la tutelle et la garde du jeune prince.

Certain de l'appui de ces derniers, il résolut d'enlever la garde du jeune roi au comte de Rivers, son oncle maternel. Après avoir donné l'ordre de faire arrêter ce seigneur, il se rendit près du jeune Édouard, et, avec les démonstrations du respect le plus profond, il lui offrit de le conduire à Londres. Assuré de la personne du roi, il songea à s'emparer également de son jeune frère, qui, sous la protection de sa mère, s'était réfugié dans l'abbaye de Westminster. La reine, qui dès le commencement avait prévu les dangers qui menaçaient sa famille, ne consentit qu'avec difficulté à se séparer de son enfant; mais, vaincue par les sollicitations du primat et de l'archevêque d'York, elle céda à leur avis; prenant alors son fils entre ses bras, elle l'embrassa tendrement et le laissa partir, non sans avoir versé un torrent de larmes. Le jeune roi, enchanté de la présence de son frère, se félicitait de la complaisance de la reine, bien loin de se douter du but fatal de ces préparatifs. Ils furent bientôt déçus, et peu de jours après, le duc de Gloucester, qui avait été nommé protecteur du royaume, envoya les deux princes à la Tour, sous le prétexte de les garantir de toute espèce de dangers.

L'infâme Gloucester, satisfait de posséder en sa puissance les êtres innocents qu'il voulait détruire, commença par répandre le bruit de leur illégitimité, et créa différents obstacles pour différer le couronnement du roi. Lord Stanley, homme d'une pénétration profonde, fut le premier à soupçonner les intentions perfides du protecteur. Il communiqua ses inquiétudes à lord Hastings, qui depuis long-temps était fermement attaché à la famille du roi. Hastings n'ajouta d'abord aucune foi à ces soupçons, et le désir ardent qu'il éprouvait qu'un projet si odieux n'existât pas influa probablement sur son jugement et contribua à augmenter sa sécurité trompeuse. Il fut bientôt forcé de sortir de son erreur. Catesby, vil instrument du protecteur, fut envoyé pour sonder ses opinions et pour essayer de l'engager à seconder les projets de l'usurpateur. Hastings reçut cette proposition avec horreur, il protesta de son attachement inébranlable au roi, et sa mort fut résolue par Gloucester.

Des ordres furent donnés en même temps pour exécuter lord Rivers, sir Richard Grey et sir Thomas Vaughan, qui avaient été renfermés

dans le château de Pontefract, et dont le seul crime était leur attachement au jeune monarque.

Le jour désigné pour leur exécution, le protecteur convoqua un conseil à la Tour, où lord Hastings et plusieurs autres se rendirent, ne prévoyant nullement que leur vie fût en danger. Mais le duc de Gloucester était capable de commettre les crimes les plus atroces avec la plus froide indifférence. Il se présenta au conseil à neuf heures du matin, salua tous les membres de l'assemblée avec l'air le plus affable, et donna à chacun des marques de satisfaction et de gaïeté. Il complimenta même l'évêque d'Ély sur les fraises précoces qu'il cultivait et lui en demanda un plat. Puis, quittant subitement le conseil, comme si quelque autre affaire exigeait sa présence, il demanda instamment que son absence n'interrompît point les débats. Un quart d'heure après il reparut, le visage altéré, fronçant les sourcils, mordant ses lèvres¹, et offrant dans toute sa contenance les marques d'un trouble extrême. L'assemblée gardait un morne silence, et chacun s'observait en tremblant, s'attendant, non sans raison, à apprendre quelque horrible catastrophe.

A la fin, Gloucester rompit ce silence terrible : « Mylords, s'écria-t-il, » que mérite celui qui a osé conspirer contre ma vie ? » A cette question inattendue, l'étonnement de l'assemblée redoubla et le silence continua. Lord Hastings fut le premier qui se leva : « Quiconque s'est » rendu coupable, répondit-il, d'un tel crime, mérite d'être puni comme » traître. » — « Ces traîtres, car ils sont plusieurs, reprit le protecteur, sont la femme de mon frère et Jeanne Shore, sa maîtresse, » ainsi que d'autres complices. Voyez dans quel état ils m'ont réduit » par leurs charmes et leurs sortilèges. » A ces mots, il découvrit son bras, qui parut desséché². A cette terrible accusation, le conseil frémit, et lord Hastings reprit la parole : « S'ils sont aussi coupables, ils » méritent d'être punis, s'écria-t-il. » — « Si ! si ! s'écria le protecteur » d'une voix effrayante ; oses-tu bien douter ? Je soutiens qu'ils ont » conspiré contre ma vie, et que tu es toi-même traître et complice » de leur crime. » A ces mots, il frappa de sa main deux coups sur la table, et l'appartement se trouva à l'instant rempli de gens armés.

¹ On dit que lorsqu'il était en colère, il mordait sa lèvre inférieure, et cachaient en silence le manche de son poignard.

A. A.

² Infirmité que, selon quelques-uns, il avait dès sa naissance. Hume, t. III, p. 544.

A. A.

« J'en arrête, continua Gloucester en se tournant vers Hastings, pour crime de haute trahison. » Et au même instant il donna aux soldats l'ordre de s'emparer de lui.

Le tumulte et la confusion regnaient dans la chambre du conseil, et quelque personne n'osât tenter de secourir Hastings, les soldats faisaient autant de bruit que s'ils eussent eu à craindre quelque émeute. L'un d'eux frappa lord Stanley d'un coup de hache, et faillit lui fendre la tête, mais il échappa au danger en se réfugiant sous la table. Il est probable que cet homme avait reçu l'ordre de commettre cet attentat, et que si Stanley eût été tué, sa mort eût été attribuée au tumulte occasionné pour sauver Hastings. Cependant, bien qu'il eût échappé au coup qui lui était destiné, il ne fut pas sauvé, et il ne tarda pas à être arrêté par ordre du protecteur, qui connaissait tout son attachement pour le jeune roi.

Quant à lord Hastings, il fut obligé de faire sur-le-champ une courte confession à un prêtre qui se trouva présent; le protecteur jura par saint Paul qu'il ne dînerait pas qu'il n'eût vu tomber la tête de son ennemi. Il fut donc traîné de force dans un petit terrain situé près de la chapelle de la Tour, et là on lui trancha la tête sur un tronc d'arbre qui se trouva par hasard en ce lieu. Deux heures après, on publia dans la ville de Londres une proclamation dans laquelle on faisait l'énumération des prétendus crimes d'Hastings, et des motifs puissants qui avaient forcé à hâter ainsi son châtiment.

Le farouche Gloucester, parvenu ainsi à détruire tous ceux qui lui portaient le plus d'ombrage, voulut pour complaire au peuple punir aussi Jeanne Shore, la maîtresse du feu roi. Cette femme infortunée était une ennemie trop impuissante pour être redoutable; mais il avait juré de la perdre, et comme personne ne paraissait ajouter foi à l'accusation de sorcellerie qu'il avait portée contre elle, il résolut de la faire mourir sous le prétexte de ses mauvaises mœurs. Jeanne Shore avait autrefois abandonné son mari, orfèvre à Londres, pour vivre avec Édouard, au milieu des délices d'une cour dissolue. Cependant, malgré cette inconduite, son cœur n'était pas vicieux, et elle possédait des qualités qui pouvaient peut-être faire excuser ses fautes. On savait qu'elle avait toujours défendu la cause des malheureux, et qu'elle ne s'était occupée que d'intercéder en leur faveur. Elle était charitable et généreuse. Sa conversation était aimable, et il était aussi difficile de résister aux grâces de son esprit qu'aux charmes de sa beauté.

Comme on ne pouvait lui faire d'autre reproche que celui de son amour illicite pour le roi, le protecteur ordonna qu'elle fût poursuivie en adultère. Il est probable que le peuple ne fut pas fâché de voir humilier une femme qu'il avait vue à regret s'élever au-dessus de sa classe et partager les faveurs de la cour. L'accusation était trop évidente pour être niée; elle s'avoua coupable, et fut condamnée en conséquence à parcourir la ville pieds nus, et à faire pénitence publiquement devant l'église de Saint-Paul, en chemise et un clerge à la main. Elle vécut encore quarante ans après cette sentence, réduite à la plus extrême misère. Thomas Moore assure que, sous le règne suivant, il la vit enfilant, pour son souper, des légumes dans un champ près de la ville : exemple frappant de l'ingratitude des cours et des revers de la fortune.

Le protecteur, jugeant l'occasion favorable pour déclarer ses prétentions à la couronne, jeta le masque qu'il avait gardé jusque alors, et dès ce moment on put pressentir le sort funeste qu'il destinait aux enfants d'Édouard. Il avait en soin, par des présents et des promesses brillantes, de mettre dans ses intérêts le duc de Buckingham, homme habile et puissant. Ce seigneur, assez vil pour se laisser corrompre, employait tous les moyens en son pouvoir pour accréditer, parmi le peuple, l'opinion de l'illégitimité du feu roi et de ses enfants. Le docteur Shaw, prédicateur, fut payé pour haranguer le peuple à ce sujet à la croix de Saint-Paul, et dans ce discours il affecta de s'étendre amplement sur l'incontinence de la reine-mère, sur la fausseté du titre du jeune roi; après quoi, il fit un éloge pompeux des vertus du protecteur : « C'est lui, s'écria-t-il, qui porte sur sa figure l'image de la vertu » et les signes d'une origine vraiment noble. Lui seul peut rendre à la nation l'honneur et la gloire qu'elle a perdus. »

On espérait que quelques-uns d'entre le peuple s'écrieraient : *Vive le roi Richard !* mais tous les auditeurs gardèrent un profond silence. Le duc de Buckingham entreprit, à son tour, de les persuader par son éloquence : son discours avait pour base les calamités du règne précédent, et l'illégitimité de la race actuelle : « Il ne voyait, disait-il, qu'un seul moyen d'écarter les malheurs qui menaçaient l'état; c'était d'élever le protecteur à la souveraineté; mais il craignait, ajoutait-il, qu'il ne refusât d'accepter un trône hérissé de tant de difficultés et de dangers. » Il demanda ensuite à ses auditeurs s'ils ne consentaient point à accepter le protecteur pour roi; le plus profond silence suc-

céda à cette question. Sa mortification fut extrême. Le maire, qui était dans le secret, et qui voulait tirer le duc d'une situation aussi embarrassante, lui dit que des citoyens peu habitués à être harangés par un homme d'une si haute importance étaient peut-être embarrassés pour lui adresser la parole, et consentiraient plus facilement à répondre à leur juge assesseur. Il répéta donc les propres paroles du duc; mais le peuple continua à garder le même silence. « Quelle étrange opiniâtreté! » s'écria Buckingham: nous vous demandons en propres termes, ajouta-t-il, si vous consentez, oui ou non, à accepter le duc de Gloucester pour roi? Cette démarche auprès de vous n'est qu'une marque de considération que nous voulons vous donner, puisque les lords et les communes ont assez de pouvoir pour élire un souverain sans votre consentement. » Après tant d'efforts, quelques pauvres ouvriers, excités par les gens du protecteur et de Buckingham, élevèrent un faible cri de: *Vive Richard!* La populace, classe méprisante qu'il faut distinguer de celle du peuple, répéta le cri de: *Richard! Richard!* Quelques chapeaux furent jetés en l'air, et le duc, profitant de cette approbation feinte, courut, accompagné du maire et des aldermen, offrir le trône au protecteur, qui habitait en ce moment le château Baynard.

Lorsque Richard fut informé qu'il y avait à la porte du château une multitude de gens qui demandaient à le voir, prenant tout-à-coup l'air d'hypocrisie auquel il était habitué, il parut sur une galerie entre deux évêques, et feignit la surprise à la vue d'une telle foule. On lui apprit que le motif qui rassemblait le peuple en ce moment était le désir de lui offrir la couronne. Étonné en apparence, il déclara positivement qu'il la refusait, alléguant son attachement pour le feu roi, son frère, et sa tendresse sincère pour les enfants qu'il avait confiés à ses soins; il assurait d'ailleurs qu'il ne possédait aucun des talents propres à gouverner un royaume. Buckingham, à cette réponse, affecta un vif mécontentement, il murmura entre ses dents; puis, adressant la parole au protecteur, il le pria de se rendre aux vœux du peuple, qui était disposé à l'accepter pour roi; tous ces refus, assurait-il, étaient désormais inutiles, les choses étaient trop avancées pour reculer, et dans le cas où il persisterait à le faire, le peuple était déterminé à offrir la couronne à un autre plus disposé à l'accepter. L'apparente tendresse du protecteur pour son peuple devait lui faire trouver cet argument irrésistible.

« Je vois, dit-il d'un ton modeste, que la nation a résolu de me charger d'un fardeau que mon inhabileté me rend incapable de soutenir ; cependant, puisqu'il est de mon devoir d'obéir aux volontés d'un peuple libre, j'accepte, quoique avec répugnance, sa proposition ; je prends donc possession de l'Angleterre, avec la résolution de la défendre et de soumettre la France. » La foule s'éloigna insensiblement, et chacun se dispersa en repassant dans son esprit les événements de la journée, et en réfléchissant sur toutes ces choses, selon la passion, l'intérêt ou l'esprit de parti.



CHAPITRE XXII.

RICHARD III.

De l'année 1483 à l'année 1485.

Un crime est toujours suivi d'un autre crime. Dès que Richard fut monté sur le trône, il envoya des ordres au gouverneur de la Tour, pour mettre à mort les deux jeunes princes ; mais ce brave serviteur, nommé Brackenburgh, refusa de servir d'instrument à la fureur du tyran, et lui fit répondre, d'une manière respectueuse ; qu'il ignorait comment on pouvait se déterminer à tremper ses mains dans le sang de l'innocence. L'usurpateur trouva bientôt une créature assez vile pour consentir à ses infâmes desseins ; sir James Tyrrel se chargea de l'horrible exécution, et Brackenburgh reçut l'ordre de lui céder les clefs de la Tour pour une nuit.

Tyrrel avait choisi trois complices nommés Slater, Dighton et Forrest ; il entra pendant la nuit dans l'appartement des princes, et après avoir introduit les assassins dans leur chambre à coucher, il leur ordonna d'exécuter leur commission tandis qu'il garderait la porte. Les trois scélérats s'approchèrent des jeunes princes, qu'ils trouvèrent plongés dans un profond sommeil, les étouffèrent avec leurs traversins et leurs oreillers, et offrirent ensuite leurs corps aux regards de Tyrrel, qui ordonna qu'ils fussent enterrés au pied de l'escalier, dans une fosse profonde que l'on creusa sous un monceau de pierres. Ce meurtre horrible fut avoué par les assassins mêmes, sous le règne

suivant, et cependant ils ne furent pas punis¹. Henri VII fit chercher les corps des deux princes, sans qu'il fût possible de les retrouver; mais sous le règne de Charles II, les ossements de deux cadavres, dont les proportions se rapportaient à l'âge de ces princes, furent découverts dans le même endroit où ils avaient été enterrés, et le roi leur fit élever un monument de marbre dans l'abbaye de Westminster.

Richard, parvenu à renverser tous les obstacles, se vit enfin établi sur le trône, et il songea bientôt comme tous les usurpateurs, à affermir par des alliances étrangères un pouvoir injustement acquis. Convaincu de l'influence de la pompe et de l'éclat sur l'esprit du peuple, il se fit sacrer à Londres, ensuite à York. Il lui fut facile de s'assurer la bonne volonté du clergé et de la noblesse, en accordant à l'un des privilèges nombreux et en distribuant à l'autre des récompenses proportionnées aux services qu'il en avait reçus.

Mais tandis qu'il s'efforçait de rendre son pouvoir inébranlable, il se vit menacer du côté où il s'y attendait le moins. Le duc de Buckingham, l'instrument principal de son usurpation, loin de se trouver satisfait des possessions immenses qu'il avait reçues, se montra mécontent, et ses desirs s'accrurent avec l'augmentation de sa fortune. Les places et les gouvernements les plus considérables du royaume lui avaient été donnés, mais son ambition insatiable lui faisait souhaiter ardemment de posséder les biens confisqués du comte de Hereford, biens auxquels sa famille avait d'anciens droits. Richard refusa cette fois de consentir à sa demande, et une froideur réciproque ne tarda point à être le résultat de ce refus. Buckingham offensé jura alors de détruire un monarque dont le titre était évidemment fondé sur l'injustice. Il douta quelque temps s'il viserait à la couronne pour lui-même ou pour un autre. Ce dernier parti fut celui auquel il s'arrêta; en conséquence, il se détermina à se déclarer en faveur de Henri, comte de Richmond, qui, exilé en Bretagne à cette époque, était regardé comme le seul descendant de la maison de Lancastre.

Henri, comte de Richmond, détenu par le duc de Bretagne, mais d'une manière honorable, avait été assez heureux pour échapper aux massacres sans nombre des règnes précédents. Il descendait de Jean de Gand II par la ligne féminine, et il était, pour cette raison,

¹ Mais Jacques Tyrrel fut exécuté sous le règne suivant, après avoir confessé son crime et la manière dont il l'avait commis. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

odieux à ceux qui se trouvaient actuellement en possession du pouvoir. Après avoir vécu long-temps en exil, il avait été remis une fois entre les mains des ambassadeurs d'Édouard IV, qui se préparaient à le faire passer en Angleterre, lorsque le prince qui l'avait livré s'en repentit tout-à-coup, et l'arracha d'entre les mains des envoyés d'Édouard, au moment où ils le forçaient à s'embarquer.

Ce fut donc sur lui que le duc de Buckingham jeta les yeux, et en peu de temps une négociation fut entamée entre eux à ce sujet. Les droits héréditaires de Henri étaient douteux, il est vrai, mais les crimes de l'usurpateur servaient à leur donner plus de force. Afin de les fortifier encore davantage, un mariage fut projeté entre lui et la princesse Élisabeth, fille d'Édouard IV; la reine douairière consentit à cette mesure.

Soit que Richard eût été informé par ses créatures de ce qui se passait, soit que sa conscience coupable le portât naturellement au soupçon, il commençait à suspecter la fidélité de Buckingham, et les informations qu'il prit chaque jour ne lui laissèrent bientôt plus de doute sur sa perfidie. Jaloux et irrité, il envoya chercher Buckingham; celui-ci ayant refusé de se rendre à ses ordres, les terreur de Richard augmentèrent. Bientôt il eut les preuves les plus convaincantes de la haine du duc: il apprit qu'il s'était mis à la tête d'un corps d'armée considérable, et qu'il se dirigeait vers le sud. Richard, dont aucun danger ne pouvait effrayer le courage, se mit sur-le-champ en état de défense, et, à la tête de quelques troupes qu'il leva dans le nord, il se bâta d'aller à la rencontre des insurgés. Mais la fortune, qui se déclara pour lui en cette circonstance, rendit tous ces préparatifs inutiles. Buckingham, qui s'était avancé par une marche forcée à Gloucester, où il avait l'intention de traverser la Severn, trouva la rivière tellement grossie, que la campagne était inondée de tous côtés, et que les sommets de quelques montagnes étaient même couverts d'eau. Cette inondation dura dix jours, pendant lesquels l'armée de Buckingham, composée de Gallois, ne pouvant ni passer la rivière, ni trouver de subsistances nulle part, fut obligée de se disperser, malgré les efforts du duc pour engager ses troupes à rester.

Dans cette situation désespérée, il se réfugia dans la maison d'un nommé Banister, qui avait été autrefois à son service, et qui avait de grandes obligations à sa famille; mais les traîtres trouvent rarement

la générosité et le dévouement qu'ils sont incapables de mettre en pratique, ils sont indignes de recueillir les fruits des vertus qu'ils ignorent, et Buckingham devait s'attendre moins que tout autre à rencontrer un ami sincère, lorsque lui-même était si peu fidèle à l'amitié. Banister ne put résister à la tentation d'obtenir la récompense promise pour la tête de Buckingham, et il le dénonça au shérif de Shropshire, qui, après avoir fait entourer la maison sur-le-champ, s'empara du duc, que l'on trouva caché sous les habits d'un paysan. Il fut conduit à Salisbury, où, après avoir été jugé et condamné sans délai, il fut exécuté selon la coutume expéditive de ces temps-là.

Le comte de Richmond, qui s'était présenté sur les côtes d'Angleterre, voyant ses espérances frustrées par la mort de Buckingham, se hâta de mettre à la voile et de retourner en Bretagne. Tous ces événements semblaient promettre à Richard un règne de longue durée. L'autorité du parlement n'avait point encore sanctionné l'injustice de sa conquête; mais dans ce siècle ignorant et barbare, une telle condescendance était facile à obtenir. Le parlement, docile aux volontés du tyran, passa un acte qui constatait l'illégitimité des enfaits de son frère Clarence. — An de J.-C. 1484 — Un bill d'attaquer fut lancé également contre Henri, comte de Richmond, et tous les desirs de l'usurpateur parurent satisfaits. La mort de son rival manquait cependant pour assurer sa tranquillité future, et, dans ce dessein, il envoya au duc de Bretagne des ambassadeurs, sous le prétexte de négocier quelque affaire relative au bien public, mais dans le but réel de traiter avec Landois, ministre de ce prince, afin qu'il consentit à livrer le comte à ses ennemis. Le ministre fut assez vil pour entrer dans cette négociation. Heureusement, Richmond fut averti du danger qui le menaçait; il passa en France et atteignit les frontières de ce royaume au moment où ceux qui étaient chargés de le poursuivre allaient s'emparer de lui pour le livrer à son rival.

Richard, irrité de voir tous ses efforts inutiles, devenait chaque jour plus cruel¹; plus son pouvoir devenait incertain, plus sa tyrannie s'augmentait. Lord Stanley fut un de ceux qui excitèrent le plus son

¹ Il donna à un certain Asthon une commission illimitée pour condamner et faire exécuter sur-le-champ ceux qu'il trouverait ou qu'il soupçonnerait coupables. Asthon exécuta sa commission avec la dernière rigueur, faisant mourir des maris en présence de leurs femmes, des enfants sous les yeux de leurs parents. On dit que ce sévère

inquiète jalousie. — An de J.-C. 1485 — Il avait épousé la mère de Henri de Richmond, et s'était par conséquent rendu odieux à Richard par ce mariage. Mais, pour s'assurer de son obéissance et de sa fidélité, le tyran s'était emparé de son fils, qu'il gardait comme otage de la conduite future de son père. Il se détermina à cette époque à répudier Anne, sa femme, pour épouser sa nièce, la princesse Élisabeth, alliance par laquelle il espérait couvrir tous ses forfaits. Sa femme actuelle était la veuve du jeune prince de Galles, qu'il avait assassiné de ses propres mains à Tewkesbury. C'est donner une idée suffisante de la barbarie de ce siècle, que d'offrir l'exemple d'une femme capable d'accepter la main du meurtrier de son premier époux. Mais elle fut récompensée comme elle le méritait de cette preuve odieuse d'inhumanité ; car Richard la traita avec tant de dureté et d'orgueil, qu'elle mourut de chagrin ; ce qui combla les désirs de son cruel époux. Cependant ses vœux ne furent pas couronnés de succès relativement à Élisabeth, qui, en dépit de ses soins et des efforts de sa mère, traita toujours le tyran avec le plus souverain mépris, et lui témoigna la haine la plus insurmontable.

Au milieu des tourments causés par ce refus inattendu, il apprit que le comte de Richmond faisait de nouveaux préparatifs pour aborder en Angleterre et soutenir ses droits à la couronne. Richard, qui ignorait dans quelle partie du royaume devait se présenter son ennemi, s'était porté à Nottingham, dans le centre de l'Angleterre, et avait donné partout les ordres les plus formels pour le repousser dès qu'il paraîtrait.

Ces bruits n'étaient pas sans fondement. Richmond avait mis à la voile à Harfleur, en Normandie, et, suivi de deux mille personnes, il aborda heureusement, après six jours de voyage, à Milford-Haven, dans le pays de Galles. Sir Rice-Ap-Thomas et sir Walter Herbert, qui avaient reçu des ordres pour s'opposer à ses progrès, ne tardèrent pas à se ranger de son parti : le premier se déclara en sa faveur dès qu'il le vit, et le second, après une faible résistance, embrassa également sa cause.

exécrables étant sollicité par une belle femme de relâcher son mari qui avait été arrêté sous quelques soupçons, y consentit sur la promesse qu'elle lui fit de lui accorder ses faveurs. A peine l'infortunée avait-elle satisfait ses desirs, qu'elle conduisit à une fenêtre, d'où il lui fit voir son mari pendu à un arbre. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

A la nouvelle de cette descente, Richard, qui était doué de courage et de talents militaires, seul mérite qu'il possédât, résolut d'aller sur-le-champ au-devant de son ennemi et de décider leurs prétentions mutuelles dans une bataille. Richmond, dont les forces s'étaient augmentées par la jonction de sir Thomas Bourchier, de sir Walter Hungerford et de plusieurs autres, avait alors une armée de six mille hommes; il s'avança également avec l'intention de périr ou de vaincre, et au bout de quelques jours les deux armées se trouvèrent près de Bosworthfield, dans le comté de Leicester. C'est là que se termina enfin cette querelle qui depuis plus de trente ans remplissait le royaume de toutes les horreurs de la guerre civile, et inondait de sang les vastes plaines de l'Angleterre.

L'armée de Richard était de moitié plus considérable que celle de Henri; mais la confiance de ce dernier reposait principalement sur l'amitié et les promesses secrètes de lord Stanley, qui, à la tête d'un corps de sept mille hommes, vint se camper près du champ de bataille, et évita adroitement de se déclarer ni pour l'un ni pour l'autre parti.

Dès que Richard aperçut son ennemi, il fit ranger son armée, composée d'environ treize mille hommes. — Au de J.-C. 1485, 23 août — Il donna le commandement de l'avant-garde au duc de Norfolk, et se mit à la tête du corps principal, après avoir eu la précaution de placer la couronne sur sa tête, croyant sans doute par là inspirer plus de terreur à l'ennemi ou plus de confiance et d'ardeur à ses troupes.

L'avant-garde de Richmond, composée d'archers, était commandée par John, comte d'Oxford: sir Gilbert Talbot commandait l'aile droite, sir John Savage la gauche; le comte lui-même, secondé de son oncle, le comte de Pembroke, se mit à la tête du corps principal. Lord Stanley se plaça sur l'un des flancs entre les deux armées, tandis que son frère prit le flanc opposé. Richard, le voyant dans une position également commode pour joindre l'un ou l'autre parti, lui envoya sur-le-champ l'ordre de se réunir au corps principal de son armée; mais Stanley refusa d'obéir: Richard furieux commanda alors que l'on tranchât la tête à son fils, qu'il gardait toujours comme otage. Mais il se détermina, après quelques réflexions, à suspendre l'exécution jusqu'à l'issue du combat, et, se livrant tout entier aux occupations importantes de cette journée, il ordonna aux trompettes de sonner la charge.

Les deux armées s'approchèrent; le combat commença par une pluie de flèches, et bientôt le front opposé fut renversé. C'était ce que

Stanley attendait : pendant que les autres rangs de l'armée de Richard étaient occupés à se serrer, lord Stanley rejoignit la ligne de Richmond et décida la fortune du jour. Ce mouvement imprévu produisit sur les deux armées l'effet auquel on devait s'attendre : il inspira à l'armée de Henri un courage extraordinaire, et jeta celle de Richard dans le trouble et la confusion. L'intrépide tyran, s'apercevant du danger de sa situation, plqua son cheval et se précipita dans la mêlée, tandis que Richmond, quittant sa position, courut se placer au front de l'armée pour encourager ses troupes par sa présence. Richard le vit, et, animé du désir de mettre fin au combat et de décider la victoire, il s'élança avec une fureur irrésistible, dans le dessein de joindre son rival. Il tua sir William Brandon, porte-étendard du comte, qui avait tenté d'arrêter sa course. Sir John Cheyne prit sur-le-champ la place de Brandon, et il fut renversé également par le furieux Richard. Dans ce moment, Richmond se présenta pour le combattre; mais ils furent bientôt séparés par le nombre. Richard, frustré de l'espoir de terrasser son rival, courut d'un autre côté ranimer le courage de ses troupes; mais, à l'aspect de ses soldats qui fuyaient de tous côtés et cédaient partout le terrain, il renonça à toute espérance, et, jetant un cri terrible, il se précipita au milieu de l'ennemi, où il trouva une mort mille fois plus douce que ses forfaits ne l'avaient méritée.

Après le combat, on ramassa son corps souillé de sang et couvert de blessures; ses yeux égarés et hors de la tête avaient une expression effrayante. On le jeta en travers sur le dos d'un cheval, et il fut conduit de cette manière ignoble à Leicester, où il fut enterré sans aucune pompe¹.

La couronne de Richard fut trouvée par un des soldats de Henri, et placée immédiatement sur la tête du vainqueur. Toute l'armée, remplie d'un même enthousiasme, s'écria unanimement : « Vive le roi Henri ! »

Ainsi finit le règne sanguinaire de Richard. Par sa mort, la race des Plantagenet, qui était en possession du trône depuis trois cent trente ans, fut éteinte à jamais. Ainsi finit également la querelle sanglante qui existait depuis si long-temps entre les maisons d'York et de Lancastre, querelle qui avait détruit la plupart des anciennes familles du royaume et fait périr plus de cent mille hommes, tant par l'épée que par la main du bourreau.

¹ Après avoir été exposé deux jours à la curiosité du peuple.

Ces longues dissensions avaient réduit le royaume à un état de barbarie sauvage¹. Les lois, les arts et le commerce, qui pendant quelque temps avaient commencé à prospérer, furent entièrement négligés pour le métier des armes, et les talents ainsi que la vertu furent considérés comme peu de chose en comparaison de la réputation brillante de conquérant. Les Anglais n'avaient encore que des idées imparfaites sur la soumission aux lois, et ils étaient également incapables d'applaudir et d'encourager ceux qui entreprenaient de cultiver les arts paisibles et utiles, toutes leurs idées étant dirigées vers l'étude de la guerre.

Il y avait dans l'administration de la justice une rigueur qui allait jusqu'à la férocité. Cependant les femmes, quelque part qu'elles prisent aux troubles du gouvernement, étaient exemptes des punitions capitales, et elles ne subissaient la peine de mort que dans le cas où elles étaient convaincues de sorcellerie ou d'empoisonnement.

Quant à la classe du clergé, elle était entièrement distincte de celle des laïcs, tant par ses lois et ses coutumes que par son instruction. Les prêtres étaient gouvernés par un code de lois civiles, établi du temps de Justinien, tandis que les autres classes étaient soumises aux anciennes, qui, selon les traditions, étaient les lois établies de temps immémorial dans le pays. Le clergé comprenait et écrivait le latin facilement, quoiqu'on ait prétendu que son ignorance était extrême, tandis que les laïcs ignoraient entièrement cette langue, et ne s'appliquaient uniquement qu'à l'étude de la langue française, encore n'était-ce que dans le cas où l'on voulait acquérir une éducation recherchée.

Le clergé, corps entièrement séparé de l'état, s'intéressait peu à la civilisation, et n'était probablement pas fâché de voir les laïcs, dont il redoutait la puissance et les lumières, s'affaiblir par leurs longues dissensions et tomber insensiblement dans une ignorance qui tournait au profit de l'autorité ecclésiastique. Ainsi, comme il n'y avait encore parmi le peuple anglais d'autre science de gouvernement que celle qui résultait de la puissance et de la force, l'état était semblable à un malade dévoré d'une fièvre ardente, et toujours sujet à retomber dans

¹ Si l'on met à part leur galanterie pour le beau sexe, les Anglais d'alors différaient peu des anciens habitants de l'île lorsqu'ils se peignaient le corps. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

des accès de délire et de fermentation. La France, il est vrai, par la quantité de sang qu'elle avait forcé l'Angleterre à répandre¹, avait contribué à calmer pendant quelque temps cette ardeur dangereuse, et les pertes nombreuses que la guerre avait occasionnées pouvaient être regardées comme une saignée salutaire; mais dès que la France eut cessé de se faire craindre, le calme passager disparut tout-à-coup, et l'Angleterre éprouva une rechute terrible qui la plongea de nouveau dans toutes les horreurs d'une longue guerre civile.

¹ Lorsque l'Angleterre, usurpant un pays sur lequel elle n'eut jamais aucuns droits naturels, dévastait les campagnes de la France et ensanglantait son territoire, la France pouvait à juste droit la forcer à répandre son sang, elle qui versait si généreusement le sien pour repousser l'étranger et défendre l'honneur national. Les fureurs de l'esprit de parti, les guerres intestines et la cruauté naturelle au peuple anglais, ont été pour l'Angleterre des causes de dépopulation bien plus réelles et bien plus terribles que ses luttes avec la France.

A. A.



CHAPITRE XXIII.

HENRI VII.

De l'année 1485 à l'année 1507.

Après avoir fatigué l'esprit du lecteur par le récit pénible et effrayant des trahisons, des perfidies, des meurtres et des usurpations des précédents règnes, nous arrivons enfin à une époque intéressante et plus glorieuse pour la nation anglaise. Nous avons à observer la conduite d'un monarque qui, s'il ne fut pas le meilleur des souverains, fut au moins un de ceux dont le règne fut le plus avantageux au bonheur du peuple. Nous verrons avec plus de satisfaction une nation tumultueuse, soumise enfin à la subordination et aux lois de la civilisation; une noblesse arrogante et factieuse, humiliée et restreinte dans sa puissance; des lois instituées dans le royaume; le commerce rétabli, et les arts paisibles et utiles devenus chers enfin à un peuple dont la guerre avait été jusque alors l'unique charme.

Jusqu'à présent nous n'avons vu que les actions révoltantes d'une nation barbare, n'obéissant qu'avec répugnance, et ne se laissant gouverner que par caprice; mais maintenant la peinture de mœurs plus douces et plus recherchées, de plans mieux concertés, va reposer notre esprit, et nous verrons enfin la sagesse humaine se réveiller de sa longue léthargie, pour subjuguier la férocité naturelle du peuple anglais et le rendre à un état de félicité durable.

Dès que Henri fut rétabli sur le trône, il épousa la princesse Élisabeth, fille d'Édouard, et cette alliance réunit tellement les intérêts

des maisons d'York et de Lancastre, que jamais depuis aucune distinction ne s'éleva entre elles; mais, ne voulant pas donner au peuple l'idée qu'il avait cherché à fortifier ses droits personnels de ceux de cette princesse et à s'appuyer de ce titre, il ne la fit couronner que deux ans après; il prouva par cette mesure que son but était d'établir ses prétentions seulement comme descendant de la maison de Lancastre.

Dès le commencement de son règne, il fit respecter la puissance des lois, ce dont l'Angleterre avait vu peu d'exemples jusque alors. Un acte de proscription avait été passé sous le règne précédent contre tous les partisans de Henri de Richmond. Cet acte était encore en pleine vigueur, et devait être révoqué par la chambre actuelle, dont plusieurs des proscrits faisaient partie. Souffrir qu'ils se réunissent pour casser cet acte, était les rendre juges de leur propre cause, et agir contre les réglemens des lois; Henri ne le voulut pas, et, pour obvier à cette difficulté, il les obligea à sortir de la chambre, jusqu'à ce qu'un nouvel acte rendu par le parlement eût révoqué le bill de proscription.

Il était d'usage, sous le règne précédent, que les biens de celui qui était dégradé et convaincu de crime de lèse-majesté passassent au profit de quelque favori de la cour. Henri reconnut que cette coutume avait deux effets dangereux : premièrement, l'indignation que l'injustice de cette mesure était propre à exciter; secondement, la trop grande puissance qui en résultait pour le sujet qui obtenait de tels dons. Afin de remédier à cet abus, Henri promulgua une loi qui déposait les rebelles et faisait passer leurs biens et leurs états au profit de la couronne.

Une grande partie des infortunes de ses prédécesseurs provenait du mauvais état de leurs finances, causé par leurs débauches et leurs dissipations. Henri sentit que l'argent pouvait seul ramener la balance du pouvoir en sa faveur, et il accumula toutes les confiscations de ses ennemis avec l'économie la plus sévère. Cette conduite l'a fait taxer d'avarice par la plupart des historiens; mais n'est-ce pas une injustice? et l'avarice qui tend à augmenter la puissance d'un gouvernement et à réprimer l'esprit de sédition n'est-elle pas non seulement excusable, mais encore digne de louanges? La libéralité dans un souverain n'est trop souvent qu'une vertu nuisible, dont il résulte de nombreux abus, et l'argent arraché à l'industrie et au besoin est en général prodigué aux riches orgueilleux, aux flatteurs et aux vils favoris des cours.

Henri, sous ce rapport, se montra bien différent de ses prédécesseurs, car il accorda très-peu de récompenses à ses courtisans, et nul, excepté l'indigent, n'eut droit à ses bienfaits.

Il fit rendre la liberté aux prisonniers dont les dettes ne se montèrent pas à plus de quarante schellings, et paya leurs créanciers des deniers de la couronne. Ainsi, son économie le mit dans le cas d'être, non seulement utile à l'infortuné, mais de plus exact avec ses propres créanciers, soit dans son royaume, soit dans les pays étrangers. Les sommes qu'il fut forcé d'emprunter à la ville de Londres et à quelques-uns de ses sujets furent rendues à l'époque désignée avec la plus scrupuleuse ponctualité. C'est par cette conduite prudente et sage qu'il sut acquérir l'estime et le respect, et de son peuple, et de toutes les puissances étrangères.

Quant au gouvernement de sa maison, il resta le maître absolu; il ne choisit pas ses principaux ministres dans la noblesse, ainsi que l'on avait eu coutume de le faire jusque alors: il fit choix de John Morton et de Richard Fox, deux ecclésiastiques qui joignaient à leur caractère respectable un zèle, une vigilance et une habileté remarquables. Ce fut à eux principalement qu'il donna sa confiance. Peut-être supposait-il que, comme ecclésiastiques, de tels ministres seraient plus dépendants de sa volonté que des nobles, et qu'ils seraient par cette raison plus soumis et plus dévoués à son service.

Aussitôt après son mariage avec la princesse Elisabeth, il accorda un pardon général à tous ceux qui s'étaient déclarés contre lui; — An de J.-C. 1486 — mais les lords orgueilleux, qui avaient été favoris du trône sous les règnes précédents, et qui étaient habitués depuis longtemps à la turbulence, refusèrent avec hauteur l'amnistie qu'il accordait si généreusement, et volèrent de nouveau aux armes. Lord Lovel, sir Humphrey et Thomas Stafford, se mirent à la tête de cette insurrection. Henri envoya à leur rencontre le duc de Bedford, avec ordre d'essayer de nouveau ce que produirait sur eux l'offre du pardon, avant d'entreprendre de les réduire par la force.

Le duc obéit ponctuellement aux instructions qu'il avait reçues, et offrit aux rebelles un pardon général, qui produisit moins d'effet sur les chefs que sur les soldats. Lovel, qui avait formé une entreprise au-dessus de ses forces et de sa capacité, fut tellement effrayé de la désertion de ses troupes, qu'il se retira subitement, et, après avoir erré quelque temps dans le comté de Lancastre, il s'enfuit en Flandre, où il trouva

protection près de la duchesse de Bourgogne. Les Stafford se réfugièrent dans l'église de Colpham, village près d'Ablington; mais comme cette église n'avait pas le privilège de protéger les rebelles, ils y furent arrêtés; l'aîné des Stafford fut exécuté à Tyburn; le plus jeune jura qu'il avait été séduit par son frère, et obtint son pardon. L'armée rebelle, que nul chef ne commandait plus, se soumit donc et se dispersa après avoir été amnistiée.

Mais le peuple était devenu si turbulent et si factieux par la longue durée de la guerre civile, qu'aucun chef ne pouvait le gouverner, aucun souverain ne pouvait parvenir à lui plaire, et une révolte ne cessait que pour faire place à une autre. Le roi, dès le commencement de son règne, avait donné des ordres pour que le fils du duc de Clarence, qui, sous Édouard IV, avait été noyé dans une tonne de vin, fût retiré de la prison où il avait été confiné par Richard, et il le fit conduire à la Tour. Cet infortuné jeune homme, appelé le comte de Warwick, avait l'esprit si complètement affaibli par sa longue captivité, *qu'il était, assure-t-on, incapable de dire la différence qui existait entre un canard et une poule*. Cependant, quel que fût l'état de nullité où il était plongé, il ne devint pas moins un instrument dont on se servit pour tromper le peuple. Il y avait à Oxford un prêtre subtil et audacieux, nommé Richard Simon, qui jeta les yeux sur Lambert Simnel, fils d'un boulanger, lui apprit à contrefaire exactement toutes les manières du comte de Warwick, et le mit au courant d'une foule de faits et d'événements qui étaient arrivés au comte, à la cour d'Édouard. Mais comme Richard Simon craignait que l'imposteur ne pût soutenir un examen sévère, on jugea à propos de l'éloigner, et de choisir l'Irlande pour le théâtre sur lequel il devait jouer son rôle. Le plan fut suivi de tout le succès attendu. Simnel, reçu avec les plus grandes démonstrations de joie, fut proclamé roi d'Irlande, et conduit avec pompe, par les magistrats et la populace de Dublin, au château, où il fut traité convenablement à sa naissance et à son rang supposés.

Cette imposture excita dans l'esprit de Henri plus de chagrin qu'elle ne méritait d'en faire naître; il soupçonnait la reine douairière, sa belle-mère, dont il connaissait le caractère inquiet et ambitieux, d'être de ce complot. Il demanda en conséquence l'avis de son conseil, et, après une mûre délibération, il se détermina à confiner la princesse dans un monastère. Mais, pour ôter à cette mesure son caractère le plus odieux, on la présenta comme un châtiment justement mérité par

la reine douairière, pour avoir cédé autrefois aux sollicitations de Richard et avoir voulu lui livrer sa fille Élisabeth.

Le peuple murmura de la rigueur de ce traitement ; mais le roi, sans paraître se soucier de ses vaines clameurs, persista dans sa résolution, et la captivité de cette princesse dura jusqu'à sa mort, qui n'arriva que plusieurs années après.

Une autre mesure que le roi s'empressa de prendre fut de faire exposer Warwick aux regards du peuple. En conséquence, il le fit tirer de la Tour où il était renfermé, et le fit promener dans les principales rues de Londres ; après quoi il fut conduit solennellement à l'église de Saint-Paul, où une foule innombrable se rassembla pour le voir. Les habitants de Dublin persistèrent cependant à rendre à leur prétendu monarque les hommages qu'ils croyaient lui devoir ; il fut couronné avec la plus grande pompe, en présence du comte de Kildare, du chancelier et des autres principaux officiers de l'état. Ces sortes d'événements étaient fréquents à cette époque dans différentes parties de l'Europe, et la Lorraine, le royaume de Naples et le Portugal avaient aussi leurs imposteurs qui parvinrent à tromper le peuple pendant assez long-temps. Enfin les habitants de chaque pays, renfermés dans les limites étroites de leurs royaumes, s'informaient si peu de ce qui se passait dans le reste du monde, qu'aucune histoire, quelque absurde qu'elle fût, ne leur paraissait invraisemblable.

Lord Lovel et d'autres mécontents se joignirent au nouveau roi Simnel, et résolurent de faire une invasion en Angleterre. — An de J.-C. 1487 — Ils abordèrent dans le comté de Lancastre, d'où ils se dirigèrent vers York, dans l'espérance que les habitants de ce pays se lèveraient en masse et se réuniraient à eux ; mais ils furent désabusés à cet égard. Le peuple, peu disposé à seconder les efforts des troupes allemandes et irlandaises rassemblées sous les drapeaux de Simnel, et qui redoutait le courroux du roi, dont il connaissait la réputation d'habileté dans les armes, resta tranquille, et ne prêta son secours qu'au parti royaliste. Le comte de Lincoln, auquel le commandement de l'armée rebelle avait été confié, ne voyant rien à espérer que dans la victoire, se détermina à décider promptement la querelle par une bataille. Les deux armées se rencontrèrent à Stoke, dans le comté de Nottingham, et combattirent d'une manière plus sanglante et plus obstinée qu'on ne devait l'attendre de l'inégalité de leurs forces.

La victoire enfin se déclara en faveur du roi. Le comte périt sur le

champ de bataille. Pour lord Lovel, on n'entendit plus parler de lui, ce qui fit supposer qu'il avait eu le même sort. Smmel et son protecteur Simon furent faits prisonniers, et quatre mille soldats périrent dans la bataille. Comme Simon était ecclésiastique, il ne put être jugé par un tribunal civil, et ne fut condamné qu'à une étroite réclusion. Smmel était un être trop méprisable pour exciter les craintes ou le ressentiment du prince ; il obtint son pardon, et fut depuis employé comme marmiton dans les cuisines du roi ; il parvint dans la suite au rang de fauconnier, bas emploi dans lequel il mourut.

Le calme ainsi rétabli dans le royaume, le roi commença à diriger ses pensées vers des alliances continentales, et à établir quelques relations entre lui et les princes voisins. Il était trop sage et trop prudent pour ne pas reconnaître que les conquêtes sur le continent étaient plus nuisibles qu'avantageuses, et que le seul bien qui en pouvait résulter pour la nation n'était qu'une vaine réputation de gloire militaire. Cependant, quelque mépris qu'il eût intérieurement pour des triomphes aussi dangereux, il fut obligé, afin de se rendre populaire, de paraître en faire quelque cas. Plusieurs fois il eut l'air de vouloir conquérir le royaume de France, et se vanta de l'arracher aux mains des usurpateurs qui le possédaient depuis si long-temps. Mais toutes ces menaces n'étaient que des ruses de sa politique, et rien ne fut jamais plus éloigné de son esprit que de semblables projets. Il employa autant qu'il put la voie des négociations, et fit tout ce qui dépendit de lui pour défendre les intérêts de ce royaume, et cela de manière à l'empêcher de devenir trop puissant. Quant à des secours d'hommes et d'argent, il connaissait trop la valeur de l'un et de l'autre pour les prodiguer, ainsi que ses prédécesseurs, à des entreprises infructueuses.

Vers ce temps, la noblesse de Bretagne, dégoûtée de son ministre, Pierre Landois, se révolta contre lui et le fit mourir. — An de J.-C. 1488 — Elle chercha ensuite à pallier ce crime par un autre, et les Bretons eurent recours au roi de France pour les protéger contre le ressentiment de leur propre souverain. Charles VIII se rendit promptement à leurs sollicitations. Mais, loin de ne songer qu'à les défendre, il envahit la Bretagne et s'empara de la plus grande partie du pays. Les barons alarmés recoururent à Henri VII. Ce monarque, selon sa coutume, se montra plus disposé à les secourir par la voie des négociations que par celle des armes. Quoique déterminé à persister dans cette conduite pacifique, autant que la situation de ses affaires le lui

permettrait, il n'ignorait pas les dispositions belliqueuses de ses sujets et leur désir ardent de participer à une entreprise qui paraissait promettre d'humilier la France; aussi résolut-il de tirer parti de ce penchant pour obtenir quelques subsides, sous le prétexte de secourir le duc de Bretagne. Il convoqua un parlement à Westminster, et parvint sans peine à obtenir une somme considérable. — An de J.-C. 1489 — L'argent, à cette époque, était plus facile à trouver en Angleterre que les hommes.

Cependant une nouvelle insurrection éclata bientôt dans le comté d'York. Le peuple refusa de payer la taxe exigée pour le subside. Le duc de Northumberland ayant essayé de faire exécuter les ordres du roi par la force, la populace s'imagina qu'il avait conseillé cette mesure oppressive et vola aux armes; elle attaqua la maison du comte, et lui-même fut massacré. Les mutins n'en restèrent pas là : excités par un nommé John Achamber, homme de basse extraction, ils choisirent sir John Egremont pour leur chef, et se préparèrent à faire une vigoureuse résistance. Le roi, informé de leur conduite téméraire, leva sur-le-champ un corps de troupes dont il donna le commandement au comte de Surrey, qui parvint à dissiper le tumulte et à faire prisonniers les principaux chefs de la révolte. John Achamber fut exécuté peu de temps après; mais sir John Egremont s'enfuit à la cour de la duchesse de Bourgogne, refuge ordinaire de tous ceux qui se rendaient odieux au gouvernement d'Angleterre.

Henri, après avoir fait des préparatifs considérables pour la guerre avec la France, réfléchit que ce serait trop abuser de la crédulité de la nation anglaise que de ne pas effectuer une partie de ses promesses. — An de J.-C. 1491 — La France venait de conclure à cette époque une alliance entre le roi Charles VIII et la duchesse de Bretagne, ce qui mettait ce royaume en possession de tout ce duché. Une telle augmentation de pouvoir chez une nation rivale était redoutable non seulement pour Henri, mais même pour l'Europe entière. Le roi d'Angleterre se disposa donc à faire une descente en France; il aborda à Calais — An de J.-C. 1492 — à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et de seize cents cavaliers, qu'il mit sous le commandement du duc de Bedford et du comte d'Oxford. Mais, malgré ces apparences d'hostilité, des avances avaient été faites précédemment et en secret pour une paix de trois mois, et des commissaires avaient été désignés pour fixer les conditions du traité. Les demandes de Henri étaient

entièrement pécuniaires. Le roi de France, qui regardait la possession de la Bretagne comme un ample dédommagement de toute somme quelconque, consentit sans difficulté aux demandes de Henri. Il s'engagea à lui payer deux cent mille livres sterling, comme remboursement des dépenses faites pour son expédition en France; et outre cela il fut stipulé qu'il paierait au roi d'Angleterre ou à ses héritiers une pension annuelle de vingt-cinq mille couronnes.

Henri s'était flatté qu'après une paix aussi avantageuse il jouirait d'une longue tranquillité; mais il s'était trompé: il avait encore des ennemis qui trouvèrent moyen de lui susciter de nouveaux dangers. On devait s'imaginer que, d'après la mauvaise réussite de l'imposture de Simnel, personne n'oserait se hasarder dans une entreprise de ce genre; mais la vieille duchesse de Bourgogne, plus irritée que découragée par le mauvais succès de ses intrigues passées, résolut de troubler un gouvernement qu'elle ne pouvait parvenir à renverser. Elle fit d'abord répandre le bruit que le jeune duc d'York, que l'on disait avoir été assassiné dans la Tour, était encore vivant, et ce bruit ayant été accueilli avec avidité, elle fit bientôt paraître un jeune homme revêtu du nom et de la dignité du prince. Celui sur lequel elle avait fixé son choix était un nommé Osbeck ou Warbeck, fils d'un juif converti sous le règne d'Édouard IV. Son nom était Pierre, mais la corruption de la langue flamande l'avait fait nommer depuis Peterkin ou Perkin.

Plusieurs personnes se laissèrent persuader que, dans le nombre des aventures amoureuses d'Édonard, il avait eu quelque intimité secrète avec la femme de Warbeck; ce qui parut d'autant plus probable, qu'il y avait une ressemblance frappante entre le jeune Perkin et ce monarque. Perkin, qui avait partagé la destinée de son père, avait tellement voyagé pendant plusieurs années, que sa naissance et les circonstances de sa vie étaient tombées dans l'oubli, et qu'il était presque impossible d'en retrouver les moindres traces. Les divers événements qui lui étaient arrivés avaient probablement contribué à développer la sagacité et la souplesse naturelle de son caractère; il paraissait propre à jouer tous les rôles dont on voudrait le charger. La duchesse de Bourgogne trouva ce jeune homme digne de seconder ses vues; elle lui donna des leçons dont en peu de temps il sut profiter si habilement, qu'il fut bientôt capable de jouer parfaitement le personnage du duc d'York; sa tournure noble et gracieuse, ses

manières élégantes et sa conversation vive et brillante finirent par imposer même à ceux qui étaient dans le secret de son imposture.

Le royaume d'Irlande, qui conservait encore un ancien attachement à la maison d'York, fut regardé, ainsi qu'il l'avait déjà été à l'égard de Simnel, comme le théâtre le plus favorable aux débuts de Perkin. Il aborda à Cork, où, sous le nom de Richard Plantagenet, il se fit une foule de partisans parmi le peuple crédule. Il écrivit des lettres aux comtes de Dermond et de Kildare pour les engager à se réunir à lui ; il répandit partout l'histoire prétendue de ses malheurs et la manière étonnante dont il s'était soustrait à la cruauté de son oncle Richard. Les gens avides de nouveauté et de merveilleux ne s'occupèrent bientôt plus que de ce personnage singulier, et beaucoup suivirent même par s'intéresser à lui. Sa réputation se répandit jusqu'en France, et Charles VIII envoya à Perkin une invitation de se rendre à sa cour, où il le reçut avec toutes les marques de considération dues à son rang prétendu.

Le jeune aventurier, loin d'être ébloui de son élévation subite, soutint si bien son caractère et parut justifier si bien toutes les préventions favorables qu'il avait fait naître, que l'Angleterre elle-même commença à ajouter foi à ses prétentions, et que sir Georges Nevil, sir John Taylor et plus de cent gentilshommes, se rendirent à Paris pour lui porter leurs hommages et lui offrir leurs services.

La paix qui, comme on l'a vu, avait été conclue peu de temps après entre la France et l'Angleterre, avait obligé le prétendu prince à se retirer à la cour de son ancienne protectrice, la duchesse de Bourgogne. L'entrevue qui eut lieu entre ces deux intriguants fut réellement ridicule. La duchesse fit semblant d'abord d'ignorer les prétentions de Perkin, et parut même les croire dénuées de toute vraisemblance ; elle était d'autant plus disposée à en douter, disait-elle, qu'elle avait été déjà trompée une fois par Simnel. Elle parut examiner toutes les circonstances de son récit avec la défiance la plus scrupuleuse, lui fit elle-même plusieurs questions particulières, affecta un étonnement subtil à chacune de ses réponses, et enfin, après un long et sévère examen, laissant éclater toute sa surprise et toute sa joie d'une délivrance aussi miraculeuse, elle le reconnut pour son neveu, la vivante image d'Édouard et le successeur légitime du trône de l'Angleterre. Elle lui donna sur-le-champ une suite convenable à sa naissance prétendue, lui accorda une garde de trente haliebardiens, et dans toutes les occasions l'honora du titre de *la Rose blanche de l'Angleterre*.

Les Anglais, toujours disposés à la révolte, n'accueillirent que trop toutes ces absurdités, auxquelles la prudence, les manières et les discours de Perkin semblaient donner un caractère de vérité. — An de J.-C. 1493 — Tous ceux qui étaient mécontents du gouvernement du roi se hâtèrent de se joindre au jeune aventurier, et plusieurs de ceux qui, après avoir contribué à placer Henri sur le trône, trouvaient les récompenses qu'ils avaient reçues indignes des services qu'ils avaient rendus, encouragèrent secrètement l'imposture, et se déterminèrent à faire partie des chefs de cette conspiration. Un nombre infini de gens de la classe inférieure vint se joindre à eux, les uns par amour de la nouveauté, les autres par l'attachement aveugle qu'ils avaient pour leurs chefs, et quelques-uns encore par l'espoir qu'un changement de choses remédierait à leur fortune désespérée.

Lord Fitz-Walter, sir Simon Montfort, sir Thomas Thwaites et sir Robert Clifford, furent du nombre de ceux qui favorisèrent secrètement la cause de Perkin; mais celui qui eut le plus de poids dans cette affaire, et dont l'appui fut le plus dangereux pour Henri, fut sir William Stanley, chambellan du roi, et frère du fameux lord Stanley qui avait soutenu avec tant de succès les intérêts de Henri. Soit que ce seigneur fût égaré par une aveugle crédulité, soit qu'il le fût, ce qui est plus probable, par une ambition inquiète, il entra dans une conspiration déclarée contre le roi, et établit une correspondance entre les mécontents de l'Angleterre et ceux de la Flandre.

Tandis que ce complot se tramait de tous côtés, Henri, attentif aux desseins de ses ennemis, n'épargnait ni soins ni argent pour démasquer l'imposture du prétendant à la couronne, et il s'appliquait également à découvrir ceux qui étaient ses secrets partisans. Dans ce dessein, il dispersa des espions par toute la France, et engagea plusieurs d'entre eux, par des présents considérables, à feindre d'entrer dans les intérêts de ses ennemis; il corrompit même quelques-uns de leurs adhérents; sir Robert Clifford, l'un des plus remarquables par son rang et le degré de confiance dont il jouissait, fut du nombre de ceux qui se laissèrent séduire. Henri apprit par lui la naissance et toutes les aventures de Perkin, ainsi que les noms de ceux qui étaient secrètement convenus de le seconder. Le roi fut, ainsi qu'on peut le penser, extrêmement satisfait d'une découverte aussi importante; mais plus il accordait de confiance à ses espions, plus il paraissait feindre contre eux un vif ressentiment.

L'ingratitude de tant de sujets dont il avait entouré son trône le frappa d'abord d'indignation; mais il dissimula sa colère, et remit ses projets à une époque plus favorable. Il fit arrêter presque en même temps Fitz-Walter, Montfort et Thwaites, ainsi que William d'Aubigny, Robert Radcliffe, Thomas Cressener et Thomas Astwood. — An de J.-C. 1494 — Montfort, Radcliffe et d'Aubigny furent exécutés sur-le-champ; les autres obtinrent leur pardon. Mais le plus grand coupable, que son rang comme chambellan et que ses liaisons avec les principaux personnages du royaume semblaient mettre à l'abri de toute censure, restait encore à punir. Dans ce dessein, Clifford fut poussé à se rendre secrètement en Angleterre, et à dénoncer Stanley en personne. Cette accusation remplit d'étonnement tous ceux qui furent présents; Henri affecta de ne point ajouter foi à la dénonciation; mais Clifford ayant persisté, Stanley fut arrêté, et bientôt après examiné devant le conseil. Certain que son crime était trop évidemment prouvé pour qu'il pût essayer de le nier, il l'avoua, dans l'espérance qu'une confession sincère apaiserait le roi et lui servirait d'expiation, ou que peut-être ses anciens services lui obtiendraient son pardon. Mais il reconnut bientôt son erreur à cet égard. Après un délai de six semaines, pendant lesquelles le roi feignit de balancer sur la conduite qu'il devait tenir, Stanley fut jugé, condamné et décapité.

An de J.-C. 1495 — Pendant toute la durée de ce règne, ce prince sut faire une distinction remarquable parmi les coupables qui conspirèrent contre lui: celui qui prenait les armes par conviction de principe et par un reste d'amour pour la maison d'York, était en général certain d'obtenir son pardon: mais lorsque le désir du changement ou le dégoût de la subordination étaient le motif de tentatives semblables, le coupable était sûr d'être puni avec toute la rigueur des lois.

Tandis que les partisans de Perkin étaient traités si sévèrement en Angleterre, il s'efforçait d'aborder dans le comté de Kent. Les gentilshommes de ce pays se rassemblèrent en corps pour s'opposer à ses tentatives, et cherchèrent d'abord par de flatteuses promesses à l'engager à descendre à terre; mais le prudent jeune homme ayant observé qu'il y avait parmi eux plus d'ordre et de régularité qu'on ne devait s'attendre à en trouver parmi des troupes levées à la hâte, refusa de se mettre entre leurs mains. Ils ne purent attaquer que les gens de sa suite qui étaient descendus du vaisseau, et parmi lesquels ils firent cent cinquante prisonniers, qui furent tous condamnés et

exécutés par ordre du roi, résolu qu'il était de n'avoir aucun égard pour des gens qui n'avaient ni foi ni honneur.

L'imposteur, dépourvu de toute espérance, se détermina à aller tenter la fortune en Écosse. Ce pays lui fut plus favorable que l'Angleterre. Jacques IV le reçut avec amitié, et séduit par l'histoire de sa prétendue naissance et de ses aventures extraordinaires, il poussa la confiance jusqu'au point de lui donner en mariage lady Catherine Gordon, fille du comte de Huntley et proche parente de sa femme; cette jeune personne était aussi remarquable par sa beauté que par ses vertus. Non content de ces marques de faveur signalées, Jacques prit la résolution de le placer sur le trône d'Angleterre, convaincu que dès l'instant que Perkin paraîtrait dans ce royaume, tous les partisans de la maison d'York se déclareraient pour lui. Dans cette persuasion, le roi d'Écosse entra en Angleterre à la tête d'une nombreuse armée, et s'empessa de proclamer partout le jeune aventurier; — An de J.-C. 1496 — mais chacun était fatigué alors de prétentions et de tentatives qui avaient été constamment suivies de mauvais succès, et personne ne parut disposé à seconder les efforts de Perkin et du roi d'Écosse, qui, surpris et découragé d'une si mauvaise réussite, retourna à Édimbourg, où Perkin continua à demeurer jusqu'au moment où la conclusion de la paix entre les deux rois l'obligea d'abandonner l'Écosse et d'aller chercher un nouveau protecteur.

Henri n'avait pas été fâché de cette tentative de Perkin, qui pouvait lui servir de prétexte pour obtenir de son parlement des subsides qu'il était maintenant certain de recevoir.

Effectivement, il obtint sans peine ce qu'il désirait; mais il s'aperçut qu'il n'était pas aussi facile de lever l'argent. Les habitants de Cornouailles furent les premiers qui refusèrent de contribuer, ne se souciant pas de donner leur argent pour défendre une partie du royaume aussi éloignée d'eux. — An de J.-C. 1497 — Leur mécontentement fut bientôt excité par un nommé Michel Joseph, maréchal ferrant de Bodmin, qui pendant long-temps avait été orateur du peuple. Thomas Flamnoch, jurisconsulte, se joignit à lui, et sous la conduite de ces deux chefs de parti, les insurgés traversèrent le comté de Devon et se dirigèrent vers le comté de Somerset, où leurs forces furent encore augmentées par la jonction de lord Andley, descendant d'une famille ancienne, homme très-populaire, mais vain, ambitieux et d'un caractère inquiet et turbulent.

Les rebelles ainsi commandés, et ne respirant que la perte des ministres du roi, s'avancèrent vers Londres, sans toutefois commettre aucune dévastation dans leur chemin. Comme ils ne reçurent ni accueil favorable ni nouveau renfort, ils se déterminèrent à établir leur camp près d'Eltham, non loin de Londres. Henri, dont la valeur et l'activité n'étaient jamais en retard, avait quelque temps auparavant levé une armée dans le dessein de chasser les Écossais. Il ordonna donc que ces troupes fussent dirigées vers le sud, afin de dissiper l'insurrection des habitants de Cornouailles. Dans d'autres circonstances, on l'avait toujours vu presser la décision des événements, et l'on avait coutume de l'entendre dire qu'il ne désirait seulement que d'apercevoir ses ennemis; mais comme cette fois les rebelles semblaient mettre de la modération dans leur conduite, il différa l'attaque pendant quelque temps. Lord d'Aubigny entama enfin l'action, et après quelque résistance de la part des insurgés, leur armée fut rompue et dispersée. Lord Andley, Flammock et Joseph furent pris et exécutés; le reste des rebelles, au nombre de quatorze mille, fut renvoyé sans autre punition.

Perkin, chassé d'Écosse, et reçu très-froidement par les Flamands, qui désiraient rester en paix avec l'Angleterre, s'était réfugié encore une fois dans les déserts sauvages de l'Irlande, où il résolut de poursuivre ses projets. Fatigué bientôt d'une vie inactive, il tint conseil avec ses compagnons de fortune, Herne, Skelton et Astley, trois commerçants ruinés; d'après leur avis, il résolut d'éprouver l'affection des habitants de Cornouailles, que la conduite généreuse du roi n'avait servi qu'à disposer encore plus à la révolte. Ces hommes ignorants et grossiers, incapables d'éprouver le noble sentiment de la reconnaissance, et n'attribuant qu'à la crainte la clémence du roi, persuadèrent à leurs compatriotes que le royaume entier était prêt à venger leur querelle. Ce fut d'après ces suggestions qu'ils se déterminèrent à mettre Perkin à leur tête, et dès qu'il parut à Bodmin, la populace, au nombre de trois mille hommes, accourut se ranger sous ses étendards.

Enorgueilli de cette apparence de succès, il osa prendre, pour la première fois, le titre de Richard IV, roi d'Angleterre, et pour ne pas laisser languir le courage et l'ardeur de ses partisans, il les conduisit devant Exeter. Mais voyant que les habitants persistaient opiniâtrément à lui fermer les portes, et n'ayant ni artillerie ni provisions nécessaires pour assiéger la ville, il se décida à traîner cette entreprise en longueur, afin de pouvoir se procurer les forces nécessaires pour pénétrer

dans le royaume. Henri avait appris avec joie la nouvelle de sa descente, et il avait assuré qu'il serait enchanté de se proeurer une entrevue avec un homme qu'il désirait voir depuis si long-temps. Tous les courtisans, convaincus de la situation désespérée de Perkin, et désireux de prouver au roi leur fidélité, se préparèrent avec activité à le seconder : les lords d'Aubigny et Broke, le comte de Devonshire et le duc de Buckingham, se mirent à la tête de leurs forces respectives, et parurent attendre avec impatience l'occasion de déployer aux yeux de leur souverain leur courage et leur zèle.

Perkin, informé de ces grands préparatifs, leva le siège d'Exeter et se retira à Taunton. Ses troupes, qui s'élevaient alors au nombre de sept mille hommes, semblaient disposées à défendre sa cause avec ardeur ; mais, au moment de combattre, le courage de Perkin l'abandonna, et au lieu de les conduire sur le champ de bataille, il déserta furtivement, et se réfugia au monastère de Beaulieu, dans la Nouvelle-Forêt. Ses malheureux partisans se soumirent au roi, et le trouvèrent encore disposé à leur pardonner. Excepté un très-petit nombre de chefs, aucun ne fut puni de peine capitale. Lady Catherine Gordon, femme de Perkin, tomba entre les mains du vainqueur, et fut traitée par lui avec tous les égards dus à son rang et à son sexe. Il lui donna une place distinguée près de la reine, et lui accorda une pension dont elle jouit jusqu'à sa mort.

Quant au sort de Perkin, il ne parut plus douteux. Quelques personnes suggérèrent d'abord au roi de l'arracher de force de l'asile où il s'était réfugié et de faire de son châtiment un exemple frappant ; mais Henri, jugeant à propos d'employer des moyens plus doux, chargea quelques agents de négocier avec Perkin, et de l'engager, sous la promesse du pardon, à se remettre entre les mains de la justice et à faire l'aveu de toute son imposture. Perkin, qui ne pouvait plus douter que ses affaires ne fussent désespérées, accepta sans hésiter l'offre du roi, et quitta le sanctuaire qu'il avait choisi. Henri, qui désirait ardemment le voir, ordonna qu'il fût conduit à la cour. On lui fit traverser les rues de Londres en triomphe, au milieu des huées et des insultes de la populace, qu'il parut supporter avec dignité et résignation. Il fut forcé de signer une confession entière de sa vie et de ses intrigues passées, ce qui fut imprimé et répandu aussitôt dans tout le royaume. Mais cette confession était si imparfaite et si contradictoire, qu'au lieu de donner la conviction de l'imposture de Perkin,

elle ne fit qu'exciter plus de doutes que jamais sur sa naissance et sur ses aventures; et l'incertitude à l'égard des prétentions de ce jeune homme est encore la même aujourd'hui parmi les gens les plus éclairés.

Quoique la vie lui eût été accordée, — An de J.-C. 1498 — on le retint cependant en prison, et des gens furent désignés pour surveiller sa conduite; bientôt l'ennui et l'impatience que lui fit éprouver cette captivité le poussèrent à tromper la surveillance de ses gardes; il se réfugia dans le monastère de Sheuc, et se remit entre les mains du prieur. Il fut entraîné une seconde fois à se fier à la miséricorde du roi et à se remettre entre ses mains. Dans le dessein de le rendre entièrement méprisable, il fut conduit aux chantiers de Westminster et de Cheapside, où on l'obligea de répéter à haute voix la confession qui avait été écrite précédemment en son nom. De ce lieu, témoin de sa honte, il fut envoyé à la Tour, prison inaccessible que l'on jugea propre à modérer son esprit actif et inquiet; mais rien ne pouvait réprimer son penchant pour les intrigues. Il parvint à gagner la confiance de quatre domestiques du lieutenant de la Tour, et entama, par leur moyen, une correspondance avec l'infortuné comte de Warwick, qui était renfermé dans la même prison depuis plusieurs années, et qui était resté dans une ignorance entière de tout ce qui s'était passé.

An de J.-C. 1499 — Selon toutes les probabilités, le roi laissa cette correspondance s'engager entre les deux prisonniers, dans l'espérance que le génie entreprenant et l'adresse insinuante de Perkin finiraient par engager le simple Warwick dans quelque projet qui lui fournirait le prétexte de leur ôter la vie. Ce qu'il désirait ne manqua pas d'arriver: Perkin parvint à gagner les domestiques du gouverneur, qui consentirent, dit-on, à assassiner leur maître, afin d'assurer la fuite des deux prisonniers, qui devaient s'échapper immédiatement après, et se réfugier dans quelque endroit obscur du royaume.

Pour que le danger parût plus imminent, et que les mesures que le roi avait l'intention de prendre pussent être justifiées en quelque sorte, une autre insurrection fut excitée en même temps dans le royaume de Kent: un jeune homme, nommé Ralph Wilford, fils d'un cordonnier, poussé par les instigations d'un moine augustin, nommé Patrick, joua le personnage du comte de Warwick; le moine fit même des sermons pour exhorter le peuple à prendre les armes en sa faveur. Cet homme, qui servait ordinairement d'instrument aux émissaires du roi, fut

arrêté ainsi que son disciple, qui fut pendu, tandis que le moine obtint sa grâce.

Cet événement fut le prélude du triste sort de Perkin et du comte de Warwick. Le premier, après avoir été jugé à Westminster, et convaincu sur le témoignage des domestiques du gouverneur de la Tour, fut pendu à Tyburn, ainsi que John Walter, maire de Cork, qui, dans toutes les circonstances, avait constamment défendu la cause de Perkin et partagé toutes les vicissitudes de sa fortune. Blewet et Astwood, deux des domestiques, subirent le même destin. Six autres personnes condamnées comme complices, obtinrent cependant leur pardon.

Peu de jours après l'exécution de Perkin, le malheureux comte de Warwick fut jugé par des pairs et convaincu de crime de haute trahison; en conséquence, il eut la tête tranchée à Tower-Hill, et en lui périt le dernier mâle de la branche des Plantagenet.

La fin déplorable de cet homme innocent, et le triste sort de Perkin, qui, malgré toutes les circonstances amassées contre lui, était regardé par des gens dépourvus de préjugés comme le fils véritable du roi Édouard, remplirent le royaume d'horreur, et inspirèrent une telle aversion pour le gouvernement de Henri, qu'il fut obligé de rejeter tout l'odieux de cette action sur son allié Ferdinand d'Aragon, qui, à ce qu'il prétendit, avait rejeté son alliance¹, jusqu'à ce qu'il fût certain qu'il n'existât plus aucun héritier de la maison d'York.

Comme il n'y avait en jusque alors sous ce règne que complots, trahisons, insurrections et impostures, il est probable que cette rigueur de la part de Henri ne lui fut inspirée que par les craintes continuelles dans lesquelles il vivait. Il est certain qu'aucun prince n'alma jamais la paix plus que lui, et que la haine que ses sujets lui portèrent vint en grande partie de ses efforts constants pour réprimer leur humeur belliqueuse. Le commencement de tous ses traités était que « lorsque » le Christ arriva dans le monde, la paix fut annoncée, et que lorsqu'il le quitta, il légua la paix à son peuple. » Il ne désirait étendre son pouvoir que par des traités sages et avantageux; par ce moyen, il se rendait beaucoup plus redoutable à ses voisins, que ses prédécesseurs ne l'avaient été par leurs brillantes conquêtes. Ces souverains

¹ Le mariage du prince Arthur, fils de Henri, avec la princesse Catherine, fille de Ferdinand.





SIR WILLIAM STANLEY

STANLEY, WILLIAM, 1ST BARRONET, 1627-1687.
BORN AT LONDON.

THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON
FROM THE FOUNDATION
TO THE PRESENT
BY JOHN STOW.
IN TWO VOLUMES.
THE FIRST.
CONTAINING THE
ANCIENT HISTORY
OF THE CITY
FROM THE FOUNDATION
TO THE DEATH OF
HENRY SEVENTH.
BY JOHN STOW.
IN TWO VOLUMES.
THE SECOND.
CONTAINING THE
MODERN HISTORY
OF THE CITY
FROM THE DEATH OF
HENRY SEVENTH
TO THE PRESENT.
BY JOHN STOW.
IN TWO VOLUMES.
THE SECOND.



conquérants s'étaient rendus la terreur de leurs propres sujets, tandis que Henri n'était l'effroi que des rois ses rivaux.

Henri, en montant sur le trône, avait eu principalement deux objets en vue : le premier, de réprimer la puissance de la noblesse et du clergé ; le second, d'élever le peuple et de l'éclairer, convaincu qu'il était que l'ambition et la turbulence des uns, ainsi que la misère et la crédulité des autres, avaient été la cause de tous les troubles des règnes précédents. Dans les temps féodaux, chaque noble possédait un certain nombre de sujets sur lesquels il avait un pouvoir absolu, et qu'il excitait à la révolte ou à la désobéissance au moindre mécontentement qu'il éprouvait. Henri prévint avec raison qu'un des moyens certains d'affaiblir la puissance de ces petits tyrans était de leur donner le droit de vendre leurs biens, qui jusque alors avaient été inaliénables.

Il rendit donc un arrêt par lequel il était permis aux nobles de disposer de leurs états ; cette loi, qui plut infiniment aux communes, ne fut nullement désagréable aux nobles, qui virent par là un moyen sûr de soutenir leur goût pour la prodigalité, et de satisfaire aux demandes de leurs créanciers. Ce coup frappait évidemment sur leur postérité ; mais ils étaient trop imprévoyants et trop avides pour s'effrayer de malheurs aussi éloignés d'eux.

Son premier soin fut ensuite de les empêcher de garder dans leur dépendance plusieurs centaines d'hommes qui, revêtus de leur livrée, étaient à leur service, et prêts à obéir au moindre de leurs ordres. Par un autre acte rendu sous son règne, il fut défendu généralement, sous peine de punition très-sévère, de porter livrée, à l'exception des gens regardés positivement comme domestiques. Le roi s'appliqua à faire observer cette loi avec la plus grande rigueur. On raconte qu'étant un jour allé rendre visite au comte d'Oxford, il fut reçu par lui avec une splendeur presque royale. Au moment de partir, il vit sur deux lignes un nombre considérable d'hommes, revêtus de livrées fort riches, et disposés à lui rendre, au moment de son passage, les honneurs qui lui étaient dus. Frappé de surprise, le roi demanda à lord Oxford s'il entretenait à son service un nombre de domestiques aussi considérable. Le comte, devinant le motif de cette question, lui répondit que ces hommes n'étaient là que pour lui rendre hommage, et qu'il ne les payait que dans des cas aussi extraordinaires : « Sur ma foi, mylord, reprit le roi, je vous remercie de

: votre accueil ; mais je ne puis souffrir que les lois soient ainsi violées en ma présence : mon procureur-général en conférera avec vous. » Oxford n'en fut pas quitte, dit-on, à moins de quinze mille marcs, qu'on l'obligea de payer en compensation de sa transgression aux lois.

On a déjà vu, par le nombre de criminels qui se mettaient à l'abri de la justice dans les sanctuaires, l'abus que l'on faisait des monastères et des autres lieux dévoués au culte. Par ce privilège, que le clergé s'était approprié comme un droit incontestable, ces asiles prétendus sacrés étaient devenus des repaires de meurtriers, de voleurs et de conspirateurs. Les sorciers et les magiciens seuls ne pouvaient profiter de l'avantage qu'offraient ces refuges, et ces infortunés, dont les crimes étaient imaginaires, étaient les seuls auxquels il fût défendu de participer au bien qui pouvait résulter d'un tel privilège.

Le roi fit tout son possible pour engager le pape à abolir ces asiles, mais il ne put réussir ; tout ce qu'il obtint fut que dans le cas où les voleurs, les meurtriers et les filous, recueillis une première fois dans ces retraites sacrées, en sortiraient pour commettre de nouveaux crimes et s'y réfugier ensuite, ils pourraient être arrachés du sanctuaire et livrés à la justice.

Mais tandis que Henri témoignait la plus profonde soumission pour les ordres du pontife, et le plus grand respect pour le clergé, il s'efforçait de diminuer la puissance du pape, auquel il parvint à en imposer si bien par son attachement apparent à l'Église, que le pontife l'engagea à renouveler les croisades et à entreprendre de reconquérir la Terre-Sainte. La réponse que Henri fit à ce sujet mérite d'être rapportée. Il assurait sa sainteté que « personne n'était plus disposé que lui à entreprendre une expédition aussi glorieuse et aussi utile ; mais » que ses états étant fort éloignés de Constantinople, il était plus à » propos de recourir aux rois de France et d'Espagne pour une entre- » prise de ce genre, et que dans le cas où ils consentiraient à s'en » charger, il s'empresserait de les seconder dès que tout différend » aurait cessé entre les princes chrétiens. » Cette réponse adroite était tout à la fois un refus poli et un reproche indirect.

Tout en s'efforçant d'affaiblir le pouvoir des nobles et du clergé, il employait les moyens qui étaient en sa puissance pour agrandir les privilèges du peuple. Le peu d'indulgence que sous les règnes précédents on avait eu pour lui, l'irritait et l'excitait continuellement à la

guerre civile, et des meurtres terribles étalent les résultats des mesures rigoureuses et injustes qu'on ne cessait d'employer à l'égard des classes inférieures. Le roi rendit donc plusieurs actes qui, en rétablissant une partie des droits du peuple, servaient à réprimer l'esprit de rébellion qui n'avait cessé de l'animer jusque alors. Le bas peuple cessa dès ce moment d'être entretenu par des chefs orgueilleux dans une coupable oisiveté, et il fut forcé pour son propre bien de devenir industriel. La noblesse, au lieu de s'envier réciproquement le nombre et la force de ses gardes, acquit par degrés un genre d'émulation plus différent, et elle s'appliqua à se distinguer par la splendeur et l'élégance de ses équipages, de ses maisons et de sa table. Toutes les vues du roi tendaient à développer le commerce, qui contribuait naturellement à introduire l'esprit de liberté parmi le peuple, et à le délivrer de toute espèce de dépendance, excepté celle qu'imposaient les lois et le souverain.

Avant cette grande époque, toutes nos villes devalent leur origine à quelque vieux château, séjour habituel d'un seigneur puissant. Ces forteresses servaient tour à tour d'asile à l'infortune et de prison aux criminels. Elles étaient ordinairement gardées par une garnison armée, approvisionnées et dépendantes entièrement des nobles auxquels appartenait ces châteaux-forts. Près de ces demeures protectrices s'établirent alors des artisans et des marchands, afin de fournir aux habitants de ces manoirs et à leur suite toutes les choses nécessaires de la vie. Les fermiers et les laboureurs du voisinage vinrent également demeurer près des forts, afin de trouver protection contre les nombreuses troupes de brigands, appelées alors *Robertsmen*¹, qui se cachaient dans les bois pendant le jour, et infestaient les campagnes pendant la nuit. C'est ainsi que se peuplèrent successivement les villes. Henri s'efforça de réunir plus intimement encore les habitants de ces différentes colonies, en leur offrant un genre de vie commercial qu'ils n'avaient jamais connu jusque alors. Il leur enseigna, par son propre exemple, la frugalité et l'économie; d'une exactitude remarquable dans le paiement des dettes qu'il fut forcé de contracter, jamais il ne négligea les intérêts des commerçants respectables dans tous ses traités avec les puissances étrangères.

Mais il ne faut pas se dissimuler que les calculs continuels de Henri

¹ Les hommes de Robert.

sur les avantages relatifs de l'argent, l'entraînèrent insensiblement à donner à ce métal plus de valeur qu'il ne devait en avoir. A mesure qu'il devint vieux, son esprit d'économie dégénéra en avarice et surpassa bientôt son ambition; les moyens qu'il employait pour augmenter ses trésors ne saient être justifiés même par ses admirateurs les plus zélés. Il avait trouvé deux ministres parfaitement propres à seconder ses vues cupides : Empson et Dudley, tous deux jurisconsultes. Le premier, d'une naissance obscure, avait des mœurs grossières et un caractère inflexible. Le second, d'une naissance moins basse, avait reçu une éducation plus soignée; mais il était dur et inexorable. Leur usage habituel était de dénoncer et de faire arrêter les personnes sur lesquelles ils avaient l'intention de faire tomber le poids de leur oppression. Elles ne pouvaient recouvrer leur liberté qu'en payant des amendes considérables qu'on appelait adoucissements et compositions. Peu à peu ces ministres sordides s'endurcirent tellement, qu'ils dédaignaient même de remplir les formalités ordinaires de la loi, et qu'ils employaient les moyens les plus expéditifs pour parvenir à leur fin. Ils disposaient, selon leur volonté, de la liberté des sujets qu'ils accusaient, et confisquaient leurs biens au profit du trésor royal. Mais le principal instrument de leur oppression était les lois pénales, que, sans considération de rang, de qualité ou de services, ils appliquaient indistinctement.

La dernière partie du règne de ce monarque actif se consuma en projets continuels pour amasser de nombreux trésors et augmenter le pouvoir du peuple, moyen certain, selon lui, d'agrandir la puissance de la nation. Il eut la satisfaction de conclure un mariage entre Arthur, prince de Galles, et l'infante Catherine d'Espagne, — An de J.-C. 1501 — alliance qui était négociée depuis sept ans. Mais ce mariage tant désiré n'eut que des suites funestes. Le jeune prince tomba malade et mourut au bout de quelques mois, regretté de la nation entière. — An de J.-C. 1502 — La princesse fut obligée, peu de temps après cet événement, d'épouser Henri, second fils du roi, qui fut nommé prince de Galles à la place de son frère. Le prince lui-même s'opposa de toutes ses forces à ce mariage, mais le roi persista dans sa résolution, et obtint une dispense du pape; la cérémonie nuptiale fut donc célébrée malgré la répugnance du jeune Henri, qui entra alors dans sa douzième année.

La magnificence de ces noces fit bientôt place aux réjouissances qui

eurent lieu à l'occasion de l'arrivée accidentelle de l'archiduc Philippe¹ et de Jeanne, son épouse. Ils s'étaient embarqués pour l'Espagne, pendant l'hiver, afin de profiter de la disposition favorable des Espagnols, qui désiraient que le gouvernement fût transmis à Philippe; mais une violente tempête qui les assaillit pendant leur voyage les obligea à relâcher au havre de Weymouth, où ils furent reçus de la manière la plus honorable par sir John Trenchard, seigneur qui possédait une grande autorité dans le comté de Dorset. Le roi, informé de suite de leur arrivée, envoya le comte d'Arundel les complimenter de sa part et leur annoncer que son intention était de venir leur rendre une visite en personne. — An de J.-C. 1506 — Philippe, dans l'impossibilité de résister aux sollicitations du roi, résolut, pour abréger tout délai, de le prévenir et d'avoir une entrevue avec lui à Windsor. Henri le reçut avec toute la magnificence possible et avec toutes les démonstrations de l'amitié la plus sincère; mais il avait pris la détermination secrète de se faire rembourser des dépenses auxquelles il était forcé en cette circonstance, en tirant parti de la visite de son hôte pour son propre intérêt et celui de sa nation.

Il y avait eu, quelques années auparavant, une conspiration formée contre lui par le comte de Suffolk, et pour laquelle James Tyrrel et sir James Windham avaient été condamnés et exécutés, tandis que Suffolk, l'auteur principal de ce complot, s'était échappé dans les Pays-Bas, où il avait trouvé protection près de Philippe. Ce prince, à la requête de Henri, consentit à le remettre entre ses mains, et le comte, ramené en Angleterre, fut renfermé dans la Tour.

Les deux princes conclurent également un traité de commerce qui fut alors de la plus grande importance pour l'Angleterre, et qui est encore le fondement de tous ceux d'aujourd'hui.

Henri, voyant enfin l'Angleterre civilisée par ses soins, le peuple disposé à payer les impôts sans contrainte, les nobles habitués à une juste subordination, les lois mises en vigueur et respectées, les villes marcher vers l'indépendance, le commerce se développer chaque jour davantage, l'esprit de faction s'éteindre insensiblement, et les étrangers redouter l'Angleterre et désirer son alliance, commença à songer à une autre vie. S'apercevant depuis quelque temps que sa fin approchait, il résolut de se réconcilier avec le ciel, en distribuant des aumônes,

¹ Gouverneur des Pays-Bas, et roi de Castille.

A. A.

en fondant des maisons religieuses, et en accordant un pardon général à tous ses sujets, afin d'expiar les erreurs dont ils s'étaient rendu coupable. Il était dans ces dispositions lorsqu'il mourut de la goutte qui lui était remontée dans l'estomac. — An de J.-C. 1509, 21 avril. — Il était âgé de cinquante-deux ans, et régnait depuis vingt-trois ans.

Depuis Alfred, l'Angleterre n'avait été gouvernée par un roi aussi sage. Il avait rendu ses sujets puissants et heureux, et il avait opéré dans les mœurs du peuple un changement plus grand qu'on ne devait l'espérer en si peu de temps. La plus grande faute qu'on ait à lui reprocher est d'avoir laissé dégénérer en avarice cet esprit d'ordre et d'économie si avantageux pour une nation, et d'avoir tout sacrifié pour le plaisir sordide d'amasser des sommes immenses. Cependant ne doit-on pas lui pardonner un défaut qui tourna même à l'avantage du bien public ? Les coffres du roi étaient le seul trésor de la nation, et le peuple anglais était jugé riche ou indigent, selon la situation des finances du souverain¹.

A cette époque, non seulement l'Angleterre, mais toute l'Europe entière parut se réveiller de l'assoupissement où elle avait été plongée pendant plus de douze cents ans. La France, l'Espagne, le Portugal et la Suède, étaient gouvernés par des monarques sages et bienfaisants, qui protégeaient les arts naissants et offraient à leurs sujets des moyens certains de bonheur. Les Portugais, sous le commandement de Vasco de Gama, firent un voyage au cap de Bonne-Espérance. Les Espagnols, sous la conduite de Christophe Colomb, découvrirent le Nouveau-Monde. Ce fut le hasard qui empêcha Henri d'avoir part à une entreprise aussi considérable ; car Colomb, ayant éprouvé plusieurs refus des cours de Portugal et d'Espagne, avait envoyé son frère Barthélemy en Angleterre, afin d'expliquer ses projets au roi et de solliciter sa protection : Henri invita Colomb à se rendre aussitôt en Angleterre ; mais Barthélemy, en retournant en Espagne, fut pris par des pirates. Pendant ce temps, Colomb réussit près d'Isabelle, reine de Castille, et obtint des secours avec lesquels il entreprit son voyage, qu'il exécuta heureusement.

Henri ne fut point découragé de ce contre-temps ; il fit équiper

¹ Oui, mais cette avarice qui remplit les coffres du roi, prépara le despotisme de son fils Henri VIII, en le rendant indépendant de son peuple. (*Note de Brissot de Warville aux Lettres sur l'Histoire d'Angleterre.*)

Sébastien Cabot, Vénitien, qui demeurait à Bristol, et l'envoya du côté de l'occident, à la recherche de nouveaux pays. Cabot découvrit la partie septentrionale de la terre ferme de l'Amérique. — An de J.-C. 1497 — Il fit voile ensuite vers le midi, le long de la côte, et découvrit Terre-Neuve et d'autres contrées; mais il revint en Angleterre sans avoir fait dans le Nouveau-Monde aucun établissement.

Henri, peu de temps après, dépensa quatorze mille livres sterling pour construire un vaisseau que l'on nomma le Grand-Henri. Ce fut réellement le premier bâtiment de la marine anglaise; car lorsque le roi avait eu besoin d'une flotte, il n'avait eu d'autre moyen, jusque alors, que de louer les vaisseaux marchands.



CHAPITRE XXIV.

HENRI VIII.

De l'année 1509 à l'année 1547.

Henri VIII entra dans sa dix-huitième année lorsqu'il prit les rênes du gouvernement. Aucun avènement au trône ne s'était encore montré accompagné d'une réunion de circonstances plus favorables. Ce prince devait à la sagesse et à la prudence de son père un royaume paisible, des finances en bon ordre, et une hérédité incontestable; il tenait à la maison de Lancastre par son père, et à celle d'York par sa mère; il possédait l'amitié de tous les souverains de l'Europe, et chaque jour voyait accroître la puissance et les richesses de ses sujets. L'Anglais semblait accueillir avec transport les arts et le commerce, introduits depuis peu dans le royaume. Le jeune roi était beau et bien fait; il avait une adresse extrême dans tous les exercices du corps; son air franc et ouvert disposait tous les cœurs à l'aimer; adoré de ses sujets, tout paraissait lui sourire. Le vieux roi, qui était fort savant, avait donné lui-même à son fils toutes les connaissances que l'on pouvait acquérir à cette époque, et Henri, avant l'âge de dix-huit ans, était éminemment instruit, surtout en théologie.

Mais Henri prouva trop tôt que toutes ces heureuses conditions ne suffisaient pas pour acquérir un grand caractère. Les qualités qu'il possédait n'étaient purement que des dons de nature et le résultat des soins assidus de son père; il lui manquait des avantages plus réels, un bon cœur et un jugement sain. Son instruction, au lieu de l'éclairer sur

lui-même, ne servait qu'à enflammer son orgueil, et non à corriger ses inclinations vicieuses. L'enthousiasme de ses sujets, qui s'exhalait sans cesse dans leurs flatteries, fut pour lui un brillant météore qui l'égarait sans retour.

Ses grandes richesses, au lieu de servir à soulager son peuple ou à augmenter sa puissance, ne contribuèrent qu'à fournir à ses débauches ou à satisfaire la rapacité des ministres de ses plaisirs. Heureux si ses fautes n'eussent pas été plus graves ! Mais Henri, plus coupable de jour en jour, devint le tyran de son peuple ; ses cruautés inspirèrent bientôt l'effroi, et quelque avantageux qu'aient pu être plus tard les résultats de ses mesures, tout cœur humain sera toujours révolté des motifs qui les lui firent adopter, et des moyens qu'il employa pour parvenir à ses fins.

Le premier acte qui fit présumer que ce règne serait bien différent du précédent, fut l'exécution d'Empson et de Dudley, coupables envers le peuple pour avoir favorisé la rapacité du dernier roi. Tous deux furent cités devant le conseil, afin de rendre compte de leur conduite ; Empson prétendit dans sa défense, que ses actions, au lieu d'exciter le blâme public, méritaient plutôt une récompense et l'approbation générale. Bien que le seul crime qu'on eût à leur reprocher, se bornât à une trop scrupuleuse exécution des lois, bien que ces lois eussent été établies d'après le consentement unanime du peuple, Empson et Dudley furent envoyés à la Tour, sans avoir égard à leurs réclamations. Peu de temps après ils furent mis en jugement. — An de J.-C. 1511 — Comme le sévère accomplissement de leur devoir ne pouvait être allégué contre eux comme crime, et que cependant le peuple demandait leur punition, ils furent accusés d'être entrés dans une conspiration contre le roi actuel, et d'avoir voulu s'emparer, par la force, de l'administration du gouvernement. Rien n'était plus invraisemblable que cette imputation ; mais le jury était tellement influencé par le préjugé populaire, qu'il prononça une sentence contre eux, et l'un et l'autre furent exécutés peu de temps après, par un warrant du roi.

Cette mesure, qui montrait la plus injuste condescendance pour les clameurs populaires, fut suivie d'une autre, bien plus préjudiciable aux intérêts de la nation, tout en paraissant agréable au peuple.

Le pape Jules II remplissait alors toute l'Europe du bruit de ses intrigues et de son ambition. La plus grande partie de son ressentiment était dirigée contre Louis XII, roi de France, qui était en possession

de plusieurs provinces considérables de l'Italie, dont le pape espérait l'éloigner. Dans ce dessein, il fit un traité avec Ferdinand, roi d'Espagne, et Henri, roi d'Angleterre, traité par lequel il leur promettait les avantages les plus propres à satisfaire et à exciter leur ambition, s'ils voulaient consentir à diriger leurs armes contre Louis XII, tandis que lui s'efforcerait de l'occuper en Italie. Henri, qui n'avait d'autre but que la gloire de cette expédition et l'espérance de recevoir le titre de roi très-chrétien, que le pape avait promis d'ôter à Louis XII pour le lui transmettre, consentit à défendre la cause de Jules II. Il assembla son parlement — An de J.-C. 1512 — qui lui accorda promptement les subsides nécessaires aux frais d'une entreprise que le peuple paraissait favoriser. L'esprit chevaleresque n'était pas encore éteint en Angleterre, et le royaume de France était toujours pour elle un objet d'envie; Henri, d'accord avec le peuple anglais, ne songea plus qu'à cette conquête. Ce fut en vain que les hommes les plus prudents de son conseil lui représentèrent que la guerre sur le continent ne pouvait qu'être nuisible aux intérêts du royaume; que, loin de l'enrichir, elle l'épuiserait; que l'Angleterre, par sa situation, ne pouvait prétendre à un empire étendu. Le jeune roi, sourd à toutes les remontrances, et brûlant d'ardeur militaire, résolut d'entreprendre la guerre. Le marquis de Dorset fut envoyé à Fontarabie avec un corps d'armée considérable, afin d'assister aux opérations de Ferdinand; mais ce monarque artificieux et déloyal, qui n'avait aucune intention réelle de tenir sa parole, ne seconda nullement les efforts des Anglais, ce qui les obligea à revenir en Angleterre, sans avoir rien effectué.

Une flotte considérable fut équipée peu de temps après; — An de J.-C. 1513 — le commandement en fut confié à sir Édouard Howard qui se présenta devant Brest, où était la flotte française, et offrit le combat.

Les Français, qui avaient des forces inférieures à celles de l'ennemi, se déterminèrent à attendre un renfort qui venait de la Méditerranée, sous le commandement de Préjan de Bidoux; mais le brave Howard conçut le dessein de faire échouer leurs projets. Préjan parut bientôt, accompagné de six galères; à peine s'était-il réfugié derrière des batteries placées sur des rochers qui étaient à sa droite et à sa gauche, que Howard vogua vers lui, suivi seulement de deux galères et de quelques barques remplies d'officiers distingués. Dès qu'il fut en présence du vaisseau de Préjan, il jeta le grappin et sauta à bord, ainsi

qu'un Espagnol nommé Carrox, et dix-sept Anglais. Dans ce moment, le câble qui attachait les deux vaisseaux fut coupé par l'ennemi, et l'amiral tomba entre les mains des Français; cependant il ne continuait pas moins à combattre avec une ardeur et un courage extrêmes; mais repoussé près du bord par les piques ennemies, il fut précipité dans la mer, où il périt.

Les Anglais, après ce malheur, se retirèrent de devant Brest, et la flotte française resta quelque temps en possession de la mer.

Cette légère défaite ne servit qu'à augmenter l'ardeur belliqueuse du roi et à lui donner le désir de se venger. Il envoya promptement à Calais un corps de huit mille hommes, sous le commandement du comte de Shrewsbury, et peu de temps après un autre corps de six mille hommes, commandé par lord Herbert, suivit le premier. Henri, à la tête du corps d'armée principal et de l'arrière-garde, se rendit à Calais, accompagné d'une grande partie de la noblesse anglaise. Bientôt un personnage de haute importance vint se joindre à lui : ce fut Maximilien, empereur d'Autriche, qui, dans l'impossibilité de remplir l'engagement qu'il avait pris envers le roi d'Angleterre, de lui fournir huit mille hommes, voulut au moins se réunir à l'armée anglaise avec quelques Allemands et des soldats flamands, qui donnèrent aux nouvelles troupes de Henri un exemple utile de discipline militaire. L'empereur lui-même s'enrôla au service de l'Angleterre, porta la croix de Saint-Georges, et reçut, comme sujet du roi d'Angleterre, la paye qui était de cent couronnes par jour.

Henri se trouvait alors à la tête d'une armée formidable; cinquante mille hommes devaient faire supposer que la France deviendrait infailliblement sa proie, d'autant plus que ce royaume n'était pas menacé seulement par l'Angleterre; les Suisses, d'un autre côté, avec vingt-cinq mille hommes, se disposaient à l'envahir, tandis que Ferdinand d'Arragon, qui ne voulait se lier par aucun traité, attendait une circonstance favorable pour l'attaquer.

Jamais la monarchie française n'avait encore été dans une situation si déplorable; elle avait tout à craindre; mais les erreurs dans lesquelles tombèrent ses nombreux assaillants, contribuèrent à son salut. Les Suisses firent un traité avec La Trimouille, général français, qui consentit à signer les conditions qu'ils lui proposèrent. Ferdinand continua à rester tranquille spectateur, attendant vainement le moment où ses alliés effectueraient quelque coup décisif, et Henri perdit

son temps à faire le siège de différentes villes qui ne pouvaient ni assurer ses conquêtes ni augmenter sa gloire.

Le premier de ces sièges fut celui de Téroouenne, en Picardie; il l'occupa pendant plus d'un mois, quoique la garnison fût à peine composée de deux mille hommes.

Les assiégés ayant manqué de provisions, on fit pour les secourir une tentative hardie et désespérée qui eut quelque succès. Un capitaine français, nommé Fontrailles, conduisit un corps de huit cents hommes, dont chacun portait derrière lui un sac de poudre à canon et deux quartiers de lard. Fontrailles, suivi de ce petit nombre d'hommes, fit dans le camp anglais une irruption hardie et inattendue; surmontant toute espèce de résistance, il parvint jusqu'à un des fossés de la ville, où chaque cavalier jeta promptement son fardeau; il retourna immédiatement sur ses pas, fut assez heureux une seconde fois pour se frayer un passage à travers l'armée anglaise, et ne perdit que très-peu de monde.

Mais la cavalerie chargée de protéger la retraite n'eut pas autant de succès, quoiqu'elle fût commandée par l'un des plus hardis et des plus braves capitaines de l'armée française. Dès qu'elle aperçut les Anglais, elle fut saisie d'une si grande frayeur qu'elle prit la fuite, et un grand nombre des meilleurs officiers français furent faits prisonniers.

Cette action fut appelée par les Français la bataille de Guinegate, du nom de la place où le combat fut livré. Les Anglais la nommèrent la journée des éperons, car les Français ce jour-là firent plus d'usage de leurs éperons que de leurs épées.

Après cette victoire qui aurait pu être suivie de conséquences importantes si le vainqueur s'était dirigé vers Paris, le roi s'obstina à rester afin de réduire cette petite ville qui, après une résistance opiniâtre, se rendit enfin. Henri, triomphant, se glorifia alors d'une victoire qui ne pouvait racheter ni le sang versé ni le temps perdu.

D'une erreur il tomba dans une autre; il entreprit de faire le siège de Tournay, grande et riche ville de Flandre, qui appartenait alors aux Français. Quelque court que fut ce siège, il ne servit qu'à retarder le but le plus important, qui était la conquête de la France. Henri, éternouillé de ses succès frivoles, résolut tout-à-coup de renvoyer son armée en apprenant que les Suisses s'étaient retirés. Il revint donc en Angleterre, où la flatterie s'efforça de vanter la gloire de son

expédition ridicule. Dès ce moment la paix fut conclue entre les deux royaumes, et Henri ne s'occupa plus qu'à dissiper en folies ces immenses trésors amassés par son prédécesseur dans des vues bien différentes.

Pendant son séjour sur le continent, ses armées eurent dans le nord de l'Angleterre un succès beaucoup plus important.

Les Écossais, qui saisissaient toujours avec empressement l'occasion de chercher querelle à leurs voisins, lorsqu'ils étaient en discorde avec la France, déclarèrent la guerre aux Anglais. Le roi d'Écosse, après avoir réuni toutes les forces de son royaume, passa la Tweed avec une armée de cinquante mille hommes, et ravagea toute la contrée du Northumberland, située sur le bord de cette rivière; mais son armée était nombreuse et le pays fort stérile, bientôt elle manqua de provisions, ce qui força plusieurs soldats à désertir et à retourner dans leurs montagnes.

Le comte de Surrey, à la tête de vingt-six mille hommes, s'avança alors vers les Écossais qui étaient campés sur un plateau au pied des montagnes de Cheviot. La rivière de Till, qui se trouvait entre les deux armées, empêcha d'abord le combat. Le comte de Surrey envoya défier l'ennemi, et l'engagea à descendre dans la plaine de Flodden, afin que les deux armées pussent essayer leur valeur sur un terrain égal. Cette proposition n'ayant point été acceptée, le comte feignit de marcher sur Berwick, ce qui détermina les Écossais à attaquer l'arrière-garde; ils mirent le feu à leurs cabanes et descendirent la montagne. Le comte de Surrey, profitant alors de l'épaisse fumée causée par ce feu, passa la petite rivière qui avait d'abord empêché les deux partis d'en venir aux mains. Le combat devenu inévitable par ce moyen, chacun se disposa à l'attaque avec ordre et régularité.

Les Anglais partagèrent leur armée en deux lignes. Lord Thomas Howard conduisait le corps principal de la première; sir Edmond Howard commandait l'aile droite, et sir Marmaduke, constable, l'aile gauche. Le comte de Surrey était à la tête de la seconde ligne; lord Dacres et sir Édouard Stanley le secondaient à la droite et à la gauche. De l'autre côté, les Écossais présentaient trois divisions à l'ennemi; le milieu était commandé par le roi lui-même; la droite, par le comte de Huntley, et la gauche, par les comtes de Lenox et d'Argyle; une quatrième division, sous le comte de Botwell, formait un corps de réserve. Lord Huntley commença l'attaque, et chargea la division de

sir Marmaduke, constable, avec une telle impétuosité, qu'il y jeta la confusion ; mais il fut secouru si à propos, que les soldats se rallièrent bientôt, et le combat devint général. Les deux armées se défendirent avec une ardeur incroyable, jusqu'au moment où les Highlanders¹, incommodés par l'artillerie anglaise, fondirent, l'épée à la main, sur le corps principal, commandé par le comte de Surrey. Jacques était à leur tête avec la noblesse la plus distinguée. Ils s'élancèrent avec tant de rapidité, que la dernière ligne ne put avancer à temps pour les soutenir, et un corps d'Anglais empêcha leur retraite. Jacques, pressé par l'ennemi, refusa cependant de quitter le champ de bataille lorsqu'il en était encore temps ; il descendit de cheval et rassembla autour de lui son petit corps d'armée ; dans cette position, il combattit avec un tel courage, qu'il ranima l'ardeur de ses soldats, et la mêlée recommença. Les Anglais furent obligés de recourir une seconde fois à leur artillerie et à leurs flèches qui causèrent un ravage terrible. La nuit força enfin les combattants à se séparer, et au lever du jour lord Howard acquit la certitude qu'il venait de remporter une grande et glorieuse victoire.

Les Anglais ne perdirent aucune personne de distinction ; mais la fleur de la noblesse écossaise périt dans ce combat mémorable. Dix mille hommes furent tués, et un cadavre que l'on supposa être celui du roi, fut envoyé à Londres, où il resta quelque temps sans sépulture, d'après une sentence d'excommunication, qui avait été lancée contre lui, pour s'être ligué avec la France contre le Saint-Siège.

Mais, sur le rapport de Henri VIII qui prétendit que Jacques, avant sa mort, avait montré quelques marques de repentir, l'absolution lui fut accordée, et son corps fut enterré. Le peuple écossais demeura cependant convaincu que le roi vivait encore, et le bruit se répandit qu'il était parti secrètement pour faire un pèlerinage à Jérusalem.

Ces succès ne servirent qu'à enivrer Henri, et tandis que d'un côté ses plaisirs sensuels occupaient son temps, de l'autre, des préparatifs pour de nouvelles expéditions épuisaient ses trésors. Comme il n'était pas probable que les vieux ministres qui avaient été désignés par son père pour le diriger, consentissent facilement à seconder ses projets frivoles, Henri avait cessé, depuis quelque temps, de les consulter, et il avait

¹ Les Highlanders sont les habitants des hautes terres, ou les montagnards de l'Écosse.

mis toute sa confiance en Thomas, depuis cardinal Wolsey. Ce favori complaisant flattait toutes les passions de son maître, et le secondait dans tous les plans que lui faisait concevoir son caractère ardent et impétueux. Il était fils d'un gentilhomme d'Ipswich et non d'un boucher, comme on le rapporte communément¹. Il fut envoyé au collège d'Oxford de si bonne heure, qu'à quatorze ans il était gradué; aussi le nommait-on le jeune bachelier. Dès qu'il fut sorti du collège, il ne tarda pas à obtenir de l'avancement, et bientôt il fut fait recteur de Lymington, par le marquis Dorset, dont il avait élevé les enfants.

Il y avait peu de temps qu'il jouissait de cette charge, lorsqu'il se fit une mauvaise affaire avec la justice, pour s'être enivré et pour avoir causé du trouble chez une femme du voisinage. Cette aventure scandaleuse ne contribua point cependant à retarder sa fortune, car il fut recommandé, peu de temps après, comme chapelain, à Henri VIII qui l'employa dans une négociation secrète, relativement à son mariage projeté avec Marguerite de Savoie; il s'en acquitta avec tant d'habileté, qu'il obtint du roi les plus grands éloges.

Ce prince lui ayant donné ensuite une mission pour Maximilien qui demeurait alors à Bruxelles, fut surpris de voir Wolsey se présenter devant lui au bout de trois jours. Irrité à sa vue, il le réprimanda sévèrement du délai qu'il avait apporté à exécuter ses ordres; mais l'étonnement du roi fut extrême, lorsque Wolsey lui répondit qu'il revenait de Bruxelles, et qu'il avait rempli avec succès les volontés de sa majesté.

Sa promptitude, en cette circonstance, lui valut le doyenné de Lincoln, et c'est revêtu de ce titre, qu'il fut présenté au roi par Fox, évêque de Winchester, qui avait l'espoir que les talents de son protégé parviendraient à supplanter le comte de Surrey, favori actuel. Les conjectures de Fox étaient vraies et ses espérances ne tardèrent point à se réaliser; car Wolsey fut placé à la cour peu de temps après, et il entra dans le conseil privé, où il eut alors de fréquentes occasions de flatter le jeune roi et de s'insinuer dans ses bonnes grâces, en paraissant à la fois complaisant, soumis et entreprenant.

Il mettait en usage tous les moyens possibles pour plaire à son maître; chantant, riant et dansant avec les jeunes débauchés de la cour; ni son âge (il avait alors près de quarante ans), ni le caractère respectable dont

¹ Hume, tom. IV, page 153.

Il était revêtu, ne pouvaient lui servir de frein ni de motif pour l'engager à réprimer, par une sévérité qu'on eût trouvée hors de saison, la gaieté licencieuse de ses compagnons de plaisir.

Un caractère de cette espèce ne pouvait manquer de convenir à un monarque aussi vicieux et aussi faible que Henri. Wolsey devint bientôt son favori, et l'administration générale des affaires ne tarda pas à lui être confiée. Le peuple commençait alors à murmurer; il voyait avec dégoût les basses complaisances du nouveau favori, et il supportait avec indignation son arrogance. Depuis long-temps déjà, l'orgueil et le luxe insoient du clergé étaient vus avec écoutezement; aussi l'élévation subite de Wolsey ne servit-elle qu'à jeter un jour plus odieux sur ce corps qui n'était déjà que trop l'objet de l'aversion publique. Wolsey, placé alors en évidence, développa chaque jour davantage son caractère, et la haine du peuple s'en augmenta.

Quelqu'insatiable que fût en lui l'amour des richesses, il était d'une prodigalité et d'une magnificence extrêmes dans ses dépenses. Son génie vaste et profond lui permettait non-seulement d'exécuter les entreprises les plus difficiles, mais même d'en embrasser un grand nombre à la fois. Ambitieux, mais plus désireux encore de gloire, souple, insinuant et persuasif; d'autres fois, haut et impérieux, il était tour-à-tour fier avec ses égaux et affable avec ses inférieurs: tyran du peuple, mais toujours libéral avec ses amis; plus généreux que reconnaissant, il était né enfin pour obtenir partout un ascendant suprême; mais trop vain pour tempérer par la modestie l'éclat de sa supériorité, il recherchait avidement tous les moyens de la mettre en évidence.

Promu à l'archevêché d'York, il se démit de l'évêché de Lincoln; après la prise de Tournay, le siège épiscopal de cette ville lui fut accordé; de plus, il obtint, à très-bon marché, les revenus de Bath, de Worcester et d'Hereford, évêchés occupés par des Italiens qui se trouvèrent heureux de donner une partie considérable de leurs revenus, pour obtenir la permission de demeurer en pays étrangers. D'autres

* Ce ne fut que dans le quatorzième siècle que les évêques anglais commencèrent à s'introduire dans le ministère. Henri VII et Henri VIII les préféraient aux laïcs, parce que, n'ayant point de postérité, ils étaient censés devoir moins voler. Et dans les temps de troubles qui précédèrent ce règne, les prélats ministres ne risquaient pas tant que les laïcs, parce que, suivant les lois, aucun ecclésiastique ne pouvait être mis à mort pour quelque crime que ce fût. (Note de Brissot de Warrille aux lettres sur l'Histoire d'Angleterre.)

bénéfices furent encore ajoutés à l'archevêché d'York, tels que celui de Durham et celui de Winchester; mais plus la fortune se plaisait à favoriser Wolsey, plus son ambition semblait s'accroître.

Le pape, remarquant l'influence qu'il avait sur le roi, conçut le désir de le mettre dans ses intérêts, et le fit cardinal. — An de J.-C. 1515. — Sa maison se composa alors de huit cents personnes dont plusieurs étaient chevaliers et gentilshommes. Des gens, même de la première noblesse, plaçaient leurs enfants dans sa maison, comme le lieu le plus convenable pour leur éducation, et quiconque parvenait à se distinguer par quelque art ou par quelque science, obtenait les faveurs du cardinal, et finissait souvent par être récompensé d'une manière grande et généreuse. Il est le premier ecclésiastique de l'Angleterre, qui ait porté de l'or et de la soie, non-seulement sur ses habits, mais encore sur les harnais et les ornements de ses chevaux.

Ces différents honneurs ne se bornèrent pas là : peu de temps après qu'il eut été créé cardinal, le pape lui conféra le titre de légat, espérant, par ce moyen, l'engager à épuiser les trésors du royaume, sous le prétexte de les employer pour une guerre contre les Turcs; mais dans le véritable but de remplir ses propres coffres. Effectivement, Wolsey servit si bien la cour de Rome, que, pour le récompenser, la dignité de légat lui fut conférée pour la vie, et il réunit à la fois les titres de légat, de cardinal, d'archevêque et de premier ministre.

Bientôt Warham, chancelier et archevêque de Cantorbéry, homme d'un caractère doux et modéré, aima mieux se retirer des emplois publics, que de soutenir une querelle inégale avec le puissant ministre. Wolsey s'empara aussitôt de la chancellerie, et exerça les devoirs de cette charge avec une impartialité et des talents remarquables. Le duc de Norfolk, qui voyait que les trésors du roi s'épuisaient, et que son goût pour la dépense augmentait chaque jour, se décida également à se démettre de sa charge de trésorier, et à se retirer de la cour. Fox, évêque de Winchester, qui avait été l'instrument de la fortune de Wolsey, s'éloigna à son tour, dégoûté de tous les abus dont il était témoin, et le duc de Suffolk, abandonnant aussi la cour, prit la résolution de vivre dans la solitude. Wolsey, habile à profiter de leur mécontentement, les remplaça aussitôt, soit par son activité personnelle, soit par les créatures qui lui étaient dévouées.

Quelle que grande que fût alors l'étendue de son pouvoir, ce ministre insatiable n'était cependant pas satisfait : il obtint du pape une bulle

qui lui donnait le droit de créer des chevaliers et des comtes ; de légitimer des bâtards ; d'accorder des degrés dans les arts , dans les lois , dans la médecine , dans la théologie , et de donner enfin toutes sortes de dispenses. Tant d'orgueil et de puissance ne pouvaient manquer d'offenser grièvement la noblesse ; mais quels que fussent le mécontentement et la haine de chacun , personne n'osait témoigner son indignation , tant était grande la terreur qu'inspirait son caractère vindicatif.

Afin de détourner l'attention publique , et de distraire l'envie excitée par une élévation aussi extraordinaire , il se détermina à entrer en relation avec François 1^{er}, roi de France , qui recherchait avec empressement toutes les occasions de flatter sa vanité. Ses efforts réussirent enfin , et , en conséquence des désirs de ce monarque , le cardinal persuada à Henri de rendre Tournay aux Français. Une entrevue fut convenue entre les deux princes. — An de J.-C. 1520 — Ce congrès , qui coûta des sommes énormes , fut tenu entre Guisnes et Ardres , près de Calais , sur le territoire anglais , par égard pour Henri qui consentit à traverser la mer. Les deux monarques , après s'être salués réciproquement , de la manière la plus affectueuse , se retirèrent dans une tente élevée à ce dessein , où Henri se disposa à lire les articles de leur alliance. Au moment où il prononça ces mots : « Moi , Henri , » roi » il s'arrêta subitement , puis il ajouta seulement « d'Angle- » terre , » sans dire : « et de France , » ce qui était le style habituel des monarques anglais. Cette intention délicate n'échappa point à François 1^{er}, qui fit un sourire de satisfaction. Rien alors n'aurait pu surpasser la magnificence de la noblesse anglaise et française dans cette occasion ; plusieurs seigneurs contractèrent des dettes considérables , et l'économie d'une vie entière fut à peine suffisante pour payer les extravagances de quelques jours.

Il y avait toutefois quelque chose de bas et d'humiliant dans la méfiance réciproque qui régna d'abord entre les deux princes ; ils ne se rencontraient jamais sans avoir chacun de leur côté une égale quantité de gardes. Chaque pas était minutieusement réglé ; ils s'étaient imposé l'obligation de passer l'un et l'autre à la même heure , dans le point de séparation établi entre les deux villes , et lorsqu'ils allaient rendre visite aux reines , dans le même instant que Henri entraît à Ardres , François se rendait à Guisnes pour se remettre entre les

* Le signal de leur départ était donné par le feu d'une couleuvrine.

A. A.

moins des Anglais. Mais François, regardé justement comme l'homme le plus galant et le plus poli de l'Europe, mit bientôt fin à une manière d'agir si peu conforme à la loyauté et à la franchise. Un jour qu'il était accompagné de deux gentilshommes et d'un page seulement, il se rendit directement à Guisnes, et s'écria, dès qu'il aperçut les gardes anglaises, qu'il se rendait leur prisonnier, et désirait être conduit à leur maître. Henri fut extrêmement étonné à l'aspect de François; il courut à lui, le serra dans ses bras : « Mon frère, lui dit-il, vous me causez la plus agréable surprise, et vous me donnez l'exemple de la confiance que je dois placer en vous : dès ce moment, je me rends moi-même votre prisonnier. » Otant alors de son cou un collier de perles d'une grande richesse, et le mettant à celui de François, il le pria de le porter pour l'amour de lui. François I^{er} l'accepta, mais il lui donna en échange un bracelet qui avait le double de valeur et il insista pour qu'il consentît à le porter à son tour.

Le jour suivant, Henri se rendit à Ardres, sans aucune suite, et depuis ce moment la confiance parut établie entre ces deux monarques, qui employèrent le reste du temps en fêtes et en tournois.

Ils firent publier dans toutes les principales villes de l'Europe, que Henri VIII et François I^{er}, secondés de quatorze champions, étaient réunis dans les plaines de Picardie, et se disposaient à répondre au défi de tous ceux qui se présenteraient, revêtus de titres de noblesse. Les deux rois couverts de brillantes armures, entrèrent donc dans la lice, François entouré des gardes de Henri, et Henri, de celles de François. Ils étaient les plus beaux hommes de leur temps et les plus adroits dans les exercices militaires. Les femmes étaient juges dans ces fêtes de chevalerie, et elles avaient droit de mettre fin au combat, lorsqu'elles le jugeaient à propos. Il est probable que l'adroit monarque français voulut flatter l'amour-propre de Henri, en lui laissant l'avantage du tournoi. Il jouta avec Grandeval qu'il mit hors de combat, dès le premier instant. Il courut aussi la lance avec Montmorenci que cependant il ne put parvenir à désarçonner. Il combattit ensuite à l'épée avec un noble français qui, ayant été vaincu, se présenta à lui avec son coursier, en signe de soumission.

Mais toutes ces pompes vaines étaient insuffisantes pour apaiser les murmures du peuple, et calmer la jalousie des nobles du royaume. Parmi eux, le duc de Buckingham, fils de celui qui avait perdu la vie

sous le règne de Richard III, était le plus acharné à se plaindre. Souvent on l'avait entendu traiter avec un juste mépris la prodigalité et l'orgueil du cardinal; sa haine pour lui était si violente qu'il ne pouvait la dissimuler. De lâches délateurs prirent soin d'en informer Wolsey, et peu de temps après le duc fut arrêté; — An de J.-C. 1521 — on l'accusa d'avoir consulté un diseur de bonne aventure, relativement à ses droits à la couronne, et d'avoir cherché à se rendre populaire, pour se créer un parti. C'était là un bien faible prétexte pour ôter la vie à un homme dont le père était mort en défendant le dernier roi; mais il n'en fut pas moins mis en jugement. Le duc de Norfolk, dont le fils avait épousé la fille du duc de Buckingham, fut créé grand-maitre, afin de présider à ce procès solennel. Il fut condamné à périr comme traître, par un jury composé d'un duc, d'un marquis, de sept comtes et de douze barons. Lorsqu'on lui lut sa sentence, et que le grand-maitre prononça le mot de traître, le malheureux prisonnier ne put contenir son indignation : « Milords, » s'écria-t-il, je ne suis pas un traître, et quelle que soit l'injustice » avec laquelle vous agissez contre moi en cette circonstance, je vous » pardonne et je ne chercherai point à en appeler, car la vie n'est pas » digne de regret; puisse Dieu vous pardonner ainsi que moi, et me » prendre en pitié! » Peu après, il fut exécuté à Tower-Hill.

Vers cette époque, les immenses trésors du vieux roi, prodigués jusqu'alors en pompes inutiles, en plaisirs coupables ou en traités nuls, et en expéditions nuisibles aux intérêts du royaume, se trouvèrent enfin totalement épuisés. Mais le roi se reposait sur Wolsey du soin de remplir ses six coffres, et effectivement personne n'était plus propre que lui à un pareil dessein. Il résolut d'abord d'obtenir du peuple une somme considérable, sous le titre de don gratuit; ainsi le peuple éprouvait encore cette mortification de voir que l'argent qu'on lui extorquait était considéré comme don volontaire.

Henri se souciait fort peu de la manière dont on obéissait à ses désirs, pourvu qu'ils fussent satisfaits. Son ministre trouva cependant quelque difficulté à créer ce nouvel impôt.

An de J.-C. 1523 — Après avoir demandé d'abord au clergé un subside énorme, il s'adressa, en second lieu, à la chambre des communes; mais on ne lui accorda que la moitié de ce qu'il désirait. Wolsey exprima hautement le mécontentement qu'il éprouvait d'une telle parcimonie, et demanda à être entendu à la chambre; mais

comme une telle démarche eût violé la constitution de cet illustre corps, on lui répondit que personne n'avait le droit de siéger et d'argumenter à la chambre que ses membres seuls. C'est de cette époque que date la première tentative faite pour rendre le roi maître des débats au parlement. Wolsey commença par aplanir le chemin, et malheureusement pour le royaume, Henri ne suivit que trop bien la route qui lui fut tracée.

L'Angleterre et la France venaient de faire un traité qui menaçait l'empereur d'Allemagne d'une rupture. Ce traité engagea Henri à demander de nouveaux fonds, au moins ce fut là le prétexte qu'il prit; mais le parlement ayant témoigné sa répugnance à accéder à ses desirs, il écouta les conseils de Wolsey, et se détermina à faire usage de sa prérogative en cette circonstance. Il envoya une ordonnance dans tous les comtés de l'Angleterre, pour qu'on levât un impôt de quatre schellings par livre sur le clergé, et de trois schellings quatre sous sur le peuple. Il ne chercha pas même à couvrir cette mesure violente du nom de don volontaire ou de prêt. Le peuple révolté d'un acte aussi arbitraire du pouvoir royal, refusa de se soumettre à des impôts inconnus jusqu'alors. Il en résulta une insurrection générale qui menaça le royaume. Henri eut cependant la prudence de s'arrêter, et fit déclarer, par des lettres circulaires, que ce qu'il avait demandé ne devait être considéré que comme don gratuit; mais l'esprit d'opposition, une fois éveillé, n'était pas facile à calmer. Les citoyens de Londres hésitèrent à satisfaire à cette demande, et plusieurs contrées de l'Angleterre s'insurgèrent; mais le duc de Suffolk étouffa promptement les insurrections.

Ces impôts, dont Wolsey avait le premier donné l'idée, ne réussissant pas selon ses vœux, il commença alors à perdre un peu de son crédit auprès du roi, et cette défaveur s'augmenta encore par les plaintes du clergé qui l'accusait de lui avoir extorqué des sommes considérables. Henri réprimanda Wolsey d'une manière sévère, ce qui ne servit qu'à le rendre plus artificieux encore sous l'apparence de plus de circonspection. Il avait fait bâtir, à Westminster, pour son usage particulier, un superbe palais appelé York-Place; pour apaiser la colère du roi, il lui en fit présent, en l'assurant qu'il ne l'avait fait bâtir que dans l'intention de l'offrir un jour à sa majesté. Ainsi, l'impunité de Wolsey ne servit qu'à ouvrir une voie à de plus grandes exactions. Quelque prodigieux que fût l'orgueil de ce prélat,

l'amour des richesses était encore plus puissant chez lui. Afin d'accroître ses trésors, il entreprit de fonder deux collèges, l'un à Ipswich, l'autre à Oxford, et chaque jour il recevait, pour l'exécution de ce plan favori, de nouveaux privilèges du pape et du roi. Il obtint la liberté de supprimer plusieurs monastères, et de convertir leurs revenus au bénéfice de ses nouvelles fondations. Quel que fût le motif du pape pour lui accorder de pareils privilèges, rien n'était plus propre à devenir fatal aux intérêts du pontife; car Henri apprit, par ce moyen, à imiter dans la suite ce qu'il avait vu faire impunément à un de ses sujets.

Jusqu'alors l'administration générale avait été conduite par Wolsey; quant au roi, il ne s'occupait que de ses plaisirs, et ne songeait qu'à oublier, dans les bras de ses maîtresses, les plaintes de son peuple. Le cardinal mettait tous ses soins à lui laisser ignorer les affaires de son royaume, afin qu'aucune objection de sa part ne vint contrarier ses projets, et que son autorité pût rester absolue. Mais le moment approchait où le pouvoir excessif de ce ministre allait cesser; l'une des révolutions les plus importantes et les plus extraordinaires que l'on eût jamais vues, était prête à éclater. Ce n'était rien moins qu'une réforme dans la religion. Il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur l'état de l'Église à cette époque, et de faire observer par quels moyens, contradictoires en apparence, la Providence sait amener les événements les plus heureux.

Il y avait alors plus de mille ans que l'Église de Rome altérait chaque jour davantage la pureté primitive de l'Évangile, et qu'elle convertissait en biens temporels le royaume de l'autre monde. Trop souvent on avait vu les papes, à la tête de leurs armées, combattre en personne pour leurs propres états, commettre des cruautés inouïes, se conduire par des maximes détestables, et oublier enfin la sainteté de leur caractère. Les cardinaux, les prélats et tous les dignitaires de l'Église, entourés par le luxe, comme les princes les plus voluptueux, vivaient dans une splendeur qui excitait l'envie. Plusieurs d'entre eux possédaient huit et neuf évêchés à la fois. Partout où l'Église gouvernait, elle exerçait un pouvoir si absolu et si cruel, que le crime de tyrannie pouvait être ajouté à la luxure et à tous les vices dont elle était chargée. Quant au bas clergé, des écrivains protestants et papistes éclataient journellement contre sa morale dissolue; les prêtres entretenaient publiquement des maîtresses; ils léguaient à leurs

enfants illégitimes tout ce qu'ils pouvaient épargner sur leurs plaisirs ou extorquer au pauvre. Il y eut un *évêque de Cambrai* qui fit un testament, par lequel il *légua* une certaine somme aux *bâtards* qu'il avait déjà et à ceux que, par la grace de Dieu, il pourrait avoir encore.

Dans différentes parties de l'Angleterre et de l'Allemagne, le peuple obligeait les prêtres à avoir des concubines, afin que les femmes ou les filles des laïcs fussent à l'abri de leurs insultes. Le pauvre et laborieux paysan et l'artisan respectable, voyaient donc disparaître le fruit de leurs travaux; non pour le soutien de leurs familles, mais bien pour entretenir le luxe de ces hommes corrompus, qui venaient les insulter par des sermons et des lectures si opposés aux exemples qu'ils donnaient continuellement.

L'ignorance du clergé n'était pas moins grande que ses vices. Peu de ses membres savaient comprendre leur missel; toute leur pénétration se bornait à découvrir les sorciers et à exorciser les possédés; mais ce qui augmentait encore la haine du peuple, c'étaient les pardons vendus et les absolutions achetées à certains prix fixés. Un diacre ou un sous-diacre qui commettait un meurtre, était absous de son crime et obtenait le droit de posséder trois bénéfices pour le prix de vingt couronnes; un évêque ou un abbé pouvait également commettre un assassinat moyennant dix livres de notre monnaie; chaque crime avait une valeur déterminée, et l'on obtenait le pardon, non-seulement des péchés commis, mais encore des péchés que l'on pouvait commettre. Les plus sages d'entre le peuple voyaient avec un silencieux mépris des impôts aussi exécrables, et les plus ignorants, ceux mêmes que le destin semblait avoir créés pour l'esclavage, commençaient à ouvrir les yeux sur des absurdités aussi révoltantes.

Les impôts et tous les vices d'administration étaient presque arrivés à leur comble; la civilisation pourtant faisait chaque jour plus de progrès en Europe; l'imprimerie venait d'être inventée depuis peu, et le peuple, moins ignorant enfin, commençait à résister à un pouvoir injuste, fondé sur l'imposture. Le pape Léon X s'occupait avec ardeur alors de la construction de l'église de Saint-Pierre de Rome. Afin d'obtenir l'argent nécessaire pour une entreprise aussi considérable, il ordonna que l'on vendit des indulgences, moyen que déjà on avait essayé plus d'une fois. Ces indulgences consistaient à délivrer ceux qui les achetaient des peines du purgatoire, et elles pouvaient même servir

à des amis, si elles étaient achetées dans cette intention. On établit donc partout des boutiques où l'on vendait cette nouvelle marchandise à tous ceux qui se présentaient; mais elle était distribuée plus généralement dans les tavernes, les maisons de débauches et les maisons de jeux. Les frères augustins avaient été chargés jusqu'alors de prêcher les indulgences en Saxe, et cette preuve de confiance leur avait attiré beaucoup de profit et de considération; mais le légat du pape, soupçonnant qu'ils avaient découvert quelques moyens illégitimes de cacher une partie de l'argent, donna cet emploi lucratif aux Dominicains. Martin Luther, professeur à l'université de Wittemberg-sur-l'Eibe, et l'un des frères augustins, témoigna hautement le mécontentement qu'il éprouvait de ce changement, et prêcha contre l'efficacité des indulgences. Violent par caractère, et irrité par l'opposition, il déclama hardiment contre l'autorité même du pape. Contraint par ses adversaires à s'étendre sur ce sujet et à soutenir son opinion, il mit au jour de nouveaux abus et de nouvelles erreurs de l'Eglise romaine. Le peuple, qui depuis long-temps gémissait sous la tyrannie du pape, écouta avec plaisir les discours de Luther, et se déclara son défenseur. Frédéric, électeur de Saxe, surnommé le Sage, le protégea ouvertement. La république de Zurich réforma son Eglise et adopta la nouvelle. Ni les promesses les plus flatteuses, ni les menaces les plus terribles ne purent engager Luther, homme ardent et inflexible, à abandonner une secte dont il était le fondateur. Ce fut donc en vain que le pape lança une bulle contre lui et que les Dominicains firent brûler tous ses livres; il leur répondit par des menaces hardies, et brûla la bulle du pape dans les rues de Wittemberg. Des écrits fulminants publièrent sa querelle de tous côtés, et quoique Luther eût contre lui le pape, le conclave et tout le clergé, il soutint sa cause et la défendit avec succès.

Dans cette controverse toute nouvelle, son ignorance, sur plusieurs parties du sujet, ne fut pas plus grande que celle de ses adversaires, et quelque mauvais que fût son style, leurs réponses furent plus mauvaises encore. L'audace et la persévérance ont souvent le pouvoir d'entraîner et de convaincre plus promptement que la force du raisonnement et la beauté de la diction, et personne n'avait plus de confiance en ses propres moyens, ni de persévérance que Luther.

Le destin voulut que, dans cette circonstance, Henri VIII fût le champion de l'un et de l'autre parti. Son père, qui lui avait donné une

instruction profonde, avait voulu qu'il fût babbler en théologie, science qui était alors la première de toutes. Henri, désireux de faire briller ses talents aux yeux du monde entier, obtint du pape la permission de lire les ouvrages de Luther, dont la lecture avait été défendue, sous peine d'excommunication. Il écrivit contre lui, il parla en faveur des sept sacrements, il commenta saint Thomas d'Aquin, et montra, à la vérité, quelque talent en cette occasion; mais l'opinion générale fut que Wolsey l'avait dirigé, et qu'il était le principal auteur de l'ouvrage du monarque. Ce livre, fait à la hâte, fut envoyé à Rome, où il obtint l'approbation du pape, sans laquelle probablement il n'eût point paru. Le pontife, ravi de son éloquence et de sa profondeur, le compara aux écrits de saint Jérôme et de saint Augustin, et récompensa l'auteur par le titre de *défenseur de la foi*, ne présumant guère alors que Henri deviendrait bientôt un des plus terribles ennemis de l'Église romaine.

Outre ces motifs, qui contribuaient à rendre l'Église romaine odieuse et méprisable, il y en avait d'autres encore qui provenaient de différentes mesures politiques. Clément VII avait succédé à Léon X, et la haine héréditaire du pape et de l'empereur avait fini par allumer la guerre. Clément avait été renfermé au château Saint-Ange, ainsi que treize cardinaux gardés pour sa rançon. Les demandes de l'empereur étant exorbitantes, Henri se déterminait à négocier pour le pape. Il s'occupait de terminer un traité qui lui était favorable, lorsque sa sainteté, parvenue à corrompre ses gardes, s'échappa de sa prison. Il renonça alors au traité qui n'était pas encore achevé, et il écrivit à Henri pour le remercier de sa médiation. La colère de l'empereur, à cette nouvelle, apprit au roi d'Angleterre que l'on peut injurier un pape impunément, et la conduite du souverain pontife, en cette circonstance, ne prouvait nullement la sainteté et l'infailibilité à laquelle il prétendait. Pour Henri, comme il avait mis le pape dans la nécessité de lui avoir des obligations, il devait présumer qu'il agirait envers lui d'une manière reconnaissante, lorsque l'occasion s'en présenterait.

Ce fut à cette époque qu'un événement inattendu fit naître des troubles sans fin, et changea le système entier de l'Europe.

AN DE J.-C. 1527 — Depuis plus de vingt ans, Henri était marié avec Catherine d'Aragon, veuve de son frère aîné mort au bout de quelques mois de mariage. Malgré les dispenses obtenues, l'union de Henri avec cette princesse ne s'était pas faite sans scrupule et sans crainte. Le peuple avait des préjugés extrêmes contre de semblables mariages, et

quoique le dernier roi eût donné son consentement aux fiançailles de son fils, alors âgé de douze ans, et de la princesse Catherine, il avait laissé entrevoir l'intention d'annuler un jour cette union. D'après cette secrète disposition du vieux roi, il se pouvait que Henri eût conçu quelques scrupules sur la légitimité de son mariage ; mais comme il avait trois enfants de la princesse, et que le caractère et la conduite de celle-ci étaient irréprouchables, il cacha pendant long-temps des réflexions qui pouvaient nuire au bonheur de la reine. Elle avait six ans de plus que lui ; le déclin de sa beauté, joint à des maladies et des infirmités particulières, contribuaient à l'éloigner d'elle ; cependant, quelque répugnance qu'il éprouvât pour la princesse, il s'efforça long-temps de la dissimuler soigneusement, et se contenta d'adresser des hommages aux beautés de sa cour, que son rang et ses agréments personnels rendaient dociles à ses desirs. Mais bientôt un motif plus puissant que les remords secrets de sa conscience l'entraîna à se conduire différemment.

Sir Thomas Boleyn, gentilhomme de distinction et allié à plusieurs personnes de la haute noblesse, avait été employé par le roi dans différentes ambassades, et avait épousé une fille du duc de Norfolk. Il était né de ce mariage une fille nommée Anne, dont la beauté surpassait celle de toutes les femmes de cette cour voluptueuse. Son éducation, qui avait été faite à Paris, contribuait à relever encore plus ses charmes personnels ; ses traits étaient nobles et réguliers ; leur expression douce et attrayante ; sa taille était élégante et belle, quoique au-dessous de la moyenne, et ses grâces, sa vivacité et son esprit l'emportaient encore sur tous ses agréments physiques. Henri, qui n'avait jamais appris à vaincre ses passions ni à réprimer un seul de ses desirs, la vit et l'alma éperdument. Mais après plusieurs tentatives inutiles pour l'engager à condescendre à ses desirs criminels, il acquit la certitude que le mariage seul aurait le pouvoir de mettre en sa possession l'objet de son amour. La reine devint alors pour lui un tel objet de dégoût, qu'afin d'obtenir le divorce, il alléguait que sa conscience effrayée lui reprochait d'avoir vécu aussi long-temps dans un inceste avec la femme de son frère. Sous ce prétexte, il écrivit à Clément VII, et ne doutant pas, d'après les services qu'il lui avait rendus, qu'il ne fût disposé à condescendre à ses desirs, il le pria d'annuler la bulle du pape, par laquelle il avait obtenu la permission d'épouser Catherine, et de déclarer qu'il n'était pas même en la puissance du Saint-Siège de violer une loi strictement prescrite par l'Écriture.

Le pape se trouva alors dans une incertitude extrême : la reine Catherine était tante de l'empereur, qui dernièrement l'avait fait prisonnier, et il craignait avec raison que son ressentiment ne se rallumât en apprenant l'injure faite à une si proche parente ; outre cela, il ne pouvait sans imprudence casser une bulle faite par son prédécesseur, ce qui aurait été attaquer directement la doctrine de l'infaillibilité du pape. D'un autre côté, Henri était son protecteur et son ami, l'Angleterre était la ressource principale de ses finances, et le roi de France, quelque temps auparavant, avait obtenu une bulle de divorce dans un cas à peu près semblable. Il pensa que, dans cette occurrence, le parti le plus sage était de traîner l'affaire en longueur, au moyen d'une négociation. Il chargea donc Wolsey, de concert avec l'archevêque de Cantorbéry ou quelque autre prélat anglais, d'examiner la validité du mariage du roi, ainsi que sa première dispense, et il leur accorda en même temps une dispense provisoire pour un nouveau mariage. Les cardinaux, en la recevant, firent la réflexion prudente qu'une permission donnée par le pape d'une manière aussi secrète serait facile à désavouer en public, et qu'on pourrait, par la suite, contester la légitimité des enfants qui naîtraient de ce mariage clandestin. En conséquence, de nouvelles dépêches furent envoyées au pape, qui répondit encore d'une manière évasive, dans l'espoir que la passion du roi ne tiendrait pas contre la lenteur des controverses ecclésiastiques. Il cherchait à user le temps en promesses et en discussions ; mais tout fut inutile. Henri avait appris à discuter aussi bien que lui ; il interpréta et expliqua promptement en faveur de ses opinions et de sa passion les différents textes de l'Écriture. A ces arguments il joignit des menaces, et assura le pape que l'Angleterre n'était que trop disposée à abandonner le Saint-Siège, et que, s'il continuait de refuser de condescendre à ses désirs, tous ses sujets suivraient aussitôt l'exemple de leur monarque, qui, blessé de son ingratitude, abjurerait toute obéissance envers un pontife qui n'avait jamais cessé d'agir avec duplicité et hypocrisie. Le roi alla même jusqu'à proposer au pape de lui accorder une dispense pour avoir deux femmes, dans le cas où il ne pourrait lui permettre de répudier la première.

Le pape qui, à l'âgreur de la réponse du roi, ne put dissimuler son mécontentement, parut alors disposé à céder à ses demandes, et il envoya à Londres le cardinal Campeggio, son légat, qui, conjointement avec Wolsey, tint une cour, afin d'examiner la légitimité du mariage

de Henri. — An de J.-C. 1528 — Le roi et la reine furent sommés de comparaître, et tous deux s'y rendirent; mais la reine, au lieu de répondre à son appel, se leva de son siège, et, courant se jeter aux pieds du roi, elle le supplia du ton le plus attendrissant de prendre pitié d'elle. Étrangère, sans protecteur, sans amis, elle ne pouvait trouver d'appui qu'en lui seul; ne devait-il pas être son défenseur, lui qui connaissait si bien sa soumission et son innocence? Désormais elle n'avait aucune protection à espérer d'une cour où tous ses ennemis obtiendraient l'avantage et contribueraient à diriger les lois contre elle. Elle s'opposa donc de tout son pouvoir à une enquête dont elle ne pouvait attendre aucune justice; mais nonobstant ses objections et ses prières, le procès n'en continua pas moins, et bientôt le roi triomphant eut l'espoir de voir tous ses vœux satisfaits.

Le point principal qu'examinèrent les légats, fut la preuve de la consommation du mariage du prince Arthur, que plusieurs de ses expressions tendaient à confirmer; d'autres motifs préparés longtemps d'avance prouvèrent l'incapacité du pape lui-même pour accorder une dispense à Henri et à Catherine, et cette affaire était enfin sur le point d'être terminée, lorsqu'à la grande surprise de chacun, Campeggio, sans aucun ordre et sous des prétextes frivoles, suspendit la cause et la renvoya devant la cour de Rome.

Pendant le cours de ces négociations embarrassantes, de l'issue desquelles le bonheur de Henri semblait dépendre, il s'était attendu à trouver dans son favori Wolsey un zèle défenseur; mais il s'aperçut bientôt qu'il s'était trompé. Wolsey paraissait aussi embarrassé que le pape. D'un côté, il devait chercher à plaire au roi, son maître, dont il avait reçu les plus grandes marques de faveur; de l'autre, il craignait de désobliger le pape, dont il était la créature dévouée, et qui d'ailleurs, avait le pouvoir de le punir de sa désobéissance. Dans cette situation difficile, il résolut de demeurer neutre, et bien qu'il fût le plus hautain des hommes, il céda le pas en cette occasion à son collègue Campeggio, sous le prétexte de la déférence qu'il devait à son expérience dans les lois canoniques. Cette conduite de Wolsey déplut souverainement au roi, mais il s'efforça d'étouffer son ressentiment jusqu'à ce que l'occasion se présentât de se venger à coup sûr, et il s'occupa secrètement de chercher un homme aussi habile que Wolsey, mais moins artificieux. La fortune ne tarda point à lui offrir Thomas Crommer, homme d'une science profonde et d'une intégrité probable-

ment plus grande que celle du cardinal. Cranmer était docteur en théologie et avait professé à Cambridge ; mais un mariage contraire aux institutions de l'Eglise, qui enjoignaient le célibat à tous les ecclésiastiques, lui avait fait perdre sa place. Il avait voyagé en Allemagne pendant sa jeunesse, et là il avait pris connaissance des ouvrages de Luther et embrassé sa doctrine. Un soir qu'il était dans la société de Gardiner, secrétaire d'état, et de Fox, aumônier du roi, le divorce du monarque devint le sujet de la conversation. Chacun donna son opinion, et celle de Cranmer fut que le moyen le plus prompt de tranquilliser la conscience du roi et d'arracher le consentement du pape était de consulter toutes les universités de l'Europe. Cet avis, qui fut bientôt rapporté au roi, lui plut tellement, qu'il fit venir Cranmer à la cour.

Le roi, le regardant comme un homme propre à remplacer Wolsey, ne chercha plus alors à dissimuler son ressentiment. Le procureur général reçut l'ordre de former un acte d'accusation contre Wolsey qui, peu de temps après, fut forcé de rendre le sceau royal. Il est facile de trouver des crimes à un favori en disgrâce ; aussi les courtisans ne manquèrent pas de grossir la liste de ses fautes ; bientôt il lui fut enjoint d'abandonner son palais de Westminster, et tout ce qu'il contenait de précieux devint la propriété du roi. L'inventaire de ses biens surpassa tout ce qu'on avait pu imaginer jusqu'alors. Parmi les choses rares en beauté, on trouva mille pièces de la plus fine toile de Hollande ; les murs de son palais étaient recouverts de draps d'or et d'argent ; il y avait un buffet d'or massif ; toutes les autres richesses du cardinal étaient en proportion ; il est probable que leur immensité fut un objet d'envie pour la main puissante qui l'écrasait en ce moment.

Le parlement confirma la sentence que la chambre étoilée avait rendue contre lui, et il lui fut ordonné de se retirer à Esher, maison de campagne qu'il possédait près de Hampton. Là, il attendit de nouveaux ordres du roi avec toute l'agitation de la crainte et de l'espérance. Il possédait encore, à cette époque, l'archevêché d'York et l'évêché de Winchester ; un moment il vit luire un rayon d'espérance : le roi lui envoya un jour un anneau accompagné d'un message gracieux. Wolsey, comme tous les hommes de son caractère, était orgueilleux avec ses égaux et humble avec ses supérieurs ; dès qu'il aperçut l'envoyé du roi, il se mit à genoux devant lui, et reçut de cette manière

abjecte, la marque de souvenir de sa majesté. Mais ses dernières espérances s'évanouirent bientôt : il y avait peu de temps qu'il habitait Esher, lorsqu'il reçut un nouvel ordre de s'éloigner de ce pays et de se rendre à York. — An de J.-C. 1530 — Il choisit Cawood pour sa résidence, et s'appliqua alors à paraître très-affable et à devenir très-populaire ; mais il ne lui fut pas permis de vivre long-temps dans cette retraite, sans recevoir de nouvelles humiliations. Enfin, le comte de Northumberland l'arrêta, par un ordre du roi, pour crime de haute trahison, et l'on se disposa à le conduire à Londres, afin de le mettre en jugement.

Comme cardinal, il refusa d'abord de se soumettre à une violence aussi manifeste ; mais convaincu bientôt que le comte était déterminé à remplir rigoureusement sa mission, il céda, et consentit à se laisser conduire à Londres et à paraître comme un coupable dans cette ville où naguère il avait agi en roi. Il s'arrêta une quinzaine de jours au château du comte de Shrewsbury, et un jour à dîner, il fut pris tout-à-coup par de violentes douleurs qui firent soupçonner qu'il s'était empoisonné. Ce fut avec beaucoup de difficultés qu'on le conduisit jusqu'à l'abbaye de Leicester. Les moines vinrent au-devant de lui : « Mes frères, leur dit-il en les voyant, je viens laisser mon corps » parmi vous ; » et il ordonna que son lit fût préparé sur-le-champ. Son mal augmentait rapidement, bientôt tous les secours furent inutiles.

Quelques minutes avant d'expirer, il dit à un officier placé près de lui et chargé de l'observer : « Je vous prie de faire mes adieux à sa » majesté : c'est un monarque qui possède le caractère le plus royal ; » il a vraiment un cœur de prince. Plutôt que de céder la moindre » partie de sa volonté, il aimerait mieux risquer la moitié de son » royaume. Je puis vous assurer que je me suis souvent tenu à genoux » devant lui, pendant trois heures de suite, pour l'engager à renoncer » à une volonté ou à un désir, mais sans avoir jamais pu rien obtenir. » Si j'avais servi Dieu aussi bien que j'ai servi le roi, il ne m'aurait » pas abandonné dans ma vieillesse. La conduite du roi à mon égard » est la juste récompense que je devais attendre de mes travaux et de » mes peines ; je devais être puni d'avoir oublié le service de mon Dieu » pour celui de mon roi. »

Peu d'instants après ces paroles, il mourut dans toutes les angoisses du remords, et quitta enfin une vie que l'ambition n'avait cessé de

troubler et de rendre misérable. Il laissait deux enfants naturels, dont l'un était revêtu des dignités de l'Église.

Henri, délivré des observations d'un homme qui depuis quelque temps paraissait être un obstacle à ses désirs, fit, d'après l'avis de Cranmer, examiner la légalité de son mariage par les universités les plus remarquables de l'Europe. C'était une chose fort singulière de voir, d'un côté, le roi solliciter les universités de favoriser son amour, et de l'autre, l'empereur les presser avec une ardeur égale d'être favorables à sa tante. Henri récompensa généreusement les docteurs qui se déclarèrent pour lui, et l'empereur accorda des bénéfices à ceux dont l'avis fut conforme à ses désirs. Le temps a dévoilé toutes ces intrigues : on trouve dans un des registres de Henri le compte des dépenses qu'il fit à ce sujet : il donnait une couronne à un sous-diacre et deux à un diacre, ainsi de suite : il récompensait chacun selon son rang et son opinion ; la personne qui était chargée de la mission de corrupteur se disculpa, en déclarant qu'elle ne livrait jamais l'argent que le vote ne fût donné. Les libéralités, et conséquemment les suffrages du roi, l'emportèrent, et cette lutte fut enfin suivie de tout le succès qu'il pouvait souhaiter. Les collèges d'Italie et de France déclarèrent son mariage contraire à toutes les lois divines et humaines, et soutinrent qu'il n'était pas même en la puissance du pape d'accorder une dispense à Henri et à Catherine. Les seules villes où cette opinion fut combattue avec chaleur furent Oxford et Cambridge ; mais après quelques débats, elles l'adoptèrent également. Les agents de Henri ne se contentèrent pas des suffrages des universités, ils voulurent obtenir encore celui des rabbins, ce qui leur réussit avec le même bonheur.

Henri, fort de l'opinion générale qui se montrait en sa faveur, résolut de se déclarer alors contre le pape. Il commença par faire revivre contre le clergé une ancienne loi qui ordonnait que tous ceux qui auraient reconnu le pouvoir du légat, seraient condamnés à payer une amende considérable. — An de J.-C. 1531 — Le clergé, pour se concilier la faveur du roi, consentit donc à donner une somme de cent dix-huit mille livres, et fut forcé en outre de reconnaître le roi pour le *protecteur et le chef suprême de l'Église d'Angleterre*.

Ces concessions enlevèrent à l'Église romaine une grande partie de ses bénéfices et de sa puissance, et bientôt un acte du parlement défendit de recevoir pour Rome le revenu de tous les évêchés vacants.

An de J.-C. 1532 — Le lien qui existait entre Henri et l'Église ainsi

rompu, il se détermina à ne plus garder aucun ménagement avec le pontife. Il épousa secrètement Anne de Boleyn qu'il avait créée depuis peu marquise de Pembroke. Le dnc de Norfolk, oncle de la nouvelle reine, son père, sa mère et le docteur Cranmer furent témoins de cette cérémonie. Peu de temps après la reine devint grosse, et le roi déclara publiquement son mariage, et afin de colorer d'une apparence de triomphe sa désobéissance envers le pape, lui et sa nouvelle épouse traversèrent la ville de Londres, entourés d'une magnificence qui surpassait tout ce que l'on avait vu jusqu'alors. Les rues étaient jonchées de fleurs, les maisons décorées de riches tapisseries, le vin jaillissait des fontaines, et une joie universelle se manifestait parmi le peuple, plus empressé de jouir de cette fête brillante que curieux d'en examiner le motif. Catherine, qui jusqu'alors avait soutenu ses droits avec courage et modestie, fut citée au tribunal; mais comme elle refusa de comparaître, elle fut jugée par contumace, et son mariage fut annulé. Trop certaine enfin de l'inutilité d'une plus longue résistance, elle se retira à Ampthill, près Dunstable, où elle passa le reste de sa vie dans la solitude et la paix.

Lorsque ces nouvelles arrivèrent à Rome, le conclave devint furieux; le pape, poussé par l'ardeur de ses cardinaux, et effrayé par les menaces de l'empereur, publia une sentence qui déclarait la reine Catherine seule femme légitime de Henri, et enjoignait à celui-ci de la reprendre, sous peine d'encontrir la censure en cas de refus.

Henri, qui remarquait que ses sujets, de quelque rang qu'ils fussent, avaient embrassé sa cause, et qu'ils avaient secondé volontairement ses efforts pour seconner un joug étranger, résolut de mettre fin à une soumission à laquelle aucune puissance ne pouvait le contraindre. Le peuple avait été préparé par degrés à cette grande innovation; depuis plusieurs années on avait pris soin de le convaincre que le *pape n'avait aucun droit à une autorité au-delà des limites de son diocèse*. Le roi ne voulut donc pas différer plus long-temps le plan qu'il méditait, de se séparer entièrement de l'Église romaine. Le parlement était à sa dévotion; la majorité du clergé dans ses intérêts, puisqu'elle s'était déjà déclarée contre le pape, en se prononçant en faveur du divorce; le peuple surtout désirait ardemment qu'on humiliât l'orgueil de l'Église qui depuis si long-temps prenait plaisir à le tourmenter, et dont les richesses immenses s'augmentaient journellement du fruit de ses travaux et de ses peines. Tout enfin paraissait

d'accord avec les désirs du roi; il ordonna donc à son clergé de le reconnaître pour *chef suprême de l'Église anglaise*. — An de J.-C. 1534 — Le parlement confirma ce titre, abolit le pouvoir du pape, déclara contraires aux lois tous les impôts payés jusqu'alors au Saint-Siège, et confia au roi la donation de tous les bénéfices ecclésiastiques. La nation entière adopta ces mesures avec joie, et le serment de suprématie fut prononcé. Toute l'autorité que le pape possédait depuis des siècles fut détruite en un seul moment, et personne ne parut murmurer de cette révolution étonnante, excepté ceux dont la fortune dépendait de la cour de Rome.

Mais quoique Henri se fût séparé de l'Église, il n'avait jamais songé à adopter un système de réforme plus étendu. Toute idée d'hérésie lui semblait également dangereuse et détestable, et tout en renonçant par ressentiment pour la cour de Rome à une partie de ses premiers préjugés, il s'était fait un point de conscience de conserver tous les autres scrupuleusement. Quelque séparé qu'il fût donc de l'Église catholique et du pontife qui en était le chef, il s'était promis de maintenir fermement la doctrine catholique, et il considérait comme un devoir sacré de conserver par le fer et le feu toute la pureté de sa première institution. Ses ministres et ses courtisans, dont le caractère était mou et sans énergie, ne cessèrent, pendant tout ce règne, de montrer de l'irrésolution, et de flotter entre l'ancienne et la nouvelle religion. La jeune reine, par intérêt comme par inclination, favorisa les réformés. Thomas Cromwell, autrefois attaché à Wolsey, et qui par une défense admirable de la conduite de son ancien maître, s'était attiré la faveur et la confiance du roi, embrassa les nouvelles opinions, et ses talents ainsi que sa prudence contribuèrent aux progrès de cette doctrine, quoiqu'il n'y travaillât que d'une manière cachée. Cranmer, devenu archevêque de Cantorbéry, avait adopté depuis long-temps les dogmes protestants; sa candeur et sa sincérité lui avaient mérité l'amitié du roi.

D'un autre côté, le duc de Norfolk restait fidèle à l'ancien culte, et la grandeur de sa naissance, ainsi que ses talents civils et militaires, lui donnaient un grand poids dans le conseil du roi. Gardiner, créé depuis peu évêque de Winchester, suivait la même croyance, et la souplesse et l'habileté de son caractère le rendaient également utile à son parti. Pour le roi, il tenait la balance entre ces factions, et les flatteries continuelles des courtisans protestants et catholiques ne lui

donnaient que plus de facilité encore à s'approprier une autorité sans bornes.

Cette religion était alors trop peu comprise encore, et les esprits trop exaspérés de part et d'autre, pour que les conséquences n'en devinssent pas funestes. De nombreuses victimes furent sacrifiées, et les réformés furent les premiers qui éprouvèrent les effets de la fureur vindicative de ceux qui voulaient la continuation des superstitions anciennes. Un nommé James Bainham, chevalier de l'ordre des Templiers, fut accusé d'avoir favorisé la doctrine de Luther. Après avoir subi la torture, il fut condamné comme hérétique à être brûlé dans Smithfield. Un prêtre, nommé Thomas Bilney, qui avait embrassé également les nouveaux dogmes, fut atteint de remords si terribles, qu'il se rendit à Norfolk, et désavouant publiquement son abjuration, il donna la preuve des erreurs où le papisme peut entraîner. On s'empara de lui aussitôt, et on le mit en jugement dans la cour de l'évêque, où il fut brûlé aussi comme hérétique. D'un autre côté, Henri n'était pas moins prompt à punir ceux qui étaient disposés à blâmer le motif de sa rupture avec le pape, et comme les moines étaient ceux qui souffraient le plus de la réforme, la manière libre dont ils s'exprimaient à ce sujet excitait souvent contre eux la colère du roi.

Pour seconder les intentions de Henri, le parlement déclara que quiconque nierait la suprématie du roi sur l'Église, serait condamné à subir la peine capitale, et bientôt une foule d'ecclésiastiques perdirent la vie en punition de ce nouveau crime. Mais parmi ceux qui furent sacrifiés à cette loi injuste et barbare, les plus remarquables et les plus dignes de regrets sont un nommé Fisher, évêque de Rochester, et le célèbre Thomas More ou Morus. Fisher était un prélat distingué par ses talents et la pureté de sa morale; mais il était si intrépidement attaché à ses anciennes opinions, que rien ne put le forcer à les abandonner. Il fut jeté en prison et dépouillé de tous ses revenus: il était dans une si grande misère, qu'il avait à peine quelques haillons pour se couvrir. Jugé coupable pour avoir nié la suprématie du roi, il eut la tête tranchée.

Thomas More a droit à de plus grands regrets encore, puisque son mérite était supérieur. Cet homme extraordinaire fut un de ceux qui firent revivre l'ancienne littérature; il fut sans contredit l'écrivain le plus distingué de son siècle; il avait refusé, pendant long-temps, de seconder les passions capricieuses du roi; nommé chancelier, il avait

mieux aimé renoncer à ce brillant emploi que de concourir à la rupture de l'Angleterre avec l'Église romaine. L'austérité de ses mœurs ainsi que la pureté de sa conduite n'avaient, en aucune façon, empiété sur la gaieté de son caractère, qui était sans doute le résultat d'une conscience pure. Il fut bientôt jeté, comme tant d'autres, dans une obscure prison; mais ni prières ni artifices ne purent le déterminer à reconnaître la justice des prétentions du roi. Un nommé Rich, qui était alors solliciteur général, fut chargé de l'interroger en particulier. Dans la chaleur de la conversation, Thomas More se laissa entraîner à dire que toute question relative à la loi qui établissait la prérogative de suprématie était comme une épée à deux tranchants; que, de quelque manière qu'on répondit, on ne pouvait manquer de se perdre, puisque d'une façon, l'on renonçait au salut de son âme, et de l'autre, on consentait à la destruction de son corps. Ces seules paroles suffirent au lâche dénonciateur pour intenter une accusation, et comme à cette époque, les jugements n'étaient que de pures formalités, le jury prononça la sentence de mort contre Thomas, après l'avoir fait languir long-temps. Il conserva sa gaieté naturelle jusqu'à son dernier moment. En montant sur l'échafaud, il dit à quelqu'un qui était près de lui : « Mon ami, aidez-moi à monter, j'irai » fort bien tout seul, lorsqu'il faudra descendre. » Le bourreau lui ayant demandé pardon, il le lui accorda et lui dit : « Vous ne parviendrez jamais à acquérir une réputation en me coupant la tête, car j'ai le cou bien court. » Lorsque sa tête fut posée sur le billot, il pria le bourreau d'attendre un moment afin qu'il pût mettre sa barbe de côté, « car, ajouta-t-il, elle n'est point coupable de trahison. »

L'approbation que le peuple semblait donner à ces exécutions cruelles augmentait l'autorité que Henri prenait d'une manière aussi tyrannique, et l'engageait à poursuivre son plan d'innovation. La résistance opiniâtre des moines lui fit prendre la résolution de leur ôter à l'avenir le pouvoir de l'offenser. Conformément à ce projet, il chargea Cromwell, secrétaire d'état, d'envoyer des commissaires dans plusieurs pays de l'Angleterre, afin d'inspecter les monastères et de venir lui rendre compte avec une exactitude rigoureuse de la conduite de ceux qui les habitaient. Des créatures de la cour se chargèrent promptement de ces emplois, entre autres Layton, London, Price, Gage, Petre et Belasis, qui découvrirent, dit-on, des

désordres monstrueux. Tous les couvents de femmes étaient abandonnés au plus honteux libertinage, et des complices partageaient leurs crimes. La fraude et l'hypocrisie, sous le voile de la piété, se montraient partout, afin d'augmenter la dévotion et les libéralités des fidèles, et les chefs de ces maisons étaient continuellement divisés par des factions cruelles et invétérées. Ces accusations, vraies ou fausses, furent publiées avec éclat, et inspirèrent bientôt une horreur générale contre ces communautés.

Le roi jugea alors la circonstance favorable pour abolir ces institutions; mais pour couvrir ses actes de rigueur d'une modération apparente, il ordonna au parlement de ne supprimer d'abord que les plus petits monastères, qui possédaient un revenu au-dessous de deux cents livres. Trois cent soixante-seize couvents furent donc supprimés, — An de J.-C. 1536 — et les revenus donnés au roi se montèrent à trente-deux mille livres par an, sans compter les meubles et la vaisselle plate, qui furent évalués cent mille livres de plus. Ce ne fut là que le prélude de ces confiscations; car, environ deux ans après, le roi ordonna la destruction entière de tous les monastères; les perquisitions et les visites recommencèrent; de nouveaux crimes, de nouveaux abus furent découverts, et l'on sut couvrir d'une telle apparence de justice les mesures rigoureuses que l'on prit, elles furent suivies d'un succès si complet, qu'en moins de deux ans, Henri devint possesseur des revenus entiers de toutes les fondations monastiques; elles étaient au nombre de six cent quarante-cinq, dont vingt-huit abbés avaient droit de siéger au parlement. Quatre-vingt-dix collèges, deux mille trois cent soixante-quatre cathédrales et chapelles et cent dix hôpitaux furent également supprimés. La somme totale des revenus de tous ces établissements se montait à cent soixante et une mille livres sterling, ce qui n'était rien moins que le vingtième du revenu national.

La perte que fit le clergé, quelque considérable qu'elle fût, lui causa beaucoup moins de regrets et de mortifications que les reproches et les insultes cruelles qu'on lui fit éprouver. Les reliques sans nombre, qui avaient été amassées pour tromper le peuple et en extorquer de l'argent, furent alors exposées publiquement et livrées aux railleries les plus piquantes : on vit dans ce nombre un ange qui tenait le manche de la lance qui avait percé le côté du Christ; les charbons qui avaient servi autrefois à griller saint Laurent; les rognures des ongles des pieds de saint Edmond; certaines reliques qui préservaient de la pluie;

d'autres qui avalent le pouvoir d'arrêter la croissance des mauvaises herbes dans le blé. Il y avait à Boxley, dans le comté de Kent, un crucifix, nommé la *Croix de grâce*, qui avait la réputation de se baisser, de se relever, de tourner les yeux et de secouer la tête. Il fut mis en pièces, et les roues et les ressorts qui le faisaient agir furent livrés à la curiosité du peuple de Londres.

A Hales, dans le comté de Gloucester, *les moines faisaient un trafic considérable du prétendu sang de Jésus-Christ. Ce n'était autre chose que le sang d'un canard que l'on tuait toutes les semaines, et dont on remplissait une fiole de cristal* : si les prières du pèlerin étaient accueillies par le ciel, le sang s'offrait à ses regards ; si l'on supposait qu'elles devaient être rejetées, le sang restait invisible, miracle qui s'opérait facilement en retournant la fiole qui était opaque d'un côté. Le pillage de la châsse de saint Thomas Becket, à Cantorbéry, surpassa tout ce que l'imagination avait pu concevoir jusqu'alors : la châsse fut brisée en morceaux, et l'or qui l'entourait remplit deux énormes coffres que huit hommes purent à peine emporter de l'église. Le roi cita le saint à comparaître au tribunal, afin d'être mis en jugement et condamné comme traître. Il ordonna que son nom fût rayé du calendrier, que ses os fussent brûlés et que son office fût effacé du bréviaire.

Telles furent les mesures violentes que le roi employa pour détruire l'empire de la superstition et de l'imposture ; mais comme elles ne pouvaient manquer d'exciter de grands murmures, il prit soin d'admettre au partage des dépouilles monastiques ceux dont l'opinion lui était favorable et ceux dont l'opposition pouvait lui être désavantageuse. Il fit présent à ses principaux courtisans des revenus de différents convents, il les vendit à d'autres à très-bas prix, il échangea plusieurs contre des terres sur lesquelles il perdait considérablement. Il créa six nouveaux évêchés : Westminster, Oxford, Péterborough, Bristol, Chester et Gloucester, dont cinq existent encore. Il fixa, pour les abbés et les prieurs, des appointements proportionnés à leurs anciens revenus ou à leur mérite, et chaque moine eut droit à une pension annuelle de huit marcs.

Le roi n'était nullement disposé à adopter un nouveau système de culte, quoiqu'il se fût séparé de l'Église romaine ; aussi ne voulut-il suivre aucun conseil à cet égard, et il refusa positivement d'abolir les pratiques absurdes que les prêtres avaient employées jusqu'alors.

L'invocation des saints ne fut donc pas détruite, mais restreinte seulement. Il ordonna que la Bible fût traduite en langue vulgaire, mais il défendit qu'elle fût mise entre les mains des laïcs. Ce fut un crime capital de croire à la suprématie du pape, et c'en fut un également, d'être de la religion réformée, telle qu'elle était établie en Allemagne. Les sentiments du roi se manifestèrent enfin dans une loi qui, par ses horribles conséquences, fut nommée *loi sanguinaire* : elle déclarait coupable d'hérésie quiconque nierait la transsubstantiation ou persisterait à affirmer que la communion sous les deux espèces était nécessaire; quiconque soutiendrait que le mariage des prêtres était légitime, et que le vœu de chasteté pouvait être rompu, et que les messes particulières et la confession auriculaire étaient inutiles. Quiconque se rendait coupable de l'un de ces prétendus crimes devait être brûlé ou pendu, selon le jugement de la cour.

Comme le peuple était composé de luthériens et de catholiques, cette dernière loi, d'accord avec les premières ordonnances de Henri, menaçait également les deux partis, et ouvrait un vaste champ à la persécution et au fanatisme; aussi une horrible moisson ne tarda-t-elle point à commencer.

Elle fut précédée d'un acte de cruauté d'une nature différente, qui n'avait pour cause ni la politique ni la religion, mais qui provenait purement d'un caprice tyrannique. La protection que la reine Anne Boleyn ou de Boulen avait toujours accordée aux réformés, lui avait attiré, dans le parti opposé, des ennemis qui n'attendaient que l'occasion favorable de détruire son crédit dans l'esprit du roi : elle ne se présenta que trop tôt.

La satiété avait éteint depuis long-temps la passion de Henri; le désir brutal qu'il avait eu de posséder Anne, une fois satisfait, il conçut de l'amour (s'il est permis de prostituer ainsi cette expression) pour la belle Jeanne Seymour, qui avait été, pendant quelque temps, fille d'honneur de la reine.

Dès que les ennemis d'Anne s'aperçurent de l'inconstance du roi, ils résolurent de profiter de cette circonstance pour achever de l'éloigner d'elle, et ils l'accusèrent de crimes supposés. La vicomtesse de Rochefort, qui avait épousé le frère de la reine, fut, la plus acharnée à la perdre; cette femme, d'un caractère infâme, commença à attaquer la réputation de sa belle-sœur, par les insinuations les plus perfides. Elle l'accusa d'avoir une correspondance coupable

avec son mari, et non contente de ces calomnies, elle présenta toutes les innocentes légèretés de la reine sous le jour le plus odieux.

La jalousie du roi commença à se manifester dans un tournoi à Greenwich; la reine ayant laissé tomber son mouchoir, on supposa qu'elle l'avait fait dans l'intention qu'il fût ramassé par un de ses favoris, afin qu'il pût en essuyer son visage baigné de sueur par l'exercice qu'il venait de faire.

Le roi s'était retiré brusquement, et avait donné des ordres pour que la reine fût détenue dans son appartement. Elle se mit à rire d'abord, persuadée que le roi plaisantait; mais lorsqu'elle vit que la chose devenait sérieuse, elle reçut les sacrements dans son cabinet, et commença à s'effrayer du peu d'indulgence qu'elle avait à attendre d'un tyran aussi furieux.

Ses ennemis ne négligèrent pas d'enflammer les accusations dirigées contre elle. Le duc de Norfolk, poussé par son zèle pour l'ancienne religion, produisit des témoins contre elle, qui déclarèrent qu'elle s'était conduite de la manière la plus scandaleuse avec les gens les plus bas de la cour. Quatre personnes furent particulièrement désignées pour avoir été ses amants : Henri Norris, valet de garde-robe; Weston et Brereton, gentilshommes de la chambre du roi, et un musicien nommé Mark Smeton. L'assiduité, la fidélité de leur service et les témoignages de leur respect furent regardés par ses ennemis comme les preuves d'un attachement coupable. L'infortunée reine eut beau protester de son innocence et adresser au ciel la prière de la secourir, elle fut envoyée à la Tour, et ce fut en vain qu'elle demanda à être admise en la présence du roi. Sa tante, lady Bolcyn, qui la haïssait mortellement, s'opposa durement à ce désir, et elle rapporta au roi d'une manière envenimée tous les discours incohérents de la malheureuse prisonnière. Elle avouait, dans son délire, assurait cette méchante femme, qu'un fois elle avait raillé Norris sur le peu de goût qu'il paraissait avoir pour le mariage, et qu'elle lui avait dit, en riant, que probablement il espérait l'épouser un jour, lorsqu'elle serait devenue veuve. Elle disait avoir reproché une fois à Weston l'amour criminel qu'il paraissait avoir pour l'une de ses femmes, et l'indifférence qu'il témoignait à la sienne. Weston lui avait répondu alors qu'elle se méprenait sur l'objet de ses affections, puisque c'était elle-même qu'il osait alouer. Smeton, affirmait-elle, n'était jamais entré dans son appartement que deux fois seulement, pour pincer de la harpe; mais elle avouait qu'un jour il

avait eu la hardiesse de lui dire qu'un seul de ses regards suffirait pour le rendre heureux.

Tous ces rapports, quelque faibles qu'ils fussent, tournèrent contre elle et devinrent des preuves de son inculpation. Tous les courtisans qui naguère étaient à ses pieds, l'abandonnèrent dans son malheur; Cranmer seul lui resta fidèle; il écrivit au roi une lettre en faveur de la reine; mais tous ses efforts pour la sauver furent inutiles. Lorsque Norris et les autres prisonniers furent jugés à Westminster-Hall, on offrit à Smeton la promesse de son pardon, s'il voulait consentir à avouer qu'il entretenait une correspondance criminelle avec la reine; il fut assez faible pour se laisser séduire, mais n'ayant point été confronté avec elle, son exécution ne servit, ainsi que celle de ses compagnons, qu'à la faire paraître plus innocente aux yeux de ceux qui n'étaient point influencés par la haine. Comme Norris était en faveur près du roi, on lui fit offrir la vie également, s'il voulait consentir à accuser sa souveraine, mais il rejeta avec mépris cette proposition indigne, et mourut en affirmant son innocence et celle de la princesse.

Anne, affligée des conséquences terribles de son malheur, avait tenté d'adoucir la colère du roi, et l'avait supplié d'épargner la vie de ces infortunés; mais tout ce qu'elle avait fait était resté sans succès; rien ne pouvait apaiser une jalousie d'autant plus cruelle qu'elle ne provenait que de l'orgueil. La lettre que la reine lui écrivit alors est remplie des plaintes les plus tendres; elle est trop remarquable pour être omise ici : elle peut donner une idée de la situation d'esprit de la malheureuse prisonnière, ainsi que de l'élégance de son style à cette époque.

« SIR,

» Le malheur que j'éprouve d'avoir pu vous déplaire, et le triste emprisonnement où je suis réduite, sont des événements si étranges pour moi, que j'ignore comment je suis coupable et comment je dois me défendre.

» Celui que vous avez envoyé pour recevoir de ma bouche l'aveu de la vérité, est l'un de mes plus mortels ennemis, vous ne l'ignorez pas; aussi, en le voyant paraître devant moi, ai-je compris votre pensée. Si, comme vous l'assurez, la vérité seule peut me sauver, l'espoir doit rentrer au fond de mon âme. Je suis donc prête à remplir mon devoir et à obéir à vos commandements.

• Mais gardez-vous d'imaginer que votre épouse puisse consentir à reconnaître une faute, lorsqu'elle n'a pas même à se reprocher une pensée coupable. Jamais prince, j'ose le dire, n'eut une compagne plus jalouse de remplir ses devoirs qu'Anne de Boleyn, dont le nom et le rang modeste eussent suffi à son bonheur, si Dieu et votre majesté n'eussent disposé autrement de son sort. Dans aucun temps je ne me suis abusée sur mon élévation, au point de ne pas m'être attendue au changement que j'éprouve aujourd'hui ; car cette élévation n'était fondée que sur un amour passager, et je n'ignorais pas que la moindre circonstance pouvait diriger cet amour vers un autre objet.

• Vous m'avez élevée du rang modeste où le sort m'avait placée à celui de votre épouse et à celui de reine ; ce rang, vous le savez, ne fut jamais l'objet de mon ambition et de mes desirs. Mais si, à une époque plus heureuse, vous m'avez trouvée digne d'un tel honneur, un léger caprice et les conseils perfides de mes ennemis doivent-ils donc suffire pour m'enlever la faveur de mon roi ? Sire, ne permettez pas que l'odieuse calomnie souille d'une tache impure votre épouse fidèle et la princesse votre fille. Jugez-moi, prince, j'y consens, mais jugez-moi à un tribunal légitime, et ne me donnez pas mes ennemis et mes accusateurs pour juges. Je demande que mon procès soit fait publiquement, convaincue que je suis qu'aucune honte ne peut retomber sur moi : on mon innocence sera reconnue, ou mon crime sera prouvé ; dans ce dernier cas, votre majesté sera libre alors devant Dieu et devant les hommes d'ordonner non seulement le châtiment justement mérité d'une épouse infidèle, mais encore de suivre son penchant pour celle dont je suis la victime aujourd'hui. Je pourrais citer ici son nom, puisque votre majesté n'ignore pas mes soupçons à cet égard.

• Mais si mon sort est déjà fixé, que la calomnie triomphe, et que ma mort et mon déshonneur doivent vous rendre possesseur de l'objet de vos desirs, je prie le ciel de vous pardonner ce crime et d'absoudre également tous ceux qui auront été les instruments de mon malheur. Puisse Dieu ne pas vous appeler à rendre compte un jour de votre cruauté et de votre injustice envers moi ! Ce jour approche où vous et moi paraîtrons devant un tribunal suprême, où mon innocence sera authentiquement reconnue, quel que soit aujourd'hui le jugement du monde à mon égard.

• Mon unique et dernière prière, sire, est d'être seule condamnée à porter le fardeau de votre haine, et que les serviteurs fidèles qui

souffrent pour moi en ce moment soient promptement justifiés. Si jamais je trouvai grâce devant vos yeux, si jamais le nom d'Anne de Boleyn fut agréable à votre oreille, permettez-moi d'obtenir cette seule grâce, elle cessera alors de troubler votre majesté.

» Veuillez le ciel exaucer mes ardeutes prières pour votre bonheur, et vous maintenir en sa bonne garde, en vous dirigeant dans toutes vos actions.

» De ma triste prison, à la Tour, le 6 mai.

» Votre très-fidèle et très-obéissante femme,

» ANNE DE BOLEYN. »

Il eût été inutile d'espérer que cette lettre éloquente pût attendrir un tyran dont les passions n'étaient jamais excitées que par des motifs coupables, et sur lequel aucun sentiment noble et généreux ne pouvait agir. La reine et son frère furent condamnés par un jury composé de pairs; mais on ignore sur quelle preuve ils furent jugés coupables d'inceste. L'accusation principale fut que Rocheford, étant un jour dans l'appartement de la reine, s'était appuyé sur son lit devant plusieurs personnes. La déposition la plus forte contre elle fut qu'elle avait dit à plusieurs personnes de sa suite que le roi n'avait jamais obtenu son cœur, ce qui fut regardé comme une calomnie contre le trône et comme une violation de la loi rendue depuis peu, qui déclarait criminel quiconque proférerait une médisance ou une calomnie contre le roi, la reine ou leurs descendants.

L'infortunée reine, dépourvue de conseils et d'appui, se défendit seule avec courage et présence d'esprit, et tous ceux qui l'entendirent ne purent s'empêcher de reconnaître son innocence. Elle répondit avec clarté à toutes les accusations dirigées contre elle; mais l'autorité du roi devait l'emporter; elle fut déclarée coupable, et condamnée à être brûlée on à avoir la tête tranchée, selon la volonté du roi.

Lorsqu'on lut cette terrible sentence, elle leva les yeux vers le ciel pour lui demander de la secourir; puis, s'adressant à ses juges, elle leur reprocha de la manière la plus touchante l'injustice de sa condamnation. Le tyran, non satisfait de cette vengeance, voulut y mettre le comble en déclarant sa fille illégitime; et s'étant rappelé le bruit qui avait couru autrefois d'un contrat de mariage passé entre Anne de Boleyn et Percy, comte de Northumberland, il parvint à obtenir d'elle l'aveu de ce prétendu mariage, soit par la promesse de lui conserver

la vie, soit par celle de ne point exécuter la sentence dans toute sa rigueur. L'archevêque qui siégeait à cette séance, quelque affligé qu'il fût, se trouva forcé, par cette confession, de prononcer la nullité de son mariage avec le roi, qui, dans les transports de son odieuse persécution, s'aperçut avec effroi que, si le mariage d'Anne de Boleyn était annulé, la sentence d'adultère devait l'être également.

Celle qui avait été l'objet envié de la faveur royale donnait maintenant un triste exemple de l'inconstance de la fortune. Quand elle fut de retour dans sa prison, elle écrivit au roi pour la dernière fois, et protesta encore de son innocence; elle finissait ainsi sa lettre : « Vous m'avez retirée d'une vie médiocre et tranquille pour faire de moi une lady; de lady vous m'avez faite comtesse; de comtesse vous m'avez élevée au rang superbe de reine, et de reine que je suis, bientôt je vais passer à un rang plus glorieux dans le ciel. »

Le matin du jour où elle fut exécutée, elle envoya chercher Kingston, le gardien de la Tour: « Monsieur Kingston, lui dit-elle en le voyant entrer, j'ai entendu dire que je ne mourrais pas avant midi, et j'en suis fâchée, car je croyais, avant ce temps, être délivrée d'une vie de peines et de tourments. » Le gardien essaya de la consoler et de lui donner du courage, en lui assurant que la douleur qui lui restait à éprouver serait très-pen de chose. « On dit, reprit-elle, que le bourreau est fort expert. » Puis, mesurant son cou avec ses deux mains, elle ajouta en riant qu'elle l'avait fort petit. Lorsqu'elle fut sur l'échafaud, ses inquiétudes pour l'avenir de sa fille Élisabeth se renouvelèrent; elle s'efforça de calmer l'esprit du peuple, déjà irrité contre ses persécuteurs; puis elle prononça avec fermeté ces paroles : « Je dois mourir, puisque la loi m'y condamne. » Elle n'accusa personne, ne rappela point l'injustice avec laquelle elle avait été jugée, pria de bon cœur pour le roi, le nomma le plus clément et le meilleur des princes, attestant qu'il l'avait toujours rendue heureuse, et qu'il avait été dans tous les temps, pour elle, le plus gracieux des souverains. Elle ajouta ensuite que si quelqu'un croyait à propos d'examiner sa cause, elle le supplait de juger d'une manière favorable.

Elle fut décapitée par l'exécuteur de Calais, qui avait été amené à Londres comme le plus expert de tous les bourreaux de l'Angleterre. Le corps de la reine fut jeté dans un coffre de bois d'orme qui avait été fait pour renfermer des flèches, et il fut ensuite ensoveli dans la Tour.

Anne de Boleyn ne paraît coupable d'aucun crime, si ce n'est celui d'avoir survécu à l'affection du roi. Bien que plusieurs têtes couronnées fussent déjà tombées en Angleterre, elle est la première qui ait subi un jugement en règle, et qui ait péri sur l'échafaud ¹.

Le peuple, qui, en général, avait plaint sincèrement son triste sort, parut encore plus affligé de sa mort, lorsqu'il découvrit la cause qui avait poussé son tyran à la sacrifier si cruellement. L'impitoyable Henri, sans aucun regret pour la malheureuse destinée d'une femme qui naguère avait été l'objet de sa tendresse, ne craignit pas même de blesser toutes les convenances en épousant publiquement lady Jeanne Seymour, le lendemain de l'exécution d'Anne de Boleyn.

Il ordonna ensuite à son parlement de lui délivrer l'acte de divorce prononcé dans l'espace qui s'était écoulé entre la sentence d'Anne et sa mort, s'efforçant par ce moyen de rendre illégitime la jeune princesse. Élisabeth, le seul enfant qu'il avait eu d'elle, ainsi qu'il avait fait dans le temps à l'égard de Marie, la fille unique de Catherine.

On croira sans peine que le peuple ne voyait pas sans indignation tant d'innovations, de caprices et de cruautés; mais ses plaintes et ses murmures étaient sans succès. Henri, seul arbitre entre les catholiques et les protestants, qui ne pouvaient avoir recours qu'à lui seul, savait profiter habilement des haines réciproques qui existaient entre les deux partis. D'ailleurs il avait su mettre dans ses intérêts tous les hommes les plus puissants de la nation, par les différents dons qu'il leur avait faits des terres et des biens des monastères qu'il avait dépouillés. Aussi lui fut-il aisé d'étouffer les nombreuses insurrections que sa conduite arbitraire excitait continuellement. Ce fut en vain que le peuple essaya de se révolter contre les mesures dont il était sans cesse la victime; ses tentatives, que ne dirigeaient ni la sagesse de l'homme prudent et prévoyant, ni l'habileté d'un chef hardi, ne furent que les élans passagers de la douleur et du désespoir.

Les premiers qui se révoltèrent furent les habitants du comté de Lincoln, qui avaient à leur tête le docteur Mackrel, prêtre de Barling. Quoique cette armée tumultueuse se montât au nombre de vingt mille hommes, elle fut prompte à se laisser effrayer, et la populace se

¹ « On assure que les partisans secrets de Rome conjurèrent la perte d'Anne de Boleyn, dans l'espérance que si le roi se séparait d'elle, la fille de Catherine d'Espagne hériterait du royaume et rétablirait la religion catholique. » VOLTAIRE.

dispersa dès qu'on lui offrit les assurances du pardon. Le prieur et les chefs confédérés tombèrent entre les mains du roi, et furent condamnés et mis à mort. Une autre émeute succéda bientôt à celle-ci dans le nord de l'Angleterre : les révoltés étaient au nombre de trente mille hommes ; des prêtres, portant pour enseignes les marques de leurs fonctions, marchaient à leur tête, et tous semblaient principalement animés contre Cromwell, qu'ils regardaient comme leur ennemi et comme l'instigateur des mesures sévères que le roi prenait à leur égard. Mais leurs provisions une fois épuisées, leur ardeur et leur courage ne tardèrent point à s'affaiblir. Après avoir essayé vainement de combattre l'armée du duc de Norfolk, dont ils furent séparés par un ruisseau que les eaux du ciel gonflèrent, ils se dispersèrent, et cette seconde insurrection se dissipa aussi promptement que la première. Une troisième révolte éclata peu de temps après : Musgrave et Tilby étaient à la tête des insurgés ; mais le duc de Norfolk les poursuivit et les mit en fuite. Outre ces deux chefs, dont on s'empara, un nommé Aske, qui avait conduit la première insurrection, fut pris également, ainsi que lord d'Arcy, sir Robert, constable, sir John Bulmer, sir Thomas Percy, sir Stephen Hamilton, Nicolas Tempest et William Lumley. Tous furent jetés en prison, et la plupart d'entre eux furent punis de mort. Le roi, outré de ces révoltes réitérées, résolut de ne mettre aucune borne à sa vengeance, et la naissance d'un prince, qui fut depuis Édouard VI, et la mort de la reine, qui eut lieu deux jours après cet heureux événement, ne furent qu'un court intervalle aux châtimens rigoureux qu'il infligea à ceux dont la volonté était en opposition avec la sienne.

Au milieu de toutes ces commotions, les feux terribles de Smithfield ne cessaient point d'être allumés ; — Au de J.-C. 1537 — les catholiques et les protestants étaient également les objets de la vengeance royale et de la persécution ecclésiastique. D'après les changements multipliés que Henri avait apportés dans le système de la croyance, chacun ignorait également ce qu'il devait croire et ce qu'il devait professer. Tous étaient assez disposés à suivre ses opinions, quelque contradictoires qu'elles fussent ; mais comme lui-même changeait continuellement de doctrine, il leur était impossible de le suivre assez vite pour ne pas heurter involontairement des idées dont l'incertitude et l'inconstance les devançaient encore. Crammer et Cromwell favorisaient la religion réformée de tout leur pouvoir. Le second, qui était fils

d'un forgeron, avait été élevé à la plus haute faveur par le caprice du roi : les tyrans choisissent ordinairement leurs favoris dans la classe la plus basse. Crammer était alors archevêque de Cantorbéry. D'un autre côté, Gardiner, évêque de Winchester, et le duc de Norfolk cherchaient à entraîner le roi dans leur parti, et s'efforçaient de lui rendre toutes ses anciennes superstitions, tandis que Henri, dont l'orgueil s'était accru par la flatterie, ne se soumettait à l'avis de personne, se persuadant être lui seul en droit de régler la croyance religieuse de la nation entière.

A cette époque de terreur universelle, — An de J.-C. 1538 — pendant laquelle la rigueur d'un seul homme semblait suffire pour tenir en crainte des millions de citoyens, il y eut à Londres un maître d'école qui soutint hardiment les droits de l'humanité, et qui hasarda d'émettre publiquement son opinion. Cet homme, appelé John Lambert, après avoir entendu dans un sermon l'évêque Taylor soutenir la présence réelle dans le sacrement de l'eucharistie, présenta par écrit ses raisons, entièrement opposées à cette doctrine. Le papier fut envoyé à Crammer et à Latimer, qui étaient alors de l'opinion de Luther sur ce sujet. Ils eurent beau s'efforcer de faire revenir Lambert à leur avis, il demeura inébranlable dans sa croyance, et leur surprise fut extrême lorsqu'au lieu de se rétracter, il en appela au roi lui-même. Cet appel, qui flattait la vanité de Henri, fut accepté avec plaisir, et il se disposa avec joie à déployer tout à la fois sa suprématie et son érudition. La discussion qui allait s'entamer fut donc annoncée publiquement, et l'on éleva, dans ce dessein, des échafauds dans Westminster-Hall pour la commodité des auditeurs.

Henri, décoré de tous les signes de la majesté royale, parut sur son trône. Les prélats étaient placés à sa droite, et les pairs à sa gauche. Les juges et les hommes de loi les plus distingués avaient une place marquée derrière les évêques, et les courtisans siégeaient derrière les pairs. Le pauvre Lambert parut au milieu de cette assemblée majestueuse sans une seule créature pour le défendre. L'évêque de Chichester ouvrit la séance, en déclarant que le roi, nonobstant les légers changements qu'il avait faits dans les rites de l'Eglise, n'était pas moins déterminé à maintenir la pureté de la foi catholique et à punir avec la plus grande rigueur tous ceux qui tendraient à s'en écarter. Après ce préambule, suffisant pour effrayer le plus hardi, le roi, d'un air sévère, demanda à Lambert quelle était son opinion sur la

transsubstantiation. Lambert commença son discours par un compliment adressé à sa majesté; mais Henri rejeta ses louanges avec mépris; il entama la discussion, et pressa vivement Lambert par différents arguments tirés des Écritures et des théologiens les plus instruits. A chaque parole du roi, les auditeurs avaient paru prêts à applaudir et à donner des signes d'admiration. Lambert, cependant, ne se laissa point décourager et n'apporta point de lenteur à répondre; mais Crammer, qui entra alors en lice, vint appuyer les preuves du roi par de nouveaux arguments. Gardiner soutint ensuite Crammer; Tonstal reprit la question après Gardiner; Stokesly vint également au secours de Tonstal; six évêques parurent enfin successivement dans le champ de bataille, et combattirent tour à tour le pauvre logicien, qui, pendant cinq heures de suite, s'efforça de soutenir sa doctrine, jusqu'à ce que, fatigué, confondu et humilié, il fut réduit au silence. Le roi, revenant alors à la charge, lui demanda s'il était convaincu, et s'il voulait racheter sa vie par une rétractation ou mourir dans son obstination.

Lambert répondit sans balancer qu'il se recommandait à la clémence du roi; mais Henri répliqua vivement que jamais il ne consentirait à protéger un hérétique, et que, puisque telle était sa réponse définitive, il devait s'attendre à périr au milieu des flammes. Lambert, sans paraître effrayé, écouta Cromwell lire la sentence qui le condamnait à être brûlé vif; il montra constamment le plus grand sang-froid, tandis que ses barbares persécuteurs, déterminés à éprouver son courage, ordonnèrent aux exécuteurs de rendre son supplice aussi douloureux que possible. Il fut douc brûlé à petit feu; ses jambes et ses cuisses furent d'abord consumées; mais les gardes qui l'entouraient, ne voyant aucune fin à ses tortures, se sentirent émus de pitié, et le soulevèrent sur leurs haliebardes, afin de mettre un terme à ses douleurs. Le feu acheva bientôt de le consumer; mais en rendant le dernier soupir, il s'écriait encore: « Nul autre que le Christ! nul autre que le Christ! »

Le supplice de cet infortuné fut le signal de bien d'autres. La flatterie avait inspiré au roi une idée si extravagante de ses moyens et de son habileté, qu'il résolut dès ce moment de punir, avec rigueur tous ceux qui prétendaient différer d'opinions avec lui, catholiques et luthériens indistinctement. Très-peu de temps après, cinq cents personnes furent emprisonnées pour avoir manifesté une façon de penser contraire aux réglemens de la loi sanguinaire. Cromwell fut le seul qui leur accorda quelque protection. Le docteur Barnes, qui avait été l'instrument

de la mort de Lambert, éprouva à son tour les mêmes persécutions auxquelles il avait participé avec tant d'acharnement, et, sans aucun jugement, il fut condamné par un bill du parlement à périr dans les flammes : il discutait encore, qu'il était déjà attaché au poteau. Gérard et Jérôme furent exécutés avec lui pour des opinions semblables. Trois catholiques, nommés Abel, Fetherstone et Powell, le furent en même temps, après avoir été trainés sur une claie : ils déclarèrent avant de mourir que la peine la plus douloureuse de leur supplice était de se voir attachés avec des hérétiques et d'être confondus dans le malheur avec de tels mécréants.

AN DE J. - C. 1540 — Au milieu de tous ses actes de cruauté, Henri se détermina à prendre une autre femme, et, après différentes négociations sur le continent, il contracta un mariage avec Anne de Clèves, espérant par ce moyen fortifier son alliance avec les princes d'Allemagne. Cette union ne se fit pas cependant sans qu'il eût recueilli des renseignements sur l'extérieur de la princesse. Il apprit par son envoyé qu'elle était fort grande et fort puissante, ce qui lui fit plaisir, car il était devenu si gros, qu'il ne pouvait désirer qu'une femme d'une taille à peu près semblable à la sienne. Un portrait fait par Holbein¹ acheva de le charmer ; mais il paraît que ce peintre était plutôt l'ami de l'art que celui de la vérité, car la princesse était excessivement flattée. Dès que le roi sut son arrivée, il se rendit secrètement à Rochester, afin de la voir ; mais son amoureuse ardeur fut promptement refroidie en l'apercevant : sous le rapport de la taille, il trouva tout ce qu'il pouvait désirer ; mais elle était totalement dépourvue de grâce et de beauté, et comme elle ne savait absolument que l'allemand, sa conversation n'était nullement propre à compenser les défauts physiques de sa personne. Il la trouva si désagréable, qu'il lui donna le nom de grande cavale flamande, et jura qu'il ne pourrait jamais placer ses affections sur une telle femme.

Dans la crainte cependant de désobliger le duc son frère, et conséquemment tous les princes de l'Allemagne qui lui étaient alliés, il résolut de l'épouser, et dit à Cromwell, qui avait été le principal auteur de cette affaire, que, puisque les choses étaient aussi avancées, il était déterminé à se soumettre au joug de l'hyménée, quel qu'il lui en pût coûter. Ce mariage fut donc célébré, mais il ne fit qu'accroître le dégoût

¹ Ou Hollens.

du roi, qui dit à Cromwell, le jour suivant, qu'il haïssait sa femme plus que jamais, et qu'il soupçonnait même qu'il ne l'avait pas eue vierge, point sur lequel il se croyait très-habile. Cromwell, qui plus que personne avait contribué à cette union, vit alors le danger qu'il courait; aussi tâcha-t-il, à force de flatterie et d'humbles adulations, d'écarter de l'esprit du roi toute idée d'en venir à quelque extrémité envers lui.

Mais il vit bientôt que le ressentiment d'un tyran est implacable. L'aversion de Henri pour la reine s'accrut si rapidement et à un tel point, qu'il prit enfin la résolution de se débarrasser d'elle et de son premier ministre. Depuis long-temps la chute du favori était ardemment désirée par une grande partie de la nation. La noblesse haïssait un homme qui, d'une origine aussi basse, s'était élevé au-dessus des premiers personnages du royaume; non seulement il avait été nommé *vicar-général*, ce qui lui donnait une autorité absolue sur le clergé, mais il était encore garde du petit-sceau, grand-chambellan et maître des archives. Il avait obtenu aussi l'ordre de la Jarretière, dignité qui jusqu'à ce moment n'avait été accordée qu'aux familles les plus illustres du royaume, et pour mettre le comble à son élévation, il avait été fait comte d'Essex. Les protestants le détestaient à cause de la part qu'il prenait aux persécutions du roi à leur égard, et les catholiques l'abhorraient également comme l'ennemi mortel de leur religion.

Un autre motif puissant contribua à augmenter le dégoût du roi pour son favori, et cette circonstance acheva sa disgrâce. Henri, qui était devenu amoureux de Catherine Howard, nièce du duc de Norfolk, avait formé le projet, pour satisfaire cette nouvelle passion, de répudier sa femme actuelle et d'en prendre une autre. Le duc de Norfolk, qui depuis long-temps était l'ennemi juré de Cromwell, saisit avec ardeur l'occasion de détruire l'homme qu'il regardait comme son rival. Il mit donc en usage tout le crédit de sa nièce pour perdre le favori, et lorsqu'il jugea son projet suffisamment mûri, il obtint un ordre du roi pour faire arrêter Cromwell comme coupable de haute trahison. Sa disgrâce ne fut pas plus tôt connue, que tous ses amis l'abandonnèrent, excepté Cranmer qui, fit tout ce qu'il put pour le sauver, et qui écrivit au roi une lettre que nulle autre personne du royaume n'aurait osé tracer. Mais tout fut inutile : accusé au parlement du crime d'hérésie et de trahison, on refusa même d'entendre sa défense, et il fut condamné à la peine de mort, ainsi qu'il plairait au roi de l'ordonner. Le courage de Cromwell disparut à ce moment terrible. Il écrivit au roi

pour obtenir son pardon « La faiblesse de la nature, alléguait-il, le forçait à demander grâce d'un cœur oppressé et d'une main tremblante » Et il terminait sa lettre par ces mots : « De votre majesté, le plus malheureux prisonnier et le plus pauvre esclave, Thomas Cromwell. » Et plus bas : « Miséricorde ! miséricorde ! miséricorde ! »

La lettre de Cromwell parut toucher le cœur endurci du tyran ; il ordonna qu'on la lui lût trois fois de suite ; et alors, comme s'il eût cherché à lutter avec son propre cœur et à vaincre un reste d'humanité, il signa le warrant qui devait faire tomber la tête de ce favori.

Lorsqu'il fut sur l'échafaud, sa tendresse pour son fils parut le préoccuper exclusivement et lui faire perdre de vue sa propre défense ; il demanda pardon à Dieu, reconnut que sa mort était une juste punition de ses fautes, et avoua que souvent il s'était laissé corrompre, mais que maintenant il mourait dans la foi catholique.

C'est ainsi que Henri, non satisfait de la mort de sa victime, réprimait encore jusqu'à leurs plaintes, et terrifiait tellement le malheureux patient, qu'il lui enlevait même sa dernière consolation, celle de reprocher à ses persécuteurs leur injustice.

L'infortuné Cromwell, après avoir passé quelque temps en prières, courba la tête sous la hache de l'exécuteur, qui le mutila d'une manière horrible. Peu de jours après sa mort, un grand nombre de personnes furent exécutées aussi, sous différentes accusations : les unes pour avoir nié la suprématie du roi, et d'autres pour avoir soutenu la doctrine de Luther.

Un mois environ après la mort de Cromwell, le roi déclara son mariage avec Catherine Howard, qu'il avait épousée secrètement depuis quelque temps. Ce mariage fut regardé comme un événement très-favorable pour les catholiques : effectivement tout sembla répondre à leurs désirs. Le conseil du roi alors entièrement dirigé par Norfolk et Gardiner, une persécution atroce commença contre les protestants, et la loi des six articles fut exécutée avec une si effrayante rigueur, qu'un étranger, qui se trouvait dans ce moment en Angleterre, eut raison de dire que *ceux qui étaient pour le pape étaient brûlés*, et que *ceux qui étaient contre lui étaient pendus*. Ainsi ce roi sanguinaire mettait à ses jugements la seule espèce d'impartialité qui pût convenir à son âme féroce, frappant indistinctement et avec une sorte d'ostentation les uns et les autres, réduisant les deux partis à un même degré de subordination, et remplissant tous les esprits d'une même terreur.

Mais la mesure de ses cruautés n'était point encore comblée. Son dernier mariage paraissait avoir satisfait tous ses desirs; la beauté et l'amabilité de la reine le charmaient tellement, qu'il avait fait rendre publiquement des actions de grâces au ciel de la félicité dont il jouissait, et il avait même exigé que son confesseur se joignît à lui dans cette circonstance et unit ses remerciements aux siens. Cette joie eut une bien courte durée : tandis que le roi était à York pour une conférence avec le roi d'Écosse, un nommé Lascelles informa Cranmer de la mauvaise conduite de la reine avant son mariage; la sœur de cet homme avait été au service de la duchesse douairière de Norfolk, et ce fut d'après les confidences de cette fille que Lascelles fit à Cranmer le récit le plus singulier de l'incontinence de cette princesse.

Il affirmait qu'il existait une correspondance criminelle entre elle et deux hommes nommés Derham et Mannock, et que même, depuis son élévation, elle entretenait les mêmes liaisons. Cranmer, aussi surpris qu'embarrassé à cette nouvelle, la communiqua au chancelier et à quelques membres du conseil privé, qui furent d'avis que le roi devait être informé de cette affaire aussitôt son retour à Londres. L'archevêque n'ignorait pas le danger qu'il courait en risquant un point aussi délicat; mais il savait aussi le danger qu'il y avait pour lui à garder le silence; il prit donc le parti d'écrire au roi tout ce qu'il venait d'apprendre, et lui remit sa lettre dès qu'il fut arrivé, en priant sa majesté de ne la lire qu'en particulier. Henri d'abord ne crut pas, ou prétendit ne pas croire de semblables rapports : il ordonna au garde du petit-seau d'interroger Lascelles, qui persista dans ce qu'il avait dit, et proposa même le témoignage de sa sœur. Derham et Mannock furent arrêtés en même temps, et achevèrent de constater l'inconduite de la reine, avouant qu'ils étaient coupables; ils allèrent plus loin : ils accusèrent lady Rocheford, qui avait été autrefois l'instrument de la mort d'Anne de Boleyn, d'avoir introduit un nommé Culpepper dans la chambre à coucher de la reine, où il était resté depuis onze heures du soir jusqu'à quatre heures du matin.

La reine, interrogée, nia d'abord son crime; mais à l'aspect de ses complices qui étaient ses accusateurs, elle finit par avouer qu'elle avait mené une vie licencieuse avant son mariage; mais elle affirma qu'elle n'avait point déshonoré le lit du roi. Cependant trois filles d'honneur, qui possédaient sa confiance, prétendirent le contraire, et soutinrent qu'elles avaient passé la nuit dans le même lit que la reine, au milieu

de ses amants. Le roi fut si vivement affecté d'une déconverte si cruelle, qu'il fondit en larmes, et qu'il déplora amèrement son malheur. Derham et Culpepper, convaincus de leurs crimes, furent exécutés sur-le-champ; mais le roi, cette fois, résolut de jeter tout l'odieux de la mort de la reine sur son parlement; qui s'était toujours montré l'instrument docile de ses cruautés. Les créatures serviles qui composaient les deux chambres, informées des avenx de la reine, la jugèrent promptement comme coupable, et présentèrent une requête au roi, afin qu'elle fût punie de mort et que la même peine fût infligée à lady Rocheford, la complice de ses débauches; ils demandaient également que la duchesse douairière de Norfolk, l'oncle et la tante de Catherine, la comtesse de Bridgewater et neuf autres personnes, fussent punies de même, puisqu'elles avaient participé aux désordres de la reine.

An de J.-C. 1542. — D'après cette requête, le roi consentit sans peine à leur demande; les coupables furent donc condamnés à mort par un bill, qui déclara en même temps que quiconque cacherait à l'avenir les débauches qu'il découvrirait sur le compte d'aucune reine future, serait coupable de haute trahison et subirait la peine de mort; et que dans le cas où le roi épouserait comme vierge, une femme qui aurait déjà manqué à ses devoirs, elle serait également regardée comme coupable de trahison, si avant le mariage elle n'avouait pas sa faute. Le peuple ne manqua pas de se divertir aux dépens d'une loi aussi absurde et aussi ridicule, et il prétendit que le roi ne devait plus désormais adresser ses hommages qu'à une veuve.

Lorsque toutes ces lois odieuses et absurdes eurent été passées, la reine eut la tête tranchée à Tower-Hill, ainsi que lady Rocheford, dont le sort ne fut plaint de personne, car elle avait trempé les mains dans le sang d'Anne de Boleyn. La mort de la reine inspira cependant quelque compassion, quoiqu'elle eût confessé la vie dissolue qu'elle avait menée avant son mariage, elle avait soutenu jusqu'au dernier moment, et de la manière la plus solennelle, qu'elle n'avait jamais manqué à la foi conjugale. Le peuple se récria donc hautement contre un acte de rigueur qui s'étendait sur un si grand nombre de victimes: ses clameurs furent si violentes, que le roi ne jugea pas à propos de faire exécuter la sentence des coupables avec rigueur, et plusieurs d'entre eux ne subirent que l'emprisonnement.

Le roi, après avoir suffisamment prouvé par tous ces actes de tyrannie qu'il avait abandonné tout sentiment de justice, de morale et

d'humanité, entreprit de composer un livre de religion, d'après lequel ses sujets régleraient à l'avenir leur croyance et leur conduite. Dans cette intention, il obtint du parlement un acte par lequel il était revêtu de toute espèce de suprématie spirituelle, et il publia peu de temps après un petit volume intitulé *l'Institution d'un chrétien*, qui fut reçu par la convocation, et proposé comme la règle infallible de l'orthodoxie. Toutes les questions les plus délicates sur la justification des péchés, sur la foi, le libre arbitre, les bonnes œuvres et la grâce, y étaient exprimées d'une manière conforme à l'opinion des réformés. Les sacrements, qui quelques années auparavant avaient été établis au nombre de trois, furent fixés à sept, conformément au sentiment des catholiques. Mais le roi n'eut pas plus tôt publié cet ouvrage, qu'il ordonna qu'on en fit un autre auquel il donna le nom d'*Érudition d'un chrétien*, et qu'il mit au jour de sa propre autorité.

Quoique ce nouveau code différât en grande partie du premier, Henri n'était pas moins positif dans l'un que dans l'autre, et il s'appesantissait également dans ces deux ouvrages sur le précepte de l'obéissance; en un mot, ses doctrines, quelles qu'elles fussent, étaient également d'accord pour justifier et autoriser ses actes de tyrannie.

Son autorité en religion n'était pas moins absolue que dans les affaires temporelles : un alderman nommé Read, ayant refusé de contribuer à un don gratuit, fut enrôlé comme soldat et envoyé pour faire partie de l'armée qui se rendait en Écosse. De cette manière, tous ceux qui paraissaient résister à la volonté du roi devenaient esclaves ou prisonniers, et l'on regardait comme un bonheur d'en être quitte pour un châtimement aussi léger. Son parlement rendit bientôt une ordonnance d'après laquelle les proclamations du roi avaient autant de force que les lois mêmes, et pour faciliter l'exécution de cet acte qui anéantissait toute ombre de liberté, le parlement décida que neuf membres du conseil privé suffiraient pour former une cour légale, qui pourrait punir quiconque se rendrait coupable de désobéissance envers toute proclamation du roi. C'est ainsi que Henri s'empara du pouvoir de disposer de la vie et des propriétés de ses sujets qui n'eurent plus désormais d'autre recours qu'en lui seul.

Un an environ après la mort de la dernière reine, Henri se déterminait encore une fois à changer d'état, il épousa Catherine Parr. Ce mariage rappelait les plaisanteries récentes du peuple; en effet, Catherine était veuve du dernier lord Latimer. Cette femme qui avait

constamment joui d'une réputation intacte, n'était déjà plus très-jeune; mais son esprit et sa prudence pouvaient lui obtenir de l'ascendant sur le caractère du tyran capricieux auquel elle se dévouait. Les beaux jours de Henri avaient fui depuis long-temps; sa grosseur prodigieuse lui donnait une tournure désagréable, et il avait pris un air morose qui n'était nullement fait pour inspirer de la tendresse. Cependant cette femme, sacrifiant ses goûts et ses désirs à son ambition, s'empara si habilement de sa confiance, qu'elle fut nommée régente pendant le séjour du roi en France, où il se rendit bientôt à la tête de trente mille hommes, afin de poursuivre la guerre qui avait été déclarée entre ce pays et l'Angleterre. Il se conduisit dans cette circonstance comme dans toutes les autres, avec une ostentation inutile. Au lieu de marcher sur Paris, il mit le siège devant Boulogne, qui fut bientôt obligé de capituler; l'Empereur, son allié, consentit séparément à la paix, et Henri fut forcé de revenir en Angleterre où il trouva ses sujets prêts à lui offrir leurs adulations acoustumées, et à vanter la gloire d'une conquête qui n'était d'aucun avantage pour le royaume.

Mais de tous les sujets de Henri, ceux qui se montrèrent le plus basement serviles, furent les membres des deux chambres qui, plutôt que de se déclarer les protecteurs du peuple, ne furent que les esclaves rampants du trône.

Dès que le roi fut de retour de son expédition ruinieuse, le parlement, après lui avoir renouvelé les assurances de sa profonde soumission, lui accorda le subside qu'il demandait; de plus, il y ajouta encore un don gratuit, et par un bill qui rendit la mémoire de ce parlement à jamais odieuse, tous les revenus des deux universités, de quelques autres maisons d'éducation et de culte public furent accordés au roi. Ce monarque avide s'abstint cependant, par honte, de dépouiller ces maisons respectables de leurs antiques revenus, et elles durent leur salut, en cette circonstance, à la modération seule de Henri et non à ce parlement bas et corrompu.

Le roi ne montra pas moins de justice à l'égard de Cranmer, qui depuis long-temps était en butte à la haine du conseil; la modération et l'intégrité de cet homme le sauvèrent. Méprisant l'intrigue, il fut moins susceptible qu'un autre d'être surpris par elle. Le parti catholique s'efforçait depuis long-temps de représenter au roi que Cranmer était la cause secrète des discordes qui s'élevaient continuellement dans ce royaume; que son exemple et ses préceptes étaient également

dangereux, et qu'en un mot, il était le principal appui de l'hérésie. Henri, qui voyait le but où tendaient les ennemis de Cranmer, et qui désirait savoir jusqu'à quel point ils conduiraient leurs intrigues, feignit de consentir à ce qu'ils demandaient, et ordonna au conseil d'examiner la conduite du primat. Tout le monde crut alors que sa disgrâce était certaine et sa mort inévitable; ses anciens amis, que l'intérêt seul avait attachés à lui, commencèrent à le négliger et à le traiter avec froideur. Il fut obligé d'attendre plusieurs heures de suite parmi les valets, à la porte du conseil, avant que les membres daignassent l'admettre, et lorsqu'il y entra, ce ne fut que pour apprendre qu'il devait être envoyé à la Tour. Cranmer ne parut nullement intimidé de leurs menaces; il en appela au roi, et voyant que sa demande était rejetée, il montra un anneau que Henri lui avait donné, afin d'en faire usage dans cette circonstance. Les membres du conseil furent stupéfaits à cette vue; mais la manière dont le roi les traita acheva de les confondre : lorsqu'ils parurent en sa présence, il leur reprocha avec sévérité leur conduite odieuse à l'égard de Cranmer, dont la faveur dès ce moment parut plus éclatante que jamais. Il les obligea à l'embrasser en signe de réconciliation, et Cranmer, dont le caractère était fort doux, mit dans ce rapprochement forcé une sincérité à laquelle on ne devait pas s'attendre.

La tyrannie du roi, à l'égard du reste de ses sujets, ne continua pas moins avec plus de force que jamais.

Depuis quelque temps, il était incommodé d'un ulcère qu'il avait à la jambe; les douleurs qu'il éprouvait, jointes à un embouppoint excessif et à d'autres infirmités, le rendaient insensible à un tel point, qu'aucun de ses domestiques ne l'approchait sans terreur; aussi ne devait-on pas espérer que quiconque manifesterait une opinion contraire à la sienne, dût obtenir son pardon. Parmi les victimes dont les souffrances injustes excitèrent le plus la pitié et l'indignation, Anne Askew est une de celles dont le triste destin mérite d'être rappelé — An de J.-C. 1546. — Cette jeune femme, distinguée par sa beauté et son esprit, était intimement liée avec les femmes les plus remarquables de la cour. On dit qu'elle entretenait une correspondance avec la reine qui favorisait secrètement les réformés. Elle manifesta des opinions contraires au code de croyance établi, particulièrement sur l'article de la présence réelle. Le chancelier, qui était son mortel ennemi, fut chargé d'examiner cette affaire, et sans égard pour la

faiblesse de son sexe et pour son âge, on la fit jeter en prison, et on l'accusa d'hérésie. Dans cette triste situation, elle montra un courage au-dessus de ce qu'on devait attendre d'une femme aussi jeune; elle employa son temps à composer des prières et des discours à l'appui de ses opinions. Le chancelier Wriottesly, l'un des catholiques les plus exagérés, fut envoyé pour l'interroger et pour tâcher de découvrir les partisans qu'elle avait à la cour; mais elle garda le secret le plus profond et ne compromit personne. On la mit à la torture, dans l'espoir de vaincre sa constance; elle persista dans sa courageuse résolution, aimant mieux mourir victime de son dévouement que d'exposer ses amis, et le silence qu'elle garda pendant ses douleurs attesta son mépris pour les cruautés de ses bourreaux.

Le chancelier, présent à la question, eut la barbarie d'ordonner au lieutenant de rendre ses tortures encore plus douloureuses; mais celui-ci refusa de le faire, et quoique menacé; il persista dans son refus¹. Le chancelier, poussé par un zèle fanatique, saisit la corde lui-même, et la tira avec tant de violence que le corps de l'infortunée fut presque écartelé; sa constance admirable surpassa la barbarie de ses persécuteurs qui, renonçant à l'espoir de la soumettre, la condamnèrent à être brûlée vive. Ce fut avec un vif sentiment de joie qu'elle reçut la sentence qui allait mettre un terme à son martyre; ses membres étaient si disloqués par les horribles épreuves qu'elle venait de subir qu'on fut forcé de la porter au supplice dans un fauteuil. Trois autres personnes furent condamnées pour le même crime: un prêtre nommé Nicolas Bellinian, John Lascelles, officier de la maison du roi, et John Adams, tailleur. Lorsqu'ils furent attachés au poteau, on vint leur proposer leur grâce, s'ils voulaient consentir à se rétracter; mais ils rejetèrent unanimement cette proposition, et refusèrent une vie qui ne pouvait être rachetée que par le déshonneur. L'exécuteur reçut l'ordre d'allumer le bûcher, et ils virent avec un calme héroïque luire les flammes qui allaient les dévorer.

¹ Un bourreau plus humain qu'un chancelier d'Angleterre ! Des horreurs de ce genre se comprennent à peine pendant ces époques de désorganisation et de fureurs révolutionnaires, alors qu'un peuple, frappé tout-à-coup de démence, tombe sous le pouvoir d'une fièvre frénétique; mais hors de là, mais lorsqu'une nation possède sa pleine et entière raison, qui peut les concevoir ? Partout, sans doute, les déplorables folies de l'esprit de parti et de l'enthousiasme religieux ont poussé l'homme au crime et à la férocité, mais nulle part autant qu'en Angleterre.

Malgré le silence qu'Anne Askew avait gardé jusqu'au dernier moment, la reine cependant n'était pas à l'abri de tout danger. Le mal du roi augmentait de jour en jour, ainsi que l'algeur de son caractère. La reine l'entourait des soins les plus tendres, et s'efforçait, par son assiduité et sa complaisance, de calmer les souffrances de son époux et d'adoucir son humeur. Le sujet de conversation qui plaisait le plus au roi était toujours la théologie, et Catherine, qui partageait secrètement les opinions nouvelles, s'était hasardée plusieurs fois à discuter avec lui sur certains préceptes agités alors entre les catholiques et les luthériens. Henri finit enfin par être excessivement irrité de ce qu'elle osait différer d'opinion avec lui. Il s'en plaignit à Gardiner qui, ennemi juré de la reine, saisit avec joie l'occasion d'enflammer cette querelle, et augmenta tellement la mauvaise disposition du roi à l'égard de Catherine, que des articles d'accusation furent dressés contre elle et apportés au roi par le chancelier, afin qu'ils fussent signés de lui; mais en retournant chez lui, ce papier tomba de ses mains.

Heureusement pour la reine, la personne qui le trouva était dans ses intérêts, et le lui apporta sur-le-champ. Catherine, à cette lecture, reconnut le danger auquel elle venait de s'exposer, et se promit de faire usage de son influence sur le roi, pour faire tourner cette circonstance à son avantage.

Elle se rendit chez lui comme à l'ordinaire et amena bientôt l'entretien sur le sujet favori du prince, bien qu'elle eût l'air de chercher à l'éviter et de ne s'y engager que par complaisance; alors elle lui fit entendre adroitement que son but, en discutant avec lui, avait plutôt été de recevoir ses instructions que de soutenir une controverse, et elle ajouta qu'elle n'avait pu s'empêcher d'user d'un artifice innocent qui excitait le roi à exercer son éloquence et qui servait à le distraire un instant de ses souffrances. Henri, charmé de ce langage, s'écria : « Si cela est ainsi, mon cher cœur, nous sommes les meilleurs amis du monde. » La réconciliation fut complète; mais le chancelier, qui avait reçu des ordres précédemment, entra bientôt suivi de quarante hommes, dans l'intention d'arrêter la reine. Le roi s'élança au-devant de lui et lui adressa les reproches les plus sévères. Catherine, qui était restée à quelque distance, n'était pas si éloignée cependant, qu'elle ne pût entendre les mots de coquin, de fou, de bête, dont il gratifia généreusement le magistrat, en lui ordonnant de se retirer à l'instant.

Dès qu'il fut éloigné, la reine essaya de prendre sa défense : « Pauvre »
« amie, s'écria le roi, vous ne savez pas combien pen cet homme mé- »
« rite votre protection. »

Depuis ce moment, la reine évita soigneusement de contredire l'opinion du roi ; elle écouta de sang froid les discussions théologiques, et parut se résigner aux actes de tyrannie qui en étaient toujours le résultat. Les bûchers ne cessaient point d'être allumés et de consumer chaque jour de nombreuses victimes. Pendant que ces affreux sacrifices s'accomplissaient, le roi assemblait fréquemment les chambres du parlement, et les haranguait par des discours éloquents, dans lesquels il osait affirmer qu'aucun prince n'avait jamais eu plus d'amour pour son peuple, et n'avait possédé, autant que lui, l'affection de ses sujets. Ces discours, pleins d'une audace extraordinaire, ne manquaient pas d'être applaudis par l'auditoire servile et corrompu dont il était entouré.

Plus sa santé s'affaiblissait, plus sa fureur implacable semblait s'accroître ; elle s'étendait sur tous ses sujets indistinctement : catholiques et protestants, tous devenaient tour-à-tour les victimes de sa tyrannie.

La condamnation injuste du duc de Norfolk et de son fils, le comte de Surrey, vint encore augmenter le nombre de ses cruautés. Le duc était un homme estimable, qui avait servi le roi avec talent et fidélité. Son fils, jeune homme qui donnait les espérances les plus brillantes, possédait toutes les qualités qui peuvent faire un homme distingué : il était aussi profondément instruit qu'il était courtisan aimable et vaillant guerrier, et il excellait dans tous les exercices militaires, qui étaient alors en usage. Il est le premier dont les essais poétiques obtinrent quelques succès. Il célébra les attraits de la belle Géraldine et soutint la supériorité de ses charmes dans toutes les fêtes et dans tous les tournois. Mais ses talents et son mérite ne furent point une sauve-garde contre la tyrannie de Henri qui depuis longtemps était mal disposé pour lui, par rapport aux liens de parenté qui existaient entre Surrey et la famille criminelle de Catherine Howard.

Le gouvernement de Boulogne lui fut ôté et alors il laissa échapper quelques expressions de ressentiment contre les ministres du roi ; il n'en fallut pas davantage pour exciter l'animosité du tyran, qui donna des ordres pour que le père et le fils fussent arrêtés et

conduits à la Tour. Comme Surrey était membre des communes, son procès fut le plus tôt expédié. Il y eut, dans sa propre famille et parmi ses amis, des êtres assez vils pour trahir la confiance la plus intime et les liens sacrés du sang. Sa sœur, la duchesse douairière de Richmond, eut l'indignité de se mettre au rang de ses accusateurs, et sir Richard Southwell, son ami, le chargea du crime de trahison envers le roi. On eût dit qu'à cette terrible époque, il ne restait à attendre ni foi ni honneur de la nation entière. Surrey nia l'accusation et appela Richard en combat singulier; mais cette grâce lui fut refusée, et l'on ajouta à tous ses prétendus crimes celui d'avoir les armes d'Édouard-le-Confesseur, écartelées sur son écusson, ce qui suffisait pour prouver qu'il avait aspiré à la couronne. Le comte ne put rien répondre à cette sérieuse accusation, ce qui aurait été inutile; car sous ce règne tyrannique, le parlement et le jury ne semblaient guidés par d'autres lois que la seule volonté du roi. Surrey fut donc condamné pour crime de haute trahison, malgré sa défense éloquente et spirituelle, et sa sentence fut exécutée à Tower-Hill.

Dans le même moment, le duc s'efforçait d'attendrir le roi par des lettres remplies de protestations d'innocence et d'assurance de soumission; mais le cœur endurci du tyran était étranger à toute émotion tendre. Le parlement fut assemblé de nouveau, et le bill d'attainder fut passé contre le duc, sans qu'il lui fût permis de se faire entendre. Le seul crime dont ses ennemis purent l'accuser, fut qu'on lui avait entendu dire une fois que le roi, d'après sa mauvaise santé, ne pouvait vivre long-temps, et que les disputes continuelles et la diversité des opinions ne pouvaient manquer d'attirer sur le royaume le trouble et les calamités. Quoique Cranmer fût, depuis plusieurs années, d'une doctrine opposée à celle de Norfolk, et quoiqu'il eût plusieurs motifs de se plaindre de lui, il ne voulut point tremper dans une poursuite aussi injuste, et il se retira dans une maison de campagne qu'il avait à Croydon. La sentence de mort fut enfin prononcée et envoyée au lieutenant de la Tour. Le duc se préparait à la mort, lorsqu'un événement de la plus haute importance pour le royaume entier, vint empêcher l'exécution de ce jugement inique.

Depuis long-temps, le roi semblait approcher de sa fin : tous ceux qui l'entouraient ne pouvaient douter que sa mort ne fût prochaine. L'ulcère qu'il avait à la jambe lui causait des douleurs extrêmes, et ces souffrances ajoutées à un embonpoint monstrueux

qui l'empêchait de remuer, le rendait tellement irritable, qu'il ressemblait à un lion enchaîné. Jusqu'alors, il avait été inflexible et cruel, maintenant il montrait la fureur du tigre. Depuis quatre ans enfin, il était la terreur de tous et le tourment de lui-même. Il luttait seul contre la douleur et la mort, sans qu'aucun de ses courtisans osât l'avertir de sa fin prochaine; car on se rappelait que, sous ce règne, plus d'une personne avait été sacrifiée pour avoir prédit la mort du roi. Sir Antoine Denny eut enfin le courage de lui révéler ce secret terrible. Henri, contre sa coutume ordinaire, reçut cette nouvelle avec résignation. Cependant, au milieu des remords et des angoisses qui commençaient à se faire sentir, il envoya chercher Cranmer; mais, avant que le prélat fût arrivé, le roi avait perdu l'usage de la parole. Cranmer le supplia de montrer par quelques signes qu'il mourait dans la foi de Jésus-Christ, Henri n'eut que la force de lui serrer la main, et expira dans sa soixante-sixième année, après un règne de trente-sept ans.

Quelques rois ont été les tyrans de leur peuple; par suite de contradictions et de révoltes; quelques-uns par faiblesse et par une lâche condescendance pour des favoris corrompus; d'autres par l'influence terrible de l'esprit de parti; mais la cruauté de Henri prenait sa source dans un cœur dépravé; cruel dans son gouvernement, cruel dans sa religion, cruel dans sa famille, partout il prouva que la tyrannie était un besoin pour lui. Nos théologiens se sont efforcés de justifier le caractère de ce prince, comme si sa conduite et la réforme avaient le moindre rapport. Il n'y a rien de si absurde que de défendre l'une par l'autre; les instruments les plus vicieux servent souvent à l'exécution des desseins les plus nobles, et nous avons la preuve que la cruauté et l'injustice furent des maux nécessaires pour parvenir à l'établissement de la nouvelle religion¹.

A l'égard des pays étrangers, Henri fit en France différentes expéditions qui coûtèrent des sommes immenses à la nation, et qui ne lui rapportèrent aucun avantage. Il ne cessa d'entretenir avec François un commerce d'amitié, qui parut désintéressé et sincère. Il eut plus de succès en Écosse, et ses généraux remportèrent plusieurs fois l'avantage sur les armées vagabondes de ce pays. Ce qui donna le plus d'influence à l'Angleterre sur cette nation, fut l'esprit de concorde

¹ Quelle horrible nécessité que celle d'un roi bourreau !

qui parut bientôt exister entre ces deux royaumes, et qui aplanit les difficultés pour le temps à venir où ils devaient être gouvernés par le même souverain.

Il y eut dix parlements convoqués, et vingt-trois sessions tenues sous Henri VIII; mais tout le temps que ces parlements siégèrent, pendant un si long règne, n'équivalut qu'au nombre de trois ans et demi. Le commerce de l'Angleterre chez l'étranger, à cette époque, ne s'étendait que dans les Pays-Bas. Les marchands des Provinces-Unies achetaient les marchandises anglaises, et les distribuaient dans toutes les autres parties de l'Europe; mais ces marchandises étaient celles qui avaient le moins de vogue, et les productions des autres pays étaient bien plus recherchées; les artisans étrangers surpassaient de beaucoup les anglais, par leur adresse, leur industrie et leur économie. Il y eut jusqu'à quinze mille ouvriers flamands établis à la fois dans Londres.





CHAPITRE XXV.

ÉDOUARD VI.

De l'année 1547 à l'année 1553.

Édouard VI entra dans sa dixième année lorsqu'il monta sur le trône. Son père, ne doutant point qu'on n'exécutât avec une scrupuleuse obéissance ses dernières volontés, avait fixé la majorité du prince à l'âge de dix-huit ans, et il avait désigné en même temps seize exécuteurs testamentaires auxquels, pendant la minorité du jeune roi, le gouvernement devait être confié; mais la vanité et l'orgueil qui semblaient avoir guidé Henri VIII, dans ce dernier acte de son pouvoir, étaient trop évidents pour ne pas être découverts et déjoués, et le premier soin des exécuteurs testamentaires fut de choisir le comte d'Hereford, depuis duc de Somerset, pour le protecteur du royaume. Dès ce moment, toute la puissance royale résida en lui seul, ainsi que le privilège de nommer ceux qui lui conviendraient pour son conseil privé.

Cette époque fut favorable pour la religion réformée, et les yeux du roi étaient à peine fermés, que tous les partisans de la nouvelle doctrine se félicitèrent mutuellement de cet heureux événement. Cessant donc désormais de dissimuler leurs sentiments secrets, ils soutinrent ouvertement leur croyance, et ne négligèrent aucune occasion de propager la doctrine de Luther, sans aucune crainte des lois dont la rigueur les menaçait encore.

Le protecteur était depuis long-temps regardé comme le partisan secret des protestants; libre de manifester ses opinions, il ne dissimula

point l'intention où il était de relever tous les abus de l'ancienne religion, et d'adopter authentiquement la doctrine de Luther. Sa gloire militaire contribuant encore à augmenter sa puissance, il résolut de forcer les Écossais à donner en mariage au prince Édouard leur jeune reine, l'infortunée Marie Stuart. Dans ce dessein, il attaqua une partie de leur armée et tua huit cents hommes. Cette circonstance, qui lui acquit les suffrages du peuple, seconda parfaitement ses vues, relativement à la propagation de la nouvelle religion; mais le caractère de Sommerset n'avait nul besoin, pour obtenir la confiance du peuple, de recourir à d'aussi faibles moyens; son ame était noble et bienfaisante, ses manières affables et gracieuses envers les êtres les plus inférieurs, et ses actions étaient, en général, dirigées par des motifs d'honneur et de piété.

Le protecteur, dans ses plans relatifs à l'avancement de la religion réformée, avait toujours recours aux conseils de Craumer, homme prudent et modéré, dont la répugnance était extrême pour tout changement violent, et qui voulait, par des innovations insensibles, amener le peuple à un système nouveau de croyance. Gardiner, évêque de Winchester, fut celui qui s'opposa avec le plus de force aux progrès de la réforme. Quoiqu'il n'eût point été nommé du conseil de la régence, son âge, son expérience et son habileté ne lui donnaient pas moins de droits à l'estime et à la confiance. Le protecteur et le primat ordonnèrent bientôt qu'une visite générale fût faite dans toutes les églises. Les protestants attaquaient alors ouvertement le culte des images; Gardiner le défendit, et soutint son utilité; il fit même une apologie de l'eau béate, et déclara positivement qu'il n'était pas permis de faire aucun changement dans la religion pendant la minorité du roi. Cette opposition de Gardiner attira sur lui l'indignation du conseil; on l'envoya à la prison de la Fleet, où il fut traité avec la plus grande sévérité.

Ces réglemens intérieurs furent retardés par la guerre d'Écosse, qui continuait avec fureur. Cependant la défaite de Musselburgh, où périrent plus de dix mille Écossais, les força enfin à demander la paix, afin de gagner du temps, et le protecteur s'occupa de nouveau de la réforme.

Cette dernière expédition augmentait la gloire de Sommerset, et fixait chaque jour davantage sur lui la bonne opinion du peuple. Ce fut alors qu'il obtint du roi, son neveu, une patente par laquelle il avait le droit

de se placer à la droite du trône et de jouir des mêmes honneurs et des mêmes privilèges qui étaient accordés ordinairement aux oncles des rois d'Angleterre. De si hautes prétentions ne manquèrent pas d'exciter l'envie des grands seigneurs; cependant il ne poursuivait pas avec moins d'ardeur son plan favori de réforme, et il donnait par là plus de consistance aux dogmes de l'Église. On rendit aux laïcs la communion sous les deux espèces; mais les messes particulières furent abolies; le roi fut revêtu du pouvoir de créer des évêques par lettres patentes, et les vagabonds furent condamnés à être esclaves pendant deux ans et à être marqués d'un fer chaud, acte de rigueur que l'on présuma n'avoir été formé que pour en faire usage contre les prêtres et les moines errants.

Il fut statué en outre que tous ceux qui nieraient la suprématie du roi ou qui reconnaîtraient celle du pape, seraient punis, la première et la seconde fois, par la confiscation de leurs biens et l'emprisonnement, tout le temps qu'il conviendrait au roi, et la troisième fois, par la peine prononcée contre le crime de haute trahison. On supprima les cierges, le jour de la Chandeleur, ainsi que les cendres, le premier jour de carême, et les rameaux, le dimanche de ce nom. On trouva nécessaire d'abolir toutes ces anciennes pratiques, regardées comme des superstitions dangereuses. Le conseil ordonna également d'enlever des églises toutes les images qui y avaient été jusqu'alors; cette innovation, tant désirée par les réformés, fut regardée par le peuple comme le renversement total de la religion. Agité depuis long-temps par les opinions opposées de ses prédicateurs, et incapable de juger de la justesse des arguments avancés d'un côté ou d'un autre, il ajoutait la plus grande foi à tout ce qu'il entendait dire à l'église, et de cette incertitude et de cette vacillation continuelles d'opinions, naquirent le doute et la confusion. Le conseil s'efforça de remédier à cet inconvénient, en mettant quelques bornes à la liberté des prédicateurs; mais s'apercevant bientôt que cet expédient était inutile, il imposa un silence absolu à tous les orateurs, qui ne s'éloignèrent cependant que par degré et à mesure que la réforme fit des progrès parmi le peuple.

Ces innovations, calculées évidemment pour le bien public, ne purent s'effectuer sans quelques troubles intérieurs. Tandis que le protecteur était occupé à repousser les Écossais qui, secondés par la France, faisaient des incursions en Angleterre, un ennemi non moins dangereux s'efforçait, pendant son absence, d'ébranler son pouvoir.

C'était son propre frère, l'amiral lord Thomas Seymour, homme d'un mérite remarquable, mais orgueilleux, turbulent et intraitable. Il n'avait pu voir sans une jalousie extrême la préférence que le roi avait toujours accordée à son frère aîné. La cour et le royaume étaient continuellement divisés par leurs cabales et leurs prétentions opposées. Sir Thomas, à force de flatteries et d'adresse, s'était tellement insinué dans les bonnes grâces de la reine douairière, qu'oubliant sa prudence et sa réserve accoutumée, elle l'avait épousé immédiatement après la mort du roi. Ce mariage déplut particulièrement à la duchesse de Somerset qui vit avec dépit que, tandis que son époux obtenait la préséance d'un côté, elle serait forcée de la céder de l'autre.

Sir Thomas avait, parmi la noblesse, un parti qui haïssait son frère et ne négligeait aucun moyen d'exciter son ambition. Bientôt les gens du service du roi furent corrompus, et le jeune roi lui-même prit l'habitude de se rendre souvent chez lui, sous prétexte de voir la reine douairière. Là, lord Seymour mettait tout en usage pour gagner l'affection de son souverain, soit par les adulations et les flatteries les plus basses, soit en lui donnant de l'argent pour le distribuer, sans que son gouverneur le sût, à ses gens et à ses favoris, afin d'obtenir leur bienveillance. Pendant le séjour du protecteur en Écosse, il redoubla de soins et d'artifices, et finit par obtenir un nouveau titre d'amiral et une augmentation d'appointements. Sir William Paget, qui observait en silence les progrès qu'il faisait chaque jour dans l'esprit du roi, écrivit au protecteur à ce sujet, et l'engagea à terminer la campagne le plus promptement possible, afin de venir déjouer les plans de son ennemi. Mais avant que le duc de Somerset fût arrivé en Angleterre, son frère avait entraîné dans son parti plusieurs personnes de la haute noblesse, et avait même obtenu du roi qu'il écrivit de sa propre main aux deux chambres du parlement, pour demander que l'amiral fût nommé son gouverneur. Dès que le conseil fût informé de ses desseins, il envoya à Thomas Seymour des députés pour lui déclarer que s'il ne consentait sur-le-champ à se désister de ses prétentions, il le dépouillerait de sa charge et l'enverrait comme prisonnier à la Tour, où il serait jugé et condamné d'après l'acte du parlement qui déclarait coupable de haute trahison quiconque troublerait la paix du royaume. Il consentit enfin à se soumettre, et parut désirer de se réconcilier avec son frère ; mais ce ne fut pas sans un effort violent sur lui-même, et sans qu'il lui échappât quelques menaces. Il continua à nourrir secrètement les

mêmes projets, et son frère, qui soupçonnait avec raison sa sincérité, chargea des espions de l'informer de toutes ses démarches.

La reine douairière venait de mourir en couches. L'amiral, loin de considérer cet événement comme fatal à ses vues ambitieuses, parut au contraire le regarder comme un augure favorable, et ses prétentions, dès ce moment, furent plus élevées que jamais. Il fit sa cour à la princesse Élisabeth, si révérée depuis par les Anglais. Il paraît qu'elle prêta l'oreille à ses insinuations, et qu'elle reçut ses hommages avec quelque plaisir, malgré la volonté de son père qui l'excluait de tout droit à sa succession, dans le cas où elle se marierait sans le consentement du conseil. L'amiral avait combiné ses plans de manière à éloigner cette objection, et toutes ses démarches tendirent à faire croire qu'il visait à l'autorité royale. A force de promesses et de persuasions, il entraîna dans son parti un grand nombre de personnes de tout rang, et il calcula qu'il pouvait, dans l'occasion, réunir sous ses ordres dix mille hommes, tant serviteurs et vassaux que gens qui lui étaient dévoués. Il s'était déjà pourvu d'armes et avait mis dans ses intérêts sir John Sharrington, directeur de la monnaie à Bristol, homme facile à corrompre, et qu'il chercha à gagner, pour que l'argent ne lui manquât pas.

An de J.-C. 1548. — Sommerset, informé avec exactitude de tout ce qui se passait, s'efforçait par tous les moyens de l'engager à renoncer à ses desseins. Tour-à-tour il employa la douceur et les menaces, il le combla de nouvelles faveurs; mais convaincu bientôt que tout était inutile, il prit la résolution de faire usage d'un remède violent et extrême, qui était d'accuser son frère du crime de haute trahison. Le duc de Sommerset, influencé dans cette affaire par les conseils secrets de Dudley, comte de Warwick, homme méchant et ambitieux, qui nourrissait l'espoir de fonder son élévation sur la ruine des deux frères, dépouilla donc lord Scymour de sa charge de grand-amiral, et signa un warrant pour qu'il fût envoyé à la Tour. Cependant le protecteur suspendit le dernier coup, et montra une grande répugnance à perdre l'être qui lui était attaché par des liens si puissants. Il lui proposa encore une fois de se réconcilier avec lui, et lui offrit la vie, s'il voulait consentir à passer le reste de ses jours dans la retraite, mais rien ne put vaincre le caractère inflexible de l'amiral. Le protecteur, certain de l'opiniâtreté inébranlable de son frère, fit enfin dresser contre lui une accusation contenant trente-trois articles.

Elle fut portée devant le parlement qui était alors l'instrument de vengeance des ministres. Lorsque l'affaire parvint à la chambre haute, plusieurs pairs se levèrent pour déclarer ce qu'ils savaient sur la conduite, les paroles et les actions de lord Seymour. Il y eut un peu plus de difficulté à la chambre des communes sur la méthode de procéder, mais le roi fit dire de poursuivre, et le bill fut passé presque unanimement. — An de J.-C. 1549 — Il n'y eut que neuf ou dix voix contre. La sentence fut exécutée aussitôt après, et l'amiral eut la tête tranchée à Tower-Hill. Mais cette mort fut désapprouvée par la nation entière, qui se récria sur l'injustice d'un jugement qui avait condamné lord Seymour sans lui avoir permis de se défendre, et sans qu'il eût été confronté avec ses accusateurs. Tout l'odieux de cette action retomba sur le protecteur, et l'on doit avouer avec raison qu'une sévérité aussi crnelle n'était nullement fondée.

Cet obstacle éloigné, le protecteur acheva d'établir le nouveau système de religion, objet principal de l'attention publique. Un comité d'évêques et de théologiens avait été nommé par le conseil pour régler une liturgie, et la modération, la précision et l'exactitude avaient présidé à ce règlement. Un acte du parlement permettait aussi aux prêtres de se marier. La confession auriculaire, sans être abolie, fut laissée à la discrétion du peuple qui ne fut pas fâché d'être débarrassé de la tyrannie spirituelle de ses prêtres. La doctrine de la présence réelle fut la dernière que le peuple consentit à abandonner; le clergé et les laïcs ne pouvaient se résoudre à renoncer à un dogme dont il résultait pour eux des avantages miraculeux. Cependant cette opinion, ainsi que toutes les pratiques contraires aux vrais principes de l'Écriture, finirent par être totalement abandonnées, et la réforme, telle qu'elle existe aujourd'hui, fut presque entièrement établie en Angleterre. La majorité du peuple et du clergé consentit sans peine à ces innovations: Gardiner et Bonner furent les seuls dont l'opposition eut quelque poids, aussi furent-ils envoyés à la Tour et menacés de la colère du roi, en cas de résistance.

Malheureusement les réformés ne bornèrent pas leur vengeance à l'emprisonnement, ils résolurent à leur tour de devenir persécuteurs, et quoique le véritable esprit de leur doctrine se fondât sur la liberté de penser, ils ne pouvaient supporter aucune contradiction sur les principes qu'ils avaient eu tant de peines à établir.

Une commission fut expédiée au primat et à quelques autres,

pour faire la recherche des anabaptistes, des hérétiques et de tous ceux qui paraîtraient opposés à la nouvelle liturgie. Dans le nombre des coupables, il y eut une femme, nommée Jeanne Boncher, ou Jeanne de Kent, qui était si fortement attachée à ses opinions, que les commissaires ne purent rien obtenir d'elle. Sa doctrine était que le Christ, comme homme, était entaché du péché originel; mais que, comme Verbe, il était exempt du péché et ne pouvait être assujéti à la fragilité de la chair dont il était revêtu.

Cette opinion que personne ne pouvait comprendre, fit condamner la pauvre femme à être brûlée comme hérétique. Le jeune roi, qui montrait plus de justesse d'esprit que ses ministres, refusa d'abord de signer l'arrêt de sa mort; mais vaincu par les importunités de Cranmer, il céda toutefois avec répugnance, et il déclara que s'il agissait injustement, la faute retomberait sur la tête de ceux qui l'entraînaient à la commettre. Le primat fit de nouveaux efforts pour engager l'infortunée à se rétracter; mais résistant à tous les arguments qu'on lui opposa, elle resta inébranlable, et fut enfin livrée aux flammes.

Peu de temps après, un Hollandais nommé Van Paris, fut accusé d'arianisme et condamné au même supplice. Il supporta ses souffrances avec un enthousiasme si extraordinaire, qu'il *embrassait et caressait* *les fagots qui servaient à le consumer.*

Quelque toutes ces mesures eussent en vue le bien général et l'intérêt de la société, elles ne furent pas moins suivies des inconvénients inséparables de tout changement quelconque. Les monastères une fois supprimés, un nombre prodigieux de moines furent obligés de gagner leur subsistance par le travail. Les terres des monastères avaient été affermées autrefois au bas peuple, de manière à employer un grand nombre de bras, et les locations étant modérées, ils pouvaient soutenir leurs familles sur leurs récoltes; mais maintenant ces terres étant devenues la propriété de la noblesse, les baux furent augmentés, et les fermiers voyant que le commerce des laines était d'un rapport plus avantageux que celui du blé, mirent tous leurs champs en pâturages.

En conséquence de cette pratique, le prix de la farine augmenta, ce qui aggrava l'oppression qui pesait sur le bas peuple, et comme peu de bras étaient désormais nécessaires pour diriger les pâturages, un nombre infini d'ouvriers fut privé de toute ressource et tomba dans la misère. La noblesse fut considérée comme la source de tous ces maux, et des murmures continuels s'élevèrent contre elle.

Pour ajouter à ces différents sujets de mécontentement, les riches propriétaires firent clore leurs propriétés, et les cultivateurs, regardés alors comme des fardeaux inutiles, furent chassés de leurs habitations. Les paysans, privés des terres sur lesquelles ils nourrissaient autrefois leurs troupeaux, furent réduits à l'indigence. On s'aperçut alors d'une dépopulation effrayante, et l'abondance qui jusqu'à ce moment avait régné dans tout le royaume, fit place à la misère la plus grande. Mais ce qui acheva de mettre le comble à cette calamité générale, fut l'exportation de toute la bonne monnaie, tandis que le métal de bas aloi fut apporté du continent en grande abondance, et donné en paiement aux ouvriers et au peuple, qui ne purent y trouver le même avantage. Il résulta de tous ces maux réunis une stagnation dangereuse dans le commerce et une défiance universelle : de violents murmures éclatèrent de toutes parts.

Le protecteur, qui avait intérêt à humilier l'orgueil de la noblesse, épousa la querelle du peuple. Il nomma une commission chargée d'examiner si les propriétaires des terres ecclésiastiques avaient rempli les conditions auxquelles elles leur avaient été accordées, et il ordonna que toutes les clôtures faites depuis peu fussent rouvertes dans un espace de temps fixé. L'objet de cette commission était trop désagréable à la haute et à la basse noblesse, pour qu'elles ne la traitassent pas d'illégal et d'arbitraire; d'un autre côté, le peuple craignant que ces deux classes puissantes ne voulussent en éluder les effets, et impatient d'être vengé, s'ameuta et courut aux armes. Plusieurs révoltes éclatèrent à la fois dans différentes parties du royaume; on eût dit que le peuple s'était donné le signal pour une conspiration générale. Les rebelles de Wiltshire furent dispersés par sir William Herbert; ceux d'Oxford et de Gloucester par lord Grey de Wilton; quant aux émeutes du Hampshire, de Sussex, de Kent et de quelques autres provinces, on parvint à les apaiser par la douceur. Mais les insurrections du Devonshire et de Norfolk furent plus obstinées, et menacèrent le royaume d'un résultat plus grave. Les insurgés du Devonshire, dont le nombre se montait à dix mille hommes, avaient à leur tête un nommé Humphrey Arundel, soldat brave et expérimenté. Les sermons des moines animèrent encore leur courage, et donnèrent à leur révolte une apparence de confédération religieuse. Ils demandaient l'abolition des statuts faits dernièrement en faveur de la réforme; mais le ministère après avoir rejeté leur demande avec mépris, fit offrir un pardon à tous

ceux qui consentaient à mettre bas les armes et à retourner dans leurs foyers. Les insurgés trop avancés pour reculer, et encouragés par les moines qui étaient avec eux, s'avancèrent, portant devant eux les croix, les bannières, l'eau bénite, les flambeaux et tous les autres instruments de leur ancienne superstition. Ils mirent le siège devant Exeter, mais la ville fut vaillamment défendue par ses habitants. Lord Russel, envoyé contre eux avec un fort petit nombre de troupes, fut bientôt secondé par lord Grey et d'autres seigneurs. Ils attaquèrent l'ennemi et le chassèrent de ses retranchements. Dans l'action ainsi que dans la poursuite, on fit un carnage horrible de ces malheureux abusés. Leur chef et plusieurs autres furent envoyés à Londres, où il furent condamnés et exécutés. Quelques officiers d'un rang inférieur furent mis à mort, d'après la loi martiale. Le vicaire de Saint-Thomas, un des principaux incendiaires, fut pendu au haut de son clocher, avec ses habits d'ecclésiastique et son chapelet à sa ceinture.

La sédition de Norfolk parut encore plus alarmante. Le nombre des insurgés se montait à vingt mille hommes. Leurs prétentions étaient en proportion de leurs forces : ils demandaient la suppression de la basse noblesse, la nomination d'un autre conseil auprès du roi et le rétablissement de leurs anciennes cérémonies religieuses. Un tanneur, nommé Ket, s'était approprié une autorité absolue sur eux ; il avait élevé son tribunal près de Norwich, sous un vieux chêne qui depuis fut nommé le chêne de la réforme. Après avoir fait le siège de cette ville qui finit par se rendre, il emprisonna le maire et plusieurs citoyens ; le marquis de Northampton, qui avait été envoyé contre lui, fut d'abord repoussé : mais le comte de Warwick, qui arriva bientôt après, à la tête de six mille hommes, en vint à une attaque générale et les mit entièrement en déroute. Deux mille hommes périrent, tant dans le combat que dans la poursuite ; Ket fut pendu au château de Norwich, et neuf de ses complices le furent aux branches du chêne de la réforme. Cette insurrection, la dernière de toutes, en faveur du papisme, fut totalement dispersée.

Quelque le calme actuel parût être d'un augure favorable pour les intérêts du protecteur, cependant l'autorité que le comte de Warwick venait d'acquérir, en réprimant l'insurrection de Norfolk, décida la ruine de Sommerset. De tous les ministres de ce temps, Dudley, comte de Warwick, était le plus ambitieux, le plus artificieux et le plus immoral. Résolu, à quelque prix que ce fût, de s'emparer du

premier rang après le roi. Il s'inquiétait peu des moyens qui lui étaient nécessaires pour parvenir à ses fins. Mais, ne voulant pas jeter le masque imprudemment, il couvrit ses projets ambitieux des apparences les plus belles, et s'étant lié intimement avec le comte de Southampton, il se forma dans le conseil un parti puissant, déterminé à s'affranchir de l'esclavage que leur avait imposé le protecteur. Ce seigneur était devenu à cette époque l'objet de la haine de la majeure partie du royaume. Il était haï des nobles, pour la supériorité de son rang et l'autorité absolue dont il jouissait; détesté des catholiques, par rapport à sa prédilection pour la religion réformée, et un grand nombre de ses partisans s'était éloigné de lui, depuis qu'il avait agi avec tant de cruauté à l'égard de son frère. D'ailleurs, le grand état de maison qu'il tenait aux dépens de l'Église et de la couronne, le rendait odieux à tous. Le palais qu'il faisait bâtir alors dans le Strand, contribuait encore à augmenter la haine générale, par sa magnificence et plus encore par les moyens injustes qu'il avait pris pour le faire élever. La paroisse de Sainte-Marie et trois maisons épiscopales avaient été démolies, pour fournir du terrain et des matériaux à la structure de ce nouveau palais. Plusieurs autres églises avaient été détruites également, afin que les pierres pussent servir au même dessein; mais les habitants de la paroisse Sainte-Marguerite s'étaient rassemblés tumultueusement et s'étaient opposés à ce que leur église fût démolie à son tour.

Tous ces actes arbitraires ne manquèrent pas d'être exagérés et enveloppés par les ennemis de Sommerset. Ils le représentèrent comme un parricide, un tyran sacrilège, un usurpateur des privilèges du conseil et des droits du roi. En conséquence, le lord Saint-John, président du conseil, les comtes de Warwick, de Southampton et d'Arundel, ainsi que cinq conseillers, se rassemblèrent à Ely-House, s'emparèrent de toute l'autorité, et commencèrent à agir sans la participation du protecteur, qu'ils peignirent comme l'auteur de tous les maux publics. Ils écrivirent aux grands et à toute la noblesse de l'Angleterre, afin de les informer de ce qui se passait et de leur demander leur appui. Ils firent mander le maire et les aldermen de Londres, et leur enjoignirent de concourir à leurs projets qui pouvaient seuls sauver la nation. Le jour suivant, plusieurs autres membres du conseil se joignirent à eux, et le protecteur commença alors à craindre, non-seulement pour son autorité, mais encore pour sa vie.

Dès qu'il fut informé de ce qui se tramait contre lui, il envoya le roi

à Windsor et mit sous les armes les habitans de Hampton et de Windsor; mais remarquant qu'aucun individu de marque, excepté Cranmer et Paget, ne lui restait fidèle, que le peuple ne faisait aucun mouvement en sa faveur, que tout le monde enfin paraissait l'abandonner, il reconnut que désormais toute résistance était inutile, et oubliant son caractère, il se détermina à solliciter l'indulgence de ses ennemis. Cette démarche vile accrut considérablement la force et la confiance du parti de Warwick; le nouveau conseil, après avoir envoyé au roi les plus humbles protestations de son obéissance, l'informa que son seul but était d'exécuter la volonté du roi son père, en rétablissant les choses sur l'ancien pied, et en ôtant l'autorité des mains d'un homme qui s'était approprié à lui seul toute la puissance royale. Le roi, qui avait peu d'estime pour Sommerset, consentit sans peine à la requête du conseil, et le protecteur fut envoyé à la Tour, ainsi que quelques-uns de ses partisans. Six lords furent nommés pour remplir près du roi les fonctions de gouverneurs, deux à la fois seulement devant se trouver de service. Ce fut alors que l'ambition du comte de Warwick se développa dans toute son étendue; dès ce moment, il ne chercha plus à dissimuler qu'il était le principal auteur de la ruine de Sommerset, et il s'empara, sans la moindre opposition, des rênes du gouvernement.

Le destin de Sommerset fut fixé dès ce moment, ses ennemis étaient nombreux et avaient juré sa perte; le principal article de l'accusation dirigée contre lui était d'avoir usurpé le gouvernement et de s'être emparé de toute la puissance; plusieurs autres accusations furent ajoutées à celle-ci, mais aucune n'était de nature à être regardée comme crime de haute trahison. La chambre haute ne lança pas moins contre lui le bill d'attaquer; — An de J.-C. 1550 — mais Sommerset, dans l'espoir d'éluder la rigueur de la sentence, eut la bassesse d'avouer à genoux, en présence du conseil, qu'il reconnaissait la vérité de l'accusation portée contre lui : cet aveu signé de sa propre main, fut lu en pleine chambre; le parlement lui envoya demander si cette confession était volontaire ou extorquée : Sommerset, après les avoir remerciés de leur franchise, répondit qu'il l'avait faite volontairement, mais il soutint fortement que jamais il n'avait conçu une seule pensée contraire aux intérêts du roi ou de la nation. D'après cet aveu, il fut dépouillé de toutes ses charges ainsi que d'une grande partie de ses biens qui furent confisqués au profit de la couronne. Cependant le roi remit l'amende à Sommerset, et contre l'attente de chacun, il

recouvra la liberté; il fut même réintégré dans le conseil. Heureux pour lui, s'il se fût contenté d'une vie tranquille! mais son ambition, qui n'était qu'assoupie, se réveilla dès qu'il fut à l'abri de tout danger.

Les catholiques, qui désiraient ardemment la chute du protecteur, commencèrent à espérer une révolution favorable pour leur religion; mais ils se trompaient sur les motifs de la conduite de Warwick, dont une ambition démesurée était le seul but : il leur prouva bientôt combien peu il était disposé à les favoriser, en faisant subir à Gardiner la peine infligée au crime de désobéissance envers le roi. Lui et plusieurs autres prélats, tout en se conformant en apparence à la nouvelle doctrine, n'étaient pas moins restés fidèles à leur ancienne religion. On résolut, en conséquence, de les dépouiller de leurs sièges, et l'on trouva convenable de commencer par Gardiner, afin d'inspirer plus de terreur aux autres.

Comme il était en prison depuis deux ans, pour avoir refusé de prêcher sur l'obéissance due au roi pendant sa minorité, le conseil profita de cette circonstance pour lui envoyer à signer plusieurs articles qui consistaient à reconnaître la justice de son emprisonnement, à avouer que le roi était le chef suprême de l'Église; que le pouvoir de créer et de supprimer les jours de fête était une partie de sa prérogative, et que la forme du rituel était convenable. Gardiner consentit à signer tous ces articles, excepté l'aveu de sa culpabilité, et, s'apercevant que le but de ces ennemis était de le perdre et de le déshonorer, il soutint avec persévérance qu'il était innocent. On le dépouilla de son évêché pour le punir de cette résistance, et on le renferma plus étroitement que jamais; ses livres lui furent ôtés, ainsi que les plumes et le papier; toute communication lui fut interdite, et ces mesures sévères justifèrent, sous quelques rapports, celles que plus tard il prit à son tour, lorsque le pouvoir tomba entre ses mains.

Les réformés ne s'en tinrent pas là : les courtisans avides qui cherchaient à couvrir leurs vues ambitieuses d'une apparence de zèle religieux, dépouillèrent également Day, évêque de Chichester; Heath, évêque de Worcester; et Vesey, évêque d'Exeter. Ceux de Llandaff, de Salisbury et de Coventry, trouvèrent le moyen de se tirer d'affaire, en sacrifiant la majeure partie de leurs revenus. Les bibliothèques subirent à leur tour un examen sévère : celles de Westminster et d'Oxford furent purgées des missels romains, des légendes et de toute

espèce de livres superstitieux. Cette recherche donna lieu nécessairement à une sorte de dévastation dans la littérature. Plusieurs volumes garnis d'argent furent détruits à cause de leur riche reliure. Plusieurs ouvrages sur la géométrie et l'astronomie passèrent pour des livres de magie et n'obtirent aucune pitié. L'université, incapable d'arrêter la fureur de ces barbares, contemplait en silence ce pillage insensé, et tremblait pour sa propre sûreté.

Warwick cherchait à flatter la noblesse en humiliant le clergé; remarquant que le roi tenait fortement aux principes de la réforme, il pensa que le plus sûr moyen de lui plaire était de paraître le zélé défenseur de sa cause. Mais bientôt le désir d'augmenter sa puissance l'occupa plus que tout le reste. Comme le dernier comte de Northumberland était mort sans enfants, Warwick eut l'adresse de s'emparer de ses biens immenses, et obtint aussi le titre de duc de Northumberland. Sommerset était maintenant la seule personne qui lui portât ombrage. Quoique la faiblesse de sa conduite l'eût fait déchoir considérablement dans l'opinion publique, cependant il possédait encore un reste d'influence qui le rendait redoutable à son ambitieux rival. L'imprudent Sommerset n'était pas toujours en garde contre les artifices de Northumberland, et souvent il ne pouvait s'empêcher de laisser échapper des murmures et des menaces qui étaient promptement rapportées à son ennemi. Sommerset, continuellement entouré de créatures qui ne manquaient pas de rendre compte au nouveau duc de ses plans de vengeance, ne tarda point à ressentir les effets de la haine de son rival. Il fut arrêté par l'ordre de Northumberland, ainsi que différentes personnes accusées d'être ses partisans. Lui et la duchesse sa femme furent jetés en prison, et Sommerset fut accusé d'avoir cherché à exciter une insurrection dans le nord, afin d'attaquer les gens d'armes un jour de revue, de s'emparer de la Tour et d'exciter une révolte dans la ville de Londres. Il repoussa avec force cette accusation, mais il en avoua une d'une nature odieuse et qui devait le perdre : c'était d'avoir tramé un complot pour assassiner Northumberland, Northampton et Pembroke, à un banquet qui devait être donné chez lord Paget. Il fut jugé devant un tribunal composé du marquis de Winchester, qui siégeait en cette circonstance comme grand-maître de l'Angleterre, et de vingt-sept pairs, dans le nombre desquels se trouvaient Northumberland, Pembroke et Northampton, tout à la fois ses juges et ses accusateurs. Il se défendit d'avoir voulu s'emparer de la personne du roi

et de l'administration des affaires, et il fut acquitté à cet égard; mais comme il fut convaincu d'avoir conspiré contre la vie d'un conseiller privé, crime capital depuis le règne de Henri VII, il fut condamné à mort.

La popuïace, en le voyant reconduire à la Tour, sans qu'on portât la hache devant lui, s'imagina qu'il avait été acquitté complètement, et manifesta sa joie par de bruyantes acclamations qui cessèrent bientôt, lorsqu'elle fut informée du destin de Sommerset. On avait eu soin de donner au jeune roi des impressions défavorables sur son oncle, et de peur qu'il ne finît par s'attendrir sur son sort, on avait défendu tout accès près de lui aux amis de Sommerset; et pour éloigner de l'esprit du prince toute réflexion à cet égard, on l'avait entouré de distractions et d'amusements.

Le prisonnier fut conduit à l'échafaud, au milieu d'une foule de spectateurs dont l'attachement pour lui était réel. Sa contenance était calme; il leur parla avec douceur et résignation, et protesta que dans toutes les actions de sa vie, il avait toujours eu en vue les intérêts du roi et de la véritable religion. Le peuple, vivement ému, exprimait par de bruyantes acclamations combien il était convaincu de l'innocence de Sommerset: « Rien n'est plus vrai s'écrièrent-ils. » Un tumulte général commençait à s'élever, mais le duc s'efforçant de les calmer, les pria de ne plus troubler ses dernières méditations et de se réunir plutôt à lui dans les prières qu'il allait adresser au ciel. Après quelques minutes de recueillement, Sommerset courba sa tête sous la hache et reçut le coup fatal.

Sir Ralph Vane et sir Miles Partridge, furent pendus; sir Michel Stanhope et sir Thomas Arundel eurent, ainsi que Sommerset, la tête tranchée.

Bien que sa vie ne soit point exempte de reproches, on doit cependant reconnaître avec justice qu'il eut toujours en vue le bien du peuple. Rien n'était donc plus impolitique que sa mort. La chambre des communes lui était fort attachée, ce qui déplaisait extrêmement à Northumberland; aussi conseilla-t-il au roi de dissoudre le parlement, et d'en former un autre qui fût plus disposé à se soumettre à sa volonté. Édouard, incapable de résistance, se laissa persuader d'écrire à tous les shérifs des lettres circulaires, par lesquelles il leur enjoignait de choisir les hommes que lui et le conseil privé lui recommandaient.

Les shérifs s'empressèrent d'obéir à cet ordre despotique, et les nouveaux membres répondirent à l'attente de Northumberland. Depuis long-temps il visait à une autorité sans bornes, et la faible santé du roi semblait favoriser ses projets ambitieux. — An de J.-C. 1553 — Il représenta bientôt au jeune prince que ses sœurs Marie et Élisabeth, appelées à la succession par le testament de Henri, dans le cas où il n'y aurait pas d'héritier direct, avaient été déclarées illégitimes par le parlement ; que la reine d'Écosse, comme étrangère, perdait toute espèce de droit à la couronne ; qu'ainsi, les trois princesses étant exclues juridiquement de la succession, elle devait être dévouée à la nièce de Henri, la marquise de Dorset, dont l'héritière était lady Jeanne Grey, femme dont les vertus, l'esprit et le mérite, égalaient l'étonnante beauté. Le roi, soumis depuis long-temps aux vues politiques de son adroit ministre, consentit sans peine à ce que l'ordre de la succession fût examiné par le conseil que Northumberland espérait influencer aisément.

A mesure que la santé du roi déclinaît, le ministre ambitieux travaillait à augmenter sa puissance. Son premier soin fut d'assurer les droits du marquis de Dorset, père de lady Jeanne Grey, en lui faisant accorder le titre de duc de Suffolk, qui était éteint depuis peu. Dès qu'il lui eut obtenu cette faveur, il proposa un mariage entre son quatrième fils, lord Guilford Dudley et lady Jeanne Grey, dont il avait embrassé si chandement les intérêts, et pour achever de donner à son pouvoir toute l'étendue possible, il maria sa fille à lord Hastings. Ces mariages furent célébrés avec une pompe et une magnificence extrêmes, tandis que la santé du roi devenait de jour en jour plus languissante. Des symptômes de consommation commençaient à paraître ; cependant sa jeunesse et sa bonne constitution faisaient espérer encore qu'il se rétablirait, et l'amour que ce jeune prince avait inspiré à ses sujets, leur faisait repousser avec effroi l'idée de son danger.

Plusieurs personnes observaient avec inquiétude que depuis que les Dudley entouraient le roi, sa santé déclinaît à vue d'œil. Le caractère de Northumberland et le soin qu'il avait pris d'éloigner du jeune monarque tous ses anciens serviteurs, pouvaient justifier de tels soupçons et augmenter la haine du peuple ; aussi ne le cachait-il point ; mais Northumberland, qui paraissait s'inquiéter fort peu des murmures excités par sa conduite, ne continuait pas moins à être aussi assidu près du roi, et tout en lui témoignant les plus vives inquiétudes sur

sa santé, il poursuivait avec ardeur son plan favori, qui était de faire transporter la succession sur la tête de sa belle-fille. Cependant, les juges désignés pour dresser la lettre patente à ce sujet, montrèrent une répugnance extrême à céder une pareille mesure, et portèrent leur raison devant le conseil. Ils demandèrent que le parlement fût convoqué, et ils déclarèrent que l'acte qu'on exigeait d'eux tendait à exposer aux peines dues au crime de trahison, non seulement les juges qui le dresseraient, mais encore les conseillers qui le signaient. Northumberland, incapable de supporter une opposition de cette nature, les menaça et s'emporta jusqu'au point d'appeler trahire l'un d'eux, et il jura qu'il était prêt à combattre avec qui que ce fût, pour soutenir les droits aussi justes que ceux de lady Jeanne Grey. On trouva enfin un expédient pour mettre les juges à l'abri de tout danger dans l'avenir: ce fut de leur accorder des lettres de grâce pour le changement qu'ils allaient faire; et après bien des délibérations et des refus, l'acte qui changeait l'ordre de la succession fut dressé, à la grande satisfaction de Northumberland.

Marie et Élisabeth furent par conséquent dépouillées de leurs droits légitimes, qui passèrent aux héritiers de la duchesse de Suffolk; quant à elle, elle avait renoncé à toute prétention à cet égard.

Tout paraissant réussir selon les désirs de l'ambitieux ministre, il prétendit que les secours de la faculté étaient désormais inutiles au roi. On congédia donc les médecins, et l'on remit Édouard entre les mains d'une femme ignorante qui entreprit secrètement de le guérir; mais le roi n'eut pas plutôt fait usage de ses remèdes, que tous les symptômes reparurent plus effrayants que jamais; sa langue s'embarassa, sa respiration devint pénible, son pouls s'affaiblit; tout enfin annonça sa fin prochaine. Ce fut à Greenwich qu'il rendit le dernier soupir; — An de J.-C. 1553, le 6 juillet — il était dans sa seizième année, et dans la septième de son règne.

Édouard fut vivement regretté de tous ses sujets, car ces vertus précoces annonçaient un règne fortuné; peut-être le temps aurait-il justifié de si belles espérances. La culture de son esprit était surprenante, si nous devons en croire les historiens du temps: il savait, dit-on, le grec, le latin, le français, l'italien et l'espagnol; il était habile en logique, en musique, en physique et en théologie. Cardan, l'un des savants et des médecins les plus célèbres de ce siècle, dans une visite qu'il fit à la cour de Londres, fut tellement étonné de l'instruction du

jeune prince, qu'il en parla comme d'un prodige. Malheureusement il est probable que le poison de la flatterie aurait fini par le corrompre, comme autrefois il avait corrompu son père ¹.

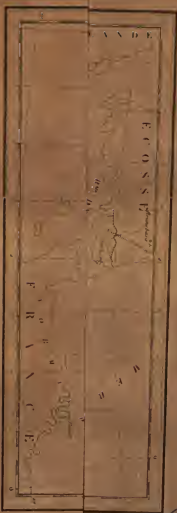
¹ Et s'il eût vécu, il eût été faible comme le sont tous les princes qui sont parvenus au trône dans l'enfance. (*Lettres sur l'Histoire d'Angleterre*) On trouvera peu de princes élevés au trône de bonne heure, qui n'aient été faibles, indolents, inappliqués. Comment pourrait-il en être autrement? Les ministres, pour se rendre nécessaires, éloignent de leur maître toute espèce de lumières. (*Note de Brissot de Warville.*)

FIN DU PREMIER VOLUME.

64052



ДЕПТАРХИЕ P. 111 v. 1





TABLE

DES CHAPITRES ET SOMMAIRES

CONTENS

DANS LE PREMIER VOLUME.

CHAPITRE I.	
<u>Des Bretons avant l'arrivée des Romains.</u>	Page 1
CHAPITRE II.	
<u>Depuis la descente de Jules César jusqu'à l'abandon de la Bretagne par les Romains.</u> — Avant J.-C. 55.	5
CHAPITRE III.	
<u>Les Bretons et les Saxons. — Heptarchie.</u>	18
CHAPITRE IV.	
<u>Depuis l'avènement d'Egbert jusqu'à Guillaume le Conquérant. — De l'année 827 à l'année 1066.</u>	36
CHAPITRE V.	
<u>GUILLAUME LE CONQUÉRANT. — De l'année 1066 à l'année 1087.</u>	78
CHAPITRE VI.	
<u>GUILLAUME LE ROUX. — De l'année 1087 à l'année 1100.</u>	96
CHAPITRE VII.	
<u>HENRI I, surnommé Beau-Clerc. — De l'année 1100 à l'année 1135.</u>	106
CHAPITRE VIII.	
<u>ÉTIENNE. — De l'année 1135 à l'année 1154.</u>	117
CHAPITRE IX.	
<u>HENRI II, Plantagenet. — De l'année 1154 à l'année 1189.</u>	127
CHAPITRE X.	
<u>RICHARD I, surnommé Cœur de Lion. — De l'année 1189 à l'année 1199.</u>	157
CHAPITRE XI.	
<u>JEAN SANS TERRE. — De l'année 1199 à l'année 1216.</u>	171

CHAPITRE XII.	
HENRI III. — De l'année 1216 à l'année 1272.	Page 196
CHAPITRE XIII.	
ÉDOUARD I. — De l'année 1272 à l'année 1307.	220
CHAPITRE XIV.	
ÉDOUARD II. — De l'année 1307 à l'année 1327.	249
CHAPITRE XV.	
ÉDOUARD III. — De l'année 1327 à l'année 1377.	263
CHAPITRE XVI.	
RICHARD II. De l'année 1377 à l'année 1399.	291
CHAPITRE XVII.	
HENRI IV. — De l'année 1399 à l'année 1413.	308
CHAPITRE XVIII.	
HENRI V. — De l'année 1413 à l'année 1422.	319
CHAPITRE XIX.	
HENRI VI. — De l'année 1422 à l'année 1471.	331
ÉDOUARD IV. — Année 1461.	351
HENRI VI rétabli. — Année 1470.	353
CHAPITRE XX.	
ÉDOUARD IV. — De l'année 1471 à l'année 1483.	358
CHAPITRE XXI.	
ÉDOUARD V. — An de J.-C. 1483.	361
CHAPITRE XXII.	
RICHARD III. — De l'année 1483 à l'année 1485.	368
CHAPITRE XXIII.	
HENRI VII. — De l'année 1485 à l'année 1509.	377
CHAPITRE XXIV.	
HENRI VIII. — De l'année 1509 à l'année 1547.	400
CHAPITRE XXV.	
ÉDOUARD VI. — De l'année 1547 à l'année 1553.	454

FIN DE LA TABLE.

616052





